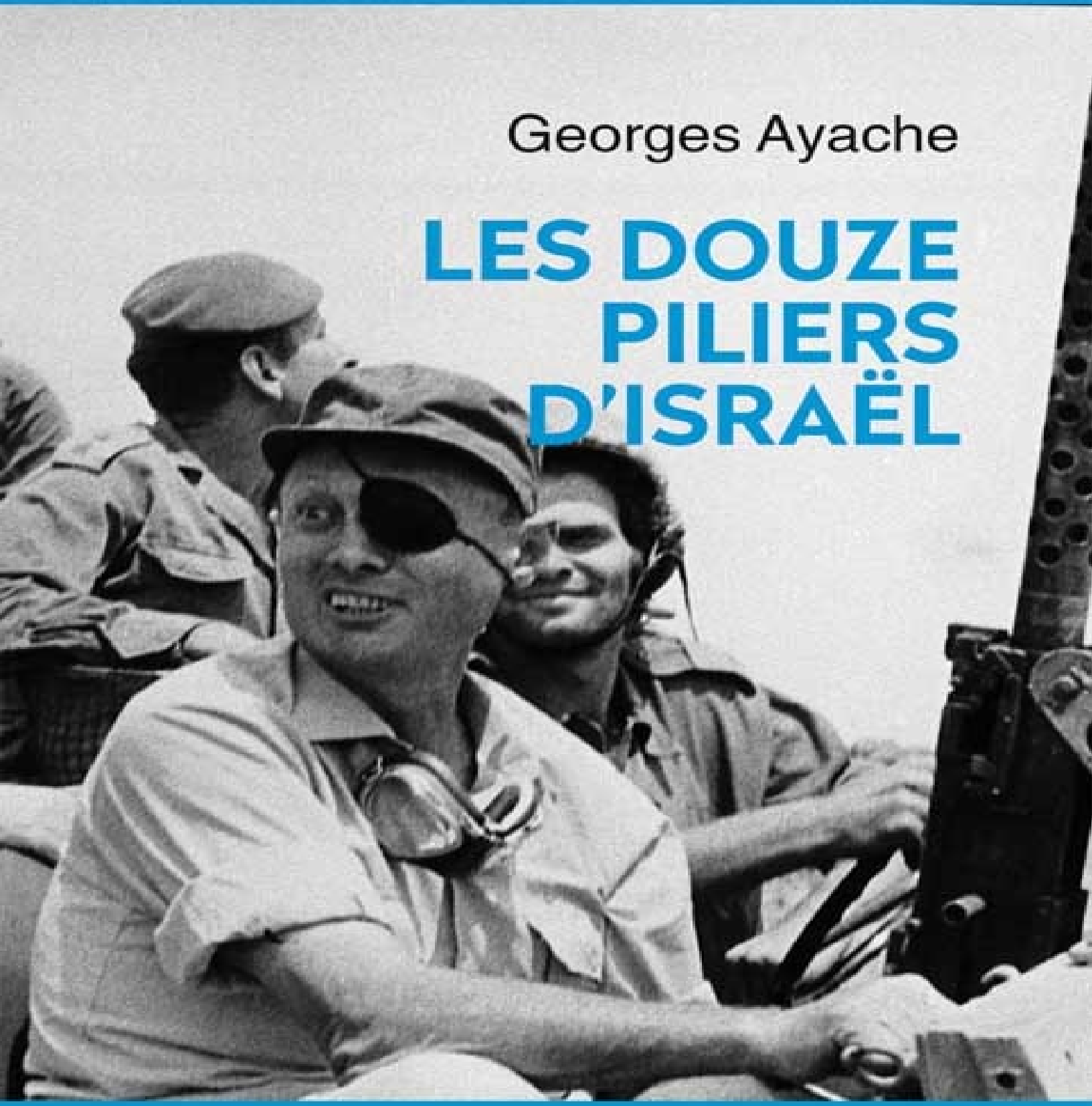
Georges Ayache

LES DOUZE PILIERS D'ISRAËL

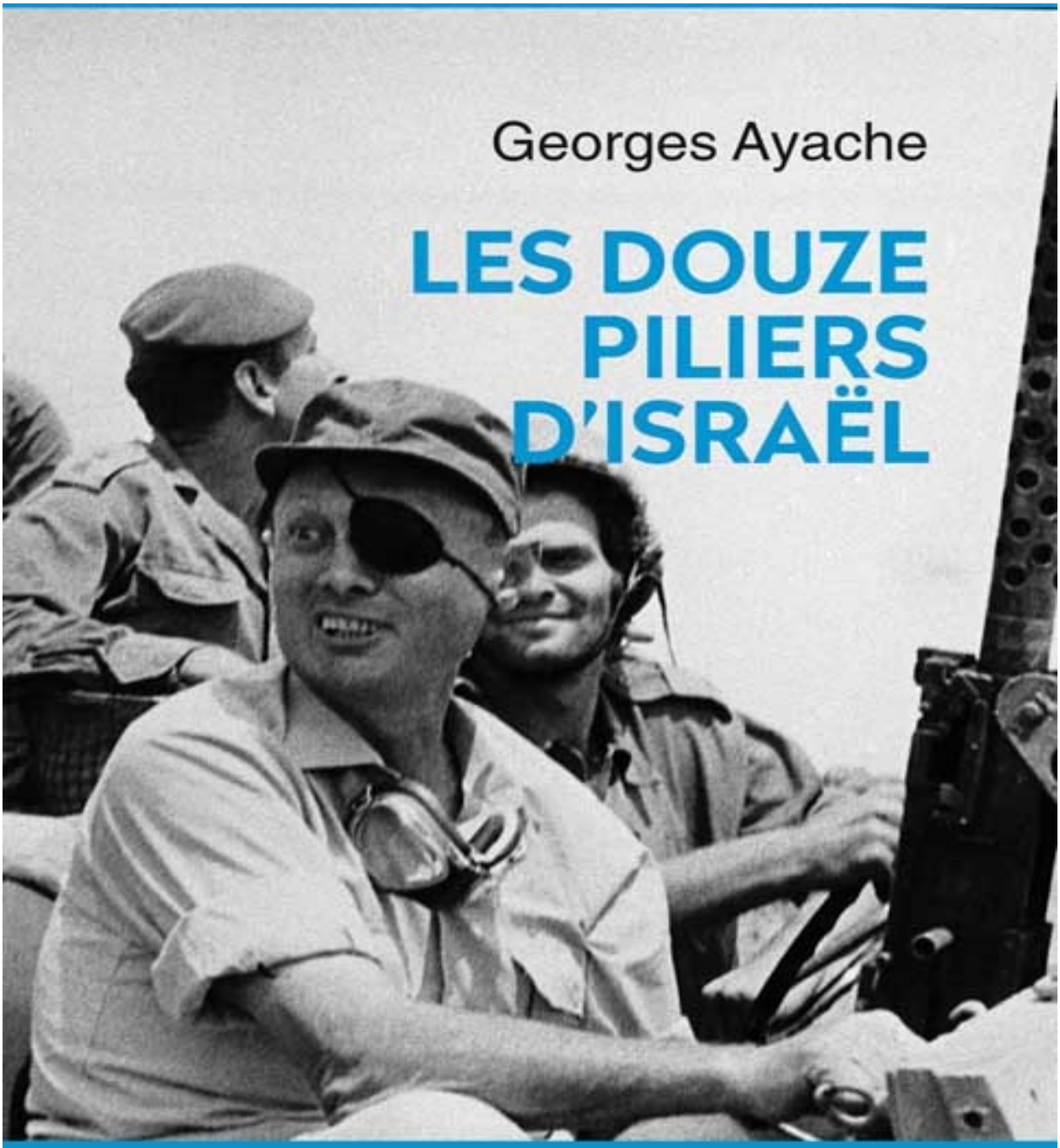


THEODOR HERZL, HAÏM WEIZMANN, DAVID BEN GOURION, VLADIMIR JABOTINSKY, MENAHEM BEGIN, GOLDA MEIR, MOSHE DAYAN, ABBA EBAN, YITZHAK RABIN, ARIEL SHARON, ISSER HAREL, SHIMON PERES

PERRIN

Georges Ayache

LES DOUZE PILIERS D'ISRAËL



THEODOR HERZL, HAÏM WEIZMANN, DAVID BEN GOURION, VLADIMIR JABOTINSKY, MENAHEM BEGIN, GOLDA MEIR, MOSHE DAYAN, ABBA EBAN, YITZHAK RABIN, ARIEL SHARON, ISSER HAREL, SHIMON PERES

PERRIN

Georges Ayache

LES DOUZE PILIERS D'ISRAËL

PERRIN

AVANT-PROPOS

S’il est un État parmi les autres, Israël n’est pas un État comme les autres. Peut-être parce qu’il est la résurrection, inédite dans l’histoire, d’un État disparu deux millénaires auparavant. Sans doute parce qu’il a vocation à être le refuge ultime d’un peuple juif persécuté durant les siècles de sa dispersion et de son exil. Mais son caractère exceptionnel ne s’en tient pas là.

Israël est également le premier État moderne dont la naissance procède non de la force militaire ou de l’arbitraire politique, mais d’une volonté clairement exprimée par la communauté internationale. Il reste aussi, accessoirement, le seul État démocratique – cette démocratie fût-elle imparfaite – d’une région proche-orientale peu accoutumée aux règles de l’État de droit comme au respect des libertés fondamentales. Et il n’est pas d’autre exemple de pays dont l’existence même serait une injustice territoriale rédhibitoire pour un monde environnant dont il ne dépasse pourtant pas 0,20 % de la superficie[1*]…

À prolonger la réflexion, l’originalité foncière d’Israël résulte en creux de l’acharnement même de ses contempteurs à le disqualifier en tant qu’État paria, créature coloniale, voire avatar raciste d’une politique d’apartheid. Elle ressortit enfin *a contrario* à cette singulière propension à controuver l’histoire en la faisant débuter au VII^e^ siècle, celui de la conquête islamique, et à tenir corrélativement la Palestine pour une « terre musulmane » de toute éternité dont l’État hébreu ne serait que le vil usurpateur.

Effet de l’inculture et de la naïveté, quand il ne s’agit pas de pure malhonnêteté intellectuelle, il n’existe pas, dans le concert des nations, de pays qui soit autant menacé dans sa légitimité, voire son existence. Aujourd’hui, il n’est pas jusqu’à la simple évocation de l’État des Juifs qui ne fasse polémique sous couvert d’un antisionisme bien rodé, alibi classique du négationnisme et d’un droit prétendument contrarié à critiquer d’Israël. Or l’antisionisme, au sens littéral, dénie à l’État hébreu le droit à l’existence aussi sûrement que le sionisme, son antonyme, est la doctrine politique du retour des Juifs sur leur terre ancestrale. Et cet antisionisme n’a attendu ni que soit posée la question des « territoires occupés » de 1967 ni même qu’ait été créé un État juif pour se déclarer. De

même, d'ailleurs, l'antijudaïsme n'aura-t-il pas attendu le prétexte d'Israël pour exhiber son visage hideux.

Miracle pour les uns et catastrophe pour d'autres, la fondation de l'État d'Israël en 1948 fut un événement que le temps long de l'histoire ne laissait nullement pressentir. Le messianisme religieux – au-delà de l'invocation rituelle *Leshana haba b'Yerushalayim* (*L'an prochain à Jérusalem*) du *seder* de Pessah – ne concevait la fin de l'exil que dans une perspective spirituelle. Quant aux Juifs laïcs dits assimilés, ils ne furent jamais enthousiastes vis-à-vis d'un projet sioniste supposé ruiner l'intégration civique dont ils estimaient jouir dans leurs pays d'accueil[2*]. Sans même évoquer l'indifférence hostile envers le sionisme de Juifs taraudés par cette haine de soi, fort bien analysée par Freud[1], qui n'est que reniement de leur propre identité.

Affadie et devenue sans cesse plus abstraite au fil du temps, l'éventualité d'un retour d'exil du peuple juif fut longtemps l'apanage des seuls utopistes, voire d'esprits franchement dérangés. Même les persécutions récurrentes des Juifs en Europe centrale et orientale, de ségrégation en pogroms, jusqu'à l'enracinement tenace d'un antisémitisme chrétien envers le « peuple déicide », ne purent par eux-mêmes – avant la première *aliyah*[3*] du début des années 1880 – susciter un mouvement de retour collectif des Juifs vers la terre des Hébreux.

La naissance de l'État moderne d'Israël n'aura ainsi résulté ni d'un messianisme, ni d'un complot, ni même d'une fatalité. Il aura fallu, en vérité, des concours de circonstances improbables et une somme de hasards comme l'histoire en offre rarement, pour qu'un vœu millénaire ou qu'un idéal nostalgique puisse se muer en une réalité tangible. Peut-on ainsi garantir qu'un État juif eût vu le jour si, dans les ultimes années du XIX^e^ siècle, ne s'était pas trouvé un dramaturge frustré devenu journaliste pour en avoir la révélation brutale ? Ou si, contre toute attente durant la Grande Guerre, la splendide Angleterre ne s'était commise avec une initiative diplomatique dont il n'était pas certain qu'elle coïncidât avec ses intérêts nationaux bien compris ? Ou encore si, plus tard, la découverte des crimes nazis et des camps de la mort n'avait pas suspendu pour un temps, décisif il est vrai, l'indifférence dont l'opinion internationale gratifiait habituellement les Juifs ? Ou enfin, plus prosaïquement, s'il ne s'était pas trouvé à la Maison Blanche un Truman plutôt qu'un Roosevelt ?

Il aura fallu, en l'espèce, deux cataclysmes mondiaux pour donner corps à ce qui n'était jusque-là que douces rêveries ou vaines illusions : le premier pour énoncer à la face du monde l'éventualité d'un « foyer national juif » en

Palestine, et le second, marqué par la tragédie de la Shoah, pour transformer cette éventualité en évidence étatique.

Pour autant, et à supposer même que tout eût été écrit, rien n'était acquis. Il aura fallu surtout des personnalités d'exception pour faire accepter cette folle idée du sionisme qui, à l'origine, n'avait suscité que mépris ou commisération. À chaque étape cruciale de l'histoire singulière du sionisme sera apparue une figure hors normes pour l'incarner et assumer, chacune à sa façon et selon son style, le destin du peuple juif. Ici avec de la lucidité et du courage pour convaincre, là avec de l'opiniâtreté pour contrebattre les préjugés, ailleurs encore avec une résilience qui n'avait d'autre but que d'exister face aux intérêts concurrents des grandes puissances.

Ces personnalités « firent » littéralement Israël en lui permettant d'émerger, puis de survivre, de Theodor Herzl, qui réinventa le sionisme, à Ben Gourion qui fonda l'État des Juifs, en passant par d'autres caractères remarquablement trempés tels Moshe Dayan, Golda Meir, Menahem Begin, Yitzhak Rabin ou encore Ariel Sharon. Piliers maîtres d'Israël, ceux-ci surent s'imposer avec la foi parfois utopique des précurseurs, mais aussi la détermination implacable des pionniers bâtisseurs. Les uns rêveurs et romantiques, les autres réalistes, voire cyniques. Les uns mondains, les autres rugueux. Les uns diplomates, les autres soldats. Tous hommes et femme de guerre et de paix tout uniment.

Le sionisme d'abord, l'État d'Israël ensuite eurent la chance inappréciable de pouvoir compter, en une séquence finalement assez courte, sur autant de chefs charismatiques ou de leaders inspirés. Par comparaison, le nationalisme palestinien n'eut pas une telle chance, en particulier durant la période cruciale du dernier après-guerre. Comment d'ailleurs eût-il pu trouver à s'incarner dans de grandes figures emblématiques ? Purement réactionnel, le nationalisme palestinien ne trouve sa raison d'être que dans un rejet absolu du sionisme. Au fond, tout se passe comme s'il était moins obsédé par la construction positive d'un État spécifiquement palestinien que par l'éradication des Juifs de Palestine, puis par la destruction de l'État d'Israël[4*].

La vulgate marxiste du matérialisme historique conserve ses adeptes qui professent encore aujourd'hui que ce ne sont pas les individus, mais les masses en lutte qui font l'histoire. Ben Gourion lui-même, convaincu d'une prééminence des peuples sur les personnalités[2], partagea cette conception, alors qu'il fut paradoxalement un de ces « héros » sans lesquels Israël n'eût jamais vu le jour. Son dogmatisme à ce sujet ne l'eût certes pas conduit à cautionner cette

réflexion du général de Gaulle, qu'il admirait pourtant : « On ne fait rien de grand sans de grands hommes, et ceux-ci le sont pour l'avoir voulu[3]. »

Toutefois, la roue de l'historiographie tourne, elle aussi. Au-delà des relativisations idéologiques convenues sur le rôle du « héros » dans l'histoire, on en revient désormais à la réalité des faits qui lient à certains moments clés des hommes jugés décisifs. Qu'il nous suffise d'invoquer le grand historien Marc Bloch, digne héritier des Michelet et Fustel de Coulanges, qui enseignait que l'objet de l'histoire est par nature l'homme ou, mieux encore, les hommes : « Ce sont les hommes que l'histoire veut saisir. Qui n'y parvient pas ne sera jamais, au mieux, qu'un manœuvre de l'érudition[4]. »

C'est dans cette acception d'une histoire ciselée par les hommes, tout particulièrement les plus visionnaires et les plus charismatiques d'entre eux, que se présentent ces *Douze piliers d'Israël*. Des hommes certes parfois trop humains avec leurs inimitiés, leurs rancunes, voire leurs mesquineries. Mais des hommes hors de toutes les séries, acteurs talentueux d'une geste héroïque qui s'est pérennisée au gré de leur volontarisme et de leur rayonnement. Au-delà du temps qui a passé et des tragédies qui l'ont ponctué.

1*. La superficie d'Israël est à peine supérieure à 20 000 kilomètres carrés, tandis que celle du monde arabe (Maghreb et Proche-Orient) représente environ 11,8 millions de kilomètres carrés. La Palestine historique, ou *Eretz Israel* (« terre d'Israël »), telle qu'elle fut définie par le mandat britannique, et qui englobait aussi la Jordanie, couvrait quant à elle 60 000 kilomètres carrés.

2*. Un tel état d'esprit se trouvait illustré, en France, par la célèbre formule de Charles-Henri comte de Clermont-Tonnerre : « Il faut tout refuser aux Juifs comme nation. Il faut tout leur accorder comme individus. » (Assemblée constituante, 23 décembre 1789). Cette prudence gênée des Juifs de la diaspora envers le sionisme a perduré de nos jours dans une certaine mesure.

3*. *Aliyah*, terme hébreu signifiant littéralement « ascension » ou « élévation spirituelle », désigne les vagues d'immigration juive en Palestine antérieurement à la création de l'État d'Israël.

4*. Le cas le plus édifiant de ce point de vue fut celui du leader palestinien et premier président de l'Organisation de libération de la Palestine Ahmed Choukairy (1908-1980), dont l'unique programme était de « jeter les Juifs à la mer », avant qu'il finisse à l'hôpital psychiatrique et soit ultérieurement remplacé par Yasser Arafat.

CHAPITRE 1

Theodor Herzl (1860-1904)
Le visionnaire

« Le judaïsme est-il une religion ?
Non, c'est une malédiction. »

Heinrich Heine

« À Bâle, j'ai fondé l'État des Juifs. Si je disais cela à voix haute aujourd'hui, un éclat de rire universel me répondrait.
Dans cinq ans peut-être, dans cinquante ans sûrement, chacun pourra s'en rendre compte. »

Theodor Herzl, septembre 1897

Pour le sionisme et Israël, il reste l'homme du commencement, celui qui sut insuffler de l'utopie créatrice et du volontarisme dans une espérance judaïque qui avait sombré dans la routine au fil du temps millénaire. Il n'était pourtant pas l'inventeur du sionisme et rien ne prédisposait Theodor Herzl à incarner un Moïse des temps modernes guidant son peuple en Terre promise à travers les tempêtes et les tragédies. Lui-même n'y aurait d'ailleurs pas cru tant il se perçut, durant la plus grande partie de son existence, comme un Juif assimilé et finalement peu concerné par une « question juive » qui en taraudait pourtant beaucoup d'autres. Longtemps, il mena une vie d'esthète conformiste, en quête de succès littéraire et soucieux de reconnaissance sociale. Seules des circonstances aussi exceptionnelles qu'imprévisibles forgèrent à cet homme d'une volonté inébranlable un destin devenu soudain impérieux. Le destin d'un héros, assurément. Celui d'un prophète sans doute aussi, jusque dans la persistance par laquelle il fut critiqué, voire rejeté par une partie des siens.

« Au cours de ma dixième année, le bruit se répandit que le Messie était venu et qu'il se trouvait à Vienne. Il portait une barbe noire et s'appelait Herzl[1]. »

Ce souvenir du jeune David Gryn remonte à 1895. À peine plus d'un demi-siècle plus tard, devenu David Ben Gourion, il lira solennellement la déclaration d'indépendance d'Israël dans le musée de Tel-Aviv sous un grand portrait de Theodor Herzl entouré de deux drapeaux frappés du *Magen David*[1*]. Mieux que quiconque, le père fondateur de l'État hébreu pouvait mesurer la dette du peuple juif envers celui qui avait été tout à la fois le visionnaire et le propagateur du sionisme.

Un dandy viennois

Tidavar (Theodor en magyar) Herzl était né à Budapest[2*], en mai 1860, d'une famille juive libérale embourgeoisée et assimilée. Les Juifs représentaient alors le quart de la population de la capitale hongroise, ce qui lui valait le surnom déplaisant de « Judapest ». Pourtant, la ville était plutôt épargnée par la brutalité d'un antisémitisme qui explosait ailleurs au grand jour, à Vienne tout particulièrement.

Certes, la Hongrie n'était pas l'Autriche. Moins puissante, moins autoritaire aussi, elle avait un roi, et non un empereur, en la personne de François-Joseph[3*]. Depuis la révolution de 1848 et la geste patriotique de Lajos Kossuth, l'air du temps était aux revendications nationales et libérales au sein d'un empire austro-hongrois kaléidoscopique, mais resté conservateur et coercitif.

Croyants mais peu pratiquants, même s'ils respectaient tout de même le shabbat, les Herzl étaient de ces familles juives séduites par la modernité et étrangères au judaïsme traditionnel du ghetto. À la maison, ils ignoraient le yiddish, s'exprimant en hongrois et, plus volontiers encore, en allemand. Les Herzl se présentaient sans fard comme des « juifs sceptiques ». La mère de Theodor, Jeanne Diamant, était la fille d'un libre-penseur. Son père, Jacob Herzl, avait deux frères convertis au christianisme. À peine se souvenait-on que le grand-père paternel, Simon Löb Herzl, homme de grande piété, avait été disciple du rabbin Jehuda'Hai Alkalaï, un esprit original qui prônait le retour du peuple d'Israël sur sa terre. Parfois, en famille, fusaient quelques plaisanteries sur cette lubie un peu folklorique du vénérable aïeul.

À la bar-mitsva[4*] de Theodor, les cartons d'invitation ne comportaient aucune référence hébraïque, la cérémonie étant présentée comme une « confirmation ». Ses camarades à la *Realschule*, puis au *Gymnasium* (lycée), n'étaient pas des juifs, mais des héritiers de la bourgeoisie protestante. Il n'y obtint pas des résultats mirobolants. Avait-il déjà la conviction que sa voie était ailleurs, dans la littérature et la culture ? Par ses manières sophistiquées comme par sa mise recherchée, l'adolescent cultivait déjà une sorte de dandysme aristocratique censé, selon lui, le rapprocher de l'élite.

Un jour de 1878, peu après le décès subit de la fille aînée Pauline, victime d'une épidémie de typhus, la famille Herzl émigra à Vienne et s'y établit dans le

quartier de Leopoldstadt. Surnommé l'« îlot du pain azyme », ce faubourg était une enclave juive au sein de la capitale autrichienne. À Leopoldstadt comme dans le quartier périphérique de Meidling venaient surtout échouer des Juifs ayant fui les pogroms et leur *shtetl*[5*] de Russie, de Galicie ou de Moravie. Totalement indigentes, ne vivant que de soupe gratuite et de mendicité, ces populations faméliques se déversaient à flots continus dans le seul endroit capable de les accueillir : Vienne. Loin de l'image lénifiante et raffinée de Schönbrunn ou du Prater, la capitale de l'Empire austro-hongrois était devenue un chaudron dangereusement bouillonnant. L'afflux soudain de ces populations juives[6*] ne pouvait passer inaperçu auprès des Viennois.

Bien sûr, les Herzl n'étaient aucunement comparables à ces pauvres hères en guenilles surgis de leur ghetto avec leurs frisettes graisseuses, leur cafetan crasseux et leurs habitudes frustes. Ceux-ci avaient les pires difficultés à s'intégrer dans une société plus évoluée où ils n'étaient pas les bienvenus. Leur irruption massive ne tarda pas à susciter des réactions brutales de xénophobie et de racisme. Plus tard, Joseph Roth écrivit : « Il est terriblement dur d'être un Juif de l'Est et il n'y a pas de sort plus dur à Vienne que celui du Juif de l'Est étranger[2]. »

La famille Herzl, elle, avait réussi dans le négoce puis dans la banque, du moins jusqu'au krach de 1873. Socialement respectable et d'une mentalité ouverte et évoluée, elle ne ressemblait en rien à ces malheureux qui quémandaient à la devanture des épiceries et boucheries kasher. Au nom de quelle fatalité devrait-elle subir leur sort ?

À 18 ans, Theodor était étranger à ce genre de préoccupation. Il faisait son droit et se préparait à une belle carrière. Il nourrissait aussi des ambitions littéraires et avait déjà commis quelques essais et pièces de théâtre. Il s'était même lié à des intellectuels prometteurs au nombre desquels figurait l'écrivain et dramaturge Arthur Schnitzler[7*], qui était alors étudiant en médecine. Les conquêtes féminines du jeune homme, assez beau garçon, son goût pour les mondanités ainsi que sa passion pour le jeu lui firent oublier le reste.

Les moyens financiers de ses parents permettaient à Theodor de mener une vie insouciante d'étudiant qui lui donnait l'illusion d'être parfaitement intégré aux classes aisées. Les Juifs du ghetto n'étaient pas son monde, pas plus d'ailleurs que la culture juive ancestrale qu'il rejeta d'instinct au nom du progressisme et de l'esprit du temps. La haine de soi, posture familière au judaïsme, n'était pas très loin. Quant aux déclarations provocatrices où il exhalait son dégoût du Juif arriéré à « la physionomie physique si particulière », elles eussent clairement été

tenues pour antisémites chez un autre. En 1885, dans une lettre à ses parents où il s'extasiait sur la plage d'Ostende, Theodor y allait de sa petite note fielleuse : « Il est vrai qu'on y voit un grand nombre de Juifs… Mais les autres vacanciers sont intéressants[3]. »

La montée inquiétante de l'antisémitisme à Vienne ? À l'en croire, de simples préjugés du passé qui ne manqueraient pas d'être bientôt éradiqués grâce aux vertus conjuguées de la science et de la démocratie. L'antisémitisme était le problème des autres. Le vocable était lui-même de création récente[8*], même si la réalité qu'il désignait lui préexistait de longue date. Il passerait, comme toutes les vieilleries, emporté par le souffle irrésistible de la novation et du libéralisme de l'époque.

D'ailleurs, à supposer même qu'il fût confronté à l'antisémitisme, Herzl croyait avoir une recette infaillible pour échapper aux persécutions : la conversion volontaire au christianisme. Stefan Zweig ne fut pas le dernier à s'en gausser : « Il s'était vu menant en long cortège à l'église Saint-Étienne les milliers et les milliers de juifs autrichiens, afin de racheter là et pour l'éternité, par un acte symbolique exemplaire, le peuple traqué et sans patrie sur qui pesait la malédiction de la haine et de la séparation[4]. » D'autres que lui, vers cette époque, eurent la même idée et ne firent pas qu'y songer[9*].

Dans ses accès de romantisme, Herzl envisagea de provoquer en duel les figures emblématiques de l'antisémitisme. Jusqu'en 1893, il estima qu'une demi-douzaine de duels de ce genre contribueraient à l'amélioration de la condition des Juifs dans la société. Il rejetait en tout cas fermement l'éventualité d'un nouvel exil, hors d'Europe cette fois, et d'un retour sur le sol ancestral. Commentant une pièce d'Alexandre Dumas fils dans laquelle un certain Daniel encourageait les Juifs à revenir à la terre de leurs ancêtres, il écrivit : « Le bon Juif Daniel veut retrouver sa patrie perdue et réunir à nouveau ses frères dispersés. Mais sincèrement un tel Juif doit savoir qu'il ne rendrait guère service aux siens en leur rendant leur patrie historique. Et si un jour les Juifs y retournaient, ils s'apercevraient dès le lendemain qu'ils n'ont pas grand-chose à mettre en commun[5]. »

S'estimant à sa place dans cette société qui paraissait l'adouber, Herzl avait la ferme intention d'y réussir. Il adhéra à l'Akademische Lesehalle, association estudiantine d'inspiration libérale, et choisit le pseudonyme de Tancrède, le prince chrétien qui avait conquis la Palestine et gouverné la Galilée[10*]. À l'unisson de ses compagnons saoulés de beuveries et d'idéaux, il entonna des chants patriotiques dans les tavernes enfumées. Il sacrifia également, épée en

main, au rituel initiatique du *Mensur* qui consistait à se tailler une estafilade. Comme beaucoup de jeunes gens de son âge, il trouva naturel de fréquenter les Burschenshaften, ces corporations étudiantes qui illustraient toute la vitalité du patriotisme romantique. Qu'elles fussent marquées par le nationalisme pangermaniste ou par l'exaltation de la supériorité de la race aryenne n'était que broutilles pour le jeune Theodor. Seule comptait alors à ses yeux la quête de la célébrité littéraire.

Titulaire d'un doctorat en droit et inscrit au barreau de Vienne, en 1884, il multiplia les contacts dans la presse et l'édition. On lui reconnut une élégance de plume et il se fit d'abord connaître comme feuilletoniste. Léger et très en vogue dans la société viennoise de la Belle Époque, le genre du feuilleton semblait lui convenir. Quelques succès d'estime laissèrent pourtant sur sa faim le jeune auteur, décrit alors comme « dominateur et hyperégoïste ». À ses yeux, seul le théâtre pouvait lui apporter la reconnaissance sociale tant recherchée. Or la renommée théâtrale était autrement plus difficile à atteindre pour un auteur dramatique que la notoriété pour un feuilletoniste de talent. Malheureusement pour lui, quoiqu'il se refusât à l'admettre, le jeune homme n'était pas doué d'une grande originalité, donnant volontiers dans les poncifs, le banal et le pathos.

Il connut néanmoins un début de réussite lorsque sa pièce *Seine Hoheit* fut donnée en 1888 à Prague puis à Berlin. Une autre, *Der Flüchting*, fut montée au prestigieux Burgtheater de Berlin. Herzl crut tenir sa consécration d'auteur reconnu, révéré par les jeunes et considéré par ses pairs. Peu après, il convola en justes noces, dans le faste et l'opulence. Plus rien désormais ne semblait devoir lui résister.

La gloire est cependant fugace et Herzl devait l'apprendre à ses dépens au fil de ses échecs ultérieurs. Il n'était déjà plus le jeune homme frivole qu'adulait la bonne société. Pendant ce temps, sa vie familiale – trois enfants étaient issus de son union[11*] – tourna au fiasco complet. Les épreuves mûrirent Herzl et, sans même qu'il s'en rendît compte, l'aguerrirent au contact des réalités de son temps. La « question juive » faisait partie de celles-ci.

Bien plus tard, Herzl soutiendra qu'il n'avait jamais nié l'existence d'une « question juive ». À tout le moins, il l'avait longtemps tenue bien enfouie sous ses chimères d'intégration et d'ascension sociales. La question juive ? Un anachronisme, une aberration, sinon une incongruité, à l'en croire. Les Juifs ? Souvent des cas asociaux en raison de cet esprit de ghetto délétère qui instillait en eux la mentalité des gens emprisonnés de longue date. Libérés en apparence du ghetto, les Juifs demeuraient ses otages. L'antisémitisme ? Un épiphénomène

révocable pour peu que les Juifs se mettent eux-mêmes à changer. Un jour, Herzl scandalisa la baronne Bertha von Suttner, présidente d'une ligue viennoise contre l'antisémitisme, en lui déclarant que « les Juifs devraient se débarrasser de ces particularités qu'on leur reproche à juste titre[6] ».

Herzl se sentait-il vraiment juif au fond de lui ? N'était-il pas de ces intellectuels libéraux qui se disaient aussi éloignés du judaïsme que du christianisme ? En définitive, ce qui le reliait au judaïsme n'était rien d'autre qu'un sentiment de devoir et de respect. Il aurait pu faire sienne cette réflexion du mathématicien Moritz Abraham Stern : « Je suis lié à ce groupe religieux de la même façon que je suis attaché à ma mère, à ma famille, à ma patrie[7]. »

La question juive gênait le jeune Herzl plus qu'elle ne le concernait. Il croyait alors, comme beaucoup, qu'elle trouverait sa solution dans l'assimilation, conforme aux valeurs libérales et à l'héritage des Lumières. Pour lui, les Juifs représentaient moins un peuple qu'une collection d'individus désireux de s'intégrer et d'œuvrer eux aussi en faveur du progrès.

Herzl avait pourtant été déjà personnellement confronté à l'antisémitisme. La première fois, en 1883, une cérémonie à la mémoire de Richard Wagner organisée par sa fraternité estudiantine Albia avait dégénéré en manifestation d'hostilité envers les Juifs. Il arriva également à Herzl de subir de temps à autre les insultes de « sale Juif » ou de « Hep-Hep »[12*], éructées par des passants haineux. De tels incidents n'étaient toutefois pour lui que des faits isolés émanant d'abrutis ou d'une populace inculte. Ils ne représentaient pas un phénomène sérieux, et encore moins une menace.

Plus dérangeante avait été la publication de l'essai d'Eugen Dühring, *La Question juive. Question raciale, morale et culturelle*[8]. Regardant les Juifs comme des parasites inassimilables par essence, l'essai frappait par la brutalité de son expression, au-delà de ses prétentions pseudo-scientifiques tirées de la biologie, de l'histoire et de la philosophie. Selon lui, les Juifs devaient être rejetés de la société en tant qu'étrangers en attendant que leur influence fût réduite à néant. Dühring n'osait pas prôner directement leur élimination radicale, car l'esprit du temps ne s'y prêtait pas encore, mais il ne faisait aucun doute que ce « prurit social » devrait être tôt ou tard totalement éradiqué.

Herzl était ressorti de cet essai ébranlé, mais non encore vraiment alarmé. Comment pouvait-on sensément se soucier de thèses aussi ridicules et pitoyables qui ne représentaient, d'ailleurs, qu'un point de vue marginal ? En aucune façon le brûlot d'Eugen Dühring ne pouvait contrarier son optimisme viscéral envers une société dont tout indiquait qu'elle allait évoluer sereinement, dans un esprit

de tolérance et d’apaisement des tensions. Ce fut le moment où, désormais à l’orée de la trentaine, il accomplit un virage professionnel décisif en s’orientant vers le journalisme.

Le manifeste du sionisme

En 1891, Herzl se vit proposer par la *Neue Freie Presse*, un des plus importants quotidiens viennois, un poste de correspondant à Paris. Il y vit une aubaine. La France, les droits de l'homme, l'égalité, la tolérance religieuse ! Un rêve quasi inaccessible. Paris, « la ville de l'éternelle jeunesse », ses représentations théâtrales, ses soirées mondaines, ses cercles littéraires et artistiques : tout l'attirait dans une vie parisienne chatoyante qu'il avait déjà découverte sept ans plus tôt.

Pour l'honnête homme de la *Mitteleuropa* qu'il était, il y avait là matière à observer et à s'enthousiasmer. Le centenaire de la Révolution, l'ombre du grand Napoléon et le souvenir flamboyant de l'Exposition universelle restaient encore présents dans les esprits. Sur cette France des Lumières soufflait un air rafraîchissant de liberté, inconnu sous d'autres cieux. Un pays à la richesse culturelle incomparable, entre tradition et modernité, où les débats stimulants n'étaient qu'hommages à la démocratie : l'expansion coloniale, la laïcité, l'irruption de l'art moderne. Herzl en devint le spectateur enthousiaste.

Il se plongea avec l'engouement du néophyte dans ce pays qu'il comparait à une véritable œuvre d'art. Les sujets d'articles étaient inépuisables au gré d'une vie politique foisonnante[13*], d'une vie artistique éblouissante et de revendications sociales explosives : crises ministérielles, expositions d'impressionnistes, grèves.

Observateur attentif et admirateur passionné, sans doute, mais pas béat pour autant, Herzl avait changé ; il n'était plus ce « littérateur de café[9] » ne cherchant qu'à plaire. Il entendait à présent peser sur les choses et ses écrits reflétaient une sorte de gravité et de profondeur qui indiquait qu'en lui quelque chose était en train de se défaire. Sans doute sa préoccupation émergente pour la question juive n'y était-elle pas étrangère, même si elle n'allait pas encore jusqu'à révoquer son éloignement initial du judaïsme. En 1891, à la naissance de son fils Hans, il refusa de le faire circoncire et de lui donner un second prénom hébraïque, comme c'était alors l'usage chez les Juifs autrichiens.

Que les Juifs fussent mieux acceptés et intégrés en France que partout ailleurs restait pour Herzl une sorte d'évidence qu'illustrait le fameux proverbe « heureux comme Dieu en France ». Il lui suffisait d'ailleurs de se remémorer

son pays d'origine pour s'en convaincre. À Vienne, le docteur Karl Lueger, un activiste populiste à l'antisémitisme ravageur, venait de remporter triomphalement les élections municipales à la tête de son parti chrétien-social[14*].

Et pourtant, dans le confort de sa vie parisienne, il lui était aussi donné de lire *La France juive*, un pamphlet retentissant signé Édouard Drumont[15*] – synthèse d'une violence inouïe entre l'antijudaïsme chrétien qui dénonçait le « peuple déicide », l'anticapitalisme populaire qui fustigeait le rapport des Juifs à l'argent et un antisémitisme racial qui primait tout le reste.

Quand Herzl s'installa à Paris, Drumont venait de lancer *La Libre Parole*, un quotidien populiste dont le sous-titre était à lui seul un programme : « La France aux Français ». Le drame était dans l'air. Herzl pouvait déjà le pressentir en observant la campagne qui se développait dans les milieux nationalistes contre la présence d'officiers juifs au sein de l'armée française. En juin 1892, il avait couvert pour la *Neue Freie Press* le duel entre Armand Mayer, professeur à Polytechnique et neveu d'un rabbin de la grande synagogue de Paris, et le provocateur antisémite notoire qu'était le marquis de Morès. Les choses avaient tourné au tragique, Mayer y avait laissé la vie[16*]. Suivies par 50 000 Parisiens, ses obsèques, les plus impressionnantes depuis celles de Gambetta, avaient suscité une réaction consensuelle du grand rabbin Zadoc Kahn, qui ne voulait y voir que la manifestation de la sainte unité de la patrie.

Ce n'était pas du tout l'opinion de Theodor Herzl, dont l'optimisme viscéral était en train de s'effilocher. Fin 1894, il composa cependant encore une pièce en quatre actes intitulée significativement *Das Ghetto*, qui était un vibrant plaidoyer en faveur de l'intégration des Juifs dans la société. Il la présenta à son ami Schnitzler. Mais tout cela avait-il encore du sens ? L'une des hantises de Herzl était que la vulgarité du populisme antisémite ouvrît la voie, par contrecoup, à un remède tout aussi dangereux : le socialisme, autre mouvement de masse dans lequel les Juifs seraient voués à perdre leur identité et à devenir les premières victimes des troubles sociaux et politiques.

Le drame finit par éclater avec l'arrestation du capitaine Alfred Dreyfus, un officier d'état-major soupçonné d'espionnage au profit de l'Allemagne. Le caractère sommaire de l'enquête, puis sa condamnation expéditive par un tribunal militaire en décembre 1894 à la déportation perpétuelle en Guyane deux mois plus tard l'avaient déjà interpellé. Pourtant, en journaliste objectif, Herzl croyait au début, comme beaucoup, à la culpabilité de Dreyfus. Il l'avait même câblé à son journal viennois[17*].

Toutes les apparences étaient contre le capitaine, mais bien vite, cependant, Herzl s'était pris à douter. Cette sombre affaire comportait un arrière-goût étrange, trop simple, trop bien ficelée par une caste militaire à l'arrogance hautaine ; trop inespérée aussi pour les milieux antijuifs dont la haine judéophobe pouvait, dès lors, exsuder sans retenue. Bientôt, avant même que n'éclate, sous la plume d'Émile Zola, l'« affaire Dreyfus » qui devait déchirer la France en deux camps irréconciliables, Herzl fut convaincu d'une réalité à laquelle il n'avait d'abord pas voulu croire : Dreyfus avait été condamné non pas en tant que traître, mais en tant que juif.

Il en eut la confirmation définitive lors de la parade de dégradation du capitaine Dreyfus, le 5 janvier 1895 dans la cour de l'École militaire de Paris, dont il fut témoin. En cette matinée glaciale, Herzl fut le témoin des insultes haineuses et vengeresses : « Mort aux Juifs ! À mort le traître ! À mort Judas ! » Celles-ci n'émanaient pas d'une populace hirsute et ignare, mais de bourgeois de la bonne société. Le lendemain, Herzl parcourut les éditoriaux fanatisés de Drumont dans *La Libre Parole* et de Léon Daudet dans *Le Figaro*. Le journal *La Croix* n'était pas en reste. Dans ses colonnes, des assomptionnistes fervents se scandalisaient que l'armée ait pu seulement songer à admettre un Juif au sein de l'état-major. De son côté, le grand écrivain Maurice Barrès se délectait de cette « parade de Judas ».

Pour Herzl, le choc fut brutal. La France n'était pas devenue subitement plus antijuive que d'autres pays, mais il l'avait tellement imaginée au-dessus des instincts grégaires judéophobes qu'il en restait meurtri. Si de telles scènes pouvaient se produire jusque dans la patrie de la Déclaration des droits de l'homme, alors tout était perdu. Peu après, il écrivit : « Quand on voit un peuple si avancé, si hautement civilisé par ailleurs, prendre une telle voie, que pouvons-nous espérer d'autres peuples qui n'atteignent même pas le niveau de la France d'il y a cent ans[10] ? »

Soudain, il n'existait plus de refuge, plus de suprême recours pour protéger le peuple juif des fureurs collectives et de la haine meurtrière. Selon Stefan Zweig, « la pensée de l'éternelle proscription de son peuple lui traversa la poitrine tel un coup de poignard[11] ». Le soir même de la scène traumatisante de l'École militaire, Herzl s'enferma dans sa chambre de l'hôtel Castille, rue Cambon. Il n'en sortit pas de plusieurs jours, bâclant une dépêche à son journal, puis se concentrant sur la rédaction d'une supplique destinée à l'ancien chancelier Bismarck qu'il avait toujours admiré. La supplique se voulait une sensibilisation désespérée au problème juif. Elle demeura sans réponse.

Pour être traumatisante, l'affaire Dreyfus ne frappa pas Herzl telle la foudre, l'illumination biblique ou quelque révélation[18*12]. Elle fut plutôt pour lui une bombe à retardement ou un retour du refoulé, provoquant une césure décisive dans une réflexion souterraine qui devait sans doute cheminer depuis fort longtemps.

Muré dans son désarroi, Herzl n'avait évidemment pas de solution miracle à un problème qui se révélait à lui dans toute son acuité. Il connaissait, pour l'avoir observée de ses propres yeux, la condition misérable des Juifs réfugiés d'Europe centrale et orientale. Il savait que l'antisémitisme, loin d'être réductible aux pays les plus développés, se caractérisait, hélas ! par son universalité. Le salut viendrait sans doute aussi d'une solution globale.

Le drame pour Herzl résultait de la faillite d'une assimilation des Juifs qu'il avait tenue pour certaine. Or l'intégration n'était qu'une chimère qui n'abolissait en aucune façon l'antisémitisme. Il suffisait de prêter une oreille attentive aux harangues venimeuses d'un Georg von Schönerer, le chef des pangermanistes viennois, dont la pugnacité n'avait d'égale que celle du bourgmestre Karl Lueger. Ce dernier traitait-il les Juifs de « rapaces à face humaine » et déclarait-il que « la Grande Vienne ne doit pas devenir la Grande Jérusalem » ? Schönerer renchérissait en ne laissant aucun espoir à toute perspective d'intégration : « Un youpin est un youpin, qu'il se fasse baptiser ou non. »

Tant de manifestations, tant de signes conjugués ne pouvaient être le fruit du hasard. Il fallait dire adieu aux illusions passées et se mettre à réfléchir à d'autres moyens de sauvegarder l'identité d'un peuple, le sien, qui avait su résister jusque-là à l'adversité de la diaspora.

Treize mois plus tard, Herzl voyait déjà un peu plus clair. Il s'était beaucoup informé, avait lu, appris, confronté les points de vue et comparé les idées. Son pessimisme n'avait pas décru d'un iota. La vague d'antisémitisme était vouée à perdurer et même à s'amplifier : « Ah ! Si seulement l'on pouvait nous laisser vivre en paix… mais je pense qu'on ne le fera pas car les préjugés contre nous sont bien ancrés dans l'âme populaire. Après une courte période de tolérance, l'hostilité qui nous poursuit finit toujours par se réveiller[13]. »

Un jour où le pessimisme le cédait au désespoir, il s'épancha auprès du baron Maurice de Hirsch, un très opulent philanthrope juif[19*14] : « C'est en vain que nous sommes des patriotes loyaux, parfois archi-loyaux… Dans les pays où nous avons vécu depuis des siècles, on nous déclare étrangers[15]. »

Sans doute Herzl avait-il déjà l'intuition que l'antisémitisme européen finirait par déboucher sur des tempêtes cataclysmiques ; sans quoi sa résolution de

consacrer tous ses efforts à dégager une solution à la question juive n'eût pas eu de sens. Or, tout bascula en lui comme une évidence à partir de là. Il n'en aurait ni regret ni même état d'âme.

Si la séparation était inévitable, qu'elle soit radicale. Si l'humiliation était le sort constant des Juifs, qu'ils y répondent par la fierté. Si les Juifs souffraient d'être sans patrie, qu'ils s'édifient eux-mêmes leur propre patrie. Tellement plus profond et utile était son nouveau combat, comparé à la quête si dérisoire de gloire littéraire !

Herzl était un journaliste, non un théoricien ou un politique et encore moins un théologien. C'est en journaliste qu'il s'attela à une entreprise intellectuelle qui se voulait d'abord sensibilisation de l'opinion publique.

Au début, Herzl songea à écrire une œuvre de fiction. Il lui avait même trouvé un titre : *La Terre promise*. On ne se défait pas à si bon compte de ses inclinations passées. Il y avait été curieusement encouragé par Alphonse Daudet, le célèbre conteur provençal et, par ailleurs, père du très antisémite Léon Daudet. Herzl avait été son traducteur en langue allemande. Se jugeant lui-même assez mal placé pour parler des Juifs qu'il considérait comme « si étrangers à sa mentalité », Daudet l'avait encouragé à écrire un roman dans le genre de *La Case de l'oncle Tom*.

Mais Herzl n'avait pas la fibre d'un romancier. Après avoir pesé le pour et le contre, il opta finalement pour un manifeste et en annonça fièrement le projet à ses amis : un manifeste de la cause sioniste !

Ceux-ci en furent étonnés, mais pas aussi étonnés que ce jour où, un an plus tard, Herzl leur présenta son manuscrit achevé : soixante-huit pages écrites d'une traite et dans la fièvre, sans fioritures ni effets de style ; des pages qui étaient la conséquence logique d'une urgence devenue subitement vitale. Un livre de réflexion, mais aussi d'instinct, articulé autour d'un thème unique : le retour des Juifs sur leur terre.

Il avait choisi un titre pour son essai, *L'État des Juifs* (*Der Judenstaat*)[20*], et un sous-titre explicite : « Recherche d'une solution moderne à la question juive » (*Versuch einer modernen Lösung der Judenfrage*). Herzl avait prévu de faire de son texte une « adresse aux Rothschild » qu'il envisageait même de lire à leurs destinataires, à Vienne. Ceux-ci ne daignèrent même pas en accuser réception. Ils ne furent pas les seuls.

Plusieurs éditeurs refusèrent le manuscrit, à commencer par la célèbre maison Duncker & Humblot, qui avait pourtant publié auparavant *Palais Bourbon*, la compilation de chroniques de Herzl sur la vie politique française. Un autre

éditeur, Siegfried Cronbach, un Juif berlinois, avait pareillement rejeté le texte et s'en était expliqué : « Je ne suis pas d'accord avec vous, l'antisémitisme ne se renforce pas. Au cours des cent dernières années, nous autres Juifs avons vu notre condition politique et sociale s'améliorer régulièrement… »

Seul un petit éditeur viennois, Max Breitenstein, consentit à publier le manuscrit de Herzl à trois mille exemplaires. Après tout, l'auteur était un journaliste en vue et sa thèse pour le moins originale. Il ne s'attendait sûrement pas à ce que l'ouvrage, paru en février 1896, devînt un succès d'édition[21*].

Les proches de Herzl ne furent pas non plus les derniers à s'en étonner. Une première lecture de *L'État des Juifs* avait consterné des familiers comme Moritz Benedikt, le docteur Emil Schiff ou le grand rabbin de Vienne Moritz Güdemann. Pour eux, ce n'était que le délire d'un homme en proie au surmenage. Mais Arthur Schnitzler s'était montré enthousiaste, de même que le philanthrope munichois Heinrich Meyer Cohn et le docteur Max Nordau, psychiatre et correspondant à Paris du quotidien berlinois *Vossische Zeitung*. Le jugement de Nordau ne pouvait laisser Herzl indifférent : « Ce que deviendra ce pamphlet, je n'en sais rien. Mais ce que je sais, c'est qu'il vous a déjà révélé à vous-même. »

Toutefois, les sceptiques et les détracteurs étaient les plus nombreux. Et leur verdict était sans appel : « utopie », « rêverie irréalisable » et même « élucubration dangereuse ». Encore lycéen, Stefan Zweig garda un souvenir précis de la sidération générale, celle de la bourgeoisie juive viennoise notamment, à la lecture de l'essai de Herzl : « Quelle mouche, disaient-ils, a piqué cet écrivain si intelligent, si cultivé et spirituel ? Quelles sottises se met-il à écrire ? Pourquoi irions-nous donc en Palestine[16] ? »

Et d'ailleurs, à quel titre ce Herzl se mêlait-il d'un débat sur la « question juive » qui avait déjà absorbé tant de philosophes allemands, de Karl Marx à Schopenhauer !

Le journaliste Herzl s'était tout simplement permis de vulgariser avec concision et clarté des idées déjà existantes que l'on cherchait à oublier. Et la vulgarisation était dangereuse, car elle risquait de dessiller les yeux de beaucoup et de menacer ainsi le pouvoir des laïcs et des religieux ayant barre sur la communauté juive. On lui reprochait surtout de travailler à dissocier les Juifs du reste de la société, alors que chaque jour qui passait était censé les rapprocher un peu plus intimement du monde germanique.

Le message de *L'État des Juifs* était triplement corrosif. D'abord, il réaffirmait l'existence d'un peuple juif indépendant du judaïsme religieux, quitte

à contrebattre le pouvoir des rabbins et de la synagogue. N'ayant rien de messianique ou de biblique, le sionisme de Herzl était d'essence laïque. Il ne se préoccupait pas de culture juive et n'éprouvait d'ailleurs qu'indifférence pour la langue hébraïque.

Ensuite, il dressait lucidement le constat de faillite de l'assimilation du peuple juif dans des sociétés européennes à dominante chrétienne : ce malgré la volonté d'intégration des Juifs et malgré les valeurs libérales de tolérance liées à l'esprit des Lumières. Pour un Herzl défenseur de l'assimilation, le reniement était déchirant : « J'ai déjà parlé de notre assimilation. Pas un seul instant je me dis que je la désire. Notre personnalité ethnique est historiquement trop notoire et, malgré toutes les humiliations, trop haute pour que sa disparition soit désirable[17]. »

Enfin, *L'État des Juifs* soulignait le besoin de créer un État spécifique pouvant assumer le destin du peuple juif. La solution d'un État était neuve, logique et simple. Si Herzl n'était pas le premier à y avoir pensé, personne ne l'avait encore exprimé avec une telle force et une telle clarté.

Le manifeste de Herzl était une œuvre saisissante. En quelques dizaines de pages rédigées à la hâte, un homme seul recomposait l'unité d'une masse disséminée et déchirée depuis des siècles. En quatre chapitres, il traçait des perspectives à rebours des utopies classiques. Herzl avait introduit une dimension pratique à son projet, prévoyant notamment la création d'institutions ayant vocation à amorcer et à gérer la construction du nouveau pays. Il avait imaginé une bourse du travail, une armée permanente, la nationalisation des services publics ou encore un service de compensation pour les capitaux.

Par-dessus tout, Herzl appelait de ses vœux un État à mi-chemin entre une monarchie démocratique et une république aristocratique, éloignée de toute forme de théocratie et mue par le principe cardinal de la tolérance : « Nous avons appris la tolérance en Europe… Je ne dis pas cela par ironie[18]. » Il ne devait jamais déroger à ce principe[22*].

La seule inconnue du manifeste herzlien était de taille et tenait en une double interrogation cruciale : où serait localisé l'État des Juifs ? Et par quels moyens l'obtenir ?

Le « moment Herzl »

En évoquant l'exigence d'un nouvel exil, Herzl ne découvrait pas l'Amérique. Dès le prologue de *L'État des Juifs*, il admettait honnêtement : « L'idée que je présente dans cet écrit est très ancienne. C'est celle de la création d'un État pour les Juifs […] Je n'invente rien… ni les conditions historiques actuelles des Juifs, ni les moyens de leur porter secours. »

La précaution était nécessaire. Par des cheminements différents, en effet, d'autres que lui en étaient déjà arrivés à cette même conclusion limpide : « quitter *Mizraïm* », du terme hébreu désignant l'Égypte des Pharaons de laquelle le peuple juif, aux temps bibliques, s'était libéré[23*]. Au XIX^e^ siècle, quitter *Mizraïm* revenait à s'affranchir du milieu hostile de l'Europe. Un nouvel exil, mais en sens inverse de celui qu'avait provoqué la destruction du Temple, le lieu le plus sacré du judaïsme, par les Romains en l'an 70 de notre ère[24*]. Tel était précisément le projet du sionisme.

Un projet nouveau, tout autant que le concept de sionisme apparu pour la première fois sous la plume du penseur Nathan Birnbaum[25*] cinq ans à peine avant la publication de *L'État des Juifs*. La réalité qu'il véhiculait – le mont Sion surplombant Jérusalem et, au-delà du symbole, les liens millénaires unissant indissolublement le peuple juif, la religion hébraïque et la terre d'Israël – heurtait la longue tradition du judaïsme de la diaspora[26*]. Une tradition elle-même ambiguë, entremêlant étrangement le religieux et le laïc.

Depuis des siècles, la tradition religieuse entretenait chez les juifs de l'exil l'espérance d'un retour sur leur terre ancestrale, illustrée par la formule récurrente tirée de la célébration de Pessah, *L'an prochain à Jérusalem*. Mais dans cette tradition, l'espérance était devenue en soi plus importante qu'un retour de plus en plus improbable sur la Terre promise. Les rabbins soutenaient du reste que le retour à Sion n'était ni possible ni même souhaitable : leur propre pouvoir était en jeu dans cette affaire. Il s'agissait pour eux de préserver l'espérance d'un retour du peuple juif tout en subordonnant sa survie physique à sa survie spirituelle.

Au fil des avancées libérales en Europe, la tradition religieuse fut concurrencée par une réalité plus laïque à travers la promesse de l'assimilation. Bienfait consenti aux Juifs après tant de siècles d'infortune, celle-ci faisait miroiter

l'égalité des droits, la citoyenneté et la dignité retrouvée. Sa contrepartie logique était le renoncement des Juifs à leur autonomie et à leur originalité : au fond, la disparition de leur singularité historique en tant que peuple en échange de leur tranquillité individuelle.

Religieux orthodoxes et laïcs se rejoignaient ainsi pour rejeter comme une utopie dangereuse toute perspective de sortie d'exil du peuple juif. Les premiers faisaient dépendre la rédemption du peuple juif d'une intervention divine, et non du volontarisme des hommes. Les seconds déniaient toute légitimité nationale au judaïsme, qu'ils réduisaient à un message spirituel. Ces deux courants se rejoignirent pour combattre vigoureusement le projet de Herzl, qui leur rappelait d'autres souvenirs amers.

Dans le passé, il y avait eu des aventuriers ou des faux précurseurs pour préconiser l'idée d'un retour des Juifs sur la Terre promise de Canaan, renommée « Palestine » par des Romains soucieux d'en effacer toute trace de judéité[27*] : de Joseph Nassi-Mendès, un riche marchand portugais qui avait fait reconstruire les murailles de Tibériade, à Sabbataï Zvi, juif de Smyrne qui s'était pris pour un prophète en annonçant la délivrance du peuple juif[28*]. Des cas plus sérieux aussi, tel ce rabbin de Sarajevo, Yehuda Haï Alkalaï, qui, dans les années 1840, exhortait les Juifs à acheter des terres en *Eretz Israel*[29*]. Ou encore un autre rabbin tout aussi peu conformiste, Zvi Hirsh Kalisher, qui reprit cette même idée en pensant religieusement la restauration nationale des Juifs : « Voyez l'exemple des peuples d'Italie, de Pologne, de Hongrie, qui sacrifient leur vie, leur argent, leur or, mais s'élèvent pour le salut de leur terre ancestrale. Et nous, enfants d'Israël, dont l'héritage est le plus glorieux de tous… resterons-nous silencieux et inertes comme un peuple sans vie ? »

Il s'était même trouvé des laïcs pour montrer le chemin. Le philosophe allemand Moses Hess[30*] avait également tenté d'établir un lien entre l'émancipation des Juifs et le grand mouvement des nationalités en Europe. Mais sa conclusion qui considérait les Juifs comme un peuple et non pas seulement comme un groupe religieux lui avait attiré l'hostilité de la bourgeoisie juive allemande et du judaïsme institutionnel qui cherchaient surtout à se faire oublier.

À l'époque toutefois, si les penseurs du sionisme se trouvaient en Occident, la réalité se situait plus à l'est, dans la partie la moins évoluée de l'Europe. En Russie, en Pologne, en Galicie ou en Ukraine, la « question juive » était quasiment une affaire de survie. Enraciné de longue date, l'antisémitisme s'y était même institutionnalisé. Tenus par la tradition chrétienne pour le « peuple déicide », les Juifs étaient les boucs émissaires de la misère du monde. Spoliés,

humiliés et périodiquement massacrés, ils ne pouvaient compter ni sur la protection élémentaire des autorités locales ni sur la mansuétude d'une Église orthodoxe parfois à l'initiative des pogroms.

Dans ces contrées, l'assimilation n'avait été qu'une sinistre plaisanterie, l'empire tsariste ayant été jusqu'à parquer les populations juives dans une « zone de résidence[31*] ». Les Juifs de la *Haskala*, ouverts à la modernité et préférant la langue russe au yiddish, en avaient été pour leurs frais. Singularisant l'identité juive par la ségrégation et la ghettoïsation, l'autocratie russe avait fini par engendrer un nationalisme spécifique. Et les pogroms consécutifs à l'assassinat du tsar Alexandre II en 1881 avaient conduit à la conclusion de l'inéluctabilité d'un départ des Juifs. De même que les séfarades avaient dû fuir l'Espagne quatre siècles plus tôt, de même fallait-il songer désormais à quitter la Russie.

Dès 1882, Léon Pinsker avait connu un succès inattendu en publiant une brochure intitulée *Autoémancipation* et sous-titrée significativement *Mise en garde d'un Juif russe à ses frères*[19]. Au terme d'une étude quasi clinique de la judéophobie[32*], Pinsker préconisa qu'on en finisse avec les « palliatifs de rebouteux » et avec l'accoutumance pernicieuse des Juifs de l'exil à l'humiliation.

Avec d'autres intellectuels, il avait fondé un mouvement curieusement appelé l'« Amour de Sion » (*Ahavat Zion*)[33*], qui était ouvert « à tout fils d'Israël admettant qu'il n'y avait pas de salut pour Israël tant qu'un gouvernement juif ne serait pas établi en terre d'Israël ». Malgré la faiblesse de ses moyens et la dureté de la répression tsariste, ce mouvement précurseur du sionisme avait été d'emblée populaire : les Amants de Sion étaient déjà plus de 10 000 lorsque Herzl entreprit d'écrire *L'État des Juifs*. Père du futur Ben Gourion, le juriste Avigdor Gryn devait longtemps se souvenir de ces réunions où les *Hovevei Zion* (appellation hébraïque des Amants de Sion) discutaient avec fièvre de projets d'immigration et d'établissement en Palestine.

Certains d'entre eux firent leur *aliyah* et émigrèrent en Terre sainte. Le mouvement était quasi inédit[34*] et les Amants de Sion donnèrent à la première *aliyah*[35*], dès 1881, un caractère laïc et nationaliste : près de 10 000 personnes partirent ainsi fonder de petites colonies agricoles, établies sur des terres incultes pour la plupart et rachetées aux populations locales sous le contrôle sourcilleux des maîtres des lieux, les Turcs ottomans. Pourtant la dynamique des *Hovevei Zion* finit par s'essouffler, hypothéquée par une immigration juive incapable d'atteindre le seuil critique. Les perspectives de création d'un nouvel État redevinrent des chimères inaccessibles. Sans doute les temps n'étaient-ils pas

encore mûrs. Ce sionisme avant la lettre n'avait pas encore trouvé son héraut pour l'incarner.

Herzl n'était donc ni le seul ni le premier à développer l'idée sioniste d'un retour des Juifs sur leur terre ancestrale. Il réussit cependant là où tous les autres avaient échoué. Il fut l'homme de la situation, celui de l'élan du sionisme, faute d'en avoir été le fondateur historique.

La période était à hauts risques. Plus sporadique et moins brutal que celui sévissant plus à l'est, l'antisémitisme en Europe occidentale n'en devenait pas moins préoccupant. L'idéologie du progrès comme les droits de l'homme étaient impuissants à l'empêcher de se propager et la réponse proposée par le sionisme apparaissait la plus limpide.

Herzl était la personne idoine. Il était l'homme d'un endroit emblématique, Vienne, d'une culture et d'un niveau social qui avaient précisément fait défaut aux précurseurs du sionisme. Il appartenait à un milieu privilégié, celui des gens de communication, qui connaissent le monde clos des décideurs et sont aptes à influencer l'opinion publique : un milieu susceptible de faire résonance. Herzl était plus journaliste et vulgarisateur que théoricien. Il n'avait lu à peu près aucun des grands penseurs sionistes. Il n'avait jamais entendu parler des Amants de Sion ni de la *Haskala* et ne s'était plongé dans le maître ouvrage de Moses Hess qu'à la faveur d'un long voyage en train. Il en allait de même pour Léon Pinsker – qu'il orthographiait « Pinsger » dans son journal –, dont il n'avait découvert le manifeste qu'après la publication de *L'État des Juifs* : « Quel dommage que je n'aie pas lu cette œuvre avant que ma propre brochure ait été imprimée. En même temps, c'est une bonne chose que je ne l'aie pas connue, car peut-être aurais-je abandonné ma propre entreprise. »

Du moins Herzl savait-il trouver le mot qui frappe et le verbe qui entraîne. Mieux que d'autres, il savait aussi populariser une idée à travers une opération de relations publiques. Herzl avait surtout une volonté de fer et une foi inébranlable en son action. Il n'en faisait guère mystère : « Je ne suis ni meilleur ni plus intelligent qu'aucun de vous. Mais je ne me décourage pas et c'est pourquoi le rôle de chef me revient[20]. »

Approchant la quarantaine, Herzl donnait l'image d'un homme jeune, sain et fort. Les traits de visage réguliers, une barbe carrée soulignant sa prestance, portant beau, il avait des manières impeccables. On lui reconnaissait du charme et même du charisme. « *Jechi Hamelech !* Vive le roi Herzl ! » s'écria une foule en délire en gare de Sofia où il faisait une halte sur le chemin de Constantinople.

L’écrivain juif anglais Israel Zangwill voyait en lui « un personnage oriental majestueux, des yeux pensifs et étincelants. On dirait un de ces rois assyriens dont les têtes sculptées ornent nos musées[21] ». Le fondateur du journal juif *Menorah* partageait cette opinion : « J’ai compris aussitôt qu’il serait notre leader. Son aspect me remplissait de joie et de fierté. Un homme splendide. C’est ainsi, probablement, qu’élève au lycée, j’avais imaginé Hector, le héros de Troie. Plus que tout, c’étaient ses yeux et sa bouche qui me captivaient. L’esprit, le courage, la bonté, la rigueur, la douceur et l’humilité, tout se combinait en lui. »

Bien sûr, au gré de sa popularité grandissante, on idéalisait l’image de Herzl, devenu le commis voyageur du sionisme. Toutefois il ne représentait encore que lui-même et *L’État des Juifs* n’était qu’un succès d’édition. Il restait à transformer ce succès en une action concrète et à en faire un levier au service de la cause sioniste : ce qu’il appellera lui-même son « obsession ».

Raillé comme utopiste, Herzl restait pragmatique. Il entreprit de rallier à sa cause de riches mécènes juifs. Le baron Maurice de Hirsch en était une des figures emblématiques. Connu pour son œuvre philanthropique et sa munificence, il s’était d’abord ému du sort des Juifs dans l’Empire ottoman, finançant des écoles et des dispensaires. Puis, en 1891, il avait créé en faveur des Juifs de Russie la Jewish Colonization Association afin de favoriser leur implantation dans des terres d’accueil plus sûres. Il avait ainsi consacré une partie de son immense fortune à organiser l’émigration des Juifs russes vers le continent américain, essentiellement l’Argentine. Mais les résultats n’avaient pas été à la hauteur de ses espérances.

Un jour de juin 1895, Herzl avait abordé de Hirsch en se présentant comme le « Juif de l’esprit » en quête du « grand Juif de l’argent. » Sans détour, il lui avait exposé son objectif d’un emprunt national juif de 10 millions de marks pour financer l’émigration vers la Palestine. La discussion avait malheureusement tourné court, Herzl lui ayant fait valoir froidement que sa philanthropie et sa bienfaisance ne produisaient en fin de compte que des *Schnorrer*, des mendiants. Le baron, pour sa part, ironisa sur son ambition : « Les “Juifs de l’argent” ? Rothschild ne vous donnera que 500 francs, et encore. Les Juifs riches, sachez-le, monsieur Herzl, ne sont pas bons et ils ne s’intéressent pas du tout aux souffrances des pauvres[22]. » Quant à sa prétention d’entraîner les Juifs derrière son drapeau sioniste, un drapeau n’était après tout qu’une hampe avec un bout de tissu et rien de plus ! Herzl avait répliqué au baron qu’il se trompait sur toute la ligne : « Un drapeau, c’est bien plus que cela. Avec un drapeau, on peut conduire les gens où l’on veut, même en Terre promise… »

Herzl eut tout aussi peu de succès avec le baron Edmond James de Rothschild[36*], plus connu pour son rôle de collectionneur et de mécène que pour celui de banquier. Le sionisme, les Rothschild connaissaient. Ils en avaient même une conception très concrète. Depuis 1882, après avoir soutenu la Jewish Colonization Association, le baron Edmond avait acquis des terres en Palestine, favorisant ainsi de ses propres deniers la première *aliyah*. Il avait même financé le premier établissement juif de Palestine, à Rishon Le Zion, puis développé des colonies comme Zikhon Yaakov[37*]. Le baron Edmond agissait et payait. Il n'avait pas attendu de beaux parleurs comme Herzl et ne se gêna pas pour le lui dire.

Herzl revint pareillement bredouille de sa rencontre avec sir Samuel Montagu[38*], autre philanthrope qui alliait à son activité de banquier une fonction de parlementaire à la Chambre des communes. Après avoir distrait beaucoup d'argent en faveur des synagogues et congrégations juives anglaises, Montagu avait soutenu activement les Amants de Sion. En 1893, il avait présenté au secrétaire au Foreign Office une pétition en faveur de la colonisation juive en Palestine à l'adresse du sultan de Constantinople. Cette pétition resta bien sûr lettre morte, mais Montagu, futur baron Swaythling, n'en tenait pas moins Herzl pour un aventurier illuminé. En désespoir de cause, ce dernier alla plaider sa cause auprès de Cecil Rhodes, le chantre du colonialisme et de l'impérialisme britannique[39*23].

L'*establishment* juif traditionnel ne fut pas plus indulgent. À Londres, il fut accueilli avec froideur. Au grand rabbin de Vienne Moritz Güdemann, Herzl finit par lancer, excédé : « Je n'ai pas besoin de Juifs riches, mais j'ai besoin d'hommes ! » En France, les sionistes de la première heure, qui avaient constitué le gros des bataillons dreyfusards, s'opposèrent à lui, suivant l'exemple d'intellectuels comme André Spire, Victor Basch ou encore Bernard Lazare. Pour tous ces gens, le sionisme se montrait trop soucieux de l'identité juive et compromettait tous les efforts d'intégration.

L'un des plus virulents fut Nathan Birnbaum, qui tenait Herzl pour un prédateur d'idées conçues par d'autres. Dès 1893, Birnbaum avait eu l'idée de réunir un congrès sioniste, mais son projet avait avorté. Theodor Herzl reprendrait effectivement l'idée, mais lui saurait la mener à bien.

Dès la mi-1896, Herzl parvint à obtenir un mandat d'encadrement de toutes les organisations juives sionistes mondiales afin de préparer le premier congrès sioniste de l'histoire. Celui-ci devait se tenir à Munich, mais les Juifs locaux s'y refusèrent vigoureusement. Il eut lieu finalement à Bâle en août 1897. Non sans

mal, Herzl réussit à s'assurer la participation de 204 délégués. Provenant de la plupart des pays européens, ils étaient majoritairement issus de Russie. Beaucoup d'entre eux étaient des avocats, des médecins et des journalistes.

Siégeant dans une joyeuse improvisation, ce congrès inaugural fut aussi marqué par la pompe et la solennité. Herzl l'avait voulu ainsi. Son but était de frapper les esprits par un acte fondateur consacrant la naissance de la conscience politique du peuple juif en même temps que sa représentativité nationale. Soucieux de l'image du mouvement, il exigea des délégués qu'ils fussent élégamment vêtus et portassent habit, cravate blanche et haut-de-forme. Tout ce beau monde prit place dans la grande salle du casino de Bâle qui avait été décorée d'un drapeau bleu et blanc, les couleurs du châle de prière juif, frappé en son centre de l'étoile de David, et… aux accents de l'ouverture de *Tannhäuser* de Wagner !

Malgré les menaces de boycott émanant de Juifs de Russie, le congrès fut un formidable succès. Son objectif majeur, qui était de raviver le débat public sur le sionisme et de « poser la première pierre de la maison devant abriter la nation juive[40*] », fut largement atteint. Il avait fallu une audace folle, mais aussi du doigté et de l'entregent : ne froisser ni les rabbins ni les modernistes, tout en « marchant sur des œufs avec des œufs invisibles[24] ». La clôture du congrès avait été un instant de communion particulièrement émouvant. L'excitation collective était telle que les délégués s'étaient mis à danser sur les tables et à chanter à tue-tête *L'an prochain à Jérusalem*.

D'une grande simplicité, le programme politique adopté lors du congrès de Bâle énonçait, pour la première fois, le projet d'établissement d'un foyer juif en Palestine, reconnu et garanti. En conséquence de quoi, il fut recommandé d'ouvrir les négociations appropriées auprès des différents gouvernements en vue de gagner leur consentement à ce projet. Pour près d'un demi-siècle, ce programme fixa la ligne officielle du mouvement sioniste, le Congrès en devenant l'organe suprême.

La démarche politique du sionisme était désormais lancée. Jusque-là confidentiel, il surgissait en pleine lumière, doté de structures pérennes qui préfiguraient une organisation sioniste mondiale. Porté à la présidence, Herzl lui-même en était le chef incontesté. Du sionisme il était à la fois l'inspirateur, l'organisateur et le propagandiste. Peu avant le congrès de Bâle, il avait fondé à grands frais sur ses deniers personnels l'hebdomadaire *Die Welt*[41*], qui serait pendant des années l'organe central de l'organisation sioniste.

La réussite de Herzl, là où tous les autres avaient failli, se formulait simplement : transformer l'utopie originelle en un véritable mouvement, abandonner le verbiage messianique et décliner un projet clair et compréhensible par le plus grand nombre. Même les plus réticents parmi les Amants de Sion, ses principaux adversaires, convinrent du talent de Herzl.

L'intéressé n'était pourtant pas dupe des difficultés à venir, à commencer par le caractère hétéroclite de son mouvement : « Je suis à la tête de gamins, de mendiants et d'amateurs de sensations. Certains m'exploitent. D'autres sont déjà jaloux ou déloyaux. D'autres encore me quittent dès qu'une petite situation s'offre à eux. Seuls quelques-uns sont des enthousiastes désintéressés. Néanmoins, même cette armée ferait l'affaire si le succès était en vue[25]. »

Mais le sionisme politique existait à présent et c'était bien l'essentiel. Il restait à le faire triompher, même si l'entreprise s'annonçait redoutable. Elle l'était en priorité pour le principal intéressé, contraint à un choix drastique de vie. Herzl était en train de rater complètement une vie privée qui ne lui laissait que rancœurs et frustrations. Mais son narcissisme l'incitait à endosser la tunique du chef. Tout en restant journaliste à la *Neue Freie Press*, il se lança à corps perdu dans l'aventure sioniste, comme s'il venait de changer de peau, ou comme s'il commençait une nouvelle vie.

L’apprenti diplomate

Pour un fondateur inspiré, il est souvent ingrat de passer du concept et des grands idéaux à la gestion bureaucratique des affaires. Theodor Herzl avait certes mis le sionisme sur les rails, mais rien n’était irréversible dans cette épopée. Pour qui donc jouait le temps ?

Au lendemain du congrès sioniste de Bâle, Herzl comptait presque autant de détracteurs que de partisans. Les Juifs orientaux lui reprochaient de ne rien entendre au monde juif. Les libres-penseurs le fuyaient comme la peste. Les économistes le traitaient à la légère comme un simple feuilletoniste. Mais surtout, les religieux et les orthodoxes avaient fait bloc contre cet empêcheur de tourner en rond. Avec ses lubies sionistes et nationalistes, il menaçait de bouleverser le *statu quo* sur lequel prospérait leur influence.

À la Conférence des rabbins américains, qui se tint peu après à Montréal, le rabbin Isaac Meyer Wise tint à mettre les choses au point : « Nous désapprouvons totalement toute initiative visant à la création d’un État juif […] Nous affirmons que l’objectif du judaïsme n’est ni politique ni national, mais spirituel. » Grand théoricien du judaïsme, ce rabbin[42*] était très respecté dans sa congrégation Bene Yeshura de Cincinnati. Son opposition n’était que vénielle, comparée à l’hostilité véhémente des sionistes russes.

Ces derniers n’avaient pas digéré que le sionisme fût dirigé désormais par des Juifs occidentaux, alors que la dominante du judaïsme se situait bel et bien en Europe centrale et orientale. Les sionistes russes étaient exaspérés par ce Herzl qui jouait les divas et n’était pour eux qu’un naïf dangereux. Au fil des congrès sionistes annuels, qui se déroulaient invariablement dans les pays occidentaux et exclusivement en langue allemande[43*], ils ne supportèrent plus d’être traités en parents pauvres : « Ils nous traitent comme des enfants alors que le cœur du sionisme est yiddishisant[44*]. »

Herzl lui-même se faisait philosophe : « N’oubliez pas que nous sommes accoutumés depuis des siècles à jouer avec des problèmes, à nous disputer sur des idées. Nous autres Juifs n’avons depuis deux mille ans dans l’histoire aucun exemple de réalisation pratique[26]. »

Reflet de susceptibilités individuelles, ces récriminations étaient aussi affaire de stratégie. La logique de Herzl consistait à atteindre les objectifs politiques du

sionisme par la voie de la négociation et de la diplomatie, appuyée par une propagande de grande ampleur. Les mérites de la colonisation sporadique ne devaient pas être méconnus, mais les vieilles et lentes méthodes demeureraient vaines sans garantie internationale. Il s'agissait prioritairement de convaincre les grandes puissances et de leur arracher une charte consacrant l'acquisition de la Palestine.

Au contraire, la conception des Amants de Sion et des sionistes russes misait sur une infiltration juive progressive afin de créer un État de fait en *Eretz Israel* par l'implantation de colonies agricoles et le soutien aux pionniers. Ceux-là se défiaient de la « diplomatie de riches » préconisée par Herzl.

Le paradoxe était que ces « riches », les mécènes et philanthropes juifs, condamnaient avec tout autant de vigueur la stratégie de Herzl ! Ils s'étaient trop investis dans des achats de terre pour les immigrants, dans la création d'écoles et de dispensaires ou encore à travers la Jewish Colonization Association pour qu'un aventurier irresponsable vienne gâcher leur œuvre. Herzl eut à se colleter avec cette ploutocratie juive, ambivalente par essence, qui se bornait à une solidarité philanthropique, mais restait étrangère à l'action politique du sionisme.

Surnommé le « Bienfaiteur bien connu », Edmond de Rothschild reprochait ainsi à Herzl d'« avoir les yeux plus gros que le ventre ». Il fallut du temps pour que l'illustre baron reconnaisse que son propre dessein et celui du chef du sionisme étaient plus complémentaires qu'opposés : encourager les éléments de colonisation sérieux de manière à préparer le terrain politique quand la question serait mûre[45*].

Comment s'improvise-t-on diplomate ? Il n'est pas sûr que Herzl, en pragmatique achevé, se soit longtemps penché sur cette question. Peu importait la manière, seuls comptaient les résultats. Et s'il lui fallait pactiser avec le diable, il le ferait ! N'était-ce pas l'essence même de la diplomatie ?

En cette fin de XIX^e^ siècle, la diplomatie n'était guère une sinécure. Le « concert européen », comme on disait alors, était en équilibre précaire. Stabilisé un temps par le génie diplomatique de Bismarck, cet équilibre s'était de nouveau défait à son départ des affaires. Ce n'était pas seulement la faute de son successeur, l'empereur Guillaume II, notoirement inexpérimenté et faible de caractère. Les intérêts divergents des grandes puissances, joints à la sensibilité extrême des enjeux, rendaient insolubles les questions internationales, à commencer par la fameuse « question d'Orient ». Jouer de ces divergences était une prétention que seuls pouvaient à la rigueur se permettre les diplomates

de haute volée dotés d'une longue expérience. Ce que Herzl n'était précisément pas.

D'un volontarisme inaltérable, il multiplia relations et réseaux, donnant à son journal intime, qui fourmillait de noms relevant du gotha international, des allures de *Who's Who*. Mais cela ne résolvait en rien une question juive d'autant plus compliquée que l'on pouvait légitimement se demander où s'en trouvaient les clés. Dans l'Empire ottoman qui exerçait la souveraineté légale sur l'ancienne terre d'*Eretz Israël* ? Musulmans, les Turcs n'avaient aucune raison de faire cadeau d'un État aux Juifs. Et ce même si la Sublime Porte, affreusement endettée, avait perdu de son lustre et si Constantinople était tenue pour l'« homme malade de l'Europe ». À cette époque, les Turcs recherchaient désespérément le soutien de l'Allemagne, tout en veillant à ne pas s'aliéner l'Angleterre, non plus d'ailleurs que la Russie frontalière qui contribuait à la sécurité des détroits[46*].

Les clés étaient-elles dans l'Empire russe, où se trouvaient les gros bataillons d'une éventuelle immigration juive de masse ? Encore fallait-il convaincre les autorités tsaristes, travaillées de longue date par les influences antisémites, de les laisser partir. Convaincre également l'Angleterre en lui démontrant qu'un État juif ne serait pas une menace pour la fameuse « route des Indes », un des grands axiomes de la politique britannique. Convaincre enfin la France dans son rôle historique de « protectrice des Lieux saints ». Cela faisait beaucoup.

La mise en œuvre d'une « diplomatie sioniste » dans un contexte international aussi complexe était une vraie gageure. Novice, Herzl ne pouvait que collectionner les échecs. Les premiers furent ses tentatives de rapprochement avec le sultan de Constantinople, Abdul Hamid II. Ce « souverain d'un empire de brigands qui touche à sa fin », comme il l'écrivit dans son journal, ne lui inspirait que de la répugnance. Il savait les Turcs méfiants envers les Juifs, ceux de Russie tout particulièrement, qu'ils tenaient pour des agents du pouvoir tsariste. Il essaya néanmoins.

En juin 1901, Herzl fut reçu en audience par le sultan Abdul Hamid, à Yildiz Kiosk. C'était le journaliste autrichien que l'on recevait, et non le chef du mouvement sioniste. Il fut cependant accueilli avec effusion, après avoir été décoré du grand cordon de l'Ordre du Médjidié. On le fit asseoir à l'ombre, une faveur réservée aux hôtes de marque. Le sultan lui consacra plus de deux heures, beaucoup plus qu'aucun ambassadeur étranger n'eût osé espérer. Toutefois, l'entretien fut en tout point infructueux.

Sans doute Herzl eut-il le tort de parler d'argent au sultan en lui proposant notamment d'effacer les dettes impériales[47*] et de promouvoir la création d'une Compagnie ottomane juive de développement économique. Abdul Hamid n'entendait pas monnayer son amitié. Tout en se disant le « grand ami des Juifs », il demeura inflexible sur la question de la Palestine. Celle-ci n'était pas à vendre[48*] : « Je préférerais être coupé par le fer plutôt que de voir la Palestine perdue. »

Peu après, un communiqué lapidaire de Constantinople sanctionna sèchement la faillite de son initiative : « Les israélites pourront être accueillis et s'établir dans l'Empire ottoman à la condition qu'ils ne s'installent pas en groupes, mais dispersés, dans des endroits jugés convenables par le gouvernement. Ils seront soumis à la sujétion ottomane, chargés de tous les devoirs civiques y compris le service militaire et seront assujettis à toutes les lois du pays comme Ottomans. »

Pas découragé pour autant, Herzl se mit à explorer d'autres pistes. L'Allemagne était en tête de ses priorités. On était en 1898 et il devenait urgent pour lui d'effectuer une ouverture, sous peine de voir son autorité sur le mouvement sioniste battue en brèche.

Lors du 2e Congrès sioniste, les délégués russes Leo Motzkin et Nahum Sokolow lui avaient reproché de négliger la dimension culturelle et, en définitive, de ne faire que du bruit. Herzl s'était emporté : « Du bruit ! Mais l'histoire du monde n'est rien d'autre que du bruit ! Sachez que les hommes doivent se servir du bruit tout en le méprisant. » À travers sa personne, les fondements mêmes du sionisme politique étaient critiqués par les partisans d'une colonisation progressive en Palestine.

Herzl était un fervent admirateur de Bismarck et de sa *Realpolitik*. Mais le rappeler devant l'empereur Guillaume II, qui prenait l'exact contrepied de la diplomate bismarckienne, eût été plutôt malvenu. Berlin était le grand protecteur de l'Empire ottoman. Les intérêts économiques allemands y étaient considérables, à l'image de la construction, sous l'égide de firmes allemandes, d'une ligne de chemin de fer reliant Constantinople à Bagdad, le fameux Bagdadbahn. Ce qui concernait l'Empire ottoman ne pouvait laisser Berlin indifférent.

Le Kaiser reçut d'ailleurs Herzl à Constantinople[49*], où il se trouvait en visite. Là encore, la rencontre fut cordiale. L'idée de Herzl était de proposer de placer, au moins dans un premier temps, la future entité juive sous protectorat allemand. Guillaume II fut d'accord sur tout, ou presque. Il accueillit favorablement le projet d'une société foncière juive sous protection allemande et même

l'éventualité d'une colonisation de la Palestine. À Jérusalem, il accepta de recevoir une délégation sioniste, sans pour autant céder sur l'essentiel : l'appui de l'Allemagne à un programme national d'orientation sioniste. Tel était le jeu classique des alliances. La fidélité ottomane restait cruciale pour Berlin, qui comptait pour seules alliées la fragile Autriche-Hongrie et la versatile Italie[50*].

Herzl abattit alors son dernier atout, la carte anglaise. Il la joua d'enthousiasme : « L'Angleterre, la libre et puissante Angleterre, dont le regard embrasse les sept mers, nous comprendra, nous et nos aspirations. C'est d'ici, nous pouvons en être sûrs, que le mouvement sioniste prendra son essor vers de nouveaux et plus hauts sommets[27]. »

Ce fut à Londres, du reste, que se tint en 1900 le 4e Congrès sioniste. Le gouvernement de Sa Majesté, dirigé par sir Arthur Balfour, était alors confronté au problème délicat de l'augmentation sur son sol du nombre des Juifs immigrés en provenance d'Europe centrale et orientale. Des réactions de rejet commençaient déjà à se faire jour au sein de la société anglaise. Herzl y vit malgré tout une opportunité en déclarant aux autorités anglaises[51*] que cette immigration serait très difficile à arrêter et tout autant à gérer. On était en 1902 et il faudrait, tôt ou tard, arbitrer entre, d'un côté, les principes de droit d'asile et de libre établissement et, d'un autre côté, le risque d'explosion sociale. Seule solution, selon Herzl : détourner l'immigration juive vers d'autres endroits, Chypre par exemple, cette île sous souveraineté anglaise et… toute proche de la Palestine.

Successeur de Balfour au 10, Downing Street, lord Salisbury se montra peu intéressé par le projet sioniste, soucieux de ne pas contrarier les milieux juifs anglais très hostiles à Herzl. Lord Rothschild n'avait alors pas de mots assez durs contre ce « démagogue » qui risquait de raviver, par son inconséquence, les soupçons de double allégeance. Les Juifs avaient tant travaillé à s'intégrer dans la société britannique !

Herzl s'appuya toutefois sur quelques alliés influents. Parmi ceux-ci, Max Langermann et Samuel Goldreich, membres éminents de la communauté juive sud-africaine et, accessoirement, propriétaires de mines d'or. À l'époque, la guerre des Boers faisait rage et était un véritable crève-cœur pour la politique anglaise. Le calcul de Herzl était qu'un soutien affiché de Londres au sionisme permettrait peut-être d'espérer le ralliement des Juifs sud-africains contre les Boers.

Mais il fut déçu de ses rencontres avec lord Lansdowne et Joseph Chamberlain, respectivement secrétaire au Foreign Office et secrétaire aux Colonies.

Chamberlain, « le gérant d'une grande boutique de fripier qui ne saurait pas très exactement si tel ou tel article particulier se trouve en magasin[52*] », lui déplut tout particulièrement. À ce dernier, Herzl parla de nouveau de Chypre ainsi que de la zone d'El-Arish, sur la côte égyptienne, et même de la péninsule du Sinaï. On évoqua l'éventualité d'une protection britannique. Des délégations furent mandatées sur place. Une commission d'enquête fut même nommée. Mais le gouvernement égyptien de Boutros Ghali Pacha n'était pas plus disposé que le gouvernement ottoman à renoncer à ses droits de concession. Les autorités britanniques et le gouverneur d'Égypte lord Cromer, en particulier, ne firent pas de gros efforts pour prévenir ce refus. Les milieux diplomatiques des orientalistes avaient déjà leur mot à dire. Ils ne seraient jamais favorables aux Juifs.

Une fois de plus, une fois de trop, le héros du sionisme, le nouveau « Messie des Juifs », se retrouvait bredouille. Certes, les Anglais n'avaient pas refermé entièrement la porte et offert à Herzl une planche de salut : des territoires dans l'Est africain, en Ouganda[28]. Perplexe, Herzl accepta du bout des lèvres. La Palestine étant inaccessible pour l'heure, mieux valait l'Ouganda que rien du tout. Une solution d'urgence pour une situation d'urgence.

L'hypothèse d'un foyer juif en Ouganda en séduisit quelques-uns, parmi lesquels Marx Nordau, l'écrivain Israel Zangwill, fondateur de la Jewish Territorial Organization, ou encore Eliezer Ben Yehuda. On les appellerait les « sionistes territoriaux », Nordau se voyant pour sa part affublé du surnom de « Nordau l'Africain »…

Pourtant, une pluie de critiques s'abattit sur le « Programme Ouganda » et sur Herzl personnellement, jusque chez ses proches. Au 6e Congrès sioniste de 1903, il fut conspué en tant que « traître » et dut jurer qu'il n'y aurait aucune altération du programme de Bâle : « *Im eshkukehn Yerushalayim…* si je t'oublie Jérusalem, que ma droite se dessèche. » Le sionisme était alors au bord de l'éclatement. Les « Sionistes de Sion », groupe animé par des intellectuels comme Ahad Ha'am ou le jeune Ze'ev Jabotinsky, lui firent savoir vertement qu'ils ne renonceraient jamais à la terre d'Israël. Accepter une telle solution de substitution revenait à renoncer à l'héritage culturel du judaïsme. Nul ne se doutait que Herzl négociait alors en sous-main avec le gouvernement portugais une concession au Mozambique. Il intriguait également auprès du roi Léopold de Belgique en vue de la création d'un lieu de refuge au Congo[53*].

Faisant feu de tout bois, et bien que sa gesticulation parût dépourvue de la moindre cohérence, Herzl avait fini par se rallier à l'idée d'une solution

provisoire qu'il appelait lui-même la théorie du *Nachtasyl* (« asile de nuit »). La tactique n'était pas inepte, même si elle menaçait au passage de torpiller l'objectif essentiel : la Palestine. Elle en indisposa plus d'un, à commencer par les Juifs russes qui furent une fois encore les plus virulents, rejetant avec mépris l'Ouganda et tout autre plan de ce genre qui viendrait à être évoqué. Menahem Mendel Ussishkin, un des Amants de Sion les plus respectés, laissa éclater sa colère en plein congrès sioniste : « Herzl a trahi l'idéal de Sion, l'esprit de la Torah et la terre d'Israël[54*] ! »

Résigné, l'intéressé jugeait puériles ces sorties à grand spectacle : « Ils ne voient pas plus loin que le bout de leur nez. Ils ne comprendront donc pas que l'Ouganda n'est qu'un prétexte et qu'il s'agit d'amener l'Angleterre à accepter le principe d'une colonisation juive sur une base nationale avec un statut de *self-government*. »

La démarche était sans doute trop oblique pour être comprise, et encore moins admise, par le plus grand nombre. La solution de l'Ouganda tomba à plat[55*], mais Herzl repartit à l'assaut. Il avait bien conscience d'y laisser ses forces et sa santé, mais il s'obstina. À Max Nordau, il confia : « Je marchanderais avec le diable en personne s'il le fallait ! »

Le diable n'était pas très loin, en effet, quand il envisagea de marchander avec les Russes. Faute de terre, du moins pourrait-il compter sur un réservoir de population. Faire reconnaître officiellement le sionisme par le gouvernement du tsar : le rêve n'était pas seulement osé, il était fou.

Herzl s'adressa directement à Viatcheslav Plehve, le redoutable ministre de l'Intérieur, qui était un maître en matière de répression[56*]. Pas de chance, il était encore plus antisémite que d'autres. Il se glorifiait notamment de l'effroyable pogrom de 1903 à Kichinev, en Moldavie. Il était aussi un partisan forcené de la russification et de l'assimilation.

Remarquablement renseigné par l'Okhrana, sa police secrète, Plehve savait que le chef sioniste était aux abois. S'il n'avait tenu qu'à lui, il se fût débarrassé de ces sionistes. Il fut toutefois étonné du marché que Herzl lui présenta : « Soutenez mon projet et je vous débarrasserai de vos révolutionnaires juifs[57*29]. » Au final, le ministre redouté resta hermétique à toute intervention auprès du sultan ottoman au sujet de la Palestine. Du reste, à ses yeux, la situation des Juifs de Russie était une question purement interne. La fin de non-recevoir de Plehve, en conclusion de l'entretien, n'était pas dénuée de cynisme : « Il est vrai que, si j'étais juif, je serais probablement moi aussi un ennemi du gouvernement[30]… »

L'échec était cuisant. Herzl se vit reprocher par les siens d'avoir parlementé avec Plehve[58*]. Au-delà, on dénonça son style jugé « autocratique » ainsi que son goût pour la diplomatie secrète. Surtout fut soulignée l'inanité de son action diplomatique, assimilée à de la *Schaumschlägerei*, à de simples relations publiques.

De fait, la voie de la diplomatie se soldait par une impasse totale. Même avec le roi d'Italie Victor-Emmanuel III, il ne put obtenir autre chose que de vagues encouragements : « Vous parviendrez à vos fins, Herzl. Ce pays vous appartiendra sans doute un jour. On peut tout faire avec des *bakchichs*[31]… » *Bis repetita* avec le pape Pie X, rencontré en janvier 1904, qui lui donna pompeusement du « *Commendatore* »… avant de lui signifier un retentissant « *non possumus* ». L'Église ne pouvait soutenir les juifs ni même les reconnaître comme peuple tant qu'ils continueraient de nier la divinité du Christ : tant que les juifs resteraient juifs, en somme.

D'échec en échec, Herzl but le calice jusqu'à la lie. Conscient de l'impasse de sa démarche, il se lança en 1902 dans la rédaction d'*Altneuland* (*Terre ancienne, terre nouvelle*). Cette œuvre de fiction et d'anticipation décrivait une Palestine transformée en un État d'essence juive, mais démocratique, où chacun jouirait des mêmes droits. Herzl y livrait sa conception personnelle du sionisme en tant que poste avancé de la civilisation contre la barbarie, rempart de l'Europe face à l'Asie.

À aucun moment, *Altneuland* n'imaginait un éventuel affrontement entre nationalisme arabe et nationalisme juif. Naïf, l'humanisme de Herzl le conduisait à penser qu'en faisant profiter de leur savoir-faire leurs voisins arabes, les Juifs ne seraient pas tenus pour indésirables. Il ignora les avertissements de ceux qui se méfiaient d'une stratégie unilatérale ignorant les Arabes de Palestine[59*]. Herzl s'adressait directement aux grandes puissances et ne jugeait pas utile de traiter en outre avec les Palestiniens : « C'est la volonté de Dieu que nous revenions sur la terre de nos pères, nous devrons ce faisant représenter la civilisation occidentale et apporter l'hygiène, l'ordre et les coutumes pures de l'Occident dans ce bout d'Orient pestiféré et corrompu[32]. » Émanant d'un homme de culture allemande, de tels propos n'étaient pas dénués d'arrogance et pesaient d'ailleurs aussi sur les Juifs orientaux, notamment ceux du Yishouv[60*].

Mais la fiction ou l'utopie ne pouvait masquer à Herzl la triste réalité de son échec. Il ressortit amer, appauvri, mais surtout exténué physiquement de son aventure. Tout au long de ces années, il avait sacrifié à sa mission sioniste son énergie, ses finances personnelles et sa vie privée. Il avait bataillé au quotidien

pour assurer par des bouts de chandelle l'intendance d'une organisation sioniste désargentée. Surtout, il avait dû concilier sa mission avec son métier de journaliste – directeur littéraire à la *Neue Freie Press* – qui continuait à le faire vivre « en tremblant pour le pain de [s]es enfants ».

Fin 1903, les médecins décelèrent chez Herzl une malformation cardiaque aussi rapide qu'inéluctable. Mais il ignora leurs prescriptions et s'épuisa en rencontres, correspondances et débats. Évoquant leur dernière rencontre, Stefan Zweig décrivit son ami marchant lentement, un peu courbé, comme accablé. Le portrait d'un homme désabusé et quasi désespéré dans sa recherche du temps perdu : « En somme, ma faute a été d'avoir commencé trop tard… Si vous saviez comme je souffre en songeant à ces années perdues et de ne pas m'être mis plus tôt à la tâche… On ne rachète pas les années qu'on a laissées échapper[33]. »

En juillet 1904, tandis qu'il séjournait en famille dans la petite station de montagne d'Edlach, près de Reichenau en Basse-Autriche, Theodor Herzl succomba brusquement à une crise cardiaque. Il avait à peine 44 ans.

L'émotion fut considérable parmi les sionistes. Herzl paraissait tellement rayonnant et infatigable qu'on avait presque fini par le croire éternel. Roc ou repoussoir, il était leur porte-drapeau et leur poumon. Même ses adversaires politiques restèrent désemparés par sa disparition prématurée et, d'Ahad Ha'am à Menahem Ussishkin, lui rendirent un hommage vibrant. Si dérisoires étaient rétrospectivement leurs querelles internes ! Certains d'entre eux l'appelèrent désormais *Khozeh HaMedinah*, le visionnaire de l'État. Quoique peu porté aux états d'âme, David Ben Gourion confia par la suite : « J'en fus affecté comme si j'avais perdu la lumière du jour[34]. »

Une foule immense – entre 6 000 et 7 000 personnes – assista à ses funérailles. Des Juifs de toutes origines, venus d'Occident, d'Orient, de Russie, affluèrent dans le petit cimetière viennois de Döbling. En flots ininterrompus, ils arrivaient d'un peu partout, fatigués, abattus, en larmes. Stefan Zweig écrivit : « Tout ordre était rompu par une sorte de deuil élémentaire et extatique comme je n'en avais jamais vu… Je pus mesurer pour la première fois, à cette douleur immense, montant convulsivement des tréfonds de tout un peuple, de millions d'êtres, quelle somme de passion et d'espérance cet homme isolé avait répandue dans le monde par la puissance de sa pensée[35]. »

« Ne faites pas de bêtises après ma mort ! » avait recommandé Herzl. L'unanimité d'un tel hommage posthume eût sans doute étonné ce combattant solitaire qui avait dû lutter contre vents et marées. Anticipant sa mort, il avait noté ironiquement quelques années plus tôt dans son journal intime : « J'ai pensé

à l'épitaphe qui me conviendrait : "Il avait une trop bonne opinion des Juifs"[36]… » Il avait également émis le vœu d'être un jour enterré dans l'État indépendant juif en Palestine qu'il avait prophétisé[61*].

« Si vous le voulez, ce ne sera pas un rêve », avait inscrit Herzl au frontispice de son roman *Altneuland*. Le volontarisme de sa pensée lui avait permis de rallier des foules entières sous sa bannière. Au fond, sur un point au moins il eut raison : « Personne n'est assez fort ou assez riche pour transplanter un peuple d'un endroit à l'autre. Seule une idée peut y parvenir. »

Bibliographie sélective

AVINERI, Shlomo, *Histoire de la pensée sioniste*, JC Lattès, 1982.

BENSOUSSAN, Georges, *Une histoire intellectuelle et politique du sionisme. 1860-1940*, Fayard, 2002.

BOYER, Alain, *Theodore Herzl*, Albin Michel, 1991.

CHOURAQUI, André, *Un visionnaire nommé Herzl. La résurrection d'Israël*, Robert Laffont, 1991.

Herzl, Theodor, *L'État des Juifs*, La Découverte, 1990.

—, *Altneuland*, Berlin, H. Seeman Nachfolger, 1902 (traduction française : *Pays ancien, pays nouveau*, Stock, 1980).

—, *The Complete Diaries of Theodor Herzl, 1895-1904*, New York & Londres, 1960 (traduction française : *Journal, 1895-1904. Le fondateur du sionisme parle*, morceaux choisis et présentés par Roger Errera, Calmann-Lévy, 1990).

LAQUEUR, Walter, *A History of Zionism*, Londres, Weidenfeld & Nicolson, 1972 (traduction française : *Histoire du sionisme*, 2 t., Gallimard, 1994).

LAZARE, Bernard, *L'Antisémitisme, son histoire et ses causes*, éd. Léon Chailley, 1894, rééd. Artic, 2006.

ROTH, Joseph, *Juifs en errance*, Seuil, 1986.

ROZENBLUM, Serge-Allain, *Theodor Herzl*, Éditions du Félin, 2001.

WEISZ, Georges, *Theodor Herzl. Une nouvelle lecture*, L'Harmattan, 2006.

ZORGBIBE, Charles, *Theodor Herzl. L'aventurier de la terre promise*, Tallandier, 2000.

ZWEIG, Stefan, *Le Monde d'hier. Souvenirs d'un Européen*, Belfond, 1982.

1*. Étoile de David.

2*. Il était né précisément à Pest qui, jusqu'en 1872, était séparée administrativement de Buda, située sur la rive droite du Danube.

3*. Depuis 1867, l'instauration du dualisme avait transformé l'ex-empire d'Autriche en monarchie austro-hongroise afin de préserver l'unité de l'État au-delà du particularisme magyar. Chacun des deux États disposait ainsi de son gouvernement et de son parlement. Ils avaient en commun le même souverain, François-Joseph étant à la fois empereur d'Autriche et roi apostolique de Hongrie.

4*. La bar-mitsva désigne l'état de majorité religieuse acquis par les jeunes garçons juifs, à 13 ans, ainsi que la cérémonie facultative célébrant ce passage.

5*. Terme yiddish, un *shtetl* est une petite ville, un grand « village » ou un quartier juif en Europe centrale ou orientale avant la Seconde Guerre mondiale.

6*. Inférieure à 7 000 personnes à la fin des années 1860, la population juive de la capitale avait littéralement décuplé vingt ans plus tard pour grimper à 73 000, avant d'atteindre les 175 000 vers 1910.

7*. Arthur Schnitzler (1862-1931) fut un des plus grands romanciers et dramaturges de son temps. Herzl et lui devinrent amis à partir de 1885 et échangèrent une correspondance abondante.

8*. Le terme d'« antisémitisme » avait été forgé en 1869 par le publiciste allemand Wilhelm Marr, dans ses *Cahiers antisémites*.

9*. Les cas les plus notables furent ceux du poète Heinrich Heine et celui du compositeur et chef d'orchestre Gustav Mahler. Né la même année que Herzl, ce dernier se convertit au catholicisme, en partie pour pouvoir être nommé en 1897 directeur artistique du prestigieux Opéra de Vienne.

10*. Tancrède était le héros de *La Jérusalem délivrée*, poème épique de l'Italien le Tasse (1581), ainsi que celui du roman de Benjamin Disraeli, *Tancrède ou la Nouvelle Croisade* (1867).

11*. Deux filles, Pauline et Trude, et un garçon, Hans.

12*. Littéralement « *Hierosolyma Est Perdita* », cri antisémite d'origine médiévale qui était très répandu au XIX^e^ siècle dans les pays germaniques.

13*. Herzl consacrerait d'ailleurs à la vie politique française un essai intitulé *Palais Bourbon*.

14*. Maire de Vienne de 1897 jusqu'à sa mort en 1910, Karl Lueger deviendrait un des premiers modèles politiques du jeune Adolf Hitler.

15*. *La France juive* avait été publiée à compte d'auteur en 1886 chez Flammarion. Journaliste et écrivain, Édouard Drumont (1844-1917) avait été également député d'Alger de 1898 à 1902 et le fondateur de la Ligue nationale antisémitique de France.

16*. À la suite de cet incident dramatique, Herzl n'en imaginerait pas moins, un temps, de provoquer à son tour en duel les antisémites les plus notoires d'Autriche…

17*. Assez curieusement, le directeur de la *Neue Freie Press*, Moritz Benedikt, avait fait précéder l'article de Herzl d'un éditorial de son cru dans lequel il exprimait une circonspection qui devait s'avérer prémonitoire : « En France comme en Autriche, on est toujours trop prompt à démasquer des espions imaginaires. »

18*. Dans les écrits ou dans le journal intime de Herzl datant de cette époque, on ne retrouva aucun indice d'une corrélation entre l'affaire Dreyfus et son engagement sioniste.

19*. Le baron de Hirsch de Gereuth (1831-1896) était un financier et philanthrope juif d'origine bavaroise. Il avait notamment créé en 1891 la Jewish Colonization Association, qui avait vocation à encourager l'établissement dans l'agriculture des Juifs d'Europe de l'Est.

20*. La traduction du titre lors des éditions étrangères – *L'État juif* en français, *The Jewish State* en anglais, ou encore *Lo stato ebraico* en italien – souleva un problème d'interprétation. En effet, *L'État juif* n'a pas la même signification que *L'État des Juifs*, outre le fait qu'il procédait d'ailleurs d'une traduction incorrecte (en langue allemande, *L'État juif* donnerait *Der jüdische Staat* au lieu de *Der Judenstaat*). Pour Herzl, il ne s'agissait pas seulement de sémantique ou de stylistique. L'idée d'un État juif, qui lui était étrangère, comporte un caractère culturel dont la religion constituerait la composante essentielle, sinon exclusive. L'État des Juifs, en revanche, renvoie à l'idée d'un État classique dans lequel les Juifs seraient seulement majoritaires.

21*. Du vivant de Herzl, *L'État des Juifs* connut pas moins de dix-sept éditions successives, dont six en langue allemande.

22*. Quelques années plus tard, à la date du 26 juillet 1899, il écrivit dans son journal : « Mon testament pour le peuple juif : établissez votre État de telle sorte que l'étranger s'y sente bien. »

23*. La sortie d'Égypte du peuple juif est célébrée chaque année au moment de la fête de Pessah.

24*. Il s'agissait de la seconde destruction du temple de Jérusalem. Une première destruction, qui était le fait de l'armée babylonienne de Nabuchodonosor II, avait anéanti le temple de Salomon en 587 avant notre ère.

25*. Écrivain et journaliste viennois, Nathan Birnbaum (1864-1937) développa le concept de sionisme dans le cadre de la revue *Selbstemanzipation* (*Autoémancipation*) qu'il avait fondée.

26*. La diaspora désigne la dispersion du peuple juif en dehors de sa terre, à la suite de la répression romaine liée à la seconde destruction du Temple sous l'empereur Titus. S'agissant de l'Europe, elle est à l'origine de deux composantes culturelles distinctes au sein du peuple juif : les séfarades, correspondant

à l'aire géographique de l'Europe du Sud et du bassin méditerranéen, et les ashkénazes, correspondant à l'Europe centrale et orientale.

27*. Les Romains avaient eu moins de chance en débaptisant Yerushalayim pour la renommer « Aelia Capitolina », cette substitution s'avérant sans lendemain.

28*. Sabbataï Zvi resterait dans l'histoire juive comme le « faux Messie ».

29*. *Eretz Israel*, ou « terre d'Israël » en hébreu, correspondant à une aire géographique comprenant les anciens royaumes d'Israël et de Juda, berceau du peuple juif. L'expression a une dimension religieuse renvoyant à une promesse divine, mais aussi une dimension géopolitique désignant la terre donnée aux Juifs pour qu'ils s'y installent, puis, à partir du roi Saül, pour qu'ils s'y construisent un État. *Eretz Israel* renvoie enfin à la notion de Terre promise, en rappel de la promesse qu'aurait faite Dieu à Abraham, Isaac et Jacob de donner ce pays en héritage à leur descendance.

30*. Moses Hess était l'auteur d'un essai intitulé *Rome et Jérusalem. La dernière question des nationalités* (1862).

31*. Cette « zone de résidence » avait été mise en place dès 1794 par Catherine II. Un siècle plus tard, elle comptait près de 6 millions de Juifs.

32*. Pinsker écrirait notamment : « La judéophobie est une psychose. En tant que psychose, elle est héréditaire et en tant que maladie transmise depuis deux mille ans, elle est incurable. »

33*. Cette appellation était un hommage à l'écrivain juif Abraham Mapou, qui avait publié, en 1853, un roman biblique au titre identique.

34*. Au fil des siècles, de petits groupes religieux étaient cependant venus s'installer près des lieux saints du judaïsme. En 1881, on évaluait ainsi à 25 000 le nombre de Juifs religieux vivant à Jérusalem, Safed, Tibériade et Hébron.

35*. Cinq *aliyoth* (pluriel d'*aliyah*), ou séquences distinctes d'immigration juive, sont, en effet, distinguées entre 1881 et 1939.

36*. Edmond de Rothschild (1845-1934) était le fondateur de la branche française de la grande famille de banquiers.

37*. L'appellation de Zikhon Yaakov (« Souvenir de Jacob ») était d'ailleurs un hommage à son père Jacob Rothschild.

38*. Sir Samuel Montagu (1832-1911).

39*. Homme d'affaires et homme politique, Cecil Rhodes (1853-1902) fut Premier ministre de la colonie du Cap, de 1890 à 1896, avant de fonder la Rhodésie, qui deviendrait plus tard l'actuel Zimbabwe.

40*. Termes employés par Herzl dans son discours inaugural, 29 août 1897.

41*. La première parution de *Die Welt* datait du 4 juin 1897.

42*. Isaac Meyer Wise (1819-1900).

43*. Annuels, les congrès sionistes se tinrent tous à Bâle, depuis le congrès inaugural de 1897 jusqu'au 7e Congrès de 1905 (à l'exception du 4e Congrès de 1900, qui se tint à Londres).

44*. Propos de Yehiel Tchlenov, délégué russe au congrès sioniste.

45*. Faisant de nécessité vertu, Edmond de Rothschild finit par admettre : « Les conditions ont changé. Sans moi, les sionistes n'auraient rien pu faire. Mais sans les sionistes, mon œuvre aurait péri… »

46*. Il s'agissait des détroits du Bosphore et des Dardanelles, sous souveraineté turque, mais stratégiquement cruciaux puisqu'ils commandaient le passage entre la mer Noire et la Méditerranée.

47*. Ces dettes s'élevaient alors à quelque 85 millions de livres sterling.

48*. Herzl reverrait le sultan en février puis en juillet 1902, mais sans plus de résultat.

49*. L'entrevue se déroula en octobre 1898.

50*. Allemagne, Autriche-Hongrie et Italie représentaient la Triple Alliance (ou Triplice) face à la Triple Entente composée par la France, la Russie et l'Angleterre.

51*. Herzl avait été appelé à témoigner devant la Commission royale britannique sur l'immigration des étrangers.

52*. Réflexion à Ludwig Speidel, collègue de Herzl à la *Neue Freie Press*.

53*. En juillet 1903, Herzl nota dans son journal que le Congo était suffisamment vaste pour accueillir son projet.

54*. Congrès de Bâle de 1903.

55*. L'offre anglaise sur l'Ouganda serait définitivement repoussée en 1905 par le congrès sioniste.

56*. Herzl rencontra également le ministre des Finances Sergueï Witte.

57*. À l'époque, les Juifs étaient nombreux au sein des groupes révolutionnaires russes et avaient même créé un parti spécifique, le *Bund*.

58*. Haïm Weizmann exhala ainsi son mépris pour le dirigeant russe, « dont les mains étaient tachées du sang de milliers de victimes juives ».

59*. À l'époque, il est vrai, le nombre d'habitants en Palestine dépassait à peine le demi-million, tandis qu'il n'existait pas la moindre trace d'un mouvement national arabe palestinien.

60*. Le Yishouv désigne la communauté des Juifs de Palestine, établie antérieurement aux vagues d'immigration sioniste (*aliyoth*).

61*. Moins d'un demi-siècle plus tard, en août 1949, Herzl fut inhumé à Har Hazirakon, colline dominant Jérusalem et rebaptisée aujourd'hui mont Herzl.

CHAPITRE 2

Haïm Weizmann (1874-1952)
L’initiateur

« Il ne suffit pas d’être fou pour devenir
sioniste, mais cela aide. »

Haïm Weizmann

« Quand vous et moi serons tombés dans l’oubli,
cet homme aura sa statue en Palestine. »

David Lloyd George
à la baronne Dorothy de Rothschild

Que valent les prophètes sans des architectes capables de donner corps à leur vision ? La mentalité de Haïm Weizmann tout comme son éducation scientifique ne le portaient pas à méditer une telle question lorsqu’il mit ses pas dans ceux de Herzl. Tout en révérant son illustre devancier qu’il avait à peine croisé, il entendait écrire sa propre histoire en même temps qu’une page nouvelle du sionisme. Celles-ci furent principalement marquées par la constance de sa fidélité à l’Angleterre, sa patrie d’adoption. Une fidélité exigeante qui le conduisit souvent à minimiser les ambiguïtés de la politique britannique, au risque de désaccords avec ses propres amis sionistes. En définitive, Weizmann fut l’homme d’un moment, bref mais crucial : celui de la déclaration Balfour, qui énonçait pour la première fois l’idée d’un foyer national juif en Palestine. Ce n’était pas rien. Pourtant, ce moment une fois passé, il perdit peu à peu la main, comme si son œuvre était déjà accomplie, jusqu’à se retrouver marginalisé, voire étranger parmi les siens, quoique couvert d’honneurs. Quelle importance, au fond ? Sans lui – chacun en était convaincu, y compris ses détracteurs –, nul État juif n’aurait pu voir le jour.

Au-delà de la prophétie de Herzl, l’histoire d’Israël était à écrire. La création d’un État juif, son obsession, restait une gageure. À la mort de son fondateur, le sionisme politique aurait très bien pu sombrer en querelles partisanes.

Malgré ses échecs, Herzl avait cependant inventé un mouvement. Grâce à lui, le sionisme n’était plus anonyme ou confidentiel. Même ses errements stratégiques et sa préférence exclusive pour l’action diplomatique pouvaient éclairer ses successeurs. Leur tâche restait cependant colossale. On ne remplaçait pas facilement un leader aussi charismatique. Et quel épigone assez audacieux entreprendrait l’*aggiornamento* d’une ligne politique qui avait failli ?

Crispés sur leur « sionisme pratique », qui reposait sur le principe d'une immigration diffuse et sur la création de colonies agricoles en Palestine, les délégués russes retrouvèrent de la vigueur. La disparition de Herzl coïncidait avec la mise en route d'une deuxième *aliyah*[1*]. Elle sanctionnait également le rejet définitif par le congrès sioniste de la « solution ougandaise » ainsi que la défaite des « territorialistes ».

Le débat stratégique entre sionisme politique et sionisme pratique était loin d'être clos. Une crise diffuse menaça l'unité du mouvement. Le salut ne pouvait venir que d'un compromis, qu'incarna David Wolfssohn, le successeur un peu falot désigné de Herzl. L'atonie de la situation internationale, figée en deux blocs d'alliance rivaux, se prêtait à l'attentisme. « Un peuple peut attendre », avait prophétisé ironiquement Herzl[1]. À l'aube du XXe siècle, le peuple juif se trouvait précisément dans un entre-deux où les espérances se cristallisaient sans trouver encore à s'affirmer.

Les grands équilibres internationaux commençaient cependant à se craqueler au gré de tensions laissant mal augurer de l'avenir. Dans l'Empire ottoman, la révolution des Jeunes-Turcs de juillet 1908 avait renversé le pouvoir à bout de souffle du sultan Abdul Hamid. Ce n'était pas une bonne nouvelle pour les sionistes, car le nationalisme de Constantinople s'en était trouvé renforcé. Moins que jamais la Palestine n'était à vendre.

L'organisation sioniste vivota ainsi de congrès en congrès, désenchantée par son manque de visibilité stratégique tout autant que par l'assèchement chronique de ses finances[2*]. Au romantisme herzlien succéda la nécessité d'une gestion prosaïque dans laquelle le sionisme n'avait plus rien d'attractif. Il faudrait rien de moins que le séisme de la Première Guerre mondiale pour qu'il recouvrât miraculeusement un nouveau souffle. Il faudrait aussi l'émergence d'une nouvelle figure susceptible de le représenter.

Le chimiste de Manchester

À l'automne 1904, quelques semaines seulement après la disparition de Theodor Herzl, un jeune conférencier débutait au département de chimie de l'université de Manchester. À 30 ans, la chevelure déjà dégarnie, moustache et barbichette taillées à ras, l'homme avait l'allant de la jeunesse et s'appelait Haïm Weizmann. Il provenait d'un endroit perdu de la Russie blanche, aux marges de la Biélorussie, nommé Motol.

Rien n'aurait dû conduire à une chaire académique anglaise ce troisième enfant d'une famille juive qui en comportait quinze. De fait, jusqu'à l'âge de 11 ans, l'horizon du jeune Haïm se confondit avec celui de ses parents, Rachel et Oizer Weizmann, et avec celui de l'école hébraïque où il faisait ses études. Au lycée de Pinsk, cependant, on s'aperçut que le garçon avait de réelles prédispositions pour les matières scientifiques. C'est alors qu'il s'orienta vers des études de chimie : en Allemagne, à l'Institut polytechnique de Darmstadt et à la Technische Hochschule de Berlin ; puis en Suisse, à l'université de Fribourg.

Motol ou même Pinsk n'étaient-ils plus qu'un souvenir lointain lorsqu'il soutint avec succès sa thèse de doctorat en chimie organique ? On était en 1899 et l'on se disputait cet élément brillant que l'on disait promis au plus bel avenir. L'université de Genève sut l'attirer. Il y passa trois ans en qualité d'assistant de conférencier[3*]. Il ne pouvait cependant résister longtemps à l'appel d'une Angleterre qui l'avait toujours fasciné.

La carrière du jeune Haïm Weizmann était toute tracée… n'était son inclination singulière pour des idées sionistes que les Juifs anglais aisés considéraient au mieux comme de l'utopie, au pire comme une dangereuse perversité de l'esprit. À Pinsk, déjà, Weizmann avait frayé avec les *Hovevei Zion* qui avaient cherché en vain à recruter ce jeune talent parlant l'hébreu et pourvu d'une solide éducation religieuse[4*]. Plus tard, à Berlin, il avait rallié la Société scientifique judéo-russe. Ce cercle d'intellectuels sionistes se réunissait à l'hôtel Zentrum, sur l'Alexanderplatz : « Je pense avec une sorte de frisson à nos interminables conversations. Nous ne nous séparions jamais avant les premières heures du matin… Nous évoquions surtout les problèmes juifs et la Palestine[2]… »

Une fois installé en Angleterre, qui amorçait son ère postvictorienne, Weizmann n'oublia pas le sionisme. S'il avait à peine lu *L'État des Juifs*, il avait

beaucoup entendu parler de son auteur. Et il participait déjà aux congrès sionistes annuels, ayant manqué bien malgré lui le congrès inaugural de Bâle en 1897.

Le jeune sioniste n'était pas un inconditionnel de Herzl. Il fut même déçu par leur première rencontre : « Je ne peux pas dire que je fus transporté[3]. » Impressionné par l'homme, il le trouva cependant naïf, brouillon et trop individualiste. Au fondateur du sionisme comme aux Amants de Sion Weizmann préférait les idées d'Ahad Ha'am, nom de plume d'Asher Hirsch Ginzberg. Grand intellectuel, directeur de *HaShiloah*, le principal périodique culturel juif de l'époque, ce dernier était devenu son mentor.

Ahad Ha'am n'était pas tendre envers les sionistes. Aux Amants de Sion il reprochait l'échec de leur stratégie d'immigration et de colonisation en Palestine. Mais il réservait ses traits les plus acérés à Herzl et au sionisme politique, leur faisant grief de mépriser la dimension culturelle du judaïsme, et notamment la langue hébraïque. Ahad Ha'am était convaincu que le sionisme politique ne ferait pas long feu et tenait Herzl pour un homme dangereux, abusant de la confiance des gens, fût-ce de bonne foi : « Le salut d'Israël viendra des prophètes, non des diplomates[4]. »

Weizmann partageait en partie l'analyse d'Ahad Ha'am et les arguments des sionistes dits de terrain ne lui paraissaient pas absurdes : comment créer un État juif dans un pays où il n'y a pas de Juifs ? Il n'en prit pas moins quelque distance avec son maître à penser dont le seul rêve, il est vrai, était de transformer la Palestine en foyer culturel juif.

Fallait-il y voir le résultat ironique d'une déformation professionnelle ? Le pur scientifique qu'était Weizmann, familier des produits de synthèse dans ses laboratoires, serait aussi l'inventeur du « sionisme synthétique » : une formule singulière qui illustrait son ambition de réconcilier les points de vue sionistes divergents dans une perspective constructive. À ses yeux, le seul moyen d'éviter la scission au sein du mouvement sioniste consistait à marier la conception purement politique d'un État juif avec l'effort de colonisation entrepris en Palestine : « Le travail doit être fait des deux côtés, comme lorsqu'on creuse un tunnel. Que la charte soit obtenue, mais seulement par suite et en raison de nos efforts dans le pays. »

Weizmann retint certes l'idée de Herzl de garanties internationales au projet sioniste. Il n'en considéra pas moins l'immigration comme vitale, incitant les Juifs à se prendre en main et à ne pas attendre passivement le pire : « Un État ne peut pas naître d'un décret, mais de forces populaires s'exerçant sur plusieurs

générations. Quand bien même les gouvernements du monde entier nous donneraient un pays, ce don ne serait que verbal. Mais si le peuple juif décide de construire la Palestine, alors l'État juif deviendra une réalité[5]. » Il combattit ainsi les « territorialistes », dont l'objectif eût consisté à vider le sionisme de sa substance en sous-estimant l'importance de la Palestine. Il lutta tout autant contre l'influence des rabbins, qu'il soupçonnait de vouloir torpiller le sionisme et, avec lui, le rêve de sécularisation des masses juives.

Weizmann travailla d'abord à promouvoir une institution juive de haut niveau en Palestine. En compagnie de Martin Buber[5*] et de Berthold Feiwel, il avait déjà présenté au 5e Congrès sioniste un projet en ce sens, axé sur le développement de la science et des technologies. En 1912, ce projet vit le jour à travers le Technion, l'Institut de technologie d'Israël, qui était calqué sur le modèle des instituts polytechniques[6*]. Le grand banquier américain Jacob Schiff avait consenti à le financer à condition que l'établissement fût ouvert à toutes les ethnies, religions, opinions politiques et aux deux sexes. Le Technion était le premier jalon d'une future université hébraïque de Jérusalem. Depuis sa première visite dans la Ville sainte en 1907, Weizmann avait bien d'autres projets, dont celui d'une Palestine Land Development Company (Compagnie pour le développement rural de la Palestine), tentative de rationalisation de l'implantation juive.

À cette époque, devenu sujet britannique[7*], il se faisait appeler « Charles » Weizmann et s'était établi à Manchester avec sa famille, sa femme Vera et son fils Benjamin, né en 1907[8*]. Scientifique prolifique, il multiplia les brevets de recherche[9*]. C'est pourtant par la politique qu'il se fit connaître.

Weizmann partageait l'opinion de Herzl selon laquelle l'Angleterre était sans doute la nation la plus favorable à une implantation juive en Palestine. Mais, contrairement à Herzl, lui avait l'avantage d'être à pied d'œuvre, cultivant ses réseaux et multipliant sur place les relations utiles. Il avait déjà fait la connaissance d'un poids lourd de la politique en la personne du député du district de Manchester-Est, le conservateur Arthur James Balfour. Premier ministre depuis 1902, celui-ci venait juste de démissionner et de redevenir candidat au siège de parlementaire qu'il occupait depuis une trentaine d'années.

Protestant écossais, Balfour était un aristocrate élégant qui traînait une réputation de dilettante nonchalant. Il ne faisait pas trop d'efforts pour démentir cette impression : « Je suis à peu près satisfait quand je suis loué, beaucoup moins quand je suis insulté, mais franchement mal à l'aise quand on tente de me percer à jour… » Cette légèreté supposée était pourtant trompeuse, car Balfour

était un honnête homme, dans l'acception du XVIIe siècle, à la curiosité sans limite. Féru de sciences, il se piquait aussi de philosophie – il était l'auteur de plusieurs traités –, avec une passion affirmée pour les études bibliques. On disait Balfour cynique. Pourtant il pensait sincèrement que la chrétienté avait contracté envers les Juifs une « dette incommensurable[6] ».

La rencontre entre Balfour et Weizmann eut lieu à l'instigation d'un certain Charles Dreyfus, directeur d'un complexe chimique, mais surtout chef des conservateurs de Manchester et, accessoirement aussi, président de la société sioniste locale.

Le dialogue initial entre Weizmann et Balfour, en janvier 1905, resterait dans les annales. Quoique personnellement favorable à l'idée d'un foyer juif en Palestine, Balfour n'en était pas moins conscient que l'offre britannique d'une implantation juive orientale – ce qu'on appelait le « Programme Ouganda » – avait la faveur des parlementaires. Il s'en ouvrit à Weizmann, qui n'en parut guère désarçonné :

— Monsieur Balfour, si je vous offrais Paris au lieu de Londres, l'accepteriez-vous ?

Étonnement sincère de Balfour :

— Mais, docteur, Londres, nous l'avons déjà !

— C'est exact, mais nous, nous avions Jérusalem quand Londres n'était qu'un marécage…

La perplexité de l'homme d'État monta d'un cran :

— Et ils sont nombreux, les Juifs qui pensent comme vous ?

— J'imagine que je parle au nom de millions de Juifs que vous ne verrez jamais et qui ne pourront, hélas ! jamais s'exprimer par eux-mêmes.

— C'est étrange. Les Juifs que je rencontre semblent voir les choses différemment…

— Monsieur Balfour, c'est que vous ne voyez pas les mêmes Juifs que moi[7] !

Haïm Weizmann devint bientôt une des figures marquantes du sionisme anglais. Bien sûr, la radicalité de ses objectifs heurtait un *establishment* juif – les Montefiore, Montagu et autres Avigdor – qui ne jurait que par l'assimilation. Il inquiétait également par sa détermination passionnée, aux antipodes du doute méthodique taraudant le scientifique. Il incarnait cependant une nouvelle génération de sionistes. Dans cette « école de Manchester du sionisme », on retrouvait de brillants sujets parmi lesquels Israel Moses Sieff et Simon Marks[10*], le journaliste Harry Sacher ou encore Leon Simon.

Surtout, Weizmann était d'une sociabilité impeccable. Courtois, d'un commerce agréable, toujours tiré à quatre épingles, il faisait merveille dans les cercles huppés et dans les salons mondains. On prétendait que l'on pouvait le reconnaître à sa manière inimitable de se tenir dans un fauteuil ou de croiser les mains. Ne haussant jamais le ton, il avait une expression recherchée et le scepticisme distingué qui émanait de sa personne suggérait qu'il maîtrisait admirablement les codes de la communication.

Élargissant son audience, il commença à écrire des articles pour le *Manchester Guardian*, un quotidien libéral dirigé par Charles P. Scott dont il se rapprocha[11*]. Son lobbying politique à Whitehall auprès des politiciens anglais l'entraînait souvent à Londres. Il séjournait alors à Hampstead chez Asher Ginzberg, avec qui il passait de longues soirées à parler spiritualité et sionisme culturel[12*].

Dans les congrès sionistes, la silhouette de Weizmann devint bientôt familière. Les délégués s'habituèrent à son style concis, voire cassant, qui contrastait avec la rhétorique fleurie des tribuns classiques. Lui-même s'irritait de ces orateurs au langage ampoulé débordant de sentimentalisme, ainsi que des débats byzantins si caractéristiques du judaïsme.

Sans occuper la moindre fonction officielle au sein du mouvement sioniste, Weizmann en était devenu un des ténors, lorsque la Première Guerre mondiale vint rebattre les cartes.

La guerre était-elle une chance pour le sionisme ? D'un côté, elle ouvrait des opportunités inimaginables en rompant avec l'immobilisme délétère qui avait entravé l'action de Herzl et de ses successeurs directs. D'un autre côté, pourtant, l'enthousiasme patriotique qui embrasait le Vieux Continent menaçait le sionisme d'éclatement. Les sionistes prirent fait et cause pour leurs patries respectives, excepté bien sûr les sionistes russes, qui étaient révulsés par un despotisme tsariste viscéralement hostile aux Juifs. Les plus ardents furent les sionistes allemands, pour qui la guerre « était sainte, une simple légitime défense[13*] », là encore par hostilité envers la Russie antisémite. Ils s'enrôlèrent massivement dans les unités combattantes de la Reichswehr[14*].

Haïm Weizmann, de son côté, ne se posa pas lui non plus trop de questions. D'instinct, il mit ses espérances dans cette patrie anglaise qu'il avait choisie. Son engagement sioniste et ses calculs politiques ne s'étaient jamais opposés à son anglophilie viscérale. En août 1914, sitôt la guerre déclarée, il rentra sur-le-champ de Suisse, où il passait ses vacances en famille. À ses amis sionistes désemparés, il tint des propos dénués d'ambiguïté : si le sens de la justice et de la morale dictait de soutenir l'Angleterre dans cette épreuve, il y allait aussi de

l’intérêt du sionisme, car les Anglais gagneraient inéluctablement la guerre. Il fallait une foi bien chevillée au corps pour exprimer une telle conviction alors même que l’armée allemande approchait de Paris…

Mais ce n’était pas aussi simple, au regard du fort enracinement allemand du sionisme. Le gros des bataillons sionistes se trouvait en Allemagne et le siège du Bureau central de l’exécutif était implanté à Berlin[15*]. Les dirigeants sionistes crurent d’abord pouvoir s’en tenir à une stricte neutralité. Cette espérance fut de courte durée. Décidément, la solidarité judaïque, elle aussi, s’effaçait devant les passions nationales.

Weizmann fut de ceux qui exigèrent, en vain, que l’administration des affaires sionistes fût transférée pour la durée de la guerre aux Pays-Bas ou en Amérique[16*]. L’exécutif se borna à installer à Copenhague un bureau central de coordination, sous la responsabilité de Leon Motzkine. Il expédia également en catastrophe à Londres un de ses membres, Nahum Sokolow, en qualité d’envoyé permanent. Quand la direction sioniste décida de ne prendre part à aucune négociation avec les autorités d’un pays hostile à la Turquie, Weizmann jugea que c’en était trop. Il rompit définitivement les amarres avec les leaders sionistes résidant hors des pays de l’Entente et des États-Unis.

Weizmann avait choisi son camp : « C’est maintenant que les peuples de Grande-Bretagne, de France et d’Amérique nous comprendront… La force morale de nos revendications se révélera irrésistible. Les conditions politiques seront favorables à la réalisation de notre idéal[8]. » Prenant acte de la désorganisation générale, il résolut de faire cavalier seul dans l’espoir de sauver du sionisme ce qui pouvait l’être. Le mouvement était en pleine déconfiture et personne ne savait plus qui tenait la barre. Comment pouvait-on encore faire fond sur les vertus de la neutralité ?

Une lettre qui valait de l’or

Weizmann avait beau être convaincu que l’Angleterre se retrouverait dans le camp des vainqueurs, quel pouvait être l’intérêt des Anglais à soutenir la cause sioniste ? Leur attitude fut partagée. Les uns se méfiaient d’un mouvement trop lié historiquement à l’Allemagne. Tous ces sionistes, après tout, n’étaient-ils pas quelque part des agents du Kaiser agissant pour l’impérialisme allemand ? Les autres croyaient, sur la foi des analyses des renseignements britanniques, que la « question juive » pouvait servir les intérêts de l’Empire contre les Ottomans.

S’il existait un sioniste susceptible de plaire aux Anglais, c’était bien Weizmann. Atypique, il œuvrait en électron libre peu soucieux de la hiérarchie de son mouvement. Indépendant, il tirait sa légitimité du soutien indéfectible de Nahum Sokolow, le numéro 2 de l’organisation. L’homme était indéniablement intelligent et sa crédibilité scientifique plaidait en sa faveur.

Dans le flou du conflit naissant, Weizmann comprit qu’il lui fallait mettre les bouchées doubles pour se faire admettre dans le cercle des puissants : « Il régnait une atmosphère d’incertitude et je gardai mes espoirs en attendant ma chance[9]. » Herzl avait agi de la sorte quelques années auparavant, mais Weizmann eut plus de chance. En novembre 1914, il approcha les Rothschild[17*] et eut, en particulier, une longue entrevue avec Lionel Walter Rothschild. Les Rothschild lui firent plutôt bon accueil et l’encouragèrent à plaider sa cause auprès du gouvernement de Sa Majesté. Il discuta également avec lord Robert Cecil, futur vicomte de Chelwood, dont le père avait été à plusieurs reprises Premier ministre.

Ce fut aussi vers cette époque, lors d’une *garden-party*, que Weizmann fit la connaissance de Charles P. Scott, le directeur du *Manchester Guardian*. Leur première rencontre avait été aigre-douce :

— Monsieur Weizmann, êtes-vous polonais ?

— Je ne suis pas polonais et je ne sais rien de la Pologne. Je suis juif et si vous voulez me parler des Juifs, monsieur Scott, je suis à votre disposition[10].

Weizmann n’eut aucun mal à convertir au sionisme ce lecteur fervent de la Bible qui, dans sa jeunesse, avait même envisagé de devenir pasteur de l’Église unitarienne. Scott s’offrit à lui faire rencontrer David Lloyd George, le leader des libéraux de gauche qui était alors chancelier de l’Échiquier. Celui-ci leur suggéra de s’entretenir d’abord avec Herbert Samuel, ce qui n’enchanta guère

Weizmann : « Pour l'amour du ciel, monsieur Scott, je n'ai rien à faire avec cet homme[11] ! » Scott insista cependant pour qu'il rencontrât Samuel et écoutât au moins ce qu'il avait à lui dire. Décidément, la personnalité de ce jeune chimiste, combinaison insolite d'idéalisme enflammé et de pragmatisme rigoureux, le séduisait.

À l'évidence, Weizmann avait des préjugés contre Samuel. Premier juif non converti à servir comme ministre dans un gouvernement britannique[18*], ce dernier ne pouvait qu'être hostile aux « postulats nationalistes » du sionisme, à l'instar des représentants de la communauté juive anglaise, de la puissante Anglo-Jewish Association au très influent Conjoint Committee[19*]. Qu'attendre, en effet, de ce nanti, fils de banquier passé par le très prestigieux Balliol College d'Oxford, qui était le symbole même de l'assimilation ?

Weizmann écouta, en effet, et resta proprement stupéfait lorsque Samuel lui révéla les grandes lignes d'un mémorandum qu'il destinait à son gouvernement : celui-ci recommandait rien de moins que la création d'un foyer national pour les Juifs en Palestine. Il fut encore plus sidéré par la conclusion orale de Samuel :

— Vos revendications sont trop modestes, monsieur Weizmann. Il faut voir grand. Mes collègues du cabinet connaissent bien les buts du sionisme. L'heure n'est plus aux simples déclarations. Il s'agit à présent de faire bouger les lignes.

— Sir Herbert, je ne suis pas religieux. Mais si je l'étais, je vous répondrais que j'ai le sentiment biblique que la venue du Messie est proche !

— Ensemble, monsieur Weizmann, nous aurons à reconstruire le Temple comme symbole de l'unité du peuple juif[20*12].

La conversation avec Herbert Samuel[21*] fit l'effet d'un détonateur sur Weizmann. C'était le signal que Herzl avait toujours attendu en vain. Bien plus qu'un simple signal, d'ailleurs : il s'agissait d'une authentique feuille de route. Un mois plus tard, en janvier 1915, Weizmann s'entretint avec Lloyd George. Sincèrement religieux et lui aussi pétri de culture biblique, le Gallois exprima à son tour toute sa sympathie pour le peuple juif[22*13].

Weizmann ressortit galvanisé de ces entretiens. Il eut également l'appui d'Arthur Balfour, chef de l'opposition conservatrice et membre du cabinet de guerre, qui ne manqua pas de l'encourager : « Vous savez, je pensais à cette conversation que nous avons eue et je crois que lorsque les hostilités cesseront, vous aurez des chances d'avoir votre Jérusalem[23*14]. » Bien sûr, il existait des opinions divergentes au sein du gouvernement britannique. Privilégiant la neutralisation de la Palestine assortie de garanties internationales, le chef de la diplomatie, sir Edward Grey, était hermétique au sionisme. Quant au Premier

ministre Herbert Asquith, il eut une réaction significative après avoir pris connaissance du mémorandum de Herbert Samuel : « Extravagant ! Qu'une telle explosion de lyrisme ait pu émaner du cerveau bien ordonné et méthodique de Herbert Samuel, j'ai vraiment peine à le croire[24*15]. »

Dans cette affaire, pourtant, il était moins question de sympathie ou de passion que d'objectif stratégique et d'intérêts bien compris. Les Anglais réfléchissaient activement aux buts de guerre, anticipant notamment la chute inéluctable de l'Empire ottoman. Une victoire des Alliés ferait tomber mécaniquement la Palestine dans la sphère d'influence britannique. Dès novembre 1915, le chroniqueur militaire du *Manchester Guardian* Herbert Sidebotham écrivit : « Une Palestine amie formant un État tampon est indispensable à la défense de Suez et de l'Égypte. » Weizmann appuyait cette analyse, déjà partagée par des ministres comme Balfour, Lloyd George et Sykes[25*]. Si, dans un même mouvement, 1 million de Juifs étaient amenés à plus ou moins brève échéance en Palestine, celle-ci pourrait devenir une sorte de Belgique. En somme, « l'Angleterre aurait une barrière solide et nous aurions un État ».

Les arcanes de la politique anglaise n'avaient pas de secret pour Herbert Samuel. Pendant des mois[26*], il cornaqua la direction sioniste, jouant les intercesseurs entre Weizmann et ceux qui comptaient à Whitehall. Bien sûr, Weizmann était l'obligé des Anglais, mais la relation n'était pas à sens unique. Des événements antérieurs avaient rééquilibré les plateaux de la reconnaissance. Au tout début des hostilités avec l'Allemagne, le ministère des Munitions, que dirigeait Lloyd George, se demandait désespérément comment faire face aux besoins du Royaume en cordite, un explosif employé notamment dans l'artillerie navale. Pour fabriquer de la cordite, il fallait de l'acétone, qui en était un solvant indispensable. Privée d'acétone, la marine britannique en aurait été réduite à changer tous ses canons.

Sur les conseils de Frederick Nathan, un ingénieur juif qui dirigeait le département des Poudres et Explosifs à l'Amirauté, Winston Churchill, le Premier lord de l'époque, s'en était allé trouver Haïm Weizmann à Manchester. Ce dernier s'intéressait depuis longtemps aux travaux sur la fermentation bactériologique. En quelques semaines seulement, il parvint à mettre au point en laboratoire un procédé permettant d'obtenir une acétone de synthèse. Peu après, une petite usine pilote fut montée à Londres avec des fonds gouvernementaux et Weizmann en fut nommé responsable, avec le titre de directeur des laboratoires de l'Amirauté. Churchill revint le voir :

— Combien d'acétone avez-vous pu fabriquer jusque-là ?

— Quelques centimètres cubes…

— Eh bien, moi, il m'en faut 30 000 tonnes[16]. Pouvez-vous y arriver ?

Weizmann avouerait avoir été terrorisé par l'exigence de Churchill. Mais on lui laissa carte blanche et les 30 000 tonnes furent fabriquées. Plus tard, Lloyd George lui exprima toute sa gratitude au nom de l'État : « Vous nous avez rendu un service inestimable. Soyez assuré de toute la reconnaissance du pays. » On prétendit que le chimiste inventif avait répondu qu'il ne demandait rien pour lui-même, mais espérait seulement qu'on ferait quelque chose pour son peuple[27*].

S'il ne fit pas triompher la cause sioniste par la seule vertu de son invention[28*17], du moins Weizmann réussit-il à instaurer définitivement un climat de confiance mutuelle avec les plus hautes autorités britanniques. D'autres commençaient d'ailleurs à s'activer dans le camp sioniste. En coulisses, Ze'ev Jabotinsky, ancien opposant à Herzl, proposait de mettre sur pied une Légion juive destinée à combattre aux côtés des Alliés. Cette idée n'avait pas suscité chez les Anglais un enthousiasme débordant.

Weizmann avait gagné son premier pari, qui était de déplacer le centre de gravité du sionisme de Berlin à Londres. Toutefois, lorsque David Lloyd George succéda, en février 1917, à Asquith au 10, Downing Street, les jeux étaient loin d'être encore faits. Sur le dossier du Proche-Orient, les grandes manœuvres avaient déjà débuté du côté britannique. Même si la Palestine restait marginale pour Londres, le gouvernement avait demandé officieusement au mouvement sioniste, en juillet 1916, de préciser clairement ses objectifs politiques. Cela ne préjugeait pourtant en rien de l'avenir, car la donne était évolutive et plutôt défavorable au sionisme.

L'effondrement de l'Empire ottoman était un problème sérieux. Avant guerre, Londres avait ménagé Constantinople, qui était un rempart contre l'expansionnisme russe et contrôlait surtout les détroits ouvrant sur la Méditerranée : il y allait des intérêts vitaux britanniques et, en particulier, de la sécurisation de la route maritime des Indes. Or, l'entrée en guerre des Ottomans du côté des puissances centrales avait tout bousculé.

Londres redoutait à présent que les Turcs n'invoquent le *djihad* pour provoquer un soulèvement des populations musulmanes dans les colonies d'Afrique du Nord et d'Égypte. Et ce, au moment même où la conversion rapide de la Royal Navy au fuel commençait à attiser l'intérêt de l'Amirauté pour le Proche-Orient, dont il se murmurait qu'il regorgeait de pétrole. En 1908 avait été découvert en Mésopotamie le premier gisement de grande envergure. Dès l'année suivante avait été créée l'Anglo-Persian Oil Company. On évoquait, en outre, les

potentialités gigantesques de la zone de Kirkouk, plus à l'ouest sur le territoire du futur Irak.

La politique britannique pouvait avoir un intérêt considérable à se concilier les faveurs d'un monde arabe qui ne manquerait pas de s'affirmer sur les décombres de l'Empire ottoman. Il importait aussi, désormais, de couvrir la frontière nord-est de l'Égypte et de protéger la route des Indes par un « bastion palestinien ». Telle était l'opinion des orientalistes du Foreign Office, ceux qui entouraient le ministre de la Guerre lord Kitchener, ou ceux qui s'activaient au sein du Bureau arabe récemment créé au Caire[29*].

Entre juillet 1915 et février 1916[30*], les Anglais jouèrent en sous-main la « carte arabe » *via* le chérif de La Mecque, Hussein Ibn Ali, à qui ils proposèrent un marché : la reconnaissance d'un califat sous protection britannique en contrepartie de son engagement à déclencher une révolte afin d'expulser les Turcs du territoire arabe. Ce « marché » resta toutefois sans lendemain, les Arabes n'ayant pas tenu leur promesse de soulèvement[31*].

Les sionistes ne gagnaient pas au change, avec l'autre option anglaise d'un partage du Proche-Orient avec la France à l'issue de la guerre : telle était la logique d'un accord conclu, en janvier 1916, par Mark Sykes et Charles-Georges Picot, puis ratifié par sir Edward Grey et Paul Cambon. Il y était envisagé un contrôle international de la Palestine et des Lieux saints. Les dirigeants sionistes avaient été soigneusement tenus à l'écart de ces tractations.

Or la roue de l'histoire tournait de plus en plus vite. La révolution de février 1917 mettant fin au régime tsariste rendait la Russie encore plus incertaine. Attendant leur heure, les bolcheviks avaient l'objectif d'une paix séparée avec Berlin, ce qui était un coup dur pour les Alliés, car il soulageait les Allemands du front oriental. Par bonheur, l'entrée en guerre des États-Unis en avril 1917 compensait par anticipation la défection russe. L'un des plus proches conseillers du président Wilson, lui aussi féru de culture biblique, était le juriste Louis D. Brandeis, qui dirigeait, en outre, la fédération sioniste américaine. À la Maison Blanche œuvrait également un autre juriste de talent, Felix Frankfurter, acquis à la cause sioniste. Brandeis était favorable, tout autant que Weizmann, au projet de protectorat britannique en Palestine.

Le gouvernement anglais estima qu'il n'était pas sain politiquement de jouer exclusivement la carte arabe. Peut-être était-il temps aussi de faire un geste significatif envers les sionistes dans une double perspective : d'une part, encourager les Juifs de Russie à faire pression pour que le nouveau régime

à Petrograd ne cède pas aux sirènes du pacifisme ; d'autre part, prévenir un retournement des sionistes européens en faveur de l'Allemagne[32*].

Marks Sykes, le secrétaire du cabinet restreint de guerre, joua alors un rôle essentiel. Proche de lord Kitchener, spécialiste de la région du Proche-Orient sans faire partie de la coterie des orientalisants, il était le trait d'union talentueux entre Arthur Balfour, le nouveau chef de la diplomatie, lord Cecil, adjoint de Balfour, et lord Milner. Cet homme chaleureux et romantique était devenu un des partisans les plus ardents de la cause sioniste. Il jouait plus précisément les *missi dominici* du gouvernement anglais auprès des dirigeants sionistes à qui il prodigua des conseils inestimables.

En février 1917, il organisa une réunion chez Moses Gaster, le rabbin séfarade de Londres. Weizmann y participait au côté de Nahum Sokolow et de Joseph Cowen, le président de la fédération sioniste de Grande-Bretagne. Cette réunion de concertation visait à associer le point de vue sioniste à un projet de mémorandum gouvernemental. Prometteur, son intitulé – *Grandes lignes d'un programme pour le retour des Juifs en Palestine* – ne faisait cependant état que d'un *National Home,* c'est-à-dire un foyer national juif. Weizmann ne put cacher sa déception. Cette notion de « foyer national », sortie de nulle part, n'était-elle pas un moyen commode d'évacuer l'idée même d'un État juif ?

Sykes expliqua patiemment que le texte résultait d'un compromis de bonne foi, en raison notamment de la montée en puissance du mouvement national arabe et des réticences de pays comme la France à satisfaire les prétentions sionistes en Palestine. Il fut décidé que la position britannique prendrait la forme d'une correspondance officielle du gouvernement à un représentant éminent de la fédération sioniste, en l'occurrence lord Lionel Walter Rothschild. Quinquagénaire, le second lord Rothschild était un naturaliste de renom, détenteur d'une grande collection zoologique et fondateur d'un musée d'histoire naturelle.

Au cours des mois suivants, Weizmann et ses amis se livrèrent à un travail de lobbying intensif, à la fois sur le plan international et sur le plan intérieur anglais. Outre les milieux juifs britanniques qui campaient sur leur « système oligarchique de bienfaisance », le cabinet anglais laissa apparaître des divisions. Le Foreign Office et ses arabisants étaient farouchement hostiles à la mention d'un « foyer national juif ». Ils se fussent contentés d'évoquer un simple « asile » ou « refuge », ce qui avait le don de hérisser Weizmann qui flairait clairement le piège.

Embarrassé, Lloyd George entreprit de consulter Washington sur ce point. Mais à la Maison Blanche, l'influence des Brandeis et Frankfurter était désormais contrebalancée par celle du secrétaire d'État Robert Lansing et surtout celle du colonel House, conseiller présidentiel dont l'influence s'étendait aux questions diplomatiques[33*]. Et l'opinion de cette éminence grise était sans appel : « Le moment n'est pas opportun pour une déclaration précise autre que, peut-être, de sympathie, pourvu qu'elle n'implique aucun engagement réel. »

Weizmann jugea qu'il était urgent d'agir. Ayant fait approcher Brandeis à Washington, il demanda à rencontrer Lloyd George d'urgence. Le Premier ministre tenta de se dérober, faisant valoir qu'il était souffrant. Mais Weizmann insista tant et si bien qu'il obtint d'être reçu « trois minutes au moment du *breakfast* ». Et il sut se montrer suffisamment convaincant pour emporter la partie. Ces trois petites minutes furent assurément décisives dans l'histoire du sionisme.

Interminables, les débats étaient de plus en plus âpres au sein du cabinet de guerre. Au fil des moutures amendées successivement par Sykes, il y eut matière à ergoter et à pinailler. On en arriva à s'opposer sur une phrase, voire sur un simple mot. Les plus hostiles avaient fait bloc autour de lord Curzon. Ancien vice-roi des Indes et réputé expert en questions orientales, ce dernier avait mis sa réputation dans la balance.

Le 31 octobre 1917 fut le jour du dénouement. Une scène étrange se déroula dans le bâtiment où siégeait le cabinet de guerre présidé par Lloyd George. Alors que Weizmann faisait antichambre – à bout de nerfs, il n'avait plus la force de travailler dans son laboratoire –, Sykes fit soudain irruption et, en proie à une grande surexcitation, brandit triomphalement un feuillet : « Docteur Weizmann, c'est un garçon[18] ! » À la lecture des seize lignes du document à l'en-tête du Foreign Office signé par Arthur Balfour, Weizmann ne put s'empêcher d'être déçu : « Eh bien, au premier abord ce garçon ne me plut pas. Ce n'était pas lui que j'attendais[19]. »

Cette déclaration, qui n'était qu'un minimum à ses yeux, était ainsi rédigée :

> Cher lord Rothschild,
>
> J'ai le grand plaisir de vous adresser, au nom du gouvernement de Sa Majesté, la déclaration de sympathie suivante envers les aspirations sionistes juives, qui a été soumise au cabinet et approuvée par lui :
>
> « Le gouvernement de Sa Majesté envisage favorablement l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif et emploiera tous ses efforts pour faciliter la réalisation de ce projet, étant bien entendu qu'il ne sera rien fait qui puisse porter atteinte aux droits civils et religieux des communautés non juives existant en Palestine ou aux droits et au statut politique dont jouissent les Juifs dans tout autre pays. »

Je vous serais obligé de porter cette déclaration à la connaissance de la Fédération sioniste.

Arthur James Balfour

Toutefois, Weizmann comprit assez vite qu'il était difficile de faire beaucoup mieux, étant donné les circonstances. Pour la première fois, un texte diplomatique reconnaissait explicitement que les Juifs formaient un peuple et n'étaient pas réductibles à une race, une religion, une mémoire ou une culture. Cette réalité nationale était irréversible.

Tout le mérite de la déclaration Balfour revenait à Weizmann. Au centre de toutes les négociations et tractations, il avait été aussi le réceptacle de la mauvaise humeur des uns et de l'intransigeance des autres. Travaillant inlassablement à la recherche du compromis, il avait été souvent accusé de compromission. Rares étaient ceux qui savaient ce que lui avaient réellement coûté politiquement ces quelques lignes sibyllines. Sykes n'exagérait pas. Il s'agissait d'un véritable accouchement.

En vérité, le résultat était même inespéré. Quelques jours plus tard, commentant l'événement, le *Times* et le *Morning Post* n'hésitèrent pas à titrer : « La Palestine aux Juifs ! » Ce résultat, au demeurant, pouvait être apprécié à l'aune de l'amertume ressentie par Edwin Montagu, nouveau secrétaire d'État à l'Inde et antisioniste convaincu[34*] : « Ce texte est dangereux. Il a été conçu par des irresponsables sionistes qui cherchent à faire reconnaître à tout prix une très improbable nationalité juive. Pour peu que vous donniez suite à leur rêve fou, c'est l'intégration séculaire des juifs dans la société anglaise et leur statut de citoyens britanniques que vous remettriez en cause. »

Le mot de la fin revint, comme souvent, à Winston Churchill, qui avait gardé de son ancien métier de journaliste un sens aigu de la formule : « La déclaration Balfour est un événement qu'il faut inscrire non dans la perspective d'un siècle ou d'une génération, mais d'un millénaire. »

Weizmann venait d'accomplir la promesse inassouvie de Herzl. Jouissant désormais d'un prestige considérable dans les milieux sionistes, il fut porté sans coup férir à la présidence de la commission exécutive qui se substituait à l'ancienne direction. À présent, il était le patron et tous les espoirs du sionisme reposaient sur ses épaules.

Le chef du sionisme

À moitié satisfait par la déclaration Balfour, Weizmann craignait à présent qu'elle ne restât lettre morte. Les milieux arabes trouvaient inacceptable ce texte qui garantissait de bien étrange façon les droits des populations autochtones, ces populations étant désignées par la négative, « non juives », tandis que leurs droits en question étaient civils et religieux, mais pas politiques ni nationaux.

La France, elle, ignora la déclaration Balfour en affectant de n'y voir qu'une simple opération de relations publiques. Travaillé par le Bureau du Caire dont l'influence sur le Foreign Office était grandissante, *l'establishment* britannique souffla le chaud et le froid. Ses diplomates comme ses fonctionnaires sur le terrain palestinien tenaient la déclaration pour une erreur majeure et s'employèrent à la torpiller. Une grande partie de l'état-major militaire leur emboîta le pas.

Weizmann n'eut pas le loisir de savourer son succès diplomatique. Il était remonté contre les Juifs assimilationnistes qui, loin de désarmer, poursuivaient leur travail de sape. Il s'en prit à l'Alliance israélite universelle et aux organisations juives philanthropiques tout autant qu'à la haute bourgeoisie juive et aux milieux financiers. Devenu irritable et autoritaire, il faillit même avoir des mots avec James de Rothschild :

— Si je ne vous connaissais pas, Weizmann, je penserais que vous êtes en train de devenir intolérant.

Réplique immédiate de l'intéressé :

— Nous sommes tous deux des enfants du *Galuth*[35*], de l'exil sinon du ghetto. Mais vos chaînes sont d'or tandis que les miennes sont de fer. C'est peut-être la raison pour laquelle je suis moins généreux, moins tolérant.

À la tête de la nouvelle commission exécutive, Weizmann se rendit en Palestine en mars 1918 et y demeura cinq mois. Le général Allenby, qui avait fait son entrée triomphale à Jérusalem peu auparavant, lui réserva un accueil d'une grande froideur. La convivialité fut également absente de ses entretiens avec les notables arabes, notamment la puissante famille Husseini. Il ignorait que le Bureau arabe du Caire avait garanti au chérif de La Mecque que la déclaration Balfour resterait une coquille vide. Ce n'étaient que les prémices d'une politique britannique au Proche-Orient faite d'acrobaties, de volte-face et de duplicité.

En juin, Weizmann se rendit à Akaba pour y rencontrer l'émir Faysal, un des fils du chérif Hussein. Il se laissa photographier en djellaba au côté de l'émir, mais en revint pessimiste. Les Arabes ne seraient décidément pas faciles à manœuvrer. Il rencontra de nouveau Faysal en janvier 1919, à l'ouverture de la Conférence de la paix de Versailles. L'émir hachémite se déclara favorable à l'idée de deux peuples en Palestine… avant de se rétracter quand Weizmann affirma que « l'objectif du sionisme était de faire progressivement la Palestine aussi juive que l'Angleterre était anglaise[20] ».

La Conférence de la paix consacra le principe des mandats[36*] sur les dépouilles territoriales de l'ancien Empire ottoman. En avril 1920, la Conférence interalliée de San Remo avalisa le mandat britannique en Palestine, tandis que la Société des nations inscrivit la déclaration Balfour dans la charte de ce mandat. Deux mois plus tard, Herbert Samuel, premier haut-commissaire britannique, vint prendre ses fonctions. Weizmann était aux anges : « Sir Samuel est notre ami. À notre demande, il a accepté ce poste difficile. Il est notre Samuel… »

L'euphorie de voir un ami à la tête de la Palestine mandataire ne pouvait cependant occulter les difficultés sur le terrain. Le nationalisme arabe était certes encore une utopie. Les Arabes restaient incapables de s'entendre entre eux et, d'ailleurs, le rêve panarabe laïc était voué tôt ou tard à être concurrencé par l'islam. Pour autant, un nationalisme arabe palestinien pouvait fort bien surgir de l'hostilité des Arabes envers les Juifs.

La période de la Palestine mandataire s'identifia à des années de plomb pour le sionisme. Le premier geste malheureux des Anglais fut de conférer à Hadj Amin el-Husseini la dignité de grand mufti de Jérusalem. Au-delà de la seule dimension religieuse, cet honneur lui donnait une autorité politique considérable sur les milieux arabes. Intelligent, rusé, activiste dans l'âme, Hadj Amin ne cessa d'envenimer la situation et d'exacerber l'aversion arabe pour le sionisme pour la muer en une haine judéophobe. À son instigation, les grands notables arabes se mirent à dénoncer le « complot juif » tout en se référant aux *Protocoles des Sages de Sion*[37*] dont des centaines d'exemplaires circulaient en Palestine. Les hiérarques musulmans, de leur côté, prétendirent que les sionistes avaient formé le projet de s'emparer du Haram al-Sharif, le centre géographique des lieux saints islamiques à Jérusalem. Quant à la presse arabe[38*], elle fit courir la rumeur que les Juifs distribuaient friandises et figues sèches empoisonnées sur les marchés de Palestine afin de tuer les enfants arabes.

Il y avait aussi le problème de la terre que les grands propriétaires palestiniens, réfugiés confortablement à Beyrouth ou à Damas, vendaient à prix d'or aux Juifs

avant de les traiter de voleurs. Ce fut le moment où les Arabes réclamèrent un moratoire sur les terres. N'ayant pas la réputation d'un dangereux extrémiste, le baron Edmond de Rothschild s'en déclara scandalisé : « Ce qui est à l'islam lui appartient de manière irréversible, quel qu'ait pu être son mode de conquête. En revanche, ce qui appartient aux autres reste à conquérir… »

Conscient des obstacles, Weizmann opta pour le volontarisme en tablant sur l'irréversibilité de la déclaration Balfour, son œuvre. Dès juillet 1918, il avait posé la première pierre de l'université hébraïque de Jérusalem, sur le mont Scopus. L'inauguration officielle eut lieu trois ans plus tard, en compagnie d'Albert Einstein[39*]. Weizmann soutint également Pinhas Rutenberg qui sollicitait des Anglais une concession exclusive sur la production et la distribution d'électricité en Palestine. Toujours en cour auprès des autorités britanniques, Weizmann s'efforça de conserver avec celles-ci des relations privilégiées.

En 1922, Weizmann fut porté à la présidence de l'Organisation sioniste mondiale, seule instance désormais habilitée à s'exprimer au nom du peuple juif. Il était désormais le chef institutionnel du sionisme. L'élection avait été coriace, Weizmann s'étant opposé rudement à l'Américain Louis D. Brandeis. Libéral laïque, juriste brillantissime, conseiller écouté du président Wilson[40*], celui-ci personnifiait le sionisme à l'américaine : « Si je suis venu au sionisme, c'est uniquement comme Américain. Être un bon Américain signifie pour un Juif de chez nous affirmer ses convictions sionistes. » Le sionisme américain était en train de devenir une force politique de premier ordre, proportionnellement à la puissance grandissante des États-Unis dans le concert international. Il était surtout la première source de financement des populations juives émigrées en Palestine.

Naguère proche de Weizmann, Brandeis estimait que le centre de gravité du sionisme international s'était déplacé vers l'Amérique. Les sionistes d'Europe occidentale n'étaient-ils pas désorganisés et les Juifs russes en perte de vitesse ? L'affrontement inévitable entre ces deux fortes personnalités se produisit lors de la conférence de réunification du mouvement sioniste, à Londres, en juillet 1920. Sans complexe, Brandeis se présenta comme « le représentant du sionisme du Nouveau Monde ». Il eut le tort de se montrer arrogant, dénigrant au passage les sionistes socialisants, les religieux et jusqu'au nationalisme juif. En tolérant le mot d'ordre lapidaire de ses partisans, « Washington contre Pinsk », il se fit beaucoup d'adversaires qui virent en lui l'incarnation du sionisme du libéralisme, voire du « sionisme des riches ».

Face à Brandeis, Weizmann joua habilement la carte de la modération et de l'œcuménisme sioniste. Il se concilia à la fois les religieux et les sionistes de gauche tout en dénonçant les Juifs riches et l'absence de vision de Brandeis : « Ils n'ont à proposer qu'une transposition mécanique et désincarnée du sionisme américain. En d'autres termes, c'est du sionisme sans Sion… » Brandeis ne pardonnera jamais à Weizmann – les deux hommes nourrissant une forte animosité personnelle – ces propos qu'il jugeait déloyaux. Mais Weizmann fut porté à la présidence par la Conférence sioniste.

Ces péripéties ne pouvaient émouvoir la puissance mandataire. Dès 1922, Londres publia un *Livre blanc* rejetant toute perspective de création d'un État juif, à la grande satisfaction du Foreign Office et du corps des officiers britanniques au Levant qui travaillaient à démonétiser la déclaration Balfour. Winston Churchill fit une déclaration dans la même direction. Refusant de reconnaître une personnalité juridique aux institutions juives nouvellement créées en Palestine[41*], le gouvernement britannique ignora systématiquement l'Organisation sioniste. Pire encore, les Anglais firent une concession inattendue aux Arabes en détachant de leur territoire mandataire la Transjordanie, qui en constituait la partie orientale. Aussitôt interdite à toute immigration juive, la Transjordanie fut confiée en mai 1923 à l'émir Abdallah, fils du chérif Hussein et frère de Faysal.

Au fil des années, le double jeu anglais en Palestine devint plus lisible. Un second *Livre blanc*, publié en juillet 1930 sous l'égide de lord Passfield, aggrava les effets du précédent et limita officiellement l'immigration juive en Palestine, tout en soumettant l'édification d'un foyer national juif au consentement des Arabes. Malgré ces orientations drastiques, les partisans de Hadj Amin vinrent plus d'une fois protester auprès du Colonial Office contre « le flot de l'immigration juive étrangère[42*] », prétendant même que cette immigration avait partie liée avec le bolchevisme. Déboussolés, les Anglais restèrent étrangement passifs lors des émeutes antijuives de Jaffa en 1921 puis surtout de Jérusalem et de Hébron en 1929. Ils furent tout aussi indifférents aux menées du grand mufti de Jérusalem qui appelait ouvertement au meurtre[43*].

Weizmann l'anglophile se retrouva en porte-à-faux. Au sein du Yishouv, en pleine détresse matérielle, des critiques commencèrent à s'élever. On rappela qu'aux premiers temps du mandat britannique, Weizmann s'en allait visiter les kibboutzim et leurs pionniers en haillons dans son costume blanc immaculé, avant de retourner dîner en grande pompe à la table des officiers de l'état-major du général Allenby[44*].

Outre son insensibilité relative aux Juifs de l'immigration, Weizmann se vit surtout reprocher sa trop forte connivence avec les Anglais et son aveuglement envers les orientations proarabes de Londres. Des sionistes se prirent à critiquer son « minimalisme », sa propension temporisatrice, voire son « défaitisme ». Le plus souvent, Weizmann réagit avec irritation, fustigeant l'ingratitude de ses détracteurs et menaçant de tout laisser tomber.

Ze'ev Jabotinsky et Menahem Ussishkin furent parmi les plus agressifs. Le premier démissionna en 1923 de l'Exécutif sioniste en taxant la stratégie attentiste de Weizmann de « politique de marrane inconscient[45*] ». Quant à David Ben Gourion, dont l'étoile ne cessait de monter, s'il ne niait pas le prestige et les talents de négociateur de l'homme de la déclaration Balfour, il le jugeait individualiste, impulsif et incontrôlable.

Au 17e Congrès sioniste de 1931, Ben Gourion ne fut pourtant pas de ceux qui mirent Weizmann en minorité. Les plus virulents furent Jabotinsky et le rabbin américain Stephen Wise, qui lança au leader du sionisme : « Vous avez festoyé trop longtemps avec les Anglais[21]. » Mais Ben Gourion ne fut pas mécontent quand Weizmann fut contraint de céder la présidence de l'organisation : « Cette fois, nous avons vu la fin du règne personnel de Weizmann. C'était la dernière fois qu'il pouvait répéter sa formule "c'est à prendre ou à laisser". »

Certes, en 1933, Ben Gourion alla retrouver Weizmann en Italie – dans sa résidence d'été de Merano – pour l'inciter à reprendre du service. Deux ans plus tard, il fit même alliance avec lui en l'aidant à retrouver son fauteuil de président du Congrès sioniste. Cela ne changea rien à la mésentente fondamentale entre les deux hommes et au rejet viscéral par Ben Gourion du sionisme en gants blancs : « Haïm Weizmann a joué un rôle décisif dans l'histoire du sionisme. Mais ce rôle est à présent terminé. Son attitude envers les Britanniques risque de nous être fatale. Il n'est plus l'homme de la situation. »

Redevenu le président de l'Organisation sioniste en 1935, Weizmann n'en était plus le chef véritable. L'homme fort s'appelait désormais Ben Gourion. Il fut le roc de ces années de plomb, alors que la situation des sionistes devenait sans cesse plus dramatique. Malgré les persécutions de l'Allemagne nazie contre les Juifs, illustrées notamment par l'atroce Nuit de cristal de novembre 1938, l'Angleterre ne crut pas devoir modifier d'un iota sa politique de limitation draconienne de l'immigration juive en Palestine. Bien au contraire, l'échec de la Conférence de Londres en février-mars 1939 mit un terme définitif aux illusions des sionistes, y compris à celles de Weizmann lui-même : « En limitant l'immigration, puis en la faisant dépendre des Arabes, le gouvernement

britannique signifie que les Juifs ne sont plus de droit en Palestine, mais par tolérance. Comment notre confiance dans la Grande-Bretagne et dans sa parole ne s'en trouverait-elle pas ébranlée ?[46*] »

Déchiré, trahi, marginalisé, Weizmann apparut impuissant. Il batailla en vain afin d'amener les dirigeants anglais à plus de compréhension. Les intérêts nationaux de l'Angleterre n'étaient plus compatibles avec les aspirations du peuple juif. À la conférence internationale d'Évian sur les réfugiés[47*], Weizmann se vit même refuser la parole. Les Anglais avaient obtenu qu'on n'y parlât point de la Palestine.

La stratégie d'apaisement et de connivence de Weizmann avec Londres avait fait faillite. Il ne pouvait même pas compter sur l'indulgence des siens, Ben Gourion faisant assaut de rudesse : « Haïm a failli nous faire perdre la partie. Il est dur d'assister à l'effondrement d'un homme. » Désabusé, Weizmann assista quasiment en spectateur aux phases ultimes de l'immigration juive clandestine et de la résistance armée des sionistes contre le mandataire anglais. Fidèle à ses principes, il désapprouva les activistes de l'Irgoun et, plus encore, les méthodes terroristes du Lehi[48*]. Il rejeta tout aussi fermement l'idée même de résistance, fût-elle une simple désobéissance civique. Mais qui l'écoutait encore chez les jeunes générations de sionistes qui se refusaient à attendre le bon vouloir hypothétique des autres ?

Weizmann ne partageait même plus les objectifs de l'Exécutif sioniste. Non sans réticence, il avait approuvé le programme dit de Biltmore[49*] énoncé en mai 1942 par Ben Gourion, qui reflétait un durcissement du mouvement sioniste. Ce programme prônait une immigration juive sans entrave avec pour objectif la création immédiate en Palestine d'un État juif et non plus d'un simple foyer. Weizmann considérait qu'un tel objectif n'était pas réaliste et que la création d'un État juif prendrait beaucoup plus de temps.

Le sage de Rehovot

En octobre 1944, Weizmann rencontra de nouveau Churchill, qui l'incita à s'entretenir avec lord Moyne, le haut-commissaire britannique au Caire. Il n'en eut guère le temps, car ce dernier fut assassiné par des radicaux juifs de l'Irgoun. Weizmann adressa aussitôt à Churchill un message de condoléances dans lequel il exprima « sa profonde indignation et son horreur ».

Mais la volonté d'apaisement de Weizmann n'était plus de saison. Il y avait longtemps que la page si exaltante de 1917 avait été tournée. Il perdit ses dernières illusions avec la venue au pouvoir des travaillistes anglais de Clement Attlee, en juillet 1945. Le nouveau chef de la diplomatie, Ernest Bevin, fut encore plus rigide sur la Palestine que ne l'avaient été ses prédécesseurs. La politique anti-immigrationniste de Londres se poursuivit, comme s'il n'y avait pas eu la Shoah et l'anéantissement de six millions de Juifs.

Une fois encore, Weizmann s'attira les foudres de la direction sioniste pour s'être efforcé de calmer le jeu en discutant directement – en vain, d'ailleurs – avec Bevin, en octobre 1945. On se méfiait désormais de lui. On s'en méfia encore plus au moment de l'affaire de l'*Exodus*, durant l'été 1947. Plus de 4 500 rescapés des camps de la mort embarqués clandestinement sur ce vieux rafiot avaient été refoulés *manu militari* par les forces britanniques à quelques milles des côtes palestiniennes. Insensible à la dimension morale de tels agissements comme à l'imbroglio diplomatique qui s'était ensuivi, Ernest Bevin avait décrété un ultimatum : le débarquement des réfugiés en France[50*] ou leur renvoi en Allemagne. De son propre chef, Weizmann avait tenté une conciliation en usant de son amitié avec Léon Blum, chef de la diplomatie française à l'époque, pour proposer aux Anglais une médiation avec l'Agence juive qui eût permis le débarquement pacifique des réfugiés en France. Le tollé fut général au sein de la direction sioniste, qui assimila cette initiative à une capitulation politique pure et simple[51*].

Les adieux de Weizmann à la politique active avaient précédé cet épisode dramatique et s'étaient déroulés au congrès sioniste de Bâle de décembre 1946. À 72 ans, le vieil homme paraissait vidé de ses forces. Affaibli par des opérations chirurgicales à répétition qui l'avaient laissé presque aveugle, il parvenait très difficilement à se remettre de l'immense douleur de la perte de son

fils cadet à la guerre. Mais son charme et sa puissance de conviction étaient restés intacts.

Cet ultime congrès se déroula dans une atmosphère étrange, presque irréelle. On eût dit la réunion d'une famille horriblement mutilée pleurant la mort d'une multitude de ses membres, mais sonnant le ralliement des survivants en dépit de son immense douleur. Weizmann invoqua l'éthique en s'adressant à des délégués sionistes dont certains n'étaient pas encore nés à l'époque où lui-même fréquentait Theodor Herzl : « Non, tous ces combats menés par le peuple juif n'ont pas été vains. Mais, rappelez-vous, ils ne prennent tout leur sens que dans une perspective morale. C'est à l'approche du but qu'il faut surtout réaffirmer ces principes[22]. »

Une fois encore, Weizmann loua l'esprit de conciliation, non sans une pointe d'ironie amère : « Onze colonies créées dans le Néguev ont beaucoup plus d'importance que cent discours sur la résistance, surtout lorsqu'ils sont prononcés à Washington et à New York ! » Une bronca se déclencha parmi les délégués. On traita l'orateur de « démagogue ». Outré, il reprit la parole : « Moi, un démagogue ? Moi qui ai supporté tous les maux et toutes les peines de ce mouvement. La personne qui m'a lancé ce mot au visage devrait savoir que, dans chaque maison et chaque étable de Nahalal, dans chaque atelier de Tel-Aviv ou de Haïfa, il y a une goutte de mon sang[23]… »

Le congrès unanime se leva pour l'applaudir à tout rompre, mais ce triomphe était un chant du cygne. Ben Gourion l'emporta sur celui qu'il daubait naguère comme le « roi des Juifs ». Weizmann ne fut pas reconduit à la présidence du mouvement. On lui proposa la présidence d'honneur, qu'il refusa avec hauteur : « Je suis déjà couvert d'honneurs ![52*] »

Pour Weizmann, c'était la fin de l'histoire. Peu après le congrès de Bâle, amer, il s'enferma chez lui en Angleterre dans une solitude chagrine. Il continua à jouer les supplétifs de luxe. Il s'activa ainsi auprès du Comité spécial des Nations unies pour la Palestine[53*] afin de faire approuver un plan de partage par la communauté des nations. Il fut même rappelé d'urgence en Amérique pour participer aux tractations diplomatiques en cours à Lake Success, dans la perspective du vote à l'ONU sur le plan de partage, le 29 novembre 1947. Il s'était fait tirer l'oreille, n'ayant plus la moindre considération pour l'Agence juive, non sans lancer à sa femme : « Nous avions juste quitté New York et ces idiots veulent déjà nous voir revenir[24] ! »

Durant toutes ces années, Weizmann s'était constitué un réseau efficace d'amitiés et d'accointances aux États-Unis : des personnalités de premier plan

pour la plupart, de Bernard Baruch et Edward M. Warburg à Henry Morgenthau Jr en passant par le grand journaliste Herbert Bayard Swope. Elles lui furent précieuses au moment de conjurer les menaces visant à retirer au futur État juif une partie considérable du Néguev, dont Akaba. Elles le furent bien plus encore quand le département d'État joua avec l'idée de renoncer au plan de partage. En avril 1948, Weizmann adressa une lettre privée au président Truman : « Monsieur le Président, il s'agit pour notre peuple de créer un État ou de mourir. L'histoire et la Providence ont placé ce choix entre vos mains. Je crois fermement que votre décision sera conforme à la loi morale[25]. »

Ces relations s'avérèrent cruciales lors de la reconnaissance par les grandes puissances de l'indépendance de l'État juif, proclamée le 14 mai 1948. Weizmann avait déjà rencontré le président Truman à la Maison Blanche six mois plus tôt. Entouré de Juifs militants comme David K. Niles et le juge Samuel Rosenman, ses conseillers politiques, ou encore Eddie Jacobson, un ami de jeunesse, Truman se flattait d'être un grand sympathisant de la cause sioniste. Il l'avait fait savoir à Weizmann qu'il surnommait familièrement « Cham », faute de diminutif à son prénom. Cela changeait de Franklin D. Roosevelt, prédécesseur de Truman, qui s'était toujours montré soupçonneux envers le sionisme.

Quelques heures seulement après la proclamation d'indépendance à Tel-Aviv, les États-Unis reconnurent *de facto* l'État d'Israël. Tout en apposant sa signature sur le document diplomatique, le locataire de la Maison Blanche adressa un clin d'œil à ses proches : « Le vieux monsieur me croira, à présent[26]… »

À cause de son éloignement, Weizmann n'avait pas été en mesure de signer la déclaration d'indépendance[54*]. Trois jours plus tard, cependant, il fut élu président du nouvel État d'Israël. Alité, il participa tout de même, sur les instances d'Abba Eban, aux réjouissances des sionistes new-yorkais qui avaient célébré l'événement au Madison Square Garden. Sans dissimuler ses divergences passées, David Ben Gourion, nouveau chef du gouvernement, avait tenu à lui adresser un message chaleureux : « Je doute que la présidence soit nécessaire au docteur Weizmann, mais la présidence du docteur Weizmann est une nécessité morale pour l'État d'Israël. »

Son premier acte de président fut d'honorer une invitation officielle du président des États-Unis, à qui il fit présent d'un rouleau de la Torah, symbole de la tradition juive. Puis il s'en retourna en Palestine *via* l'Europe.

Weizmann n'était pas dupe : sa présidence était purement honorifique et dénuée de tout pouvoir politique. Toutes les tentatives qu'il fit afin d'y remédier

restèrent infructueuses. Trop exténué pour reprendre un combat politique perdu d'avance, il se retira progressivement des affaires, séjournant de plus en plus à Rehovot, à une vingtaine de kilomètres au sud de Tel-Aviv. Se déplaçant lui-même avec difficulté, il y recevait les personnalités étrangères. Il y accueillait aussi régulièrement Ben Gourion venu l'entretenir des affaires de l'État.

Rehovot était une déjà longue histoire pour Weizmann, qui y avait créé en 1934 l'Institut de recherche Daniel-Sieff. Israël et Rebecca Sieff avaient été les généreux donateurs permettant de financer cet établissement qui portait le nom de leur fils. À l'intérieur même du périmètre de l'Institut, les Weizmann avaient fait construire leur maison. Dès le milieu des années 1930, Rehovot était devenu leur ancrage privilégié et il n'était pas rare de voir Weizmann poursuivre ses expérimentations tard dans la nuit au deuxième étage du bâtiment. En novembre 1949, en plein accord avec la famille Sieff, l'établissement, qui comptait une vingtaine de chercheurs de haut niveau, fut agrandi et débaptisé pour laisser place à l'Institut Weizmann des sciences.

À partir de 1947, le couple Weizmann vécut d'une manière quasi permanente dans ce havre de paix et d'intelligence. Naguère, la recherche scientifique avait contribué à la percée de Haïm Weizmann en politique. Après sa carrière politique, elle resta l'ultime satisfaction, indissociable de la survivance intellectuelle du peuple juif, de ce leader d'exception. Il disparut en novembre 1952, non sans que David Ben Gourion lui eût rendu un dernier hommage : « Weizmann fut le plus grand émissaire juif dans le monde des gentils. Il fut l'ambassadeur le plus doué et le plus fascinant que le peuple juif eût jamais produit[27]. »

Bibliographie sélective

ALEM, Jean-Pierre, *La Déclaration Balfour. Aux sources de l'État d'Israël*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1982.

DUGDALE, Blanche, *Arthur James Balfour, 1st Earl of Balfour*, 2 vol., Londres, 1936.

GILBERT, Martin, *Churchill and the Jews. A Lifelong Friendship*, New York, Henry Holt and Company, 2007

HALPERN, Ben, *A Clash of Heroes. Brandeis, Weizmann, and American Zionism*, Studies in Jewish History, Londres & New York, Oxford University Press, 1987.

LAURENS, Henry, *La Question de Palestine*, Fayard, t. 1 : *L'Invention de la Terre sainte, 1799-1922*, 1999 ; et t. 2 : *Une mission sacrée de civilisation, 1922-1947*, 2002.

LEWIS, Geoffrey, *Balfour and Weizmann. The Zionist, the Zealot and the Emergence of Israel*, Londres, Hambledon Continuum, 2009.

LITVINOFF, Barnet, *Weizmann. Last of the Patriarchs*, New York, G. P. Putnam's Sons, 1976.

ROSE, Norman, *Chaim Weizmann. A Biography*, New York, Viking Press Inc., 1986.

SCHNEER, Jonathan, *The Balfour Declaration. The Origins of Arab-Israeli Conflict*, New York, Macmillan, 2014.
STEIN, Leonard, *The Balfour Declaration*, Londres, Vallentine, 1961.
TRIMBUR, Dominique et AARONSOHN, Ran, *De Balfour à Ben Gourion. Les puissances européennes et la Palestine, 1917-1948*, CNRS Éditions, 2008.
WEISGAL, Meyer & CARMICHAEL, Joel (dir.), *Chaim Weizman. A Biography by Several Hands*, Londres, Weidenfeld & Nicolson, 1962.
WEIZMANN, Chaim, *The Letters and Papers of Chaim Weizmann*, 2 vol., août 1898-juillet 1931 et décembre 1931-avril 1952, Piscataway, NJ, Transaction Publishers, 1983.
—, *Trial and Error. The Autobiography of Chaim Weizmann*, New York, Harper & Brothers, 1949 (traduction française : *Naissance d'Israël*, traduit de l'anglais par Viviane Maspetiol, NRF-Gallimard, 1957).
VERA Weizmann, *The Impossible Takes Longer*, Londres, Hamish Hamilton, 1964.

1*. La deuxième *aliyah* vit près de 40 000 nouveaux immigrants s'installer en Palestine, jusqu'au déclenchement de la Première Guerre mondiale.

2*. Le budget annuel de l'Exécutif sioniste s'élevait à l'époque à 4 000 livres sterling, à peu près ce que dépensait par an une riche famille juive anglaise ou allemande.

3*. De 1901 à 1904.

4*. Pour se payer ses études, il avait d'ailleurs travaillé comme professeur d'hébreu dans une école religieuse orthodoxe.

5*. Martin Buber (1878-1965), philosophe et conteur juif autrichien, fut un des représentants les plus éminents du sionisme culturel. Il travailla également à une démarche apaisée entre Juifs et Arabes en Palestine.

6*. Basé à Haïfa, le Technion deviendra plus tard un des phares de l'excellence scientifique israélienne, en raison de la très haute qualité de ses enseignements et d'un corps enseignant comptant un nombre impressionnant de récipiendaires du prix Nobel.

7*. Sa naturalisation date de 1910. Weizmann conservera sa nationalité britannique jusqu'en 1948, date de son accession à la présidence d'Israël.

8*. Le couple Weizmann eut un second garçon, Michael Oser, né en 1916. Il trouva la mort héroïquement, en février 1942, comme pilote de la Royal Air Force. L'aîné, Benjamin, s'établit, quant à lui, comme fermier en Irlande jusqu'à sa mort en 1980.

9*. Il fera enregistrer plus d'une centaine de brevets au cours de sa carrière de chercheur.

10*. Tous deux furent à l'origine du succès remarquable de la chaîne de magasins Marks & Spencer créée en 1884 par Michael Marks, le père de Simon, et par Thomas Spencer.

11*. Journaliste, Charles Prestwich Scott (1846-1965) était alors le directeur de la publication du *Manchester Guardian* (aujourd'hui *The Guardian*), dont il devint aussi plus tard le propriétaire. Il fut aussi un parlementaire du Parti libéral, proche du futur Premier ministre Lloyd George.

12*. Ginzberg, *alias* Ahad Ha'am, avait lui aussi émigré à Londres, où il avait trouvé un emploi dans la Compagnie des thés Wissotzky. Il s'établit en 1922 à Tel-Aviv, où il mourut cinq ans plus tard.

13*. Propos émanant du professeur Franz Oppenheimer.

14*. Les Juifs allemands mobilisés furent plus de 100 000, et 3 000 d'entre eux revinrent décorés du front.

15*. Le siège de l'organisation sioniste se trouvait alors à Berlin, Sachsische Strasse.

16*. Une commission fut tout de même créée à New York et placée sous la direction du juriste Louis D. Brandeis.

17*. Weizmann rencontra successivement Dolly (Dorothy) Rothschild, épouse de James de Rothschild qui servait alors dans l'armée française, puis Charles, fils cadet de Nathan Mayer Rothschild. Par la suite, il rencontra à Paris le baron Edmond de Rothschild.

18*. Depuis 1908, Herbert Samuel était ministre de l'Intérieur dans le cabinet d'Asquith.

19*. Porte-parole des Juifs britanniques, le Conjoint Committee était en relations étroites avec les principales communautés juives européennes, dont notamment la communauté juive de France.

20*. Weizmann relata l'entretien avec H. Samuel dans une correspondance adressée à sa femme Vera.

21*. Cette rencontre eut lieu le 10 décembre 1914 à Whitehall.

22*. Par la suite, Lloyd George confessera : « J'ai été instruit dans une école où l'on m'a enseigné bien plus l'histoire des Juifs que l'histoire de mon propre pays. » Weizmann en conclura qu'il n'était pas étonnant que les noms de lieux en Palestine lui soient plus familiers « que ceux du front occidental ».

23*. Balfour se référait à sa première conversation avec Weizmann, en janvier 1905.

24*. En 1924, Asquith écrivit encore : « La discussion sur la possibilité de faire de la Palestine une patrie juive me semble toujours fantaisiste. »

25*. Arthur Balfour était alors Premier lord de l'Amirauté, tandis que Lloyd George était ministre des Munitions et Mark Sykes assistant du secrétaire au War Office.

26*. Jusqu'en février 1917, date à laquelle H. Samuel dut quitter le gouvernement à la suite de l'accession de Lloyd George au poste de Premier ministre.

27*. Après la guerre, le brevet d'invention de Weizmann fut repris par Commercial Solvents, un des leaders de la chimie aux États-Unis. Weizmann, lui, reçut du gouvernement anglais une récompense de 10 shillings par tonne d'acétone produite, soit au total 10 000 livres.

28*. Dans ses *Mémoires*, Weizmann prétendit que son invention avait eu des conséquences politiques qu'il n'aurait pu prévoir. De son côté, dans ses *Mémoires de guerre*, D. Lloyd George affirma, sans doute abusivement, que l'une des principales raisons de son soutien à la cause sioniste avait été la collaboration scientifique de Weizmann. Il ira même jusqu'à déclarer : « L'acétone m'a conduit au sionisme. » Ce qui entraîna ce commentaire de Weizmann : « Je souhaiterais que cela eût été aussi simple et n'avoir pas connu les déceptions, les pénibles corvées et les incertitudes qui précédèrent la Déclaration. Mais l'histoire n'a rien à voir avec la lampe d'Aladin. »

29*. Au sein de ce Bureau arabe, un certain Thomas Edward Lawrence, tout en n'occupant qu'un poste hiérarchique subalterne, devait jouer par la suite un rôle important.

30*. Cette période donna lieu ainsi à une correspondance abondante entre le chérif de La Mecque et sir Henry McMahon, haut-commissaire britannique en Égypte.

31*. Lloyd George tint des propos sévères à cet égard : « Les Arabes de Palestine, qui auraient pu nous aider de multiples façons, se tinrent tranquilles et se tapirent… Ils se battaient contre nous. »

32*. Telle était ainsi la conviction de Ronald Graham, chef du département oriental du Foreign Office (note interne du 24 octobre 1917).

33*. Edward Mandell House (1858-1938).

34*. Edwin Montagu (1879-1924) était issu d'une des plus vieilles familles juives de souche anglaise, les Montagu-Samuel. Devenu lord Swaythling, il fut nommé ministre à plusieurs reprises durant sa carrière politique.

35*. *Galuth* désigne l'exil forcé des Juifs de l'ancienne Palestine ayant conduit à la diaspora.

36*. Le principe était inscrit dans l'article 22 de la charte de la Société des nations.

37*. Les *Protocoles des Sages de Sion* étaient un faux antisémite fabriqué de toutes pièces en Russie par l'Okhrana, la police secrète du tsar.

38*. Notamment le quotidien de Jérusalem *Mira'at al-Sharq*.

39*. Weizmann invita même l'illustre physicien – il venait d'être couronné par le prix Nobel – à venir s'installer en Palestine. Einstein justifia son refus en ces termes : « En Europe je suis libre. Ici je serai toujours un prisonnier. »

40*. Le président Wilson avait même envisagé un moment de nommer Brandeis au poste d'attorney general. Il y renonça finalement et le nomma juge à la Cour suprême en 1916.

41*. Il s’agissait de la Knesset, qui était l’assemblée élue du Yishouv (ce terme désignant les Juifs autochtones de Palestine) et du Va’ad Leumi, le Conseil national permanent.

42*. Jusqu’en 1925, l’immigration juive en Palestine demeura inférieure à 30 000 personnes.

43*. Pour la forme, Hadj Amin fut condamné à dix ans de travaux forcés pour avoir inspiré l’émeute de 1921, mais par contumace, les Anglais l’ayant laissé fuir à Damas.

44*. Dans ses *Mémoires*, c’est à peine si Weizmann évoquera les sionistes de l’ombre, leur détresse et leurs espoirs.

45*. Les marranes désignent les séfarades de la péninsule Ibérique qui se convertirent à partir du XV^e^ siècle au catholicisme tout en continuant à pratiquer le judaïsme en secret. Par la suite, le terme eut des connotations péjoratives, notamment auprès de certains Juifs qui y voyaient un refus de résistance, sinon un comportement de renégat.

46*. Le *Livre blanc* de 1939 avait réduit à 75 000 le nombre de certificats d’entrée devant être accordés aux Juifs en Palestine, et ce jusqu’en 1945.

47*. Tenue en juillet 1938, cette conférence qui réunit trente-deux pays avait été décidée à l’initiative du président Roosevelt pour porter secours aux réfugiés juifs à la suite de la situation créée par l’*Anschluss*.

48*. L’Irgoun était une organisation armée sioniste en Palestine mandataire, née en 1931 d’une scission de la Haganah, la milice juive régulière, et dirigée à partir de 1943 par Menahem Begin. Le Lehi, ou groupe Stern, du nom de son fondateur Avraham Stern, était un groupe terroriste sioniste qui fut actif entre 1940 et 1948. Proche idéologiquement de la droite nationaliste, le groupe Stern se distingua par de nombreux attentats contre les Britanniques, de 1941 à 1948. On lui imputa également l’assassinat en 1948 du comte Folke Bernadotte, qui avait pour mission de mettre en place le plan de partage de la Palestine. Voir ici-ici.

49*. Du nom de l’hôtel Biltmore, à New York, où se tenait le Congrès général des sionistes américains. Voir ici *sq*.

50*. Ils avaient embarqué à bord de l’*Exodus* au port de Sète.

51*. Du reste, la conciliation resta lettre morte et les réfugiés de l’*Exodus* furent finalement débarqués à… Hambourg, en septembre 1947.

52*. Par égard envers lui, le Congrès sioniste décida de ne pas élire de nouveau président, mais de désigner un exécutif comprenant dix-neuf membres.

53*. L’UNSCOP (United Nations Special Committee on Palestine) avait été mis sur pied, dans la perspective de la fin du mandat britannique, pour décider du statut futur de la Palestine.

54*. Ben Gourion lui fera l’affront de rejeter sa demande de signer la Déclaration d’indépendance *a posteriori*.

CHAPITRE 3

David Ben Gourion (1886-1973)
Le fondateur

« Une patrie, on ne la prend pas, on ne l'obtient pas comme un cadeau.
On ne l'acquiert pas par des concessions ni des traités politiques.
On ne la saisit pas non plus par la force brutale.
Une patrie, on la construit à la sueur de son front. »

David Ben Gourion,
septembre 1916

« Ce qui importe n'est pas ce que les goyim disent,
mais ce que les Juifs font. »

David Ben Gourion

Il fut le chef incontesté et charismatique sans lequel l'État d'Israël n'eût pu exister. Son œuvre fut rien de moins que la transformation d'un rêve nébuleux en un objectif politique qu'il se chargea lui-même d'atteindre. David Ben Gourion avait sans doute les défauts d'un homme peu sociable et outrancier dans son exercice de l'autorité. Solitaire revêche au caractère éruptif, complètement dénué d'humour, il n'était pas de compagnie agréable et commit beaucoup d'erreurs de jugement. Il apparut souvent excessif, injuste, voire parfois odieux. Mais il fut le roc d'Israël, son protecteur et son rempart, l'homme de la décision et du courage au cœur même de l'adversité. Pendant quinze ans, il sortit des limbes l'État d'Israël et guida ses premiers pas avant de perdre pied, vieillissant et incompris d'un peuple qui se lassait sans doute de la frugalité comme de l'héroïsme obscur. Au-delà de son action demeurerait une image unique de sceptique volontariste, celle d'un petit homme à la crinière blanche, vêtu sans façon d'une *rubashka* paysanne et d'une chemise kaki délavée au col échancré. Un homme secret, adepte de yoga, qui passait une grande partie de son temps dans les librairies. Surtout, un homme de la terre, qui s'était identifié à son œuvre tout en continuant malgré tout à porter en lui les valeurs d'intégrité et de détermination qui façonnèrent les premières générations de sionistes.

Le 6 septembre 1906, dans la clarté diaphane de l'aube, un vieux rafiot russe parti d'Odessa arriva en vue de Jaffa. À son bord, des immigrants juifs épuisés par un voyage interminable, mais galvanisés à l'idée de commencer une nouvelle vie en Palestine. Parmi eux, un jeune homme en proie à l'émotion générale : « Ici, on ne pouvait douter. Ici, on ne pouvait pas ne pas croire ! » Pas encore 20 ans, David Yossef Gryn « montait » en *Eretz Israel* animé par la foi d'une véritable « renaissance ».

Sans doute Sheindal, la mère de « Douvché » – le diminutif par lequel elle l'appelait affectueusement –, rêvait-elle que son fils préféré[1*] devînt un jour un docteur de la loi et un grand rabbin. Il n'est pas certain, toutefois, que ses aspirations eussent été partagées par le père, Avigdor Gryn, qui pouvait ambitionner que ce fils prometteur reprenne son métier d'avocat[2*]. Mais Avigdor était trop ouvert et trop libéral, quoique respectueux des traditions religieuses, pour ne pas espérer pour Douvché un avenir différent, loin de Płońsk où il avait vu le jour en octobre 1886.

Perdue au cœur de la Pologne russe, Płońsk était une petite bourgade provinciale où les Juifs étaient beaucoup plus nombreux que les goyim. Ils y possédaient leur école, leurs maisons de prière et leur synagogue. Et ils n'y étaient pas victimes de l'antisémitisme endémique qui sévissait à Varsovie ou ailleurs dans l'Empire tsariste.

Respecté des siens, Avigdor Gryn jouissait d'une existence confortable et une place éminente lui était réservée au sein de la communauté juive. David Yossef était très attaché à son père, surtout depuis le traumatisme qu'il avait subi lorsque Sheindal était morte en couches. Alors âgé de 11 ans seulement, le garçon, qui était déjà d'un naturel solitaire et taciturne, s'était replié sur lui-même. Fragile, malingre et souffreteux, il était sujet à des vertiges et même à des évanouissements qui inquiétaient ses proches. Il apprit la langue hébraïque sur les genoux de son grand-père paternel, Zvi Ariel, un homme de grande culture dont on disait qu'il ne se couchait pas sans avoir relu au moins cinq chapitres de la Bible. De son père, David apprit l'histoire et la géographie. Il hériterait surtout de sa ferveur sioniste.

Membre actif des *Hovevei Sion* (Amants de Sion) depuis leur création en 1884, Avigdor mettait volontiers la demeure familiale à leur disposition pour leurs réunions locales. David, dès sa prime enfance, baigna dans cette atmosphère enfiévrée où l'on discourait à l'infini d'amour du peuple juif et d'espérance en *Eretz Israel*. Lorsque Herzl publia son fameux *État des Juifs*, Avigdor devint tout aussi naturellement sioniste.

Passé par le *heder* (école élémentaire juive), David ne pouvait rien attendre d'une Pologne russifiée qui fermait ses établissements scolaires aux Juifs. Envisageant d'envoyer son fils au séminaire rabbinique de Vienne, Avigdor avait adressé une lettre touchante à Theodor Herzl pour lui demander conseil et solliciter sa recommandation personnelle[3*1]. Assez spontanément, David Gryn versa à son tour dans le sionisme. Avec deux amis, il créa une société, baptisée Ezra, qui enseignait l'hébreu parlé dans les quartiers déshérités. Trois ans plus

tard, les jeunes gens – il avait alors 17 ans – prirent la décision capitale de partir pour *Eretz Israel*.

On était en 1903. Les journaux relataient les travaux du 6e Congrès sioniste et beaucoup étaient consternés par le projet d'une patrie juive en Ouganda. Il paraissait inconcevable à David et à ses amis que l'on pût imaginer un foyer juif ailleurs qu'en Palestine.

La décision du jeune David n'était ni platonique ni purement intellectuelle. Déjà rebuté par ce qu'il appelait le « sionisme verbal », il accordait plus de crédit aux actes qu'aux paroles. À son père, il écrivit à l'époque : « À mes yeux, le seul, le vrai sionisme, c'est l'établissement de villages juifs en Palestine. Tout le reste n'est que tromperie, bavardage et simple perte de temps[2]. »

David mit cependant trois années à sauter le pas, non par indécision, mais pour des raisons sentimentales de son âge. Les temps changeaient à vue d'œil et la Russie tsariste était menacée par des secousses politiques et sociales. Les Juifs, eux aussi, étaient attirés par la révolution. Certains d'entre eux venaient même de créer le Bund, parti socialiste juif non sioniste, qui concurrençait désormais les héritiers de Herzl. David les combattit avec toute la fougue de sa jeunesse, faisant assaut de talent oratoire et de qualités insoupçonnées pour le débat et la polémique.

Aguerri par ces joutes, David se vieillit en laissant pousser sa moustache et changea de style. Son père avait été le premier Juif de Płońsk à délaisser l'habit classique du villageois pour la redingote et le gilet empesé. Lui renonça au costume pour la *rubashka*, la blouse traditionnelle des paysans russes. Il adhéra au mouvement russe *Poaléi Zion* (« Les Ouvriers de Sion ») qui proposait de faire la synthèse entre sionisme et socialisme. Il gagna aussi en assurance, suffisamment en tout cas pour organiser à Płońsk les premières grèves de tailleurs et de cordiers. Bien sûr, la police s'intéressa à lui et il eut à connaître brièvement les geôles du tsar. Pourtant, au-delà de ces péripéties, son père Avigdor ne cachait pas sa fierté : la veille du départ de David pour la Palestine, fin août 1906, il tint à se faire photographier à ses côtés sous la bannière du *Poaléi Zion*.

Les vicissitudes d’un pionnier

Le jeune David Gryn débarqua dans un monde qui lui était à peu près inconnu. Sur le bateau, il avait croisé pour la première fois des Arabes. Ceux-ci lui avaient fait « très bonne impression » et ressemblaient, à l’en croire, à « de grands enfants, bienveillants et amicaux ». À son arrivée à Jaffa, il découvrit des populations dépenaillées, des ruelles tortueuses et sordides ainsi que la puanteur omniprésente des souks. Déçu, il refusa même de s’attarder dans le quartier juif pour filer avec ses compagnons vers le but ultime de son voyage : la colonie bien nommée de Petah Tikva (« La Porte de l’espérance »), première implantation historique des sionistes en Palestine.

David Gryn était un pionnier d’un genre singulier. Il n’était pas un « desperado », humilié et chassé de chez lui par les persécutions et la misère. Moins révolté qu’idéaliste, il avait choisi de venir de son plein gré en Palestine et la faim ou les pogroms n’étaient pour rien dans sa décision. Il débarquait sur cette terre mythique d’Israël avec l’espoir de pouvoir la travailler et de participer ainsi à la régénérescence de l’homme juif.

La « conquête du travail », mot d’ordre des sionistes de la seconde *aliyah*, était sans doute un idéal séduisant, mais sans rapport avec la réalité vécue. Les jeunes immigrants, dont beaucoup étaient peu habitués au travail manuel, n’avaient aucune expérience de l’agriculture. Travailler comme des forçats dans les marais et autres endroits infestés avait de quoi rebuter. Ils furent nombreux à quitter cette terre ingrate et à retourner d’où ils venaient[4*]. Le jeune David fut de ceux qui résistèrent. À Petah Tikva, il se fit journalier agricole, transportant du fumier huit heures par jour et l’étalant de ses propres mains dans des plantations d’orangers. Par la suite, il sua sang et eau pour des besognes tout aussi ingrates dans d’autres colonies agricoles : à Kfar Saba, Rishon Le Zion[5*] ou encore Rehovot.

Le travail de la terre avait beau être l’essence même du sionisme, le défi manuel n’en restait pas moins de taille, pour David Gryn comme pour ses camarades. Harassé, amaigri, il contracta la malaria et fut sujet à des accès de fièvre périodiques. Son dénuement était tel qu’il pouvait à peine se nourrir et se contentait souvent d’une maigre pita pour son seul repas quotidien. Pire encore, l’hiver 1906-1907 fut particulièrement rigoureux. Il n’avait pour se réchauffer

qu’une méchante houppelande apportée dans ses bagages qui lui servait de couverture. On lui conseilla de repartir pour la Pologne, mais il s’accrocha coûte que coûte. Alarmé, son père lui fit parvenir une dizaine de roubles, mais sa fierté de fils prodigue lui dicta de les lui retourner, non sans y ajouter une réflexion révélatrice : « Ceux qui s’apprêtent à partir pour *Eretz Israel* et qui pensent à un pays romantique, à son avenir, aux souvenirs de son passé et à son antiquité fascinante s’éloignent du Pays réel avec la dureté de sa vie quotidienne[3]. » À donner décidément raison à Shmaryahu Levin, le premier sioniste à avoir été élu à la Douma russe, qui prétendait avec humour que la Palestine était « un pays merveilleux où l’on pouvait passer l’hiver en Égypte et l’été dans les monts du Liban »…

S’il acceptait sa condition de prolétaire agricole, le prix à payer pour vivre son idéal, il tolérait moins volontiers la cupidité des propriétaires terriens juifs. Anciens immigrants eux-mêmes, ceux-ci s’étaient mués en patrons implacables. Il n’eut pas de mots assez durs contre ces « seigneurs juifs » des plaines de Judée qui payaient des salaires de misère et jouaient sans vergogne de la concurrence entre travailleurs juifs et arabes.

Déjà aiguë lors de son arrivée, la conscience de classe du jeune Gryn s’en trouva renforcée. À Płońsk, il avait applaudi la Révolution russe de 1905 dont personne, à part Léon Trotsky, n’imaginait qu’elle pût être la « répétition générale » de celle de 1917[6*]. En Palestine, il partagea l’existence d’ouvriers agricoles juifs qui avaient entrepris de vivre en groupe et de fonder des communautés, préfiguration des futurs kibboutzim[7*] : la règle y était la mise en commun des biens et des denrées, étant entendu qu’on y partageait tout autant les joies que les fureurs, voire le désespoir.

En Palestine, Gryn avait renoué avec le militantisme du *Poaléi Zion*. Un mois seulement après son arrivée, il fut élu au comité central de ce mouvement, dont il devint bientôt le président en charge du programme. Il dut compter avec la concurrence du *HaPoel Hatzaïr* (« Le Jeune Travailleur »), qui se réclamait idéologiquement du marxisme révolutionnaire. Malgré son vif attrait pour les idées communistes, il choisit le camp du *Poaléi* et la voie d’un socialisme sioniste plutôt pragmatique et, surtout, au service de finalités nationalistes. Sa vision était cohérente : la classe ouvrière étant le fer de lance de la renaissance juive, le renouveau national ne pouvait être obtenu que par la conquête du travail en terre d’Israël. Le programme qu’il avait conçu avec ses camarades, baptisé « programme de Ramleh », était d’une facture communiste irréprochable. Son objectif était cependant utopique et visait l’établissement d’un État juif.

Exténué par son labeur dans les plaines de Judée, David s'engagea comme travailleur agricole à Sejera, sur les hauteurs de la Galilée. La vie y était réputée moins âpre. Non loin de la route de Tibériade, Sejera était la seule colonie où les travailleurs, exclusivement juifs, se voyaient « offrir » des conditions de vie à peu près humaines. Le type de travail y était d'ailleurs différent. Il ne s'agissait plus cette fois de piocher sans relâche un sol désespérément aride, mais de manier la charrue, en creusant des sillons et en labourant. Cela ne pouvait que l'enchanter : « C'est là que j'ai trouvé la terre d'Israël dont j'avais rêvé. Plus de boutiques ni de régisseurs, plus de main-d'œuvre venant d'ailleurs, plus d'oisifs vivant du travail d'autrui[4]… »

À Sejera, il fut également confronté pour la première fois aux questions de sécurité. Entourée de tribus arabes et de fellahs hostiles, la colonie s'en remettait à des mercenaires circassiens, sur le modèle des autres colonies qui faisaient assurer leur protection par des tiers. Habile, il parvint à convaincre les responsables de Sejera que les pionniers étaient capables de se défendre eux-mêmes. Il suffisait de les armer et de les entraîner, suivant une conception moderne du laboureur soldat. Certains membres de son parti du *Poaléi Zion* avaient organisé naguère, en Russie, des organisations d'autodéfense juives.

En avril 1909 fut fondé l'*HaShomer* (« Le Garde »), organisation clandestine de défense des implantations juives de Palestine[8*]. Le jeune Gryn se porta volontaire, mais, pour des raisons restées inexpliquées, sa demande fut ajournée. Peut-être se méfiait-on de son côté solitaire, voire rêveur.

Rêveur, le jeune pionnier souffreteux qui suait sang et eau dans les champs ? Soupçonnait-on à quel point il se défiait lui-même des intellectuels qui « s'occupent », tout autant d'ailleurs que de ces « Juifs boutonneux » enfoncés jusqu'au cou dans les marais de l'exil ? « Ce n'est ni une vision ni un rêve. En exil, nous rêvions. Dans le pays renaissant, nous assistons à ce qui n'est qu'un début, mais j'y crois[5]. »

Gryn avouerait plus tard qu'il avait vécu à Sejera ses années les plus heureuses. Il avait même envisagé de s'y établir comme fermier et d'y faire venir les siens. Ironiquement, ce fut un peu l'inverse qui se produisit, puisqu'il revint en Pologne fin 1908 pour se faire incorporer, avec les jeunes gens de sa classe, dans un régiment de l'armée russe. S'y soustraire, en effet, eût coûté la prison et une trop forte amende à son père. Quelques semaines seulement après son enrôlement, il parvint à s'éclipser discrètement, franchissant la frontière allemande muni de faux papiers et ralliant dare-dare la Palestine.

De retour à Sejera, il dut admettre qu'il n'était pas fait pour rester ouvrier agricole. Sa sincérité et son enthousiasme n'étaient pas en cause, mais il n'avait ni la fibre du paysan ni sa robustesse physique. Secret et renfermé, il pouvait se plonger dans la lecture pendant des heures, voire des journées entières. D'un commerce toujours aussi peu agréable, il aimait passer ses nuits seul dans une grange isolée, hors des limites de la colonie. Ce jeune homme étrange semblait absorbé par ses réflexions ou par un songe intérieur impossible à interpréter[6].

David Gryn avait à présent 24 ans. De petite taille, plutôt trapu, les lèvres pincées et le front déjà dégarni, il avait un regard noir et perçant qui dénotait une intelligence vive, quoique ombrageuse. Autodidacte, il avait le don des langues : outre le russe, le yiddish et l'hébreu qu'il maîtrisait parfaitement, il était en train d'apprendre le français. Et l'on prétendait, exagérément sans doute, qu'il savait suffisamment d'arabe pour pouvoir lire le Coran. Il lisait également la Bible, qu'il citait abondamment, même s'il avait pris ses distances avec la pratique religieuse depuis son adolescence, lorsqu'il avait refusé une fois pour toutes de porter les phylactères rituels et de dire ses prières. Par provocation ou non, il se disait non-croyant, voire athée[9*].

Il n'avait pas encore l'idée de se lancer dans la politique, mais avait déjà clairement défini sa vocation : servir les travailleurs juifs de la terre d'Israël. Il s'agissait d'abord d'unifier les sionistes afin d'éviter les querelles stériles et de faire en sorte que les travailleurs de Palestine prennent en main leur propre destin.

La Palestine étant ottomane, il fallait inciter les Juifs qui y vivaient à devenir des sujets de la Sublime Porte. Atteindre les objectifs du sionisme par des moyens légaux, pourquoi pas ? Les rares députés juifs au Majlis, le Parlement turc, étaient indifférents aux intérêts de leur communauté. Devenir député, donc. Encore fallait-il parler la langue et se constituer un bagage technique approprié.

À cette fin, Gryn entreprit de faire des études de droit à Constantinople afin de devenir avocat, tremplin classique vers une carrière politique. Il en prit la décision de concert avec son seul ami proche, Yitzhak Ben Zvi, un des fondateurs du *Poaléi Zion,* qui s'était enfui de Russie déguisé en religieux[10*].

Ben Zvi l'avait incité à rejoindre la rédaction de l'*Ahdout* (*L'Unité*), l'organe du *Poaléi*. D'abord hésitant, le jeune homme s'était jeté à l'eau. Il s'était même trouvé un nom de plume hébraïque qui devint son patronyme et dont il ne pouvait encore imaginer qu'il serait connu dans le monde entier : Ben Gourion – « lionceau » en hébreu –, en référence à Nakdimon Ben Gourion, qui avait pris

la tête des Juifs de Jérusalem pendant la révolte contre Rome et avait une réputation de courage et de rectitude[11*].

En novembre 1911, Ben Gourion débarqua à Salonique, capitale de la province ottomane de Macédoine et ville juive par excellence, plus accessible que Constantinople pour un étudiant désargenté. De nouveau, il mena une existence d'ascétisme volontaire et de solitude obligée. Du moins apprit-il le turc en moins d'une année et fut-il admis à l'université de Constantinople. Il y retrouva Ben Zvi. Une photographie datant de 1912 les représente tous deux prenant la pose en costume trois-pièces, montre à gousset doré et tarbouche[12*] du meilleur effet. De parfaits *effendi*[13*] moustachus à la mode locale, qui semblaient n'attendre que l'occasion d'embrasser une existence prospère.

Rejoints par d'autres compagnons devenus des fidèles – d'Israël Shochat à Moshe Shertok[14*] –, ils persistèrent dans leur volonté d'ottomanisation, sans se douter qu'elle finirait en impasse. La révolution jeune-turque de juillet 1908 avait exarcerbé le nationalisme de l'Empire ottoman, sans pour autant changer son image d'« homme malade de l'Europe ».

Ben Gourion ne pouvait comprendre pleinement ce qui était en train de se passer. Tombé malade, conséquence d'une sous-nutrition chronique, il souffrait du scorbut, tout en se débattant dans une situation financière quasi désespérée. Il eût été acculé au désespoir sans ses résultats universitaires encourageants, même si ceux-ci devinrent secondaires à l'été 1914. Fin juillet, Ben Zvi et lui rentraient pour les vacances en Palestine quand leur bateau, sous pavillon russe, fut arraisonné par des navires de guerre allemands. Ils apprirent ainsi que la guerre avait éclaté.

Le ralliement, non sans atermoiements, de la Turquie au camp de l'Allemagne et des puissances centrales plaça les Juifs dans une situation délicate. Certains choisirent de s'enfuir plutôt que de subir des brimades quotidiennes. Les Juifs d'origine russe étaient encore plus mal lotis : tenus pour ennemis, ils étaient menacés de déportation hors des frontières de l'Empire. L'œuvre de colonisation juive en Palestine se trouva brusquement compromise, sur arrière-plan de démembrement du sionisme européen.

À Londres et au Caire, des appels se faisaient déjà entendre pour que les Juifs de Palestine se rangent au côté de l'Angleterre et des pays de l'Entente. Ben Gourion resta cependant loyal envers les Turcs. Il y allait de la survie de la communauté juive restée sur place. Ben Gourion et Ben Zvi rallièrent le Comité d'ottomanisation à Jérusalem, obtenant au passage l'autorisation de recruter un corps de volontaires juifs pour défendre la Palestine.

Ils ne furent pas payés de retour. La Palestine tomba bientôt sous la férule de Jemal Pacha, un des hommes forts du régime turc[15*]. Celui-ci brisa d'abord le nationalisme arabe, dont il fit pendre les chefs à Beyrouth avant de s'attaquer au nationalisme juif, suspect de connivence avec la Russie ennemie. La milice juive fut dissoute aussi vite qu'elle avait été créée et des interdits frappèrent l'*Ahdout* comme les autres partis politiques sionistes. Arrêtés puis interrogés, Ben Gourion et Ben Zvi furent bientôt expulsés de l'Empire ottoman et conduits *manu militari* à Jaffa[16*]. Sur leurs passeports, une marque d'infamie imprimée en rouge sang : « Banni à jamais des limites de l'Empire turc. »

Les deux amis croyaient-ils vraiment leur expulsion définitive ? Tous deux étaient encore coiffés du tarbouche turc lorsqu'ils embarquèrent, quelques semaines plus tard, à bord du *Patrus*, un vieux navire grec en route pour l'Amérique. Un chapitre de l'existence de Ben Gourion se refermait et, avec lui, sa vie aventureuse de jeune pionnier, même si ses espérances de jeunesse demeuraient intactes.

Leader du Yishouv

En mars 1915, New York symbolisait déjà le Nouveau Monde par sa démesure et par sa vitalité contagieuse. Toutefois, les « deux Ben » – comme les surnommèrent bien vite les sionistes américains – ne débarquaient pas en touristes. Chassés de chez eux, ils se considéraient en mission. Leur intention était de lever une armée de 10 000 volontaires juifs, en groupes de *Hehalutz* (« Pionniers »), pour aller combattre en Palestine aux côtés de la Turquie.

Ils ignoraient encore que cette mission durerait trois longues années et que ses résultats ne seraient pas tout à fait ce qu'ils escomptaient. Une tournée de trente-cinq cités aux États-Unis et au Canada fut organisée à leur intention par les militants locaux du *Poaléi Zion*. Ils ne recrutèrent toutefois que 150 pionniers et en furent réduits à prêcher la bonne parole dans des salles aux trois quarts vides, ne récoltant pour la cause que des dons symboliques. Ils redoublèrent cependant d'activité, multipliant les conférences et participant avec enthousiasme aux débats sionistes locaux.

Les Juifs américains n'ayant pas alors la moindre idée de ce qu'était la Palestine, Ben Gourion et Ben Zvi rédigèrent pour eux des petits fascicules informatifs – *Iizkor* puis *Eretz Israel* – retraçant l'existence et les aspirations des populations juives du Yishouv. Ben Gourion passa des journées à étudier studieusement dans les centres de documentation, à la bibliothèque municipale de New York et jusqu'à la bibliothèque du Congrès à Washington. Le résultat de leurs efforts fut de nouveau mitigé, mais du moins n'étaient-ils plus tout à fait des inconnus.

Même en Amérique, la vie d'exilé n'était guère aisée. Ben Gourion connut encore des moments déprimants de solitude, se refermant complètement sur lui-même en rêvant de Palestine. Au fil des mois, son humeur se fit massacrante et ses rapports avec autrui devinrent abrupts. À New York, malgré tout, il croisa la route de Paulina Munweis, une jeune femme de six ans sa cadette qui préparait alors son diplôme d'infirmière au Beth Hospital de Newark. Elle était aussi expansive qu'il était introverti et son franc-parler le captiva aussitôt. Il l'épousa civilement en décembre 1917, refusant catégoriquement toute bénédiction religieuse. « Paula » n'était ni sioniste ni concernée par la perspective d'un État juif. Elle tomba cependant sous le charme de cet homme qu'elle se plairait plus

tard à décrire comme « miteux », quoique d'une intelligence hors normes. Leur union, dont naquit une première fille, en septembre de l'année suivante[17*], fut chahutée d'emblée par des contraintes extérieures.

L'entrée en guerre des États-Unis contre l'Allemagne, en avril 1917, avait placé les « deux Ben » en situation de porte-à-faux : défenseurs des Ottomans alliés de Berlin, ils se retrouvaient soudain quasiment en pays ennemi. Les Juifs américains, eux, n'avaient aucune raison de prêter assistance à une Turquie qui avait fait le mauvais choix et apparaissait d'ores et déjà condamnée. La déclaration Balfour de novembre 1917 acheva d'ouvrir les yeux de Ben Gourion : l'avenir du sionisme ne dépendait plus désormais de l'Empire turc, mais des Alliés. Du jour au lendemain, les 5 millions de Juifs russes, allemands ou austro-hongrois se mirent à compter beaucoup moins.

Pour autant, Ben Gourion évita de participer à l'euphorie générale provoquée par la déclaration Balfour : « L'Angleterre ne nous a pas rendu la Palestine… l'Angleterre a effectué un acte magnifique : elle a reconnu notre existence en tant que nation politique et a accepté notre droit sur le pays. Mais seul le peuple hébreu peut transformer ce droit en fait tangible et lui seul doit, par son corps et son âme, par sa force et son capital, construire son "Foyer national"[7]… »

Il résolut de rejoindre les volontaires des *Hehalutz* qui devaient former le futur 39e bataillon des Fusiliers royaux de Sa Majesté britannique et, à ce titre, faire partie de la « Légion juive[18*] ». Ce fut la première entorse à sa vie familiale. Ce ne serait pas la dernière. Il inonda Paula de lettres quotidiennes dans lesquelles il lui déclarait son amour, qu'il s'empressait d'ailleurs d'associer à son idéal sioniste : une mince consolation pour la jeune femme qui avait dû accoucher seule et surmontait par ses propres moyens les difficultés du quotidien.

L'expérience militaire de Ben Gourion fut décevante. Les Anglais s'évertuèrent à différer le transfert des *Judeans*, jeunes Juifs américains enrôlés, sans doute pour ne pas être leurs débiteurs après la guerre. Traités en pestiférés, ils ne débarquèrent en Égypte qu'en juillet 1918. Ben Gourion y retrouva des figures amies : Levi Eshkol, originaire du kibboutz de Degania, Eliyahou Golomb ainsi qu'un tailleur juif de Chicago, Nehemiah Rubitchev qui, en 1904, peu après son départ de son *shtetl* ukrainien, avait changé son patronyme en Rabin[19*].

Sa compagnie resta bloquée en Égypte durant toute la campagne de libération de la Palestine, pour raison… d'entraînement. L'ordre émanait du général Allenby et de son état-major, qui refusaient aux Juifs le moindre rôle dans ces opérations. De toute façon, en proie à la dysenterie, Ben Gourion n'aurait pu en

être. Qu'importe ! Le banni faisait son retour en Palestine. Les choses sérieuses pouvaient commencer.

Dès les premiers temps du mandat britannique, Ben Gourion trouva à s'affirmer. Et d'abord, en finir avec l'emprise de l'Organisation sioniste mondiale sur les Juifs du Yishouv. Après tout, les Juifs de l'intérieur étaient mieux placés que ceux de la diaspora pour décider de l'avenir du sionisme palestinien. Pour Ben Gourion, la diaspora restera toujours le contre-exemple, celui de la soumission et de l'humiliation, à rebours duquel se construisait l'utopie en marche. Il fut aidé par Berl Katznelson, un idéologue de talent qui passa plus tard pour la « conscience » du sionisme travailliste[20*8].

Avec Katznelson, qui lui devint bien vite indispensable, Ben Gourion s'attela à la réorganisation du mouvement de fond en comble. Tous deux s'efforcèrent de mettre un terme à la guerre picrocholine entre *Poaléi Zion* et *HaPoel Hatzaïr*, qui représentaient la mouvance travailliste du sionisme. Faute d'y parvenir, ils créèrent un nouveau parti à vocation unificatrice : l'*Ahdout Ha'Avoda* (« Union du travail »), situé au centre-gauche, que dirigea Ben Gourion à partir de mars 1919.

Au-delà, les deux compères entreprirent de regrouper tous les travailleurs juifs de Palestine en une organisation syndicale centralisée : l'Histadrout (« Fédération générale des travailleurs hébreux de Terre d'Israël »), créée en décembre 1920 et qui deviendra rapidement le cœur du dispositif politique et social mis en place par les sionistes. Là encore, Ben Gourion en prit bien vite les rênes[21*]. Cette confédération sioniste se distinguait du syndicalisme classique par son inflexion nationaliste : « Nous ne sommes pas venus ici pour répandre l'idée socialiste auprès de qui que ce soit. Nous sommes ici pour établir une patrie de travail pour le peuple juif. » Le socialisme, certes, mais il fallait être réaliste et savoir glisser « de la classe au peuple » – l'intitulé d'un de ses ouvrages – afin de permettre l'accomplissement du sionisme.

L'ambition de Ben Gourion était de faire de l'Histadrout une véritable « armée du travail ». Or, comment espérer y parvenir avec moins de 4 500 membres, des structures faméliques et un pays en haillons ? Il fallait une bonne dose d'opiniâtreté pour ne pas céder au découragement. Par bonheur, le principal intéressé n'en manquait pas.

À l'Histadrout fut notamment rattachée d'emblée la Haganah (« Défense » en hébreu), une organisation paramilitaire sioniste créée au même moment dans la logique d'autodéfense qui avait été celle de l'*HaShomer*. L'initiative n'était pas anodine.

Dès les années 1920, la situation en Palestine était devenue éruptive. Chauffés à blanc par le grand mufti de Jérusalem, Hadj Amin al-Husseini, les Arabes de Palestine se soulevèrent une première fois en mai 1921[22*]. On était loin du « peuple sans terre pour une terre sans peuple », le slogan des premiers sionistes. La tactique des responsables arabes était de multiplier les troubles sur le terrain afin d'inciter les Anglais à renier la déclaration Balfour au nom de la stabilité. De fait, la puissance mandataire fut impuissante à gérer l'animosité entre Arabes et Juifs. Malgré la promesse faite aux Juifs, les intérêts propres de la Couronne poussaient les Anglais vers les Arabes. L'antisionisme de l'*establishment* britannique devenant de plus en plus patent, rien de significatif ne serait fait pour empêcher les accès judéophobes des populations arabes. Pire encore, au fil des *Livres blancs* définissant leur politique, les Anglais allaient s'employer à freiner dramatiquement l'immigration juive en *Eretz Israel* tout en contrariant les ventes de terres arabes aux Juifs.

S'il avait cessé d'être un authentique travailleur de la terre, Ben Gourion restait un homme de terrain. Il paraissait aussi éloigné des théories fumeuses qu'étranger à l'exercice de la diplomatie de salon « à la Weizmann ». Envoyé quelque temps à Londres par la Fédération mondiale *Poaléi Zion*, il avait mal vécu cet épisode ainsi que les besognes d'apparatchik qu'il abhorrait : « Mais quand les bureaux seront-ils éliminés de ce monde[23*] ? »

Ben Gourion fit revenir femme et enfants en Palestine, tout en prenant de la distance avec son père et ses sœurs à Płońsk qui le suppliaient de les aider à émigrer[24*]. Il n'entendait pas se laisser détourner de sa mission par les servitudes familiales. Sa fille aînée Gueoula commenta rétrospectivement : « Nous avons grandi comme si nous n'avions pas de père. » Lui-même d'ailleurs le reconnut honnêtement : « Je suis incapable d'assumer mes devoirs envers ma femme et mes enfants. »

La politique était déjà l'alpha et l'oméga de son existence. S'il y avait un sioniste à ne pas s'étonner du revirement de Londres vis-à-vis de la déclaration Balfour, c'était bien lui. Aussitôt énoncée, les Britanniques l'avaient regrettée comme préjudiciable à leurs intérêts. Outre les Arabes, les sionistes devraient sans doute aussi en découdre tôt ou tard avec les Anglais. Le dernier à l'admettre était bien sûr Weizmann, aussi éloigné du Yishouv qu'il était attaché à son quartier londonien de Mayfair.

Dès le 3e Congrès d'*Ahdout Ha'Avoda*, en 1924, Ben Gourion refusa d'apporter son appui aux autorités mandataires, sans aller toutefois jusqu'à s'opposer à elles. Malgré sa logique de rassemblement, il ne passait déjà pas pour un

tendre. Sa conception du socialisme était proche de celle des bolcheviks en Russie, même si ceux-ci rejetaient le sionisme. Il se disait même admiratif de Lénine : « Il est grand, cet homme. Son regard est pénétrant […] Son œil est vif et porte loin […] Son âme est droite, il brave tout interdit, reste fidèle à son objectif, ignore les concessions et l'indulgence, déborde les extrémistes[9]… »

Son voyage au pays des soviets, à l'été 1923, refroidit il est vrai son enthousiasme, quoiqu'il restât convaincu que le régime communiste offrait aux Juifs la meilleure garantie de survie. Chez les sionistes, tout le monde ne partageait pas son engouement, non plus que ses inclinations centralisatrices ou son autoritarisme. On le taxa de dogmatisme quand il s'avisa de prôner une « discipline militaire » stricte. En retour, il traita les adversaires de l'Histadrout de bourgeois, de « parasites de la libre entreprise » ou encore d'« eunuques de la volonté ».

Au fond, sa rigidité était la contrepartie de ses qualités et c'est pourquoi beaucoup de ses compagnons la toléraient. Inébranlable dans ses convictions – « je dois être fait d'acier trempé », écrivit-il à sa femme Paula –, cet homme était un bourreau de travail qui passait la moitié de son temps à sillonner la Palestine et l'autre moitié à voyager à l'étranger, pour des réunions ou des conférences. Ses carnets personnels, qu'il tenait au quotidien[25*], témoignaient des pressions continuelles et de la charge de travail inhumaine auxquelles il était soumis.

Ben Gourion gagna en popularité chez les travailleurs et les déshérités. On s'habitua à ce petit homme râblé débordant d'énergie. Vivant modestement, toujours vêtu sobrement d'une blouse ou d'une tunique évoquant vaguement un uniforme, son apparence physique devint familière : notamment cette étrange calvitie précoce, qui ne lui laissait qu'une touffe de cheveux blanc argenté sur les tempes. Solitaire revêche, il restait incapable d'extérioriser ses sentiments. Ses propos étaient cassants et il rabrouait les gens plus qu'il ne discutait avec eux, comme s'il n'avait pas une seconde à perdre. C'était à se demander si cet homme intelligent était capable d'amitié, d'empathie ou, plus simplement, d'une attitude chaleureuse. À l'évidence, il était « plus facile de l'admirer que de l'aimer[10] », ce dont il se souciait d'ailleurs assez peu. Il restait incontournable par son énergie, son impétuosité et son savoir-faire. Peut-être ne savait-il pas à quoi rêvaient les sionistes, mais il savait fort bien ce dont ils avaient besoin.

Vers la fin des années 1920, Ben Gourion pouvait se prévaloir d'un bilan éloquent. L'Histadrout n'était pas encore cette « espèce d'État des travailleurs » qu'il appelait de ses vœux, mais constituait déjà l'épine dorsale politique et sociale du Yishouv. Ben Gourion en avait fait un outil performant qui

comprenait sa chaîne de magasins, sa banque, sa compagnie d'assurances ou encore son organisation sportive (*Hapoel*). À compter de juin 1925, l'organisation eut même son propre organe de presse, le quotidien *Davar*. Ben Gourion progressa également en vue de l'unification du mouvement sioniste socialiste : l'accord d'union entre l'*Ahdout Ha'Avoda* et l'*HaPoel Hatzaïr* donna naissance à un nouveau parti, le Mapaï (Parti ouvrier d'Israël), dont Ben Gourion, bien sûr, prit aussitôt la direction. On était en 1929.

Ce fut le moment où Weizmann, président de l'Organisation sioniste mondiale (OSM), mit en place l'« organisme juif convenable » qu'avait prévu le mandat sur la Palestine octroyé en 1922 par la Société des Nations à la Grande-Bretagne[26*] : l'Agence juive. Sous la responsabilité de l'OSM et ouverte à des Juifs non sionistes, celle-ci eut pour mission de récolter des fonds, d'acheter des terres, d'aider les colonies de peuplement et de favoriser l'immigration. Un partage implicite des rôles s'esquissa : l'Agence juive, organisme palestinien, fut dirigée par des Juifs du Yishouv, tandis que l'OSM, organisme mondial, restait régi par les Juifs de la diaspora.

De telles réorganisations étaient nécessaires, à l'heure où la Palestine était de nouveau le théâtre de flambées de violence. En 1929, celles-ci s'étendirent de Jérusalem et Hébron à la plaine côtière, à la vallée de Jezraël puis à la Galilée[27*]. C'était la réédition en pire des incidents de 1921. Une fois encore, la tactique des Anglais fut de tenter d'apaiser les Arabes en se montrant plus fermes envers les Juifs. En mars 1930, après enquête sur les émeutes arabes, la commission Shaw[28*] conclut que les violences résultaient d'un « sentiment arabe d'animosité et d'hostilité envers les Juifs à la suite de la déception devant l'échec de leurs propres aspirations politiques et nationales ».

Peu après, les Anglais publièrent un nouveau *Livre blanc*, le second du genre après celui de 1922, qui portait la marque du très antisioniste secrétaire aux Colonies, lord Passfield. Le document condamnait la politique du « foyer national » ainsi que les ventes de terres aux Juifs tout en préconisant des restrictions draconiennes à l'immigration juive. Le mouvement sioniste en fut ulcéré. En février 1931, Weizmann parvint à arracher au Premier ministre Ramsay MacDonald une lettre personnelle désavouant le *Livre blanc* et revenant à la déclaration Balfour, mais aucun sioniste ne pouvait continuer à faire confiance à l'Angleterre et, partant, à celui qui était son avocat le plus fidèle.

À l'issue du 17e Congrès sioniste de Bâle, en juillet 1931, le sort de Weizmann fut scellé, malgré les objurgations de Winston Churchill qui se refusait à croire le peuple juif « assez stupide pour le laisser partir ». Mis en minorité, Weizmann

perdit la présidence de l'Organisation sioniste au profit de Nahum Sokolow. Ben Gourion savait que la stratégie de Weizmann conduisait à l'impasse, mais ne sous-estimait ni son rôle ni son prestige. Au congrès, il joua la carte du rassemblement et du sionisme classique face à Vladimir Jabotinsky, champion de la tendance « révisionniste » qui prônait l'intransigeance envers les Anglais comme les Arabes. Ben Gourion l'emporta et occupa une position importante au sein de l'Exécutif sioniste.

Au congrès suivant, à Prague, durant l'été 1933, il était devenu l'homme fort du sionisme. Il avait désormais autorité à la fois sur l'Histadrout, donc sur la Haganah, sur tout le courant travailliste à travers le Mapaï, sur l'Agence juive – où il succéda à Weizmann deux ans plus tard – et sur l'Exécutif sioniste. L'opposition révisionniste se faisant toujours aussi abrupte *via* le Betar[29*] ou d'autres organismes activistes ou paramilitaires, Ben Gourion la combattit avec pugnacité. L'assassinat en juin 1933 de Haïm Arlosoroff, directeur politique de l'Agence juive et étoile montante du sionisme[30*], lui donna l'occasion de régler ses comptes avec les révisionnistes en qualifiant de « fasciste » le *Brit Ha'Habirionim*, une organisation extrémiste qui leur était proche. Ben Gourion alla jusqu'à surnommer Jabotinsky *Il Duce*, voire « Vladimir Hitler ».

Par la suite, conscients qu'une scission aurait des conséquences désastreuses sur l'ensemble du mouvement, les deux hommes finirent cependant par temporiser. Pragmatique, Ben Gourion négocia secrètement avec Jabotinsky, à Londres, en octobre 1934. Mais leur accord fut dénoncé par leurs deux camps respectifs[31*].

Au congrès sioniste d'août 1935, Ben Gourion fit alliance avec Weizmann pour l'emporter définitivement sur les révisionnistes. Ne laissant rien au hasard, il fit campagne dans les communautés juives d'Europe, de Varsovie à Dantzig et de la Lettonie à la Galicie. Les révisionnistes étant acculés à la sécession, Ben Gourion devint le nouveau président de l'Exécutif sioniste. À Weizmann échut la présidence honorifique de l'Organisation sioniste. Le partage des rôles ne pouvait faire illusion. Sûr désormais de son pouvoir, Ben Gourion s'en expliqua sans fioriture : « Weizmann ne sera pas le maître et le leader, et il le sait. L'Exécutif assumera la direction. Il ne saurait être à sa tête et, de toute façon, sûrement pas son chef[11]. »

Désormais leader incontesté du Yishouv, Ben Gourion avait toutes les raisons de s'inquiéter d'une situation internationale devenue dramatique. L'avènement de pouvoirs totalitaires en Europe menaçait l'existence même des communautés

juives. Il était vital que les Anglais lâchent du lest en matière d'immigration et continuent à recourir aux services de Weizmann.

L'opinion de Ben Gourion sur le vieux dirigeant, désormais sexagénaire, était faite de critiques acides et d'admiration non feinte. Son journal personnel abondait de commentaires fielleux à son endroit, mais pouvait aussi se faire dithyrambique : « Vous êtes maintenant le roi d'Israël. Vous ne possédez ni armée ni marine, vous n'avez pas été couronné à Westminster, mais le peuple juif voit la couronne d'Israël briller sur votre tête[12]. » Plus constant de son côté, Weizmann ne tenait pas son rival en très haute estime[32*].

Tous deux s'échinèrent néanmoins à arracher aux autorités britanniques des certificats d'immigration qu'elles n'entendaient délivrer qu'au compte-gouttes à l'Agence juive. Même l'arrivée au pouvoir des nazis à Berlin, qui entraîna l'exode de plus de 300 000 Juifs allemands, ne put les faire fléchir. Londres refusa ainsi l'immigration de 10 000 enfants juifs allemands.

Ulcéré par cette insensibilité au drame humain pesant sur des communautés juives d'Europe déjà à la recherche d'une planche de salut, Ben Gourion se fixa cependant un garde-fou : éviter à tout prix un conflit entre le Yishouv et la puissance mandataire britannique. Nécessaire, cette condition n'était pourtant pas suffisante.

Dans le secret des *mafafeth*[33*], exaspérés par l'évocation même d'un « foyer national juif » en « terre musulmane », les responsables arabes déclenchèrent une série d'émeutes qui ébranlèrent durablement la Palestine entre 1936 et 1939. Cette « grande révolte arabe » prit la forme de vagues continues de massacres, de pillages et d'incendies contre les Juifs, dont la population n'avait cessé d'augmenter : de 60 000 en 1919, ils étaient 450 000 une vingtaine d'années plus tard.

Ben Gourion savait déjà à quoi s'en tenir sur l'irrédentisme arabe. En 1934, il avait rencontré Musa Alami, le procureur général de l'administration mandataire qui passait pour un modéré, et avait mis dans la balance la garantie britannique ainsi que celle de la Société des nations. Or les Arabes ne faisaient pas plus confiance aux Anglais, qu'ils traitaient d'« imposteurs », qu'à la SDN, dont les membres étaient à leurs yeux peu fiables car chrétiens. À court d'arguments, Ben Gourion renonça à négocier : « Pour ce qui me concerne, je ne puis, hélas ! vous donner la garantie d'Allah[34*13] ! » Il fut néanmoins frappé par une réflexion lapidaire d'Alami : « Je préfère que le pays reste pauvre et déshérité, même pendant encore cent ans, jusqu'à ce que nous, les Arabes, soyons capables, seuls, de le développer et de le rendre florissant[35*]. » Par la suite, Ben Gourion n'eut

pas davantage de succès lorsqu'il rencontra, à Genève, deux autres leaders arabes mandatés par le grand mufti.

Malgré l'impulsivité de certains sionistes face aux exactions arabes, Ben Gourion s'en tint à une politique de retenue, la *Havgalah*, qui relevait de l'autodéfense et excluait toute perspective de représailles. Il est vrai que les Britanniques, appuyés officieusement par la Haganah, s'étaient cette fois décidés à réprimer plus efficacement les émeutiers.

Rien ne changea pourtant sur le plan politique, les Anglais étant pris dans le guêpier de leur mandat en Palestine. Début 1937, une Commission britannique présidée par lord William Peel recommanda que les territoires relevant du mandat, à l'exception de Jérusalem, fussent répartis entre un État arabe et un État juif, envisageant même le transfert des Arabes du futur État hébreu vers d'autres régions. Les Arabes rejetèrent ces conclusions avec vigueur, révulsés par toute idée d'État juif même embryonnaire[36*]. Ben Gourion, lui, les accueillit favorablement, mais se trouva isolé dans son propre camp : l'extrême gauche sioniste en tenait pour un seul État binational, tandis que la droite nationaliste refusait le principe d'un partage synonyme d'amputation de la Terre de Canaan.

Les intentions réelles des Anglais apparurent au grand jour lors d'une conférence au palais St. James, à Londres, en février 1939. L'objet de la réunion était de faire avaliser la ligne politique définie dans un troisième *Livre blanc*[37*] qui préconisait l'enterrement définitif de la politique du « foyer national ». Au mépris des travaux de la commission Peel, il était ainsi prévu la création dans les cinq ans d'un État palestinien à majorité arabe ainsi qu'une stricte limitation de l'immigration juive avant son arrêt complet : dans le nouvel État, les Juifs n'auraient que le statut d'une minorité soumise au bon vouloir des Arabes.

Par sa rigueur envers les Juifs et par sa partialité foncière, le *Livre blanc* sonna comme une déclaration de guerre pour les sionistes. Il fut aussi critiqué par des leaders politiques britanniques, au premier rang desquels Winston Churchill – l'homme du premier *Livre blanc* de 1922 –, qui le qualifia de « nouveau Munich » et de « violation flagrante d'un engagement solennel ». Il eut surtout une conséquence inattendue en cristallisant les objectifs politiques de Ben Gourion, qui accéléra, dès lors, la rupture totale avec la puissance mandataire. Il était clair que les Anglais étaient prêts à céder aux exigences des Arabes pour empêcher leur basculement dans le camp de l'Allemagne ; et ce tout en se permettant d'être intransigeants envers les Juifs, car il était inconcevable que ceux-ci pussent se ranger du côté de Hitler.

Désormais, pour Ben Gourion, il ne s'agissait plus de quémander un « foyer », mais d'arracher un État. Par la force ? Les sionistes n'en avaient guère les moyens et ne pouvaient envisager au mieux que des mesures de « désobéissance civile ». D'ailleurs, le déclenchement de la guerre, en septembre 1939, se chargea de rebattre les cartes.

De retour du 19e Congrès sioniste de Genève, Ben Gourion décida de mettre en sommeil le « sionisme militant » jusque-là envisagé. Ce nouveau conflit mondial qui démarrait, il entendait bien en tirer parti : « La guerre de 1914-18 nous a apporté la déclaration Balfour. Cette fois, nous devons nous assurer un État juif. » Le sionisme se retrouvait pourtant une fois encore en position délicate. Ben Gourion la résuma en une formule habile qui devait faire florès : « Nous devons aider les Anglais dans leur guerre comme s'il n'y avait pas de *Livre blanc* et nous devons combattre le *Livre blanc* comme s'il n'y avait pas de guerre[14]. »

L’homme décisif

Le nazisme étant une menace mortelle, Ben Gourion apporta le soutien résolu du mouvement sioniste aux ennemis de l’Allemagne. Quelque 20 000 Juifs du Yishouv, en priorité ceux de la Haganah, s’enrôlèrent. Le but de Ben Gourion était de parvenir à la création d’une « brigade juive » sous commandement britannique.

Tandis que les Juifs faisaient assaut de loyalisme envers les Alliés, les Arabes choisirent le camp des Puissances de l’Axe. Un choix déterminé par le grand mufti de Jérusalem, grand laudateur des nazis[38*]. Quelques années auparavant, Hadj Amin al-Husseini avait envoyé des émissaires à Berlin afin de « faciliter » le règlement de la question juive. Il recevait des subsides de l’Italie fasciste avant d’être expulsé de Palestine pour son activisme outrancier, puis d’être accueilli à bras ouverts par l’Allemagne. Il devait y passer la plus grande partie de la guerre. Himmler le félicita personnellement[39*] pour avoir constitué une « Académie militaire de mollahs » à Dresde. Le mufti fut encore plus apprécié lorsqu’il mit sur pied, en février 1944, la 13e division SS Handžar composée de musulmans bosniaques.

Malgré tout, les Anglais n’avaient nullement l’intention de mettre en sommeil le *Livre blanc*. Ils publièrent des décrets très contraignants visant à bloquer l’immigration juive en Palestine et à réduire la capacité d’autodéfense du Yishouv, ce qui revenait à étrangler le sionisme. Promoteur d’une « résistance active », Ben Gourion fut désavoué. Après avoir songé à démissionner, il se lança dans une grande tournée à l’étranger.

Sa première étape fut l’Angleterre, où il séjourna cinq mois. En mai 1940, Winston Churchill, ami déclaré des sionistes, devint Premier ministre. Mais Ben Gourion savait que les Anglais n’abrogeraient pas de sitôt le *Livre blanc* car ils ne pouvaient, en ces heures critiques, s’aliéner la sympathie de dizaines de millions d’Arabes et de musulmans. Il n’en admirait pas moins Churchill, qu’il jugeait « unique » – opinion rarissime de sa part –, et à qui il fit approuver le principe d’une unité militaire spécifiquement juive en Palestine.

Encore à Londres au moment du *Blitz* déclenché par la Luftwaffe, Ben Gourion ne put s’empêcher d’être tout aussi admiratif envers le peuple anglais : « J’ai vu

ce dont un peuple est capable à l'heure de l'épreuve décisive. J'ai vu son courage empreint de noblesse […] C'est ce que le peuple juif peut faire[15]. »

En septembre 1940, Ben Gourion partit pour New York. Malgré l'appui de personnalités américaines – de Nahum Goldman au rabbin Abba Hillel Silver –, il comprit que les sionistes américains, à commencer par leur leader Louis Brandeis, ne s'élèveraient pas contre le *Livre blanc*. La priorité était l'Angleterre, et les Juifs de Palestine pouvaient bien attendre encore. Dans une correspondance, Ben Gourion exprima sa grande déception face à l'abandon du Yishouv par la communauté juive américaine : « Même dans le milieu sioniste, je n'ai pas trouvé une conscience suffisante de la gravité de cette heure désespérée et tragique de l'histoire d'Israël[16]. »

De retour en Palestine dès février 1941, Ben Gourion était convaincu que le centre de gravité du monde libre se déplaçait de la Grande-Bretagne vers les États-Unis. C'était Washington désormais, et non plus tellement Londres, qu'il s'agissait de convaincre : non seulement le pouvoir politique américain, mais aussi la communauté juive américaine. Il comprenait également la nécessité impérative de constituer une force militaire capable de participer à la guerre, puis, ultérieurement, de défendre l'établissement sioniste en Palestine. Ben Gourion ne négligeait pas pour autant l'immigration juive en Palestine, tant pour sauver les Juifs européens de l'anéantissement que pour sauver le projet sioniste. Que vaudrait, en effet, une terre sans peuple ?

Churchill n'avait pas donné suite à sa promesse d'autoriser la formation d'une division juive au sein de l'armée britannique[40*]. Ben Gourion revint aux États-Unis à l'automne 1941. Aidé par le très influent Felix Frankfurter, juge à la Cour suprême, il travailla à la préparation d'une Conférence extraordinaire des sionistes américains dont il comptait faire une tribune. En mai 1942, la conférence se déroula dans les locaux de l'hôtel Biltmore à New York. Elle adopta une résolution d'une portée historique incalculable en se fixant un objectif que le mouvement sioniste n'avait jamais osé inscrire à son agenda : un État juif immédiatement, en Palestine.

Ce « programme de Biltmore » était une révolution et Ben Gourion ne s'y trompa guère : « Je n'avais aucun doute que ce programme remplacerait celui adopté à Bâle, quarante-cinq ans auparavant. » Seul Weizmann, tant par dépit que par hostilité viscérale à un activisme militant, crut devoir en minimiser l'importance. Il restait impavide dans sa confiance aux Anglais, bien que son horloge se fût arrêtée en 1917… un quart de siècle plus tôt.

La rupture définitive avec Weizmann était proche et Ben Gourion s'en ouvrit franchement auprès de l'intéressé : « Mon opinion réfléchie est qu'il n'est pas au bénéfice du sionisme et de la Palestine que vous conduisiez seul nos affaires[41*]. » Ce n'était pas suffisant pour lui faire emporter la partie. Hurlant à l'« assassinat politique », Weizmann parvint à convaincre les sionistes américains de ne pas suivre la stratégie de Ben Gourion, qu'il taxait d'aventurisme. Hors de lui, Weizmann recourut à des attaques personnelles, dont il n'était pourtant guère coutumier, en traitant le chef de l'Exécutif sioniste de « dictateur au petit pied » : « Ils sortent tous du même moule : dénués d'humour, lèvres minces, moralement chétifs, fanatiques et entêtés, sans doute déçus dans quelque ambition : rien n'est plus dangereux qu'un petit homme ruminant sans cesse ses rancœurs[17]. »

Revenu défait et découragé en Palestine, Ben Gourion réussit cependant à retourner la situation. La guerre prenait une tournure critique et la Palestine était désormais sous la menace directe de l'Afrikakorps de Rommel qui stationnait en Égypte depuis juin 1942. Les Arabes applaudissaient à grands cris à l'avancée militaire allemande. Les Anglais, eux, redoutaient tout autant que l'Agence juive la catastrophe absolue qu'eût représentée l'occupation de la Palestine.

Déjà, les militaires britanniques changeaient d'attitude en reconnaissant officieusement le Palmach, brigade de choc de la non moins clandestine Haganah[42*] dont ils se chargeaient même de l'entraînement. Ce qui n'empêchait pas les autorités civiles mandataires d'appliquer d'une manière surréaliste les dispositions du *Livre blanc* et de déjouer les velléités migratoires de ceux ayant réussi à échapper à la terreur nazie. Même la révélation épouvantable de la « solution finale[43*] » ne put infléchir une bureaucratie britannique irréductiblement inflexible.

La rage au cœur, les sionistes de Palestine durent admettre que les Anglais, guerre ou non, leur restaient implacablement hostiles. En octobre 1942, l'Exécutif sioniste approuva à l'unanimité la stratégie « maximaliste » de Ben Gourion appelant à résister aux Anglais et à fixer un objectif élevé d'immigration. La Palestine étant interdite aux Juifs, les sionistes encouragèrent l'immigration clandestine. Dans les années 1930, 250 000 Juifs étaient arrivés d'Europe, parfois clandestinement[44*]. Ben Gourion était déjà convaincu que la clé de la pérennisation d'un futur État juif était liée à la démographie.

Il était pourtant contesté par ceux qui refusaient de rompre avec l'Angleterre. Il l'était tout autant sur sa gauche. Les socialistes implantés dans les kibboutzim et actifs au sein de la Haganah reprochaient à Ben Gourion son acceptation de la

partition de la Palestine et sa répugnance à déclarer la lutte à outrance aux Anglais[45*].

À partir de 1943, la guerre commença à tourner en faveur des Alliés. Fidèle à sa parole, Churchill reprit le projet de la commission Peel d'un partage de la Palestine. Sur place, l'administration mandataire n'en fut guère ébranlée. Les anciens partisans de Jabotinsky[46*] lancèrent une campagne terroriste contre les Anglais par le biais de leur branche militaire clandestine, l'Irgoun[47*]. Composé d'activistes déterminés, cet organisme fut lui-même débordé par un groupe extrémiste encore plus radical qui avait fait sécession, le Lehi (ou « groupe Stern », du nom de son fondateur Avraham Stern), qui appelait à la guerre totale contre les autorités mandataires. Dans leur esprit, tous les coups étaient permis, jusqu'aux assassinats et aux actes terroristes.

Au grand dam de l'Agence juive, l'Irgoun fit des émules chez les jeunes sionistes. Dès l'entrée en action de l'Irgoun, à la mi-1944, la tension s'accrut dramatiquement avec la Haganah et les représentants du Yishouv. En novembre, un pic fut atteint quand des activistes du Lehi assassinèrent le ministre résident britannique au Caire, lord Moyne. Ami personnel de Churchill, ce dernier s'était distingué dans le passé par des positions antisionistes.

Contesté dans son pouvoir, Ben Gourion déclencha alors une campagne sans merci contre les activistes, considérant qu'il s'agissait d'une question de vie ou de mort pour le mouvement sioniste. Baptisée la « Saison[48*] », cette campagne se poursuivit jusqu'en mars 1945 et visa clairement, de connivence avec les Anglais, à briser l'Irgoun. Une guerre fratricide entre Juifs aurait pu s'ensuivre si les activistes n'avaient pas suspendu leurs opérations. Ben Gourion remportait une victoire à la Pyrrhus, car les plaies entre frères ennemis du sionisme seraient longues à cicatriser.

La guerre finie, rien n'était encore joué pour Ben Gourion et ses partisans. L'établissement d'un État juif restait plus qu'incertain, même si la situation n'était plus la même qu'avant guerre. La découverte des camps de la mort et du massacre de 6 millions de Juifs étendait un voile sinistre sur la victoire contre les nazis. Dès 1942, les premières rumeurs sur l'Holocauste avaient incité Ben Gourion à adopter une posture morale : « Notre nation, qui baigne dans son sang, assigne la conscience de l'humanité au tribunal de l'histoire[49*]. »

Conscient que la destruction des Juifs d'Europe conférait au sionisme une légitimité particulière, Ben Gourion n'avait pourtant pas insisté. À ses yeux, la Shoah ne pouvait être l'élément structurant du nouvel État. Si elle donnait

tragiquement raison au projet sioniste, elle restait trop liée à la vision négative de la diaspora, avec l'image du Juif en éternel soumis ou en victime expiatoire[50*].

Le 8 mai 1945, Ben Gourion nota laconiquement dans son journal : « Jour de la victoire. Triste, très triste. » Il ignorait encore que le gouvernement de Churchill venait d'enterrer secrètement le plan de partage de la Palestine. De même ne pouvait-il savoir que Roosevelt, peu avant sa mort, avait adressé au roi d'Arabie Ibn Saoud une note secrète par laquelle il s'engageait à n'entreprendre « aucune action qui pourrait être hostile au peuple arabe ».

Ce fut pire lorsque les travaillistes anglais l'emportèrent aux élections générales de juillet 1945. Contre toute attente, Churchill dut laisser la place à Clement Attlee, le leader du Labour, tandis que l'ancien syndicaliste Ernest Bevin s'installait à la tête du Foreign Office. Ce changement représenta d'abord un espoir pour les sionistes, car les travaillistes étaient opposés de longue date au *Livre blanc*. Interprétant le changement de gouvernement à Londres comme la confirmation de la justesse de sa stratégie, Weizmann débordait d'optimisme. Ben Gourion, lui, était plus circonspect : « Ne présumez pas que la question du *Livre blanc* a été résolue pour autant […] On a quelques raisons de se demander si un parti au pouvoir est le même que dans l'opposition[18]. »

Les sionistes durent déchanter, en effet. Non seulement le nouveau gouvernement anglais n'entendait pas modifier les orientations déjà actées, mais il envisageait même de les aggraver. Bevin, en particulier, se convertit à un antisionisme sans complexe dont la rugosité devint vite choquante : « Que les Juifs d'Europe ne mettent pas trop l'accent sur leur situation raciale […] Si les Juifs, qui ont tellement souffert, cherchent à forcer le passage en jouant des coudes, on peut redouter un renouveau de réactions antisémites à travers l'Europe. »

Weizmann en fut mortifié. Que valait sa légendaire modération et comment pourrait-il encore contester la stratégie d'« un État juif immédiatement » ? Ben Gourion, lui, n'eut aucun état d'âme : « Si, pour une raison ou une autre, le Labour maintient le régime du *Livre blanc* […] nous, en Palestine, ne craindrons pas l'énorme puissance de la Grande-Bretagne et ne reculerons pas devant elle. Nous la combattrons. »

C'était très exactement ce que souhaitaient entendre désormais l'écrasante majorité des sionistes. Le pouvoir anglais méprisa toutes les critiques, bien résolu à poursuivre la limitation de l'immigration à 1 500 personnes par mois. Il écarta jusqu'aux objections américaines destinées à faire attribuer

immédiatement à l'Agence juive 100 000 certificats d'immigration. Il est vrai que les États-Unis ne tenaient pas à ouvrir leurs propres frontières aux réfugiés.

De son côté, Ben Gourion avait exposé ses priorités : armer les Juifs de Palestine et les renforcer démographiquement, fût-ce par le biais de l'immigration illégale. Les portes de la Palestine ne pouvaient rester éternellement fermées. La bienveillance de l'Union soviétique aida à l'organisation d'un transfert massif de Juifs d'Europe centrale et orientale vers la Palestine *via* la Bulgarie : parmi eux, beaucoup de Juifs roumains et polonais.

En juillet 1945, Ben Gourion avait déjà obtenu des personnalités les plus fortunées de la communauté juive new-yorkaise un crédit de 3 millions de dollars pour l'achat d'armements et de bateaux destinés à l'immigration illégale. À cette fin fut créé l'Institut Sonnenborn[51*]. Par son canal devaient transiter les achats ultérieurs destinés à armer la Haganah. Deux mois plus tard, installé à l'hôtel Monceau à Paris, Ben Gourion ordonna le déclenchement de la révolte armée contre les Anglais. Des actions spectaculaires aboutirent à la destruction de presque tous les ponts entre la Palestine et les États voisins. L'objectif n'était pas de vaincre militairement par des opérations de sabotage ou de représailles, mais de provoquer à travers le monde une vague de sympathie en faveur des Juifs.

Pendant des semaines, Ben Gourion mena une existence schizophrénique : d'un côté, représentant légal des institutions sionistes en sa qualité de président de l'Exécutif sioniste ; de l'autre côté, chef de la résistance clandestine, collectant des fonds, organisant la lutte armée, poussant à l'intensification de l'immigration clandestine et appelant à la désobéissance.

On était déjà en 1946 quand la Haganah proposa une alliance inattendue à l'Irgoun et au Lehi. La gravité de la situation l'exigeait. Désormais, le sionisme ne résistait plus en ordre dispersé, mais dans le cadre d'un véritable « Mouvement de résistance hébraïque ». Weizmann condamna sans délai cette rébellion, contrairement à Ben Gourion qui multiplia les messages de félicitations aux chefs des activistes. Le gouvernement anglais prit des mesures très sévères de maintien de l'ordre, multipliant les perquisitions et les arrestations. La Haganah et les soldats du Palmach furent pourchassés, tandis que les Juifs en armes encouraient la pendaison. En juin, l'armée britannique déclencha une opération répressive de grande envergure, baptisée « Samedi noir ».

Dans la clandestinité totale désormais, la résistance sioniste ne faiblit pas. Loin du Yishouv, il n'était pas facile à Ben Gourion de l'organiser. Un de ses voisins

à l'hôtel Monceau fit preuve de sollicitude en lui offrant d'installer un gouvernement juif en exil dans son pays, le Vietnam. Il avait pour nom Nguyễn Sinh Cung, mais se faisait alors appeler Nguyễn Ái Quốc (le patriote). Plus tard, le monde entier le connaîtrait sous le nom de Hô Chi Minh.

En juillet 1946, un commando de l'Irgoun fit sauter une aile de l'hôtel King David de Jérusalem, siège de l'administration mandataire en Palestine : l'attentat le plus spectaculaire et le plus meurtrier[52*] que les sionistes eussent jamais perpétré. L'indignation causée par cet acte de terrorisme fut dévastatrice, y compris au sein de la communauté juive.

En porte-à-faux, Ben Gourion encouragea la lutte armée tout en veillant à ne pas contrarier les modérés qui poussaient au compromis. Son objectif immédiat était le congrès sioniste de novembre 1946, le premier de l'après-guerre, qui devait décider du pouvoir au sein du mouvement. La nouvelle direction jouait son va-tout sur un plan de partage de la Palestine dont les Anglais ne voulaient plus, mais qui commençait à tenter une Maison Blanche où les sionistes devenaient influents après la disparition de Roosevelt.

Au congrès de Bâle, le sionisme changea symboliquement d'époque. La plupart des sionistes historiques avaient été emportés dans la tourmente des massacres. Désormais, le balancier oscillait vers le Nouveau Monde. Le congrès fut l'occasion d'un énième affrontement, décisif celui-là, entre Ben Gourion et Weizmann. Cette fois, la ligne dite activiste du chef de l'Exécutif sioniste fut largement entérinée. Réélu à la tête du mouvement, ce dernier en devint également, à sa demande, le « ministre de la Défense ».

Ben Gourion n'avait pas demandé à la légère le portefeuille de la Défense, même si, autour de lui, on s'interrogeait ironiquement sur la prétention subite du « Vieux[53*] » à jouer les stratèges et à se piquer de questions militaires et de sécurité. Il était un des rares à avoir une vision aiguë de ce qui allait se passer après la guerre. *Volens nolens,* les Britanniques seraient bientôt contraints de renoncer à leur mandat sur la Palestine, mais leur retrait déboucherait sur l'inconnu. Il fallait s'y préparer.

La naissance d'un État juif fit son chemin. En Amérique, le président Truman en approuva l'idée, à l'inverse de ses diplomates et de ses militaires. La révélation de la Shoah et la mise en lumière d'épisodes dramatiques comme celui du navire *Exodus*[54*] étaient en train de faire leur œuvre. Peu à peu, les sionistes gagnèrent la bataille de l'opinion publique, ce qui eût été inenvisageable avant la guerre.

De guerre lasse, les Britanniques finirent par remettre leur mandat entre les mains de la nouvelle Organisation des Nations unies (ONU), à qui revint la tâche de décider du destin de la Palestine. Ben Gourion savait cependant que le retrait de la puissance mandataire, pour souhaitable qu'il fût, ne résoudrait rien. Aussitôt les Britanniques partis, Juifs et Arabes en viendraient à s'affronter dans une lutte sans merci. Le Yishouv devait donc se préparer à la guerre, sous peine d'être submergé par les Arabes de Palestine et des pays voisins qui avaient pour eux l'immense supériorité du nombre. Et la guerre, cette fois, ne prendrait pas la forme de simples escarmouches de guérilla, mais de furieux affrontements entre armées régulières.

Ben Gourion était seul à le penser. Ni l'Exécutif sioniste, ni les responsables de la Haganah, ni même ses proches ne partageaient son analyse. Mais il s'agissait à ses yeux d'une question de vie ou de mort. Il s'enferma chez lui à Tel-Aviv, dévorant un nombre incalculable de traités et de manuels militaires. Il lut les Mémoires d'anciens du *HaShomer* et dévora d'un trait l'*Histoire de la guerre du Péloponnèse* de Thucydide[55*]. Il étudia la stratégie, la logistique, les rapports sur l'état et la quantité des armes comme des munitions ou encore les documents de la Haganah. Chaque jour se tenait chez lui le « séminaire de BG » où il interrogeait sans relâche spécialistes, experts et officiers, voulant tout savoir dans le détail et prenant en note la moindre information. Son avidité ressemblait à une course contre la montre qu'il n'était pas sûr de gagner.

Le problème était d'une simplicité tragique. La Haganah n'était qu'une force de police améliorée, mais pas une armée : avec 7 000 hommes environ, pas tous aguerris, loin de là[56*], elle n'avait pas la moindre chance de résister à une armée classique. Pour espérer tenir le choc, il faudrait tout autre chose que des armes légères : des canons, des chars et même des navires et des avions. Beaucoup restèrent interloqués par de telles perspectives, jugées extravagantes en un temps où le premier Juif armé d'un pistolet pouvait se faire arrêter dans la rue…

S'ils n'étaient pas prêts militairement, les Juifs progressaient sur le plan diplomatique. En avril 1947 fut nommée une commission spéciale, l'UNSCOP[57*], chargée d'adresser des recommandations à l'Assemblée générale de l'ONU sur la Palestine. Celles-ci poussaient au partage et Ben Gourion s'y était rallié. Lorsque certains leaders sionistes lui opposaient la résolution de Biltmore, il rétorquait non sans agacement : « Biltmore, shmiltmore, foutaises ! Nous devons avoir un État juif[19]. »

Les sionistes accueillirent favorablement un processus boycotté par les Arabes. La commission proposa un plan de partage de la Palestine en deux États

indépendants que l'Assemblée générale de l'ONU approuva solennellement le 29 novembre 1947. Les sionistes l'acceptèrent, malgré les dispositions sur l'internationalisation de Jérusalem. Sans surprise, les Palestiniens arabes comme les États arabes rejetèrent aussitôt ce plan de partage, menaçant de l'annihiler par la force.

De son hôtel de Kalia, sur les rives de la mer Morte, où il s'était retiré au moment du vote fatidique, comme à Lake Success à des milliers de kilomètres de là[58*], Ben Gourion fut témoin de la liesse générale des Juifs. Leur gaieté et leur enthousiasme ne parvenaient pourtant pas à l'atteindre : « Cette nuit, la foule dansait dans les rues, mais j'étais incapable de danser. Je me sentais déplacé, comme quelqu'un en deuil qui se trouve mêlé à un mariage […] Pendant que la joie pénétrait au cœur de la maison d'Israël, j'étais en proie à une terrible anxiété devant le sacrifice qui nous attendait[59*]. Je savais que la guerre était proche et que nous allions y perdre la fleur de notre jeunesse[20]. »

Dès le lendemain, les affrontements débutaient en Palestine, sous le regard distant des responsables anglais et de leurs 100 000 hommes, qui ne se sentaient plus concernés. Ben Gourion, lui, travaillait d'arrache-pied pour faire de la Haganah une armée authentique. Des clans rivaux s'étant formés en son sein. Il promut à sa tête des jeunes gens prometteurs tels Yaacov Dori, Israel Galili ou encore Yigael Yadin. Surmontant le manque d'ambition des chefs de la Haganah, il lui fit allouer d'autorité un crédit budgétaire de 3 millions de livres pour l'acquisition discrète de matériel militaire en Tchécoslovaquie, avec l'accord de Moscou. À la tête du département politique de l'Agence juive, Golda Meir sillonnait les États-Unis pour glaner des crédits supplémentaires de la communauté juive.

Ce n'était pas superflu car la Palestine, d'où les Anglais avaient prévu de se retirer le 15 mai 1948, était entourée de pays arabes hostiles. Outre le grand mufti de Jérusalem, revenu dans la région à la suite de son long séjour comme invité du Reich, il fallait aussi compter avec la Syrie et le Liban au nord, avec son armée arabe de libération dirigée par Fawzi el-Kawjki. Au sud, l'Égypte entretenait un bataillon de volontaires des Frères musulmans. Enfin, la Transjordanie du roi Abdallah avait levé elle aussi une armée, la Légion arabe, dont les cadres étaient d'anciens officiers britanniques. Le souverain hachémite restait ambigu sur ses objectifs véritables : Jérusalem, dont il faisait une question de principe, ainsi que l'ensemble du territoire dévolu à l'État arabe palestinien[60*], à l'ouest du Jourdain, qu'il ambitionnait d'annexer à son royaume.

Les sionistes devaient aussi compter avec le regain de la guérilla palestinienne grâce au savoir-faire d'un chef militaire de la trempe d'Abd el-Kader al-Husseini. Ces « alliés » arabes ne s'entendaient pas vraiment entre eux et leurs forces – excepté la Légion arabe – avaient des allures d'armées d'opérette. La situation demeurait cependant dangereuse pour une Haganah sur la défensive. Dès l'hiver 1947-1948, sachant la vulnérabilité des voies de communication contrôlées par les sionistes, les forces arabes menèrent une « guerre des routes » afin d'isoler les implantations juives des secteurs de Jérusalem, du Néguev et de la Galilée. Contre l'avis des chefs militaires, Ben Gourion décida d'une opération « coup de poing » afin de desserrer l'étau autour de Jérusalem dont la perte eût été symboliquement funeste pour le nouvel État juif[61*].

Essentiellement « palestinienne » jusqu'en mai 1948, cette guerre donnait tout de même raison à Ben Gourion. L'état-major de la Haganah pouvait bien pester contre ses interventions permanentes et son obsession de Jérusalem, dont la défense coûtait cher en vies humaines. Plus personne ne s'avisa de contester sa réorganisation drastique du système de défense du Yishouv. Cette guerre sans merci était dissymétrique : les Juifs n'avaient d'autre solution que de résister jusqu'à la mort, contrairement aux Arabes palestiniens, qui conservaient la possibilité d'échapper à un sort adverse en fuyant dans les territoires arabes voisins. C'est du reste ce qui se produisit.

Les Palestiniens se bercèrent longtemps de l'illusion que les frères arabes jetteraient « les Juifs à la mer ». Cette illusion fut largement propagée par les notables palestiniens, apôtres de l'antisionisme et de la guerre sainte, ceux-là mêmes qui, dans le passé, avaient vendu aux Juifs à prix d'or terres et propriétés. Dès le début des affrontements pourtant, fin 1947, ces élites se volatilisèrent littéralement, trouvant refuge en Syrie ou au Liban[62*] : jusqu'à leur champion, le grand mufti de Jérusalem, qui jugea urgent de ne pas quitter son asile au Caire pour rejoindre les siens en Palestine.

Pour des populations palestiniennes démoralisées, ce fut un grand choc d'apprendre l'ampleur de la désertion de leurs chefs. De Haïfa, le chef des forces arabes s'était enfui en Syrie en canot à moteur sous prétexte d'aller chercher des renforts[63*21]. Et tant d'autres encore, qui avaient été les premiers à hurler à l'extermination des Juifs. La férocité des combats ainsi que la capacité de résistance des sionistes, tout autant que certains épisodes tragiques comme le massacre de Deir Yassin[64*], firent le reste. Dès le printemps 1948, la panique jeta près de 300 000 Palestiniens sur le chemin de l'exode. Quelques mois plus tard, ils étaient 700 000.

Ben Gourion ne chercha pas à les retenir. Il est vrai que les Arabes ne se seraient pas non plus acharnés à retenir les Juifs du Yishouv si le sort des armes avait été différent. Son indifférence à cet exode laissa certains chefs locaux de la Haganah interpréter ici ou là le mutisme du politique comme une incitation tacite à expulser les Palestiniens arabes. Les sionistes se trouvaient alors plus que jamais sur la défensive, encerclés par les forces arabes qui juraient leur perte. Toute cohabitation entre Juifs et Arabes palestiniens était déjà impossible. Les Arabes avaient catégoriquement refusé tout partage de la Palestine et leurs responsables réitéraient sans cesse leur intention de détruire les sionistes et d'anéantir les Juifs, dans l'esprit des massacres perpétrés durant l'entre-deux-guerres. La haine et l'intransigeance étaient trop vivaces pour qu'un accord fût possible. Et de toute évidence, un État juif dans lequel subsisterait une trop forte proportion d'Arabes ne serait jamais vraiment en sécurité.

Ayant déjà pris la mesure de l'équation démographique, Ben Gourion songea peut-être dès cette époque à des transferts de population[65*]. Ceux-ci avaient d'ailleurs été évoqués par la commission Peel de 1937, puis par le programme du parti travailliste britannique. Ils n'étaient pas incongrus. Après la guerre, des mouvements de population avaient accompagné les rectifications frontalières entre l'Allemagne et la Pologne, puis entre l'Inde et le Pakistan. La demande de transfert des Arabes de Palestine ne fut cependant jamais mentionnée par le mouvement sioniste. Et il n'exista aucun plan concerté et prémédité d'expulsion des Palestiniens qui eût émané de Ben Gourion ou de quelque haut responsable sioniste[22].

La fuite massive des Arabes procéda en majeure partie de la trahison de classe de leurs élites et de la peur panique qui s'ensuivit : une fuite confortée par l'attitude des États arabes voisins, sûrs de vaincre militairement – en dix ou quatorze jours, selon certains – et qui présentaient comme temporaire le départ de leurs frères palestiniens. Les Juifs ne firent ainsi que profiter d'une aubaine dont ils eussent été certainement privés si les Arabes n'avaient pas déclenché la guerre, aucune expulsion de Palestinien arabe « à froid » n'étant alors concevable.

À cette fuite massive des Arabes de Palestine correspondit un exil tout aussi massif et non moins dramatique des Juifs vivant dans les pays arabes. Ceux-ci y furent clairement poussés dans des États comme le Yémen, l'Égypte, la Libye, la Syrie ou l'Irak[23]. Le cas échéant, des pogroms savamment organisés eurent pour effet de convaincre les plus indécis[66*]. À la suite de la guerre de 1948, plus de 600 000 Juifs des pays arabes furent contraints à l'émigration[67*24], non sans

avoir été spoliés au préalable de tous leurs biens. Ils furent ignorés par les organisations internationales, qui ne songèrent pas un instant à leur accorder le statut de réfugiés.

En mars 1948, Ben Gourion donna son accord pour le plan Daleth, supervisé par Yigael Yadin, qui visait à sécuriser les territoires faisant l'objet du plan de partage ainsi que des blocs d'implantation juive situés en dehors de ces territoires. La guerre avec les États arabes étant inéluctable, des prises de gage s'avéraient rationnelles du point de vue militaire et stratégique. Certaines dispositions du plan Daleth prévoyaient, en cas de résistance persistante, la destruction de villages ennemis et l'expulsion des populations récalcitrantes.

Dans une semblable logique, Ben Gourion refusa obstinément de se laisser enfermer *a priori* dans des frontières préétablies qui eussent paralysé les sionistes. Selon lui, s'imposer naïvement un tel carcan eût été d'une naïveté dangereuse, alors même que les Arabes, de leur côté, rejetaient les frontières fixées par l'ONU et réclamaient pour eux la totalité de la Palestine. Une restriction unilatérale, au moment où s'amorçait un conflit que les Arabes voulaient d'anéantissement, n'aurait pas eu de sens.

Le « Vieux » dut aussi affronter, fin avril 1948, de graves dissensions au sein de l'état-major de la Haganah en voie de réorganisation. Confronté à une « mutinerie des généraux », il se montra inflexible en excipant de sa légitimité ainsi que de la supériorité du pouvoir civil. Il y eut plus grave lorsque, début mai, les États-Unis firent pression pour que les Juifs acceptent un armistice avec les Arabes et diffèrent la proclamation de leur État prévue le 15 mai, date fatidique marquant la fin de la présence britannique en Palestine. Washington faisait planer le risque de ne pas se porter au secours de l'État juif dans le cas d'une invasion arabe.

Ben Gourion était toutefois résolu à forcer le destin, tout comme il l'avait fait naguère à Biltmore. Il venait de créer un « conseil des 13 », véritable gouvernement provisoire du futur État. Certains membres de ce conseil hésitaient encore à sauter le pas, mais pas lui. Au même moment, la Légion arabe[68*] passait à l'offensive contre des positions sionistes à Latroun et à Jérusalem dont la situation était en train de devenir désespérée.

La guérilla des Palestiniens n'était déjà plus qu'un aimable souvenir. Ben Gourion réagit sur le terrain politique en convainquant ses amis de proclamer l'État juif. Il contribua à la rédaction de la déclaration d'indépendance, choisit le nom d'Israël pour le futur État et mit une fois encore l'accent sur la question des frontières. Si les Arabes s'avisaient d'agresser un État reconnu par les Nations

unies, il faudrait qu'ils en assument les conséquences territoriales en cas de défaite.

Le 14 mai[69*], dans la grande salle du musée de Tel-Aviv, sous un grand portrait de Theodor Herzl, Ben Gourion proclama l'indépendance de l'État d'Israël. Ayant consenti à revêtir un costume et une cravate pour la circonstance, il avait l'air d'expédier telle une simple formalité ce rendez-vous avec la destinée. Sur un ton monocorde dénué de la moindre émotion, il lut en dix-sept minutes la déclaration d'indépendance avant de conclure un peu sèchement : « La session est close. L'État d'Israël a commencé d'exister. » Il était 16 h 30, ce 5e jour de Iyar 5 708 dans le calendrier hébraïque, lorsque l'assistance entonna l'hymne du mouvement sioniste, la *Hatikva* (*L'Espoir*)[70*].

Le père de la nation

Il n’y eut pas de discussion, bien sûr, pour désigner le chef du gouvernement du nouvel État. Ben Gourion en était le candidat naturel. Il en avait la légitimité, de même que l’autorité et le charisme. De tous les chefs sionistes, il était un des rares, avec Haïm Weizmann, à avoir la stature d’un homme d’État, nourrissant une vision authentique et réunissant les aptitudes pour conduire un pays dont il était par ailleurs l’architecte. Pour les Juifs du désormais ex-Yishouv, il était déjà le père d’Israël.

Après avoir longtemps réfléchi sur la façon de créer un État juif, Ben Gourion se demandait à présent comment ne pas perdre cet État. Deux dimensions étaient indissociables dans son esprit : le peuplement et la défense d’Israël. Le peuplement pour donner de la chair à cet État qui en manquait cruellement et la défense pour qu’il puisse survivre.

Depuis longtemps, Ben Gourion songeait à une immigration de masse avec un objectif de long terme de 2 millions de Juifs sur une période de dix ans. À plus court terme, il envisageait un doublement de la population en quatre ans. Inconcevable avant la guerre, l’immigration massive des Juifs de la diaspora était devenue crédible au fil des bouleversements et des drames survenus entre-temps. Les experts objectèrent à Ben Gourion qu’une communauté de 700 000 personnes ne pouvait absorber plus de 400 000 nouveaux arrivants. Il réussit néanmoins à faire venir, en moins de trois ans, plus d’1 million d’immigrants.

L’appui bienveillant de l’Union soviétique ne fut pas étranger à une telle réussite : à l’heure où le bloc communiste européen se repliait derrière un « rideau de fer[71*] » entravant notamment les mouvements de population, 300 000 Juifs purent quitter les pays d’Europe centrale et orientale entre mai 1948 et décembre 1949. Ben Gourion organisa aussi le rapatriement de Juifs menacés dans leurs pays respectifs : il en fut ainsi pour les 49 000 Juifs yéménites qui furent conduits en Israël entre juin 1949 et septembre 1950[72*]. Il eut moins de succès avec les Juifs d’Occident, qu’il était impatient de voir rallier Israël par centaines de milliers et que, par dépit, il se mit à qualifier d’« amis de Sion[73*] ».

Toutefois, la loi du retour[74*] votée par la Knesset (le parlement israélien) en juillet 1950 ne fit qu’entériner le caractère juif du peuplement d’Israël. En

revanche, Ben Gourion exclut toute perspective de retour des Palestiniens, qui eût été proprement suicidaire pour l'État juif. Comment accueillir des Palestiniens qui rejetaient viscéralement le sionisme et eussent formé une « cinquième colonne », acteurs ou complices potentiels de la destruction pure et simple d'Israël ? Si telle n'était pas leur intention, pourquoi rejetaient-ils alors l'éventualité d'un État arabe palestinien à côté de l'État juif ? Du reste, plus de 150 000 Arabes étaient restés en Palestine, infirmant ainsi *de facto* l'existence d'un nettoyage ethnique.

Au soir du 14 mai, Ben Gourion nota dans son journal : « Nous avons déclaré la naissance de l'État. Notre sort est entre les mains des forces de sécurité. » Huit heures seulement après la proclamation d'indépendance, les armées régulières syrienne, libanaise, irakienne, transjordanienne et égyptienne commencèrent l'invasion du nouvel État. Dans la nuit, tandis que Ben Gourion était tiré du lit pour s'adresser par radio aux Américains, Tel-Aviv subit ses premiers bombardements.

Aux premiers jours de son existence, l'État d'Israël semblait voué à un destin tragique. Jérusalem, notamment le quartier juif de la ville, était assiégé par la Légion arabe. Les kibboutzim de la vallée du Jourdain étaient sous la menace du corps expéditionnaire irakien. Déjà les premiers blindés égyptiens faisaient leur entrée dans Be'er Sheva. Les spécialistes militaires ne donnaient pas cher de la résistance sioniste : deux ou trois jours à tenir, une semaine tout au plus.

Il était vital de gagner du temps en attendant la venue de renforts et des équipements militaires espérés. Ceux-ci arrivèrent *in extremis*. Chef de guerre désormais, Ben Gourion augmenta les effectifs de la Haganah en les faisant passer de 7 000 à 53 000 hommes entre décembre 1947 et mai 1948. Ces effectifs devaient atteindre 90 000 hommes en décembre de la même année. Dès le 26 mai 1948, il créa Tsahal (acronyme signifiant « armée de défense d'Israël ») en remplacement de la Haganah.

Avant tous les autres, Ben Gourion avait compris que la confrontation militaire érigeait la sécurité en dimension identitaire du nouvel État au même titre que la judéité ou que la démocratie politique et sociale. L'armée fut d'emblée non seulement le garant de la défense d'Israël, mais aussi la colonne vertébrale de l'État, voire le noyau dur de son unité. Tsahal devint ainsi le creuset où des générations de migrants et de *sabras* formeraient une communauté d'action et de pensée. Ben Gourion n'en était pas moins inflexible avec ses officiers, les accueillant le plus souvent en réunion par des refroidissants : « Que faites-vous

ici ? », ce qui, selon Shimon Peres, était sa façon de leur demander comment ils allaient[25].

Profitant de la désorganisation des forces arabes, Ben Gourion reprit l'offensive fin mai. Chez lui, le politique ne s'effaçait jamais vraiment derrière le militaire, car il s'agissait aussi de remonter le moral des Juifs alors au plus bas. Une trêve de quatre semaines intervint à la mi-juin. Ce n'en fut pas vraiment une pour Ben Gourion, intransigeant sur l'exclusivité et la légitimité de la force exercée par Tsahal au nom de l'État. Il exigea que les milices politiques de l'Irgoun et du Lehi, au même titre que la Haganah, se fondent dans la nouvelle armée nationale israélienne. Ces milices rechignant à abandonner leurs vieilles habitudes, il engagea l'épreuve de force avec elles en faisant tirer sur leurs militants et incendier au large de Tel-Aviv l'*Altalena*[75*], un bateau utilisé pour importer clandestinement des armes. Il n'hésita pas à brusquer ses propres ministres qui eussent préféré négocier. Mais pour Ben Gourion, traité de « dictateur fou » par ses détracteurs, on ne badinait pas avec l'autorité publique : « Il n'y aura pas deux États et il n'y aura pas deux armées ![26] »

De cet épisode dramatique, Ben Gourion conserva une inimitié tenace envers Menahem Begin, le chef de l'Irgoun puis de la droite israélienne, qu'il ignora dès lors ostensiblement au point de refuser de l'appeler par son nom. Cette inimitié se renforça encore, en septembre 1948 à Jérusalem, lors de l'assassinat du médiateur de l'ONU, le comte Folke Bernadotte, perpétré par des activistes du Lehi, mais dont Ben Gourion tint aussi l'Irgoun pour responsable. Face à l'indignation internationale, il annonça la dissolution des mouvements dissidents à Jérusalem comme dans le reste du pays.

Mais il y avait surtout une guerre à mener et celle-ci restait indécise, à une certitude près : la résolution 181 de l'ONU sur le plan de partage avait vécu et, avec elle, les frontières qu'elle avait tracées. Ce conflit imposé à Israël rendait nécessairement caduques les configurations territoriales antérieures. Si les Arabes persistaient dans leur intention de détruire l'État des Juifs, pourquoi ceux-ci devraient-ils renoncer à rendre à Israël ses frontières historiques ?

Pour Ben Gourion, cette « guerre d'indépendance » fut d'autant plus compliquée qu'il eut encore du fil à retordre avec un état-major militaire contaminé par le virus de la politisation. L'appartenance au Mapam – un parti politique formé quelques années auparavant sur la gauche du Mapaï – d'un grand nombre d'officiers supérieurs n'était pas un mystère. Ben Gourion avait beau se réclamer du socialisme au temps de sa jeunesse de pionnier, il était à présent le chef d'un État sioniste. Et il ne pouvait concevoir que les postes clés

de Tsahal reviennent à une clientèle d'affidés au détriment d'officiers de métier compétents, mais apolitiques.

Plusieurs accrochages se produisirent entre Ben Gourion et des chefs militaires comme Yigael Yadin et Israel Galili. Ils tournèrent à l'avantage du politique, qui en fut quitte pour se voir reprocher de nouveau son autoritarisme et son mépris des décisions collectives, sinon sa répugnance à accepter un point de vue différent du sien. Un grave affrontement se produisit quand Ben Gourion décida de faire rentrer dans le rang le Palmach, les anciennes unités de choc de la Haganah restées autonomes. Le Palmach avait été le fer de lance de la lutte contre l'Irgoun et le Lehi. Ben Gourion exigeait à présent sa dissolution. Tout en bénéficiant du soutien du Mapam, ses chefs ulcérés en appelèrent à l'arbitrage de… l'Histadrout ! Ce fut leur erreur. Ben Gourion jugea, non sans raison, qu'une telle démarche représentait « un danger pour l'autorité de l'État » et imposa sa façon de voir.

La conduite de la guerre s'avéra plus complexe au fil d'opérations militaires souvent coûteuses en hommes, comme celle baptisée « Dix Plaies[76*] » contre les forces égyptiennes, ponctuées par de brèves séquences de trêve ou de cessez-le-feu. Tout en s'équilibrant, les combats s'éternisaient. Sans doute l'ambition politique de Ben Gourion visait-elle, à plus ou moins long terme, Jérusalem, voire un *Eretz Israel* sur les deux rives du Jourdain. À plus court terme, elle était focalisée sur le Néguev. Outre Jérusalem et au-delà de l'idéal inaccessible d'un *Eretz Israel* sur les deux rives du Jourdain, l'ambition de Ben Gourion était le Néguev.

Ce désert négligé par l'Égypte, qui en avait toutefois la souveraineté, avait l'avantage de donner de la profondeur au nouvel État. Ben Gourion ordonna les opérations « Horev » fin 1948 puis « Ouvda » en mars 1949, qui visaient à s'assurer la maîtrise du Néguev. Elles furent couronnées de succès. Il s'agissait d'ailleurs d'une véritable course contre la montre, car les Nations unies y étaient hostiles. La Grande-Bretagne, toujours dépitée par la création d'un État juif qu'elle avait tout fait pour empêcher, souhaitait de son côté que le Néguev fût cédé à son vassal transjordanien. Londres brandit la menace d'une intervention militaire en se prévalant du traité anglo-égyptien de défense. Mais Ben Gourion demeura inflexible, refusant catégoriquement de céder un pouce de territoire du Néguev.

Entre-temps, en janvier 1949, les Égyptiens avaient demandé à Israël l'arrêt des combats et l'ouverture de pourparlers. Deux mois plus tard, ce fut le tour du

Liban, puis, en avril, de la Transjordanie. Le dernier pays à jeter l'éponge fut la Syrie, en juillet[77*].

Ben Gourion avait réussi son pari de mener à bien cette guerre d'indépendance qui consacrait le droit d'Israël à l'existence. Aux premières élections législatives de janvier 1949, il en engrangea les dividendes politiques, remportant 46 des 120 sièges de la Knesset. Il gouverna toutefois avec une majorité aussi étroite qu'hétérogène, composée de son Mapaï, du Front religieux et du parti progressiste. La fragilité de cette coalition déboucha d'ailleurs sur des élections anticipées, inaugurant ainsi une instabilité parlementaire appelée à marquer durablement la vie politique israélienne.

Aux Nations unies, Ben Gourion fut confronté à des problèmes encore plus sérieux. On s'indigna qu'Israël ait profité d'une guerre pourtant imposée pour oser agrandir son territoire. Assez curieusement, personne ne broncha quand la Transjordanie annexa purement et simplement le territoire à l'ouest du Jourdain qui, ayant été dévolu à un État palestinien aux termes de la résolution de l'ONU de novembre 1947, ne lui appartenait en aucune façon[78*].

Une autre pomme de discorde fut le statut d'internationalisation de Jérusalem, réitéré par l'ONU. Le lendemain même du vote par l'Assemblée générale[79*], Ben Gourion manifesta sa colère en faisant aussitôt transférer la capitale d'Israël à Jérusalem. Il fallait de l'audace pour prendre une telle décision. Quelques ministres hésitèrent, tétanisés par le poids de l'organisation internationale et les réactions de puissances telles que la France[80*]. Ben Gourion sut cependant trouver les mots pour convaincre les siens. Il expliqua que Tel-Aviv n'était que le siège temporaire du gouvernement : « Mais l'État d'Israël n'a et n'aura qu'une capitale, Jérusalem l'éternelle[27]. »

De son côté, garant des lieux saints musulmans de Jérusalem, le roi Abdallah déclara que la Jordanie n'abandonnerait à aucun prix sa souveraineté sur Jérusalem. Un *statu quo* finit par s'instaurer : Israël s'installa sur la partie ouest de Jérusalem et la Jordanie se réserva la partie orientale, qui englobait le quartier juif et les sites religieux. Les Jordaniens s'empressèrent d'expulser les 1 700 Juifs qui y vivaient[81*], de faire détruire les synagogues et d'interdire à tous les Juifs d'aller prier sur leurs lieux de culte, en particulier au Mur des lamentations. Cette situation discriminatoire dura dix-huit ans[82*], dans la parfaite indifférence de la communauté internationale.

La guerre de 1948 avait mis un terme provisoire au combat d'Israël pour sa survie. La situation politique n'était pas réglée pour autant. Toutes les tentatives pour parvenir à une paix négociée avec les pays arabes se heurtèrent à leur refus

intransigeant. Les rares dirigeants arabes disposés à composer furent éliminés de la scène, à l'exemple du roi Abdallah de Jordanie et du Premier ministre libanais Riyad el-Sohl, tous deux assassinés en 1951 par des fanatiques religieux à la solde du grand mufti. Tout comme le Yishouv l'avait été auparavant, l'État juif se trouva encerclé par des populations hostiles sans espoir d'apaisement durable. Aussi Ben Gourion recherchait-il désespérément des alliés solides.

Malgré la disparition de son ennemi le plus tenace, Ernest Bevin[83*], il n'avait aucune chance de trouver ces alliés du côté de l'Angleterre, laquelle avait du mal à se remettre de son antisioniste viscéral. Le retour aux affaires de Winston Churchill en 1951 ne changea pas grand-chose.

Alliée originelle de l'État juif, dont elle avait poussé à la création et auquel elle avait fourni des armements, l'URSS amorçait de son côté un virage dans sa politique moyen-orientale. La lune de miel avait été de courte durée, Moscou ayant vite compris qu'Israël – hormis le Mapam, inconditionnellement prosoviétique – n'était pas prêt à devenir un de ses satellites et louvoyait avec l'Occident. Le régime communiste en revint à ses vieilles lubies antisémites et anticosmopolites, qui culminèrent en URSS avec le prétendu complot des « blouses blanches », fin 1952, prétexte au déchaînement d'une propagande antisioniste et antijuive. Moscou, dont l'ambition était de mettre un pied au Moyen-Orient, estimait sans doute qu'un rapprochement avec le monde arabe était stratégiquement préférable à ses sympathies israéliennes.

Selon Ben Gourion, une implantation même temporaire des Soviétiques dans la région marquerait « la fin de l'État et du sionisme ». Tout le poussait vers le monde occidental. Or le nouveau président américain, Dwight Eisenhower, à la Maison Blanche depuis janvier 1953, était moins favorable au sionisme que son prédécesseur. Poussé par son secrétaire d'État John Foster Dulles, il en revenait à la vieille politique consistant à rassurer les Arabes sur le dos des Juifs. L'équation pétrolière et l'importance de la péninsule arabique ne comptaient pas pour rien dans cette affaire.

Ben Gourion tenta de mettre son pays sous protection américaine. Il fit valoir la situation stabilisatrice d'Israël qui avait vocation à devenir la base, l'atelier et le grenier du Moyen-Orient. Il présenta son pays comme « le bastion de l'Occident » dans la région. Il échoua cependant, les États-Unis restant insensibles aux sirènes sionistes, malgré l'influence supposée du fameux « lobby juif américain ».

En définitive, la seule satisfaction de Ben Gourion fut un rapprochement avec l'Allemagne. La question était sensible, mais les finances de l'État hébreu,

obérées par la guerre comme par le coût exorbitant de l'installation des immigrés, étaient devenues catastrophiques. Le chancelier Adenauer s'était engagé à verser des réparations à l'État hébreu au regard des crimes nazis. Mais Ben Gourion dut essuyer chez lui des critiques acerbes. Il se vit reprocher sa politique de la « main tendue », notamment le fait d'accepter, sinon de solliciter l'argent « impur » des assassins des 6 millions de Juifs. En janvier 1952, des incidents très pénibles se produisirent à la Knesset. Ben Gourion tint bon et, une fois encore, parvint à faire prévaloir l'intérêt de l'État[84*].

Cela faisait déjà cinq années, longues et harassantes, que Ben Gourion présidait aux destinées d'Israël, vingt années qu'il était le leader du sionisme. Approchant les 70 ans, le « Vieux » montrait à présent des signes de lassitude. Fin 1953, il annonça son retrait temporaire des affaires. Le Mapaï désigna Moshe Sharett, le ministre des Affaires étrangères, pour lui succéder.

Sharett n'était pas le candidat de Ben Gourion, qui lui eût préféré son ministre des Finances Levi Eshkol : « Ce n'est pas un homme clairvoyant… Il est incapable de prendre des décisions sur des questions exigeant un grand courage intellectuel et moral[28]. » Les deux hommes n'étaient pas de la même trempe. Plus modéré, plus effacé que Ben Gourion, Sharett n'avait ni l'ardeur ni la dureté de son prédécesseur, et son refus de l'affrontement comme sa tendance à la temporisation trahissaient une certaine faiblesse. Il n'avait pas non plus la vision prophétique ni le côté meneur d'hommes du fondateur d'Israël. Déjà, aux Affaires étrangères, il avait été plus d'une fois heurté par le style directif et par la diplomatie toute personnelle menée par Ben Gourion.

D'emblée surgirent de profonds désaccords entre Sharett et Ben Gourion. Le premier accordait une place prédominante à la concertation, là où le second s'inquiétait uniquement de décider et de trancher. Sharett était obnubilé par l'ONU, estimant que « sans les résolutions des Nations unies, l'État n'aurait jamais vu le jour ». Ben Gourion lui rétorquait que l'État hébreu devait « son existence au seul peuple d'Israël et principalement à son armée ».

Ben Gourion avait choisi de s'établir à Sde Boker, un kibboutz dans le désert du Néguev, à une cinquantaine de kilomètres au sud de Be'er Sheva. Il renouait ainsi avec l'esprit pionnier de sa jeunesse. Bien plus que les politiques, les intellectuels ou les savants, il avait toujours admiré les gens, modestes et anonymes, qui faisaient fleurir le désert. Il vit cependant bien vite défiler chez lui des responsables inquiets du manque d'autorité de Moshe Sharett : des proches de la jeune génération, tel Yitzhak Navon[85*], mais aussi des responsables

à peine moins jeunes du ministère de la Défense, de Moshe Dayan à Shimon Peres en passant par Teddy Kollek.

En juillet 1954, Golda Meir pria publiquement Ben Gourion de revenir aux affaires. Le feu couvait entre Sharett et son ministre de la Défense Pinhas Lavon, qui passait pour un homme arrogant et égocentrique. La tempête survint à la suite d'un scandale politique impliquant l'Aman, le service de renseignements militaires, et son chef, l'ambitieux colonel Binyamin Gibli[86*]. Le scandale était lié au fiasco de l'opération « Susanna », qui consistait à organiser des attentats en Égypte contre des intérêts occidentaux afin de discréditer le régime du colonel Nasser. Le réseau juif ayant été démasqué et démantelé, l'affaire devint politique et mit en cause Gibli, lequel dénonça Lavon comme étant le donneur d'ordres. Celui-ci fut acculé à la démission en février 1955 et dut céder son poste à Ben Gourion.

Le retour du « Vieux » fut salué dans l'enthousiasme général. Mais il déclencha aussi un bras de fer entre Ben Gourion et Moshe Sharett. L'aigreur marqua bien vite les rapports entre le nouveau ministre de la Défense et celui qui n'était son chef que sur le papier : « Sharett engendre une génération de lâches. Je ne le laisserai pas faire[29]. »

Les tensions avec l'Égypte atteignaient alors un niveau inquiétant. Premier leader arabe vraiment charismatique, Gamal Abdel Nasser jouait de son énergie comme de ses talents de tribun pour galvaniser les foules. Les Occidentaux ayant refusé de financer les travaux gigantesques du barrage d'Assouan, il s'était tourné vers le camp communiste. Au même moment se formait le pacte de Bagdad[87*], visant à contrer l'expansionnisme soviétique.

À partir de 1955, Nasser lança des commandos suicides de *fedayin* basés à Gaza contre Israël. Ben Gourion exerça aussitôt des représailles malgré le désaccord de Sharett, épouvanté à la perspective de réactions internationales hostiles. Il envisageait même de chasser les Égyptiens de la bande de Gaza, mais y renonça : comment songer à incorporer à l'État hébreu une minorité arabe aussi importante et aussi remuante ?

Les élections législatives de juillet 1955 donnèrent raison à Ben Gourion et aux partisans de la fermeté au sein du Mapaï. Aux Affaires étrangères, Sharett fut remplacé un an plus tard par Golda Meir.

La relation avec l'Égypte s'envenima en raison de la fermeture inopinée par Nasser du détroit de Tiran à la circulation des navires à destination du golfe d'Akaba et d'Eilat, sur la mer Rouge. Devenu le champion incontesté de l'arabisme, adoubé par les autres leaders du tiers monde depuis la conférence de

Bandoung[88*], Nasser menaça directement Israël de destruction imminente. Les anciens fournisseurs d'Israël lui livraient à présent les armements lourds qu'il convoitait : l'Union soviétique l'approvisionnait en chasseurs Mig-15 et en bombardiers Iliouchine-28, tandis que la Tchécoslovaquie multipliait les contrats d'armement portant sur la fourniture de tanks, de blindés et de canons.

Convaincu de l'inéluctabilité d'une guerre avec l'Égypte, Ben Gourion spécula dès cette époque sur une action préventive. Aux incursions incessantes à partir de la bande de Gaza s'ajoutaient à présent des troubles sur la frontière orientale fomentés par des milices pronassériennes en Jordanie. Quant à la région septentrionale de Tibériade, elle était une proie facile pour les obus syriens tirés à partir des hauteurs du Golan.

Ben Gourion savait les réticences dans le pays, jusque chez certains de ses propres ministres, à engager une action vigoureuse. Il ne possédait d'ailleurs pas les armes pour lancer une opération préventive. Les Américains refusaient toujours aussi obstinément de fournir du matériel militaire à Israël. Eisenhower et Dulles croyaient tenir la recette d'un apaisement général : un prêt international destiné à aider Israël à indemniser les réfugiés palestiniens ; ou encore des concessions territoriales israéliennes afin de calmer les Arabes, dans la même veine que celles de l'époque mandataire[89*] !

Ben Gourion cherchait désespérément une garantie. Peut-être crut-il au miracle lorsque son protégé Shimon Peres proposa que la France approvisionne Israël en armements. Rien dans l'attitude passée de Paris ne laissait présager une telle ouverture, mais les choses avaient changé. La France était aux prises avec une rébellion algérienne dont les chefs, réfugiés en Égypte, étaient les protégés de Nasser. En outre, le nouveau chef du gouvernement français, le socialiste Guy Mollet[90*30], ne cachait pas sa profonde sympathie pour Israël. Considérant l'Égypte comme un ennemi de la France et faisant partie d'une génération que traumatisait le souvenir des accords de Munich, Guy Mollet voyait en Nasser un « nouvel Hitler » à qui il eût été dangereux de céder.

Guy Mollet accepta aussitôt de traiter secrètement avec Israël en vue de livraisons d'armements. Moshe Dayan et surtout Shimon Peres multiplièrent les navettes entre Tel-Aviv et Paris pour négocier des contrats. Ben Gourion lui-même se rendit en France en cachette de Moshe Sharett, qui était encore ministre des Affaires étrangères. La France accepta de livrer des chasseurs-bombardiers, des chars ainsi que des missiles antichars en grandes quantités. Le montant total de ces marchés s'élevait à la somme vertigineuse de 80 millions de dollars. L'alliance française se prolongea jusqu'à la conclusion d'un protocole secret par

lequel Paris s'engageait à aider Israël dans la construction d'un réacteur nucléaire à Dimona, en plein désert du Néguev, puis dans la mise en place d'une usine de séparation du plutonium[91*].

La situation régionale atteignit un point de non-retour quand le colonel Nasser décida, en juillet 1956, la nationalisation du canal de Suez. Pour la France et, à un degré moindre, pour la Grande-Bretagne, il s'agissait d'un *casus belli*[92*]. Toute solution diplomatique s'avérant impossible – Moscou s'opposant notamment à tout projet d'internationalisation du canal –, la crise devint, pour Paris et Tel-Aviv surtout, l'occasion de se débarrasser de Nasser. Une alliance secrète unissant les deux pays et la Grande-Bretagne fut conclue à l'occasion du protocole de Sèvres qui prévoyait une intervention militaire conjointe de ces pays. Les plans prévoyaient une opération préalable des Israéliens dans le Sinaï, suivie par une offensive franco-britannique devant atteindre le canal en deux jours. Leur objectif ultime était la destitution de Nasser.

Les négociations de Sèvres[93*31] furent compliquées, mais Ben Gourion, qui y participait, comprit sur-le-champ l'intérêt d'Israël dans cette affaire. Déjà, il jouait avec l'idée d'annexer Charm el-Cheikh, l'île de Tiran et, pourquoi pas, tout le Sinaï, où l'on évoquait la présence de gisements pétroliers. Il revint exténué de ces discussions, en proie à une crise nerveuse qui le cloua au lit avec une fièvre de cheval. Tous les chefs sionistes défilèrent chez lui en signe d'affection, jusqu'à Menahem Begin.

Le 29 octobre, conformément aux plans secrets, Israël envahit le secteur oriental du canal de Suez, suivi rapidement par les Français et les Britanniques, qui parachutèrent leurs troupes le 5 novembre en les présentant comme une force de maintien de la paix. Tout sembla se dérouler parfaitement, les Égyptiens étant écrasés militairement[32].

Ben Gourion avait tout lieu d'être satisfait de la campagne du Sinaï qui s'était soldée, côté israélien, par une victoire militaire éclatante : le blocus d'Eilat avait été brisé, Charm el-Cheikh conquis et le détroit de Tiran contrôlé. Il nota dans son journal : « Au début, il semblait qu'il s'agissait d'un rêve éveillé, puis d'un conte et enfin d'une série de miracles[33]. »

Le 7 novembre, il monta triomphalement à la tribune de la Knesset pour prononcer le « discours de la victoire ». Évoquant un « troisième royaume d'Israël », il dissimula à peine son intention d'annexer le Sinaï ainsi que les îlots du golfe d'Akaba. C'était faire bon marché de la réaction des deux superpuissances.

Les Soviétiques exercèrent une pression énorme pour que soit décrété un cessez-le-feu, puis pour que soit actée l'évacuation sans condition des forces hostiles à l'Égypte. Le maréchal Boulganine tenta même un coup de bluff en menaçant Paris et Londres de représailles nucléaires. Il se montra tout aussi comminatoire envers les Israéliens. Ben Gourion eut beau jeu de vitupérer contre les « nazis communistes ». Au même moment circulèrent des rumeurs selon lesquelles Moscou avait bel et bien l'intention de détruire complètement Israël par des raids aériens massifs.

Les pressions américaines ne le cédèrent en rien à l'agressivité soviétique. Furieux que les Israéliens n'aient pas tenu compte de ses mises en garde et qu'il ait été perturbé dans la campagne électorale pour sa réélection – un de ses thèmes de campagne était « La paix à tout prix » –, Eisenhower exigea le retrait sans condition des Israéliens du Sinaï. Afin de bien se faire comprendre, il menaça Israël d'interrompre les aides publiques américaines, voire de bloquer le produit des collectes du Fonds national juif. Il brandit également la menace de sanctions de l'ONU et même d'une exclusion d'Israël de cette organisation.

Ben Gourion comprit alors qu'il n'aurait d'autre solution que de plier et de se retirer sans même espérer un traité de paix. Au sein de son cabinet, des critiques commencèrent à s'élever. Il s'efforça de limiter les dégâts en soutenant qu'« Israël, après la campagne du Sinaï, ne sera jamais plus le même Israël qu'avant cette opération grandiose ». Mais le cœur n'y était plus, même si, après l'expédition de Suez, les risques représentés par les pays arabes avaient décru.

Surtout, le bilan politique était désastreux : le canal de Suez n'avait pas été pris par les Franco-Britanniques et Nasser n'avait pas été renversé ; les Israéliens n'avaient pu arracher la moindre modification territoriale, pas même la bande de Gaza ni les îles de Tiran ; de ce fait, les kibboutzim du Sud demeuraient toujours sous la menace des *fedayin* ; Israël, désormais perçu comme une puissance impérialiste, s'exposait à de nouvelles tensions à l'ONU ; enfin, l'affaire de Suez avait cristallisé une crise de haute intensité avec les États-Unis.

Blessé par cet échec, Ben Gourion se laissa aller pour une fois – la première et la dernière – à une ébauche d'autocritique. Dans son journal, il reconnut que son lyrisme sur un troisième royaume d'Israël avait été une erreur : « La victoire fut trop rapide. J'étais trop grisé par le succès[34]. »

Toutefois, la perception d'Israël par les pays arabes, qui croyaient sans doute jusque-là pouvoir ramener les Juifs à leur statut originel de dhimmis[94*], ne serait plus jamais la même. Nasser réussit certes à transformer le désastre militaire égyptien en victoire politique. Il avait pourtant senti passer le vent du boulet.

Cessant ses provocations, il retira sans l'avouer la destruction d'Israël de son agenda à court terme.

Malgré les vicissitudes de l'affaire de Suez, la décennie qui s'ensuivit fut une sorte d'âge d'or pour Israël, qui n'était plus directement menacé dans sa survie. Les années à venir furent marquées par l'expansion économique, des projets agricoles ambitieux et une mise en valeur du pays. En revanche, l'instabilité chronique du monde arabe s'aggrava dangereusement, provoquant des troubles en Irak, au Liban ou en Jordanie. La Syrie, elle, favorisa une implantation militaire soviétique au point de devenir une des bases du communisme international. En juillet 1958, Eisenhower, soucieux de son rôle d'arbitre régional, dut même faire intervenir ses *marines* au Liban et envoyer dans le secteur sa VI[e] Flotte opérant en Méditerranée.

Continuant d'encaisser des rebuffades de Washington, Ben Gourion fut plus heureux dans ses tentatives d'alliances clandestines au Moyen-Orient. Il se rapprocha ainsi de la Turquie, de l'Iran puis de l'Éthiopie et mit sur pied un pacte périphérique secret. En Europe, les liens se renforcèrent entre Israël et l'Allemagne, notamment grâce aux excellentes relations personnelles entre Ben Gourion et le chancelier Adenauer[95*].

L'Allemagne était cruciale pour le « Vieux », car les États-Unis restaient relativement passifs face à la course aux armements développée par les Soviétiques au Moyen-Orient. Quant à la France, sa fiabilité en matière de fournitures militaires ne pouvait être garantie sur le long terme. Du reste, à partir de 1958, Paris renversa peu à peu sa politique proche-orientale. De retour aux affaires, le général de Gaulle déciderait de ne pas livrer l'uranium enrichi destiné au réacteur atomique de Dimona. Il demanderait même que la construction de ce réacteur, jusque-là secrète, soit rendue publique, assortie d'inspections par des experts étrangers.

Deux réunions se tinrent à Paris, en juin 1960, entre Ben Gourion et de Gaulle. L'atmosphère de ces entretiens fut correcte, les deux leaders ayant de l'estime l'un pour l'autre. Plus tard, de Gaulle écrivit : « D'emblée, j'ai pour ce lutteur et ce champion courageux beaucoup de sympathique considération[35]. » Il ira jusqu'à déclarer, à l'occasion d'un voyage ultérieur de Ben Gourion, qu'« Israël est notre amie, notre alliée », même si cette déclaration était plus symbolique que contraignante[96*36].

Ben Gourion ne se formalisa pas que la France n'aide plus Israël dans sa construction d'un réacteur nucléaire, les secrets de cette nature ne se partageant pas ; ni lorsque de Gaulle mit un terme à ce qu'il appelait d'« abusives pratiques

de collaboration établies sur le plan militaire, depuis l'expédition de Suez, entre Tel-Aviv et Paris et qui introduisaient en permanence des Israéliens à tous les échelons des états-majors et des services français[37] ». Il s'agissait là d'une question d'indépendance nationale et, mieux que quiconque, Ben Gourion était capable de le comprendre sans s'en offusquer.

L'essentiel était ailleurs, car la France réitérait sa volonté de poursuivre la coopération militaire et, notamment, la livraison d'armements cruciaux comme les chasseurs-bombardiers Mirage de dernière génération[97*]. Le leader israélien revint de Paris assez satisfait et éloigné de l'idée que la France changeait d'attitude. Tout au plus, au sortir du bourbier algérien, était-elle en train de rééquilibrer sa diplomatie : une « normalisation » qui entraînait mécaniquement une réduction d'intensité dans ses relations avec Israël.

Ben Gourion se souciait surtout des Américains, furieux de découvrir qu'Israël construisait secrètement un réacteur nucléaire et envisageait de se doter d'une bombe atomique. Fin décembre 1960, Ben Gourion dut le reconnaître devant la Knesset, tout en protestant du caractère pacifique de ce programme. Nasser menaça aussitôt de mobiliser 4 millions d'hommes pour attaquer l'État hébreu et raser ses installations atomiques. Peu avant de quitter la Maison Blanche, Eisenhower adressa aux Israéliens un ultimatum d'une insolence inaccoutumée. Excédé, Ben Gourion y répondit du tac au tac : « Vous devez nous parler en égaux ou ne pas nous parler du tout[38]. » Avec l'arrivée aux affaires d'une administration démocrate, les choses s'apaisèrent, même si Ben Gourion ne parut pas très impressionné par le nouveau président, John F. Kennedy : « Pour moi, il a l'air d'un politicien[39]. »

Ben Gourion comprit cependant qu'il lui faudrait supporter l'Égypte et les foucades de son raïs tout en se résignant au *statu quo* sur la frontière orientale du Jourdain. À quoi bon compliquer les choses en annexant une Cisjordanie essentiellement peuplée de Palestiniens arabes ?

Au fil des ans, le « Vieux » semblait moins vigoureux et son caractère, quoique toujours passionné, s'était adouci. Il en arriva à pardonner à ses adversaires, jusqu'à Begin avec qui il entreprit de correspondre[98*40]. Il se rapprocha de nouveau de sa femme Paula, qu'il avait toujours délaissée, à l'instar du reste de sa famille. Il avait donné sa vie à Israël et c'est d'Israël que surgirent ses complications politiques.

La volonté de Ben Gourion de préparer la montée d'une nouvelle génération – de Moshe Dayan à Shimon Peres en passant par Abba Eban ou encore Yigael Yadin – ne plut pas à ses anciens compagnons. Il avait certes remporté

magistralement les élections générales de 1959. Mais Golda Meir regimbait à faire partie du gouvernement, tandis que des fidèles de la première heure, à la suite de Moshe Sharett, prenaient également leurs distances.

Dans ce contexte de défiance resurgit avec une violence décuplée l'affaire Lavon, enterrée depuis le milieu des années 1950. Les autorités israéliennes avaient nié publiquement toute implication dans les attentats de 1954 en Égypte, tandis que Pinhas Lavon, démissionnaire du ministère de la Défense, avait été « recasé » à l'Histadrout. Pourtant l'affaire avait rebondi en avril 1960, lors du procès en Israël de l'ancien chef du réseau clandestin démantelé par les Égyptiens. Lavon se dit victime d'un complot des services de renseignements qui auraient fabriqué des documents compromettants et recouru à de faux témoignages. Devant une commission de la Knesset, il mit sérieusement en cause Peres et Dayan.

L'affaire tourna au scandale d'État, Ben Gourion en personne se retrouvant sur la sellette en raison de sa proximité avec ses protégés[41]. Pour le grand public, une partie de la presse et de la classe politique, Lavon passa pour la victime d'un coup monté. Par contrecoup, Ben Gourion fut présenté comme le responsable de ce fiasco alors qu'il n'était plus au pouvoir au moment des faits, en 1954. Il donna aussi l'impression de s'acharner sur Lavon en exigeant une commission d'enquête indépendante et légale afin de statuer définitivement sur l'affaire. Son image en souffrit irrémédiablement, beaucoup de commentateurs fustigeant son intransigeance quasi dictatoriale.

Démissionnaire en janvier 1961, Ben Gourion consentit à revenir et gagna les élections générales anticipées du mois d'août, même si le Mapaï était en perte de vitesse. Mais le vieux lutteur n'avait plus de prise sur les événements. La chiquenaude finale lui fut assénée quand, en juillet 1962, il fut révélé que des ingénieurs et techniciens allemands recrutés par l'Égypte contribuaient à la mise au point de fusées sol-sol pour ce pays. Dramatisant la situation, le chef des services de renseignements, Isser Harel, produisit des rapports alarmistes et demanda à Ben Gourion d'intervenir auprès du chancelier Adenauer. Mais Ben Gourion répugna à le faire personnellement, les intérêts israéliens auprès de l'Allemagne étant trop cruciaux pour risquer une brouille[99*].

La question allemande, que venait de raviver le procès d'Eichmann[100*], restait encore très sensible chez les Israéliens. Certains oubliaient seulement que Ben Gourion avait donné personnellement son feu vert à l'opération « Attila » sur l'enlèvement d'Eichmann en Argentine pour qu'il soit jugé en Israël. Ben

Gourion avait aussi décidé la tenue d'un procès exemplaire, le « Nuremberg du peuple juif », en vue d'une refondation de l'unité nationale[101*].

Lassé par une campagne de dénigrement et d'exagérations sans précédent, fragilisé par la démission surprise de Harel en mars 1963, lâché par Golda Meir et une grande partie du Mapaï, Ben Gourion renonça définitivement en juin 1963. Il venait d'essuyer une nouvelle déconvenue diplomatique en échouant à convaincre les pays occidentaux du péril mortel que représentait, selon lui, pour l'État juif la formation d'une Fédération arabe regroupant l'Égypte, la Syrie et l'Irak. Il avait même sollicité du général de Gaulle une alliance qui, bien sûr, lui fut refusée.

Cette fois, c'était le bout du chemin pour Ben Gourion. Il quitta également son parti, le Mapaï, dont il n'acceptait ni le rapprochement avec l'extrême gauche ni l'opposition à son projet de réforme[102*] d'un système électoral qui, à l'évidence, paralysait le jeu politique. En juillet 1965, Ben Gourion fonda un nouveau parti, le Rafi (acronyme de *Reshimat Poalei Yisrael*, ou « Liste des ouvriers d'Israël »), dans lequel il réussit à attirer des proches comme Peres, Dayan ou encore Teddy Kollek.

Toutefois, le Rafi échoua aux élections générales de 1965, obtenant un peu moins de 8 % des suffrages et seulement 10 sièges. Ben Gourion refusa de se rallier à la coalition gouvernementale de Levi Eshkol. Au contraire – ironie de l'histoire –, il se rapprocha du Gahal[103*] – alliance de droite entre le *Herout*, parti de Menahem Begin, et les libéraux – en vue de créer une coalition de centre-droit.

La crise de mai 1967 qui déboucha sur la guerre des Six-Jours[104*] sonna le glas des ambitions de Ben Gourion. Il critiqua amèrement, comme il le faisait avec constance depuis des mois, l'indécision du gouvernement Eshkol. Pourtant, tout comme celui-ci, il privilégiait l'action diplomatique et désapprouva la mobilisation partielle de Tsahal. Ses proches le lâchèrent alors définitivement. Nouveau ministre de la Défense, Moshe Dayan rechigna à consulter son vieux mentor, estimant qu'il avait une vision déformée de la situation. Son verdict était implacable : « Il vit dans un monde qui n'est plus. Il admire de Gaulle, surestime la puissance de Nasser et est incapable d'évaluer la force réelle de l'armée[42]. » Le chef d'état-major des armées, Yitzhak Rabin, ressortit pareillement déprimé d'une entrevue avec Ben Gourion. Alors qu'il s'attendait à ce que son vieux chef l'encourage et le galvanise, ce fut le contraire qui se produisit. À ses yeux, la guerre serait longue et allait entamer dangereusement le moral des Israéliens.

Ben Gourion n'était plus le chef clairvoyant, volontaire et audacieux qui inspirait le respect. D'une certaine façon, il partageait l'opinion du général de Gaulle qui, au même moment, mettait en garde Abba Eban[105*43] afin qu'Israël ne prenne pas l'initiative des hostilités. Mais la victoire militaire éclair d'Israël infirma totalement le pronostic de Ben Gourion. Dans son journal, il continuera toutefois à estimer que la guerre avait été une grave erreur : « Notre erreur principale est que nous avons désobéi sans nécessité aux ordres du Conseil de sécurité[44]. » Sans doute avait-il oublié qu'il avait agi exactement de la sorte au lendemain de la guerre d'indépendance comme de la campagne du Sinaï.

Ben Gourion, le père fondateur d'Israël, devenait inaudible pour son peuple. Alors que les Israéliens célébraient leurs chefs militaires, que les Arabes sombraient dans l'abattement et l'humiliation et que le reste du monde restait médusé par le scénario de la guerre, il prophétisait : « Je crains que nous ne soyons en train de perdre une partie non négligeable de la sympathie et de l'amitié que les coups portés par notre armée nous ont gagnées dans le monde… »

L'avenir devait lui donner raison sur ce point. Il eut droit à l'indifférence polie que l'on réserve aux vaticinations sans intérêt d'un vieillard acariâtre. Il était bien loin, le temps où Levi Eshkol affirmait : « Comme Premier ministre, Ben Gourion vaut au moins trois de nos divisions[45]. » Il n'était plus qu'un prophète désarmé et oublié, ne suscitant que des silences gênés.

La dernière intervention de Ben Gourion dans la sphère publique fut pour répondre, en tant que simple citoyen d'Israël, aux propos tenus par le général de Gaulle sur l'État hébreu, sur le sionisme et sur les Juifs lors d'une conférence de presse en novembre 1967. Dans ses propos, le président français tenait notamment les Juifs pour un « peuple d'élite, sûr de lui et dominateur » et soulignait qu'« à la faveur de l'expédition franco-britannique de Suez, on avait vu apparaître […] un État d'Israël guerrier et résolu à s'agrandir[106*46] ».

Dans la réponse qu'il lui adressa peu après[107*], Ben Gourion jugea ces paroles « surprenantes, dures et blessantes, basées sur des renseignements incorrects ou imprécis ». Il ajouta : « Ce n'est pas par la force, ni même uniquement avec de l'argent, et certainement pas par des conquêtes, mais c'est par notre création pionnière que nous avons transformé une terre pauvre et aride en un sol fertile, créé des agglomérations, villes et villages, sur des surfaces désertiques et abandonnées. » Sur la volonté expansionniste d'Israël, Ben Gourion rappela au Général leur entretien à l'Élysée du 13 juin 1960 au cours duquel de Gaulle avait demandé tout à trac, en présence de Shimon Peres : « Quels sont vos rêves sur

les frontières d'Israël ? Dites-le-moi, je n'en parlerai à personne. » Ben Gourion lui avait alors répondu : « La surface de la Palestine en notre possession peut absorber beaucoup plus de Juifs que ceux qui sont susceptibles de venir. C'est pourquoi nos frontières nous suffisent, pourvu que les Arabes veuillent signer un traité de paix sur la base du *statu quo*[108*47]. »

Ben Gourion passait alors le plus clair de son temps à Sde Boker, parmi ses livres et ses documents qu'il rangeait avec soin. Sa curiosité intellectuelle était toujours aussi vive, mais il se désintéressait peu à peu des événements et des hommes. Un jour, le grand acteur américain Kirk Douglas était venu le voir. Juif et sioniste, ce dernier avait évoqué ses films et son amour pour Israël, mais s'était attiré une réponse glaciale : « Je ne sais pas de quoi vous parlez. Je ne vais jamais au cinéma, je n'ai pas le temps[48]… »

Ben Gourion n'opposa aucune résistance lorsque ses fidèles proches rejoignirent la coalition gouvernementale de Levi Eshkol, puis de Golda Meir. Il ne fit pas non plus d'objection lorsque la plupart de ses fidèles du Rafi fusionnèrent en janvier 1968 avec le Mapaï et l'*Ahdout Ha'Avoda* pour donner naissance au parti travailliste israélien. Il en resta cependant à l'écart et continua à siéger à la Knesset comme député indépendant pour le reste de la session parlementaire.

Malade, affaibli, il dit définitivement adieu à la vie publique en 1970. Deux ans auparavant, sa femme Paula s'en était allée. L'existence lui était devenue pesante. Quand vint son tour de partir, en décembre 1973, les Israéliens ne purent s'empêcher de faire le rapprochement symbolique entre la mort du père de la nation et, quelques semaines plus tôt, la guerre de Kippour qui avait été si amère et douloureuse pour les Juifs. Ils n'avaient pas tort. Jusqu'à la fin, Ben Gourion se sera identifié à son peuple en conservant au fond de lui, au mépris de toute image ou de quelque impératif de relation publique, une certaine idée d'Israël.

Bibliographie sélective

ABRAHAM, Avihai, *Ben Gurion. State Builder*, Jérusalem, Keter, 1974.

BEN GOURION, David, *Israël, années de lutte*, Flammarion, 1964.

—, *Mémoires. Israël avant Israël*, Grasset, 1974.

—, *Journal 1947-1948. Les Secrets de la création de l'État d'Israël*, Éditions de La Martinière, 2012.

BAR-ZOHAR, Michel, *Ben Gurion. A Biography*, New York, Delacorte Press, 1978 (traduction française : *Ben Gourion*, traduit de l'anglais par Claude Dovaz, Fayard, 1986).

DUCOVNY, Amram, *David Ben Gurion in His Own Words*, Londres, Fleet Press Corporation, 1968.

EDELMAN, Maurice, *Ben Gurion*, Londres, Hodder & Stoughton, 1964.

EYTAN, Walter, *The First Ten Years*, Londres, Weidenfeld & Nicolson, 1958.

LAURENS, Henry, *La Question de Palestine*, Fayard, t. 2 : *Une mission sacrée de civilisation, 1922-1947*, 2002 ; et t. 3 : *L'Accomplissement des prophéties, 1947-1967*, 2007.
LITVINOFF, Barnet, *Ben Gurion of Israel*, New York, Praeger, 1954.
MORRIS, Benny, *1948. A History of the First Arab-Israeli War*, New Haven et Londres, Yale University Press, 2008.
SEGEV, Tom, *1967*, Jerusalem, Keter Publishing House, 2005 (traduction française : *1967. Six-Jours qui ont changé le monde*, traduit de l'hébreu par Katherine Werchowski, Denoël, 1967).
—, *A State at Any Cost. The Life of David Ben Gurion*, New York, Farrar, Straus and Giroux, 2019.
TEVETH, Shabtai, *Ben Gurion and the Palestinian Arabs*, New York, Oxford University Press, 1985.
—, *Ben Gurion. The Burning Ground*, 2 vol., Tel-Aviv, Schoken, 1997.

1*. Sheindal Gryn, née Friedman, eut onze enfants, dont six morts peu après la naissance. David Yossef fut le quatrième fils survivant.

2*. Passant pour « un des deux avocats juifs de la ville », Avigdor Gryn faisait plus précisément profession de conseiller juridique.

3*. Dans sa lettre à Herzl, du 1er novembre 1901, Avigdor Gryn écrivait : « J'ai résolu de me confier à Mon Seigneur car vous êtes un prince de notre peuple parmi nous. » Recevant des milliers de lettres en provenance de la diaspora, Herzl n'y avait pas répondu.

4*. Plus tard, Ben Gourion prétendit que neuf immigrants sur dix de la deuxième *aliyah* avaient pris le chemin du retour.

5*. Littéralement le « Premier à Sion » (tiré d'un verset de la Bible), Rishon-le-Zion avait été créé dès 1882 par les « Amants de Sion », puis s'était développé grâce aux encouragements du « bienfaiteur bien connu », le surnom du baron Edmond de Rothschild.

6*. Par la suite, Ben Gourion ne cacha pas son admiration pour Lénine et les bolcheviks.

7*. Apparu à partir de 1910, le kibboutz est le modèle sioniste de la collectivité agricole où tout est fait et mis en commun. Sa nature collectiviste le distingue du *moshav*, coopérative agricole associant plusieurs fermes ou villages dans lesquels les travailleurs demeurent indépendants.

8*. *HaShomer* avait été organisée par des pionniers issus de la deuxième *aliyah* et proches de l'organisation juive russe Autodéfense. Elle préfigurait l'organisation territoriale d'une force combattante en Israël.

9*. Le grand intellectuel et moraliste Yeshayahu Leibowitz (1903-1994) dira plus tard qu'il considérait que Ben Gourion « avait haï le judaïsme plus qu'aucun autre homme qu'il lui avait été donné de rencontrer ».

10*. Yitzhak Ben Zvi (1884-1963) deviendra le deuxième président de l'État d'Israël, de décembre 1952 à avril 1963.

11*. Jugé trop tiède dans sa révolte contre Rome, Nakdimon Ben Gourion aurait été assassiné par des extrémistes zélotes en l'an 66 de l'ère chrétienne.

12*. Le tarbouche est l'équivalent du fez arabe.

13*. Appellation honorifique réservée à des bourgeois, fonctionnaires civils, ministres du culte ou gens lettrés.

14*. Plus tard, ayant pris le nom de Moshe Sharett, Shertok (1894-1965) devint le deuxième chef de gouvernement de l'État d'Israël, succédant à Ben Gourion en janvier 1954.

15*. Jemal Pacha, qui avait le titre de vizir de la Marine, était le chef de la IVe armée sur le front égyptien.

16*. Trente mille autres Juifs, le tiers de la population du Yishouv de l'époque, subirent un sort identique.

17*. David et Paula Ben Gourion eurent trois enfants : Gueoula (1918-2011), Amos (1920-2008) et Renana (1925-2008).

18*. La Légion juive était une appellation générique désignant des unités juives créées au sein de l'armée britannique sous l'impulsion d'activistes sionistes comme Vladimir Jabotinsky et Josef Trumpeldor.

19*. Le fils de Nehemiah, Yitzhak, deviendra Premier ministre d'Israël.

20*. L'expression est de l'historien Zeev Sternhell. Berl Katznelson (1887-1944) resta un des principaux idéologues du sionisme travailliste, créateur de *Davar*, le quotidien de l'Histadrout. Sa disparition prématurée fut perçue par Ben Gourion comme une véritable catastrophe.

21*. Il resta secrétaire général de l'Histadrout de 1922 à 1935.

22*. Ces émeutes firent 47 victimes juives. D'autres émeutes de grande ampleur suivirent en 1929, puis, surtout, en 1936-1939.

23*. Réflexion adressée à sa vieille amie Rachel Yanaït qui avait épousé en 1918 Yitzhak Ben Zvi.

24*. Pour des raisons difficilement explicables, Ben Gourion refusa longtemps d'aider les siens à émigrer. Son père Avigdor s'installera néanmoins en Palestine en 1925 et y mourra en mai 1942, âgé de 85 ans.

25*. Ces carnets, qu'il tint dès sa jeunesse et jusqu'à sa mort, comprenaient plus de vingt mille pages en hébreu (ce qui équivaut à près de trente mille pages en français).

26*. Entre 1922 et 1929, cette fonction représentative avait été assumée par l'Exécutif sioniste de Palestine qui était une émanation directe de l'Organisation sioniste mondiale.

27*. Ces révoltes arabes causèrent la mort de 133 Juifs.

28*. Sir Walter Sidney Shaw (1863-1937) était un juriste et juge britannique.

29*. *Brit Yosef Trumpeldor* (Alliance de la jeunesse hébraïque en souvenir de Yosef Trumpeldor). Voir ici et ici.

30*. Les conditions de l'assassinat d'Arlosoroff sur une plage de Tel-Aviv, en juin 1933, restèrent mystérieuses. Pour des raisons d'opportunité politique, Ben Gourion en fit peser la responsabilité sur les extrémistes révisionnistes. Cette responsabilité ne serait pourtant jamais démontrée avec certitude.

31*. Voir ici-ici.

32*. Dans ses *Mémoires*, Weizmann ne fit allusion à Ben Gourion qu'à deux reprises et seulement de façon subsidiaire.

33*. Lieux de conseil des dignitaires arabes.

34*. Ben Gourion avait fait la même remarque au chef du parti de l'Istiqlal (Indépendance) palestinien, Aouni Abdul Hadi.

35*. Cette saillie grandiloquente n'empêcha pourtant nullement le même Musa Alami de s'enrichir en vendant aux Juifs quantité de terres de son propre patrimoine. Sur ces terres sera édifié le kibboutz de Tirat Tzvi, dans la vallée du Jourdain.

36*. L'État juif, tel qu'envisagé par le projet de la commission Peel, aurait couvert 15 % à peine de la Palestine mandataire, celle-ci ayant déjà été amputée en 1922 de la plus grande portion de son territoire, dévolue unilatéralement à la Transjordanie.

37*. Publié en mai 1939, il est connu comme le *Livre blanc* de Malcolm MacDonald, secrétaire aux Colonies.

38*. Ses premiers contacts avec des dignitaires nazis remontaient à 1933.

39*. En novembre 1943.

40*. Ce n'est que vers la fin de la guerre que Churchill consentira à créer une brigade juive au sein de l'armée britannique.

41*. Quelques jours plus tard, en juin 1942, il réitéra ses propos à l'attention des sionistes américains : « À mon avis, bien que le docteur Weizmann puisse rendre d'inestimables services dans le cadre d'une action concertée, il peut faire un mal incalculable quand il agit seul. »

42*. Créé en 1941, le Palmach (acronyme de *Plugot Maḥatz* signifiant littéralement « unité de choc ») était le corps d'élite de la Haganah, force d'autodéfense clandestine des sionistes dans la Palestine mandataire. Palmach développera ses opérations spéciales pendant la guerre, puis jusqu'à l'indépendance de l'État d'Israël.

43*. Lors de la conférence de Wannsee, en janvier 1942, les dignitaires nazis avaient réglé la mise au point technique et administrative de la « Solution finale », qui était l'anéantissement définitif des Juifs d'Europe.

44*. Un chiffre devant être relativisé à la lumière de l'émigration juive hors Palestine, beaucoup plus importante en nombre.

45*. Plus tard, en mars 1944, l'aile gauche du Mapai, baptisée « fraction B », fit sécession avant de ressusciter l'Ahdout Ha'avoda (l'ancien parti fondé par Ben Gourion), puis de former en 1948 le Mapam (Parti unifié des ouvriers).

46*. Vladimir Jabotinsky était mort à New York en août 1940.

47*. Née en 1931 d'une scission de la Haganah, l'Irgoun (*Irgoun Zvaï Leumi*, ou Organisation militaire nationale) était une organisation armée sioniste proche des révisionnistes et des activistes de la droite nationaliste. À partir de 1943, elle fut dirigée par Menahem Begin, l'ancien chef du Betar en Pologne.

48*. Sous-entendu la « saison de la chasse ».

49*. David Ben Gourion, novembre 1942.

50*. Il fut même reproché à Ben Gourion et aux Juifs de Palestine d'avoir non seulement ignoré volontairement le drame des Juifs d'Europe, mais de s'être peu mobilisés pour les sauver. Quant à la Shoah, elle ne deviendra véritablement un élément structurant de la mémoire d'Israël qu'à partir du procès d'Adolf Eichmann, en 1961.

51*. Du nom du milliardaire juif Rudolph Sonnenborn, mari de Dorothy Schiff, la propriétaire du *New York Post*.

52*. L'attentat, qui détruisit cinq étages du King David, fit 90 morts. Les responsables de l'Irgoun avaient cependant prévenu les autorités britanniques qui, méprisant les sionistes, avaient refusé d'en tenir compte.

53*. Ben Gourion venait d'atteindre la soixantaine.

54*. En juillet 1947, plus de 4 500 rescapés des camps de la mort, dont le tiers d'enfants, avaient embarqué en France à bord du *President Garfield*, un vieux navire rebaptisé *Exodus 1947* (« Exode d'Europe 5707 »), en route pour la Palestine. Les Anglais ayant interdit leur débarquement, les réfugiés avaient été réacheminés jusqu'à Hambourg, suscitant ainsi la compassion de l'opinion internationale. Voir p. 78.

55*. Il confia plus tard à Shimon Peres avoir lu cet ouvrage une bonne quinzaine de fois.

56*. Ce chiffre ressort d'une estimation effectuée en décembre 1947. Seule la brigade de choc du Palmach, soit 2 200 hommes, *sabras* (nés en Palestine) pour la plupart, était alors opérationnelle.

57*. United Nations Special Commission on Palestine.

58*. Situé dans le quartier de Flushing Meadows, Lake Success était le siège provisoire des Nations unies avant son transfert définitif sur la presqu'île de Manhattan.

59*. Weizmann illustra ce sacrifice de l'indépendance par son allégorie sur le « plateau d'argent ».

60*. Ce territoire correspond à ce que l'on appellera la Cisjordanie.

61*. Réussie, l'opération restera sous le nom d'« opération Nakhson ».

62*. On estime à 70 000 personnes cette fraction aisée sur une population palestinienne arabe totale de 400 000.

63*. Rapporté dans le *Figaro* du 16 juin 1948 par l'écrivain Arthur Koestler, qui était sur place au moment de ces événements. De Haïfa, où Ben Gourion l'avait envoyée en urgence, Golda Meir rapporta les propos du commandant des troupes britanniques, le général Hugh Stockwell : « Les chefs arabes sont partis les premiers et personne n'a rien fait pour arrêter la ruée puis la panique. »

64*. Le 9 avril 1948, 245 villageois de Deir Yassin, une petite localité à l'ouest de Jérusalem, furent massacrés par les forces de l'Irgoun et du Lehi. Quelques jours plus tard à Jérusalem, les Arabes massacrèrent en représailles 70 personnes d'un convoi sanitaire se rendant à l'hôpital Hadassah, sur le mont Scopus.

65*. En décembre 1946, lors du 22e Congrès sioniste, il avait évoqué l'échange de territoires avec la Transjordanie : la zone centrale de la Cisjordanie, peuplée très majoritairement d'Arabes, devait aller à la Transjordanie, tandis que la zone située près de la mer Morte et jusqu'au golfe d'Akaba reviendrait aux Juifs.

66*. Ainsi des pogroms d'Aden (82 Juifs tués en décembre 1947), de Tripoli en Libye (130 morts, ou la destruction de toutes les synagogues, en novembre 1945) et d'Oujda et de Jerrada au Maroc (43 morts en juin 1948).

67*. Dans une déclaration du 24 novembre 1947, Mohammed Hussein Heykal, le chef de la délégation égyptienne aux Nations unies, fit état d'un million de Juifs vivant dans des pays arabes devant être inévitablement menacés « par la création d'un État juif ». Heykal laissa ainsi planer la menace d'« une guerre entre les deux races », justifiant *a priori* une recrudescence de l'antisémitisme, voire le massacre délibéré à venir d'un grand nombre de Juifs.

68*. Héritière de l'ancienne Force frontalière de Transjordanie créée dans les années 1920, cette Légion arabe, forte de 12 000 soldats en 1949, était dirigée par un officier britannique, John Bagot Glubb, plus connu sous son surnom de « Glubb Pacha ».

69*. La fin du mandat britannique avait été fixée au 15 mai, qui tombait un samedi. Comme il ne pouvait être question de proclamer l'indépendance d'un État juif pendant le shabbat, il avait été décidé d'anticiper cette proclamation d'une journée, soit le 14 mai.

70*. Ben Gourion avait souhaité une cérémonie exclusivement laïque, mais, le moment venu, ne s'opposa pas à ce que le rabbin Fishman-Maimon récite la prière traditionnelle dans un silence chargé d'émotion.

71*. L'expression est de Winston Churchill dans un discours prononcé à Fulton (Missouri) en mars 1946.

72*. Baptisée « Tapis volant », cette opération clandestine nécessita un pont aérien de 380 vols.

73*. Par opposition aux « Amants de Sion » des débuts du sionisme pré-herzlien.

74*. La « loi du retour » octroie automatiquement à tout individu juif la nationalité israélienne lors de sa demande d'immigration.

75*. Au cours de cet épisode intervenu le 22 juin 1948, l'*Altalena* (qui rappelait le nom de plume de Jabotinsky) fut coulé, tandis que les affrontements armés faisaient 18 morts. Voir p. 184.

76*. Opération rebaptisée « Yoav », qui se déroula en octobre 1948 dans le Néguev.

77*. Seul l'Irak refusa d'entrer dans des négociations d'armistice.

78*. L'annexion de la Cisjordanie entraîna un changement logique du nom de cet État, la Transjordanie s'appelant dès lors la Jordanie.

79*. 9 décembre 1949.

80*. Paris déposera au Conseil de sécurité un projet de résolution blâmant Israël.

81*. Six cents civils juifs de Jérusalem avaient été tués dans les affrontements.

82*. Cette situation dura jusqu'à la guerre des Six-Jours de juin 1967. À la suite de quoi l'ONU affecta de s'inquiéter toutes affaires cessantes de la possibilité pour les musulmans d'accéder à leurs lieux saints, désormais sous contrôle israélien, alors même qu'aucune entrave n'avait pu être et ni ne serait d'ailleurs constatée.

83*. Ernest Bevin était mort en avril 1951, peu de temps après avoir démissionné du gouvernement. À la suite des élections générales d'octobre de la même année, qu'ils remportèrent, les conservateurs de Winston Churchill revinrent au pouvoir.

84*. En définitive, l'Allemagne livra en une douzaine d'années quelque 717 millions de dollars en biens d'équipement, produits et services divers auxquels s'ajoutèrent 107 autres millions à un comité représentant les organisations juives mondiales (les réparations s'élevant au total à 822 millions de dollars). On n'apprendrait que beaucoup plus tard que Ben Gourion, de son côté, avait accepté de fournir des milliers de mitraillettes israéliennes Uzi à la police et aux services allemands de sécurité.

85*. Yitzhak Navon (1921-2015) deviendra le 5e président d'Israël, de 1978 à 1983.

86*. B. Gibli avait déjà été impliqué dans le procès et l'exécution sommaires en 1948 de Meir Tobiansky, accusé à tort de trahison, puis réhabilité.

87*. Le pacte de Bagdad fut signé le 24 février 1955 par l'Irak, la Turquie, le Pakistan, l'Iran et le Royaume-Uni. Les États-Unis rejoignirent en 1958 le comité militaire de cette organisation dont se retirèrent les Irakiens en mars 1959. Suivant la logique du *containment*, le Pacte avait pour finalité d'endiguer la montée en puissance de l'Union soviétique au Moyen-Orient.

88*. La conférence de Bandoung eut lieu en avril 1955. Nasser y tint la vedette, conjointement avec Nehru, Nkrumah et Hô Chi Minh.

89*. Fidèles à eux-mêmes, les Britanniques, par la voix de leur Premier ministre Anthony Eden, étaient d'ailleurs de chauds partisans d'une solution visant à réduire drastiquement l'emprise territoriale de l'État hébreu.

90*. Guy Mollet était devenu président du conseil des ministres à la suite des élections législatives de janvier 1956 qui avaient donné la majorité au Front républicain. Shimon Peres a pu insinuer par la suite, non sans se contredire d'ailleurs, que la ferveur de G. Mollet pour Israël était une façon de dédouaner le parti socialiste SFIO des soupçons d'antisémitisme qui pesaient sur lui depuis 1946. Cela paraît toutefois peu probable en raison du philosémitisme sincère de G. Mollet lui-même et d'un attachement pour Israël qui n'avait rien d'intéressé ou de tactique.

91*. La seule condition posée par Paris était qu'Israël devrait obtenir l'autorisation de la France pour construire une bombe atomique. Voir ici.

92*. Il s'agissait pour ces deux pays de préserver les intérêts de leurs actionnaires, majoritaires dans la Compagnie universelle du canal, et de garantir la sécurité des approvisionnements pétroliers qui transitaient par le canal.

93*. Les négociations de Sèvres eurent lieu du 22 au 24 octobre 1956. Outre Ben Gourion, Shimon Peres et Moshe Dayan, y participaient Guy Mollet, président du Conseil, Christian Pineau, ministre des Affaires étrangères, et Maurice Bourgès-Maunoury, ministre de la Défense. Dès le 22, ils seraient rejoints par le chef du Foreign Office, Selwyn Lloyd, et ses deux adjoints, Patrick Dean et Donald Logan.

94*. Terme historique du droit musulman, un *dhimmi* est un citoyen non musulman d'un État musulman, faisant l'objet en apparence d'une protection étatique mais en fait, d'une soumission très contraignante le maintenant dans un état permanent d'assujettissement.

95*. Leur rencontre de mars 1960 à New York ouvrit la voie à des contrats d'armement de grande ampleur déjà préparés par Shimon Peres et Franz-Josef Strauss. Par la suite, Ben Gourion sollicitera un prêt de l'Allemagne pour un montant d'un demi-milliard de dollars, dont le remboursement devait être étalé sur dix ans.

96*. Propos tenus lors de la visite de Ben Gourion à Paris en juin 1961. Dans ses *Mémoires*, le Général n'hésitera pas à écrire : « La grandeur d'une entreprise qui consiste à replacer un peuple juif disposant de lui-même sur une terre marquée par sa fabuleuse histoire et qu'il possédait il y a dix-neuf siècles, ne peut manquer de me séduire. »

97*. Les premières unités commencèrent à être livrées dès 1961.

98*. Dans une de ses lettres à Begin, Ben Gourion ira jusqu'à lui écrire : « Ma Paula a toujours été une de vos admiratrices. »

99*. Au moment même où Harel lança sa campagne contre les savants allemands, des négociations étaient en cours pour la conclusion d'un gros contrat d'armement et même pour l'établissement de relations diplomatiques.

100*. Le procès Eichmann se déroula d'avril 1961 à mars 1962. Voir ici-ici.

101*. Au fil des révélations sur la Shoah, de nombreux jeunes Israéliens ne comprenaient pas ou avaient honte que des millions de Juifs se fussent « laissé conduire à l'abattoir ». Dans cette affaire, l'image héroïque du renouveau juif était menacée.

102*. Le projet de réforme en question faisait évoluer la représentation proportionnelle vers un système fondé sur des circonscriptions électorales.

103*. Acronyme de *Goush Herout-Liberalim* (« Bloc Herout-Libéraux »), le Gahal avait été créé en 1965 par Menahem Begin. En 1973, il se fondrait au sein du Likoud.

104*. Du 5 au 10 juin 1967.

105*. « Ne faites pas la guerre ! » avait intimé à Israël le général de Gaulle (24 mai 1967).

106*. Conférence de presse du 24 novembre 1967. Sur l'expédition de Suez, sans doute le Général faisait-il mine d'oublier qu'au lendemain du cessez-le-feu qui avait mis un terme à l'opération, il avait lancé, furieux, à son collaborateur Geoffroy de Courcel : « Il fallait poursuivre l'opération, même seuls. »

107*. Lettre du 6 décembre 1967. Le Général lui répondra à son tour le 30 décembre 1967.

108*. Cette réponse explicite et authentifiée n'empêchera pourtant pas de Gaulle d'affirmer dans ses *Mémoires* que Ben Gourion lui avait fait part de ses intentions d'« étendre les frontières dès que s'offrirait l'occasion ». Comme si, d'ailleurs, Ben Gourion était assez naïf pour se laisser aller à révéler le fond de sa pensée, quelle qu'elle fût, à un interlocuteur étranger…

CHAPITRE 4

Vladimir Jabotinsky (1880-1940)
Le révisionniste

« Il ne peut y avoir de noblesse sans tradition et sans tragique. »

Vladimir Jabotinsky,
Exil et assimilation, 1936

« Vous voulez fonder un État sans faire couler de sang ?
Où avez-vous jamais vu cela ? Sans violence et sans ruse,
simplement en vendant et en achetant des actions ? »

Ludwig Gumplowicz,
lettre à Theodor Herzl, 1902

L'écart fut fascinant entre sa personnalité réelle et les idées qu'il incarnait ou qu'on lui prêtait. Courtois, sensible et de culture raffinée, Vladimir Jabotinsky fut un intellectuel d'une hauteur peu commune. Traducteur en russe de Baudelaire et de Poe, doué d'un style littéraire célébré par de grands hommes de plume, lui-même confessait que la vérité de son être renvoyait à sa vie intérieure. Malgré une apparence physique sévère, on lui accordait de la générosité et de la bienveillance. Toutefois, sa personnalité intime dut s'effacer derrière les convictions, entières et intransigeantes, qu'il eut à défendre tout au long de sa vie. Du sionisme, Jabotinsky s'était fait une idée libérale, à l'opposé du socialisme collectiviste. Sa vision sans concession exprimait une volonté cohérente dont émanait une sorte d'inflexibilité et de pessimisme réaliste, notamment sur les relations entre Juifs et Arabes. Au fond, le drame de Jabotinsky fut d'être resté minoritaire. Marginalisé, il ne put empêcher les dérives sectaires de certains de ses partisans. Il se retrouva désarmé face à des adversaires qui eurent beau jeu de le camper en extrémiste intolérant, sinon en fasciste, pour mieux l'ostraciser. Ce fut le seul tort de cet homme qui sut pourtant inspirer un courant qui lui survivrait et marquerait plus tard la politique israélienne. Un homme honorable et humaniste qui détestait au plus haut point toute idée de différence de valeur entre les hommes, tant il restait intimement convaincu que « tout homme est un roi ».

Un siècle après sa fondation en 1794 par la grande Catherine II, Odessa était déjà réputée pour son dynamisme et son esprit d'ouverture. Un souffle de liberté et de cosmopolitisme rafraîchissant, assez inédit dans une Russie tsariste confinée, agitait cette cité portuaire où, selon le poète Pouchkine, « on pouvait sentir l'Europe ».

C'est dans cette ville, où l'on bavardait en treize langues différentes, que Vladimir Jabotinsky vit le jour en octobre 1880, dans une famille juive

bourgeoise que la mort précoce du père, Yevno[1*], avait quasiment ruinée. Il grandit dans une atmosphère libérale de douce exaltation, faite d'échanges et d'idées nouvelles. De brillants esprits étaient nés à Odessa, comme l'écrivain juif Haïm Nathan Bialik ou l'un des grands fondateurs de la littérature hébraïque moderne, Mendele Moïhker Sforim. D'autres y évolueraient avec aisance, de la grande poétesse Anna Akhmatova au romancier Isaac Babel.

Altalena

Peu assidu dans ses études, le jeune garçon ne semblait pas non plus attaché au judaïsme, bien qu'il étudiât consciencieusement l'hébreu[2*]. Il tournait tout autant le dos aux idées révolutionnaires, pourtant en vogue dans sa jeunesse. Sa passion véritable était la littérature russe, dont il dévorait sans retenue poètes et prosateurs. À 14 ans, il connaissait déjà par cœur Lermontov et Pouchkine, son préféré. Plus tard, il se plongerait avec un pareil engouement dans les œuvres de Shakespeare et d'Edgar Alan Poe[3*] et se souviendrait de ces moments bénis où il lisait, jusqu'à la tombée de la nuit, sur un banc du jardin municipal d'Odessa. Lui-même eut très tôt l'idée d'écrire des poèmes et des essais. Il avait une belle plume et fut bien vite publié dans des journaux locaux, n'osant avouer qu'il n'avait que 16 ans.

Ayant délaissé ses études pour le journalisme, il écrivit pour des journaux de langue russe comme l'*Odesskiy Listok* puis l'*Odesskiy Novosti* – avec succès, puisqu'il fut envoyé comme correspondant à Berne, puis à Rome. Les trois ans qu'il passa en Italie, pays devenu sa seconde patrie spirituelle, restèrent parmi les plus fastes de son existence. À Rome, il étancha sa soif de culture, découvrant avec enthousiasme les grandes œuvres du Risorgimento ainsi que celles de Benedetto Croce, qui lui montra la voie du libéralisme politique, d'Antonio Labriola ou encore de Gabriele D'Annunzio. Il fréquenta aussi, épisodiquement, l'école de droit de La Sapienza, la célèbre université romaine.

À Rome également, Jabotinsky eut l'idée d'un nom de plume qui devait le suivre durablement : Altalena (« vieil Italien » en yiddish). Sous ce pseudonyme, il donna quantité de poèmes en italien et signa les articles, fort appréciés, qu'il adressait à son journal en Russie.

De retour à Odessa à l'été 1901, il travailla pour l'*Odessa's News*, mais, peu de temps après, sa carrière s'infléchit dans une direction qu'il n'aurait pu deviner. Il avait 22 ans et, comme pour beaucoup de Juifs de son âge, les accès d'antisémitisme de plus en plus violents qui secouaient l'Empire russe eurent pour effet de raviver sa judéité. Il se rapprocha du sionisme qui, jusque-là, lui était assez indifférent et se lança tout de go dans l'action militante. Il se mit à apprendre l'hébreu moderne tout en troquant son prénom russe de Vladimir pour l'hébraïque Ze'ev (le « loup »).

Les massacres de 1903 à Kichinev[4*], en Bessarabie, qui provoquèrent un émoi considérable, achevèrent de le convaincre du grand péril menaçant la communauté juive de Russie. S'il s'intéressait encore aux poèmes, c'était pour traduire en russe le poème en yiddish de Haïm Bialik sur la tragédie de Kichinev. Intitulé « Dans la ville du massacre » (*Be Ir ha Harega*), ce poème poignant fit plus pour sensibiliser les esprits que bien des discours et bouleversa pour longtemps le jeune Jabotinsky. S'il évoquait l'horreur et l'indicible, il s'en prenait aussi à l'apparente passivité des Juifs face à leurs assassins :

> Tu verras de tes yeux les lieux où se cachèrent
> Les lâches descendants des glorieux Maccabées…
> Ils avaient fui comme des rats,
> Ils s'étaient terrés comme des fourmis
> Et ils moururent d'une mort de chiens…
> La honte est tout aussi grande que la douleur,
> Et peut-être même est-elle plus grande encore[1].

L'engagement sioniste de Jabotinsky fut-il une perte pour la littérature, ainsi que se prirent à le déplorer des romanciers de la stature de Maxime Gorki ou d'Alexandre Kouprine ? Tout au moins lui apprit-il à déceler les traces d'antisémitisme, souvent patentes, chez certains écrivains russes, et non des moindres, tel Gogol[5*].

Porté par l'enthousiasme des néophytes, Ze'ev se distingua par la virulence, mais aussi par la qualité de son activisme : homme de lettres, il devint un orateur recherché. Il avait quelques titres à faire valoir, ayant déjà assisté au 6e Congrès sioniste[6*] de Bâle où Herzl lui avait fait forte impression. Il n'avait pas encore d'idées précises sur le sionisme, hormis ce qui devait devenir chez lui un leitmotiv : l'organisation d'une autodéfense juive. Comme beaucoup, il avait ardemment combattu la « solution ougandaise », mais restait plutôt prudent sur le reste. Après la mort de Herzl, ses talents et sa combativité lui firent un nom chez les sionistes russes, au côté de ces leaders importants qu'étaient déjà Yehuda Leib Levin, Menahem Ussishkin ou encore Yehiel Tchlenov.

Envoyé à Saint-Pétersbourg en 1907 pour coéditer le magazine juif russophone *Yevreiskaya Zhyzn* (*La Vie juive*), il en fit l'organe officiel du mouvement sioniste en Russie. Dans ses chroniques, le fougueux Jabotinsky se défoulait sur le Bund[7*] et sur les Juifs assimilationnistes qu'il abreuvait de ses sarcasmes. On le situait alors déjà à l'aile droite du sionisme russe, dont il passait pour l'« enfant terrible ».

Quoique convaincu qu'un renouveau national juif passait par une implantation en Palestine, il ne méprisait pas pour autant l'action sioniste au sein de la

diaspora. L'antisémitisme était sans doute indéracinable en Europe orientale, mais il restait tant de choses à faire et d'initiatives à prendre en faveur des communautés juives ! Lors d'une conférence des sionistes de Russie, tenue à Helsingfors[8*], il avait ainsi été de ceux qui réclamaient, dans une perspective libérale, l'égalité des droits en faveur des Juifs, de même que l'autonomie pour les minorités ethniques au sein de l'Empire.

La réputation de Jabotinsky faisait déjà son chemin parmi les plus hautes instances de l'organisation sioniste. Lors des congrès, il s'était déjà confronté à l'homme fort du sionisme international, Haïm Weizmann. Le jeune homme impétueux critiquait avec virulence le continuateur de Herzl, dénonçant en bloc ses tendances à la temporisation, son goût du compromis ainsi que ses relations avec de riches philanthropes juifs comme les Rothschild. De son côté, Weizmann ne cachait pas son mépris pour ces façons un peu démagogiques d'« épater le bourgeois ». Il qualifiait les propositions de Jabotinsky de « mauvais feuilletons, qui rappelaient ceux de Herzl dans sa jeunesse[2] »…

En 1908, Jabotinsky fut envoyé à Constantinople diriger la rédaction d'un nouveau quotidien, *Le Jeune Turc*. Financé par des sionistes autour de David Wolffsohn[9*], ce journal était favorable au régime qui venait de destituer le sultan Abdul Hamid. Par la force des choses, il dut seconder le représentant officiel du sionisme dans la capitale ottomane, Victor Jacobson. La tâche était délicate car, la Palestine dépendant de Constantinople, il fallait éviter que les initiatives du mouvement sioniste ne se retournassent contre le Yishouv.

Peu après, Jabotinsky se rendit pour la première fois en *Eretz Israel*. Il fut accueilli à Jaffa par un certain Meir Dizengoff. Petit homme de 48 ans débordant d'activité, passé lui-même par Odessa dans sa jeunesse, ce dernier avait eu une vie aventureuse qui lui avait permis de croiser Theodor Herzl, Léon Pinsker, mais aussi le baron Edmond James de Rothschild. Au moment de la visite de Jabotinsky, Dizengoff avait en tête un projet de nouveau quartier pour Jaffa, Ahuzat-Baït, dont il espérait faire, plus tard, la première ville juive du pays : celle-ci verrait effectivement le jour sous le nom de Tel-Aviv[10*].

En 1915, *Le Jeune Turc* fut interdit de publication par la junte militaire au pouvoir en Turquie. La guerre était passée par là, prenant tout le monde par surprise et foudroyant tout particulièrement un mouvement sioniste écartelé entre les pays belligérants. Revenu en toute hâte de Constantinople, Jabotinsky était désemparé : « J'avais gaspillé ma jeunesse et mon premier âge mûr. Peut-être serais-je allé en *Eretz Israel*, peut-être aurais-je fui à Rome, peut-être aurais-je fondé un parti politique[3]… »

Jabotinsky ne fonda pas de parti politique. Il ne partit pas non plus pour la Palestine ou pour l'Italie, mais pour l'Égypte, où il se retrouva correspondant de guerre pour le *Russkya Vedomosti*. À Alexandrie, il rencontra des centaines de jeunes Juifs expulsés par les Turcs. Il comprit alors, avant beaucoup d'autres – y compris David Ben Gourion et Yitzhak Ben Zvi qui se trouvaient eux aussi en Égypte, en transit pour l'Amérique –, que le sionisme n'avait plus rien à espérer d'un Empire ottoman qui était voué à perdre la guerre. Mieux valait se ranger du côté des puissances de l'Entente, ennemies de l'Allemagne dont la Turquie était l'alliée : notamment l'Angleterre. Peut-être serait-il possible au sionisme d'en engranger les bénéfices, une fois la guerre terminée.

Vers cette même époque, au Caire, Jabotinsky croisa les pas d'un personnage romanesque hors du commun. Il s'appelait Yosef Trumpeldor et médusait tous ceux qui l'approchaient par sa stature altière et par son tempérament impétueux. Leur rencontre, à l'hôtel Metropol où se retrouvaient les Juifs évincés de Turquie, était sans doute fortuite, mais pas forcément incongrue, tant il apparut que les deux hommes avaient beaucoup en commun malgré les apparences.

Originaire du Caucase, Trumpeldor, qui avait le même âge que Jabotinsky, n'avait pas hésité à jeter par-dessus bord ses études dentaires pour se porter volontaire dans l'armée russe. Cela se passait dix ans plus tôt, au temps de la guerre russo-japonaise[11*]. Trumpeldor se sentait alors plus russe que juif. Atteint par un éclat d'obus durant le siège de Port-Arthur, il avait perdu son bras gauche sans que cela n'entame son ardeur au combat : « Il me reste un autre bras à donner à la mère patrie… »

Trumpeldor revint d'Extrême-Orient arborant fièrement la croix de Saint-Georges, ce qui faisait de lui le Juif le plus décoré de toute l'armée russe. Il fut aussi le premier à accéder au grade d'officier. Mais déjà, ce héros de guerre avait embrassé une autre cause en découvrant le sionisme. Dès 1911, il avait émigré en *Eretz Israel* et travaillé dans une ferme au bord du lac de Tibériade avant de rejoindre le kibboutz de Degania. La guerre l'avait cependant rattrapé. Chassé de Palestine, il avait échoué en Égypte.

De concert avec Trumpeldor, Jabotinsky tint un raisonnement simple : la guerre faisant rage, il fallait inciter le plus possible de Juifs à s'engager dans des unités militaires spécifiquement juives au côté des Alliés. Le plus difficile était de convaincre les Alliés d'accepter la formation de telles unités. Jabotinsky avait de l'éloquence et Trumpeldor du bagou à revendre. Au début, pourtant, ils durent subir les railleries de ceux qui jugeaient leur initiative carrément loufoque. Une « Légion juive » ! Pourquoi ne pas revenir aux temps bibliques ou à l'époque des

Maccabées, tant qu'on y était ! Sans compter évidemment l'hostilité catégorique des sionistes pacifistes et les réticences d'un *establishment* sioniste plus frileux que jamais. Weizmann fut un des rares leaders sionistes à manifester d'emblée de la sympathie pour ce projet qui, à ses yeux, ne pouvait que resserrer les liens avec sa chère Angleterre.

En décembre 1914, Jabotinsky et Trumpeldor tentèrent de convaincre le général Maxwell, commandant des forces britanniques en Égypte, de créer une Légion juive. Les deux compères s'étaient adjoint un troisième larron en la personne du colonel Henry Patterson, un Irlandais protestant, vétéran de la guerre des Boers, qui se voulait écrivain à ses heures[12*]. Le trio se fit poliment éconduire : il n'y aurait ni légion, ni régiment, ni bataillon juif, mais seulement… un corps de muletiers chargé de véhiculer les vivres et les équipements aux combattants.

Jabotinsky rejeta d'emblée cette offre, qu'il perçut comme une offense : « Des mules ? Cela ressemble à une mauvaise plaisanterie. » Trumpeldor le persuada cependant d'accepter en lui objectant que les armées comportaient aussi des corps de cavaliers, voire des corps de chameliers. Et, après tout, quelle différence entre se battre dans les tranchées et servir dans les transports ? Près de 650 volontaires juifs formèrent le Corps des muletiers de Sion (*Zion Mule Corps*) qui fut expédié dans la péninsule de Gallipoli, au nord du détroit des Dardanelles[13*]. Cette unité prit une part active à la bataille du même nom[14*] et reçut un vibrant hommage du général Ian Hamilton, qui commandait le corps expéditionnaire.

Jabotinsky, lui aussi, avait tout lieu d'être satisfait. Si pour Trumpeldor l'action restait toujours nimbée d'aventurisme romantique, la création d'une Légion juive était, à ses yeux, une affaire essentiellement politique : « D'une manière générale, au cours de la première moitié de la guerre, le bataillon tint lieu d'unique manifestation qui rappelât au monde, en particulier au monde militaire anglais, que le sionisme était d'actualité et qu'il était encore possible de le transformer en un facteur capable de tenir son rôle, même au milieu du vacarme des canons[4]. »

Contrairement à ce qu'il prétendit par la suite, la Légion juive ne fut pas la cause, même indirecte, de la déclaration Balfour de novembre 1917. Du moins était-elle une nécessité historique pour un peuple juif laissé trop longtemps sans défense. Bien qu'il n'eût aucune inclination pour le militarisme – on le disait même plutôt pacifiste dans sa jeunesse –, Jabotinsky s'en fit l'avocat ardent,

dans une perspective d'autodéfense plus que de conquête : « Si cela est du militarisme, nous devrions en être fiers[5] ! »

À la dissolution du Corps des muletiers de Sion, début 1916, Jabotinsky proposa aux Britanniques le renouvellement de l'expérience d'un bataillon juif. Soutenu par Weizmann, il se rendit à Londres pour susciter des vocations parmi les jeunes Juifs russes des quartiers pauvres de Whitechapel, dans l'East End. Ceux-ci l'accueillirent à coups de tomates. Il n'eut pas davantage de succès en France lorsqu'il tenta d'associer à son projet le chef de la diplomatie Théophile Delcassé.

Toutefois, ses efforts ne furent pas vains. En août 1917, à la fureur de la communauté juive anglaise, le ministre de la Guerre approuva la création d'un régiment juif au sein de l'armée britannique. Rattaché à l'infanterie, le nouveau régiment avait vocation à incorporer les anciens de Gallipoli. Jabotinsky avait aussi obtenu qu'il eût son propre fanion ainsi que son propre insigne – une menora frappée de l'inscription *Kadima* (« en avant ») –, et que les ordres y fussent donnés en hébreu.

Ainsi fut constitué le 38e bataillon des Fusiliers royaux, baptisé *First Judeans*, qui englobait des volontaires de l'Empire, mais aussi des Juifs russes. Deux autres bataillons, les 39e et 40e, furent formés peu après, avec une dominante de volontaires américains[15*]. Engagé lui-même ainsi que Trumpeldor dans l'armée britannique – au sein du 20e bataillon du London Regiment –, le lieutenant Jabotinsky fut de la partie.

Certes, les autorités britanniques temporisèrent afin que les nouveaux bataillons ne soient pas immédiatement opérationnels et ne jouent, de ce fait, qu'un rôle marginal dans le déroulement des opérations militaires. S'ils ne furent pas de la libération de Jérusalem, ils participèrent cependant à la bataille de Meggido, dernière offensive du général Allenby sur la route de Damas. D'ailleurs, l'objectif de Jabotinsky était atteint. Sa participation à l'effort de guerre, fût-elle modeste, prouvait que le sionisme existait politiquement.

Grâce à son idée de « Légion juive » dont il partageait la paternité avec Yosef Trumpeldor[16*], Jabotinsky était parvenu à ajouter une nouvelle dimension à l'œuvre de Herzl : la dimension militaire, laquelle devait devenir indissociable du sionisme. Il fallait, épilogua-t-il, que les grandes puissances pussent voir le sionisme « à travers les lunettes militaires, il fallait lui ajouter une pointe "réelle" ou, en d'autres termes, une baïonnette[6] ».

La muraille d’acier

Jabotinsky souhaitait conserver un embryon d’unité militaire sioniste après la guerre. Ses espoirs furent vite déçus, le haut commandement britannique ne voulant pas entendre parler de troupes juives à l’appui des organisations sionistes. Les bataillons juifs furent dissous et Jabotinsky lui-même fut démobilisé en septembre 1919, nommé MBE[17*] pour services rendus.

Il ne renonça pas pour autant à l’idée d’une force juive d’autodéfense. Dès l’automne 1919, il entreprit d’organiser en milice près de 500 hommes autour d’un club sportif, le Maccabi de Jérusalem. L’initiative lui paraissait cruciale, car la situation locale s’était sérieusement envenimée depuis la défaite ottomane. Dans le *no man’s land* juridique qu’était devenue temporairement la Palestine[18*], les premiers affrontements n’avaient pas tardé à éclater entre bandes arabes et Juifs d’implantations agricoles de haute Galilée.

Pire encore, des émeutes antijuives se produisirent à Jérusalem, en avril 1920, lors de la célébration de la fête musulmane de Nabi Moussa[19*]. Cette fête, dont la tradition remontait au temps de Saladin, avait toujours eu une forte tonalité politique. Cette année-là, les cérémonies religieuses furent l’occasion pour les nationalistes arabes d’exiger le rattachement de la Palestine à une Grande Syrie qu’ils appelaient de leurs vœux sous l’égide du souverain hachémite Faysal ibn Hussein : une exigence opportune dans l’optique de la Conférence de San Remo qui devait s’ouvrir peu après sur le règlement de la situation de la Palestine.

Attisées par des leaders activistes comme Aref al-Aref et surtout Amin al-Husseini qui appelaient à la violence et au meurtre, ces démonstrations dégénérèrent en émeutes antijuives. Dans la vieille ville de Jérusalem, on dénombra des morts par dizaines[20*], tandis que les habitations et boutiques juives étaient systématiquement mises à sac, les *yeshivot*[21*] détruites et les synagogues profanées. Ces exactions s’étaient déroulées sous l’œil indifférent d’autorités militaires britanniques dont la passivité confinait à la complicité. Président de la commission sioniste à Jérusalem, Menahem Ussishkin évoquerait à cet égard un pogrom comparable à celui de Kichinev[22*7].

Jabotinsky avait averti les responsables sionistes de l’imminence d’un drame. Tant bien que mal, il avait tenté de faire intervenir son groupe d’autodéfense. Mais les Britanniques lui refusèrent l’accès à la Vieille Ville et lui ordonnèrent

même de rendre les quelques armes en sa possession[23*]. Peu soucieux d'interrompre les violences perpétrées par les Arabes, ils semblaient en revanche obsédés par la recherche d'armes chez les sionistes. La loi martiale ayant été proclamée, des fouilles en règle furent systématiquement opérées jusque dans la propre demeure de Weizmann. Dans le bâtiment de Jabotinsky, on retrouva trois fusils et deux revolvers, ce qui lui valut d'être arrêté.

À la recherche des responsables de ce massacre, les autorités britanniques s'en tinrent à la version arabe accusant les sionistes d'avoir « maudit et blasphémé » les chefs religieux musulmans. Ils négligèrent les appels au meurtre des leaders arabes et les slogans tout aussi peu amènes inscrits sur les murs de la vieille ville[24*8].

Lors des procès qui s'ensuivirent, Amin al-Husseini et Aref furent condamnés à dix ans de prison pour incitation à la violence, ce qui ne les gêna pas trop puisqu'ils avaient déjà pris la fuite en Syrie. Jabotinsky, lui, écopa de quinze ans pour possession d'armes à feu et troubles à l'ordre public ; 39 autres membres de son groupe furent également condamnés à de lourdes peine de prison. Son procès fut d'une partialité scandaleuse, Jabotinsky et ses partisans ayant agi en état de légitime défense. Pour justifier leur verdict, les juges avaient tenté de discréditer Jabotinsky en le faisant passer pour un suppôt du bolchevisme, dont il était pourtant un ennemi résolu. Il fut incarcéré à la prison d'Acre.

Cette condamnation suscita l'émoi du Yishouv tout entier, du religieux Abraham Isaac Kook à Haïm Weizmann en passant par l'*Ahoud Ha'avoda*, parti de gauche marxiste. L'affaire remonta jusqu'à Winston Churchill, secrétaire aux Colonies, qui ordonna une réduction de peine des condamnés. Un peu plus tard, en juillet 1920, le haut-commissaire britannique en Palestine, Herbert Samuel, décréta à l'occasion de son installation une amnistie générale pour tous les Juifs et les Arabes.

Réitérées au printemps de l'année suivante à Jaffa, ces émeutes de Jérusalem suscitèrent une prise de conscience au sein du Yishouv, qui durcit, dès lors, son attitude envers les Arabes. Dans le quotidien *Haaretz*[25*], on put lire sous la plume de Joseph Klausner : « Si les Arabes imaginent qu'ils peuvent nous provoquer à faire la guerre et que, parce que nous sommes peu nombreux, ils gagneront facilement, ils commettent une lourde erreur[9]. » De son côté, Haïm Arlosoroff, un des jeunes loups du sionisme, estima qu'il y avait un grand danger pour les Juifs à poursuivre une « politique d'autruche ». L'animosité était devenue telle que le chef de la commission sioniste, Menahem Ussishkin, refusa désormais de serrer la main du mufti de Jérusalem, Kamil al-Husseini.

Après sa libération, Jabotinsky n'en finissait plus de remâcher son amertume. Il en voulait aux Anglais de lui avoir accordé la même amnistie que celle consentie aux activistes palestiniens et de l'avoir mis sur un même plan que les meurtriers de Juifs. Les Anglais n'avaient pas trouvé mieux, afin d'apaiser prétendument les Arabes, que de nommer Amin al-Husseini à la dignité de mufti de Jérusalem[26*] : le loup à la tête du poulailler !

Jabotinsky était tout aussi furieux envers le Yishouv, qu'il accusa publiquement de pusillanimité dans une lettre ouverte : « En réalité, vous avez renoncé à la lutte[10]. » Reprochant à Weizmann son anglophilie excessive et sa trop grande souplesse, il finit par heurter une grande partie de l'*establishment* sioniste. Weizmann de son côté, tout en affectant de douter de la santé mentale de son contradicteur, prévint des dangers de la « dictature de Jabotinsky », ajoutant : « Des hauteurs du Sinaï, il haranguera les Juifs à combattre la Perfide Albion, Herbert Samuel et l'organisation sioniste qui ont vendu les Juifs, etc. Toute cette démagogie lourde, aventureuse et pseudo-héroïque est répugnante et sans valeur. Derrière elle, il ne fait aucun doute qu'il se cache des ambitions mesquines, primaires[11]. »

En rétorsion, Jabotinsky ne fut même pas associé à la création de la Haganah, la force d'autodéfense du Yishouv, alors qu'il en avait été le principal inspirateur. Selon lui, placer d'emblée cette force sous la coupe d'une institution civile, l'Histadrout en l'espèce, était une erreur. Il pensait plutôt à une structure militaire articulée sur le modèle de la Légion juive : une structure de 3 000 hommes en trois bataillons ayant vocation à s'intégrer au système mandataire, et non à agir dans la clandestinité. Sa conviction était que les Anglais, tôt ou tard, n'accepteraient plus de prendre en charge le coût de la défense des Juifs de Palestine. Pour que ceux-ci pussent s'organiser efficacement, il fallait le faire ouvertement, sans complexe, et non pas en catimini, comme si les sionistes avaient honte de constituer une armée, veine jugulaire de leur futur État.

La majorité de l'Exécutif sioniste restait cependant tétanisée par l'idée même d'évoquer ouvertement cet État juif voulu par Herzl. Beaucoup prêchaient la prudence, considérant que les Juifs ne pouvaient glisser du stade de l'autodéfense à celui d'une armée sans que cela apparaisse pour une provocation envers les Arabes. D'ailleurs, au vu des événements dramatiques de 1920, comment pouvait-on être sûr qu'une armée juive protégerait efficacement les Juifs du Yishouv si, comme le préconisait Jabotinsky, elle n'était pas sous commandement juif ?

Jabotinsky ne renonça jamais à son idée d'armée juive, préalable selon lui à tout projet de colonisation. À 40 ans, il devenait incontournable au sein du mouvement sioniste. Après ceux de Russie, les Juifs de Palestine se familiarisèrent avec cette figure un peu austère d'où ressortait cependant une froide détermination : une mise toujours soignée et des lunettes rondes d'intellectuel qu'au fond, au-delà de son désir d'action, il ne cessa jamais d'être. Bien sûr, nul n'ignorait que son caractère bouillant et ses accès de fureur l'entraînaient souvent dans des simplismes et des excès dont il ne lui était pas toujours facile de se dépêtrer. Mais il faisait désormais partie du paysage politique juif. Il fut élu à la première Assemblée des représentants de Palestine. L'année suivante, en mars 1921, il devint membre de l'Exécutif sioniste, jouant un rôle de conseiller politique, de propagandiste, voire de collecteur de fonds[27*].

Jabotinsky passa plusieurs mois aux États-Unis, où il trouva le temps de se brouiller avec des dirigeants sionistes américains comme Louis Brandeis ou Judge Mack, dont il critiqua le minimalisme tout autant que la méconnaissance de la réalité palestinienne. Pour ces notables, la phase politique du sionisme était achevée et, dès lors, l'implantation juive en Palestine se résumait à une simple question de financement.

De retour en Palestine, Jabotinsky tourna ses feux contre la puissance mandataire britannique. De même qu'il avait vitupéré le rapport de la commission Palin qui avait exonéré les Arabes de leur responsabilité dans les émeutes de Jérusalem en 1920, de même tonna-t-il contre le rapport Haycraft de 1921, d'un antisionisme unilatéral, sur les émeutes de Jaffa. Il comprit également que le *Livre blanc* de Churchill de 1922 était un reniement de la déclaration Balfour. Il en voulait encore davantage à l'Exécutif sioniste pour son « attitude hésitante » et son humilité excessive vis-à-vis des Anglais.

L'activisme de Jabotinsky devint franchement atypique lorsqu'il prit l'initiative de se rapprocher d'un ministre du gouvernement ukrainien en exil formé par Symon Petlioura[28*] : son but était de former une « gendarmerie juive » destinée à protéger les Juifs d'Ukraine contre les pogroms, dans l'hypothèse d'un retour au pouvoir de Petlioura. Or, la rumeur dominante faisait de Petlioura le responsable de massacres de Juifs perpétrés quelques années plus tôt en Ukraine. Jabotinsky fut blâmé pour son cynisme irresponsable consistant à négocier avec un « ennemi des Juifs ». L'intéressé n'en avait cure, alléguant sans complexe qu'il s'allierait avec le diable dans l'intérêt de la Palestine et des Juifs : Herzl n'en avait-il pas fait autant en discutant avec Viatcheslav Plehve, ministre du gouvernement, qu'on accusait aussi d'être responsable de pogroms[29*] ?

Il n'était certes nullement démontré que Symon Petlioura – assassiné quelque temps plus tard à Paris par un étudiant juif – fût personnellement responsable des massacres de Juifs ukrainiens ni même d'ailleurs qu'il fût antisémite[30*]. Mais le mal était fait pour Jabotinsky, dont la tactique certes risquée[31*] lui valut désormais une réputation d'extrémiste réactionnaire et de collaborateur des fauteurs de pogroms. Une réputation injuste, mais que les socialistes sionistes ne devaient pas se priver d'attiser au gré de leurs batailles politiques.

L'anticonformiste Jabotinsky ne pouvait s'accommoder bien longtemps des caciques du sionisme. Il reprit derechef ses attaques contre Weizmann, dont la politique de compromis permanent l'horripilait : « Weizmann croit que ma politique est celle d'un rêveur opiniâtre. Moi, j'estime que la sienne est une politique de renoncement, de marranisme inconscient[12]. » Pourquoi donc, selon lui, les Juifs craignaient-ils de reconnaître ouvertement que leur objectif ultime était bien de créer un État ? Les Britanniques avaient des intérêts communs avec le sionisme en Méditerranée orientale, sans quoi ils ne se seraient jamais risqués à la déclaration Balfour. Quant aux Arabes, ils savaient déjà à quoi s'en tenir, ayant lu, eux aussi, *L'État des Juifs* de Herzl.

Voulant forcer le destin, Jabotinsky eut sans doute le tort de dire tout haut certaines vérités qu'il n'était pas forcément opportun de reconnaître. Son audace d'empêcheur de tourner en rond et ses critiques excessives de la politique sioniste officielle commencèrent à agacer. Tout autant que sa propension à la dramatisation et son impudence à en remontrer à Weizmann sur la meilleure façon de traiter avec les Anglais.

Ce fut un soulagement quand, en janvier 1923, Jabotinsky démissionna de l'Exécutif sioniste. Mais le démissionnaire avait trop sacrifié sa vie privée et ses ambitions littéraires pour se retirer définitivement. Il n'en avait pas fini avec la bataille des idées. Utilisant la tribune que lui offrit l'hebdomadaire *Rassvet* (*Aube*), il prêcha inlassablement la création d'un État à majorité juive. Pour autant, il n'entendait pas éluder la question arabe car, dans le futur État, subsisterait une forte minorité non juive, que cela plaise ou non.

Cette question arabe était quasiment un tabou depuis qu'en 1907, dans un article pour la revue *HaShiloah*[32*], Yitzhak Epstein l'avait mise en lumière en reprochant au mouvement sioniste de l'avoir délibérément enterrée. De fait, dans la littérature sioniste depuis Herzl, on aurait été en peine d'en trouver la moindre trace. Jabotinsky fut le premier à reprendre franchement la question arabe à son compte. Dans deux articles incisifs qu'il donna, fin 1923, pour *Rassvet*[33*], il répondit à distance aux interrogations d'Epstein.

La franchise de Jabotinsky, qui contrastait avec la frilosité d'un sionisme encore confit de reconnaissance envers l'Angleterre, le conduisit à dire les choses clairement, sinon brutalement, dans un esprit de grande cohérence intellectuelle. Elle en choqua plus d'un, scandalisant ceux qui craignaient de faire des vagues tout en ébranlant les autres. Et pour cause !

D'emblée, Jabotinsky faisait justice du *credo* des premiers sionistes sur « un peuple sans terre pour une terre sans peuple » : ce qui, au fond, était une façon hypocrite de mettre la poussière sous le tapis. Il régla pareillement leur compte aux orientalisants iréniques comme aux partisans d'un unanimisme béat. Non, malgré l'histoire, l'Orient n'était pas le berceau du peuple juif, qui n'avait aucune raison de l'idéaliser. Européen dans sa culture et ses valeurs, Jabotinsky voyait dans cet Orient un repoussoir, concentré d'archaïsme, de négation de la raison, d'arriération des mœurs, aux antipodes des Lumières qu'il chérissait tant. D'où sa première conclusion consistant à se déprendre des rêves et des fantasmes comme des émerveillements bon marché. Et elle était sans appel : « Ce qu'on a coutume d'appeler chez nous "orientalité" n'est qu'un échelon inférieur et très relâché de civilisation […] Si les Juifs sont originaires d'Orient, ils appartiennent spirituellement à l'Occident. »

Il ne fallait donc pas se payer de mots, de fausse morale ou de conformisme : un gouffre culturel, voire un conflit de civilisation, opposait d'emblée les Juifs aux Arabes. Pour autant, il ne pouvait être question de minimiser et encore moins de nier la présence des Arabes en Palestine, à l'instar de l'écrivain Israel Zangwill, ancien compagnon de Herzl, qui appelait carrément à leur expulsion[34*13]. Jabotinsky, pour sa part, entendait dégager deux principes de cette présence arabe incontournable : l'impossibilité d'expulser les Arabes de la terre des Juifs ; la nécessité corrélative d'accorder aux Arabes ce qu'eux-mêmes n'avaient jamais consenti aux Juifs dans le passé, c'est-à-dire l'égalité des droits.

La profession de foi de Jabotinsky était pacifique. Mais de tels objectifs pouvaient-ils eux-mêmes être atteints par des moyens pacifiques ? La réponse à cette question résultait de la relation des Juifs avec les Arabes, mais aussi de la relation des Arabes au sionisme. Jabotinsky décourageait d'emblée les sionistes naïfs et autres aveugles congénitaux qui espéraient que les Arabes palestiniens se résoudraient tôt ou tard à un arrangement. L'histoire enseignait qu'il n'existait pas un seul pays qui eût été colonisé avec le consentement de ses natifs. Et que les nouveaux venus aient un standard éthique élevé ou de bonnes intentions ne changeait strictement rien à l'affaire. Les Arabes n'accepteraient aucun maître ni même aucun partenaire.

Au passage, Jabotinsky se gaussait des sionistes amateurs de compromis qui se persuadaient « que les Arabes sont des espèces de fous que l'on peut tromper en formulant nos buts de manière atténuée ou qu'ils abandonneraient leur droit de naissance sur la Palestine pour des gains culturels ou économiques ». Cette évaluation des Arabes, réduits à « une populace prête à être corrompue pour vendre sa patrie pour un réseau ferroviaire », était aussi méprisante qu'infantile. Ceux-ci comprenaient autant que quiconque ce qui ne leur convenait pas. Ils ne seraient donc pas disposés à vendre aux sionistes « un patriotisme que même les Papous ne négocieraient pas ». Et Jabotinsky résumait son propos d'une manière lapidaire : « La colonisation ne peut avoir qu'un but et, pour les Arabes palestiniens, ce but est inadmissible. C'est dans la nature des choses et il est impossible de changer cette nature. »

Au regard de ce constat peu optimiste, ceux qui soutenaient qu'un accord avec les Palestiniens conditionnait la pérennisation de l'implantation juive pouvaient dire d'ores et déjà adieu à leurs chimères sionistes. Même résiduelle, la colonisation sioniste ne pourrait éviter la défiance hostile des populations arabes. D'où la nécessité corrélative d'une force vigoureuse et, pour tout dire, d'une « muraille d'acier » infranchissable entre ces populations et les sionistes.

Pour Jabotinsky, toute politique arabe formulée en d'autres termes ne serait que tartufferie, car il y allait de la moralité comme de la justesse du sionisme[14]. Ce dernier eût-il été immoral et injuste, cette question, « nous aurions dû la résoudre avant de devenir sionistes. En fait, nous l'avons résolue par l'affirmative. Nous prétendons ainsi que le sionisme est moral et juste. Dès lors, justice doit lui être rendue. Peu importe que Joseph ou Simon ou Ivan ou Ahmed soient d'accord ou non. Il n'y a pas d'autre moralité ».

Cela ne signifiait pas qu'aucun accord ne fût possible, seulement qu'un accord volontaire était impossible : « Tant qu'il y aura une lueur d'espoir qu'ils puissent se débarrasser de nous, ils ne braderont cet espoir pour aucune sorte de mots doux ou de sucreries, parce qu'ils ne sont pas une populace mais une nation, peut-être un peu loqueteuse, mais encore en vie. » Selon Jabotinsky, la seule voie vers un tel accord restait la « muraille d'acier », en l'espèce le renforcement de la puissance militaire juive et l'établissement, puis le renforcement en Palestine d'un gouvernement inflexible que les Arabes seraient amenés inéluctablement à combattre. Aussi le chemin vers un accord futur passait-il paradoxalement par un refus de tout accord dans l'immédiat.

Il n'était pas aisé de faire le départ entre le cynisme et l'exigence morale chez Jabotinsky. Lui-même n'en avait cure, car il entendait renouer avec la

quintessence du sionisme et de la pensée de Herzl. Au fond, à l'en croire, tous les sionistes étaient à peu près d'accord sur l'idée d'une « muraille d'acier ». La seule différence résidait entre les « militaristes » qui souhaitaient une muraille construite avec des baïonnettes juives et les « végétariens » qui la voulaient construite avec des baïonnettes anglaises…

La thèse de la « muraille d'acier » fit grand bruit. Les partisans de Jabotinsky, qui revendiquaient déjà l'appellation de « révisionnistes » du sionisme, en firent bientôt leur Bible. En revanche, ses adversaires ne se privèrent pas de déformer ses propos, faisant de Jabotinsky un chantre de la violence aux tendances dictatoriales. Ils étaient surtout furieux que l'utilisation de la force revienne au centre des débats et que la puissance militaire devienne la clé de la présence juive en Palestine. Jabotinsky l'assumait pleinement, contrairement aux sionistes socialisants qui se refusaient à l'admettre publiquement, tout en en reconnaissant la nécessité au fond d'eux-mêmes.

« Muraille d'acier » ou non, les sionistes durent convenir peu ou prou qu'il ne pourrait y avoir d'accord possible avec les Arabes tant que ceux-ci ne comprendraient pas qu'ils ne pourraient détruire le sionisme et qu'ils devraient se résigner à vivre avec lui.

Implicites ou non, ces consensus n'empêchaient pourtant pas la bataille politique de se développer au sein de l'organisation sioniste. Cette bataille ne devait pas faiblir, bien au contraire.

Chef du parti révisionniste

Ze'ev Jabotinsky ne pouvait se satisfaire de son statut d'éternel minoritaire dans un mouvement sioniste dominé par le courant socialo-marxiste, d'où commençait à émerger la figure de Ben Gourion, et par un centre mou incarné par Weizmann. Il créa son propre parti.

Dès 1923, à Riga, des étudiants juifs avaient créé le *Brit Yosef Trumpeldor* (Alliance de la jeunesse hébraïque en souvenir de Yosef Trumpeldor), qui se fit connaître par son acronyme, Betar, rappelant le dernier lieu de la résistance juive contre l'Empire romain au IIe siècle. Nationaliste et anticommuniste, cette organisation de jeunesse soutint ardemment les thèses révisionnistes, sans pour autant s'identifier pleinement à elles. Surtout, le Betar prit d'emblée une orientation paramilitaire, fort de la conviction que seule la lutte armée permettrait de fonder l'État juif sur des bases territoriales solides[35*].

Jabotinsky venait de prendre le contrôle de *Rassvet*, publication à partir de laquelle il s'efforçait de tisser un réseau de cercles et d'associations. En avril 1925, il franchit le Rubicon en réunissant à Paris, dans un café du Quartier latin, la conférence inaugurale du Zohar (pour *Zionism-Revisionistim*)[36*]. Il s'agissait de l'acte fondateur du mouvement révisionniste. Les objectifs politiques et idéologiques en avaient déjà été énoncés par son fondateur : un État juif sur les deux rives du Jourdain[37*] et une colonisation juive de masse supposant éventuellement des transferts de populations arabes.

Les temps paraissaient propices à un bouleversement radical du système sioniste et de ses méthodes, car le mouvement avait perdu de son élan au mitan des années 1920. Le désenchantement s'était fait jour envers un sionisme officiel devenu trop timoré pour décliner des buts clairs et énoncer une stratégie cohérente. Weizmann en était tenu pour le grand responsable. Ne venait-il pas encore de déclarer qu'un État juif ne serait jamais un but, mais seulement un moyen et que, d'ailleurs, il n'était « pas question de l'État juif dans le programme de Bâle de Herzl ni dans la déclaration Balfour » ?

Jabotinsky, lui, avait le mérite de la franchise et son volontarisme était propre à susciter un nouvel élan, aux antipodes de Weizmann : « Assainir l'atmosphère est devenu une nécessité politique et cela ne peut se faire qu'en disant la vérité […] Pourquoi permettre qu'on taxe d'extrémisme le terme d'"État juif"[15] ? »

Même si les effectifs du révisionnisme restaient encore clairsemés, la dynamique était de son côté[38*]. Une grande partie de la jeunesse sioniste se tournait désormais vers Jabotinsky, notamment des milliers de Betarim dont la combativité et la militarisation contrastaient avec la mentalité des sionistes de l'ancienne génération. Le révisionnisme bénéficia surtout de la quatrième *aliyah* qui conduisit en Palestine, entre 1924 et 1928, plus de 80 000 immigrants.

Provenant majoritairement de Lettonie et de Pologne, ceux-ci étaient très différents de leurs prédécesseurs, qui étaient des prolétaires ou des immigrants de la misère. Beaucoup de ces nouveaux venus étaient des commerçants et des artisans, appartenant aux classes moyennes et chassés de chez eux par l'antisémitisme ambiant. Si le révisionnisme eut la faveur d'une grande partie d'entre eux, ils contribuèrent en retour à l'infléchir dans une orientation plus droitière et plus libérale. Cela ne gêna pas Jabotinsky, qui était viscéralement un démocrate libéral, proche en cela de Weizmann, même si son nationalisme l'en éloignait. Fermement opposé à tout autoritarisme étatique, il professait inlassablement son attachement aux libertés individuelles suivant sa formule favorite : « Chaque homme est un roi. »

Se déclarant partisan d'une économie de marché, il admettait toutefois que certaines « nécessités de base » devaient être le fait de l'État. Il fut aussi partagé sur la lutte des classes, y voyant d'un côté un phénomène inévitable et même sain, mais d'un autre côté un luxe que le pays pouvait difficilement se permettre étant donné la précarité de son économie[39*]. À partir de 1927, le mouvement révisionniste affirma clairement son attachement au capitalisme, non pas au grand capital, mais à la bourgeoisie que Jabotinsky se gardait bien d'opposer à la classe ouvrière. À ses yeux, la bourgeoisie détenait les clés de l'avenir : « Nous n'avons pas à avoir honte, camarades bourgeois ! »

Le mouvement révisionniste reposait essentiellement sur la personnalité de Jabotinsky, dont l'activité de propagandiste s'avérait remarquablement efficace. En moins de six ans, les représentants révisionnistes au congrès sioniste passèrent de 4 à 52. Les tournées de Jabotinsky en Europe orientale ou en Afrique du Sud se soldaient par des triomphes qui commençaient à inquiéter sérieusement les autorités mandataires. En 1930, au retour d'une de ces tournées, il se vit interdire l'accès en Palestine pour « atteinte à la sécurité publique ». Bien sûr, le sionisme officiel s'abstint de réagir.

Jabotinsky dut s'exiler à Paris, puis à Londres. Privé de son chef, le révisionnisme du Yishouv s'essouffla quelque peu et ne se développa, dès lors, que par à-coups. Contraint et forcé, Jabotinsky prit du recul. Ni le leader

politique ni l'idéologue n'avait pu lui faire oublier l'Altalena de sa jeunesse. Il n'avait jamais vraiment abandonné son activité journalistique, non plus que ses travaux littéraires de traduction. En 1927, il publia un roman historique, *Samson le Nazaréen*, qui fut pour lui l'occasion d'exposer son idéal de vie juive. Plus tard, il écrivit un nouveau roman intitulé *Pyatero* (*Les Cinq*)[16], retour nostalgique et poétique sur sa jeunesse à Odessa.

À partir du début des années 1930, Jabotinsky fut absorbé par la situation des communautés juives en Europe orientale. Avant même l'avènement d'Hitler en Allemagne, il ne doutait pas que les nazis mettraient à exécution leurs menaces contre les Juifs. Il se mit à réfléchir à l'évacuation des Juifs de Pologne, de Hongrie ou encore de Roumanie. Ce fut aussi le moment où il se posa la question du positionnement du mouvement révisionniste au sein de l'organisation sioniste. L'interrogation se mua bientôt en un véritable dilemme : rester à l'intérieur de l'organisation ou en sortir ?

D'un côté, ne pouvant rivaliser politiquement avec le sionisme institutionnel, le révisionnisme était voué à la marginalisation, sinon à l'extinction. D'un autre côté, pourtant, il n'était pas facile de faire bouger le sionisme de l'intérieur tant il était solidement contrôlé et verrouillé. Dès 1930, lors d'une conférence révisionniste à Prague, Jabotinsky évoqua l'éventualité d'une scission sans y croire encore vraiment.

Ses adversaires lui reprochèrent son emprise personnelle sur son mouvement ainsi que le culte de la personnalité que lui vouaient beaucoup de jeunes Betarim. On lui fit aussi grief de représenter une ultradroite violente et de flirter avec les dictatures, Mussolini en tête. De telles accusations, fantaisistes pour la plupart, heurtèrent personnellement Jabotinsky, qui restait un homme policé et cultivé réprouvant les attaques *ad hominem*. Il eut beau s'en expliquer – « La pensée suivant laquelle la liberté mène à la perdition et la société a besoin de chefs et d'ordre ne peut être la mienne. Je ne veux pas de ce genre de *credo* » –, rien n'y fit.

Ces attaques furent d'autant plus efficaces que la mouvance révisionniste n'était pas elle-même au-dessus de tout soupçon. À l'instar de tout mouvement nationaliste, il existait chez les révisionnistes des tendances radicales. Renforcé en Palestine depuis les dramatiques émeutes antijuives de 1929[40*], le Betar en était une illustration saisissante. Il y avait aussi l'Irgoun.

Depuis sa création d'une scission avec la Haganah en 1931, l'*Irgoun Zvaï Leumi*[41*], organisation d'autodéfense juive, lui faisait contrepoids. La Haganah était contrôlée ouvertement par la gauche du sionisme depuis l'époque où elle

était rattachée à l'Histadrout, puis sous l'égide de l'Agence juive. Comptant d'emblée beaucoup de militants révisionnistes, l'Irgoun fut plus radicale que la Haganah. Elle refusa la *Havgalah* (« politique de retenue ») et opta pour une stratégie plus offensive consistant à rendre coup pour coup aux agressions arabes sans reculer devant l'éventualité de représailles[42*].

Les menées des Birionim activistes furent plus préoccupantes que l'Irgoun. Éprouvant une nette attirance pour le fascisme, ceux-ci entreprirent de noyauter de l'intérieur le mouvement révisionniste. Mené par des transfuges de la gauche sioniste, notamment son idéologue Abba Ahiméir, ce courant radical s'implanta chez les révisionnistes, eux-mêmes en forte progression, à la suite des émeutes de 1929. Bientôt, il contrôla *Hazit Ha'am*, une des publications ouvrières du parti. En 1931, il s'organisa en une faction secrète indépendante de la direction du parti : le *Brit Ha'birionim*.

Les Birionim n'avaient pas grand-chose en commun avec Jabotinsky, qu'ils ne se privaient pas de critiquer tout en lui apportant un soutien de façade. Sectaires, comploteurs, partisans de la violence, ils étaient les ennemis déclarés des Anglais, des Arabes, mais aussi de la gauche sioniste. Jabotinsky s'en démarqua presque immédiatement. Au congrès du parti de 1932, il s'opposa fermement à la tentative d'Ahiméir d'organiser les révisionnistes en parti autoritaire sur le modèle fasciste : « Je considère comme néfaste tout mouvement qui nie le principe d'égalité entre les citoyens […] c'est bien pourquoi je vous considère, Ahiméir, comme un adversaire politique. »

Pour autant, si prompt d'habitude à trancher et à clarifier les situations, Jabotinsky louvoya, ne se résignant pas à rompre avec la radicalité dangereuse des Birionim. Sous-estimait-il leur influence réelle ? Ou considérait-il que cette aile droite révisionniste, malgré son extrémisme, pouvait lui être utile dans son rapport de force avec les modérés de son parti[43*] ? Jabotinsky tergiversa également lorsque Ahiméir déclara publiquement en 1933 qu'il y avait du bon en Hitler, c'est-à-dire sa « pulpe antimarxiste ». Le scandale l'atteignit directement et Ben Gourion, désormais, se plut à le surnommer « Vladimir Hitler ». Pratiquant volontiers l'amalgame, la propagande sioniste de gauche ne tarda pas à assimiler les révisionnistes aux Birionim et à les rejeter en bloc comme un ramassis de factieux, de terroristes, voire de meurtriers.

Il y eut un épisode de trop avec l'assassinat, en juin 1933, de Haïm Arlosoroff à Tel-Aviv. Directeur politique de l'Agence juive, ce dernier était l'étoile montante de la gauche sioniste qui en avait fait son champion, au point, pour certains, de le préférer à Ben Gourion. Les circonstances de cet assassinat ne

furent pas élucidées[44*17], mais les soupçons se portèrent aussitôt sur la mouvance révisionniste. Arlosoroff était alors très critiqué pour sa modération relative envers la puissance mandataire ainsi que pour l'accord d'émigration dit *Haavara* qu'il venait de conclure l'Allemagne nazie pour le transfert de Juifs allemands en Palestine. Le matin même de l'assassinat, *Hazit Ha'am* s'était livré à une attaque d'une grande violence contre lui : « Le peuple juif a toujours su juger comme il se doit ceux qui vendent son honneur et sa foi. Cette fois encore, il saura trouver la réponse adéquate à cette saloperie qui se fait au grand jour. »

La police britannique arrêta plusieurs suspects, proches du parti révisionniste, mais le principal d'entre eux, Abraham Stavsky, fut acquitté en appel, faute de preuves. Un autre, Abba Ahiméir fut également jugé et écopa de dix-huit mois de prison, non pour l'assassinat, dont il fut disculpé, mais pour incitation à la révolte contre les autorités mandataires. En conséquence de quoi, Jabotinsky, non sans avoir hésité, choisit de prendre la défense d'Ahiméir contre la gauche sioniste qui s'obstinait à voir en lui le meneur d'un complot fasciste.

Une rupture déchirante

La scission était désormais inéluctable entre les révisionnistes et le reste de l'organisation sioniste. Au 17e Congrès, en juillet 1931, les révisionnistes avaient fait sensation en obtenant 21 % des mandats. Ils engrangeaient les dividendes d'une stratégie claire et percutante : chacun savait ce que signifiait l'exigence d'un État juif sur les deux rives du Jourdain, alors qu'une souplesse excessive envers les Britanniques ou l'obsession de ne pas provoquer la colère des Arabes étaient moins populaires.

Jabotinsky n'en était pas à une contradiction près, refusant de s'incliner devant la puissance mandataire tout en lui demandant d'imposer un État juif aux Arabes de Palestine. Mais son aisance et son charisme faisaient oublier tout le reste. Il restait un tribun hors normes et son éloquence jouait alternativement sur les registres de l'émotionnel et de la franchise apparente. Même un Weizmann, malgré ses réticences, dut en convenir, avec des précautions : « Il était plutôt laid, extraordinairement attirant, affable, compatissant, généreux, toujours prêt à aider un camarade dans le besoin. Toutes ces qualités étaient cependant teintées d'une pointe de courtoisie plutôt théâtrale, d'[une] attitude chevaleresque étrange et déplacée, qui n'était juive en aucune manière[18]. »

Pourtant, le rival de Jabotinsky n'était plus Weizmann, sur le déclin, mais Ben Gourion, le nouvel homme fort du sionisme. Et celui-ci était infiniment plus combatif et retors que l'homme de la déclaration Balfour. Malgré leur montée en puissance, les révisionnistes se trouvèrent évincés des instances dirigeantes, Jabotinsky étant traité sans ambages d'« ennemi de la classe ouvrière », quand il n'était pas surnommé *Il Duce*. Le deuxième acte eut lieu deux ans plus tard, lors du 18e Congrès sioniste[45*].

Chaque camp avait fourbi ses armes et les sionistes de gauche avaient bien compris que l'affrontement serait cette fois décisif. Tâchant de convaincre les Juifs de la diaspora, Ben Gourion avait effectué pour l'occasion une très longue tournée de propagande en Europe orientale. Jabotinsky et les siens espéraient conserver leur dynamique conquérante. L'année précédente, ils avaient fait un pas de plus vers leur indépendance en créant l'Organisation des ouvriers révisionnistes.

L’assassinat d’Arlosoroff avait rendu l’atmosphère politique irrespirable. Leader incontesté de l’aile socialiste, Ben Gourion était le plus en verve. Il s’en prenait sans relâche aux révisionnistes, les accusant de donner aux jeunes « une éducation chauvine, imprégnée de haine raciale et de haine pour les travailleurs ».

Au Congrès sioniste, on frôla plus d’une fois la rixe. Jabotinsky développa son argumentation habituelle : « Donnez-moi la majorité au congrès et je vous donnerai une majorité juive en Palestine. » Proche de Ben Gourion, Yitzhak Ben Zvi lui répliquait comme en écho : « Si Stavsky est jugé coupable sans qu’un lien soit établi avec les “révisos”, je n’hésiterai pas à témoigner qu’il n’a pu agir qu’à l’instigation de Jabotinsky en personne… » Jabotinsky et ses partisans furent boycottés et copieusement conspués.

Ayant brandi le spectre du « péril fasciste » révisionniste, Ben Gourion l’emporta largement et le parti révisionniste n’obtint que 14 % des suffrages, subissant une déperdition de votes de plus d’un tiers. Cette nouvelle défaite ne fit qu’envenimer la situation. En Palestine, la tension palpable entre les deux courants du sionisme dégénéra en accès de violence entre les jeunes pionniers socialistes et ceux du Betar. L’éclatement du mouvement sioniste tout entier était à redouter au moment même où des menaces dramatiques s’amoncelaient sur les communautés juives européennes.

Dans le fil de sa victoire, Ben Gourion fut d’abord tenté d’en finir une bonne fois avec le révisionnisme. Mais il dut y renoncer, comprenant que de nouveaux règlements de comptes pourraient causer des dommages irréparables à l’ensemble du mouvement. Au contraire, il calma le jeu et accepta même de s’expliquer directement avec Jabotinsky.

La rencontre eut lieu en octobre 1934 à Londres, dans une chambre d’hôtel. Elle avait été organisée en grand secret par Pinhas Rutenberg, un proche de Jabotinsky qu’il avait connu à Brindisi pendant la guerre. Elle faillit tourner court, Ben Gourion refusant de serrer la main de son adversaire et se contentant de lui lancer un *shalom* glacial. Bien plus tard, les deux hommes en plaisanteraient : « Pourquoi as-tu refusé de me serrer la main alors qu’il n’y avait aucun témoin excepté Pinhas ? » Ben Gourion avait esquissé un sourire espiègle qui ne lui ressemblait guère : « Je ne voulais pas te mettre à l’épreuve… »

Toutefois les deux protagonistes s’accordèrent pour discuter de tous les sujets. Jabotinsky posa une série de questions directes : « Répondez-y. À la manière de Ben Gourion, sans crainte. » Les deux hommes convinrent bien vite que leurs convergences étaient plus nombreuses et profondes qu’ils n’auraient pu le

supposer : sur l'immigration juive, sur le régime de la Palestine comme sur les relations avec la puissance mandataire, il ressortit qu'ils étaient en phase. La rencontre dura plus de quatre heures. Il y en eut une deuxième, puis une troisième. Au total, les deux leaders se rencontrèrent plus d'une dizaine de fois, pendant près d'un mois et toujours en secret, soit à l'hôtel de Jabotinsky, soit à celui de Ben Gourion.

Au fur et à mesure, leurs conversations devinrent passionnées et marquées par une sorte de compréhension mutuelle. Au terme de leurs dernières discussions, un accord en deux points fut dégagé : sur l'élimination de la violence entre les syndicalistes de l'Histadrout et les syndicalistes révisionnistes ; et sur les grandes lignes d'un *modus vivendi* entre les deux familles syndicales. L'accord était inespéré. Ben Gourion nota alors dans son journal : « C'est trop beau pour être vrai. » Il adressa sur-le-champ à Jabotinsky une lettre chaleureuse : « J'espère que vous ne vous formaliserez pas si je vous appelle collègue et ami, sans le cérémonieux "monsieur". Quoi qu'il arrive, je vous serre la main en témoignage d'estime. »

Jabotinsky lui répondit aussitôt : « Mon cher ami Ben Gourion, je suis ému jusqu'au plus profond de mon être d'entendre, après tant d'années – et quelles années ! – des mots comme "collègue et ami" sortant de vos lèvres. Je vous serre la main avec une sincère amitié. »

Il restait cependant à faire avaliser cet accord par leurs amis respectifs. Essuyant des critiques acerbes dans son propre camp, Jabotinsky n'eut pourtant pas trop de mal à faire entériner l'accord par les siens. À ses contradicteurs, lors d'une conférence mondiale révisionniste réunie à Cracovie, il lança sur un ton définitif : « Je n'oublierai jamais que des hommes comme Ben Gourion et Ben Zvi ont porté l'uniforme de la Légion juive et combattu à mes côtés. Et je suis convaincu que, si le sionisme l'exigeait, ils n'hésiteraient pas à endosser de nouveau leur uniforme pour se battre. » Il en allait très différemment chez les proches de Ben Gourion, qui eurent aussitôt une réaction outrée, le moins scandalisé n'étant pas son ami Berl Katznelson. Il fut décidé de soumettre la question à un référendum interne à l'Histadrout, organisé en mars 1935 : les accords Jabotinsky-Ben Gourion furent rejetés à une large majorité.

Jabotinsky avait compris. Deux mois plus tard, il rompit définitivement les ponts avec le sionisme officiel et fonda sa propre organisation. Ben Gourion et lui eurent soin de solder leurs relations dans la dignité. Jabotinsky : « Il n'y a pas de changement dans le respect que j'ai appris à Londres pour l'homme Ben Gourion et ses ambitions. » Ce à quoi Ben Gourion répondit, sur un ton

inhabituel chez lui : « S'il était écrit que nous nous heurterions, souvenez-vous que parmi vos "ennemis", il y a un homme qui vous admire et partage votre peine. La main […] vous sera tendue même au plus fort des batailles à venir[19]. »

Le temps des aménités fut cependant éphémère. Les attaques et les insultes reprirent avec la même violence que par le passé. De plus en plus inquiet de la situation des Juifs d'Europe, Jabotinsky imagina un « plan d'évacuation » de l'ensemble des Juifs de Pologne, de Hongrie et de Roumanie vers la Palestine[46*]. En 1936, il rencontra à cette fin les leaders de ces trois pays, c'est-à-dire le colonel Józef Beck, le régent Miklós Horthy et Gheorghe Tătărescu. Cette initiative fut contestée avec la même hargne qu'avait été critiquée autrefois la rencontre avec Petlioura. Les Juifs polonais devaient même accuser Jabotinsky d'être à la solde des antisémites. De toute façon, c'était peine perdue, les Anglais ayant mis leur veto à toute immigration de masse en Palestine et Haïm Weizmann désavouant personnellement le projet de Jabotinsky, qui tomba à plat[47*].

Deux ans plus tard, la conférence d'Évian sur les réfugiés confirma qu'il ne se trouvait aucun pays au monde pour accueillir les Juifs persécutés. Jabotinsky se fit alarmiste, déclarant que les Juifs polonais vivaient « au bord d'un volcan ». Mais il était irrémédiablement marginalisé et le Yishouv avait déjà fort à faire avec la grande révolte arabe qui ébranlait la Palestine depuis 1936.

Face à l'ampleur de cette révolte d'une violence inusitée, Jabotinsky approuva d'abord la décision de l'Irgoun de se livrer à des représailles contre les populations civiles arabes. Il s'agissait pourtant moins d'adhésion franche que de suivisme de sa part, car il restait le responsable officiel de cette milice proche des révisionnistes[48*]. De même qu'il n'avait pu se résoudre à désavouer les Birionim dans le passé, il ne sut pas rompre avec les « têtes chaudes » de l'Irgoun qu'abandonnèrent en revanche, en vue de rallier la Haganah, les modérés à la suite d'Avraham Tehomi. Pourtant, en juillet 1937, Jabotinsky désapprouva publiquement le terrorisme aveugle : « Je ne vois nul héroïsme à tirer sur un fellah venu vendre ses légumes à Tel-Aviv, ni le bénéfice politique que nous pourrions en tirer[20]. »

Révélatrice d'un manque de sens politique, cette nouvelle hésitation devait lui coûter fort cher. Vite dépassé par l'extrémisme de l'Irgoun qui ne comptait désormais que les plus activistes, il fut une nouvelle fois cloué au pilori par les sionistes modérés. Il est vrai que cela n'avait plus guère d'importance lorsque les Anglais publièrent en 1939 un nouveau *Livre blanc*, encore plus draconien que les précédents contre l'établissement des Juifs en Palestine.

Jabotinsky appela cette fois au soulèvement généralisé du Yishouv. Il encouragea l'immigration clandestine massive et envisagea lui-même – alors qu'il y était toujours interdit de séjour – de se rendre à Tel-Aviv afin de défier les Anglais. Le déclenchement de la guerre, en septembre 1939, vida ce plan de tout intérêt.

Jabotinsky avait perdu politiquement sur toute la ligne. Il restait cependant infatigable, quoique vieillissant, et caressait même déjà l'idée de reformer une Légion juive, avec le soutien cette fois des États-Unis. Mais il succomba brusquement à une crise cardiaque en août 1940 tandis qu'il inspectait un camp d'été du Betar.

De son vivant, Jabotinsky avait souhaité être enterré dans le futur État juif. À la tête du gouvernement d'Israël à partir de 1948, Ben Gourion s'y opposa toutefois obstinément. Sans doute n'avait-il pas oublié l'épisode de Londres qui l'avait rapproché de Ze'ev dans les années 1930. Mais peut-être estimait-il aussi que les nouveaux combats qu'il était en train de livrer contre les héritiers idéologiques de Jabotinsky ne lui permettaient guère le luxe d'une telle élégance[49*21]. Il revint à Levi Eshkol, successeur de Ben Gourion à la tête du gouvernement d'Israël, d'autoriser en 1964 le rapatriement à Jérusalem, au mont Herzl[50*], des restes d'un homme qui, malgré ses erreurs, n'avait jamais cessé de se comporter avec dignité. Un homme qui, lui aussi, avait rêvé de cet État juif qu'à sa manière il contribua à créer.

Bibliographie sélective

HALKIN, Hillel, *Jabotinsky. A Life*, New Haven, CT, Yale University Press, 2014.

JABOTINSKY, Vladimir « Ze'ev », *Story of My Life*, Brian Horowitz & Leonid Katsis (eds.), Detroit, MI, Wayne State University Press, rééd. 2015 (traduction française : *Histoire de ma vie*, traduit de l'hébreu par Pierre I. Lurçat, Éditions Les Provinciales, 2011).

—, *Les Cinq*, Éditions des Syrtes, 2006.

—, *Samson le Nazir*, Éditions des Syrtes, 2008.

KATZ, Shmuel, *Lone Wolf. A Biography of Vladimir (Ze'ev) Jabotinsky*, Fort Lee (NJ), Barricade Books, 1996.

KUPFER, Jacques, *Le Glaive de David. Aux sources de Tsahal dans la Première Guerre mondiale*, Éditions Laurens, 1998.

KUPFERT Heller, Daniel, *Jabotinsky's Children. Polish Jews and the Rise of Right-Wing Zionism*, Princeton (NJ), Princeton University Press, 2017.

SARIG, Mordechai, CARPI Daniel & FEDER, Shimshon (eds.), *The Political and Social Philosophy of Ze'ev Jabotinsky. Selected Writings*, Portland, OR, Vallentine Mitchell & Co. Ltd., 1999.

SHAVIT, Yaacov, *Jabotinsky and the Revisionist Movement, 1925-1948*, Londres, Totawa, 1988.

SCHECHTMAN, Joseph B., *The Life and Times of Vladimir Jabotinsky*, New York, Thomas Yoseloff, t. 1 : *The Early Years. Rebel and Statesman*, 1956 ; et t. 2 : *The Last Years. Fighter and Prophet*, 1961.

1*. Diminutif de Yevgeniy Grigoryevitch.

2*. Dans son autobiographie, il prétendit que son éducation avait entraîné un véritable divorce avec la foi et la tradition juives.

3*. Plus tard, Jabotinsky traduirait en russe le poème de Poe intitulé « Le corbeau », une grande partie de *La Divine Comédie* de Dante ainsi que le *Cantique des Cantiques*.

4*. Perpétrés en avril 1903, au lendemain de la Pâque russe, ces massacres s'étendirent sur trois jours, occasionnant le meurtre d'une cinquantaine de Juifs et le saccage de centaines de maisons et de boutiques. Une seconde vague de pogroms atteignit la communauté juive en octobre 1905.

5*. En 1909, il critiqua avec vigueur la participation de personnalités de la communauté juive aux célébrations du centenaire de l'écrivain russe, qu'il tenait pour un antisémite patenté.

6*. Août 1903.

7*. Le parti socialiste juif non sioniste.

8*. Plus tard Helsinki.

9*. Proche de Theodor Herzl, David Wolffsohn (1856-1914) lui succéda à la tête du Congrès sioniste mondial de 1905 à 1911.

10*. Meier Dizengoff (1861-1936) fut le premier maire de Tel-Aviv, en 1922, et le resta jusqu'à sa mort, hormis une interruption de trois années. Il eut plus tard sa statue sur le boulevard Rothschild, au centre de Tel-Aviv (dont le nom signifie « Colline du printemps »).

11*. Déclenchée en février 1904, la guerre russo-japonaise s'acheva par la défaite de la Russie à la suite de la capitulation de Port-Arthur (janvier 1905), principale base militaire russe en Extrême-Orient, puis du désastre naval de Tsushima (mai 1905). Elle se conclut par le traité de Portsmouth, en septembre 1905.

12*. Publié en 1907, le premier roman de Henry Patterson (1867-1947), *Les Mangeurs d'hommes de Tsavo*, qui racontait son expérience au Kenya, avait été un best-seller dans l'Empire britannique.

13*. Avec celui du Bosphore, plus au nord, le détroit des Dardanelles contrôle l'accès entre la mer Noire et la mer Égée.

14*. Lors de la bataille de Gallipoli, qui dura de mars 1915 à janvier 1916 et se solda par un sérieux revers pour les forces franco-britanniques, le Corps des muletiers déplora 6 morts et 26 blessés.

15*. Vers la fin de la guerre, plus de 5 000 volontaires juifs s'étaient engagés dans ces bataillons.

16*. Yosef Trumpeldor connut une mort héroïque à l'image de son existence, en mars 1920, dans des affrontements contre des bandes arabes à Tel-Hai, en haute Galilée.

17*. *Member of the British Empire*. Jabotinsky fut également décoré de la Victory Medal.

18*. La Palestine se trouvait alors dans une période transitoire entre la fin de la souveraineté ottomane sur le territoire et sa prise en main par les Britanniques en leur qualité de mandataires de la Société des nations.

19*. Une célébration en l'honneur du prophète Moussa (« Moïse » en arabe).

20*. Assez ironiquement, ces morts étaient pour l'essentiel des religieux juifs antisionistes, « martyrs d'une cause qu'ils rejetaient » (l'expression est de Henry Laurens, *L'Orient arabe. Arabisme et islamisme*, Paris, Armand Colin, 1993, ici-ici).

21*. Centres d'étude de la Torah et du Talmud.

22*. Au sens littéral, un pogrom est un massacre dont la perpétration bénéficie de l'assentiment des autorités locales. Quoique d'une anglophilie assumée, Weizmann eut lui-même des propos très sévères, considérant que si, « peut-être, il n'est pas vrai que les Anglais ont organisé le pogrom, ils ont indubitablement joué un rôle passif dans celui-ci et qu'à l'exception de quelques-uns, ils sont tous des loups et des chacals ».

23*. Une cinquantaine de fusils, de pistolets et de grenades provenant d'anciens de la Légion juive.

24*. Par exemple : « Mort aux Juifs ! » Ou encore : « La Palestine est notre terre et les Juifs sont nos chiens ! »

25*. *Haaretz* (« le pays ») avait été fondé en 1918.

26*. Muhammad Amin al-Husseini succédait à son demi-frère Kamil, mort subitement en mars 1921. Peu après, Herbert Samuel lui conféra même la dignité, inédite, de grand mufti.

27*. À ce titre, il contribua à la création du Keren HaYesod (« Fonds de fondation »), qui devint la branche de collecte du mouvement sioniste, permettant l'acheminement en *Eretz Israel* de dizaines de milliers de Juifs fuyant l'Europe et développant le cadre économique éducatif et culturel de l'État en devenir.

28*. Figure du mouvement national et ancien président de la République d'Ukraine, Symon Petlioura (1879-1926) avait été vaincu par les bolcheviks dont il était l'ennemi juré et s'était réfugié en Pologne, où il avait constitué un gouvernement en exil, l'Ukraine étant occupée par les communistes, puis rattachée à la future URSS.

29*. Voir ici-ici. En 1933, les responsables sionistes oublièrent de s'indigner lorsque Haïm Arlosoroff entreprit de négocier directement avec les nazis afin de sauver un grand nombre de Juifs allemands.

30*. Des historiens comme Walter Laqueur ou Simon Poliakov s'inscrivirent notamment en faux contre l'antisémitisme reproché à Petlioura : une telle légende provenait en droite ligne de la propagande du Komintern (Internationale communiste) qui, en discréditant Petlioura, cherchait à se débarrasser d'un adversaire politique gênant et, surtout, à justifier l'invasion de l'Ukraine par les bolcheviks, ainsi que son absorption ultérieure par l'URSS.

31*. Sa démarche auprès de Petlioura demeura infructueuse, ce dernier n'ayant jamais recouvré le pouvoir en Ukraine.

32*. L'article de Yitzhak Epstein était intitulé « Une question cachée ». Il y était notamment écrit : « Nous avons oublié un fait marginal, à savoir que sur notre terre bien-aimée vit un peuple entier, installé là depuis des siècles et qui n'a pas l'intention de la quitter. »

33*. Les deux articles de Jabotinsky pour *Rassvet* furent respectivement intitulés « La muraille d'acier (nous et les Arabes) » (4 novembre 1923) et « La morale de la muraille d'acier » (11 novembre 1923).

34*. Ancien chef de file des « territorialistes », au temps de l'éphémère « solution ougandaise », Zangwill écrivait ainsi : « La Palestine est moins occupée que parcourue par les Arabes. Ce sont des nomades qui n'ont créé en Palestine ni valeurs matérielles ni valeurs spirituelles. Par conséquent, nous devons poliment les persuader de décamper […] Plier les tentes et s'en aller furtivement est l'une de leurs habitudes proverbiales, qu'ils le fassent donc aujourd'hui. »

35*. Le Betar gagnerait de l'influence dans toute l'Europe orientale ainsi que dans des pays comme l'Allemagne, la France et la Palestine mandataire.

36*. Il s'agissait d'un clin d'œil vis-à-vis du *Sepher ha-Zohar* (*Livre de la splendeur*), l'œuvre maîtresse de la Kabbale.

37*. Comme la plupart des sionistes, certains étant encore plus agressifs que lui, Jabotinsky n'accepta jamais l'amputation d'*Eretz Israel* qui faisait suite à la décision unilatérale des Britanniques de disposer à leur guise d'une partie du territoire, à l'est du Jourdain, qu'ils avaient donnée à l'émir hachémite Abdallah pour former l'État de Transjordanie (plus tard, la Jordanie).

38*. Parmi les premières adhésions, on releva celle d'Arthur Koestler (1905-1983), jeune étudiant d'origine hongroise qui faisait alors ses études à Vienne. Éloigné par la suite du sionisme, l'écrivain conservera toujours de l'affection et de l'admiration pour « Ze'ev » Jabotinsky.

39*. À cet égard, Jabotinsky proposa d'interdire les grèves jusqu'à la création de l'État juif, faisant ainsi hurler les syndicalistes de l'Histadrout et les militants du sionisme ouvrier.

40*. Les émeutes d'août 1929 en Palestine mandataire se réfèrent à une série de manifestations et d'émeutes ayant éclaté à Jérusalem, Safed, Hébron, Naplouse et Jaffa : 133 Juifs furent massacrés par les populations arabes durant ces émeutes.

41*. Organisation militaire nationale.

42*. Par ailleurs, il est vrai que les activistes arabes, qui n'agissaient pas par le biais de milices ou de structures de défense organisées, étaient le plus souvent en osmose avec des populations civiles qui soutenaient à l'évidence leurs actions, si elles n'en étaient pas directement complices.

43*. Ces modérés révisionnistes refusaient la perspective de Jabotinsky de rompre avec l'Organisation sioniste mondiale.

44*. Elles ne le seront jamais vraiment avec certitude. Plusieurs hypothèses seront ainsi avancées, dont celle de la piste arabe ou d'un assassinat perpétré par ou sur ordre des nazis (Goebbels ayant notamment une raison personnelle d'en vouloir à Arlosoroff), voire d'un complot soviétique.

45*. À Prague, en août 1933.

46*. Ce plan d'évacuation avait vocation à s'étendre sur une dizaine d'années.

47*. Il est permis de se demander combien de Juifs auraient pu être sauvés, sur les trois millions et demi de membres que comptait alors la communauté juive de Pologne, si le plan de Jabotinsky avait pu être mis en œuvre.

48*. Même si son commandement de cette milice n'était que théorique, celle-ci n'acceptant pas d'être subordonnée au parti révisionniste.

49*. À Joseph Schechtman qui, en 1956, lui demandait pourquoi il refusait le transfert des restes du chef du révisionnisme en Israël, Ben Gourion répondit : « À mon avis, seuls les restes de Herzl et du baron Edmond de Rothschild doivent être réinhumés en Israël. Quant aux autres, c'est de Juifs vivants, non de morts, qu'Israël a besoin. »

50*. Le mont Herzl, appelé encore Har Hazikaron (« mont de la Mémoire »), est une colline située à l'ouest de la ville de Jérusalem qui abrite le cimetière national d'Israël.

CHAPITRE 5

Menahem Begin (1913-1992)
Le rebelle

« Nous n’avons pas besoin qu’on nous consente une légitimité.
Nous existons donc nous sommes légitimes. »

Menahem Begin

« On peut annexer un pays étranger, pas son propre pays. »

Menahem Begin, mai 1977

De prime abord, il s’identifiait à la caricature convenue du Juif ashkénaze triste et austère, ou de l’étudiant de yeshiva plongé dans les textes sacrés. On découvrait plus avant une personnalité tout en paradoxes, le moindre n’étant pas une élégance vestimentaire un peu surannée, costume-cravate, qui le distinguait des autres dirigeants sionistes. L’homme passait pour brutal, mais il était invariablement courtois dans ses rapports avec autrui et ne se départait jamais du baisemain pour saluer une dame. Il soulevait les foules par son magnétisme d’orateur, mais s’en retournait modestement le soir chez lui dans son appartement anonyme de location. Surtout, il émanait de Menahem Begin un regard déterminé exprimant une sorte de fièvre intérieure parfois inquiétante. Énergique et volontaire, il avait été un jeune activiste ne jurant que par Jabotinsky et le révisionnisme. L’activiste se mua en rebelle quand il mena une guerre sans concession aux mandataires britanniques. Au lendemain même de la naissance de l’État hébreu, il se heurta violemment aux sionistes socialistes tout en sachant faire preuve d’une retenue qui dénotait tout de même l’opposant responsable. On le disait rigide, sectaire. On le déclara infréquentable. Le temps aurait dû le vouer à l’oubli. Il lui offrit au contraire une chance inespérée grâce à l’usure des travaillistes au pouvoir. Et il sut la saisir pour devenir, à la fin des fins, chef du gouvernement et entrer dans la peau d’un homme d’État. Au pouvoir, Begin fit preuve d’une rudesse conforme à son tempérament et à ses convictions. Mais il sut aussi transiger et faire la paix avec le voisin égyptien. Inattendue, cette gloire tardive ne changea pourtant guère cette personnalité singulière qui abandonna la politique et ses sommets brusquement et sans le moindre regret.

Une fois encore, comme souvent chez les grandes figures du sionisme, l’histoire remontait à Theodor Herzl. Le lendemain de sa mort, en juillet 1904, le rabbin de la grande synagogue de Brest-Litovsk, capitale de la province polonaise de Polésie[1*], avait décidé de fermer le temple à double tour et d’en emporter les clés chez lui. Il ne pouvait se résoudre à la moindre célébration, dans ses murs, d’un semblant de service religieux à la mémoire du fondateur du sionisme. Qu’avait donc fait le journaliste viennois aux yeux de ses

coreligionnaires, hormis d'avoir réactivé un judaïsme laïcisant qui méprisait le pouvoir séculaire de la tradition et des religieux ?

Quelle ne fut pas la surprise des fidèles lorsqu'ils virent arriver ce même jour à la porte de la synagogue deux hommes armés de haches qui en firent promptement sauter le verrou avant de réciter un *kaddish*[2*] en hommage au docteur Herzl. Ils s'appelaient Dov Ze'ev Begin et Mordechaï Sheinerman. Tous deux étaient sionistes. À l'époque, le premier n'aurait pu imaginer que son fils Menahem deviendrait un jour le chef du gouvernement de l'État juif que lui-même appelait ardemment de ses vœux. Quant au second, il n'aurait pu non plus prévoir que son propre petit-fils, Arik[3*], serait un des successeurs de Menahem Begin en tant que Premier ministre d'Israël.

Employé de banque, Dov Ze'ev Begin passait une grande partie de son temps, quand il ne sacrifiait pas à sa passion pour les échecs, à militer pour la cause sioniste. Chez lui, on pouvait trouver les petites boîtes bleues en fer-blanc qui servaient à collecter pour le Fonds national juif[4*] les dons nécessaires à l'achat de terres en Palestine : chaque semaine, il y glissait quelques złotys avant de faire circuler la boîte chez les voisins et les amis.

Secrétaire de la communauté juive de la ville, il était une sorte de notable, fort de la réputation des *Hovevei Zion* (Amants de Sion) auxquels il était fier d'appartenir. Ces précurseurs du sionisme étaient alors très actifs dans un Empire tsariste où les Juifs étaient en butte aux persécutions ou, dans le meilleur des cas, au confinement dans une « zone de résidence[5*] » qui leur était assignée. Dov Ze'ev vouait cependant un véritable culte à Herzl, au point d'envisager de prénommer sa fille « Herzlia ». S'il y renonça sous la pression de sa femme Hasia[6*], il tint bon pour leur second enfant, un garçon prénommé d'autorité « Herzl ».

Pour le troisième enfant des Begin, de nouveau un garçon, on évita les tensions familiales. Et pour cause ! Sa naissance, en août 1913, correspondait à une période du calendrier hébraïque – le mois d'Av – empreinte de tristesse et de douleur. Durant cette période avait été détruit par deux fois le Temple de Jérusalem[7*]. Depuis, les Juifs orthodoxes passaient une journée entière à prier et à lire le *Livre des lamentations* avant qu'un shabbat dit de la « Consolation » n'apaise cette affliction et n'annonce la résurrection du Temple. Il n'était donc pas étonnant que Dov Ze'ev prénommât son cadet Menahem, ce qui, en hébreu, signifie « consolateur ». Il était déjà plus surprenant que le parrain de l'enfant fût le grand rabbin de Brest-Litovsk, celui-là même dont Dov Ze'ev avait forcé les portes une dizaine d'années auparavant…

Un « consolateur » singulier

Moins d'un an plus tard éclata la guerre redoutée qui bouleversa l'Europe, mais aussi les habitudes de vie des Juifs d'Europe orientale. Jusqu'à Brest-Litovsk où Dov Ze'ev Begin se prit à souhaiter publiquement la victoire des Allemands, tant était vivace sa haine de l'Empire russe. Cela lui valut d'être expulsé de chez lui par les autorités russes, ce qui fut en définitive un demi-mal : dès 1915, les troupes allemandes conquérantes se rendirent maîtresses de la ville et la réduisirent en ruines[8*]. La famille Begin s'enfuit à Drohiczyn, petite ville polonaise sur les bords de la rivière Bug.

À la fin de la guerre, elle revint à Brest-Litovsk en cours de reconstruction. C'est là que le jeune Menahem suivit les cours du *heder*, école juive traditionnelle[9*]. À 10 ans, il lui arrivait déjà de battre son père aux échecs, tandis qu'il se faisait remarquer pour la première fois par ses talents d'orateur en expliquant à un public d'adultes la signification de la fête religieuse du *Lag Ba'omer*, mi-spirituelle, mi-nationale. Menahem faisait la fierté de son père, qui s'occupait de son éducation religieuse et lui inculquait le sens des traditions ainsi que sa passion pour le sionisme.

Passé par le lycée Tachkemoni, établissement sous la tutelle du mouvement *Mizrahi*[10*], il entra par la suite au lycée gouvernemental polonais, où il reçut une éducation classique. À l'image de son père Dov Ze'ev, Menahem était un jeune garçon poli et respectueux, et ses rapports avec autrui étaient courtois et déférents. Son attachement aux traditions juives lui donnait déjà une sensibilité particulière par rapport à ses camarades.

Toutefois, les traditions ne pouvaient occulter la réalité conflictuelle d'une communauté juive déchirée par la rivalité grandissante entre religieux et sionistes, les premiers tenant les seconds pour de vulgaires imposteurs. Le retour en Terre promise étant entre les mains de Dieu, jusqu'à la venue du Messie, issu de la lignée du roi David, aucun mortel ne pouvait s'arroger le droit d'avancer le moment du salut et de la résurrection.

Adolescent, Menahem adhéra au mouvement du *HaShomer Hatzaïr*, qui développait une sorte de scoutisme sioniste. Il fut très vite refroidi quand il comprit que ce mouvement était d'obédience communiste. Il gardait toujours en

tête une des formules favorites de son père : « Luttez pour conquérir d'abord votre liberté, vous vous occuperez ensuite de la liberté des autres pays[1] ! »

Au milieu des années 1920, Menahem se détacha du *HaShomer* pour s'orienter vers un autre mouvement de jeunesse, plus clair et plus incisif, le Betar, dont le nom évoquait la geste héroïque de Yosef Trumpeldor[11*], qui faisait l'admiration des communautés juives, y compris les moins sionistes. Ce premier héros juif eut pourtant moins d'importance aux yeux du jeune homme que l'homme qui ambitionnait de régénérer le sionisme : l'inspirateur du Betar, Vladimir Ze'ev Jabotinsky.

Menahem Begin avait 16 ans lorsqu'il croisa pour la première fois le fondateur du révisionnisme. Bien plus qu'une simple rencontre, d'ailleurs, ce fut pour lui la révélation d'un tribun au visage triste, mais à la rhétorique impétueuse. Controversé, d'une volonté inébranlable, il avait tout connu : la prison, la marginalisation, mais surtout *Eretz Israel*. Le jeune Menahem fut aussitôt conquis par la franchise de ce nationaliste romantique qui séduisait la jeunesse juive engagée. Il adhéra au parti révisionniste et, dans la maison familiale, les petites boîtes bleues témoignant de la solidarité sioniste furent remplacées par d'autres boîtes portant l'inscription TEL HAI FUND, l'organe financier de la Nouvelle Organisation sioniste de Jabotinsky.

Le Betar lui offrait, en outre, une clé d'interprétation nationaliste du judaïsme dont le marxisme de la lutte des classes était bien incapable. Une clé qui ravivait la fierté et la dignité des Juifs. Dès ce moment, le garçon timide et réservé qu'était Menahem résolut de rendre coup pour coup aux antisémites polonais qui le houspillaient comme un *Yid*, apostrophe péjorative désignant les Juifs : « J'ai appris à me défendre et je n'ai jamais courbé la nuque. Si quelqu'un levait la main sur moi, je lui rendais la monnaie de sa pièce. Il m'est arrivé de rentrer à la maison couvert de meurtrissures et de sang, mais avec le sentiment que mon honneur était intact[2]. »

Fort de cette mentalité nouvelle, il s'inscrivit en droit à l'université de Varsovie, où il prit l'initiative de constituer un groupe d'autodéfense des étudiants juifs pour faire face au harcèlement antisémite sur le campus. S'il en ressortit diplômé en 1935, il dut admettre qu'il n'avait pas la fibre juridique. En revanche, il avait celle du Betar. Il s'imposa grâce à ses talents d'organisateur et, surtout, se tailla une réputation d'orateur aux harangues enflammées dans lesquelles on reconnaissait le style et jusqu'aux intonations de Jabotinsky. Il grimpa très vite les échelons, au point de partager la tribune avec son mentor et modèle lors du Congrès mondial du Betar, à Cracovie.

Élément prometteur du révisionnisme sioniste, Begin devint le chef de la branche polonaise du Betar. Il avait de la poigne, de l'autorité et de l'énergie à revendre. Quoique antisémite, le gouvernement polonais de la fin des années 1930 se montrait indulgent envers les jeunes sionistes et leurs mouvements paramilitaires. Begin sillonna également la Tchécoslovaquie pour exhorter les révisionnistes locaux à faire de nouvelles recrues. Lui-même menait une vie monacale, logeant modestement chez des militants ou des sympathisants quand il effectuait ses tournées. À peine gardait-il un peu de temps pour sa vie privée. À l'occasion d'une de ses tournées, il rencontra sa femme, Aliza, qu'il épousa en mai 1939 ; le couple aurait trois enfants[12*].

Établi à Varsovie, il fit du Betar « un mélange d'école et de camp militaire », exactement ce qu'en attendait Jabotinsky. Ses membres portaient l'uniforme et s'astreignaient à une discipline militaire, sur le modèle d'une armée classique. Begin défilait volontiers en uniforme brun à la tête de ses troupes. Peu lui importait qu'on le dît « néofasciste » et que l'on traitât Jabotinsky de « réactionnaire ». Il adhéra sans réserve à l'idéologie du Betar qui niait les différences de classe au profit d'un grand projet national et se situait aux antipodes du sionisme de gauche. Il y gagna une réputation d'inflexibilité et d'intransigeance. Au fond, celle-ci s'accordait assez bien avec la fièvre mystique qui l'envahissait, excluant de son comportement toute nuance d'humour ou de fantaisie.

Il y eut cependant des moments difficiles, comme en juin 1933, lorsque l'assassinat du leader sioniste modéré Haïm Arlosoroff fut imputé aux Birionim ultra-activistes[13*], mais aussi, par contrecoup, à Jabotinsky et au Betar. À un meeting à Brest-Litovsk, le leader révisionniste fut abreuvé d'insultes et traité de nazi et d'assassin, tandis que Begin et ses amis s'employaient à dresser un mur humain de protection pour lui éviter d'être lapidé.

Dans ce drame, Begin s'opposa à tout compromis qui eût signifié une capitulation politique. Il rabroua durement Abba Ahiméir, principal accusé de l'assassinat d'Arlosoroff, qui appelait de sa prison à la modération. De même, apprenant plus tard que Jabotinsky avait conclu un accord avec Ben Gourion, il eut une réaction abrupte envers le leader révisionniste en personne : « Peut-être oubliez-vous, monsieur, que Ben Gourion vous a appelé Vladimir Hitler, mais notre mémoire est meilleure[3]… »

À Varsovie, où la situation empirait, Begin mit sur pied au sein du Betar une structure visant à faciliter la fuite des Juifs polonais en Palestine. Il n'y réussit

pas vraiment et échoua tout autant à organiser l'exil de 1 500 Juifs de Roumanie. On était en août 1939 et le sort en était jeté.

Lorsque l'Allemagne nazie envahit la Pologne quelques jours plus tard, Begin s'enfuit à Wilno, dans l'est du pays, ainsi que la majeure partie de l'*establishment* juif polonais. Sur le point d'être occupée par les troupes soviétiques, Wilno était restée la grande ville juive, capitale de la culture ashkénaze en Europe du Nord, qu'elle avait été lorsqu'elle s'appelait Vilna[14*].

Sioniste activiste et officier cadet de réserve, Begin passait pour suspect aux yeux des communistes soviétiques. En septembre 1940, arrêté chez lui par le NKVD, la police secrète soviétique[15*4], il fut emprisonné à Lokishki, dans les faubourgs de la ville. Une photo prise à l'époque le représentait en détenu, le crâne rasé, le regard toujours aussi enfiévré. Pourtant son moral était au plus bas car il venait d'apprendre le décès soudain de Ze'ev Jabotinsky à New York.

Durant son emprisonnement, Begin trouva une forme de soutien dans sa foi religieuse. Accusé d'être un « agent de l'impérialisme britannique », il fut condamné à huit années de camp et exilé, en juin 1941, au camp de travail de Pecora (camp ainsi dénommé car situé près du fleuve Pecora), tout au nord de la Russie européenne. Sa femme Aliza avait résolu, quant à elle, de prendre le chemin de la Palestine en compagnie des enfants.

Begin ne resta en définitive que peu de temps au « pays des nuits blanches[16*5] » et ce fut heureux pour lui car, malade et amaigri, il n'aurait pu tenir longtemps au rythme de seize heures de travaux forcés quotidiens. Il fut sauvé par l'accord Sikorski-Mayski, qui prévoyait l'élargissement des ressortissants polonais. Les choses avaient bien changé depuis l'entrée en guerre de l'URSS contre l'Allemagne, en juin 1941.

Libéré, Begin entama avec ses compagnons polonais un périple à travers la Russie, à pied le plus souvent. Dans une petite bourgade ouzbèke entre Tachkent et Samarkand, il retrouva par hasard sa sœur Rachel. Tous deux ignoraient encore qu'ils étaient les seuls survivants de la famille[17*6]. Begin était conscient qu'il n'avait aucune chance de quitter la Russie d'une façon normale. Son seul espoir de se tirer d'affaire était de rallier l'armée polonaise libre du général Władysław Anders en cours de formation. Son état de santé n'était pas fameux, mais il réussit tout de même à se faire incorporer. Quelques mois plus tard, l'armée d'Anders fut envoyée de Russie en Europe à travers l'Iran, l'Irak et la Palestine. En mai 1942, elle parvint sur la rive orientale du Jourdain. De l'autre côté du fleuve, la Terre promise…

Le hors-la-loi

Initialement, Menahem Begin avait envisagé de rester dans l'armée polonaise afin d'aller combattre les nazis sur les champs de bataille européens. La tentation d'*Eretz Israel* et la perspective d'œuvrer pour la création d'un État juif étaient fortes, mais déserter ne faisait pas partie de son code d'honneur. Son dilemme fut résolu grâce à une âme compatissante, le général Ukolitzky, chef d'état-major d'Anders, qui lui délivra une « autorisation d'absence sans date d'expiration ». Ayant retrouvé femme et enfants, Begin s'installa à Jérusalem.

Il prit aussitôt la tête du Betar pour la Palestine et rejoignit aussi l'Irgoun, les deux organisations se trouvant alors dans une situation dramatique. Dix ans après sa scission avec la Haganah, l'Irgoun traversait une crise profonde de gouvernance. Au moment de la grande révolte arabe des années 1935-1939, elle prônait des représailles contre les agresseurs de Juifs et rejetait la politique de *Havgalah* (politique de retenue) défendue par la Haganah. Dans l'aventure, elle perdit la plus grande partie de ses éléments modérés, jusqu'à son fondateur Avraham Tehomi, qui firent retour à la Haganah avec armes et bagages[18*]. L'Irgoun était alors clairement l'aile militaire du mouvement révisionniste.

Assez vite s'élevèrent des critiques sur la violence pratiquée à grande échelle par l'Irgoun contre les populations arabes[19*]. De larges fractions du Yishouv condamnèrent fermement ce type d'actions, isolant encore davantage l'organisation et son chef, Jabotinsky. Les choses se compliquèrent encore davantage lors de la publication du *Livre blanc* britannique de mai 1939, puis surtout avec le déclenchement de la guerre. À la demande de Jabotinsky, favorable à une interruption des opérations armées au nom de la priorité donnée à la lutte contre le nazisme, l'organisation décida un cessez-le-feu, ratifié fin 1939 par son chef militaire David Raziel. La fraction la plus radicale s'y opposa et, sous l'impulsion d'Avraham Stern, rompit avec l'Irgoun en juillet 1940 pour créer le *Lohamei Herut Israel* (« Combattants pour la liberté d'Israël »), ou Lehi.

L'Irgoun fut encore plus gravement handicapée par les disparitions successives de Ze'ev Jabotinsky puis de David Raziel[20*]. Elle était surtout compromise structurellement : quelle était la raison d'être d'une milice armée en période de trêve ou de cessez-le-feu ? Avec le temps, l'Irgoun fut débordée par le

suractivisme du « groupe Stern », qui multipliait les attentats contre les Britanniques et contre les Juifs « collaborateurs », jusqu'à ce qu'il fût éradiqué par les Anglais – les chefs ultras furent arrêtés l'un après l'autre et Yair Stern lui-même fut liquidé physiquement[21*].

À ce moment crucial, Menahem Begin rejoignit l'Irgoun. Il y trouva des troupes clairsemées et démoralisées, prêtes à se débander. En décembre 1943, il en prit le contrôle et provoqua aussitôt un électrochoc en lançant la lutte armée contre la puissance mandataire britannique, en concertation avec le Lehi. Son analyse était assez simple : la guerre allait être gagnée par les Alliés, mais la victoire ne modifierait en rien l'hostilité des Anglais à l'établissement d'un État juif. Il fallait donc forcer le destin.

Begin avait bien étudié les mouvements indépendantistes irlandais et indien contre la Grande-Bretagne. Il en avait conclu que des actions de guérilla déterminées pouvaient humilier les Anglais et ternir leur prestige. Sans compter que l'inévitable répression anglaise qui s'ensuivrait pourrait entraîner un courant mondial de sympathie en faveur des sionistes, tout en transformant la Palestine en « maison de verre » scrutée à la loupe par tous les observateurs internationaux. Bien sûr, Begin condamnait le sionisme officiel qui hésitait à défier les Anglais en espérant que ceux-ci changeraient de position sur la Palestine une fois la guerre gagnée.

À partir de février 1944, l'Irgoun déclencha contre les forces britanniques une vague d'attentats qui laissèrent l'opinion publique juive partagée entre son aspiration à la non-violence et son vif ressentiment envers le *Livre blanc* de 1939[7]. L'Agence juive, elle, condamna vigoureusement ces agissements. Son chef, Ben Gourion, lança en novembre 1944 la « Saison » de la chasse aux terroristes, jusqu'à endosser des mesures de collaboration entre la Haganah et les Britanniques : opérations communes de représailles contre les révisionnistes ou encore délation systématique[22*].

Succès militaire, la « Saison » fut cependant un désastre politique, car la collaboration avec les Britanniques ne pouvait être qu'impopulaire au sein du Yishouv. Begin, de son côté, se donna le beau rôle en interdisant à l'Irgoun toute forme de représailles contre d'autres Juifs afin d'éviter coûte que coûte une guerre fratricide[8].

Les événements donnèrent raison à Begin. Une fois la guerre achevée, l'attitude britannique resta inflexible envers les réfugiés juifs que les armées alliées venaient de sauver de l'extermination. Par un retournement ironique de situation, l'hostilité des sionistes officiels envers l'Irgoun et le Lehi, qualifiés par eux de

« terroristes », finit par se muer en alliance lorsque Ben Gourion, un an et demi après Begin, enjoignit à son tour d'engager la lutte contre la puissance mandataire[23*]. Dénommée « Mouvement de rébellion hébraïque », cette alliance dura neuf mois et prit la forme de campagnes coordonnées de sabotage. Face à la répression britannique[24*], la Haganah se retrouvait cette fois dans la même galère que l'Irgoun, même s'il n'était pas facile pour Begin de travailler avec l'Agence juive.

Pour autant, la méfiance ne devait jamais disparaître entre les deux organisations armées rivales. Elle s'envenima même de nouveau, lors de l'opération « Chick » en juillet 1946, quand l'Irgoun fit sauter l'aile de l'hôtel King David qui abritait les services du gouvernement britannique de Palestine. Le bilan humain de cet attentat d'une audace inouïe fut lourd : 91 victimes, civiles pour la plupart, anglaises, juives et arabes. Au regard de l'émotion suscitée par cet attentat, le plus meurtrier jamais perpétré en Palestine, la Haganah se retourna contre l'Irgoun, qui l'avait revendiqué, et condamna son irresponsabilité[25*9]. L'Agence juive et l'Organisation sioniste mondiale, au premier rang desquelles figurait Haïm Weizmann, toujours aussi résolument probritannique, lui emboîtèrent aussitôt le pas. Le Mouvement de rébellion hébraïque prit fin peu après, laissant l'Irgoun et le Lehi de nouveau isolés au sein du Yishouv.

Désormais, la Haganah mit toute son énergie à favoriser l'immigration juive clandestine. Begin, lui, multiplia les opérations militaires de harcèlement contre les Anglais. Ses effectifs avaient fondu et ne comptaient plus que 4 000 hommes, seulement le quart d'entre eux étant opérationnels. Il agit main dans la main avec le groupe Stern, qui était en train de se réorganiser sous la houlette de Yitzhak Shamir.

À compter d'octobre 1946 et jusqu'à la fin du mandat britannique en août 1947, les actions de guérilla urbaine de l'Irgoun firent une centaine de victimes chez les Anglais. Il y eut des épisodes spectaculaires, parfois meurtriers, lorsque, en janvier 1947, le groupe Stern fit sauter le commissariat central de Haïfa ou que, deux mois plus tard, l'Irgoun mena seize opérations en plein jour, ciblant en particulier le club des officiers de Haïfa. En mai, Begin décida de frapper les esprits en faisant attaquer la prison d'Acre, qui était le centre principal d'internement des militants sionistes. Ce coup d'audace permit l'évasion de quelque 28 prisonniers du Lehi et de l'Irgoun. Il se conclut dramatiquement avec la pendaison, en juillet, de trois hommes de l'Irgoun ayant

participé à l'attaque de la prison. Le lendemain, Begin ordonna que deux sergents britanniques pris en otage subissent le même châtiment.

Menahem Begin était alors l'homme le plus recherché de Palestine, les services de renseignements anglais ayant mis sa tête à prix pour 10 000 livres sterling. Il en fut vite réduit à des refuges de fortune : des petits hôtels anonymes à Tel-Aviv et à Kfar Sirkin, dans le quartier yéménite de Petah Tikva. Changeant constamment d'identité, il se fit passer pour un avocat du nom d'Israel Halperin, puis pour le docteur Yonah Koenigshoffer. S'étant laissé pousser la barbe, il réapparut sous les traits du paisible rabbin Israel Sassover. Par chance, les Anglais ne possédaient de Begin que des photos déjà datées. Sur ce, pour ajouter à la confusion, l'Irgoun distilla de fausses informations suivant lesquelles il aurait subi plusieurs opérations de chirurgie esthétique. Il parvint toujours à passer à travers les mailles du filet.

Pour la puissance mandataire toutefois, ces péripéties sentaient la fin. Le *Manchester Guardian*, celui-là même qui avait naguère soutenu Weizmann, exprima le sentiment général à la une : *Time to go*. Pour Begin également, il était temps de cesser les opérations antibritanniques.

Au lendemain du vote par l'ONU sur le partage, fin novembre 1947, les attentats et les émeutes antijuives reprirent de nouveau en Palestine. L'union sacrée n'était plus à l'ordre du jour. Il y eut ponctuellement des actions coordonnées entre la Haganah et l'Irgoun, mais celles-ci conservaient leur indépendance tactique et stratégique. Elles n'avaient d'ailleurs plus rien en commun, en dehors d'un objectif politique identique.

Reprise en main par Ben Gourion, qui eut un rôle de visionnaire en l'espèce, la Haganah se renforça et se structura en vue de devenir l'embryon de l'armée du futur État juif. Begin ne pouvait nourrir pareille ambition pour l'Irgoun, dont la taille était plus réduite et les moyens plus limités. Tout en s'employant à l'adapter au combat d'infanterie, il se lança dans des attentats aveugles contre les populations arabes qui, de leur côté, étaient chauffées à blanc par les harangues du mufti de Jérusalem exhortant à « jeter les Juifs à la mer ».

Le point critique de l'action de l'Irgoun fut atteint lors du massacre des villageois de Deir Yassin, une bourgade palestinienne qui passait pourtant pour avoir des relations correctes avec les communautés juives voisines. Très lourd – entre 100 et 120 morts –, le bilan de ce massacre survenu en avril 1948 ancra définitivement l'image de violence accolée à l'Irgoun. Largement amplifié par une propagande arabe mi-victimaire mi-vengeresse, l'épisode de Deir Yassin eut également pour effet de jeter des dizaines de milliers de Palestiniens sur les

chemins de l’exode[10]. Cette conséquence n’était pas aussi prévisible qu’on le prétendrait : un mois et demi plus tôt, un attentat meurtrier perpétré par des partisans du mufti Hadj Amin al-Husseini dans le quartier juif de Jérusalem, et ayant causé plus d’une soixantaine de morts, n’avait pas provoqué semblable panique auprès des populations juives.

La dernière action de l’Irgoun avant l’indépendance d’Israël eut pour objectif Jaffa, attribuée aux Arabes, mais au cœur de l’État juif tel que défini dans le plan de partage. Elle se solda par un échec cuisant, les forces de l’Armée de libération arabe résistant aux assaillants juifs. Du reste, les Britanniques intervinrent en menaçant l’Irgoun de représailles et en bombardant même certaines de ses positions[26*].

Le pestiféré

La déclaration d'indépendance d'Israël, le 14 mai 1948, changea la donne pour les responsables sionistes, et plus encore pour Menahem Begin. Une armée régulière ayant été peu après instituée sous le nom de Tsahal (Forces de défense d'Israël)[27*], l'Irgoun en tant que milice perdait sa légitimité. Begin avait signé un accord avec l'Agence juive mettant ses hommes et ses équipements à la disposition de la nouvelle armée israélienne, obtenant en contrepartie que l'Irgoun dispose de ses propres bataillons. Cet accord devait s'avérer éphémère.

Le rapport de force ne plaidait guère en faveur de l'Irgoun, dont les effectifs étaient devenus résiduels, de l'ordre de 2 000 hommes seulement. Ben Gourion, qui ne pouvait ignorer cette réalité, s'était fixé pour objectif, non négociable, de créer une armée homogène, hiérarchisée et disciplinée – une armée qui ne soit pas entravée par l'insubordination d'unités « de droite », comme l'Irgoun et le Lehi, ou « de gauche », comme le Palmach.

La question vira au bras de fer décisif opposant l'Irgoun au nouvel État. Elle éclata lors du grave incident de l'*Altalena*[28*11], du nom d'un navire appartenant à l'Irgoun et utilisé pour acheminer des armes et de nouveaux immigrants. Beaucoup plus qu'un navire, l'*Altalena* symbolisait Jabotinsky, dont il portait le nom de plume. Ben Gourion se montra intransigeant sur la destination finale de ces armes qui, selon lui, ne pouvait être que Tsahal. Begin tergiversa et tenta d'en faire affecter une partie à l'Irgoun, mais les négociations indirectes avec Ben Gourion tournèrent au dialogue de sourds. Ayant embarqué à bord de l'*Altalena* qui mouillait à proximité de la plage de Tel-Aviv, pour frapper les esprits, Begin rejeta avec ostentation un ultimatum de reddition. Or Ben Gourion, qui ne bluffait pas, n'hésita pas à faire donner l'assaut au navire. Celui-ci fut torpillé puis ultérieurement coulé, causant la mort de 18 soldats[29*].

Face à ce drame, Begin s'adressa à la radio de l'Irgoun, d'une voix brisée par l'émotion, et supplia qu'on mette fin à cette guerre fratricide. Ben Gourion, lui, ne manifesta aucun regret, estimant même que le vieil obusier utilisé pour détruire l'*Altalena* « devrait être placé dans le Temple ».

L'incident meurtrier de l'*Altalena* laissa des séquelles douloureuses. Dès la naissance de l'État d'Israël et alors même que la guerre contre les Arabes n'en était qu'à ses débuts, des soldats juifs n'avaient pas hésité à tirer sur d'autres

Juifs. Les bataillons de l'Irgoun furent dissous et ses effectifs intégrés à Tsahal. Près de 200 combattants de l'Irgoun furent arrêtés en compagnie de plusieurs de leurs chefs. Begin n'eut d'autre ressource que de s'incliner.

Au lendemain de cette affaire, l'Irgoun cessa d'exister, sauf à Jérusalem pour quelque temps encore. Jérusalem ne faisant pas partie juridiquement d'Israël[30*], les accords d'intégration nationaux valables pour Israël ne trouvaient pas à s'y appliquer. De fait, l'Irgoun et le Lehi participèrent activement à la bataille de Jérusalem, avec un succès relatif d'ailleurs. L'assassinat en septembre 1948 du médiateur des Nations unies, le comte Folke Bernadotte, par des activistes du Lehi mit de nouveau le feu aux poudres. Bernadotte venait de proposer un nouveau plan de partage nettement favorable aux Arabes, qui prévoyait notamment le retour ou le dédommagement des réfugiés palestiniens. L'émoi provoqué par cet assassinat fut considérable. Aussitôt, les membres du Lehi furent pourchassés et interpellés. Ben Gourion en profita pour faire interdire l'Irgoun par la même occasion, quand bien même elle n'était pas mêlée à ce crime.

Menahem Begin rentra définitivement dans la légalité. De toute façon, le temps de l'Irgoun, de la rébellion et de la clandestinité était révolu. Un nouveau cycle s'ouvrait et il aurait à y jouer un rôle politique plus transparent et plus conventionnel. Au temps du mandat britannique, la gauche socialisante avait investi les instances officielles du sionisme, et notamment la principale d'entre elles, l'Agence juive. Elle s'empara pareillement, à travers le Mapaï de Ben Gourion, des leviers de l'État.

Fin 1948, Begin entreprit de constituer une opposition de droite, libérale et nationale. Il créa le *Herout* (« Liberté » en hébreu) autour des anciens de l'Irgoun et reprit les grandes lignes du révisionnisme. Le nouveau parti absorba au passage le vieux parti Zohar, tombé en lambeaux depuis la disparition de son fondateur Ze'ev Jabotinsky. Toutefois, le *Herout* était voué à la marginalisation. L'idéologie du nouvel État était celle du travaillisme sioniste, qui valorisait l'esprit pionnier et combattant, tout particulièrement à travers la vitrine des kibboutzim dans lesquels Begin ne voyait, pour sa part, qu'un avatar du collectivisme soviétique. Surtout, la lutte contre les libéraux et les nationalistes avait été trop âpre dans l'entre-deux-guerres et jusqu'à la fin du mandat britannique pour laisser place désormais à un consensus politique.

Pour une trentaine d'années, la droite israélienne fut littéralement ostracisée, cantonnée dans une opposition dont elle n'avait aucune chance de s'affranchir. Begin, lui, entama une longue « traversée du désert ». Les premières élections

générales de janvier 1949 donnèrent le ton en n'envoyant à la Knesset[31*] que 14 députés du *Herout* avec 11,5 % des voix. À ces élections, le Mapaï de Ben Gourion réunit trois fois plus de voix et 46 députés. La droite n'arrivait qu'en quatrième position derrière le Mapaï, le Mapam d'extrême gauche et le parti religieux. Cette situation ne devait quasiment pas varier au fil des consultations législatives à venir[32*].

Le blocage entre la majorité de gauche et la minorité de droite avait d'autant moins de chances d'évoluer que les rapports personnels entre Begin et Ben Gourion étaient exécrables. Même à la Knesset, lieu des grands débats politiques, leur inimitié devint visible. Jusque dans leur tenue vestimentaire : fidèle à ses principes, Begin ne se départait en aucune circonstance du costume-cravate classique, à la différence de Ben Gourion, adepte de la blouse ou de la chemise à col ouvert[33*]. L'animosité entre les deux hommes était telle que le chef du gouvernement refusait de s'adresser directement au leader de l'opposition ou même de l'appeler par son nom.

L'ostracisme n'était pas seulement le fait de Ben Gourion. Plus revanchards que jamais, les Britanniques traitèrent également Begin en pestiféré : durant toutes les années 1950, ils interdirent de territoire le « chef de l'organisation terroriste bien connue qu'était l'Irgoun ». Les Juifs américains, eux, poursuivirent Begin de leur vindicte lors de son voyage aux États-Unis en novembre 1948. Des personnalités de renom, d'Albert Einstein[34*] à Hannah Arendt, signèrent une lettre ouverte qui le qualifiait de « terroriste » et de représentant d'une « droite chauvine », adepte d'une idéologie fasciste prônant la « supériorité raciale » et ayant « introduit un règne de terreur au sein de la communauté juive de Palestine ». Faisant autorité en Amérique, le rabbin Stephen Wise évoqua, quant à lui, un fascisme « à la mode yiddish ou hébraïque ».

Excessives, de telles attaques n'en étaient pas moins efficaces et s'inscrivaient dans le politiquement correct dicté par la gauche sioniste. Délégitimé par ses adversaires majoritaires, Begin resta longtemps inaudible et fut conduit, pour exister, à hausser le ton dans la polémique et la véhémence. Il accusa ainsi le Mapaï de bolchevisme et de corruption institutionnelle. Sous son impulsion, le *Herout* érigea en principe intangible l'irrédentisme juif d'un *Eretz Israel* incluant les deux rives du Jourdain, y compris donc l'État jordanien, dont on finissait par oublier à la longue qu'il faisait partie naguère de la Palestine mandataire. De son côté, la coalition de gauche au pouvoir brandissait l'étendard de l'exclusive en proclamant : « Tout sauf le *Herout* et le *Makki* » (parti communiste).

Un sommet dans la polémique fut atteint au moment de l'accord avec l'Allemagne nazie sur les réparations, conclu avec le chancelier Konrad Adenauer en septembre 1952. La question était d'une sensibilité extrême. Ben Gourion avait justifié l'accord en faisant état des immenses spoliations subies par les Juifs du fait des nazis, « de sorte que les assassins ne deviennent pas aussi les héritiers de leurs victimes ». Il avait aussi fait valoir que l'argent des réparations était nécessaire pour pouvoir assurer l'absorption et la réhabilitation des Juifs de l'Holocauste dans des conditions convenables. Il apparut aussi que l'accord sur les réparations allemandes était un moyen pour le gouvernement israélien de soutenir une économie rendue exsangue par la guerre de 1948-1949 contre les Arabes tout autant que par l'afflux massif d'immigrés juifs d'Europe.

La controverse la plus virulente de l'histoire d'Israël s'ouvrit dans le tumulte et l'acrimonie. Begin et le *Herout* dénoncèrent un accord qualifié de « honte » : l'acceptation des réparations était une façon déshonorante de trahir la mémoire des victimes du génocide, « l'argent allemand ne pouvant laver le sang des 6 millions de martyrs ». Ben Gourion condamna en retour ce qui lui paraissait être un réflexe propre au ghetto. Mais la contestation enfla et culmina, en janvier 1952, avec le débat parlementaire. À l'instigation du *Herout,* auquel s'était jointe l'extrême gauche du Mapam, une manifestation monstre de 15 000 personnes défila aux abords de la Knesset en état de siège. Sur la place de Sion, au centre de Jérusalem, Begin évoqua les heures sombres de l'*Altalena* et appela les foules à la résistance. Il s'adressa directement à Ben Gourion dans ces termes : « Quand vous avez tiré sur moi au canon, je n'ai pas ordonné de répliquer. Aujourd'hui, je donnerai l'ordre : du sang[12] ! » La manifestation tourna à l'émeute, il y eut des jets de pierres et des affrontements avec les forces de police[35*]. Les assaillants furent dispersés à coups de canons à eau et de gaz lacrymogène.

Condamnées par une opinion publique profondément choquée, ces émeutes renforcèrent l'image de provocateur liée à Begin. Ses adversaires le traitèrent de démagogue et rendirent sa rhétorique incendiaire responsable des incidents. Il fut d'ailleurs exclu de la Knesset pendant quinze mois. Le déchaînement atteignit son paroxysme quelques jours plus tard, lorsqu'un ancien activiste de l'Irgoun fut interpellé devant le ministère des Affaires étrangères en possession d'un sac bourré de dynamite.

En 1953, le *Herout* fut à l'origine d'un nouveau scandale lorsqu'un de ses membres accusa Israel Kastner, un Juif hongrois devenu une personnalité en vue du Mapaï, d'avoir négocié pendant la guerre avec des dignitaires du régime nazi

et des officiers SS. Son but était alors de sauver la vie de Juifs européens. Or, non seulement les négociations avaient en grande partie échoué, mais il fut reproché à Kastner d'avoir cherché à épargner des notables en laissant envoyer les autres à une mort certaine. On lui fit également grief d'avoir cherché à minimiser les crimes de l'officier nazi Kurt Becher, un proche de Himmler, avec qui il avait conduit ses tractations. Sévère envers Kastner, la justice israélienne lui reprocha d'avoir « vendu son âme au Satan allemand ». La violence de la campagne menée par le *Herout* entraîna son assassinat en mars 1957 par un activiste exalté[36*]. Une grande partie de l'opinion publique reporta sur Begin la responsabilité de cette issue tragique.

À tort ou à raison, vers la fin des années 1950 Menahem Begin continuait d'inquiéter une grande partie des Israéliens. Il est vrai que la violence de ses discours et l'outrance de ses postures, au même titre que ses desseins de conquête territoriale ou que les méthodes expéditives de ses partisans, y contribuaient largement.

L’homme d’État

Une normalisation s’établit peu à peu. Au début des années 1960, la cinquantaine atteinte, Begin adoucit son discours, qui se fit moins agressif et plus policé. Ben Gourion, son vieil adversaire, avait définitivement quitté le pouvoir, et les désaccords furent moins vivaces avec son successeur Levi Eshkol, dont l’une des premières décisions avait été d’autoriser le transfert des cendres de Jabotinsky en Israël.

En 1965, le *Herout* sortit de son ghetto en s’alliant avec le Parti libéral[37*]. Ensemble, ils formèrent la coalition du Gahal[38*], dont la ligne politique était un compromis entre l’approche économique des libéraux et l’approche sécuritaire et internationale des partisans de Begin. Aux élections de 1965, le Gahal remporta 26 sièges à la Knesset, tout en étant largement devancé par la nouvelle coalition de gauche du Maarakh (« Alignement des partis du travail ») formée par le Mapaï et l’*Ahdout Ha’Avoda*[39*].

Son alliance avec les libéraux donnait déjà à la droite israélienne une image plus présentable. Elle s’intégra complètement dans le jeu politique national à l’occasion de la guerre des Six-Jours de 1967. Face aux difficultés du Premier ministre Levi Eshkol, Begin en arriva même à suggérer que Ben Gourion et Eshkol gouvernent ensemble[40*13]. Peu après, Eshkol invita le Gahal à faire partie d’un cabinet d’union nationale. Ministre sans portefeuille, Menahem Begin faisait partie pour la première fois d’un gouvernement d’Israël. Il y resta jusqu’en août 1970, date à laquelle le plan Rogers[41*] le conduisit à se désolidariser du cabinet dirigé à l’époque par Golda Meir.

Toutefois, Begin et les siens étaient désormais dédiabolisés. La droite israélienne put entamer une ascension politique favorisée par l’usure des travaillistes après plus de vingt années au pouvoir. Conséquence de la guerre des Six-Jours, la question des territoires occupés commença à handicaper l’action internationale du gouvernement en même temps qu’elle crédibilisait le dessein de la droite d’un grand Israël incluant la bande de Gaza ainsi que les anciennes Judée et Samarie (celles-ci formant désormais la Cisjordanie). Par ailleurs, la société israélienne elle-même se transformait de l’intérieur avec le poids croissant des séfarades[42*] et le mépris à peine voilé que leur vouaient les

ashkhénazes, qui composaient l'*establishment* au pouvoir depuis l'indépendance de 1948[43*].

En 1973, Begin accepta la proposition d'Ariel Sharon de diriger une vaste alliance de la droite et du centre droit : le Likoud (« Consolidation »), dernier avatar en date du mouvement révisionniste. Peu après, la guerre de Kippour, au bilan plus que mitigé pour Israël, accrut le désenchantement des Israéliens envers les « vieux dinosaures » du gouvernement travailliste : Golda Meir et Moshe Dayan, respectivement Premier ministre et ministre de la Défense, durent encourir l'accusation de *mehdal*, c'est-à-dire de négligence ou d'impréparation militaire. Ils durent également faire face à l'impatience sociale grandissante de la petite-bourgeoisie des commerçants et des industriels, ce qui entraîna leur démission en avril 1974. Auparavant, aux élections générales de décembre 1973, le Likoud avait obtenu 39 sièges. Pour la première fois, la droite israélienne dépassait la barre symbolique de 30 % des suffrages, tandis que l'écart se resserrait avec les travaillistes.

Successeur de Golda Meir à la tête du gouvernement, Yitzhak Rabin ne fut guère plus heureux. Son action se heurta à de sérieux problèmes économiques et à une envolée de l'inflation, conséquence de la crise pétrolière, entraînant une dévaluation de 50 % de la livre israélienne. Elle fut également minée par la corruption et des scandales en série[44*].

Trois ans plus tard, l'impensable se produisit : *HaMahapakh* ! Une révolution ! Tout au long de la soirée électorale du 17 mai 1977, le mot fut repris en boucle, concurremment avec ceux de « séisme » ou de « raz de marée » : le Likoud devenait majoritaire avec 43 sièges, tandis que la coalition travailliste, conduite par Shimon Peres, reculait à 32 sièges. Les électeurs israéliens n'avaient plus peur de l'inconnu.

Au sortir de plus d'un quart de siècle d'opposition, voire d'isolement, Menahem Begin pouvait se permettre de prendre date pour la postérité, invoquant avec emphase « un tournant dans l'histoire du peuple juif ». Diminué par une attaque cardiaque, il n'avait quasiment pas pris part à la campagne électorale, quoique celle-ci se fût focalisée sur sa personnalité.

Fini l'époque où Yitzhak Rabin disait de lui : « C'est un objet archéologique, il ne sera jamais au pouvoir. » Fini également le temps où il était campé sous les traits du terroriste incontrôlable ou de l'extrémiste sectaire. Désormais, l'image donnée de Begin était celle d'un père de famille modéré, pieux et tolérant. Une image louangée par les séfarades qui célébraient à l'envi *Begin Meleh Israel* (« Begin, roi d'Israël »), mais très peu connue, il est vrai, à l'étranger, sauf en

Grande-Bretagne, où l'on se rappelait encore les temps douloureux de l'Irgoun. En France, la radio écorcha son nom qui devint malencontreusement « Mohammed Begin[14] ». Aux États-Unis, cela ne valait guère mieux, à lire la presse nationale qui évoquait l'avènement dangereux d'un « super-faucon », voire d'un « zélote ». Le nouveau président américain, Jimmy Carter, n'avait jamais entendu parler de lui. Même l'ancien secrétaire d'État Henry Kissinger, qui connaissait pourtant admirablement le personnel politique israélien, avait très peu de lueurs sur ce Begin, qu'il n'avait fait que croiser lors d'une réception et dont il conservait d'ailleurs un souvenir mitigé :

— Vous êtes bien celui qui veut que j'aille au diable ?

— Vous faites erreur, monsieur Kissinger. Je souhaite au contraire que vous alliez au paradis, mais je souhaite surtout que vous le méritiez[15] !

Les pays arabes, eux, réagirent aussitôt en dénonçant mécaniquement un « raciste » et un « terroriste » et en prédisant d'ores et déjà la probabilité d'une nouvelle guerre israélo-arabe.

Bien que disposant seulement d'une majorité relative, Begin n'eut aucun mal à former un gouvernement, avec notamment l'appui du Parti national religieux et d'*Ahgoudat Yisrael* des membres d'Ahgoudat Yisrael (héritiers du parti politique juif orthodoxe fondé en Pologne en 1912), qui avaient déserté, quelques mois plus tôt, l'alliance avec les travaillistes. Begin enregistra également le ralliement de Moshe Dayan, qui fut exclu des rangs travaillistes, et celui encore plus substantiel du parti Dash[45*], fondé peu de temps auparavant par le général archéologue Ygael Yadin.

Si la victoire de la droite israélienne eut des allures de révolution, l'action gouvernementale de Menahem Begin ne devait pas démentir cette impression de grand chambardement.

Sur le plan économique, on parla d'emblée de « tremblement de terre ». Le changement politique intervenait au moment où s'essoufflait le vieux système de Ben Gourion, qui s'appuyait sur la toute-puissance de l'Histadrout et des kibboutzim. Begin favorisa une approche libérale, fondée sur la liberté de l'entreprise et du marché. Il en résulta classiquement la suppression des subventions les plus massives à l'économie, l'abaissement des droits de douane ainsi que l'instauration d'une taxe sur la valeur ajoutée. Parallèlement, le gouvernement Begin s'efforça de promouvoir de nouveaux programmes sociaux : introduction d'une assurance santé à long terme, d'un système de revenu national ou encore un vaste programme de réhabilitation à grande échelle de villes ou de quartiers réduits à l'état de quasi-bidonvilles, comme Mousrara et

Katamon à Jérusalem, Wadi Salib à Haïfa ou encore Shkhunat Hatikva (Shkhunat signifie « quartier » en hébreu) à Tel-Aviv.

Begin eut beau déclarer qu'on ne pouvait « gérer une économie sur le dos de la ménagère », le fait de ne pas diminuer la dépense publique tout en libéralisant l'économie eut des effets pervers en matière d'augmentation des prix et d'envolée de l'inflation. Au final, il en arriva à bloquer les projets de son propre ministre des Finances, Simha Erlich, visant à faire décroître la dépense publique et à privatiser certaines entreprises du secteur public[46*].

C'était pourtant en matière de politique étrangère et de relations avec les pays arabes que Menahem Begin était le plus attendu. Il n'eut pas le temps de prendre l'initiative. Dès novembre 1977, le chef de l'État égyptien, Anouar el-Sadate, principal ennemi d'Israël, effectua une visite surprise à Tel-Aviv, puis à Jérusalem. Accueilli avec tous les honneurs, il fut même invité à s'exprimer devant la Knesset.

Dix mois plus tard eurent lieu des négociations entre Begin et Sadate, sous l'égide du président Jimmy Carter à Camp David[47*]. Tendu, Menahem Begin y défendit sa doctrine territoriale, au risque de se voir reprocher son intransigeance et sa vision d'un *Eretz Israel* d'un autre temps. À l'épreuve du pouvoir, Begin était toutefois devenu réaliste. Sa conception d'un prétendu « Grand Israël » l'incitait à tenir bon sur un territoire qui ne dépassait pas, après tout, la superficie de trois départements français. De la Palestine mandataire, il avait renoncé avec le temps à cette portion devenue la Jordanie. Et il ne continuait à occuper les hauteurs du Golan, au nord, et la Cisjordanie, à l'est, que pour des raisons de sécurité, tant que les voisins arabes ne renonceraient pas à la guerre – la dernière remontait à quatre ans seulement – et à leur obsession de détruire Israël. Certes, Begin, tout comme la plupart des leaders israéliens, faisait de Jérusalem-Est une question de principe. Mais, après tout, la communauté internationale ne s'était pas émue de l'occupation de la Vieille Ville par la Jordanie entre 1949 et 1967 – une occupation interdisant aux Juifs d'aller prier sur leurs lieux saints –, alors même que l'ONU en tenait pour un statut international de Jérusalem.

En revanche, Begin ne s'opposait pas à restituer le Sinaï à l'Égypte, à en faire évacuer les troupes de Tsahal et même à faire démanteler les implantations israéliennes. Sur cette base, les négociations égypto-israéliennes de Camp David débouchèrent sur un accord. Begin refusa à Sadate toute discussion sur le statut de la Cisjordanie et sur l'éventualité d'une autodétermination palestinienne sur ce territoire. Comment imaginer, en effet, que la restitution de la Cisjordanie aux

organisations palestiniennes ramènerait la paix aux frontières d'Israël ? Les Palestiniens ne venaient-ils pas d'être chassés par leurs frères Jordaniens dont ils menaçaient gravement la stabilité[48*] ? Et n'étaient-ils pas en train de mettre à feu et à sang le Liban, où ils avaient transplanté leurs campements ?

Menahem Begin eut tout lieu de se féliciter des négociations de Camp David car celles-ci aboutirent, en mars 1979, à un traité de paix. En échange de la restitution du Sinaï – mise en œuvre en 1982 –, il obtenait la normalisation des relations diplomatiques avec le voisin égyptien et la libre circulation dans le canal de Suez et dans le détroit de Tiran. Bien sûr, la colère se fit jour au sein même du Likoud, où lui fut reproché d'avoir trahi l'idéologie révisionniste en concédant des territoires historiques d'Israël. Plusieurs dirigeants de droite, dont Yitzhak Shamir, s'abstinrent de voter l'accord de paix à la Knesset, tandis que les « faucons » de la ligne dure se séparaient du Likoud[49*].

Surtout, l'image de Begin dans l'opinion israélienne se modifia du jour au lendemain. Le nationaliste irresponsable et extrémiste du passé s'effaçait définitivement devant l'homme d'État pondéré et réaliste. Une image confortée par la reconnaissance internationale qui succédait à une longue période de méfiance. Elle culmina lors de l'attribution à Begin, conjointement avec Sadate, du prix Nobel de la paix 1978.

En revanche, l'âpreté de négociateur de Begin porta indéniablement préjudice à la situation personnelle de Sadate et de l'Égypte au sein du monde arabe. Du jour au lendemain le président égyptien, héros de la guerre de Kippour, passa pour un traître bradant la cause palestinienne et rejetant le panarabisme de son prédécesseur Nasser. L'Égypte fut mise au ban des nations arabes lors du Sommet de Bagdad de novembre 1978 et exclue peu après de la Ligue arabe[50*].

Menahem Begin pouvait désormais engranger sur ce succès diplomatique d'une ampleur exceptionnelle et sur une image personnelle restaurée. Il pouvait même se permettre d'apaiser les radicaux du Likoud en intensifiant l'installation de colons en Cisjordanie. Sous son gouvernement, le nombre d'établissements juifs sur la portion territoriale à l'ouest du Jourdain et dans la bande de Gaza connut un quadruplement.

Aux élections de juin 1981, Begin l'emporta de nouveau sur la coalition de gauche[51*], alors que les sondages le donnaient perdant et que la campagne électorale avait été d'une violence inusitée. Ayant profité de la division au sein des travaillistes, notamment de l'animosité entre Shimon Peres et Yitzhak Rabin, il rassemblait plus de 37 % des suffrages et disposait d'un réservoir parlementaire important.

Trois semaines avant le scrutin, Begin avait accru sa popularité en faisant bombarder par l'aviation israélienne le réacteur nucléaire irakien Osirak, sur le site de Tammuz. Il s'était préparé de longue date à cette opération, qu'il avait décidée le jour où il avait compris que la France et l'Italie ne cesseraient pas leur coopération technologique avec Bagdad et que les États-Unis, de leur côté, ne feraient rien pour interrompre le programme nucléaire irakien. Cette opération fut l'occasion d'énoncer la « doctrine Begin » suivant laquelle Israël ne permettrait à aucun ennemi de développer des armes de destruction massive. Begin lui-même considérait que l'opération devait constituer un précédent significatif, en même temps qu'un pilier de la politique de sécurité d'Israël.

Sans toutefois contester le principe de cette opération, la gauche israélienne regimba sérieusement. Sur le plan international, l'émoi fut plus tenace et le Conseil de sécurité des Nations unies vota une résolution condamnant Israël[52*]. Begin n'en eut cure : en rétorsion, il fit procéder à l'annexion des hauteurs du Golan qui étaient occupées depuis la guerre des Six-Jours.

Les difficultés pour Begin devaient survenir peu de temps après, lors de l'opération « Paix en Galilée » visant à sécuriser la frontière nord d'Israël. Celle-ci était menacée en permanence par les tirs de roquettes auxquels se livrait l'OLP (Organisation de libération de la Palestine) de Yasser Arafat à partir de ses implantations au Sud-Liban. Pour Begin, l'opération devait être courte et limitée. Elle ne visait qu'à détruire le potentiel palestinien afin de rééquilibrer le pouvoir libanais en faveur des milices chrétiennes, alliées d'Israël. Sur le plan militaire, le succès fut incontestable, même si Tsahal progressa jusqu'à Beyrouth, très au-delà de ce qui avait été initialement prévu. L'essentiel était cependant que l'OLP fût expulsée du Liban et que les dirigeants de l'OLP, Arafat en tête, prissent le chemin de l'exil[53*].

Mais l'objectif de sécurisation à long terme de la frontière nord d'Israël ne fut pas atteint, la milice islamiste du Hezbollah se substituant peu après à l'OLP. Surtout, Israël revint sous le feu des critiques à la suite du massacre de Palestiniens des camps de Sabra et de Chatila, proches de Beyrouth. Perpétré par les milices chrétiennes phalangistes, ce massacre était une riposte à l'assassinat du président du Liban nouvellement élu, Bachir Gemayel. Il emportait les espoirs de Begin d'arracher un traité de paix avec le Liban. L'opinion publique internationale pointa la responsabilité israélienne dans les massacres de Sabra et Chatila, alors même qu'aucune force de Tsahal n'y était impliquée. En Israël, le ministre de la Défense Ariel Sharon se retrouva sur la sellette. Même si ce

dernier avait été beaucoup plus loin dans l'opération militaire que Begin ne l'eût souhaité, celui-ci refusa de le désavouer[54*].

Pour Menahem Begin, la guerre du Liban s'acheva en déception et jeta une ombre sur son action gouvernementale. Le décès subit de son épouse Aliza en novembre 1982, alors qu'il se trouvait en visite officielle à Washington, l'atteignit durement sur le plan psychologique. Malade, vidé de ses forces, il démissionna de son poste de Premier ministre en août 1983, laissant les rênes du pouvoir à son vieux compagnon d'armes Yitzhak Shamir.

Menahem Begin passa les huit années suivantes dans la tristesse et la solitude, reclus dans son appartement de la rue Tsémah à Jérusalem dont il ne sortait que pour se recueillir sur la tombe de sa femme. Soigneusement filtrés par sa fille Leah, ses visiteurs se faisaient rares. Durant toutes ces années de retraite, son seul lien avec le monde extérieur était la presse et la BBC qu'il écoutait quotidiennement.

Begin succomba à une crise cardiaque en mars 1992. Il avait fini sa vie tout comme il avait vécu, modestement, et demandé à être inhumé au mont des Oliviers, à Jérusalem, plutôt qu'au mont Herzl où reposaient toutes les grandes figures du sionisme, à l'exception de son rival politique de toujours, Ben Gourion. Au fond, pour ce rebelle sans doute passé trop tard du désert à la Terre promise, les plus belles années avaient été celles de la lutte et de la clandestinité. Celles d'un idéal sioniste qui se confondait avec un combat pur et sans tache, même si la réalité était plus ingrate.

Bibliographie sélective

BEGIN, Menahem, *The Revolt*, New York, Dell Books, 1978 (traduction française : *La Révolte d'Israël*, éd. Albatros, 1978).

GERVASI, Frank, *The Life and Times of Menahem Begin. Rebel to Statesman*, New York, G. P. Putnam's Sons, 1979.

GOLDSTEIN, Fred, *L'Irgoun*, France-Empire, 1980.

GORDIS, Daniel, *Menachem Begin. The Battle for Israel's Soul*, Jerusalem, Schocken, 2014.

HABER, Eytan, *Menachem Begin. The Legend and the Man*, New York, Delacorte Press, 1978 (traduction française : *Menahem Begin*, Stock, 1978).

HURWITZ, Harry, *Begin. His Life, Words and Deeds*, Jerusalem, Gefen Publishing House, 2004.

MALKA, Victor, *Menahem Begin. La Bible et le fusil*, Éditions Media, 1977.

PELEG, Ilan, *Begin's Foreign Policy, 1977-1983. Israel's Move to the Right*, Westport, CT, Greenwood Press, 1987.

PERLMUTTER, Amos, *The Life and Times of Menachem Begin*, New York, Doubleday, 1987.

SCHIFF, Ze'ev & YA'ARI, Ehud, *Israel's Lebanon War*, New York, Simon & Schuster, 1984.

SHINDLER, Colin, *The Land Beyond Promise. Israel Likud and the Zionist Dream*, Londres, I. B. Tauris, 2002.

SILVER, Eric, *Begin. The Haunted Prophet*, New York, Random House, 1984.

SOFER, Sasson, *Begin. An Anatomy of Leadership*, Oxford (RU), Basil Blackwell, 1988.

1*. Dans l'Empire russe à l'époque, sous le nom de Brest-Litovsk (ou Brest en Lituanie), Brest fait partie aujourd'hui de la Biélorussie.

2*. Prière des morts.

3*. Le futur Ariel Sharon. Blumke, l'épouse de Mordehaï Sheinerman, qui était sage-femme, mit au monde les trois enfants de Dov Ze'ev et Hasia Begin.

4*. Keren Kayemeth LeIsrael ou KKL (littéralement « Fonds pour la création d'Israël »)

5*. Créée par l'impératrice Catherine II en 1791, la « zone de résidence » était la région ouest de l'Empire russe, frontalière de la Pologne, de la Lituanie ou encore de la Moldavie où les Juifs étaient autoritairement cantonnés. Jusqu'en février 1917, époque de l'abolition de cette zone de résidence, seul un nombre limité de Juifs étaient autorisés à s'en affranchir.

6*. Le premier enfant du couple Begin s'appela finalement Rachel.

7*. Le temple de Jérusalem avait été détruit une première fois par les Babyloniens en 586 avant J.-C., puis par les Romains en l'an 70 de l'ère chrétienne.

8*. Le 3 mars 1918 fut signé le traité de Brest-Litovsk, qui conclut la paix entre l'Empire allemand et la Russie soviétique. La ville resta aux mains de l'Allemagne jusqu'en 1919, date à laquelle la Pologne en prit possession.

9*. Le *heder* (signifiant « chambre ») est une école élémentaire où sont enseignés les rudiments du yiddish et de l'hébreu. Il symbolise le lieu par excellence de l'éducation juive.

10*. Le Mizrahi est la branche religieuse du sionisme.

11*. Voir ici-ici.

12*. Binyamin, Leah et Hasia. Ze'ev Jabotinsky était présent au mariage de Begin.

13*. Voir ici.

14*. Occupée par les Soviétiques, qui favorisèrent la création d'une République de Lituanie, Wilno retrouverait son nom originel de Vilna. On estime qu'à l'époque, la ville était peuplée à 40 % de Juifs. Par la suite, devenue la capitale de la Lituanie, elle changea encore une fois de nom pour Vilnius.

15*. Poli, Begin avait proposé aux policiers de prendre une tasse de thé et leur dit pompeusement en sortant : « Après vous, *gentlemen*. C'est ma demeure et je ne songerais même pas en rêve à laisser mes hôtes sortir derrière moi. »

16*. Par la suite, il raconta cet épisode dans un petit ouvrage de souvenirs intitulé *Nuits blanches*.

17*. Ses parents, Dov Ze'ev et Hasia, ainsi que son frère Herzl furent assassinés dans des conditions qui resteraient inconnues. Plus tard, il raconta : « Mon père […] a marché à la mort entre les mains des nazis en récitant les textes liturgiques de la foi en Dieu et en chantant la *Hatikva*, l'hymne national hébreu. »

18*. Avraham Tehomi entraîna à sa suite 1 300 hommes environ, soit le tiers des effectifs de l'Irgoun.

19*. La politique de représailles de l'Irgoun aurait fait près de 250 victimes civiles arabes en l'espace de trois ans.

20*. David Raziel fut tué au combat en Irak, en mars 1941, alors qu'il combattait dans les forces armées britanniques, conformément à l'accord qu'il avait lui-même conclu.

21*. En février 1942.

22*. Voir ici.

23*. 1er octobre 1945.

24*. En particulier l'« opération Agatha ».

25*. En réalité, l'attaque avait été bel et bien planifiée par un comité commun, dit « Comité X », mais la Haganah avait demandé au dernier moment que l'opération fût annulée, face à l'éventualité de victimes civiles. L'Irgoun la maintint en ayant soin cependant de faire avertir au préalable les autorités et la presse de l'imminence d'une explosion.

26*. En définitive, encerclée par la Haganah, Jaffa ne tomba qu'après le départ des Britanniques.

27*. La création de Tsahal date du 26 mai 1948.

28*. Les 21 et 22 juin 1948.

29*. Dix-huit soldats de l'Irgoun et deux de Tsahal.

30*. Aux termes du plan de partage de l'ONU, en novembre 1947, il avait été convenu d'appliquer à Jérusalem un statut international.

31*. Organe législatif du système monocaméral israélien, la Knesset comporte 120 sièges.

32*. Un pic relatif fut atteint lorsque, aux élections d'août 1961, le Herout obtint 17 sièges avec 13,8 % des voix, quoique toujours loin derrière le Mapaï (42 députés et 34,7 % des voix).

33*. Winston Churchill eut d'ailleurs quelques saillies acides sur le négligé vestimentaire de Ben Gourion.

34*. En 1939, Albert Einstein avait déjà dénoncé publiquement Jabotinsky et les révisionnistes.

35*. On dénombra 350 blessés au total et plusieurs centaines d'arrestations.

36*. En 1958, la Cour suprême d'Israël innocenta Kastner à titre posthume de toutes les accusations portées contre lui.

37*. Formé en 1961, le Parti libéral rassemblait le vieux mouvement centriste des « sionistes généraux », dirigé naguère par Haïm Weizmann et qui s'était éloigné de ses alliés socialistes dès le milieu des années 1950, ainsi que le parti progressiste.

38*. Pour rappel, Gahal était l'acronyme du bloc Herout-libéraux.

39*. Cette coalition, à laquelle s'était adjoint le Rafi, nouveau parti formé par Ben Gourion, donnerait naissance en janvier 1968 au Parti travailliste israélien.

40*. Eshkol y opposa un refus lapidaire : « Deux chevaux ne peuvent pas tirer la même charrette. » Selon Tom Segev, il aurait eu un commentaire encore plus incisif : « Personne ne peut me demander de me transformer en lavette. »

41*. Plan de paix américain, du nom du secrétaire d'État William P. Rogers, qui exposait les conditions d'un accord afin d'instaurer une paix durable entre l'Égypte et Israël.

42*. Pour rappel, les séfarades sont des Juifs originaires des pays arabes.

43*. Plus d'une fois, les ashkhénazes, d'origine européenne, firent état, souvent en des termes brutaux et humiliants, du danger d'« orientalisation » d'Israël, ce qui eut pour effet mécanique d'entraîner le rejet des travaillistes par les Juifs séfarades, issus des pays arabes.

44*. Ainsi du « scandale Adlin » qui éclata en 1976 et entraîna la condamnation d'Asher Adlin ; ou encore de celui lié au ministre du Logement, Avraham Ofer, qui mettrait fin à ses jours en janvier 1977. Voir ici-ici.

45*. Dash est l'acronyme de *Democratic Movement for Change* (« Mouvement démocratique pour le changement »).

46*. À la suite du mandat gouvernemental de Menahem Begin, Israël dut affronter une crise bancaire sévère et, plus tard, adopter un plan de stabilisation économique draconien afin de juguler l'inflation.

47*. Ces négociations de Camp David se déroulèrent du 5 au 17 septembre 1978.

48*. Épisode de « Septembre noir » en 1970.

49*. En connexion avec le mouvement du Goush Emounim (Bloc de la foi), ces éléments tentèrent de s'opposer en avril 1982 au retrait israélien du Sinaï.

50*. Elle en restera exclue de 1979 à 1989.

51*. Quarante-huit sièges au Likoud contre 47 à la coalition travailliste.

52*. Résolution 487 du 19 juin 1981.

53*. L'OLP installera son quartier général à Tunis.

54*. Voir ici-ici. Ariel Sharon démissionnera cependant en février 1983, à la suite d'un attentat perpétré en marge d'une marche pacifiste de l'organisation Peace Now, et restera ministre sans portefeuille.

CHAPITRE 6

Golda Meir (1898-1978)
La forteresse

« Les femmes bien élevées font rarement l'Histoire. »
Eleanor Roosevelt

« Je préfère vos condamnations à vos condoléances. »
Golda Meir

Septuagénaire au moment où elle exerça le pouvoir, Golda Meir aurait pu laisser l'image d'une « grand-mère d'Israël » amène et bienveillante. Ce ne fut point le cas. Elle n'avait pas le bagage intellectuel d'autres leaders sionistes. Son hébreu n'était pas très châtié et elle ne serait jamais à l'aise avec la philosophie juive ou avec le Talmud. Toutefois, cette oratrice redoutable, poids lourd de la politique, était dotée d'une détermination et d'une rigueur hors normes témoignant de sa dévotion sans bornes pour Israël. Sacrifiant sa vie privée à l'action publique, elle fut une forteresse, rugueuse et inexpugnable. Le cours de son existence l'y avait préparée, des pogroms ukrainiens de son enfance à la rudesse des kibboutzim puis à l'âpreté des combats politiques. Ben Gourion, qui lui-même ne passait pas pour un tendre, dira d'elle qu'elle était « le seul homme de son gouvernement ». Étudiante à Milwaukee, Golda Meyerson avait tenu tête à ses parents. Déguisée en Bédouine pour parlementer avec le roi Abdallah de Transjordanie, elle lui opposa son inflexibilité d'airain. Plus tard, devenue Golda Meir, elle dama encore le pion au prince de la diplomatie, Henry Kissinger en personne. Était-ce seulement une question de caractère ? Peut-être, au fond, se percevant plus volontiers comme juive que comme femme, était-elle simplement la mieux placée pour personnifier les tragédies de la diaspora juive et pour en triompher.

À l'en croire, ses premiers souvenirs d'enfance remontaient au temps où sa famille s'était établie à Kiev. En 1902, la petite Golda Mabovitch venait d'avoir 4 ans. Plus tard, elle ne se rappellera pas la pauvreté, le froid et la faim, mais la peur : celle du pogrom. Bien sûr, elle ignorait encore la signification de ce mot épouvantable, mais comment n'aurait-elle pas pu être durablement terrorisée par la folie meurtrière d'une foule hystérique brandissant couteaux et gourdins dans une chasse expiatoire aux Juifs ? Le souvenir de la petite Golda la ramenait plus précisément à son père Moshe qui, avec l'aide de voisins, s'employait à barricader l'entrée de leur maison avec des planches.

La populace déchaînée et les Cosaques, avec leurs chevaux aux sabots claquant sur le pavé, resteront les grandes angoisses de son enfance[1]. La famille

Mabovitch parvint à échapper aux grands massacres de Kiev et à reprendre en catastrophe le chemin de Pinsk, dont elle était originaire : la mère, Blume, et ses trois filles, Sheyna, Golda et Tzipke[1*]. Le père, lui, était parti en éclaireur pour l'Amérique et avait échoué à Milwaukee, sur les rives du lac Michigan, dans le Wisconsin. Sans doute avait-il préféré le Middle West au Lower East Side new-yorkais où les Juifs d'Europe orientale reformaient leur ghetto dans des conditions souvent faméliques. À New York, Moshe Mabovitch n'avait pu reprendre son ancien métier de menuisier ; à Milwaukee pas davantage, mais il sut s'adapter et dénicher un petit emploi dans les chemins de fer. Il ne se débrouilla pas si mal, en définitive. Trois ans plus tard, il avait suffisamment économisé pour faire venir toute sa famille, qui le rejoignit dans des conditions rocambolesques.

Sioniste à Milwaukee

Quel Américain moyen avait entendu parler de sionisme à l'époque ? Moshe Mabovitch lui-même dut s'habituer à oublier les réunions clandestines à Kiev des cercles sionistes-socialistes. Plus besoin de se cacher, d'ailleurs, dans ce pays de liberté qu'était l'Amérique, où l'on ignorait les massacres rituels comme les zones de résidence. Moshe n'était pas un juif très pratiquant, encore que l'on mangeât casher chez les Mabovitch, où l'on respectait les fêtes religieuses qu'on s'en allait parfois célébrer pieusement à la *schule* (« synagogue » en yiddish). Il inculqua néanmoins à ses filles les grands principes de la tradition judaïque : les valeurs de droiture et de rectitude, le respect du shabbat comme du jeûne de Kippour et, bien sûr, la ferveur de l'idéal sioniste.

L'aînée des filles, Sheyna, était d'un tempérament rebelle qui l'opposait fréquemment à ses parents. La cadette, Golda, était destinée à devenir la dépositaire des valeurs familiales. En 1912, Goldie, comme on l'appelait, venait d'avoir 14 ans.

À l'inverse de tant de villes assoupies de l'Amérique profonde, Milwaukee produisait une étrange impression de vitalité. Certes, ce n'était pas Chicago, sa grande voisine du sud. Mais le dynamisme de Milwaukee était lié aux grandes brasseries qui s'y étaient établies, Miller notamment, la plus fameuse. Milwaukee était aussi une ville d'immigration, dont le pourcentage d'étrangers était à l'époque comparable à celui de New York. Au milieu du XIX^e^ siècle, les Allemands avaient ouvert le bal, du moins ceux qui avaient réussi à fuir leur pays à la suite de la révolution ratée de 1848. Les Polonais, les Italiens et les Irlandais avaient suivi, puis les Juifs d'Europe orientale. Le socialisme avait fait son miel de ce bouillonnement de peuples et de communautés. À l'orée du nouveau siècle, Milwaukee était en Amérique la ville de gauche par excellence. Le maire, Emil Seidel, était socialiste, et ses concitoyens n'étaient pas peu fiers de leur héros, Victor L. Berger, le seul socialiste qui eût jamais siégé au Congrès des États-Unis[2*].

Contrairement à sa sœur aînée, Golda s'était vite intégrée à la société américaine, maîtrisant parfaitement la langue anglaise tout en continuant à parler le yiddish en famille. Les Mabovitch logeaient à Walnut Street, le plus pauvre quartier juif de la ville, mais la fillette voyait en Milwaukee une sorte de rêve :

« Tout avait l'air si coloré, si frais, comme si l'on venait tout juste de le fabriquer[2]. »

À l'école primaire de la 4e Rue, située à deux pas de la grande brasserie Schlitz, Golda était une bonne élève. Plus inattendu, elle fut aussi une meneuse, capable d'organiser une collecte afin d'acheter des livres de classe à ses petites camarades dans le besoin. Elle avait créé une association, l'American Young Sisters Society[3*], et s'était même débrouillée pour louer une grande salle, le Packen Hall, afin de célébrer cette initiative. Personne ne s'étonna lorsque Golda fut désignée pour prononcer le discours de fin d'année. Son seul vrai mauvais souvenir de ces années restera la petite épicerie familiale. Son père et sa sœur Sheyna ayant catégoriquement refusé de donner un coup de main, il revenait à Golda d'aider sa mère Blume et de surveiller le magasin quand elle en était absente. Cette corvée devint pour elle une vraie hantise.

Le rêve de Golda était de devenir institutrice. Admise au collège, elle trouva parallèlement des petits boulots aux Grands Magasins Schuster, puis chez Gimpels, avant d'être embauchée à la bibliothèque municipale de Milwaukee. Or ses parents s'opposèrent vigoureusement à son entrée au lycée du district nord de la ville. À les en croire, il n'était pas indispensable qu'une fille de famille exerçât un métier. Son père Moshe se méfiait tout particulièrement des filles cultivées qu'il traitait de *rebbetzin*, bas-bleus[4*3] : « Cela ne paie pas d'être trop intelligente… les hommes n'aiment pas les filles trop malignes[4]. » Il suffisait à sa propre fille de se préparer à prendre un mari, tenir sa maison et fonder une famille.

Golda ne céda pas. À 15 ans, elle prit la première décision importante de son existence en s'en allant rejoindre sa sœur aînée Sheyna, dont elle avait été et devait toujours rester très proche. Sheyna vivait à Denver, Colorado, où elle s'était mariée, et s'appelait à présent Korngold. Les quelques mois passés hors du foyer familial bouleversèrent la vie de Golda. Sheyna et son mari Shamai la prirent affectueusement en charge, tout en l'ouvrant à la culture et aux échanges intellectuels.

Les Korngold étaient des sionistes engagés. Ils ouvraient leur porte aux amis et aux débats où l'on discutait avec ferveur jusqu'au bout de la nuit. On s'y frottait l'esprit à la poésie, à la philosophie et, plus volontiers encore, à la politique. On y refaisait le monde entre deux tasses de thé au citron et les sujets ne manquaient pas, de la littérature yiddish aux luttes syndicales et de l'anarchisme aux suffragettes… et surtout, au sionisme, dont on évoquait avec admiration les

grandes figures : Aaron David Gordon[5*], qui était parti pour la Palestine, et, bien sûr, le grand Theodor Herzl.

La passion militante des Korngold impressionna fortement Golda, qui reconnut plus tard s'être forgé quelques-unes de ses convictions lors de ces soirées enfiévrées où l'on discourait sur *L'État des Juifs*, le manifeste sioniste[5]. Elle se rappellerait la détresse de Sheyna qui, à la mort de Herzl, avait décidé de prendre le deuil et de ne plus porter que du noir. Lors d'une de ces soirées, la jeune fille fit la connaissance d'un jeune homme un peu timide, de cinq ans plus âgé qu'elle, qui était peintre d'affiches : il s'appelait Morris Meyerson et provenait d'une famille pauvre d'origine lituanienne. Golda en fut aussitôt éprise. Il l'entraîna dans de grandes promenades et lui fit découvrir la passion de sa vie qui, avec les livres, était la musique classique. Elle se confia à une amie : « Il n'est pas très beau, mais il a une âme magnifique. » On était en 1913.

Lorsqu'elle revint à Milwaukee quelques mois plus tard, Golda n'était plus la même. L'adolescente de 15 ans avait beaucoup réfléchi, mûri et surtout affirmé son indépendance. Indifférente à présent aux objections de ses parents, elle reprit ses études au lycée. Ressortie diplômée, elle s'inscrivit dans la foulée, en octobre 1916, à l'École normale de Milwaukee.

Toutefois, l'enseignement n'était plus l'unique but de la vie de Golda. Elle avait désormais trouvé sa vocation dans le sionisme et ses perspectives socialistes. Pour une fois, d'ailleurs, ses parents étaient d'accord avec elle. L'Amérique entrait en guerre et sa mère, Blume, accueillait au foyer familial les jeunes volontaires qui s'apprêtaient à combattre sous le drapeau juif, dans le cadre de la Légion juive. Moshe, de son côté, s'activait dans le cadre communautaire juif, fort de son appartenance au *B'nai Brith*[6*]. Moshe et Golda se retrouvèrent finalement au People's Relief Committee (« Comité de secours populaire »), une organisation d'aide aux Juifs d'Europe qui, durant la Première Guerre mondiale, concurrençait le Joint[7*], jugé trop bureaucrate et trop peu efficace.

Avec l'engouement des néophytes, Golda songea à s'engager elle aussi dans la Légion juive… pour découvrir qu'on n'y admettait pas les femmes. En désespoir de cause, elle lut tout ce qui lui passait sous la main concernant *Eretz Israel*, dont elle ne savait quasiment rien. Elle échangea avec de grands intellectuels de passage à Milwaukee tels Nahman Syrkin ou encore Shmaryahu Levin. Elle rencontra également des Juifs de Palestine qui faisaient un peu figure de bêtes curieuses sur le sol américain et plus encore, sans doute, dans le Midwest. Parmi ceux-ci figuraient Yitzhak Ben Zvi et Ya'akov Zerubavel.

Le plus connu de ces sionistes palestiniens était un certain David Ben Gourion. Un samedi soir de septembre 1916, Ben Gourion avait été invité à faire une conférence devant les militants sionistes de Milwaukee. Il était prévu qu'il aille déjeuner le lendemain avec ses camarades chez les Mabovitch, dont on lui avait vanté le dévouement à l'idéal sioniste. Or Golda n'assista pas à ladite conférence et n'eut pas non plus le courage d'expliquer qu'elle avait préféré, ce soir-là, accompagner Morris, sur son invitation, à un concert de l'Orchestre philharmonique de Chicago. Ses amis politiques prirent fort mal cette défection inopinée et, furieux, annulèrent vertement le déjeuner du lendemain : « Libre à toi, Goldie, de faire ce qui te chante. Mais il n'est pas concevable qu'une personne incapable de se donner la peine d'aller écouter Ben Gourion ait l'honneur de le recevoir à sa table[6]. » C'est ainsi que la future Golda Meir rata sa première occasion de rencontrer Ben Gourion, « un des hommes les plus difficilement abordables que j'aie connus », devait-elle admettre[7].

Golda s'immergea dans ses activités sionistes et enseigna le yiddish à la Folkschule, l'école du Centre juif de Milwaukee. Elle aida à l'organisation de marches de protestation contre les nouveaux pogroms d'Ukraine et de Pologne. Surtout, elle adhéra officiellement au *Poaléi Zion*, le parti sioniste travailliste, en trichant un peu sur son âge car elle n'avait que 17 ans, au lieu des 18 requis. Déjà, elle avait pris la décision de partir pour la Palestine.

Un engagement sioniste aussi intense ne pouvait être sans conséquence sur sa vie personnelle. Même sa sœur Sheyna finit par s'en inquiéter : « Pour ce qui est de ton bonheur personnel, saisis-le au passage, Goldie, et ne le laisse pas filer. S'il est un vœu que je t'adresse de tout cœur, c'est de ne pas vouloir être ce que tu devrais être, mais d'être ce que tu es[8]. » Morris Meyerson partageait une telle inquiétude. Il était à l'évidence plus romantique et méditatif qu'elle, moins militant aussi, et ses convictions sionistes étaient plus floues. En vérité, il ne croyait que modérément aux vertus d'un éventuel État juif et l'écrivit dès 1915 : « Il m'est assez égal, au fond, de savoir si c'est en Russie ou en Terre sainte que les Juifs vont souffrir[9]… »

Golda demeura impavide, sachant très exactement ce qu'elle voulait. Ses rares photos de l'époque reflètent une personnalité mi-triste mi-sévère chez qui l'on devinait déjà une forte détermination. De fines lunettes cerclées de fer lui composaient un profil d'intellectuelle, encore qu'elle se préoccupât assez peu de son apparence. Elle n'était ni belle ni laide et paraissait s'en être arrangée, consciente que sa séduction tenait à son énergie, son éloquence et sa capacité à convaincre. Plus tard, elle écrirait : « Ne pas être belle fut une vraie

bénédiction pour moi. Cela m'a obligée à développer d'autres ressources intérieures. Une jolie fille a un handicap à surmonter[8*]. »

Golda milita pour la tenue d'un congrès juif américain et s'opposa aux socialistes juifs du Bund, dont l'attachement au marxisme excluait catégoriquement toute idée d'État juif, en Palestine ou ailleurs. Au désespoir de son père, elle porta la bonne parole, juchée sur une caisse, jusque sur le parvis de la synagogue de son quartier. Lorsque le congrès américain tint ses premières assises, à Philadelphie au cours de l'hiver 1918, Golda était aux anges car elle faisait partie de la délégation de Milwaukee. Et elle venait de se marier avec Morris, qui s'était résigné à l'accompagner en Palestine[9*10]. La cérémonie – religieuse, par égard pour ses parents – s'était déroulée fin décembre 1917. Quelques jours auparavant, la déclaration Balfour avait annoncé le soutien de la Grande-Bretagne à l'établissement d'un « foyer national juif » en Terre promise.

Une passion dévorante

Golda venait de passer presque un an à New York, dans le Lower East Side, à préparer son aventure. Un jour de mai 1921, ce fut le grand départ, en compagnie de son mari Morris, de sa sœur Sheyna et des deux enfants de celle-ci. Leur paquebot, le *Pocahontas*, était une coquille de noix inapte à prendre la mer, mais il y avait pire encore : ces émigrants n'avaient pas la moindre idée de ce qui les attendait en Palestine. Au terme d'une odyssée maritime de plusieurs semaines dans des conditions innommables, ils eurent d'abord le choc de la découverte de leur nouveau pays, tellement différent de ce qu'ils avaient laissé en Amérique.

En arrivant, harassés de fatigue, ils trouvèrent une atmosphère viciée par la chaleur fétide et la saleté ainsi qu'un mode de vie qui leur était totalement étranger. En ce temps-là, il n'était pas rare que de nouveaux venus, à peine débarqués en *Eretz Israel*, reprissent en toute hâte le chemin du retour. Ce n'était guère l'intention de Golda, si fière de marcher dans les rues de Tel-Aviv au soir de son premier shabbat. Se rappelait-elle alors sa grand-mère maternelle qui, jusqu'à 90 ans passés, avait conservé l'habitude de saler son thé au lieu de le sucrer ? « C'est que je veux emporter avec moi dans l'autre monde, expliquait-elle, le goût de la *Goless* [« diaspora »][11]. »

Pour être différent, le goût d'*Eretz Israel* n'était pas fait pour les âmes délicates, mais pour les caractères bien trempés. C'était son cas, et elle avait fait sien le mot prêté à Rachel Yanait[10*], à qui l'on demandait ce qu'elle allait faire en Palestine : « Je vais y vivre[12] ! » À l'automne 1921, Golda et son mari débarquèrent au kibboutz de Merhavia, dans la vallée de Jezréel.

Charmée, elle décrivit plus tard cet endroit idyllique : « Pas de vergers, pas de prairies, pas de fleurs. Rien, sauf le vent, la pierre et quelques champs brûlés par le soleil[13]. » Des torrents de boue en hiver, des canicules agrémentées de nuées de moucherons ou de moustiques en été, la malaria en toute saison. Bien sûr, la vie y était d'une rudesse toute pionnière et les débuts furent difficiles. L'existence des kibboutzim était faite quotidiennement de corvées, de travail en commun et de loisirs partagés. Pour les Juifs américains, ce régime collectiviste paraissait moins facile à vivre que pour les Juifs d'Europe centrale ou orientale.

Golda supporta beaucoup mieux que Morris une vie privée « réduite aux acquêts ». En vérité, elle se sentit très vite comme un poisson dans l'eau au sein du kibboutz qui, d'ailleurs, lui rendit bien son attachement : élue au comité de direction de la colonie, elle fut désignée déléguée de Merhavia au congrès du mouvement des kibboutzim. On était en 1922 et le congrès se tenait à Degania, le premier kibboutz historique. Autorisée à s'exprimer en yiddish parce qu'elle ne maîtrisait pas encore assez bien l'hébreu, Golda côtoya pour la première fois les grands responsables du Yishouv : de Ben Zvi et Ben Gourion, qu'elle connaissait déjà, à Levi Eshkol et Yitzhak Tabenkin. Elle n'eut d'yeux cependant que pour Berl Katznelson, le père de la deuxième *aliyah*, qui était l'homme le plus écouté et le plus respecté du sionisme en *Eretz Israel*[11*]. Un autre homme la fit chavirer très au-delà du sionisme. Il s'appelait David Remez et deviendrait son mentor et son ange gardien. Il occuperait les plus hautes fonctions au sein de l'Histadrout, avant de devenir le confident privilégié de Golda[12*14].

Quoique dévorée d'impatience, Golda se contenta d'abord d'écouter les discours des grands chefs sionistes et de boire leurs paroles en osant à peine les approcher. Elle aurait pu s'imaginer vivre ainsi sa vocation. Toutefois, Morris ne partageait pas son enthousiasme et supportait de moins en moins la promiscuité au sein du kibboutz et cette existence où la vie intellectuelle était réduite à la portion congrue. Sans l'admettre, il vivait de plus en plus mal l'engagement total de sa femme dans la vie de groupe, au détriment de leur relation de couple. Quoique en profond désaccord sur ce point avec son mari, Golda accepta de quitter Merhavia au bout de trois ans.

Les Meyerson passèrent quelque temps à Tel-Aviv, où ils eurent deux enfants, Menahem, né en 1924, et Sarah, née en 1926. Puis ils partirent pour Jérusalem, où ils se retrouvèrent confrontés à une misère noire. Tout le Yishouv subissait alors une crise économique épouvantable marquée par le chômage et le déficit d'activités industrielles créatrices d'emplois. Aux malheureux qui lui réclamaient du pain, Ben Gourion avait beau répondre : « Je n'ai pas de pain, j'ai du rêve[15]… », cela ne pouvait durer bien longtemps. Certains sionistes en vinrent à se demander s'il était raisonnable d'encourager les *aliyoth*. En 1927, pour la première fois, l'émigration de Juifs hors de Palestine fut plus importante que l'immigration.

Désorientée loin de Merhavia et se sentant inutile dans sa nouvelle existence de *yiddische mama* (« mère juive »), Golda dut accepter de petits travaux sans

intérêt. La mort dans l'âme, résistant à la tentation de l'action publique, elle en était réduite à regarder le train du sionisme tracer sa route sans elle.

Un jour de 1928, Remez proposa à Golda de travailler pour l'Histadrout. Plus qu'un syndicat, la Fédération générale des travailleurs juifs était le symbole d'une communauté du travail œuvrant pour l'avenir des Juifs en Palestine. Elle était l'institution par excellence du futur État. Tout en militant en faveur de l'immigration juive, l'Histadrout avait développé ses propres entreprises économiques, non sans contrôler l'organe d'autodéfense qu'était la Haganah. Golda était chargée du *Moetzet Hapoalot*, le Bureau du travail féminin de l'organisation. Elle quitta Jérusalem pour Tel-Aviv avec ses enfants. Ayant fini par admettre l'échec de son mariage, elle se sépara peu après de Morris[13*].

Affectée au Women's Labour Council (« Conseil travailliste des femmes »), Golda s'occupa de l'intégration des immigrantes et participa à l'œuvre des fermes-écoles ainsi qu'à la législation féminine du travail. Elle apporta sa pierre à ce qu'elle appellerait plus tard le féminisme constructif, courant de kibboutz en kibboutz et d'un pays à l'autre, donnant des conférences et échangeant des expériences. Sa disponibilité pour ses enfants en pâtit, bien sûr, malgré ses efforts pour se démultiplier et rester une mère aimante. De plus, elle devait faire face à la désapprobation de sa mère et de sa sœur Sheyna, qui lui reprochaient de « tourner à la personne publique ».

Du moins vivait-elle pleinement sa vocation et sa passion. Elle apprit à mieux connaître d'autres personnalités du sionisme. Ainsi de Zalman Shazar, déjà connu pour son œuvre littéraire[14*16] et qui dirigeait alors le quotidien travailliste *Davar*, ou de Levi Eshkol, le type même de l'idéaliste pragmatique, féru de questions d'agriculture, d'irrigation ou de défense. Comme beaucoup, elle eut une affection particulière pour Berl Katznelson, l'homme le plus aimé et le plus révéré du sionisme. Elle n'oubliera jamais cet homme de petite taille aux cheveux en désordre et aux vêtements froissés, mais au sourire éclatant. Il n'était pas rare que tous deux se lancent dans des discussions passionnées à l'occasion d'interminables promenades nocturnes, boulevard Rothschild, à Tel-Aviv.

Peu à peu, Golda fit partie du paysage des dirigeants sionistes. Dénigrée comme une arriviste prête à tout pour parvenir, elle dut en payer le prix en jalousie et rumeurs malveillantes. Certains raillaient sa sentimentalité à fleur de peau, ce à quoi Ben Gourion lui-même rétorquait : « La sentimentalité n'est pas un péché. » Les femmes lui reprochaient de préférer la compagnie des hommes du mouvement au féminisme militant. Il est vrai qu'elle avait un côté femme fatale avec ses grands chapeaux, son éternel fume-cigarette et son air

mystérieux. Golda était une femme libre. Évidemment, on lui prêta moult aventures avec des leaders sionistes, de Zalman Shazar à Berl Katznelson en passant par Ben Gourion. Les parangons de vertu la condamnèrent. D'autres en sourirent plutôt, rappelant un adage alors en vogue : si les freudiens soutiennent qu'il y a quatre personnes dans le lit chaque fois qu'un couple fait l'amour – le couple, sa mère à lui et son père à elle –, en terre d'Israël ils sont des douzaines à tenir la chandelle et à cancaner…

En 1932, un des fréquents voyages de Golda la ramena aux États-Unis, où elle resta plusieurs mois. Bien sûr, les balades new-yorkaises le soir à Central Park avaient toujours leur charme, mais avec la Grande Dépression, l'atmosphère avait changé. Bien qu'elle aimât toujours l'Amérique, elle avait désormais l'impression, qui se confirmerait à chacun de ses retours, de s'y trouver en pays étranger.

Au sein du Yishouv, la situation s'était aggravée avec le fameux *Livre blanc*, dit « document Passfield », qui réduisait presque à néant l'immigration et la colonisation juives en Palestine. Treize ans après la déclaration Balfour, les Britanniques paraissaient plus enclins à faire des concessions aux Arabes, sous prétexte de les apaiser, qu'à tenir leurs promesses aux Juifs. À Londres, au moment de la publication du *Livre blanc*, Golda fut témoin du cynisme d'un membre de l'*establishment* : « Ce que vous vouliez, vous, les Juifs, c'était un foyer national, et tout ce qu'on est en train de vous offrir, c'est un appartement à louer ! » Golda se retint d'ajouter que la vérité était encore plus amère et que le propriétaire de l'appartement en question voulait même rompre le bail et interdire toute voie de recours[17].

Golda comprenait de moins en moins le respect inconditionnel de certains sionistes, proches de Haïm Weizmann pour la plupart, envers l'Angleterre[15*]. Sans doute ce pays était-il un idéal de démocratie et de liberté pour ceux qui n'avaient connu que l'autocratie ou la répression. Golda, elle, avait vécu trop longtemps en Amérique, où elle jouissait des mêmes avantages, pour se laisser séduire par cette vieille Angleterre, hospitalière et amène quand elle le voulait bien, mais aussi impériale et répressive quand elle le jugeait nécessaire.

En 1934, Golda Meyerson grimpa dans la hiérarchie du mouvement sioniste en rejoignant le *Vaad Hapoel*, ou Comité exécutif de l'Histadrout : il s'agissait du « gouvernement » de la puissante organisation représentative du Yishouv. Elle s'initia à la machinerie complexe de l'Histadrout jusqu'à ses moindres rouages. Elle fit aussi de la politique, condamnant les révisionnistes dans la grave crise consécutive à l'assassinat de Haïm Arlosoroff en juin 1933.

À cette époque, l'avènement des nazis en Allemagne et la mise en œuvre du programme annoncé par Hitler en vue d'éliminer les Juifs allemands soulevèrent avec inquiétude la question des réfugiés. Près de 60 000 d'entre eux débarquèrent alors en catastrophe. Sans logement, ne connaissant pas la langue hébraïque, ils exerçaient souvent aussi, pour la plupart, des professions libérales qui n'avaient qu'une utilité relative en *Eretz Israel*. Golda se retrouva mobilisée pour tenter de dégager des solutions à ce problème qui, d'ailleurs, ne fit qu'aller en s'aggravant tout au long des années 1930.

Pendant ce temps, le Yishouv devait faire face au terrorisme arabe, qui se développait dans l'indifférence de la puissance mandataire. Celle-ci se montrait beaucoup plus vétilleuse envers les agissements de la Haganah, qui s'en tenait pourtant à une politique de retenue et d'autodéfense : une politique soutenue par Golda, mais dénoncée comme pure lâcheté par les sionistes radicaux.

En 1937, Golda fut de nouveau envoyée aux États-Unis pour recueillir des financements en vue d'un nouveau projet de l'Histadrout. Celui-ci consistait en la création d'une compagnie de navigation commerciale dénommée Nachshon[16*]. Golda y vit une sorte d'« interlude romantique ».

Au même moment étaient publiées les conclusions de la commission Peel, mandatée par Londres. Pour la première fois, une instance britannique, fût-elle consultative, proposait de partager la Palestine mandataire en deux États, l'un juif et l'autre arabe. Beaucoup de sionistes, dont Berl Katznelson, s'opposaient à cette proposition, jugée « grotesque » compte tenu de l'exiguité de l'« État » concédé aux Juifs. Golda en fit même une question de principe : « Un jour ou l'autre, mon fils me demandera de quel droit j'ai abandonné la plus grande partie de ce pays et je ne saurai quoi lui répondre[18]. »

Ben Gourion, lui, y était favorable, au nom du simple bon sens suivant lequel mieux valait n'importe quel État que pas d'État du tout. Peine perdue d'ailleurs, car les Arabes rejetèrent catégoriquement l'idée même d'un partage que, de leur côté, les Britanniques étaient peu désireux d'appliquer.

La situation des Juifs se détériora inexorablement en Europe et la question déjà insoluble des réfugiés devint dramatique. À l'été 1938 se tint à l'hôtel Royal d'Évian-les-Bains une conférence internationale sur les réfugiés. Le président Roosevelt en était l'initiateur et Golda Meyerson, en qualité d'« observatrice juive de Palestine », s'y vit consentir un simple strapontin. La parole lui fut refusée pendant les débats, qu'elle dut suivre parmi le public, l'accès aux délégués lui étant interdit. À la tribune, tandis qu'étaient alignés doctement chiffres et quotas avec une froideur dénuée de la moindre humanité, les

représentants des trente-deux nations invitées firent savoir à l'unisson qu'il était impossible à leur pays d'accueillir le moindre réfugié[17*]. Peu leur importait qu'il y eût des persécutions et des camps de concentration en Allemagne ou que l'Europe fût à la veille d'une grande tragédie.

Assaillie par le chagrin, la désillusion et la révolte, la « déléguée juive de Palestine » ne mâcha pas ses mots devant la presse : « Il y a une chose que j'espère bien voir avant ma mort, c'est que mon peuple n'ait plus jamais besoin qu'on lui exprime sa sympathie[18*19]. »

De sympathie envers les Juifs, la puissance mandataire n'en eut pas davantage lorsqu'elle publia, en 1939, un troisième *Livre blanc* sur la Palestine. La déclaration Balfour y était jetée aux orties, tandis qu'il était mis fin aux achats de terres par les Juifs. L'immigration juive en Palestine était réduite à 75 000 individus pour les cinq années à venir. Enfin, pour couronner le tout, un État arabe palestinien était appelé à voir le jour dans les dix ans, à charge pour celui-ci de garantir les « droits des minorités » : c'était presque risible, compte tenu des vieilles propensions arabes à la *dhimmitude*.

Pour tout sioniste, ce *Livre blanc* était inacceptable. Des meetings de protestation et des grèves s'ensuivirent. Les Juifs du Yishouv se montraient déterminés à poursuivre l'immigration, quelles qu'en fussent les conséquences auprès de la puissance mandataire. L'intransigeance désormais irréversible des Britanniques et leur besoin impérieux de contrôler l'immigration – de laquelle dépendaient concrètement des vies humaines – incitèrent les sionistes à se fixer l'indépendance politique pour objectif immédiat : « En dernière analyse, ce furent les Juifs d'Europe, traqués, condamnés et anéantis, qui nous enseignèrent une fois pour toutes qu'il nous fallait devenir maîtres de notre propre entreprise[20]. »

Le paradoxe, avec la guerre qui s'ouvrit en Europe quelques mois plus tard, n'était pas mince. Les Anglais étaient hostiles aux Juifs, qui les soutenaient pourtant dans leur lutte contre Hitler[19*], tout en veillant à ne pas désobliger les Arabes, bien que la majeure partie d'entre eux eussent été ouvertement favorables aux nazis. Un partage implicite des tâches s'opéra au sein du Yishouv. La fraction radicale des sionistes opta pour le *Ma'avak*, la lutte à outrance contre les Britanniques, tandis que la majorité, dont faisait partie Golda Meyerson, hésitait encore à abandonner la politique de retenue et mettait toute son énergie à favoriser l'immigration illégale. Comme beaucoup, elle croyait que les Britanniques changeraient d'attitude en Palestine après la victoire

des Alliés. L'essentiel était que les Juifs européens encore en vie eussent le droit d'entrer en Palestine.

Elle se trompait sur toute la ligne. Non seulement les Britanniques confirmèrent les dispositions du *Livre blanc*, mais ils les aggravèrent avec l'arrivée au pouvoir des travaillistes, en juillet 1945. S'obstinant à voir dans les réfugiés des camps de la mort de simples « personnes déplacées », le nouveau chef de la diplomatie, Ernest Bevin, appuyait la réinstallation des rescapés dans leur pays d'origine. Il lui importait peu que l'Europe ne fût qu'un immense cimetière pour des millions de Juifs assassinés.

Entre 1945 et 1947, malgré l'inflexibilité britannique, les sionistes parvinrent à faire venir en *Eretz Israel* 70 000 Juifs des camps où ils avaient de nouveau été parqués. Les bateaux transportant les réfugiés sur les plages de Tel-Aviv ou de Haïfa se succédaient sans relâche[20*]. Mais les choses avaient changé, car le mouvement sioniste dans son ensemble s'était désormais converti, avec la rage du désespoir, au *Ma'avak*. Entre-temps aussi, Golda avait été admise au *Va'ad Le'umi*, le Conseil national juif, qui représentait l'ensemble du Yishouv. Elle travaillait de plus en plus étroitement aux côtés de Ben Gourion, de Moshe Sharett et du beau-frère de ce dernier, Eliyahu Golomb, le « cerveau de la Haganah ».

Golda était également plus proche que jamais de Remez, son pygmalion. De jour en jour, il lui avait appris comment interpréter les événements et traiter avec les politiciens. Elle avait aussi croisé la route de Zalman Aranne, qui devait apporter à son existence légèreté et fantaisie malgré la dureté de l'époque.

Un jour de juillet 1946, les Anglais ayant décidé de s'en prendre à la tête du Yishouv, Golda fut désignée pour suppléer temporairement Moshe Sharett à la direction politique de l'Agence juive. En état d'arrestation, ce dernier avait été expédié, comme presque tous les responsables sionistes, dans un camp de détention à Latroun. À la différence de l'Irgoun et du groupe Stern, qui entendaient répliquer militairement, Golda proposa l'organisation de la résistance civique.

Ben Gourion étant absent de Palestine, elle se rapprocha de Weizmann, qui conservait un grand prestige auprès des Juifs de la diaspora et des Anglais[21*]. Cela ne contribua guère pourtant à améliorer les rapports entre Golda et l'autorité mandataire. Un jour, elle sortit en claquant la porte du bureau du secrétaire général de cette autorité après s'être entendu dire : « Madame Meyerson, convenez donc que si les nazis ont persécuté les Juifs, il devait bien y avoir à cela une raison[21]… »

Au 22e Congrès sioniste, à Bâle, dont personne ne savait encore qu'il serait le dernier, il fut décidé que Moshe Sharett reprendrait la direction politique de l'Agence juive. Golda Meyerson, elle, fut nommée à la tête du bureau de Jérusalem. Près d'un quart de siècle après l'avoir quittée, elle retrouvait une ville inchangée dans son aspect, mais où les Anglais, retranchés dans une place forte vite surnommée « Bevingrad », étaient encore plus hostiles aux Juifs qu'ailleurs. En 1947, ils avaient cependant décidé de mettre fin à leur mandat et de remettre le sort de la Palestine entre les mains de l'ONU.

Lorsque débarqua la Commission spéciale des Nations unies sur la Palestine (UNSCOP), Golda fut de ceux qui informèrent les onze délégués onusiens d'une question qui leur était à peu près inconnue. En novembre, avant même que l'Assemblée générale de l'ONU ne se prononce sur le partage de la Palestine[22*], les Arabes commencèrent le siège de Jérusalem. C'est à la radio, dans l'enceinte fortifiée du bâtiment de l'Agence juive, que Golda entendit, crayon et papier en main, le déroulement du scrutin à l'ONU. Exultant à l'annonce du résultat, dansant et chantant, la foule juive ne pouvait savoir que la guerre imposée par des Arabes devenus furieux débuterait dès le lendemain.

Confronté à un conflit désormais inéluctable avec les Arabes palestiniens et avec les États arabes environnants, le Yishouv avait un besoin urgent de troupes, mais aussi et surtout d'armements. Il fallait de l'argent, beaucoup d'argent, pour se les procurer : des millions de dollars. Les leaders sionistes décidèrent alors d'aller collecter des fonds aux États-Unis. Ben Gourion envisageait de partir lui-même, accompagné du trésorier de l'Agence juive, mais Golda lui objecta qu'il était irremplaçable en Palestine et qu'elle pouvait bien s'en charger elle-même. Ben Gourion finit par se résigner dans un grand soupir : « Bon, allez-y, mais sur-le-champ. Et n'essayez même pas de retourner à Jérusalem. »

Elle n'essaya pas et s'envola pour l'Amérique le soir même, sans bagage, à l'exception d'un méchant manteau d'hiver qu'elle put dénicher au dernier moment. Quelques jours plus tard, fin janvier 1948, Golda plaidait la cause du sionisme devant le Conseil des fédérations juives et du Fonds social juif. Elle passa six semaines, entre New York, Boston, Philadelphie et bien d'autres villes encore, à expliquer, convaincre, mais aussi émouvoir. À la fin de son séjour, elle avait réuni 50 millions de dollars. De quoi laisser admiratif un Ben Gourion dont l'objectif initial était moitié moindre : « Le jour où l'on écrira cette histoire, on dira qu'il s'est trouvé une Juive pour recueillir l'argent qui aura permis la création de notre État[22]. »

Peu avant cette tournée triomphale, Golda avait mené une expédition beaucoup plus risquée auprès du roi Abdallah de Transjordanie. Le vieux souverain hachémite était un personnage clé dans le rapport de force entre Juifs et Arabes. Les sionistes espéraient qu'il demeurerait à l'écart si les choses devaient virer à l'aigre. La rencontre s'était déroulée à Naharayim, sur le Jourdain, dans un bâtiment anonyme de la Compagnie d'électricité de Palestine. Sans doute choqué de devoir discuter avec une femme, Abdallah eut du moins la courtoisie de n'en rien montrer. Au contraire, il fit assaut de bienveillance et de compréhension en jurant ses grands dieux qu'il ne songeait pas un seul instant à adhérer à la Ligue arabe et à se lier aux États hostiles au sionisme. Il parut plus sincère encore quand il assura à son interlocutrice, tout en prenant congé, qu'ils avaient un ennemi commun : le mufti de Jérusalem, Hadj Amin al-Husseini.

Les deux conseillers politiques de Golda Meyerson qu'étaient Eliyahu Sasson et Ezra Danin en étaient ressortis dubitatifs. Il y eut une seconde rencontre, beaucoup plus décisive celle-là, début mai 1948. La direction sioniste avait un besoin impérieux de savoir si la Transjordanie entrerait en guerre aux côtés de l'Égypte, de la Syrie, du Liban et de l'Irak. Non seulement la Légion arabe[23*] du roi Abdallah était la meilleure de la région, mais la Transjordanie était un rempart empêchant l'armée irakienne de pénétrer en Palestine.

Cette seconde rencontre se passa dans la soirée du 10 mai à Amman, avec son content de péripéties. Golda avait dû se rendre de Jérusalem à Tel-Aviv dans un petit Piper Cub – dont l'aptitude à prendre l'air relevait de la gageure – avant de gagner Haïfa par la route. À la nuit tombée, l'équipée devint franchement rocambolesque en territoire arabe avec des passagers tant bien que mal déguisés en Bédouins. En définitive, Golda paraissait la plus crédible dans le rôle d'une musulmane avec son voile ainsi qu'avec ses vêtements sombres et amples. Surtout, en bonne épouse accompagnant son mari, elle n'avait pas à parler, ce qui tombait bien car elle ne connaissait pas plus de trois mots d'arabe. Tout au long de la route, croisant des blindés et des troupes armées jusqu'aux dents, ces voyageurs d'un genre spécial se rendirent compte à quel point la guerre était imminente. Les jeux étaient déjà faits et leur mission paraissait désespérée.

Cette fois, dans ses propos, le souverain ne put dissimuler sa gêne, expliquant qu'il était seul auparavant, mais qu'il n'était plus à présent qu'« un parmi cinq ». Il n'était pas difficile de deviner qui étaient les quatre autres et qu'Abdallah n'était qu'un manipulateur tentant de biaiser, voire de louvoyer. Dès lors, la conversation prit une tournure un peu plus tendue :

— Mais pourquoi êtes-vous si pressés de proclamer la création de votre État ? À quoi bon tant de hâte, tant d'impatience ?

— Je ne crois pas que nous soyons aussi pressés que vous le dites. Cela fait deux mille ans que mon peuple attend[23]…

Le souverain hachémite s'estima choqué par la raideur des propos de Golda ainsi que par la façon dont elle avait mis fin à l'entretien. Par la suite, arrangeant l'histoire pour se donner bonne conscience, Abdallah accuserait sa visiteuse de porter la responsabilité de la guerre : « Elle était bien trop fière pour accepter l'offre que je lui faisais[24]. » L'offre en question du souverain était de se rendre maître de toute la Palestine mandataire et de s'engager à « bien traiter les Juifs », voire de leur concéder « une représentation dans son parlement ». Golda Meyerson ne savait que trop ce que signifiait pour les Juifs le statut de minorité « protégée » en pays arabe.

Beaucoup plus tard encore, Moshe Dayan tira des conclusions mitigées sur l'échec de la négociation de Golda, évoquant son sans-gêne, sa façon abrupte d'évoquer les problèmes et sa méconnaissance des us et coutumes arabes comme du langage diplomatique[24*25].

Quatre jours plus tard, le vendredi 14 mai, l'État d'Israël fut officiellement proclamé par David Ben Gourion. Ayant reçu l'instruction de rejoindre Jérusalem toutes affaires cessantes, Golda Meyerson n'aurait pas dû se trouver à Tel-Aviv ce jour-là. Mais le destin s'en mêla sous la forme d'une panne mécanique de son inénarrable Piper Cub dont le moteur avait fini par rendre l'âme. Elle assista ainsi à la cérémonie au musée de Tel-Aviv, boulevard Rothschild, et fut même en mesure d'apposer son nom, à côté de ceux de vingt-cinq autres chefs sionistes[25*], au bas du parchemin où était inscrite la déclaration d'indépendance. L'émotion était tangible et Golda fondit en larmes, malgré les paroles de réconfort d'un responsable du parti Mizrahi, David Zvi Pincus :

— C'est un jour heureux, Golda. Pourquoi pleurez-vous ?

— Parce que mon cœur se brise à la pensée de tous ceux qui devraient être ici aujourd'hui et qui n'y sont pas[26].

Elle se sentait comme sur un rocher battu par les vents et les flots déchaînés. Il y avait ceux qui ne reviendraient jamais. Sans doute Golda pensait-elle aussi à sa fille Sarah, qui se trouvait alors dans un kibboutz, à Revivim dans le Néguev. Elle venait d'apprendre que les vingt-sept colonies du Néguev étaient en grand péril, bloquées par des groupes d'Arabes palestiniens et des forces en provenance d'Égypte.

Celle qui a reçu la lumière

Assiégé par les armées arabes bien décidées à en faire un mort-né, l'État d'Israël n'avait pas de temps à perdre en célébrations ou en congratulations. Golda non plus, et il ne lui fut même pas accordé le luxe de savourer cet instant exceptionnel. Dès le surlendemain du jour historique, elle fut appelée d'Amérique par le vice-président de l'United Jewish Appeal (« Appel juif unifié ») Henry Montor. Celui-ci estimait que les Juifs américains, bouleversés par ce qui venait de se passer, étaient prêts à contribuer financièrement au développement du nouvel État. Or, l'armement de la toute nouvelle Tsahal et la politique d'immigration massive du gouvernement israélien coûtaient très cher.

Une fois encore, elle reprit son bâton de pèlerin pour les États-Unis, en catastrophe comme d'habitude : « Faire mes "bagages" se limita à rassembler une brosse à cheveux, une brosse à dents et une blouse propre[26*]. » Elle partait munie du premier passeport délivré à un citoyen d'Israël. La farandole des meetings, déjeuners, dîners et thés de l'United Jewish Appeal auxquels elle prit part durant ces quelques jours s'avéra encore plus fructueuse que sa première et récente campagne de *fund raising* : 150 millions de dollars[27*] ! Alors qu'elle avait l'habitude de passer son temps avec les sionistes socialistes, Golda découvrit à cette occasion une nouvelle catégorie de Juifs américains, aussi riches qu'efficaces, hommes d'affaires ou industriels pour la plupart : ainsi des Bill Rosenwald, Sam Rothberg et autres Harold Goldenberg avec qui elle monta des stratégies de ventes de bons du trésor d'Israël ou d'appel à la philanthropie.

Golda savait déjà que ce retour en Amérique ne serait qu'un bref intermède avant la mission que l'on s'apprêtait à lui confier. Nouveau ministre des Affaires étrangères, Moshe Sharett lui avait proposé l'ambassade d'Israël à Moscou avec le titre de ministre plénipotentiaire. Golda avait accepté du bout des lèvres, en dépit des assurances qu'elle avait reçues suivant lesquelles le poste n'exigeait ni la connaissance de la langue russe ni une expertise quelconque en marxisme-léninisme.

Golda comprenait, bien sûr, que l'Union soviétique n'était pas à négliger. Ce pays représentait un « réservoir d'immigration » considérable au vu des communautés juives qui s'y étaient formées. L'URSS était un pays ami d'Israël, dont il avait quasiment parrainé la création au sein des Nations unies. Trois jours

avant le vote crucial sur le plan de partage de la Palestine, Andreï Gromyko, alors ambassadeur, avait contribué à faire bouger les lignes à l'ONU grâce à un discours pathétique sur le droit des Juifs à un État. Et Moscou n'avait-il pas été le premier à reconnaître *de jure* l'État d'Israël[28*] ? N'avait-il pas condamné fermement les Arabes en tant que fauteurs de guerre ? Ne fournissait-il pas au nouvel État, *via* la Tchécoslovaquie, l'armement dont il avait besoin ? Et n'autorisait-il pas les Juifs d'Europe de l'Est à rallier la Terre promise[29*27] ?

Certes, il ne fallait pas être dupe. L'objectif de Moscou était d'écarter la présence britannique du Moyen-Orient et d'y étendre l'influence communiste. Une bonne relation avec Israël était un moyen pour Staline et son chef de la diplomatie Viatcheslav Molotov d'installer les Soviétiques au Moyen-Orient. À l'inverse, il est vrai, les réticences américaines du département d'État et de celui de la Défense envers Israël s'expliquaient aussi en fonction de leurs intérêts nationaux bien compris, en l'occurrence l'équation pétrolière. En sorte que chacun voyait midi à sa porte.

Golda Meyerson débarqua à Moscou un après-midi de septembre 1948. Le moment n'était pas des mieux choisis : c'était le jour des funérailles d'Andreï Jdanov, un des hommes clés du régime stalinien. La nouvelle ambassadrice n'avait pas une connaissance précise des pratiques que les kremlinologues chevronnés tiennent généralement pour fondamentales. Ainsi, le samedi faisant suite à la présentation de ses lettres de créance, elle se rendit à la grande synagogue en compagnie de son équipe pour assister à l'office de shabbat. Elle y reçut un accueil très chaleureux. Peu après, elle récidiva à l'occasion des fêtes de Roch ha-Shana, le nouvel an juif. Cette fois, la foule des grands jours s'était déplacée, emplissant la synagogue et débordant dans les rues avoisinantes. Reconnue, Golda fut entourée et célébrée. On souhaita un vibrant *Shana Tova* (bonne année) à celle qu'on appelait déjà « Goldele » en signe d'affection. On lui serra la main avec effusion, certains n'hésitant pas à embrasser sa robe. Une photographie la saisit au milieu de cette foule – entre 10 000 et 20 000 personnes peut-être – et circula un peu partout[30*], sous le manteau et même au grand jour.

Telle ferveur ne pouvait enchanter les autorités soviétiques, qui niaient farouchement l'existence d'un peuple juif et réprimaient systématiquement toute manifestation à caractère communautariste. Pour Moscou, la reconnaissance internationale d'Israël était une chose, mais l'expression publique de la judéité à l'intérieur de ses frontières en était une autre. Dans la *Pravda*, l'écrivain Ilya Ehrenbourg sonna la charge en écrivant un article au vitriol. Les Juifs de Russie

devaient d'ailleurs payer très cher l'accueil triomphal réservé au premier ambassadeur de l'État juif en matière de brimades et d'interdictions[31*].

Golda Meyerson, elle, s'attacha à développer les relations commerciales avec les Russes. Mais sitôt qu'elle se risqua à présenter des demandes de fournitures d'armements, elle essuya un *niet* retentissant. Le vice-ministre des Affaires étrangères, Andreï Vychinski[32*], lui objecta alors avec un grand sourire : « Il suffit que nous vous donnions un petit revolver et on dira que l'on vous a donné la bombe atomique[28] ! »

Lors de la célébration de l'anniversaire de la révolution d'Octobre, elle fut accueillie à la tribune d'honneur sur la place Rouge. De son côté, Ben Gourion s'était fendu d'un télégramme enthousiaste à Staline. Le soir, elle fut invitée à une réception chez Viatcheslav Molotov et eut un contact amical avec son épouse, Polina Jemtchoujina, ce qui valut à celle-ci de graves ennuis peu après[33*]. Toutefois, Golda Meyerson n'eut pas le temps de sentir la glaciation diplomatique du régime dictatorial paralyser sa légation. En avril 1949, sept mois après son arrivée au pays des soviets, elle fut rappelée chez elle.

Aux premières élections générales de janvier, Golda avait remporté un siège à la Knesset, bénéficiant de la victoire écrasante du Mapaï avec 35 % des voix. Mais Ben Gourion, chef du gouvernement, avait déjà pensé à en faire son ministre du Travail. Après toutes ses années passées à l'Histadrout, cela ne pouvait que ravir Golda, qui se retrouvait dans son élément. Elle dut toutefois s'employer à vaincre les réticences du Front religieux, membre de la coalition gouvernementale et très peu enclin à l'idée de voir une femme devenir ministre…

Golda Meyerson passa sept années à s'occuper de problèmes d'emploi et de logement dans un pays neuf où tout était à créer. Il lui incomba surtout de résoudre la quadrature du cercle qu'était l'afflux en Israël d'une véritable marée humaine. Souhaité par Ben Gourion, cet afflux ne devait nullement le décevoir statistiquement parlant : entre la mi-1948 et la fin de 1951, près de 685 000 Juifs, en provenance de soixante-dix pays, vinrent quasiment doubler la population de l'ancien Yishouv.

Ni en quantité ni en qualité, cette déferlante migratoire n'était comparable aux *aliyoth* qui s'étaient succédé. Les précédentes vagues étaient formées soit de jeunes gens idéalistes et vigoureux qui brûlaient d'être des acteurs du sionisme, soit d'hommes de métier aguerris. Les nouveaux immigrants, eux, étaient des traumatisés de l'existence, des survivants dont l'unique but était de vivre et de fuir le passé. La plupart étaient des rescapés des camps de la mort, se sentant

coupables d'être encore en vie. D'autres étaient des Juifs « orientaux », en provenance du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, peu éduqués, accablés par la misère et souvent humiliés dans des ghettos où ils étaient traditionnellement tenus pour des inférieurs. D'autres encore venaient du fin fond du Yémen, où ils avaient survécu à la pauvreté extrême et aux persécutions[34*].

Tous ces immigrants n'avaient aucun point commun en dehors de leur judéité. Il revenait au nouvel État de leur inculquer une conscience nationale commune en commençant par les éduquer et par leur apprendre la langue hébraïque. Il fallait aussi les nourrir, veiller à leur santé et les loger autrement que dans des camps de tentes, dans des cabanes en tôle ou dans ces infâmes *ma'abarot*, lieux de transit appelés à durer. Il était surtout urgent de leur donner un emploi afin que leur existence ne se résumât pas à de l'assistanat. Des programmes de travaux publics furent mis sur pied et entraînèrent le défrichement puis le reboisement de milliers d'hectares, ainsi que la construction de routes vite baptisées *golden roads*[35*]. Des villes nouvelles virent également le jour, à l'image de Kiryat Shmonah, en haute Galilée, au nord du pays.

Sa tâche de ministre avait des allures de tonneau des Danaïdes. Elle était rendue encore plus compliquée par les incursions permanentes de bandes arabes armées qui s'en prenaient aux civils israéliens, incendiant les champs, volant le bétail et dévastant les récoltes. Ces raids continuels, en violation des accords d'armistice de 1949, transformaient les établissements juifs frontaliers en véritable enfer. Toutefois, la greffe finit par prendre, mais dans la douleur, tant demeurait vivace le décalage culturel, voire civilisationnel, entre les ashkénazes, ceux qui avaient fait Israël, et les populations faméliques de Juifs « orientaux » arabisés. Délicate, cette greffe ne fut pas exempte de frustrations profondes et se fit au prix d'une cure d'austérité de l'État particulièrement sévère et d'un rationnement draconien de la population. Il fallut également recourir à de nouveaux financements, et Golda repartit bientôt récolter de nouveaux fonds à l'étranger.

L'United Jewish Appeal fut largement sollicité, mais lui-même faisait appel à la générosité des Juifs de la diaspora. Il ne s'agissait au fond que de charité, en contradiction radicale avec les principes du sionisme. Dès cette époque, Golda favorisa la création de bons du Trésor israéliens, soutenue en Amérique par Henry Montor et par l'ancien secrétaire au Trésor de Franklin D. Roosevelt, le très influent Henry Morgenthau Jr[36*]. La première campagne fut lancée en mai 1951 avec un objectif affiché d'1,5 milliard de dollars en ventes de bons. L'objectif fut largement dépassé.

Lorsque la Knesset, en juillet 1950, vota la « loi du retour[37*] », les plus gros bataillons d'immigrés étaient déjà arrivés, même si leur rythme ne devait pas ralentir avant 1952. Golda Meyerson avait clairement réussi dans sa mission. Celle-ci n'était certes pas achevée, mais un cycle se refermait. Aux élections de 1955, elle tenta de se faire élire maire de Tel-Aviv, avec toutes les chances de réussir. Mais le Bloc religieux, pourtant allié du Mapaï, s'y opposa en alléguant qu'il lui était impossible de voter pour une femme. L'intéressée se fit philosophe, voire méprisante, lâchant une de ces plaisanteries qui devaient faire le tour du Yishouv : « Dire que voilà deux mille ans que nous attendions un État juif, et qu'il faut qu'on me fasse ça, à moi[29] ! »

Restée ministre du Travail jusqu'en juin 1956, Golda fut témoin des grands événements de la politique israélienne, notamment du coup de tonnerre que représenta le retrait de Ben Gourion des affaires publiques en janvier 1954. Elle jugeait – et elle n'était certes pas la seule – que son départ pour Sde Boker, un petit kibboutz du Néguev, était prématuré, voire inconcevable.

Israël n'était pas encore en sécurité, loin de là. À partir de 1954, l'affaire Lavon[38*] empoisonna la vie politique. Sioniste de la première heure et successeur de Ben Gourion, Moshe Sharett n'avait ni la personnalité ni l'autorité de ce dernier. Dès février 1955, Ben Gourion revint à la tête du ministère de la Défense. Puis, ses désaccords et divergences avec Sharett étant devenus intenables, il prit sa place de chef du gouvernement en novembre de la même année. Sharett, lui, retrouva son poste antérieur de ministre des Affaires étrangères.

L'arrangement ne pouvait être cependant que provisoire, car le fossé était devenu insurmontable entre les deux hommes. En juillet 1956, Sharett quitta définitivement le gouvernement pour prendre la tête du Mapaï, alors en grande difficulté politique[39*]. Sur les instances de Ben Gourion, Golda devint ministre des Affaires étrangères. Au passage, le « vieux lion » lui demanda de modifier son patronyme de Meyerson afin qu'il sonnât « plus hébreu » : Meyerson se contracta ainsi en « Meir » qui, en langue hébraïque, signifie « celui qui a reçu la lumière ».

Golda Meir savait que la diplomatie israélienne traversait une période délicate. Était-ce pour cela que Ben Gourion avait choisi une proche, fidèle entre les fidèles, qui ne jetterait aucune ombre sur son autorité ou sur sa manière de conduire les affaires ? Golda était une lutteuse de sa trempe, tenace et inflexible. Elle non plus ne ressemblait pas à Sharett, qui avait la fibre d'un diplomate et d'un négociateur soucieux – sans doute trop – de l'image d'Israël à l'extérieur.

Ce n'était pas pour rien que Ben Gourion parla d'elle un jour comme du « seul homme de [s]on gouvernement ».

L'été 1956 fut le plus risqué depuis la guerre d'indépendance. Les commandos de *fedayin*[40*] opérant à partir de la bande de Gaza, de la Jordanie ou de la Syrie s'en prenaient aux Juifs jusqu'au cœur du territoire israélien. Ils n'avaient jamais été aussi actifs ou meurtriers. Les diplomates arabes, eux, refusaient toujours obstinément d'adresser la parole à leurs homologues israéliens. Sans sourciller et dans l'indifférence générale, ils faisaient valoir tranquillement, à l'instar du représentant égyptien depuis 1951, qu'ils exerçaient un « droit de la guerre » auquel, selon eux, n'avait pas mis fin l'armistice de 1949. Dans cet esprit, le nouveau maître de l'Égypte, le colonel Gamal Abdel Nasser, décida en juillet 1956 la nationalisation du canal de Suez. La guerre était d'autant plus inévitable que l'Égypte et la Syrie venaient de signer un pacte fusionnant leurs hauts commandements. Pendant ce temps, Radio Le Caire reprenait ses vieilles antiennes de 1948 : « Pleure, ô Israël, le jour de l'extermination est proche. »

Cette fois, les pays arabes avaient le soutien de l'URSS et de satellites comme la Tchécoslovaquie[41*] qui les fournissaient abondamment en armements et en experts. Mais cette fois aussi, Israël n'était pas isolé car se retrouvaient dans son camp la Grande-Bretagne et surtout la France, qui avait des comptes à régler avec l'Égypte. Une opération militaire combinée fut envisagée dès l'été. Ben Gourion s'y rallia aussitôt et des négociations secrètes eurent lieu en France. Golda Meir y participa, ainsi que Ben Gourion en personne, quand les discussions en vinrent au stade final[42*].

Fin octobre, les forces armées israéliennes s'emparèrent en moins de trois jours de la bande de Gaza et de la péninsule du Sinaï, y compris Charm el-Cheikh où les positions égyptiennes menaçaient les navires israéliens en route vers le détroit de Tiran et Eilat. Les choses, en revanche, furent beaucoup plus compliquées pour les Anglo-Français, qui se heurtèrent à leur opinion publique et surtout à l'hostilité des superpuissances soviétique et américaine. En définitive, la victoire militaire éclatante des Alliés se transforma en désastre politique sans précédent tout au long de quatre mois et demi d'une bataille diplomatique perdue d'avance à l'ONU.

En décembre 1956, Golda Meir prit la parole devant l'Assemblée générale des Nations unies. Elle n'y mâcha point ses mots, fustigeant ceux qui dénonçaient l'« agression effrénée » d'Israël : « On s'est livré à une distinction facile. Les États arabes jouissent unilatéralement des "droits de la guerre". Et à Israël revient la responsabilité unilatérale de maintenir la paix. Mais la belligérance n'a

rien d'une rue à sens unique. Est-il alors étonnant qu'un peuple, qui peine sous une discrimination aussi monstrueuse, finisse par ruer dans les brancards[30] ? » Golda Meir eut beau remonter aux sources de la haine des dirigeants arabes pour Israël ; elle eut beau mettre en doute la bonne foi d'une organisation internationale qui se souciait du rétablissement de la paix comme d'une guigne, obsédée seulement par le retrait des forces israéliennes derrière une frontière qui pouvait ainsi redevenir ouverte aux *fedayin* et aux menaces égyptiennes ; elle eut beau tenter de convaincre qu'Israël refuserait tout retrait non assorti de garanties internationales – rien n'y fit.

Tsahal dut se retirer de Gaza et du Sinaï sans même que l'Égypte soit invitée à entamer des négociations, fût-ce pour garantir la levée du blocus du détroit de Tiran. Golda Meir se sentit trahie, non seulement par une Union soviétique devenue hostile, mais aussi par les États-Unis. Par la voix de son secrétaire d'État John Foster Dulles et de son ambassadeur à l'ONU Henry Cabot Lodge, le département d'État venait enfin de faire prévaloir son point de vue sur Israël[43*]. Elle écrira par la suite : « Je me contentai de rester assise en me mordant les lèvres, sans même pouvoir regarder le beau M. Cabot Lodge s'employer à tranquilliser tous ceux qu'avait si fort inquiétés la possibilité d'un refus de retrait de notre part sans condition[31]. »

Dès lors, Golda Meir ne nourrit plus la moindre illusion sur « la sorte de famille qu'est la grande famille des nations », que les pays arabes comme ceux du bloc communiste tenaient dans la plus parfaite indifférence. La tribune de l'ONU était devenue pour Golda le lieu d'algarades permanentes, comme ce jour où son homologue irakien la tança avec mépris : « Madame Meir, retournez à Milwaukee d'où vous n'auriez jamais dû partir. » Elle eut aussi maille à partir avec le secrétaire général des Nations unies Dag Hammarskjöld qui, à la différence de son prédécesseur Trygve Lie, ne passait pas exactement pour un ami d'Israël. Hammarskjöld n'était pas loin de tenir Golda Meir pour « une personne impossible ».

Les années suivantes furent certes plus sereines et dénuées de crise majeure. Pourtant, Israël était devenu impopulaire et plus isolé que jamais dans les enceintes internationales. Les relations avec les États-Unis d'Eisenhower étaient tendues. Elles étaient franchement hostiles avec les pays communistes, URSS et Chine en tête. Pire encore, les pays décolonisés dits « non alignés », issus de la conférence de Bandoung[44*] et formant ce qu'on appellera le « tiers monde », s'étaient donné pour champion l'Égyptien Nasser, au même titre que l'Indonésien Soekarno, que l'Indien Nehru ou que le Chinois Zhou Enlai. Tous

ces pays étaient foncièrement opposés à Israël, le monde arabe ayant d'ailleurs menacé de boycotter la conférence en cas de « participation sioniste ».

Golda Meir ne pouvait que prendre acte de cette marginalisation extrême : « Nous ne nous rattachons à rien ni à personne, hormis nous-mêmes. Nous étions le premier-né des Nations unies, mais Israël était traité comme un enfant de la main gauche, non désiré[32]. » Puisque le monde arabe était irréductiblement hostile, le monde latino-américain éloigné et le monde asiatique impénétrable, elle se tourna vers le monde africain. Elle s'attacha à cultiver les affinités entre les nations naissantes d'Afrique et Israël : une indépendance récente, voire encore à venir pour certains peuples africains, un passé de souffrances, de discriminations et d'oppression. À partir de ce socle commun, il y avait toute une politique de coopération à bâtir.

Israël, bien sûr, ne pouvait offrir à l'Afrique ni argent ni armes. En revanche, des milliers d'experts israéliens pouvaient rendre des services inestimables aux habitants de terres déshéritées : en matière d'agriculture, d'irrigation ou d'hydrologie, en travaux publics, en planning régional, médecine ou santé publique. En une quinzaine d'années, près de deux cents programmes de développement furent mis sur pied, tandis qu'un nombre considérable d'Africains vinrent se former en Israël. Golda Meir elle-même se rendit plusieurs fois en Afrique, pour des tournées parfois assez longues. Elle y rencontra notamment des leaders du calibre de Kwame Nkrumah, « charmant demi-dieu du nationalisme africain », Félix Houphouët-Boigny, Sékou Touré ou encore Julius Nyerere. Tandis que les Arabes s'acharnaient à assimiler le sionisme à une forme nouvelle de colonialisme, les efforts de Golda Meir furent souvent couronnés de succès. Elle parvint à gagner le respect et l'amitié de la plupart des dirigeants africains, même si ce bilan positif ne devait guère résister à la guerre des Six-Jours.

Les grands dossiers internationaux restaient le domaine réservé de Ben Gourion, qui agissait souvent à l'égard de Golda Meir avec la même désinvolture qu'avec Moshe Sharett, quelques années auparavant. La ministre réussit toutefois à affirmer sa présence. Ici, à la mort de Pie XII, en octobre 1958, elle rendit hommage à son action « au nom du peuple juif ». Une action certes controversée, pendant la guerre tout particulièrement, mais pas au point d'insulter l'avenir. Là, elle rendit visite au général de Gaulle, revenu au pouvoir, et à son homologue français Maurice Couve de Murville – « le Français le plus britannique [qu'elle ait] jamais connu » –, avec qui elle connut des fortunes diverses. Par la suite, elle plaida la cause d'Israël auprès du président

Kennedy qui tint à la rassurer : « Je comprends, madame Meir. Ne vous tourmentez pas. Il n'arrivera rien à Israël[33]. » Elle obtint la même promesse de son successeur, Lyndon Johnson, avec qui elle s'entretint à Washington le jour des obsèques de JFK en novembre 1963 : « Je sais que vous avez perdu un ami, mais j'espère que vous êtes assurée d'en avoir un autre avec moi[34]. »

Paradoxalement, durant cette longue période aux affaires, Golda Meir fut davantage préoccupée par la situation d'une gauche travailliste, au pouvoir depuis une douzaine d'années, de plus en plus fragilisée. En 1960 resurgit avec une vigueur redoublée l'affaire Lavon[45*]. Revanchard, haineux envers Shimon Peres et Moshe Dayan, l'ancien ministre exigea d'être totalement blanchi, ce que Ben Gourion refusa catégoriquement. L'affaire secoua la Knesset et fut bientôt portée sur la place publique, déclenchant une crise gouvernementale sévère. Ben Gourion resta inflexible, alors que certains ministres eussent préféré que l'on lavât discrètement le linge sale en famille… Golda Meir faisait partie de ceux-là, aux côtés de Levi Eshkol ou de Pinhas Sapir. Ulcéré par la tournure des événements, Ben Gourion traita ses contradicteurs en ennemis personnels. La rupture était consommée. Elle fut durable et douloureuse.

Golda Meir ne pardonna pas à Ben Gourion son animosité envers ses compagnons de la première heure. En 1966, invitée à la célébration du quatre-vingtième anniversaire de Ben Gourion, elle refusa ostensiblement d'y assister. À cette époque, elle avait quitté le gouvernement, épuisée par l'accumulation de fatigue, de tensions et de responsabilités. Le Premier ministre Levi Eshkol avait tenté de la retenir, mais s'était entendu répliquer : « Écoute, mieux vaut jouer les grand-mères à plein temps que les ministres à mi-temps[35]… »

La grand-mère d’Israël

Sans doute Golda Meir songeait-elle à la retraite en s’installant dans sa petite maison de Ramat Aviv, un faubourg paisible de Tel-Aviv. Elle était restée membre de la Knesset ainsi que du comité exécutif du Mapaï. Mais les temps ne se prêtaient guère à un retrait en douceur, car les travaillistes étaient désormais en grande difficulté. La réunification de la gauche sioniste devenant urgente, beaucoup estimaient que Golda Meir était seule capable d’y parvenir. Elle réussit dans son entreprise avec la naissance, en janvier 1968, du parti travailliste israélien[46*]. L’année suivante, le ralliement du Mapam permit la création d’un alignement plus large, le Ma’arach.

Cette réunification ne fut pas euphorique. Le printemps 1967 avait été compliqué. Golda Meir était bien placée pour observer des analogies entre les causes de ce conflit et celles de la campagne du Sinaï de 1956 : mêmes provocations arabes à partir de la bande de Gaza, de la Jordanie et de la Syrie ; mêmes incursions de commandos, à ceci près que les *fedayin* de l’époque avaient laissé place aux terroristes du Fatah[47*] ; même constitution d’un haut commandement unifié égypto-syrien ; mêmes rodomontades de Radio Le Caire appelant à la « destruction de l’entité sioniste ».

Golda Meir restait trop marquée par la déception politique de 1956, quand Israël avait dû se retirer du Sinaï sans la moindre garantie politique d’un accord de paix. Et la situation n’était guère encourageante. Si pressée de faire dégager Tsahal du Sinaï onze ans plus tôt pour lui substituer une force d’interposition internationale, l’ONU obéissait en moins de vingt-quatre heures, en mai 1967, à l’injonction de Nasser de faire retirer ces mêmes Casques bleus. Le raïs égyptien décréta même le rétablissement du blocus du détroit de Tiran contre les navires israéliens : un acte de guerre selon le droit international, mais qui ne sortit pas l’ONU de son apathie.

Bien sûr, Golda Meir fut soulagée que l’attaque préemptive de Tsahal contre ses rivaux menaçants débouche sur une victoire éclair d’Israël. Six jours pour écraser les armées arabes et détruire notamment 80 % de l’équipement militaire égyptien. Six jours pour s’emparer de nouveau du Sinaï, de la bande de Gaza, de la Jordanie à l’ouest du Jourdain et des hauteurs du Golan. Six jours pour

reprendre pied à Jérusalem-Est, cette Vieille Ville où se trouvaient les Lieux saints et où les Juifs étaient interdits de séjour depuis presque vingt ans.

Golda Meir soutint le gouvernement Eshkol. Instruite par sa propre expérience, elle considérait que, cette fois, le prix du retrait israélien devrait être très élevé, beaucoup plus qu'en 1956, et devait s'accompagner de contreparties politiques : « Cette fois, le prix serait la paix et la paix permanente, par traité, fondée sur des frontières convenues et sûres. » Il ne pouvait plus être question de retrait sans condition et de retour à la case départ, comme si de rien n'était, en attendant la prochaine guerre. Il ne pouvait être davantage question pour la communauté internationale d'obliger uniquement Israël à respecter le droit des nations en fermant les yeux sur l'état de belligérance auquel n'avaient pas renoncé les pays arabes depuis 1948.

Aussi Golda Meir se gaussa-t-elle des habituels donneurs de leçons appelant, sans risque pour eux-mêmes, à la « retenue » ou encore, comme l'y avait incitée le général de Gaulle, à ne pas entrer dans la peau de l'« agresseur » : « Fantastique ! Maintenant qu'ils ont gagné ce round, ils n'ont plus qu'à revenir à leur point de départ, de sorte que, du haut du Golan, les canonniers syriens puissent recommencer à tirer sur les kibboutzim, que les légionnaires jordaniens, perchés dans les tours de la Vieille Ville, recommencent à canarder à volonté, que la bande de Gaza redevienne un nid de terrorisme, et le désert du Sinaï, une scène de théâtre stratégique pour les divisions de Nasser[36]… »

Elle fut tout aussi circonspecte vis-à-vis de la Résolution 242 votée par le Conseil de sécurité de l'ONU[48*] qui exposait deux principes clairs : le retrait des forces armées israéliennes de territoires occupés lors de ce conflit ; la cessation des états de belligérance ou même d'assertions de belligérance, dans la reconnaissance de la souveraineté de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique de chaque État de la région et de leur droit de vivre en paix.

Les États arabes ne retinrent de cette résolution de l'ONU que le premier de ces deux principes. En août 1967, lors d'une conférence au sommet à Khartoum, ils réitérèrent leurs objectifs politiques : pas de paix avec Israël, pas de reconnaissance de l'État juif, pas de négociation. Pour ne pas se satisfaire de tels objectifs, Levi Eshkol fut bientôt traité d'« expansionniste » et Golda Meir taxée d'« intransigeance ». Dès lors, les pays arabes, dûment réarmés par leur allié soviétique, entreprirent à partir de mars 1968 une « guerre d'usure » contre Israël, appuyés par le harcèlement d'organisations que l'on commença alors à appeler « palestiniennes ». Leur tactique était pertinente : personne, à l'étranger, ne se souciait des violations permanentes du cessez-le-feu par les

Égyptiens ; en revanche, chacun scrutait à la loupe les réactions israéliennes, qualifiées mécaniquement d'« excessives » ou de « disproportionnées ».

Dans ce contexte délétère, le chef du gouvernement Levi Eshkol mourut subitement d'une crise cardiaque en février 1969. Ce fut un choc pour Golda Meir, qui appréciait l'intégrité, l'affabilité et l'humour de ce compagnon de route. Elle fut cependant appelée à lui succéder, le parti travailliste la préférant aux deux jeunes loups qui s'entre-déchiraient, le ministre de la Défense, Moshe Dayan, et le vice-Premier ministre, Yigal Allon. À l'extérieur d'Israël, où elle était encore assez peu connue, le monde dut s'habituer à son image vite caricaturée : celle d'une femme invariablement vêtue d'une robe sombre, coiffée d'un chignon, portant des chaussures à talons épais – les fameuses « chaussures de Golda » – et grillant cigarette sur cigarette.

Héritant du gouvernement d'union nationale de son prédécesseur, lequel comprenait notamment la coalition de droite du Gahal[49*], Golda Meir n'avait pas l'intention d'être plus conciliante que ne l'avait été son prédécesseur. Malgré l'écrasement du Fatah par l'État jordanien en septembre 1970 (Septembre noir), le terrorisme palestinien harcelait Israël sans relâche par des attentats meurtriers et des assassinats[50*] dont le point culminant fut le massacre de onze athlètes israéliens durant les Jeux olympiques de Munich, en septembre 1972. Par ailleurs, l'Égypte et la Syrie étaient réarmées à grande vitesse par l'URSS et le bloc communiste.

Golda Meir avait déjà vécu trop de choses dans son existence pour se laisser ébranler : « Nous, les Juifs, avons une arme secrète dans nos guerres avec les Arabes. Nous n'avons nulle part où aller et nous devons nous battre. » Dans son esprit, le doute n'était guère permis : l'Europe était devenue en grande partie hostile à Israël, et tout particulièrement la France, qui lui paraissait presque aussi proarabe que les Russes.

Manquant de poids politique, le Vieux Continent semblait tétanisé à l'idée de déplaire aux pays arabes ou d'encourir le terrorisme palestinien. Golda Meir en eut une illustration saisissante au début de 1973, lorsque le Fatah fit pression sur le chancelier autrichien Bruno Kreisky pour qu'il ferme le camp de transit de l'Agence juive au château de Schonau, près de Vienne. Par-là passaient les Juifs autorisés à quitter l'Union soviétique pour se rendre en Israël. Golda Meir eut beau tenter de convaincre le chancelier de revenir sur sa décision, rien n'y fit[51*37].

Le seul allié véritable vers lequel Israël pouvait se retourner restait les États-Unis. Dès octobre 1969, Golda Meir avait été invitée à la Maison Blanche par le

président Nixon. Le courant était immédiatement passé. Elle avait même reçu un écho très favorable à ses demandes de fourniture d'armements.

De même, Nixon et son conseiller national pour la sécurité Henry Kissinger partageaient son analyse sur les Palestiniens. Pour Golda Meir, la revendication d'un État palestinien était la dernière invention des pays arabes pour tenter de mettre fin à l'État d'Israël. Au temps du mandat britannique, les Arabes palestiniens étaient tellement attachés à leur patrie qu'ils demandaient le rattachement à une grande Syrie. Puis, en novembre 1947, ils avaient refusé un État qui aurait pu être le leur. Jusque-là, la communauté internationale n'avait parlé que de « réfugiés » ou de frontières entre Israël et les pays arabes. Pour Meir, les Palestiniens devaient chercher la solution de leur problème en Jordanie, où ils s'étaient d'ailleurs implantés en masse.

Golda Meir revint enchantée de ses entretiens à Washington avec le gouvernement américain. À New York, elle avait pu s'exprimer devant l'United Jewish Appeal, à Atlantic City elle apparut au congrès biennal de l'AFL-CIO[52*]. Quelques semaines plus tard, elle fut reconduite à la tête du gouvernement, le Ma'arach ayant remporté les élections législatives[53*].

Le chef du gouvernement comptait fermement s'attaquer aux problèmes du logement et de la santé, ainsi qu'aux disparités sociales : ce que l'on commençait à qualifier de « second Israël », composé principalement de séfarades, commençait à gagner en sensibilité. Pendant ce temps, pourtant, l'image internationale d'Israël ne cessait de se dégrader.

Certes, la mort inopinée de Nasser en septembre 1970 avait fait place à Anouar el-Sadate, moins charismatique, mais aussi plus conciliant. Par ailleurs, l'écrasement au même moment des Palestiniens par le roi Hussein avait clarifié localement la situation. Mais, dans le monde entier, il n'était question que d'attentats, de détournements d'avions ou de massacres perpétrés par les organisations palestiniennes. Les gouvernements occidentaux timorés avaient déjà résolu de céder à leurs exigences[54*]. On trouva des excuses à leur désespoir supposé, des gens de gauche n'hésitèrent pas à les camper en nouveaux « damnés de la terre », en « combattants de la liberté », voire en héros.

Face à cette évolution inédite, Golda Meir resta de marbre : « Pour nous, ils sont restés des criminels, non des héros… Je persistais à ne pas me laisser impressionner par la "gloire" qu'il y avait à cacher des bombes dans les supermarchés, les cars ou les autobus, ni par les "beautés" d'une guerre sainte exigeant la mort de sept vieux Juifs dans une maison de retraite[38]. »

Peu à peu, Golda Meir passa hors d'Israël pour une personne intransigeante, sinon bornée, la presse étrangère la décrivant comme une « dame de fer[55*] ». Il est vrai qu'à l'intérieur même d'Israël, on ne manquait pas de critiquer ses charges à l'égard d'une presse « trop déchaînée », selon elle, son franc-parler cassant et même son côté rancunier.

De telles saillies démentaient ses efforts bien réels pour éviter la politique du pire. Elle avait ainsi calmé le jeu quand de jeunes Juifs orthodoxes militants avaient établi en 1968 une colonie à Hébron[56*] en dépit de l'interdiction de l'armée. Deux ans plus tard, au terme de débats animés, elle avait autorisé la construction d'un nombre limité d'unités d'habitations à la sortie de Hébron dans une zone que les colons devaient appeler Kyriat Arba.

S'agissant des Lieux saints, Golda Meir s'était également employée à apaiser les choses en se rendant au Vatican en janvier 1973, où elle avait été reçue par le pape Paul VI. Tous deux convinrent platoniquement qu'il s'agissait là d'un « moment historique ».

À 75 ans, le chef du gouvernement d'Israël se dépensait sans compter en réunions de travail et en voyages à l'étranger. Par bonheur, elle était entourée de ministres de qualité tels que Pinhas Sapir ou Israel Galili, ainsi que du secrétaire général du gouvernement, le très efficace Yaacov Herzog. Elle pensait déjà fortement à la retraite, sans savoir encore qu'elle ne pourrait pas la prendre avant que le pire n'advînt.

En octobre 1973, les armées égyptiennes et syriennes déclenchèrent une attaque-surprise contre Israël le jour même de la célébration de Yom Kippour. Ce jour-là, traditionnellement, la vie publique s'arrête en Israël et même l'armée fonctionne au ralenti. À l'époque, les principaux responsables du pays jugeaient la guerre très peu probable : du ministre de la Défense Moshe Dayan au chef d'état-major David Elazar en passant par les services de renseignements, dont le fameux Mossad. Certains signaux inquiétants étaient remontés jusqu'à Jérusalem, mais Golda Meir, une fois encore instruite par l'expérience, refusa l'éventualité d'une action préventive contre la Syrie ou l'Égypte. Elle savait que le déchaînement international contre Israël qui ne manquerait pas de s'ensuivre risquerait de la priver du soutien vital de l'Amérique.

Dès le début de l'agression arabe, le samedi 6 octobre, Israël se retrouva dans une position militaire très délicate face à un ennemi plus nombreux et surarmé. Au nord, les Syriens avaient enfoncé les lignes de défense du plateau du Golan. Au sud, les Égyptiens avaient pris pied sur la rive orientale du canal de Suez,

infligeant des pertes élevées à Tsahal. Depuis 1948, les Israéliens se retrouvaient pour la première fois directement menacés dans leur existence.

Soucieuse d'éviter la démoralisation, voire la panique, Golda Meir fit de son mieux pour cacher la réalité de cette situation à l'opinion publique. Elle refusa ainsi la démission que Moshe Dayan lui avait aussitôt offerte. Elle empêcha que ne se développe la confusion au sein de l'armée, où de graves divergences commençaient à éclater entre généraux. En pleine nuit, elle fit appeler l'Amérique à l'aide *via* Simrha Dinitz, son ambassadeur à Washington : « Appelez Kissinger tout de suite, même à cette heure-ci ! Nous avons besoin de l'aide américaine aujourd'hui même. Demain, il sera peut-être trop tard[57*39] ! » Fidèle à sa parole, le président Nixon fit organiser aussitôt un pont aérien qui devait fournir à Israël tanks, munitions, missiles air-air ainsi que du matériel médical. Parallèlement, des avions Phantom et Skyhawk firent route vers les aéroports militaires israéliens.

Au dixième jour de la guerre, la situation militaire commença à s'inverser. Une contre-offensive de Tsahal conçue et exécutée par le général Sharon établit une tête de pont sur la rive occidentale du canal de Suez afin de prendre à revers les forces égyptiennes. Ce fut le tournant de la guerre.

À la tribune de la Knesset[58*], Golda Meir laissa éclater sa colère contre les gouvernements français et britannique qui avaient placé sous embargo les fournitures d'armes à Israël alors même que sa survie était en jeu et que les États arabes, eux, n'avaient aucune difficulté à se faire approvisionner par l'URSS. Surtout, elle souligna ce qui serait advenu si Israël avait suivi les « conseils » de ceux qui l'incitaient à revenir sur les lignes d'avant la guerre des Six-Jours : « Il n'est pas besoin d'une imagination fertile pour mesurer dans quelle situation se fût trouvé l'État d'Israël si nous avions été sur les lignes du 4 juin 1967. » Quant à ceux qui soutinrent que cette guerre de 1973 n'était que la conséquence du refus israélien de restituer les territoires occupés, elle leur rétorqua que cette question ne se posait pas lors de la guerre voulue par Nasser, la Syrie et la Jordanie en 1967. Et qu'elle ne se posait pas davantage lorsque les pays arabes avaient déclenché la guerre de 1948 contre Israël.

Toutefois, la nouvelle victoire d'Israël avait un goût amer. Sans doute était-on loin de l'hécatombe de 1948 qui avait causé la mort au combat de 6 000 Juifs, soit 1 % de toute la population israélienne de l'époque. Mais le bilan était lourd : 2 500 tués. Et l'opinion publique israélienne s'était habituée, en 1956 puis surtout en 1967, à des victoires éclairs de Tsahal avec un bilan humain relativement léger. Aux morts s'ajoutaient les disparus, qui représentaient un

aspect d'autant plus sensible que les Égyptiens et surtout les Syriens refusaient de communiquer des listes de prisonniers de guerre.

Golda Meir et ses ministres, dont surtout Moshe Dayan, furent bientôt accusés d'imprévoyance. De tout le pays, des voix s'élevèrent pour souligner le manque de préparation de l'armée et en rendre responsable un gouvernement défaillant, jugé autosatisfait et coupé des réalités. La suspicion s'empara du pays, dont la droite nationaliste et les démagogues firent leur miel. Même au sein du cabinet israélien apparurent contradictions et dissensions. Le ministre de la Justice, Ya'akov Shimshon Shapiro, réclama la démission de son collègue de la Défense et, faute d'y parvenir, offrit la sienne.

Dans un tel contexte, Golda Meir était moins que jamais disposée à la souplesse et aux concessions. Peut-être se rappelait-elle alors une de ses réflexions datant de 1957 : « Nous n'aurons la paix avec les Arabes que lorsqu'ils aimeront leurs enfants plus qu'ils ne nous haïssent. » Elle était d'ailleurs horripilée par cette répétition de l'histoire qui voyait l'URSS et ses alliés voler au secours de pays arabes de nouveau vaincus, en leur sauvant la face à l'ONU. Cela s'était déjà produit en 1956 et en 1967. En 1973, pressentant l'humiliation de leurs protégés, les Russes exigèrent un cessez-le-feu immédiat : après quoi, il n'était pas besoin d'être grand clerc pour deviner qu'ils réclameraient le retour aux frontières antérieures.

Golda Meir n'y était nullement décidée sans négociations directes avec les Arabes. Sur le plan international, c'était la panique depuis que les pays arabes avaient décrété un embargo sur le pétrole assorti d'un quadruplement du prix du baril. Dès le 22 octobre, une résolution sur le cessez-le-feu fut adoptée au Conseil de sécurité[59*]. Dans les négociations, les États-Unis soutinrent Israël et Henry Kissinger entreprit d'incessantes et fastidieuses navettes entre Jérusalem, Damas, Le Caire et Moscou afin d'accorder les points de vue respectifs.

Comme beaucoup, Golda Meir avait de l'admiration pour Kissinger, ses dons intellectuels, sa persévérance sans limites et son habileté hors normes à régler dans les plus infimes détails les problèmes auxquels il était confronté. Certes, il avait derrière lui la puissance formidable de l'Amérique : cette puissance même qui dissuadait tous les Arabes, jusqu'au roi Faysal d'Arabie saoudite, de le dénigrer en tant que juif. Sur ce chapitre, du reste, Kissinger était à l'aise. Un jour, il avait lancé doctement à Golda Meir : « Golda, vous devez vous rappeler que je suis d'abord un Américain, ensuite un secrétaire d'État et enfin un Juif. » Ce à quoi l'intéressée lui avait rétorqué malicieusement : « Henry, vous oubliez que nous, en Israël, lisons de droite à gauche… »

Au terme d'interminables rounds de négociations, un accord fut signé entre Israël et l'Égypte au kilomètre 101 de la route Suez-Le Caire. Pour la première fois, ces négociations avaient permis des contacts directs, simples et personnels entre Israéliens et Égyptiens. Mais la conclusion était saumâtre pour Golda Meir, qui eut à endurer chez elle les travaux d'une commission d'enquête, même si celle-ci devait l'exonérer de toute « responsabilité directe » dans l'impréparation du pays au moment de la guerre[60*].

Usée, épuisée par la tension extrême causée par la guerre, désabusée de devoir gouverner un pays traumatisé, Golda Meir annonça en avril 1974 sa démission irrévocable. Le 3 juin, elle tira définitivement sa révérence, cédant la place à Yitzhak Rabin. Sa carrière politique terminée, elle se retira au kibboutz de Revivim, auprès de sa fille Sarah. De Merhavia à Revivim, la boucle était bouclée.

Golda Meir fit une brève réapparition lors de la visite historique du président égyptien Anouar el-Sadate en Israël, en novembre 1977. Entre-temps, Menahem Begin était devenu chef du gouvernement. S'exprimant une dernière fois devant la Knesset, la vieille dame salua le courage et la vision du leader arabe.

En décembre de l'année suivante, âgée de 80 ans, Golda Meir mourut d'un lymphome cancéreux. Elle fut inhumée au mont Herzl à Jérusalem. Comme les autres fondateurs d'Israël, elle emportait avec elle son lot de frustrations et d'amertume. Avec elle aussi, cette prétendue intransigeance qu'on lui avait imputée mais qui n'était que le reflet de ses expériences vécues. Jusqu'au bout, Golda Meir avait été la forteresse d'Israël, forte de la conviction d'avoir accompli la mission à laquelle elle avait sacrifié sa vie.

Bibliographie sélective

BURKETT, Elinor, *Golda*, New York, HarperCollins, 2008.

CHRISTMAN, Henry M. (ed.), *This is Our Strength. Selected Papers of Golda Meir*, New York, Macmillan, 1962.

FALLACCI, Oriana, *Interview with History*, Houghton Mifflin, Boston, 1976.

FRIEDMAN, Sarah, *Les Deux Piliers d'Israël*, Éditions du Rocher, 2001.

KIEJMAN, Claude-Catherine, *Golda Meir. Une vie pour Israël*, Tallandier, 2015.

FRISCHER, Dominique, *Golda Meir. La femme derrière la légende*, L'Archipel, 2015.

KLAGSBURN, Francine, *Lioness. Golda Meir and the Nation of Israel*, New York, Schoken Books, 2017.

MADZINI, Meron, *Golda Meir. A Political Biography*, Berlin, De Gruyter Oldenbourg, 2017.

MARTIN, Ralph G., *Golda. Golda Meir, the Romantic Years*, New York, Scribner's Sons, 1988.

MCAULEY, Karen, *Golda Meir*, Langhorne, PA, Chelsea Publishing House, 1985.

MEIR, Golda, *My Life. The Autobiography of Golda Meir*, London, Weidenfeld & Nicolson, 1975 (traduction française : *Ma vie*, traduit de l'anglais par Georges Belmont et Hortense Chabrier, Robert Laffont, 1975).

—, *A Land of Our Own*, London, Weindenfeld & Nicolson, 1973.
MEIR, Menahem, *My Mother Golda Meir. A Son's Evocation of Life with Golda Meir*, Gettysburg, PA, Arbor House Publishing Company, 1983.
SYRKIN, Marie, *Golda Meir. Woman with a Cause*, New York, Putnam's Sons, 1963 (rééd. sous le titre *Golda Meir Israel's Leader*, New York, Putnam's Sons, 1969).

1*. Sheyna (1889-1972), Golda (1898-1978) et Tzipke, surnommée Clara (1902-1981), étaient les survivantes de la famille Mabovitch qui avait perdu cinq autres enfants en bas âge.

2*. Victor L. Berger (1860-1929) siégea à la Chambre des représentants de 1910 à 1912. Quelques années plus tôt, il avait fondé avec Eugene V. Debs le Parti socialiste d'Amérique (1901).

3*. Association des Jeunes Sœurs d'Amérique.

4*. Littéralement, *rebbetzin* signifie « fille de rabbin ».

5*. Aharon David Gordon (1856-1922), penseur et écrivain, fut le premier sioniste à prôner le travail de la terre et la pratique de l'agriculture comme moyens de libération nationale, mais aussi comme moyen d'élévation spirituelle pour le peuple juif. Son influence idéologique donna naissance aux premiers kibboutzim.

6*. Ordre de fraternité juive proche de la maçonnerie dont il ne faisait cependant pas partie.

7*. Joint Distribution Committee (« Comité mixte de répartition »).

8*. Elle ajouta : « Ayez confiance en vous-même en créant le type de personne dont vous vous accommoderez toute votre vie. »

9*. Interrogée sur ce qu'elle aurait fait si Morris ne l'avait pas suivie, elle répondit significativement : « Je serais alors partie seule, mais le cœur brisé. »

10*. Rachel Yanait (1886-1979) épouserait Yitzhak Ben Zvi, 2e président d'Israël.

11*. L'interrogation revenait en boucle chez les dirigeants sionistes, telle une boutade : « Et qu'en pense Berl ? »

12*. David Remez (1886-1951) fut aussi l'amant de Golda Meir jusqu'à la fin de sa vie.

13*. Cette séparation devint irréversible une dizaine d'années plus tard, jusqu'à la mort de Morris en 1951. Pour autant, le couple ne divorça jamais.

14*. Zalman Shazar (1889-1974) devint le troisième président d'Israël, entre 1963 et 1973.

15*. Par la suite, Golda en vint à associer le respect de l'Angleterre à l'incroyable capacité de résistance des Anglais aux nazis.

16*. Nachshon était le nom du premier des Hébreux à obéir aux ordres de Moïse de sauter dans la mer Rouge, lors de l'exode d'Égypte.

17*. Seule la République dominicaine accepta d'accueillir 100 000 réfugiés.

18*. La presse internationale ne se fit pas l'écho de cette conférence, le *New York Times* ne lui consacrant ainsi qu'une demi-colonne confidentielle dans une de ses pages intérieures.

19*. Plus de 130 000 Juifs de Palestine s'engagèrent dans l'armée.

20*. N'appréhendant la situation que sous son aspect comptable, les Anglais déduisaient imperturbablement le nombre d'entrées « illégales » du quota mensuel d'autorisations légales.

21*. À l'époque, Haïm Weizmann était encore président de l'Organisation sioniste mondiale et président de l'Agence juive.

22*. 29 novembre 1947.

23*. Très bien organisée, la Légion arabe était commandée par un officier anglais, John Bagot Glubb (1897-1986), surnommé « Glubb Pacha ».

24*. Moshe Dayan rapporta ainsi que, lors d'une réunion ultérieure où il apprit que Golda Meir venait d'être nommée ambassadrice à Moscou, le roi Abdallah eut une réaction instinctive : « Laissez-la où elle est ! »

25*. Ils furent au total trente-six à signer la Déclaration d'indépendance d'Israël. Golda Meyerson était une des deux femmes signataires avec Rachel Cohen-Kagan.

26*. Elle s'apercevrait plus tard que, dans sa hâte, elle avait emporté avec elle le voile qu'elle avait porté pour se rendre à Amman une semaine plus tôt.

27*. La moitié de cette somme alla directement à l'État d'Israël, le reste étant versé au Joint Distribution Committee pour l'aide aux Juifs d'Europe.

28*. La reconnaissance *de jure* par les Soviétiques date du 17 mai. Si Washington avait reconnu *de facto* l'État d'Israël dès le 14 mai, leur reconnaissance *de jure* n'intervint que le 31 janvier 1949.

29*. Plus de 300 000 Juifs arrivèrent ainsi en Israël entre mai 1948 et 1951.

30*. En novembre 1984, Israël mit en circulation des billets de 10 000 shekels sur lesquels figuraient au recto un portrait de Golda Meir et au verso l'image de la foule de Juifs moscovites la congratulant.

31*. Peu après, en représailles, le théâtre yiddish de Moscou dut fermer ses portes ainsi que la maison d'édition yiddish Emes (« Vérité »). En outre, le journal en langue yiddish *Enigkeit* cessa de paraître. De même, les autorités soviétiques décrétèrent-elles la dissolution du Comité antifasciste juif.

32*. Ancien procureur général au temps des fameux procès de Moscou des années 1930, Andreï Vichinski (1883-1954) était alors vice-ministre des Affaires étrangères. Par la suite, il dirigea la diplomatie soviétique entre 1949 et 1953.

33*. D'origine juive, arrêtée en janvier 1949, Polina Molotov fut exclue du Parti communiste, emprisonnée un an avant d'être reléguée au Kazakhstan, puis ramenée à Moscou, en janvier 1953, au moment de l'affaire des « Blouses blanches ». Contraint au divorce par Staline, Molotov lui-même fut disgracié.

34*. Quarante-huit mille Juifs yéménites furent ainsi transférés en Israël à la suite d'un pont aérien – baptisé opération « Tapis Volant » – qui se poursuivit pendant toute l'année 1949.

35*. Jeu de mots entre la traduction littérale, « routes en or », et l'interprétation en « routes de Golda ».

36*. Henry Morgenthau Jr (1891-1967) donna également son nom à un plan éponyme destiné à régler la situation de l'Allemagne après la guerre. À l'époque, il était le président de l'United Jewish Appeal.

37*. Cette « loi du retour » accordait automatiquement le droit d'immigration à tous les Juifs ainsi que la nationalité israélienne à tout immigrant juif.

38*. Voir ici-ici et ici-ici.

39*. Par la suite, Moshe Sharett devint président de l'Agence juive tout en conservant jusqu'à sa mort, en 1965, une rancune tenace envers Ben Gourion.

40*. Les *fedayin* (en arabe « prêts à se sacrifier ») étaient des petits groupes de commandos palestiniens s'opposant à Israël par les armes. Ils commencèrent leurs raids meurtriers à partir de 1954.

41*. Depuis le début des années 1950, les Soviétiques avaient bouleversé leur stratégie au Moyen-Orient et lâché Israël pour s'allier avec les pays arabes.

42*. Voir ici-ici et p. ici-ici.

43*. Les États-Unis se contentèrent alors de réaffirmer platoniquement la liberté de navigation dans le détroit de Tiran.

44*. Réunissant vingt-neuf pays afro-asiatiques, à l'appel du président indonésien Soekarno, la conférence de Bandoung s'était tenue en avril 1955.

45*. Voir ici-ici et ici-ici.

46*. Le nouveau parti travailliste réunissait le Mapaï, l'*Ahdout Ha'Avoda* et le Rafi.

47*. Le Fatah était apparu en 1965.

48*. Le 22 novembre 1967.

49*. Les quatre ministres du Gahal devaient démissionner en août 1970.

50*. Ainsi, notamment, du massacre à l'aéroport de Lod en mai 1972 (26 tués) et de celui d'enfants israéliens dans leur école de Ma'alot en mai 1974 (25 tués, dont 22 écoliers).

51*. Ayant occulté sa judéité et faisant de son mieux pour se distancier d'Israël, Kreisky lança même un jour à son homologue israélienne : « Nous appartenons tous deux à des mondes différents. »

52*. American Federation of Labor-Congress of Industrial Organizations (regroupement de syndicats étatsuniens).

53*. En octobre 1969, la coalition travailliste remporta 56 sièges sur les 120 de la Knesset.

54*. Ainsi, hormis ceux qui avaient été tués au cours de l'attentat, les assassins des athlètes israéliens aux Jeux olympiques de Munich recouvrèrent la liberté six semaines seulement après leur crime et furent célébrés en grande pompe à leur arrivée en Libye.

55*. Avant même que l'expression ne s'applique à Margaret Thatcher en Angleterre.

56*. Hébron, où est situé le tombeau des Patriarches, est à 35 kilomètres au sud de Jérusalem.

57*. Cela faisait juste quinze jours que Henry Kissinger avait été nommé secrétaire d'État.

58*. Discours du 16 octobre 1973.

59*. Résolution 338.

60*. En revanche, les conclusions de la commission Agranat mirent sur la sellette le chef-d'état major de Tsahal, David Elazar, qui fut contraint à la démission.

CHAPITRE 7

Moshe Dayan (1915-1981)
La légende

« C'est à l'épreuve du feu que l'on reconnaît l'or
et à celle de l'adversité que l'on reconnaît l'homme fort. »

Sénèque

« Une grande victoire est un grand danger… plus facile à remporter
qu'à supporter sans qu'il n'en résulte une pire défaite. »

Friedrich Nietzsche,
Considérations actuelles

Il fut le héros absolu d'Israël, le chef de guerre flamboyant qui attise la foi et les rêves ; stratège, il fut courtisé par les médias ; politicien, il semblait porté par la chance ; séducteur impénitent au sourire photogénique, il faisait chavirer les foules et surtout les femmes. « Taillé dans un matériau biblique », à en croire Ben Gourion, Moshe Dayan occupe une place à part dans l'imaginaire sioniste. Ce *sabra* formé à l'école du kibboutz rayonnait d'autant plus qu'il n'oubliait jamais d'attirer sur lui la gloire et la lumière. Il symbolisa longtemps l'efficacité de Tsahal, dont il fut l'enfant prodigue, tout en sachant lui donner une dimension humaine aux lisières de l'anticonformisme. Ses innombrables photos en tenue de combat, son fameux bandeau noir sur l'œil, lui valurent une renommée universelle tout en renvoyant, à travers sa personne, l'image du Juif nouveau qui était la finalité même du sionisme. Adulé par les Israéliens pour son triomphe dans la campagne du Sinaï en 1956, il le fut encore davantage pour la victoire de 1967, à laquelle il n'avait pourtant guère contribué. Ce pessimiste rentré resta un homme des tempêtes et de la haute mer, ou encore « un marin qui craignait la côte », selon son complice Shimon Peres. Certes, les défauts de ses qualités finirent par surgir de son exercice de la politique, sa seconde vie, où il occupa les postes les plus éminents, à l'exception cependant de celui de chef du gouvernement. Dayan montra alors un tout autre visage : égocentrique, opportuniste, versatile et même – qui l'eût cru ? – peu enclin à assumer ses responsabilités. Ces travers brouillèrent son image quand la fortune se mit à le fuir, même s'ils ne purent ternir sa légende.

Au début des années 1900, rares étaient ceux, parmi les quelques immigrés juifs établis en Galilée sur les rives du lac de Tibériade, à connaître le nom d'Aaron David Gordon[1*]. Certes, ce quinquagénaire sémillant, écrivain et philosophe, n'était lui-même « monté » en *Eretz Israel* que de fraîche date. Pourtant, il avait été le premier à décliner les préceptes idéologiques du futur État juif et à professer que les malheurs des Juifs de la diaspora provenaient des interdits qui les avaient privés de toute possibilité de travail créatif. L'*aliyah*

était précisément l'occasion de s'affranchir de ce ghetto. Finie l'image réductrice du Juif usurier ou violoniste de klezmer[2*] ! Il était désormais essentiel de promouvoir le travail physique, et d'abord celui de la terre, comme moyen de libération nationale, voire d'élévation spirituelle.

Les nouveaux immigrants de la « mer de Galilée[3*] » croyaient fermement à ce « retour à la terre » donnant un sens à leur existence. Venus d'Europe centrale, ils avaient adhéré aux conceptions des Amants de Sion ou à celles, plus collectivistes encore, du parti de l'*HaPoel Hatzaïr*. Dès 1909, ils fondèrent la première *kvoutza*[4*] et la baptisèrent Degania, d'après les cinq espèces de céréales (*dagan* en hébreu) qu'ils entendaient cultiver. Aucun d'entre eux ne pouvait imaginer que Degania serait surnommé plus tard la « mère des kibboutzim ».

En 1911, la communauté de Degania ne comptait que onze membres lorsque vint s'y établir un certain Shmuel Dayan. Entreprenant, celui-ci travaillait dans les champs et montait la garde à cheval, comme tout membre du *HaShomer*. On s'en méfiait toutefois parce qu'il était instruit et écrivait parfois des articles fielleux pour le *HaPoel Hatzaïr*. On lui reprochait surtout d'écorner l'égalitarisme ambiant en se poussant du col aux assemblées de communauté. Sans doute était-il fier que ses ascendants à Zaskow, en Ukraine, eussent appartenu à l'aristocratie hassidique et occupé l'un après l'autre la charge de *dayan* (juge hébraïque), d'où il tirait son patronyme.

Ce *tzaddik*, cet homme austère et orgueilleux, n'était guère apprécié à Degania, où l'on vénérait les travailleurs de la terre tout autant qu'on se défiait des arrivistes. Sa jeune épouse Dvorah, une femme cultivée, fervente de littérature russe, était mieux acceptée. Mais elle ne parlait ni l'hébreu ni le yiddish et paraissait trop fragile pour œuvrer dans les champs et célébrer par le travail l'idéal sioniste.

En mai 1915, le couple Dayan eut son premier enfant, un garçon. Ils le prénommèrent Moshe, en hommage à un jeune de la communauté, Moshe Barsky, qui avait été assassiné par des pillards arabes tandis qu'il accourait chez Shmuel pour lui porter des médicaments. Sa tombe sous les oliviers était la première de Degania. Moshe Dayan, lui, était le deuxième bébé à être né dans le futur kibboutz, que ses parents quittèrent dès 1920 pour s'établir d'abord à Tel-Aviv, puis à Nahalal où fut fondé peu après le premier *moshav*.

À la différence du kibboutz, modèle « sioniste » de village qui substituait l'égalitarisme collectiviste à la propriété privée, le *moshav* était une sorte de communauté agricole coopérative associant des fermes individuelles.

À Nahalal, la famille Dayan – qui s'était agrandie depuis d'une fille, Aviva, en 1922, et d'un garçon, Zohar, en 1926 – vivait dans un dénuement aggravé par les absences chroniques de Shmuel. Sacrifiant délibérément sa famille à sa carrière, celui-ci devint un bureaucrate de l'organisation sioniste à Jaffa, à Jérusalem et même en Pologne, où il fut envoyé en 1925.

Frêle, victime de fièvres qui minaient son organisme, Dvorah supportait mal cette situation, tandis que Moshe remâchait sa rancœur envers son père. Trimbalé de nurseries en nourrices de circonstance, il était lui aussi fréquemment malade, souffrant en particulier de trachome à un œil. Plus d'une fois, Dvorah l'emmena se revigorer à Metulla, dans les montagnes de Galilée, où le climat était plus clément qu'au kibboutz.

À l’école de Wingate

Plutôt doué à l’école, le jeune Moshe avait de réelles aptitudes pour le dessin et la poésie. Il n’était guère aimé de ses camarades de classe, comme si l’impopularité de Shmuel rejaillissait sur lui. Il en allait de même au *moshav* de Nahalal, où l’on prétendait qu’il apprenait l’anglais en cachette alors que les pionniers étaient hostiles à l’apprentissage des langues étrangères. On l’accusait surtout d’être un mauvais agriculteur, peu enthousiaste en ce qui concernait les corvées de la ferme.

Les difficultés matérielles de la famille s’étant aggravées, tout le fardeau de la ferme retomba sur Dvorah, ce qui rendit le jeune garçon encore plus vindicatif envers son père. De là naquit également sa répulsion tenace pour les fonctionnaires et les apparatchiks de la politique. Une sévérité qui ne devait pas s’atténuer avec le temps : « Même encore enfant, je compris que mon père ne s’exprimait que par formules, tels la plupart des chefs de *HaPoel Hatzaïr*. Quand un fils découvre que son père tient des propos sans rime ni raison, il commence à ne plus le respecter[5*1]. »

En 1929, tandis que Shmuel repartait pour un de ses voyages au long cours, la Palestine fut le théâtre de nouvelles émeutes antijuives particulièrement meurtrières. En réaction s’organisa une force d’autodéfense juive déjà existante, mais embryonnaire, la Haganah. Celle-ci recruta plus largement, jusque chez les jeunes du *moshav* de Nahalal, qui reçurent des armes et des rudiments d’instruction militaire. Appartenir à la Haganah était un honneur pour la jeunesse du Yishouv. Moshe, lui, ne fut pas trop dépaysé : ne s’exerçait-il pas, dès l’âge de 10 ans, à tirer sur des bouteilles vides avec la carabine de son père ?

À partir de 1932, Nahalal fut à son tour menacé et Moshe participa à plusieurs missions contre des tribus arabes locales. Il y révéla un sens inné du commandement et une témérité ignorant la peur. Toujours aussi individualiste, il était respecté de ses camarades. Il les choquait cependant par son hostilité à toute accointance avec le mouvement de jeunesse de l’Histadrout. L’embrigadement idéologique et politique ne serait jamais son fort[6*].

De la même façon, contrairement à son père et aux autres pionniers, Moshe refusait de voir les Arabes « avec les yeux d’un Juif russe » et de les traiter de « sales criminels ». Il sera impressionné par les Qassamayin et leur chef Izz ad-

Din al-Qassam, dont la mort héroïque au combat devait avoir un grand retentissement chez les Arabes de Palestine : « J'ai compris qu'ils étaient mus par un sentiment national. J'avais jusqu'alors été nourri d'histoires sur les brigands arabes […] la personnalité d'Al-Qassam me fit découvrir dans les bandes arabes une ébauche de structure nationale. Considérés individuellement, les Qassamayin étaient dignes de respect. C'étaient des idéalistes d'exception. » À l'époque, Ben Gourion tenait un langage assez voisin[7*2].

À l'automne 1933, son père participant au congrès sioniste de Prague, tout le poids des travaux agricoles reposait sur Moshe, au détriment de ses études. Un jour, sa mère Dvorah en eut assez d'un mari fantôme et décida d'agir elle aussi à sa guise. Elle donna des articles pour le *Dvar HaPoelet* et commença à travailler pour l'Histadrout dans le cadre du Conseil du travail des femmes. Contrairement à Shmuel, elle éprouva des scrupules envers Moshe : « J'avais pitié de Moussik qui restait seul à la maison… À notre départ, je ne pouvais retenir mes larmes[3]. »

Dvorah n'eut pas à pleurer longtemps. Lassé de la ferme familiale, Moshe partit pour Tel-Aviv avec la ferme intention de continuer ses études à l'école du soir du Technion ainsi qu'à l'université populaire. Il revenait de temps à autre pour aider ses parents pendant les moissons, mais sans plus. C'est là, à l'école d'agriculture, qu'il rencontra une jeune fille de 17 ans du nom de Ruth Schwarz. Neuf mois plus tard, en mai 1935, elle devint sa femme. Invitée au mariage, la tribu arabe d'Al-Mazarib s'y rendit en bloc pour honorer « Moussa ». À la cérémonie nuptiale, que dirigeait un rabbin yéménite, se trouvait aussi Arthur Ruppin, un ami des Schwarz, qui était le grand responsable de l'agriculture et des établissements sionistes.

Issue d'un milieu cultivé, Ruth appartenait à l'élite juive anglophone. Pourtant, en kibboutznik accomplie, elle avait laissé tomber ses études secondaires au motif qu'« il y avait déjà trop d'intellectuels juifs ». Ruth admirait Moshe pour ses talents d'organisateur et d'orateur, mais les parents Schwarz remarquèrent surtout les déficiences de son éducation. Ils incitèrent leur gendre à aller en Angleterre et à s'inscrire à la London School of Economics pour y suivre des cours d'agriculture. Son séjour anglais tourna court. Vivre à l'étranger lui était déjà pénible. Mais surtout, le péril menaçait de nouveau la Palestine. Les Britanniques évoquaient banalement une « révolte arabe » quand il s'agissait en réalité d'« émeutes sanglantes[8*] ».

Dès l'été 1936, Moshe Dayan renoua avec la Haganah, dont il devint instructeur. Celle-ci coopérait à présent avec les forces britanniques contre les

bandes arabes qui harcelaient les implantations agricoles et même les centres urbains. La révolte arabe ayant pris une tournure antibritannique, des guides sionistes furent détachés auprès d'unités anglaises. Maîtrisant correctement l'anglais, Moshe fut affecté à un régiment assurant la protection du pipeline pétrolier en provenance d'Irak. Pour un salaire mensuel de 8 livres palestiniennes, il fut basé au camp d'Afula pour quelques mois[9*]. Sur le terrain, il put observer les limites d'une armée contrainte par des règles rigides.

Il rejoignit cependant ses anciens camarades de Nahalal qui venaient de créer le groupe de « Shimron ». Si sa femme Ruth y fut bien accueillie, lui eut du mal à se faire accepter. Il était toujours aussi peu populaire, sauf auprès des jeunes filles avec qui il avait quelques flirts[4]. Deux ans plus tard, le couple Dayan quitta la *kvoutza* de Shimron, laquelle, de son côté, décida de s'établir plus au nord, à Hanita, aux confins du Liban.

La route solitaire de Moshe Dayan le poussait de nouveau vers la Haganah. En 1938, celle-ci s'en tenait à une politique dite de « retenue », quitte à être taxée de passivité : prendre des coups en s'interdisant d'en rendre n'était pas une perspective réjouissante. Certains commençaient à réfléchir à la transformation de la Haganah en armée authentique. Yitzhak Sadeh était de ceux-là.

Ce Juif de Lublin, proche de Yosef Trumpeldor au sein du mouvement *Hehalutz* (« Pionniers »), avait commandé la Haganah à Jérusalem avant de suivre une voie moins conventionnelle. Peu porté sur l'autodéfense, Sadeh était plutôt un adepte de représailles aux exactions des bandes arabes. Et ce n'était pas la mise sur pied du Jewish Settlement Police (JSP), milice juive supplétive des forces britanniques qu'il dirigeait d'ailleurs, qui pouvait le faire changer d'avis. Au printemps 1937, Moshe Dayan rejoignit la JSP et Sadeh apprécia d'emblée son intrépidité et son sens de la décision, non sans relever au passage sa réticence à toute discipline militaire[10*]. Même s'ils n'étaient pas de la même génération[11*], les deux hommes se plurent, Dayan appréciant spécialement l'esprit commando et l'anticonformisme de Sadeh.

Ce dernier créa des unités spéciales de gardes mobiles qui révolutionnaient l'orthodoxie tactique de la Haganah. Dayan commanda une de ces unités dans le secteur de Nahalal et en retira un grand prestige. Par la suite, Sadeh mit sur pied des compagnies de combat, célèbres par leur sigle hébraïque FOSH (pour *Plugot Sadeh*), qui furent opérationnelles dans le nord, en Galilée occidentale, dans la défense de la toute récente Hanita[12*]. Yitzhak Sadeh avait pour adjoints Moshe Dayan et un autre *sabra*, originaire de Kfar Tavor, Yigal Allon[13*].

Bientôt, ils furent approchés par un capitaine écossais de 35 ans du nom d'Orde Charles Wingate. Débarqué en Palestine peu auparavant, ce presbytérien était un aventurier plutôt incongru dans une simple fonction d'officier d'état-major ou de renseignements. Du genre excentrique, arborant au poignet un petit réveille-matin en guise de montre et portant autour du cou un collier d'ail et d'oignons pour se protéger des moustiques, Wingate embrassa la cause sioniste au kibboutz d'Ein Harod. Contre la révolte arabe, il avait une idée voisine de celle de Yitzhak Sadeh : former de petits commandos de choc très mobiles, agissant de nuit de préférence, composés de Juifs sous commandement britannique.

En juin 1938, il vendit l'idée à son supérieur hiérarchique, le général Robert Haining, ainsi qu'à la Haganah. Plusieurs « Escadrons spéciaux de nuit » (Special Night Squads) tendirent des embuscades aux activistes qui sabotaient les oléoducs de la British Petroleum et s'en prenaient aux kibboutzim isolés. Moshe Dayan participa à plusieurs de ces raids de représailles estampillés Wingate et avouerait avoir beaucoup appris de ses méthodes. De son côté, Wingate avait repéré ce jeune homme plein d'allant, comme le notera Zvi Brenner, un des futurs fondateurs de Tsahal : « Wingate était remarquablement intuitif et savait reconnaître un soldat-né quand il en voyait un. Il avait une grande considération pour Moshe, parce que ce dernier détestait répéter la même opération et cherchait toujours à innover[14*5]. »

Les caciques du Yishouv ne goûtaient pas les méthodes expéditives de Wingate. Il en allait de même pour le corps des officiers britanniques, agacés par cet anticonformisme qui leur rappelait trop celui d'un certain T. E. Lawrence. L'engagement sioniste de Wingate fut jugé incompatible avec sa position d'officier britannique en Palestine, d'où il finit par être éloigné en mai 1939[15*].

Bien vite, d'ailleurs, Dayan et ses amis durent s'accommoder d'un changement d'attitude de la puissance mandataire à leur égard. La perspective d'une guerre prochaine avec l'Allemagne changeait la donne. Londres craignait un rapprochement des Arabes du Proche-Orient avec l'Allemagne nazie[16*]. Cela renforçait la main du Colonial Office, traditionnellement proarabe, qui poussa à la surenchère en Palestine au détriment des sionistes. Avec la publication, en mai 1939, d'un *Livre blanc* qui rendait quasiment caduque la déclaration Balfour, l'hostilité britannique aux implantations juives était devenue patente.

En octobre 1939, Moshe Dayan et quarante-deux de ses compagnons furent arrêtés par les Anglais pour détention illégale d'armes à feu. Il fut condamné à dix années de prison par un tribunal militaire[17*6]. Jugé « stupide » et « grotesque[18*] » en raison de sa sévérité excessive, le verdict fut réduit de moitié

sur l’intervention de l’Agence juive et celle, personnelle, de Weizmann. Pour autant, les prisonniers ne furent pas graciés et purgèrent leur peine, d’abord à la forteresse de Saint-Jean-d’Acre, une prison turque légèrement améliorée par les Anglais, puis dans un camp de travail à Mazra’a. Ils ne durent en définitive leur salut qu’à la menace nazie sur le Proche-Orient qui contraignit les Britanniques à rechercher de nouveau l’appui du Yishouv. Moshe Dayan et ses amis furent libérés au terme de seize mois de détention. On était en février 1941.

L’homme au bandeau noir

Yitzhak Sadeh n’avait pas oublié le jeune Dayan lorsque la Haganah se réorganisa en force supplétive de l’armée britannique. Ayant repris du service, Sadeh ressuscita ses compagnies spéciales et en confia le commandement à ses lieutenants Moshe Dayan et Yigal Allon.

Rompus à ces commandos, les deux jeunes chefs reçurent l’ordre d’aider l’intervention des Britanniques en Syrie. L’heure n’était plus aux demi-mesures. La Syrie était sous la coupe de la France vichyste, alliée de l’Allemagne, donc ennemie des Anglais. Une fois encore, les soldats du Yishouv devaient leur servir de guides.

En juin 1941, Moshe Dayan rassembla une trentaine d’hommes à Hanita, dont plusieurs connaissaient parfaitement le terrain. Ils franchirent la frontière syrienne en appui de la 7e division d’infanterie australienne. Dayan ne put résister à la tentation : outrepassant son rôle, il prit l’initiative de sécuriser deux ponts sur la rivière Litani et s’empara sans coup férir d’une position française. Il supervisait la situation à la jumelle lorsqu’une balle ennemie transperça un des binoculaires et atteignit son œil gauche. Évacué à l’hôpital Hadassah de Haïfa, il souffrait d’une blessure grave, des fragments de verre et de métal s’étant enfoncés dans l’orbite.

Moshe Dayan perdit son œil et entra dès lors dans une nouvelle vie. Au début, il se résigna assez mal à son invalidité qui le privait du jour au lendemain de toute activité. Sa mise à l’écart et, surtout, sa nouvelle apparence physique, défigurée par un bandeau noir de pirate lui barrant le visage, le démoralisèrent[19*]. Comment aurait-il pu alors imaginer que ce bandeau deviendrait son image de marque et son gage de célébrité dans le monde entier ?

Pour l’heure, un sentiment insupportable d’inutilité l’envahissait : « Je suis désormais incapable de toute activité militaire. Je ne puis être que gardien de nuit ou quelque chose dans ce genre. Je comprends clairement que je suis physiquement fini et que tout service en campagne m’est interdit. Qui aurait l’idée d’engager un borgne[7] ? »

Sa traversée du désert dura de 1941 à 1948. Sept ans de tourments durant lesquels il eut le sentiment d’avoir gâché son existence, alternant phases de dépression psychologique et périodes de solitude. Il perdit sa belle humeur, miné

par l'amertume et s'angoissant même sur sa capacité à subvenir aux besoins de sa famille. Il trouva à s'employer à Jérusalem, dans un bureau du département politique de l'Agence juive, avant de rejoindre sa famille à Nahalal, en septembre 1942. Il y était enfin devenu populaire, sa réputation d'héroïsme ayant fait le tour du Yishouv, mais à quel prix !

Eliyahu Golomb[20*] le fit participer à la « Saison[21*] », mais il préféra acquérir une ferme en 1944. Les travaux et les jours dans les champs ne l'intéressaient décidément pas, même si sa femme Ruth y voyait l'occasion de mener enfin une vie normale. Il se tourna vers la politique, qu'il détestait toujours autant, mais c'était désormais une question de survie. Dayan participa au 22e Congrès sioniste, à Bâle, en décembre 1946, où il se retrouva parmi les gens de Ben Gourion.

Reuven Shiloah[22*] fit appel à ses services, mais la chance lui sourit pour de bon lorsque Ya'akov Dori, quittant ses fonctions de chef d'état-major de la Haganah[23*], le fit nommer officier d'état-major pour les Affaires arabes avec le grade de chef de bataillon. Ses anciens collègues l'avaient certes dépassé hiérarchiquement, mais du moins retrouvait-il le service actif. Il pouvait aussi côtoyer au quotidien des personnalités comme Israel Galili, le chef du haut commandement de la Haganah, ou bien sûr Ben Gourion, alors « ministre de la Défense » de l'Exécutif sioniste.

Il incombait à Dayan de recruter des agents arabes pour neutraliser les bandes d'activistes de plus en plus agressifs depuis le vote par l'ONU, en novembre 1947, du plan de partage de la Palestine. Cela ne pouvait cependant suffire à étancher sa soif d'action. La fin du mandat britannique approchait, les armées arabes fourbissaient déjà leurs armes contre le futur État juif et il se retrouvait une fois encore sur la touche. Tout commandement opérationnel lui était exclu. Son handicap physique, bien sûr, mais aussi le fait qu'il n'appartenait à aucune des coteries se partageant les hauts postes de l'armée : celle de la « maison Palmach », dirigée par Israel Galili et Yigal Allon, ou celle de la « maison Haganah », commandée par les gens de Yigael Yadin.

Dayan en était réduit à hanter les antichambres du QG de la Haganah : « Je piétinais… et je le ressentais durement. Je désirais rejoindre une unité combattante. Il ne s'agissait plus d'orienter ni de faire des plans, mais à présent de faire la guerre[8]. »

La chance frappa cependant une seconde fois à sa porte au moment même où fut proclamé l'État d'Israël. Chargé de former la 8e brigade, Yitzhak Sadeh pensa à Dayan pour diriger une unité de commando, le 89e bataillon. Au

préalable et vu l'aggravation de la situation, Yadin et Ben Gourion lui confièrent la responsabilité du secteur de la vallée du Jourdain. La chute de Degania et Zemakh semblait imminente.

Dayan ne disposait que d'un armement résiduel en dehors de quatre canons antédiluviens, surnommés « Napoléonchiks » en référence à leur fabrication française. Il n'avait sous ses ordres que trois pionniers de Degania ainsi que des jeunes de l'organisation Gadna. Son sang-froid et son intelligence maœuvrière lui permirent d'emporter la décision grâce aux vieux canons qui semèrent l'effroi chez les Syriens. Au passage, Moshe Dayan tira quelques enseignements sur le comportement des troupes arabes : « Toute l'attaque syrienne s'était effondrée avec notre quatrième obus. Ils battirent en retraite sans avoir été attaqués… J'ai pensé alors qu'il suffisait de taper une fois sur une boîte en fer-blanc pour qu'ils se dispersent tous comme des moineaux[9]. »

Ben Gourion fut très satisfait de ce coup d'essai qui enrayait l'avance des armées arabes dans le nord du pays. Plus tard, il y ajouta un commentaire : « Il est dommage que je n'aie pas connu Moshe Dayan au début de la guerre. J'avais l'impression qu'on s'efforçait de m'empêcher de le rencontrer[24*]… »

À l'évidence, le « vieux lion » appréciait cette figure de *sabra*, volontaire et intrépide, qui incarnait l'héroïsme du jeune État. Peut-être prisait-il aussi l'indépendance d'esprit de ce jeune chef, alors qu'il se plaignait d'être entouré d'officiers politisés et cooptés. Moshe Dayan n'avait nullement hésité à puiser des volontaires au sein des autres unités : les brigades Golani, Kiryati et Lehi en avaient notamment fait les frais, au grand dam de leurs commandants respectifs.

Fin mai 1948, Moshe Dayan prit enfin le commandement du 89e bataillon qui lui était promis. Le débauchage d'éléments de valeur reprit, du moins jusqu'au jour où il concerna le 43e bataillon de la brigade Kiryati, dont le commandant n'était autre que… le propre fils de Ben Gourion, Amos. Dayan se rattrapa sur la brigade Givati. Son individualisme impénitent se résumait dans une formule provocatrice : tout homme désobéissant pour rejoindre son unité combattante est le bienvenu. Son allure à l'emporte-pièce faisait le reste. Elle évoquait une sorte de *schlumper*[25*] débraillé avec ses pantalons en accordéon beaucoup trop grands pour lui et ses chaussettes retombant sur les chevilles.

Ses troupes elles aussi avaient l'air de sortir d'une cour des Miracles. On y trouvait toutes sortes d'individus, dont un déserteur irlandais de l'ancienne police mandataire ou encore un volontaire étranger, ancien de la division Leclerc et tenu pour un spécialiste de l'arme blindée. Leurs méthodes étaient tout aussi

singulières, surtout quand on s'aperçut que leur sport favori était le vol de Jeep civiles et leur maquillage en véhicules militaires pour en équiper leur bataillon.

La première mission du 89e bataillon fut dirigée contre les activistes de l'Irgoun dans l'affaire de l'*Altalena*[26*], au côté de la brigade Alexandroni. Opportunisme politique ou répugnance à faire tirer sur des Juifs comme l'exigeait Ben Gourion ? Dayan fit achever la besogne par son adjoint Ouri Bar-On.

Peu après, il fut engagé dans l'« opération Danny » afin de repousser les assauts de la Légion arabe et d'ouvrir la route entre Tel-Aviv et Jérusalem. L'objectif était l'important nœud de communication ferroviaire et aérien de Lydda[27*], mais il n'était pas assigné *a priori* au 89e. Moshe Dayan éluda ce détail. S'estimant assez fort, il mena lui-même avec succès le raid sur Lydda sans même en informer son QG de brigade. Son audace et son courage personnel – il était alors peu fréquent qu'un chef de bataillon prît la tête de son unité – impressionnèrent Yigal Allon et même Ben Gourion[28*].

Dès le lendemain, Moshe Dayan fut envoyé sur le front égyptien, au sud, où son bataillon était chargé de prendre la base de Karatiya. Là encore, il conduisit rondement l'affaire et se retira de la base aussitôt prise sans même imaginer que les Égyptiens trouveraient la ressource de contre-attaquer : ce qui advint pourtant, laissant sans défense une compagnie de la brigade Givati. Furieux, le commandant de cette brigade, Shimon Avidan, exigea des sanctions contre Dayan pour manquement à la discipline. Yadin transmit le dossier au procureur général militaire qui classa l'affaire.

Dayan était sans doute protégé par Ben Gourion en personne. Ses incartades comme ses actes d'indiscipline à répétition n'empêchèrent pas le « Vieux » de le nommer à un poste encore plus exposé : commandant de la brigade *Etzioni* à Jérusalem. Le pari était osé. La défense de Jérusalem était symbolique pour l'État hébreu et présentait, en outre, une dimension politique qui n'était guère familière à Moshe Dayan.

Celui-ci sut insuffler un nouvel esprit combatif à sa brigade épuisée par le long siège de Jérusalem, les batailles de rues incessantes et la menace de l'artillerie jordanienne. Il échoua toutefois à reconquérir les quartiers juifs de la Vieille Ville, malgré des pertes humaines sévères. En octobre, il engagea six compagnies, là encore en pure perte, dans l'opération « Wine Press » (« Vendanges ») pour le contrôle de Beit Jala, au sud de Jérusalem, puis de Bethléem.

Fort de ses succès passés, Dayan péchait par excès de confiance. Sa formation technique et professionnelle était insuffisante, donnant raison à ceux qui le

trouvaient impulsif, atypique, voire dangereux. Pire encore, la discipline lui était étrangère. Un jour, il se présenta en retard à une réunion d'état-major après s'être arrêté en cours de route pour cueillir des fruits. Excédé, son supérieur hiérarchique, le général de division Zvi Ayalon, demanda en février 1949 que le lieutenant-colonel Dayan soit traduit devant une cour martiale, ce qui ennuya au plus haut point ladite juridiction[29*]. Et pour cause !

Depuis l'automne précédent, Dayan négociait un accord de cessez-le-feu avec son homologue transjordanien, le colonel Abdallah el-Tel, gouverneur militaire de Jérusalem. Les deux adversaires se respectaient mutuellement et disposaient même d'une ligne téléphonique directe. En mars 1949, Dayan eut une série d'entretiens avec le roi Abdallah en personne afin de ficeler un accord d'armistice. L'équipée fut rocambolesque : le colonel el-Tel, qui l'avait pris en charge pour le conduire au palais royal d'Al-Shuneh, avait eu la précaution de lui faire porter des lunettes noires au lieu de son bandeau – déjà reconnaissable – et de le coiffer d'un keffieh avant de le faire allonger sur la banquette arrière de sa voiture. Ces rencontres aboutirent au cessez-le-feu et à la définition d'une ligne d'armistice : la ligne verte séparant Israël des territoires arabes de Cisjordanie. Dans la foulée, Dayan fut envoyé en juin sur l'île de Rhodes en qualité de chef de la délégation israélienne aux réunions de la Commission mixte d'armistice avec l'Égypte et la Jordanie.

La notoriété naissante de Moshe Dayan fit des jaloux parmi les caciques de Tsahal. Le jeune chef avait un accès direct à Ben Gourion et à certains conseils restreints. Il avait du charme, de l'entregent et un culot monstre. Habile dans les négociations, il ne s'encombrait pas de la cautèle propre aux diplomates. Son « activisme » le rapprochait plus de Ben Gourion que de Moshe Sharett, le ministre des Affaires étrangères[30*10].

À l'époque, Dayan était le seul officier de Tsahal à se permettre de parler en son nom personnel. Il en était aussi le plus en vue, car les politiques comme la presse focalisaient leur attention sur Jérusalem. Peu de gens savaient alors que Dayan disposait d'un conseiller en communication qui travaillait à façonner son image. À l'hebdomadaire américain *Life*, ce *spin doctor* avant la lettre présenta ainsi son « poulain » sous les traits d'un soldat-homme d'État ayant de la graine de chef du gouvernement.

De fait, conscient de ses lacunes en matière d'instruction militaire, Dayan envisageait plutôt une carrière politique. Ben Gourion sut le convaincre de rester dans l'armée, lui offrant même, en octobre 1949, le poste de commandement du secteur Sud avec le grade de général de division.

À 34 ans, Moshe Dayan était représentatif d'une jeune génération qui prenait peu à peu la relève des anciens chefs de la Haganah. L'enjeu était transparent : substituer une armée régulière et disciplinée à une armée populaire de militants et d'activistes. Certes, l'enfant terrible de Tsahal n'était pas exactement un exemple, avec sa tenue souvent négligée et son sens très douteux de la hiérarchie. Même ses hommes, au début, ne furent pas enchantés de le voir remplacer Yigal Allon. Ils ne tardèrent pourtant pas à tomber sous le charme de ce chef charismatique à la prestance rebelle.

La sécurité de la région sud était menacée par les activistes palestiniens infiltrés à partir de la bande de Gaza, du Sinaï et des hauteurs de Hébron. Fort de son expérience à Jérusalem, Dayan appliqua une politique frontalière encore plus intraitable que celle de son prédécesseur. Des raids de représailles éliminèrent systématiquement les éléments suspects et leurs soutiens. Dayan eut à s'en expliquer devant la Knesset : « Les représailles et la punition collective sont la seule méthode efficace […] Si nous recherchons les responsables, cela n'aboutira jamais. Mais si nous nous en prenons au village voisin, la population locale sera obligée de prendre position. Et les gouvernements égyptien ou jordanien feront tout pour empêcher de tels incidents car ils ne sont pas prêts à recommencer la guerre[31*]… »

Si la situation restait tendue, ce n'était plus la guerre. Dayan reçut enfin l'instruction militaire qu'il avait toujours souhaitée à l'école des chefs de bataillon. Le sérieux et l'assiduité qu'il y manifesta prouvaient qu'il visait beaucoup plus haut. Fin 1951, il fut envoyé parfaire sa formation à l'école des officiers supérieurs de l'armée britannique à Devizes. À son retour, on lui offrit le commandement du secteur Nord, où il prit Haïm Bar-Lev comme chef d'état-major : la dernière promotion avant l'entrée dans la cour des grands.

Le héros d’Israël

Tsahal devait alors s’accommoder de réductions budgétaires draconiennes et de diminutions d’effectifs. Désenchanté, le chef d’état-major général Yigael Yadin démissionna. Peu auparavant, Dayan avait refusé de devenir son adjoint en estimant que leurs conceptions stratégiques étaient trop éloignées. Militaire lui-même atypique[32*], Yadin le portait toutefois en affection, tout en s’agaçant parfois de son insubordination et de son manque de maturité. Il appréciait son charme et son humour et se délectait notamment d’une anecdote. Un jour que Dayan avait été interpellé par la police routière pour un gros excès de vitesse, il avait rétorqué au policier : « Excusez-moi, je n’ai qu’un œil. Préférez-vous que je regarde la route ou le compteur de vitesse[11] ? »

Successeur de Yadin, son ancien adjoint Mordechaï Maklef se retrouva lui-même sur un siège éjectable. De son côté, épuisé par tant d’années de tensions et de responsabilités écrasantes, Ben Gourion songeait à la retraite. Il avait même choisi son successeur au ministère de la Défense en la personne de Pinhas Lavon. Ce dernier ne s’entendait guère avec Maklef, qui dut démissionner. Ben Gourion – et ce fut là son ultime décision importante en tant que chef du gouvernement[33*] – désigna Moshe Dayan pour le remplacer. On était en décembre 1953.

La nomination de Dayan en étonna plus d’un. Elle était pourtant logique, car il était alors le chef des opérations à l’état-major, ce qui faisait de lui le n° 2 de Tsahal. Restaient bien sûr ses frasques. Il tenait volontiers ses réunions d’état-major en pleine nature ou escaladait une clôture pour cueillir des oranges qu’il distribuait à son escorte, lançant même un fruit à la volée au brave sergent-chef du cantonnement qui le saluait réglementairement. Une autre fois, Shimon Peres, alors directeur général du ministère de la Défense, fut prévenu que le général Dayan était en train de tirer des coups de fusil depuis l’entrée du bâtiment. Souriant, Dayan lui expliqua tranquillement qu’il chassait des ramiers : « C’est aujourd’hui mon anniversaire, je fête mes 40 ans et j’ai promis à ma femme de m’occuper de la viande. Tu es des nôtres ce soir[12]… »

Dès l’hiver 1954, Moshe Dayan s’était découvert un hobby qui devait devenir la grande passion de sa vie en dehors de son attirance pour les femmes : l’archéologie. Lors d’une partie de chasse, il avait trouvé une jarre que Yadin,

archéologue réputé, avait aussitôt datée de la période hébraïque, trois mille ans auparavant. Se piquant au jeu, Dayan retourna sur les lieux de la découverte et mit au jour un véritable trésor de jarres et de lampes. Comme il ne pouvait plus se relaxer à travers la lecture, l'archéologie était une des seules activités qu'il pouvait se permettre. Il y occupa ses loisirs, restaurant ses trouvailles et se constituant au passage une collection privée de grande valeur, quoique illégale.

Le chef de bataillon fougueux s'était transformé en un chef d'état-major général déterminé et méthodique dont le *leadership* et le sens de la décision faisaient l'admiration de ses hommes. Il donna un nouvel élan à Tsahal en promouvant de jeunes officiers talentueux : parmi ceux-ci, un certain Ariel Sharon, 24 ans, était alors son officier de renseignements.

La sécurité devint la priorité d'une armée israélienne qui s'était dispersée au point de devoir se consacrer à l'accueil des immigrants. Surtout, il inocula à ses troupes la culture du résultat et de l'efficacité. L'esprit combatif et la volonté d'agir étaient son *credo*, au même titre que la mentalité commando ou que la défense par l'attaque[34*]. Il imposa également l'idée qu'un chef devait toujours être à la tête de ses hommes en opérations et soutenir ses subordonnés en assumant la responsabilité du sang versé.

Dayan accorda une attention toute particulière à l'unité 101, commandée par Arik Sharon, dont les hommes se défiaient des grades, des astiquages de bottes et des revues de détail, mais savaient manier comme personne le poignard et le cocktail Molotov. À l'époque, l'âme des commandos était un tout jeune adolescent, Meir Har-Zion, qui passait pour un génie de l'action individuelle. Dayan dira de « Har » qu'il était « notre plus grand guerrier depuis Bar-Kokhba[35*13] ».

L'unité 101 devint le fer de lance des opérations de représailles face à des commandos arabes qui, en quatre ans, avaient tué quelque 153 civils israéliens et perpétré plus de 1 500 pillages, sabotages et agressions armées bon an mal an. En octobre 1953, la loi du talion fut douloureusement éprouvée par le village de Qibya[36*] lors d'une tragédie qui marqua un tournant dans la politique de représailles.

Peu à peu, Dayan en vint à se fixer des objectifs uniquement militaires, dont il confia la conduite opérationnelle directement à Tsahal. À ses yeux, de telles actions ne visaient pas à venger ou à punir, mais à convaincre les dirigeants arabes que le terrorisme anti-israélien leur ferait plus de mal que de bien. Il insista notamment sur le pouvoir de dissuasion de Tsahal en tant que garant de la

sécurité d'Israël. D'où la démonstration permanente, à l'intention des pays arabes, de la supériorité militaire de l'État hébreu.

Les Bérets rouges, unités d'élite des parachutistes, devinrent vite la crème de Tsahal et son modèle en même temps qu'une « pépinière de héros[37*] ». Le durcissement de son esprit combatif, joint au rajeunissement résolu de ses cadres, fit de Tsahal une armée nouvelle. Dayan enclencha une autre révolution en édictant la « doctrine des deux vies ou du deuxième âge ». Une bonne armée étant une armée jeune, le corps des officiers devait être expurgé de ses cadres de plus de 40 ans[38*]. Cette révolution eut d'ailleurs des incidences sur la vie civile, car sa conception de la « deuxième vie » devait lancer sur le marché d'anciens officiers quadragénaires combatifs et ambitieux.

En 1955, la situation se tendit de nouveau avec les voisins arabes. Dayan était prêt. Il avait réorganisé l'état-major et l'armée. De ses chefs d'unité, il avait fait des « tigres ». À ses hommes, il inspirait une sorte de respect craintif, ravivé en permanence par ses proches qui travaillaient à gommer ses sautes d'humeur et les aspects les moins valorisants de sa personnalité.

À l'inverse, les hommes politiques de gauche, au sein du Mapaï comme de l'Histadrout, le tenaient pour un « homme dangereux ». Il n'était pas mieux vu des diplomates, qui ne prisaient guère son activisme et craignaient les répercussions internationales d'une politique aventuriste de représailles. Surtout, il ne s'entendait pas avec son ministre de la Défense, Pinhas Lavon, à qui il ne se donnait même pas la peine d'expliquer les raisons de ses décisions. Mais tout cela comptait-il ?

En revanche, Dayan s'entendait assez bien avec Peres, même si les deux hommes avaient des styles différents. L'un était tout en retenue tandis que l'autre était direct, voire brutal. L'un se perdait dans les pirouettes et les contorsions alors que l'autre parlait l'hébreu comme on grave un bloc de granite[39*]. L'un était toujours strict dans ses tenues vestimentaires là où l'autre arborait des vestes défraîchies et des pantalons étrangers à toute mode. Sur le fond, ils étaient cependant plus proches qu'il n'y paraissait. Tous deux étaient des travaillistes pragmatiques et admiraient Ben Gourion. Tous deux étaient sensibles à la poésie et adoraient les vers de Nathan Alterman. Tous deux, surtout, avaient la même conception de la défense d'Israël et leur complémentarité sautait aux yeux, de l'aveu même de Peres : « Je sais comment accumuler la force, Moshe sait comment l'employer[14]. » Pour le reste, leur relation était plutôt asymétrique car, si Peres était fasciné par Dayan, la

réciproque était loin d'être vraie, tant ce dernier demeurait un solitaire sans ami véritable.

En février 1955, un Ben Gourion plus « faucon » que jamais retrouva son poste de ministre de la Défense. Dayan voyait en lui « un grand guerrier » qui « s'efforçait toujours de dominer ses propres tendances ». Le politique, lui, ne tarissait pas d'éloges sur le militaire : « Vous possédez deux qualités fondamentales, contradictoires à première vue : une audace sans freins, tempérée par une profonde intelligence tactique et stratégique. Ces qualités ont fait de vous l'un des meilleurs soldats de la défense d'Israël[15]. »

L'entente n'excluait pas les accrocs. Un rapport ayant déploré la brutalité de Dayan dans ses relations avec ses subordonnés, Ben Gourion lui demanda un jour pourquoi il se montrait aussi dur. Dayan connaissait la prédilection de Ben Gourion pour les récits bibliques : « On dit des fils de Zeriah qu'ils étaient durs. Pourtant ils aidèrent le roi David à conquérir son royaume[16]… »

Dayan se familiarisa avec Ben Gourion et ses méthodes. Tous deux s'accordaient sur la nécessité d'une politique de sécurité agressive. Le réarmement massif de l'Égypte et les menaces permanentes du colonel Nasser d'une prochaine guerre d'extermination l'exigeaient. Les limites de la politique de représailles ouvraient la voie à la guerre préventive. Dayan estimait qu'il incombait à Israël de prendre l'initiative, sous peine de compromettre ses chances de victoire.

L'Égypte interdit le détroit de Tiran aux navires israéliens, violant d'une manière flagrante le droit international. Dayan proposa en vain une réaction musclée. Ben Gourion n'en déclara pas moins devant la Knesset : « Cette guerre menée par un seul parti doit prendre fin, car elle ne peut demeurer indéfiniment unilatérale… Nous recherchons la paix mais nous refusons le suicide. » Tsahal devait se tenir prête.

L'escalade s'intensifia et, à l'automne 1956, les représailles n'étaient déjà plus de saison face à l'imminence de la guerre. Dayan n'était pas vraiment inquiet à la perspective d'un affrontement. Le déséquilibre théorique des forces n'était qu'apparent, car l'armée égyptienne ne saurait pas utiliser les chars modernes et les chasseurs bombardiers MiG qui lui avaient été livrés. De son côté, Shimon Peres faisait feu de tout bois auprès de la France afin d'obtenir des armements sophistiqués et d'instaurer une connivence militaire. Plus d'une fois, Dayan fit le voyage de Paris pour lui apporter son appui.

La guerre éclata dans d'assez bonnes conditions pour Israël, en raison de l'implication directe de la France et de la Grande-Bretagne. Le raïs égyptien

avait commis l'erreur de provoquer les Occidentaux, en toute impunité croyait-il, en nationalisant le canal de Suez. Dayan avait été au cœur des négociations préparant à la guerre. Celles-ci avaient été âpres, les Anglais assignant à Israël le rôle de l'agresseur dans le conflit contre l'Égypte. À la conférence de Sèvres, du 22 au 24 octobre 1956, Dayan avait participé à un scénario suivant lequel un raid israélien de représailles de grande ampleur devait justifier une intervention des forces franco-britanniques.

Baptisée « Kadesh », combinant vitesse et audace, l'opération menée par Moshe Dayan à partir du 29 octobre fut un succès éclatant. Il l'avait conçue comme une vaste opération commando au cours de laquelle des parachutistes étaient déposés en arrière des lignes ennemies en vue de progresser le plus vite possible. L'ordre de Dayan était formel : « Vous précipiter en avant aussi loin que vos jambes vous porteront. » Sa conviction était qu'il suffisait de quelques actions menées par des forces très mobiles pour mettre en pièces les plans de l'armée égyptienne et provoquer son effondrement.

Il s'agissait cependant d'un pari qui fit hurler les doctrinaires de l'état-major. Dayan céda d'ailleurs quelque peu en faisant toute leur place aux unités de blindés. Mais, pour l'essentiel, il s'appuyait sur une offensive exploitant les faiblesses de l'ennemi plutôt que sur une doctrine classique. Il avait une bonne raison pour cela : plus l'opération serait courte et moins sensibles seraient les risques de complications internationales.

Il ne fallut pas plus de quarante-huit heures à Tsahal pour occuper les points clés du Sinaï. Malgré ses fonctions, Dayan demeura au contact de ses troupes, abandonnant son QG qu'il ne retrouvait que le soir. Sur le terrain, il circulait volontiers à bord d'une Jeep suivie d'un véhicule de liaison radio qui avait parfois beaucoup de mal à le suivre. Au passage, il trouva le temps de découvrir un site archéologique à bord de son petit Piper Cub.

Certains de ses officiers piaffaient d'impatience, mais Dayan avait une raison de vouloir les réfréner : l'opération « Kadesh » étant un dispositif politico-militaire complexe, il souhaitait pouvoir temporiser, voire faire machine arrière à tout moment, pour peu que les choses commencent politiquement à se gâter. Pour autant, il n'était pas du genre à réprimander ses hommes si ses ordres venaient à être outrepassés : « Mieux vaut être obligé de retenir l'étalon fougueux que de fouailler le mulet récalcitrant[17]. »

Dès le 2 novembre, Gaza fut prise puis, trois jours plus tard, Charm el-Cheikh, tout au sud de la péninsule du Sinaï. Quand il revint à Tel-Aviv informer Ben Gourion que l'opération « Kadesh » venait de s'achever, celui-ci le rabroua

affectueusement : « Et alors, je parie que vous n'arrivez pas à vous en consoler[18] ! »

Le « Vieux » avait compris que Dayan était le genre de chef militaire capable de rassurer les Israéliens en ces temps d'anxiété. Un chef impavide, souriant et proche de ses troupes. Audacieux, énergique, reconnaissable entre tous, il personnifiait non seulement la sécurité d'Israël, mais aussi une sorte de Superman marchant sur les eaux et à qui rien ne semblait impossible.

Toutefois, l'intervention militaire franco-britannique en Égypte s'était soldée par un fiasco politique de premier ordre. Et Tsahal avait été contrainte par les Nations unies de se retirer complètement, dès le printemps 1957, des territoires conquis pendant la campagne du Sinaï. Opposé à ce retrait, Dayan était convaincu que les Casques bleus disposés sur zone par le Conseil de sécurité seraient impuissants à interdire le retour de l'armée égyptienne dans la bande de Gaza et le Sinaï, redevenus des bases d'infiltrations de *fedayin*.

Moshe Dayan prit un long congé. Sa célébrité avait déjà franchi les frontières et son nom circulait dans les états-majors et dans les écoles de guerre du monde entier. À son retour, il demanda à être relevé de ses fonctions de chef d'état-major général. On était en 1958, et il passa presque deux ans à étudier à l'université hébraïque de Jérusalem avant de se lancer pour de bon dans l'arène politique.

Un piédestal fragile

Commentant l'entrée en politique de Moshe Dayan, Ben Gourion aurait plus tard des propos d'une indulgence paternelle : « Dayan commit quelques folies quand il se lança dans la politique en 1958. Je pus constater qu'il ne savait pas comment s'y prendre. Je lui dis d'attendre et il m'écouta. Il est intelligent. Il s'instruisit[19]. » La mansuétude de Ben Gourion envers son protégé occultait une réalité plus prosaïque.

De même qu'il poussait ses officiers à l'offensive à tout prix, Dayan aborda la politique en homme pressé. Peut-être espérait-il qu'après avoir évincé les quadragénaires de Tsahal, il pourrait en faire autant avec ceux du Mapaï. Sa vieille aversion pour les politiciens et les bureaucrates était toujours vivace. Dans sa hâte à tout bousculer en appelant à un renouvellement de l'État pionnier, il se fit des ennemis : parmi ceux-ci Pinhas Lavon, devenu le patron de l'Histadrout, et Levi Eshkol, qui voyait en lui une espèce d'*ataman* cosaque. Dayan était à leurs yeux le maillon faible de l'équipe d'un Ben Gourion lui-même en perte de vitesse. Aussi l'attaquèrent-ils tous azimuts, jusqu'à dénoncer sa vie privée et ses écarts extraconjugaux[40*].

Mais aux élections générales de novembre 1959, Ben Gourion remporta la plus large victoire de sa carrière politique[41*]. Avec Shimon Peres et Abba Eban, Dayan fit partie des nouveaux députés. Dans la foulée, et malgré les vives réticences d'Eshkol ou de Golda Meir, il hérita du portefeuille de l'Agriculture. Pendant cinq ans, sous trois cabinets successifs, il dut s'occuper de variétés de tomates à l'exportation, de problèmes d'adduction d'eau et de planification agricole. S'il essuya quelques déconvenues, il laissa cependant l'image d'un ministre compétent et appliqué.

Pour autant, l'évolution politique ne lui était guère favorable. Affaibli et critiqué, jusque dans les rangs de son propre parti, Ben Gourion démissionna en juin 1963. Un an et demi plus tard, conséquence de sa proximité avec le « Vieux », Dayan dut en faire autant.

Dayan ne témoigna pourtant pas de la même fidélité que Peres envers Ben Gourion, affirmant même publiquement : « Je ne m'identifie pas à Ben Gourion. Mon attitude à 96 % en faveur de ce dernier n'est pas dictée par des raisons personnelles, mais par le fait qu'il y a identification entre Ben Gourion et

l'État. » Quand Ben Gourion quitta le Mapaï pour fonder en juin 1965 un nouveau parti, le Rafi, Dayan se fit un peu prier pour le rejoindre.

La carrière de Moshe Dayan était alors au plus bas, hypothéquant son image d'homme politique. On prétendit qu'il n'était pas fait pour diriger un parti et organiser un travail d'équipe, ce dont cet individualiste forcené pouvait d'ailleurs convenir. Même Shimon Peres finit par se plaindre de lui au sein du Rafi[42*].

On reprochait aussi à Dayan d'agir selon son bon plaisir, au mépris des intérêts de son parti. Publié à cette époque, son *Journal de la campagne du Sinaï* contenait, selon Golda Meir, les critiques les plus acerbes jamais formulées contre Tsahal et son haut commandement. Décidément, Dayan faisait fi de toute règle lui paraissant inopportune. Quand une route était barrée, il n'hésitait pas à faire déplacer le barrage. Quand sa chasse illégale aux antiquités menaçait de faire scandale, il s'en moquait éperdument.

Surtout, Dayan commença à être dénigré comme hésitant, irrésolu et versatile, à l'exact opposé du chef militaire qu'il avait été. En avril 1966, invité à se rendre au Vietnam en tant que correspondant de guerre de plusieurs journaux étrangers, il subit de vives critiques, non sans rembarrer durement un député qui suggérait qu'à sa place, il n'irait pas : « Vous serez surpris d'apprendre qu'à votre place, je n'irais pas non plus. Mais je vais à ma place, tandis que vous demeurez à la vôtre. »

Dayan était à la croisée des chemins. La cinquantaine atteinte, son temps semblait passé. Son front s'était dégarni et sa taille épaissie. Déçu par la politique, il restait admiré et comptait toujours des partisans. Il savait qu'il ne pourrait vivre éternellement sur une gloire acquise dix ans plus tôt. Or les événements allaient une fois de plus le servir.

En mai 1967, ce fut de nouveau la crise avec l'Égypte. Ayant concentré des forces armées dans le Sinaï, Nasser exigea le retrait des Casques bleus basés dans le secteur. Peu après, il ordonna de nouveau la fermeture du détroit de Tiran à la navigation israélienne. On en revenait à la situation de 1956, la garantie militaire franco-britannique en moins pour Israël.

Au fil des années, la confiance des Israéliens dans la capacité dissuasive de Tsahal s'était émoussée. Le caractère apparemment indécis de Levi Eshkol, joint à l'épuisement nerveux du chef d'état-major, Yitzhak Rabin[43*], rendit la crise encore plus dramatique. Un gouvernement de coalition fut constitué en toute hâte fin mai. Malgré les réticences de certains, Dayan hérita du portefeuille de la Défense sans même avoir fait acte de candidature. Le chef du gouvernement

avait été littéralement assailli de télégrammes et de pétitions, provenant de l'ensemble du pays, qui poussaient en faveur du « soldat numéro 1 d'Israël ». Le président de la Knesset s'en était fait l'écho : « Ils veulent Dayan. Je crois que c'est la seule chose qui puisse calmer l'opinion. »

Jusque-là, Dayan n'avait pas cru à la guerre avec l'Égypte. Mais il adopta aussitôt une attitude de grande fermeté, au contraire d'Eshkol, qui était sur le point d'avaler la couleuvre de la fermeture du détroit de Tiran[44*]. Après une brève tournée des popotes, il se déclara partisan de mesures militaires énergiques avant que l'armée égyptienne n'achevât son déploiement dans le Sinaï.

Les plans d'état-major étaient déjà sortis de leurs cartons à l'initiative d'Yitzhak Rabin, du chef du deuxième bureau, le général Aharon Yariv, et du commandant de l'armée de l'air, le général Mordechaï Hod. Ils furent examinés le 4 juin par le cabinet de guerre. Le lendemain matin, la guerre était déclarée.

Cette guerre des Six-Jours fut un triomphe inouï pour Tsahal, la première à se dérouler sous le regard des médias internationaux. La victoire fut d'ailleurs acquise dès le premier jour avec l'anéantissement au sol de l'armée de l'air égyptienne. Ni stratégiquement ni tactiquement, le succès militaire n'était à mettre au crédit de Moshe Dayan, qui prévoyait d'ailleurs une guerre de deux à trois semaines. Pourtant, il personnifia ce succès auprès des Israéliens, à qui il avait su rendre confiance. Le pays tout entier se rassura en voyant les photos du célèbre guerrier sur le terrain, dans son *half-track*, au milieu de ses troupes. Non seulement il incarnait la victoire, mais il redonnait à la nation toute sa fierté. Israël triomphait seul, sans la moindre assistance étrangère.

Tout le crédit politique de la victoire revint au seul Dayan. Le gouvernement Eshkol envisageait une guerre limitée à la seule Égypte et à des conquêtes territoriales pouvant être négociées diplomatiquement. Dayan, lui, comprit qu'il s'agissait d'une guerre totale, incluant la Jordanie et la Syrie aussi bien que l'Égypte, et dont le but était la destruction des forces ennemies.

Cependant, le chef d'état-major fringant des années 1950, qui se ruait sur l'ennemi au mépris de toute hiérarchie, avait changé. Il était devenu plus mesuré, plus attentif à l'opinion publique et, en somme, plus politique. Dayan ministre de la Défense paraissait très éloigné de Dayan chef d'état-major général.

Appréhendant une guerre sur plusieurs fronts à la fois, il ne vit pas la nécessité pour Tsahal d'atteindre le canal de Suez, même si l'état-major prétendait qu'il représentait la meilleure ligne de défense de tout le Sinaï. Il manifesta aussi peu d'agressivité à Jérusalem, pourtant attaquée par les Jordaniens, préférant des manœuvres d'encerclement à une offensive franche. Seule une grosse pression

de Levi Eshkol et de ses ministres Yigal Allon et Menahem Begin incita Dayan à cesser ses atermoiements. Il hésita tout autant à s'emparer des hauteurs du Golan et ne s'y résigna qu'avec réticence, redoutant de se laisser entraîner dans une guerre avec l'armée syrienne. Il fallut pour cela la « rébellion de Galilée », c'est-à-dire les protestations collectives des kibboutzim locaux, bombardés en permanence par des obus syriens et déterminés à empêcher Damas de détourner les eaux du Jourdain à son profit exclusif.

Il n'empêche. Aux yeux de l'opinion publique, tant internationale qu'israélienne, Dayan était le vrai vainqueur de la guerre. Il était la star de Tsahal, accueilli à chacun de ses déplacements comme une vedette de cinéma. L'intéressé ne s'en plaignait guère tant il affectionnait les bains de foule et les attentions de ses admiratrices.

Sans doute Dayan craignait-il qu'Israël ne fût enivré par ses succès. Il appréhendait surtout les répercussions internationales de cette victoire militaire éclatante. Yitzhak Rabin devait le souligner par la suite : « Nous étions tous traumatisés pendant la guerre des Six-Jours. Pour Moshe Dayan, c'étaient les Russes. Pour moi, c'était toutes les armées arabes coalisées contre nous[20]. »

Quitte à perdre en popularité, le ministre Dayan avait tout de même quelques raisons de craindre les conséquences de la guerre, notamment le renforcement de la présence soviétique. Celle-ci apparut clairement lors de la guerre d'usure indirecte que les Égyptiens menèrent contre Israël – tout comme ils l'avaient fait en 1956, à la suite de la campagne du Sinaï.

À Jérusalem, le modéré Moshe Dayan fit retirer le drapeau israélien planté par Tsahal sur le dôme du Rocher. Il approuva la perspective d'une évacuation de tout le Sinaï, sauf la bande de Gaza, en échange d'un traité de paix négocié directement avec l'Égypte. Le ministre de la Défense étant en charge de l'administration des territoires occupés, il y fit preuve de libéralisme, sa volonté de ne pas humilier davantage les populations arabes étant une façon de ne pas insulter l'avenir. Il rétablit l'entière liberté de circulation à Jérusalem et entreprit une politique d'intégration économique en Cisjordanie, esquissant ainsi une « manière de vivre côte à côte ».

Inflexible en matière de sécurité, Dayan se laissa pourtant entraîner, tout comme Ben Gourion en 1956, par le désir de retrouver les terres de l'héritage historique des Hébreux. Il évoqua ainsi un « retour », et non une « conquête » ou une « annexion ». Devant le Mur des lamentations, il déclara : « Nous sommes revenus en nos lieux les plus sacrés. » Lorsque l'Égypte reprit sa « guerre d'usure » contre Israël, Dayan réactiva de son côté les raids de représailles.

La guerre des Six-Jours avait fait de Moshe Dayan un ministre incontournable. Garant de la sécurité d'Israël, il l'était tout autant de la stabilité du gouvernement. À la mort de Levi Eshkol, en octobre 1969, le nouveau Premier ministre Golda Meir maintint Dayan à son poste. Mauvaises au départ, leurs relations personnelles s'améliorèrent quelque peu. En revanche, celles entre Ben Gourion et Dayan se dégradèrent. Contre l'opinion du « Vieux », Dayan soutint à mots couverts les responsables du Rafi souhaitant revenir au sein du Mapaï.

En octobre 1973, Dayan était encore le patron de la Défense lorsque les Égyptiens et les Syriens déclenchèrent une attaque-surprise contre Israël, le jour même de la célébration de Yom Kippour. Bien qu'informé peu auparavant par les services de renseignements israéliens, Dayan n'avait pas cru à une offensive militaire égyptienne. Il n'avait pas donné son feu vert à la mobilisation générale de Tsahal, de crainte de voir Israël de nouveau accusé d'être l'agresseur. Quand il finit par le donner, il termina sa courte déclaration à la télévision par « *Hatima Tova* », les mots de fin de la prière de Yom Kippour. Il n'avait alors plus rien du chef militaire fringant de 1956 ni même de 1967 qui bousculait tout sur son passage.

Cette année-là, Israël frôla le désastre absolu. Dayan vit l'effondrement des lignes de défense israéliennes dans le Sinaï face aux armées arabes. D'emblée, il envisagea un recul stratégique de grande ampleur dans le Sinaï, accompagné d'un retrait intégral sur les hauteurs du Golan pour porter le combat sur le Jourdain. Par là même, il renonçait à la doctrine israélienne d'une conduite de la guerre le plus tôt possible en territoire ennemi. À l'écouter, le pays devait se préparer à une guerre longue.

La situation devint tellement critique que Dayan envisagea d'évoquer publiquement « la fin du troisième Temple ». Il en fut empêché *in extremis* par le Premier ministre Golda Meir. Réagissant désormais en politique plus qu'en militaire, avait-il vraiment le choix ? La cause palestinienne avait le vent en poupe sur le plan international, au détriment de l'État hébreu. Quant au soutien militaire américain tant espéré par Jérusalem, il eût été aléatoire si Tsahal avait effectivement déclenché les hostilités.

Certes peu glorieux, le calcul politique de Dayan s'avéra pertinent. Fidèle à sa promesse d'aider Israël, le président Nixon mit en place un véritable pont aérien d'avions gros porteurs afin de réarmer l'État hébreu. La guerre de 1973 brisa pourtant définitivement l'idylle entre Dayan et les Israéliens. Sa popularité s'effondra, tandis que des foules déchaînées lui crachaient au visage.

L’optimisme légendaire du militaire victorieux s’était estompé devant les doutes et les états d’âme d’un homme politique rongé par le spectre de la défaite.

Dayan en ressortit profondément affecté et sombra dans une sorte de sinistrose qui, après sa démission du gouvernement en juin 1974[45*], le laissa longtemps en marge de la politique. Une commission d’enquête fut même diligentée sous la direction du président de la Cour suprême d’Israël, Shimon Agranat. Elle avait pour mission d’examiner les responsabilités respectives sur l’impréparation de Tsahal au moment de la guerre de Kippour, celles de Dayan en particulier. Il serait, ainsi que Golda Meir, lavé de « toute responsabilité directe[46*] », mais le mal était fait.

Quatre ans plus tard, Moshe Dayan parvint à rebondir. Il avait fondé un journal, *Hayom Hazé* (*Ce jour*), et fut réélu à la Knesset sur la liste de la coalition de gauche, dite de l’Alignement. Pourtant, il céda aux sirènes du Likoud et, en 1977, entra dans le nouveau gouvernement de Menahem Begin en qualité de chef de la diplomatie[47*]. « *The right man in the right place* », commenterait Begin, sous le charme. Dayan eut beau se dire « assailli par les pires doutes qu’il ait jamais connus[21] », il savait que la gauche travailliste était à bout de souffle et se sentait désormais plus proche politiquement de la droite nationaliste. Bien sûr, cela lui fut amèrement reproché, mais il avait un autre objectif : « Si seulement ils me laissent faire, je bâtirai la paix avec l’Égypte. »

Sans doute Dayan avait-il des divergences avec Begin sur la question des « territoires occupés ». La question palestinienne était alors moins importante que l’Égypte sur l’agenda israélien. Dayan multiplia les tractations tous azimuts et se rendit lui-même au Maroc pour obtenir l’intermédiation du roi Hassan II. En novembre 1977, il fut aux premières loges pour apprécier le coup de théâtre diplomatique de la visite impromptue du président égyptien Sadate en Israël. Il était surtout satisfait que l’initiative du raïs égyptien coupe l’herbe sous le pied des Américains qui s’accrochaient à une réactivation de la conférence de Genève avec la participation des Soviétiques.

Comme tous les autres leaders israéliens, Dayan eut des relations acides avec le président Carter et son entourage direct, du vice-président Mondale au secrétaire d’État Cyrus Vance. À Carter, qui lui conseillait non sans condescendance de s’en remettre à l’Amérique, il répondit : « Monsieur le Président, je n’ai peut-être qu’un œil, mais je vois parfaitement les dangers qui menaceraient notre existence en tant que peuple si nous suivions votre conseil[22]. »

Peu après, Dayan joua un rôle majeur auprès de Begin lors des négociations d’Ismaïlia avec les Égyptiens en décembre 1977, des accords de Camp David

puis de la conclusion d'un traité de paix israélo-égyptien[48*]. Dans toutes ces négociations décisives, il eut une fonction de modérateur. Cela finit par irriter Begin et, surtout, les « faucons » du gouvernement, et fragilisa progressivement la position de Dayan. Écarté des négociations sur l'autonomie palestinienne consécutives au traité de paix avec Le Caire, il démissionna du gouvernement en octobre 1979. Au Premier ministre, il expliqua poliment qu'il n'était pas là pour rencontrer des ambassadeurs ou assister à des cocktails.

Une nouvelle fois, Dayan se retrouvait marginalisé, mais cette fois, la fin de la route était proche. Rejeté par ses anciens camarades travaillistes, il créa en mai 1981 un nouveau parti politique, baptisé Telem[49*], en compagnie de parlementaires issus du Likoud. Le mois suivant, aux élections législatives, Telem remporta deux sièges, dont celui de Dayan, qui n'était plus que l'ombre de lui-même. Amaigri, le visage émacié, n'ayant plus que la peau sur les os, il s'était alors réfugié dans une existence petite-bourgeoise assez pathétique pour l'ancien héros invincible d'Israël. Exténué, rancunier, il devenait de plus en plus matérialiste et n'oubliait jamais de monnayer une interview à la presse étrangère[50*].

Victime d'un cancer du côlon depuis plusieurs mois, Moshe Dayan succomba brusquement à une attaque cardiaque en octobre 1981. Il avait 66 ans. Il fut inhumé dans son *moshav* de Nahalal et son cercueil porté par six anciens chefs d'état-major de Tsahal. Il n'y eut point d'éloge funèbre, mais les réflexions et commentaires de ceux qui l'avaient approché en tinrent lieu. Celui d'Ariel Sharon, en forme d'épigramme, l'eût sans doute amusé par son impertinence rugueuse, une qualité qu'il avait toujours prisée chez ses hommes : « Dayan se réveillait avec une centaine d'idées en tête. Quatre-vingt-quinze d'entre elles étaient franchement dangereuses et trois autres ne méritaient pas d'être retenues. Mais les deux restantes étaient brillantes… »

Bibliographie sélective

ALLON, Yigal, *Shield of David. The Story of Israel's Armed Forces*, Londres, Weidenfeld & Nicolson, 1970.

BAR-ON, Mordechai, *Moshe Dayan. Israel's Controversial Hero*, New Haven (CT) & London, Yale University Press, 2012.

BERNAUDIS, Jacques, *Tsahal. Les légions d'Israël, des milices paysannes à la puissance nucléaire*, Ramsay, 1984.

DAYAN, Moshe, *Diary of the Sinai Campaign*, New York, Harper & Row, 1966 (traduction française : *Journal de la campagne du Sinaï*, traduit de l'anglais par Denise Meunier, Fayard, 1966 ; rééd. Nouveau Monde Éditions, 2015).

—, *Moshe Dayan. Story of my Life*, New York, William Morrow, 1976 (traduction française : *Histoire de ma vie*, traduit de l'anglais par Denise Meunier, Fayard, 1976). Nouvelle édition : *Moshe Dayan*, New York, Da Capo Press, 1992.
DAYAN, Ruth & DUDMAN, Helga, *Or Did I Dream a Dream ? The Story of Ruth Dayan*, London, Weidenfeld & Nicolson, 1973.
DAYAN, Yael, *My Father, His Daughter*, New York, Farrar, Straus & Giroux, 1985 (traduction française : *Mon père*, Stock, 1985).
JURMAN, Pinchas (ed.), *Moshe Dayan. A Portrait*, Tel-Aviv, Massada, 1968.
LAU-LAVIE, Naphtali, *Moshe Dayan. A Biography*, Hartford, CT, Hartmore House, 1969.
LE MIRE, Henri, *Tsahal. Histoire de l'armée d'Israël*, Plon, 1986.
RAZOUX, Pierre, *Tsahal. Nouvelle histoire de l'armée israélienne*, Perrin, 2006.
TEVETH, Shabtai, *Moshe Dayan. The Soldier, the Man, the Legend*, London, Weidenfeld & Nicolson, 1972 (traduction française : *Moshe Dayan*, traduit de l'anglais par Jean Décines, Plon, 1973).

1*. Voir ici.

2*. Tradition musicale instrumentale des Juifs ashkhénazes.

3*. Nom parfois donné au lac de Tibériade.

4*. « Association » en hébreu.

5*. Assez ironiquement, le fils aîné de Moshe Dayan, Ehud, tiendra sur son père, après sa mort, des propos tout aussi sévères dans un ouvrage intitulé *Life as a Side Show*. Il est vrai qu'il avait été déshérité, ainsi que son frère Assi et sa sœur Yael, au profit de la seconde femme de Moshe Dayan, Rahel.

6*. À l'époque, Moshe Dayan fut ainsi un de ceux qui s'opposèrent à Israel Galili, qui était alors un des fondateurs du Janoar Ha'oved, le mouvement de jeunesse de la Histadrout.

7*. Selon Ben Gourion, « la vie et la mort d'Al-Qassam nous firent découvrir que nous étions confrontés à une nouvelle mentalité arabe ».

8*. Ces événements de 1936-1939 firent 550 morts et 2 500 blessés chez les Juifs de Palestine.

9*. Dans le cadre du King's Own Scottish Regiment puis du Yorkshire Rifles.

10*. Cette tendance à l'insubordination vaudra d'ailleurs un jour à Dayan d'être puni et cassé temporairement de son grade de sergent.

11*. Yitzhak Sadeh (1890-1952) avait vingt-cinq ans de plus que Dayan.

12*. Hanita fut fondée en mars 1938.

13*. Yigal Allon (1918-1980) deviendra le chef du Palmach avant d'être élu à la Knesset, puis de devenir ministre et même vice-Premier ministre d'Israël.

14*. En retour, Dayan avait une admiration sans bornes pour Wingate : « C'était un génie militaire et un homme merveilleux. »

15*. Muté en Grande-Bretagne, O. C. Wingate fut envoyé par la suite en Abyssinie, puis en Birmanie, pendant la guerre, où il trouva la mort en mars 1944 dans un accident d'avion. Churchill lui rendit hommage, déclarant que Wingate était « une des personnalités les plus brillantes et les plus courageuses de la Seconde Guerre mondiale… un homme de génie qui était devenu un homme de grande destinée ». Il fut également considéré comme un héros par les communautés juives de Palestine.

16*. Cette crainte n'était pas absurde, au regard du rapprochement entre le mufti de Jérusalem et des Irakiens pronazis autour de Rachid Ali al-Gaylani avec Berlin.

17*. Un seul parmi les quarante-trois fut condamné à la prison à vie. Ruth Dayan tenta de faire intervenir Ben Gourion, mais celui-ci refusa : « Ma chère, vous n'avez dans la vie que Moshe Dayan. Dans la mienne, j'ai tous les Juifs de Palestine. »

18*. Telle était notamment l'opinion du *field marshal* lord Ironside, lors d'un entretien avec Haïm Weizmann.

19*. Les tentatives répétées et infructueuses pour remplacer ce bandeau noir par un œil de verre ne contribuèrent pas peu à le déprimer.

20*. Ami des Schwarz, Eliyahu Golomb (1893-1945) était alors le chef de la Haganah. Avant sa mort, il prépara les bases de la future armée israélienne.

21*. Voir ici et ici.

22*. Reuven Shiloah (1909-1959) sera le premier directeur général du Mossad, en 1951-1952.

23*. Ya'akov Dori (1899-1973) détenait ces fonctions depuis 1939. Il deviendra en 1948 le premier chef d'état-major de Tsahal.

24*. Interview au quotidien *Haboker* (6 mars 1964). Ben Gourion oubliait simplement que le capitaine Moshe Dayan l'avait accompagné aux États-Unis en juin 1945, aux côtés d'Eliezer Kaplan et de Reuven Shiloah, dans une mission de *fund raising* ; qu'il l'avait également croisé au congrès sioniste de Bâle de 1946, puis assez régulièrement quand Dayan était devenu officier des Affaires arabes (1947 et début 1948) ; ou que, bien auparavant, lorsque Dayan avait été emprisonné par les Anglais, sa femme Ruth l'avait vainement supplié d'intervenir.

25*. « Mal ficelé » en yiddish.

26*. Sur l'affaire de l'*Altalena*, voir ici *sq*.

27*. Lydda sera rebaptisée Lod et son aéroport porta à partir de décembre 1973 le nom de Ben Gourion.

28*. Ben Gourion reconnaîtra : « C'est l'affaire de Lydda-Ramla, notre succès le plus remarquable, qui me fit vraiment connaître Moshe. »

29*. Dayan lui-même proposa, selon ses dires, la sanction devant lui être appliquée : une rétrogradation temporaire au grade de chef de bataillon ne faisant l'objet d'aucune publicité et n'empêchant nullement le « condamné » de conserver ses insignes de grade…

30*. Moshe Sharett eut d'ailleurs le jugement acerbe : « Dayan est un maquisard et un aventurier… ce n'est pas un chef militaire. » De son côté, Levi Eshkol surnommait Dayan « Abou Jilda », du nom d'un chef de bande arabe assez retors.

31*. Moshe Dayan, discours à la Knesset du 18 juin 1950.

32*. Passionné d'archéologie, Yigael Yadin (1917-1984) fut un des plus éminents représentants de l'archéologie biblique, se rendant notamment célèbre par la fouille de Nahal Hever, sur les bords de la mer Morte, puis en dirigeant la fouille spectaculaire de Massada.

33*. Un mois plus tard, Ben Gourion fut remplacé à la tête du gouvernement par Moshe Sharett.

34*. Dayan interdit ainsi que fussent creusés des réseaux défensifs en aucun point des frontières d'Israël.

35*. Shimon Bar Kokhba était un patriote juif qui dirigea un soulèvement contre les Romains de l'empereur Hadrien, de 132 jusqu'à sa mort en 135, dans le cadre de la deuxième guerre judéo-romaine.

36*. Soixante-neuf Jordaniens tués dans le dynamitage de leurs maisons où ils s'étaient cachés. Voir ici-ici.

37*. L'expression est de Ben Gourion.

38*. La barrière des 40 ans s'appliquait aux officiers d'état-major, elle était encore plus basse pour les officiers des unités combattantes.

39*. L'expression est de Meir Amit.

40*. À cette époque avait éclaté un mini-scandale lors de la révélation par Haddassah Mor, dans un livre intitulé *Les Sentiers de la passion*, d'une liaison qu'elle prétendait avoir eue avec Moshe Dayan. En 1971, celui-ci divorça de sa femme Ruth après trente-six ans de mariage et se remaria deux ans plus tard. Revancharde, Ruth déclara que son mari avait « très mauvais goût en matière de femmes ».

41*. Le Mapaï y remporta 47 sièges sur 120.

42*. Shimon Peres était alors secrétaire général du Rafi.

43*. Fin mai, au cœur de la tension, Rabin dut même rester alité pendant presque deux jours sur ordre des médecins.

44*. Quoique fermement opposé à Eshkol à titre personnel, Ben Gourion soutenait sa ligne temporisatrice consistant à attendre la bonne opportunité politique pour obtenir la réouverture du détroit de Tiran.

45*. Il fut remplacé par Shimon Peres comme ministre de la Défense.

46*. Le premier rapport préliminaire du 2 avril 1974 mit cependant en cause le chef d'état-major de Tsahal, David « Dado » Elazar (1925-1976), qui donna peu après sa démission.

47*. Sa nomination au gouvernement lui valut d'être exclu de la coalition de l'Alignement.

48*. Respectivement en septembre 1978 et en en mars 1979.

49*. Telem est l'acronyme de *Tenoa'a LeHithadshut Mamlakhtit* (« Mouvement pour un renouveau national »).

50*. Peu avant de mourir, Dayan avait décidé de vendre au musée d'Israël sa collection archéologique pour la somme de 1 million de dollars, ce qui serait reproché par la suite à sa seconde épouse.

CHAPITRE 8

Abba Eban (1915-2002)
Le diplomate

« Les Palestiniens n'ont jamais manqué
une occasion de laisser passer l'occasion. »

Abba Eban,
décembre 1973

« La raison sans la passion est stérile,
mais la passion sans la raison n'est qu'hystérie. »

Abba Eban,
Autobiographie

Il fut un mal-aimé chez les leaders sionistes qui firent Israël. Sans doute Abba Eban n'était-il pas des leurs. Trop sophistiqué, trop brillant, fort en thème, polyglotte : de telles qualités juraient dans un milieu de pionniers pas ou peu instruits, au point de représenter un vrai handicap. La diaspora juive avait valorisé ses intellectuels, mais pas le Yishouv, qui avait d'autres préoccupations. Eban, il est vrai, assuma sa différence sans le moindre complexe, quitte à en rajouter parfois dans une ostentation jugée arrogante. Il traça sa route dès l'indépendance d'Israël et sut par son talent se rendre indispensable. Des années durant, il fut la voix de son pays à l'étranger, avant de prendre en main la diplomatie israélienne. Mais le pays devait son salut à son armée, et la logique des militaires s'accommodait parfois assez mal de celle des diplomates. À ce timide colérique, d'une politesse volontiers raffinée, on reprocha sa modération excessive ainsi que sa façon patricienne de faire prévaloir en toute chose la raison sur la passion. Il devait le payer ultérieurement par une carrière politique certes honorable, mais décevante au regard d'immenses qualités qui restèrent au final celles d'un diplomate d'exception.

Sa naissance au Cap, en Afrique du Sud, marquait déjà une forte originalité par rapport aux autres grands sionistes, originaires pour la plupart d'Europe centrale ou orientale. Sa jeunesse londonienne et son passage dans les écoles anglaises les plus prestigieuses contribuèrent à renforcer cette singularité. Ce ne furent d'ailleurs pas les seuls traits distinctifs d'Aubrey Solomon Meir, connu plus tard dans le monde entier sous le nom d'Abba Eban.

Son père, Abraham Solomon Meir, était issu de Yanushki, petite bourgade anonyme de Lituanie proche de Kovno. Ce négociant, dont on prétendait qu'il créait des sociétés sionistes partout où il passait, avait prospéré en Afrique du Sud, terre insolite d'immigration pour des Juifs. Curieusement, c'est là qu'avait

également échoué celle qui deviendrait sa femme, Alida, en compagnie de ses parents, Eliyahu et Bassya Sacks, eux aussi d'origine lituanienne. La jeune fille était de constitution fragile, ce qui lui valait d'être surnommée ironiquement *Alta* (la Vieille), sans doute dans l'espoir que ce serait un bon présage de longévité. L'existence aurait dû se dérouler paisiblement lorsque, moins d'un an après la naissance d'Aubrey, le destin en décida autrement. Abraham fut brutalement emporté par un cancer, contraignant toute la famille à se replier sur l'Angleterre. Cela se passait en 1916.

Le surdoué du sionisme

Le jeune Aubrey manifesta précocement des aptitudes intellectuelles très au-dessus de la moyenne. Il fut admis à la St. Olave's Grammar School, une des écoles les plus réputées du pays. Cette vénérable institution élisabéthaine occupait alors des bâtiments près des docks et de Tower Bridge, à l'est de Londres. Les élèves les plus brillants de cette institution d'élite étant voués de façon quasi monastique à l'étude du grec et du latin, Aubrey y reçut une éducation classique aussi stimulante qu'exigeante, sous l'égide de Virgile, de Xénophon, de Thucydide ou encore de Lucrèce.

Qui, parmi les camarades de cet adolescent doué, aurait pu se douter qu'il avait une double vie et qu'elle le conduisait chaque week-end du côté de Hackney, un faubourg industrieux au nord de la capitale ? Là vivait modestement son grand-père maternel Eliyahu. Cet adepte enthousiaste de la *Haskala* et de l'enrichissement par la culture s'était donné pour mission de transmettre à son petit-fils son érudition hébraïque. Les week-ends se passaient ainsi fort studieusement pour le jeune Aubrey, à surmonter les pièges du Talmud tout en s'échinant sur la littérature biblique.

À la longue, l'exercice aurait pu lui sembler rébarbatif. Or, ce fut le contraire qui se produisit. À travers l'enseignement de St. Olave, c'était l'héritage culturel anglais qui s'offrait à Aubrey. Mais les fins de semaine lui permettaient de s'approprier un héritage spécifiquement juif. Et celui-ci n'avait pas de prix, tant les écrits prophétiques des Hébreux lui paraissaient supérieurs, en matière de réflexion pure, à ceux de ses auteurs grecs favoris : « Avant même d'être adolescent, je savais que j'étais prisonnier de ma destinée juive[1]. »

Dans cette vocation précoce, sa mère prit toute sa part, quoique parfois de façon involontaire. Remariée avec Isaac Eban, un médecin juif londonien dont Aubrey finirait par adopter le patronyme, elle avait trouvé un travail de secrétaire traductrice au Bureau du sionisme. Dans les locaux de Piccadilly, elle croisait souvent les dirigeants les plus éminents du sionisme, tels Haïm Weizmann ou Nahum Sokolow. Un jour de novembre 1917, ce dernier la fit appeler d'urgence pour qu'elle traduise en français et en russe un document important. D'ordinaire si réservé, Sokolow était en proie à une euphorie inhabituelle. Il y avait de quoi !

Le document en question était le texte de la déclaration Balfour que le Foreign Office venait de communiquer à Weizmann.

Par la suite, la maison de la famille Eban, à Kennington Park Road, devint un lieu de rencontre pour les personnalités du sionisme international. Les dirigeants du Yishouv produisirent la plus forte impression sur le jeune Aubrey, de Dov Hos à Moshe Shertok[1*], en passant par Berl Katznelson. Grâce à eux, le sionisme cessait d'être seulement un débat académique pour devenir une réalité tangible : « Il émanait d'eux comme une odeur du sol de Palestine et de soleil plutôt que de corridors, de dossiers et de serviettes de documents[2]. »

Le sionisme s'était emparé de son univers extérieur et il s'y consacra avec ferveur. Il avait 14 ans quand, à la mort d'Eliyahu, il commença à suivre l'enseignement d'Isidore Wartski, un érudit réputé qui donnait des conférences à l'École des études orientales de l'université de Londres : l'occasion pour lui de se familiariser avec les thèses d'Ahad Ha'am et les poésies de Saul Tchernichowski ou du grand Haïm Nahman Bialik.

La priorité d'Aubrey restait cependant son engagement sioniste. Dès l'école secondaire, il donna ses premiers articles pour le *Young Sionist*. Il commença également à se familiariser avec les grands orateurs sionistes qu'il allait parfois écouter dans des meetings. Au premier rang de ceux-ci, bien sûr, Weizmann, avec sa distinction inimitable, dont émanait une espèce de supériorité tranquille. Il y avait aussi Nahum Sokolow et sa rigueur presque scientifique, Haïm Arlosoroff et sa fougue juvénile ou encore Vladimir Jabotinsky et son incroyable aptitude à enflammer les auditoires.

En octobre 1934, Aubrey Eban fut admis à l'université de Cambridge, le débouché naturel pour les petits prodiges de St. Olave. Récipiendaire d'une bourse d'études, il entra au Queen's College et passa plusieurs années dans un bâtiment où Érasme, disait-on, avait étudié à la fin du XV^e^ siècle. À l'autre extrémité du campus se dressait l'orgueilleux King's College, où enseignaient alors des sommités universitaires aussi prestigieuses que l'économiste John Maynard Keynes ou le physicien Ernest Rutherford.

À Cambridge, il se consacra à l'étude des littératures classique et orientale. Il y excella au point de défrayer une chronique universitaire pourtant blasée. L'obsession des cracks de Cambridge était de décrocher une mention « très bien » à un des examens universitaires de fin d'année. Les plus talentueux et les plus chanceux pouvaient éventuellement espérer en obtenir deux, ce qui était en soi un véritable événement. Le défi était à la hauteur des ambitions du jeune Aubrey, qui avait conservé de son passage à St. Olave le goût de la compétition :

trois mentions d'excellence lui furent décernées en littérature classique et en langues orientales. On commenta élogieusement ses performances dans les clubs et les journaux locaux. Un bonheur ne venant jamais seul, il devint aussi le lauréat de plusieurs bourses d'études, ce qu'il expliqua, avec cet humour typique de l'élite britannique, par une combinaison improbable entre une pieuse cupidité et un zèle scolaire certain. Enfin, le Pembroke College le désigna pour le prix Edward-Granville-Browne, qui couronnait le meilleur étudiant en langue et en littérature persanes.

S'apprêtant à enseigner l'arabe et l'hébreu, il dut quitter Queen's College à la rentrée 1938 pour émigrer à Pembroke, que présidait sir Montagu Butler, un ancien gouverneur du Bengale. Le choix d'Eban pour la langue et la littérature arabes n'était pas purement intellectuel. Il prévoyait, en effet, qu'un futur État juif en Palestine aurait nécessairement à frayer avec ses voisins arabes autrement que par une condescendance convenue.

Ses occupations universitaires ne purent contrarier son engagement sioniste. Au mitan des années 1930, la montée des intolérances, jointe à l'avènement des totalitarismes, menaçait déjà l'Europe d'un drame irréparable. Propagandiste apprécié, Eban écrivait déjà dans beaucoup de journaux sionistes de langue anglaise ainsi que dans des publications comme le *New Statesman* ou le *Spectator*. En outre, nommé au bureau exécutif de la Fédération sioniste britannique, il avait adhéré au *Poaléi Zion*, qui représentait la tendance socialisante du mouvement.

Les interventions d'orateur d'Eban furent tout particulièrement prisées. Ses conférences et débats avaient souvent pour cadre la Cambridge Union, institution légendaire que fréquentaient tous ceux qui comptaient dans le pays. Il acquit la réputation d'un *debatter* redoutable. Les comptes rendus du chroniqueur de Cambridge débutaient invariablement par une phrase rituelle : « Je suis fatigué d'avoir à répéter que M. Eban est le meilleur orateur de cette Union[3]… »

Le temps vint cependant où ces prouesses oratoires ne furent plus de saison. Fin 1938, au lendemain des accords de Munich, le Vieux Continent campait au bord d'un volcan dont tout indiquait que la première victime serait le peuple juif. Pour Eban sonnait l'heure de l'engagement. Une délégation sioniste conduite par Moshe Shertok était déjà venue le trouver à Cambridge pour le recruter. Mais tout le monde était alors convenu que le talent en herbe serait plus utile au sionisme une fois ses études achevées.

À 23 ans, Aubrey Eban passait pour un homme supérieurement intelligent, mais distrait, toujours en retard à ses rendez-vous. On le disait timide devant trois personnes, mais parfaitement à l'aise face à des milliers[4]. Il entra au secrétariat politique de l'Agence juive et l'expérience fut parfois sportive. Il devait, en effet, composer avec la garde rapprochée de Weizmann à son QG de Great Russell Street, quand ce n'était pas avec les cerbères qui contrôlaient l'accès à sa suite de l'hôtel Dorchester, qui prenait des allures de cour royale. Ces courtisans s'exprimaient avec componction et affectaient des airs mystérieux, à l'image de Selig Brodetsky ou, surtout, de l'ineffable Blanche Dugdale, qui était la propre nièce de lord Balfour.

Les temps étaient difficiles pour les sionistes. L'*establishment* britannique ne semblait avoir d'autre urgence que d'enterrer la déclaration Balfour et, avec elle, le projet de « foyer national juif » en Palestine. En 1937, la Commission royale présidée par lord Peel avait certes entretenu l'espoir d'un partage de la Palestine, mais celui-ci était resté sans lendemain.

Sharett et Berl demandèrent cette fois avec insistance à Eban de rejoindre l'Agence juive de Jérusalem. L'intéressé participa pour la première fois en qualité de délégué à un congrès sioniste, le 21e, qui se tenait à Genève en août 1939. L'atmosphère y était lugubre : quelques jours plus tard, c'était la guerre.

À la fin de l'année, Eban rejoignit définitivement l'état-major de Weizmann. Quoique trop jeune pour avoir connu cette époque, il eut l'impression de revenir à 1917, quand Weizmann se débattait comme un beau diable pour faire accepter des régiments juifs ou pour rallier les chefs politiques anglais à la cause sioniste – à ceci près que ces derniers ne s'appelaient plus Asquith, Grey ou Balfour mais Churchill, Halifax ou MacDonald.

Début janvier 1940, Eban s'engagea dans l'armée anglaise. Sous-lieutenant du 14e bataillon, il fut affecté à Great Yarmouth comme officier de renseignements. Dans ce village de pêcheurs où il ne se passait jamais rien, il rongea son frein, envahi par un sentiment de monotonie et d'inutilité. En décembre 1941 vint enfin l'affectation qu'il attendait : Le Caire, au département arabe des services de la censure.

Il ne resta que quelques semaines au Caire, où la *dolce vita* émolliente des cercles d'officiers eut d'ailleurs tôt fait de le déprimer. Juste le temps de mesurer à quel point le colonisateur britannique y était peu apprécié et d'observer la schizophrénie des Anglais : d'un côté, ceux-ci ne juraient que par le *Livre blanc* de 1939 qui démonétisait définitivement la déclaration Balfour ; d'un autre côté,

la menace militaire allemande sur le Proche-Orient se précisant, ils escomptaient le soutien de l'Agence juive et de la Haganah, notamment de sa branche « action », le Palmach. Au Caire également, le commandant Eban devint un familier de la haute société juive, tout particulièrement de la « maison Dosseri », dont il épouserait en 1945 Soshana (Suzy), une des filles du propriétaire Simcha Ambache.

Pendant près d'un an et demi, l'officier de liaison Eban effectua la navette entre Le Caire et Jérusalem, désormais toute proche. Sa mission était d'organiser la collaboration entre les forces anglaises et les unités juives. Il côtoya des responsables sionistes qui devaient jouer un grand rôle par la suite : Eliyahu Golomb, le chef de la Haganah, Reuben Shiloah, Moshe Shertok ou Yitzhak Sadeh. Et, bien sûr, Ben Gourion lui-même. En 1944, il croisa Churchill en personne, qui ne craignait pas de provoquer les siens en se proclamant sioniste[2*5] (oubliant au passage qu'il n'en avait pas toujours été ainsi, notamment au temps du *Livre blanc* de 1922).

Eban n'avait plus le moindre doute sur ses choix personnels. À quoi l'eût conduit une carrière universitaire, sinon à la politique ? Un jour, il s'en ouvrit à Bernard Lewis, un collègue de Cambridge, en lui demandant si son style oratoire conviendrait à la Chambre des communes. Réponse amusée de l'intéressé : « Non, je pense qu'il conviendrait davantage à la Chambre des lords[6]… » Eban délaissa l'université pour le sionisme.

Il sut néanmoins tirer parti de cet entre-deux d'officier britannique embrassant une cause dont il n'était pas certain qu'elle fût vraiment compatible avec les intérêts de l'Angleterre. Il multiplia les conférences en hébreu à Haïfa ou Jérusalem et passa du temps à l'École américaine de recherches orientales. Il contribua aussi à la mise sur pied d'un programme préfigurant la création d'un Centre d'études arabes du Moyen-Orient[3*].

Installé à Jérusalem avec sa femme Suzy, Abba Eban était ulcéré comme beaucoup de Juifs par la permanence de l'hostilité britannique envers le sionisme, comme s'il ne s'était rien passé pendant la guerre. En juin 1946, il brûla définitivement ses vaisseaux avec l'Angleterre en s'engageant au sein de l'Agence juive pour un salaire modeste de 900 livres par an. Le mois suivant, à la suite de l'attentat de l'hôtel King David, quartier général de l'armée britannique à Jérusalem, il fut chargé de retranscrire discrètement l'ordre du jour antisémite du général Evelyn Barker et de le faire diffuser à Londres par *The Observer* ou encore *The Economist*[4*].

Eban n'était déjà plus un comparse dans les milieux sionistes. L'Agence juive comptait sur lui à Londres, redevenu l'épicentre de la lutte politique du sionisme. À la tête des services d'information de l'Agence, il fit la connaissance de jeunes talents promis à un bel avenir comme David Horowitz ou Teddy Kollek. Il communiqua également avec Ben Gourion, réfugié à Paris pour échapper à la répression anglaise. Surtout, il devint proche de Weizmann et de ses fidèles, au point de faire partie de la « famille », au côté des Simon Marks, Israel Sieff[5*] et autres Harry Sacher.

Eban écrivit le discours d'ouverture de Weizmann au 22e Congrès sioniste de Bâle, en novembre 1946. Très affaibli et devenu pratiquement aveugle, le vieux chef y tint des propos émouvants. Il perdit pourtant la direction du mouvement sioniste. Amèrement déçue, Blanche Dugdale eut ce commentaire lapidaire : « C'est l'âge des Pygmées. La médiocrité, la malveillance, la sottise et les haines partisanes s'emparent désormais de la politique sioniste. C'en est fini de la vieille école du sionisme[7]. »

Peu après, Eban accompagna Ben Gourion et Sharett au Colonial Office de Londres pour une réunion de la dernière chance en face de Bevin et ses collaborateurs – dont Harold Beeley, surnommé le « Raspoutine proarabe ». Lors de cette réunion, Eban perdit presque son sang-froid en rétorquant au chef du Foreign Office, qui expliquait calmement qu'il ne pouvait se satisfaire d'un partage de la Palestine plaçant 300 000 Arabes sous la domination juive : « Et c'est pourquoi vous envisagez de placer 600 000 Juifs sous la domination des Arabes[6*8] ? »

Le reste n'était plus que dialogue de sourds. Lassée d'être empêtrée dans ce que Churchill qualifiait de « sale guerre », la puissance britannique envisageait de se défaire de son mandat sur la Palestine. Pour Londres, c'était la fin de l'histoire. Pour Eban, l'aventure ne faisait que commencer.

La voix d’Israël

La cause juive dépendait désormais de la toute nouvelle Organisation des Nations unies. Dès avril 1947 fut convoquée une session spéciale de l’Assemblée générale des Nations unies afin de se saisir de la question palestinienne. À l’instar de ses collègues sionistes, Eban ignorait à peu près tout du fonctionnement et des procédures de l’ONU. Il se précipita à la librairie Foyle, sur Charing Cross, pour acheter une demi-douzaine d’ouvrages savants qui en traitaient et s’y plongea avec ardeur. Au fond, pendant trois décennies, la « diplomatie sioniste » n’avait eu pour ligne d’horizon que la seule Angleterre.

À l’époque, l’objectif affiché du sionisme[7*] prévoyait la transformation d’une Palestine non divisée en une sorte de « Commonwealth juif ». Mais les responsables juifs n’étaient pas dupes de leur propre rhétorique et se résignaient à un partage de la Palestine. Eban fut missionné en France et dans plusieurs pays d’Europe occidentale pour y prêcher la bonne parole. Puis, en prévision des joutes à venir, Moshe Shertok lui demanda de venir d’urgence à l’Agence juive de New York, où l’on avait besoin d’hommes compétents, polyglottes et animés d’une « authentique passion sioniste[9] ».

La session spéciale de l’Assemblée générale de l’ONU fut la première expérience *in vivo* pour les « diplomates sionistes ». Dans l’ombre de Shertok, Eban sortit du lot grâce à la concision de ses analyses. L’ONU ayant désigné un Comité spécial pour la Palestine, l’UNSCOP[8*], il fut bombardé « officier de liaison » auprès de cette instance et en accompagna les membres en Palestine. Il ne se borna pas à jouer les guides sur une terre complètement inconnue de ses visiteurs. Il plaida surtout la cause sioniste avec chaleur auprès du président de la commission, le Suédois Emil Sandström, et de plusieurs autres dignitaires, dont le très influent représentant américain Ralph Bunche[9*]. Échevelées, les discussions se prolongèrent à Genève, où Eban reçut le renfort de Moshe Tov, d’Eliyahu Sasson ou de Gideon Rafaël, tous experts de grande qualité.

En septembre 1947, deux rapports successifs de l’UNSCOP se prononcèrent en faveur du partage de la Palestine. C’était le résultat du travail remarquable accompli par la délégation sioniste, dont une grande partie du mérite revenait à Eban. Son rôle s’accrut au sein de l’Agence juive. Il se retrouva au centre du débat décisif qui, au siège des Nations unies à New York, devait trancher

définitivement la question. Une commission politique spéciale avait été créée et Eban insista pour que Weizmann vienne s'y exprimer.

Fin novembre, le moment était devenu crucial. Eban savait à quoi s'en tenir sur les intentions des Arabes depuis qu'il avait rencontré à Londres Azzam Pacha, le secrétaire général de la Ligue arabe. Ce dernier n'avait pas biaisé : « Nous, les Arabes, ne sommes pas dans une logique rationnelle de compromis. Les nations ne capitulent pas, elles combattent. Tout ce que vous aurez, vous devrez le gagner par la force des armes… Peut-être perdrons-nous la Palestine, mais il est bien trop tard pour envisager des solutions pacifiques[10]. »

Au QG de l'Agence juive, tout le monde s'activait vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Télégrammes, lettres et appels téléphoniques se succédaient sans relâche et tous azimuts. Tout comme David Horowitz, Eban passa par des périodes hectiques d'euphorie et d'abattement. Jusqu'à la dernière minute, ils s'échinèrent à infléchir le vote des indécis. Enfin, le 29 novembre, vint le moment de la délivrance, lorsque l'Assemblée générale de l'ONU approuva à une majorité des deux tiers[10*] des 57 membres le plan de partage de la Palestine.

La route était encore longue qui menait à l'indépendance du nouvel État juif. Toutefois, le cœur de la décision s'était déplacé de Londres à New York. Eban fut choisi pour demeurer en Amérique, tous les autres délégués sionistes étant retournés chez eux. Les batailles diplomatiques firent rage durant cette période héroïque et Eban se retrouva presque simultanément sur tous les fronts : ici, pour empêcher les Nations unies de remettre en cause le plan de partage au profit d'une hypothétique tutelle internationale ; là, pour prévenir le revirement d'une diplomatie américaine vacillant entre ses sympathies sionistes et ses intérêts arabes ; là encore, pour faire revenir, toutes affaires cessantes, Weizmann, rentré chez lui à Rehovot, afin qu'il intercède auprès du président Truman.

Le 1er mai 1948, Moshe Sharett eut l'élégance de céder sa place à Eban afin de plaider la cause sioniste, pour la toute première fois, devant le Conseil de sécurité de l'ONU. Mieux que quiconque, il avait su jauger le potentiel de cet homme jeune écrivant remarquablement et à l'éloquence communicative. Pour la première fois, les milieux diplomatiques firent connaissance avec le « style Eban » : des phrases courtes et admirablement ciselées, un ton dramatique que ponctuaient à l'occasion quelques traits d'humour. Le discours qu'Eban prononça en cette occasion fut tellement brillant que Sharett se fendit d'un télégramme de félicitations à Suzy.

Le 14 mai, à Tel-Aviv, Ben Gourion proclama l'indépendance d'Israël. Tenant les résolutions de la communauté internationale pour de simples chiffons de papier, les armées arabes entreprirent aussitôt d'envahir le nouvel État. De son côté, Eban s'employait énergiquement à désamorcer toute manœuvre légale qui eût privé de légitimité le nouvel État hébreu. Au soir de ce jour peu ordinaire, il se rendit en compagnie de sa femme au Waldorf féliciter Weizmann, puis le couple s'en alla flâner sur Park Avenue, le cœur léger, attendant minuit et la première édition du *New York Times*.

Assez vite, la mission d'Eban changea de dimension. Il n'était jusque-là qu'un second rôle ne pouvant rivaliser avec des ténors tels que Weizmann, Shertok et autres Abba Hillel Silver. Porte-parole *de facto*, il devint le chef de la délégation israélienne aux Nations unies à la demande expresse de Ben Gourion et de Shertok. À 32 ans, il était le benjamin des diplomates accrédités auprès de l'ONU. C'est à cette époque que, dans le cadre de l'hébraïsation des prénoms et patronymes promue par Ben Gourion, il découvrit sur son accréditation diplomatique qu'il s'appelait désormais « Abba Even[11*] ». S'il consentit à troquer son ancien prénom pour le nouveau, il insista néanmoins pour conserver son patronyme d'origine.

Le représentant d'Israël ne disposait alors à l'ONU que d'un statut d'observateur, et encore sous l'étiquette d'« Agence juive pour la Palestine ». Eban n'en guetta pas moins quotidiennement les délibérations du Conseil de sécurité. Il perdit bien vite ses illusions.

Il était aux premières loges quand l'ONU, lors du siège de Jérusalem, se désintéressa ouvertement du sort des 2 500 Juifs peuplant la Vieille Ville. Il combattit également avec vigueur les deux rapports du médiateur de l'ONU, le comte Folke Bernadotte, qui préconisaient rien de moins que l'abandon du plan de partage et le démembrement d'Israël en le privant du Néguev, étant entendu que Jérusalem ne devait pas être internationalisé mais passer sous contrôle arabe. Eban compara Bernadotte à « un chirurgien enlevant à son malade la plus grande partie de ses organes vitaux ».

En règle générale, il lutta contre toute tentative d'empiéter sur la souveraineté israélienne, qu'elle provienne des pays arabes ou de l'Angleterre et de ses combats d'arrière-garde, renvoyant sans relâche aux dispositions de la Charte des Nations unies. Sa première intervention, dans le vaste hémicycle de Lake Success, donna d'ailleurs le ton : « Si les États arabes veulent vivre en paix avec Israël, ils le peuvent. S'ils préfèrent la guerre, ils peuvent aussi l'avoir. Mais

qu'ils veuillent la paix ou la guerre, ce ne peut être qu'avec un État d'Israël souverain[11]. »

Ses propos reflétaient l'état d'esprit du nouvel État juif, qui n'entendait plus désormais supplier ou quémander comme s'y étaient si longtemps résignés les Juifs du Yishouv. Sur le théâtre des Nations unies naissantes, Abba Eban fut le premier à révéler des talents d'orateur hors normes. Shertok ne s'y était pas trompé, pas plus du reste qu'un jeune diplomate soviétique dont l'étoile ne cessait de monter : Andreï Gromyko.

Les autres diplomates, les experts en relations internationales tout autant que le grand public apprirent à s'habituer à la silhouette massive d'Eban et à ses lunettes d'écaille. Ils se familiarisèrent avec son intelligence acérée, son sens de l'improvisation et son goût pour la repartie. D'emblée, le *New York Post* le croqua d'une façon qui ne devait guère varier par la suite : « Il est d'un abord amical, mais quelque peu abrupt, facilement essoufflé, sa démarche évoque assez bien celle d'un ourson pataud. En revanche, son esprit est vif et sa langue acérée. Il s'exprime d'une façon brillante qui contraste avec la pauvreté des orateurs habituels de l'ONU[12]. » Un quotidien israélien le qualifia d'*homme du jour* (en français dans le texte). Jusqu'à une innocente *lady* texane qui tint à congratuler le jeune orateur : « Israël est un pays merveilleux. Vous n'existez que depuis trois semaines et vous parlez déjà l'anglais[13]… »

Bien des années plus tard, un des maîtres de la diplomatie contemporaine, Henry Kissinger, se montra tout aussi élogieux envers celui dont il était devenu le collègue : « Je n'avais jamais parlé avec quelqu'un qui maîtrisât la langue anglaise avec un tel degré de perfection. Ses phrases coulaient de miel dans des constructions harmonieuses, mais suffisamment sophistiquées pour mettre à l'épreuve l'intelligence de ses auditeurs tout en les laissant pétrifiés devant tant de virtuosité[12*14]. »

Pour les Israéliens et pour le reste de la communauté internationale, Eban devint la « voix d'Israël[13*] ». Encore fallait-il que l'État hébreu, après avoir été reconnu, fût admis au sein de cette communauté : ce ne fut pas chose aisée, car ce qui n'était qu'une formalité insignifiante pour la plupart des États prit toute une année pour Israël, et encore fallut-il s'y prendre à deux fois, après une première tentative infructueuse[14*]. La période n'en était pas moins excitante pour Eban, qui pouvait sentir une harmonie totale entre son action diplomatique et les succès de Tsahal sur le terrain.

Cette période ne fut pourtant pas sereine. Encore vexés d'avoir dû renoncer à leur mandat, les Britanniques gardaient toute leur rancune envers Israël. Le

Foreign Office continuait à communiquer avec le nouvel État en s'adressant « aux autorités juives de Palestine ». Plus préoccupant était le revirement de la diplomatie américaine, qui cherchait à imposer la ligne proarabe énoncée par les départements d'État et de la Défense. Depuis la présentation de ses lettres de créance, Eban avait en revanche des relations assez détendues avec le président américain : « Pas de cérémonial, je vous prie, disons-nous les choses franchement », lui avait lancé Truman lors de leur première rencontre.

Eban occupait une position diplomatique originale, ambassadeur à la fois aux Nations unies et à Washington. Son crédit était au plus haut, même s'il dut beaucoup ferrailler sur la question de Jérusalem, divisée à présent *de facto* entre Israël et la Jordanie. Il s'agissait de défendre coûte que coûte les acquis de la période héroïque, sinon de les faire fructifier. Avec la menace arabe à ses frontières et un fardeau économique croissant, Israël allait devoir se lier aux États-Unis beaucoup plus étroitement que ne le prévoyaient les accords existants.

Malgré « les sacripants du département d'État[15*15] », Truman ne faisait guère mystère de ses sympathies pro-israéliennes. Eban put s'appuyer sur la Maison Blanche pour obtenir des prêts américains ou pour convaincre l'Allemagne de verser à Israël des compensations en faveur des victimes de guerre. Il contribua au succès de la visite qu'effectua Ben Gourion en Amérique, en mai 1951. Il s'efforça surtout de créer au sein de l'opinion publique américaine un courant de sympathie en faveur de l'État hébreu. Il reçut un écho positif auprès de certains parlementaires, du républicain de l'Ohio Robert Taft au démocrate du Massachusetts John McCormack. Il entreprit également des congressistes comme Lyndon Johnson, qui manifestait de l'intérêt pour Israël, ou encore Sam Rayburn, dont on disait qu'il n'avait jamais mis les pieds hors du sol américain.

Bien sûr, Eban eut à cœur de se ménager les faveurs des grands faiseurs d'opinion de la presse de Washington. Ainsi de James Reston, des frères Joe et Stewart Alsop ou encore de Walter Lippmann, une légende qui distillait avec componction ses conseils aux grands de ce monde. Il fut moins heureux avec les diplomates du département d'État. Chef de la diplomatie sous la présidence Truman, Dean Acheson semblait prodigieusement ennuyé par le problème israélien. Ce fut pire avec son successeur, John Foster Dulles, qui, sous l'administration Eisenhower, mena sans relâche une politique de rapprochement avec le monde arabe. Celle-ci devait d'ailleurs se concrétiser en février 1955 par la signature du pacte de Bagdad[16*].

En première ligne aux Nations unies, Abba Eban vécut des heures sombres au cours des années 1953-1956. Passé l'euphorie et l'exaltation de l'indépendance, l'État juif cédait peu à peu au désenchantement. Illustration du pessimisme ambiant, le taux d'immigration s'était affaissé pour devenir à peu près nul en 1954. Surtout, la vulnérabilité internationale d'Israël devenait inquiétante. À l'ONU, les Israéliens subissaient le feu roulant des critiques et des condamnations. Le processus était bien rodé : les infiltrations et les agressions incessantes des *fedayin* sur le territoire israélien attiraient des répliques de Tsahal qui étaient invariablement condamnées comme disproportionnées, voire injustifiées, par les amis du monde arabe. Beaucoup plus inquiétante était cependant l'attitude des grandes puissances.

Sous la présidence d'Eisenhower, les Américains refusèrent obstinément à Israël la fourniture d'armements que les Soviétiques, de leur côté, ne marchandaient guère à leurs alliés arabes. Pour Moscou, la cause était entendue : ne présentant plus le même intérêt qu'à l'époque du mandat britannique, Israël était considéré comme un suppôt de l'impérialisme américain. Tout à la fin du règne de Staline, envenimées par une résurgence du vieil antisémitisme russe, les relations diplomatiques cessèrent même un temps entre les deux pays[17*].

La situation ne cessa de se détériorer au gré des menaces du monde arabe, qu'elles prennent la forme d'incursions terroristes à partir de la bande de Gaza ou de violations de la liberté de navigation maritime. À partir de 1955, les Soviétiques armèrent de plus en plus massivement l'Égypte et la Syrie, *via* la Tchécoslovaquie. Dulles, lui, se bornait à évoquer « le mécontentement arabe engendré par la création de l'État d'Israël ». À l'ONU, contrairement à son prédécesseur Trygve Lie, le nouveau secrétaire général, le Suédois Dag Hammarskjöld, affectait une tiédeur dédaigneuse envers Israël.

La marginalisation de l'État hébreu fut telle qu'Albert Einstein, pourtant éloigné du sionisme, jugea opportun de faire entendre sa voix. De son côté, Eban mobilisa la communauté juive américaine. Au début de 1956, il contribua à l'organisation d'un match de football très médiatisé, au Yankee Stadium de New York, entre les équipes nationales américaine et israélienne. À l'issue de la rencontre, il fit triomphalement le tour du stade, en Cadillac décapotable, aux côtés du jeune sénateur Kennedy et de… Marilyn Monroe. À en croire le *New York Times*, les ménagères lâchaient leur aspirateur dès qu'elles entendaient à la radio la voix et l'accent inimitables de l'ambassadeur d'Israël[16].

La suite s'avéra cependant moins glamour et ce fut le colonel Nasser en Égypte qui en donna le ton avec la nationalisation, en juillet 1956, du canal de Suez. La

situation internationale se dégrada. Quoique Israël ne fût pas directement concerné par ces événements, Eban savait fort bien que son pays ne pouvait en rester à l'écart. Depuis des années, il dénonçait devant l'ONU, sans succès malgré les entorses manifestes à la loi internationale[18*], l'interdiction égyptienne aux navires israéliens d'emprunter le canal de Suez.

Tandis que les Français et les Anglais préparaient une intervention militaire à Suez, Eban et le chef de la diplomatie française, Christian Pineau, se concertaient à New York. Quoique secrète, la coopération militaire battait son plein entre Paris et Tel-Aviv, tandis que les relations diplomatiques atteignaient un degré de confiance qu'Israël n'avait encore jamais connu avec aucune autre nation.

Lors de l'intervention franco-britannique, en novembre 1956, Israël apporta une contribution militaire éclatante, s'emparant d'une grande partie de la péninsule du Sinaï. Toutefois, l'affaire tourna au fiasco diplomatique, même si Français et Anglais se trouvaient à présent dans la même barque qu'Israël. Les deux superpuissances étaient en effet furieuses qu'on se permît de contester leur condominium. Si les menaces soviétiques n'étaient pas surprenantes en soi, plus inattendue fut l'ire des États-Unis. Il est vrai que l'élite de Washington avait toujours détesté qu'on l'importunât en période d'élection présidentielle, et encore plus qu'on la mît devant le fait accompli.

Aux Nations unies, face au blocage du Conseil de sécurité en raison du veto franco-anglais, les débats se déplacèrent à l'Assemblée générale. Pendant ce temps, les Américains exerçaient d'énormes pressions pour obtenir le retrait rapide des forces israéliennes du Sinaï. Ben Gourion avait en tête de conditionner un tel retrait à l'engagement de Nasser à signer un traité de paix précisant clairement la fin des hostilités contre Israël. Le ton diplomatique s'envenima cependant, certaines rumeurs menaçant l'État hébreu de sanctions économiques et d'une révision drastique des programmes d'assistance. Eban eut un entretien très tendu avec Foster Dulles, qui lui lança *ex abrupto* : « Pensez-vous que nous devons avoir des réactions différentes selon qu'il s'agit de nos amis ou de nos adversaires ? » Il en fallait davantage pour démonter Eban : « Oui, Monsieur le Secrétaire d'État, parce que l'amitié, c'est cela[17]. »

Eban passa toute la journée du 31 octobre à préparer le discours qu'il allait prononcer tard dans la soirée devant l'ONU et devant les millions de gens qui possédaient une radio ou une télévision. Il s'y montra particulièrement incisif et inspiré, remarquant d'emblée que « jamais, depuis sa création, l'État d'Israël n'a connu, ne fût-ce qu'un instant, cette sécurité que la charte des Nations unies

garantit pourtant à tous ses membres[18] ». Le reste de son discours fut à l'avenant jusqu'au terme de la péroraison : « Il y a au moins une nation qui ne se laissera pas intimider, un peuple qu'aucun dictateur n'a jamais impressionné, un peuple qui s'est toujours dressé contre les tyrans… et qui sait qu'un gouvernement qui tolérerait que ses citoyens soient quotidiennement assassinés dans leurs maisons perdrait à ses yeux toute crédibilité et toute dignité[19]. »

Ce discours d'Eban fut un morceau d'art oratoire de très haut niveau. La résolution américaine prévoyant le cessez-le-feu immédiat et le retrait des forces engagées fut cependant votée par l'ONU à une écrasante majorité. Au sein de l'organisation internationale, Eban ne pouvait compter ni sur le soutien ni sur la sympathie de Dag Hammarskjöld, fort peu imaginatif, au demeurant, en matière de solution. Ce fut le Canadien Lester Pearson qui, en définitive, proposa l'idée d'une force internationale chargée du maintien de la paix sur les frontières contestées[19*]. Les deux superpuissances ne relâchèrent pas pour autant leur pression. Le 5 novembre, le maréchal Boulganine adressa au gouvernement israélien une lettre comminatoire. Peu après, Eisenhower délivra à Jérusalem une note plus amicale sur la forme, quoique tout aussi contraignante.

Abba Eban en était réduit à un numéro d'équilibriste d'autant plus périlleux qu'existait un décalage surréaliste entre la grande tension internationale et l'atmosphère d'euphorie apparue en Israël. Intoxiqué par le succès des armes, Ben Gourion prononça un « discours de victoire » dans lequel il rechignait à retirer les forces israéliennes du Sinaï : une erreur politique, selon Eban. Sur le terrain diplomatique, Israël était dramatiquement isolé. L'Assemblée générale de l'ONU vota une nouvelle résolution enjoignant à l'État hébreu de se retirer sans délai et inconditionnellement jusqu'aux lignes d'armistice[20*].

Eban avait reçu carte blanche de Ben Gourion, mais il ne s'agissait pas exactement d'une sinécure. Il lui incombait de retarder autant que possible la décision onusienne d'évacuation totale des territoires occupés, tout en tâchant d'arracher des garanties pour que le golfe d'Akaba reste ouvert à la navigation et pour que Gaza ne redevienne pas un repaire de *fedayin*. Quelle que fût l'amitié de personnalités américaines de premier plan telles que le diplomate Robert D. Murphy ou que les sénateurs Lyndon B. Johnson et William F. Knowland, l'exercice était frustrant. Eban plaida la cause de son pays comme un beau diable, multipliant les interventions publiques et devenant omniprésent dans la presse et à la télévision, de *Meet the Press* sur NBC à *Face the Nation* sur CBS. La mission s'avéra cependant impossible.

En mars 1957, Israël fut contraint de se retirer de tous les territoires occupés. Dulles jura ses grands dieux que, contrairement à certaines rumeurs, il n’avait jamais été question de sanctions contre Israël. Malgré les assurances prodiguées, les Égyptiens se réinstallèrent dare-dare à Gaza, tout en veillant à empêcher de nouvelles opérations terroristes contre Israël. Il est vrai que la liberté de navigation avait été rétablie cahin-caha et que l’isolement international de l’État hébreu était voué à s’assouplir. Ce n’était pas rien.

Sur la ligne de front

L'âpreté des batailles à l'ONU contribua beaucoup à la popularité d'Eban. Celui-ci dut cependant affronter Golda Meir, ministre des Affaires étrangères en titre, furieuse de se voir court-circuiter par son ambassadeur qui agissait par-dessus sa tête en concertation étroite avec le chef du gouvernement. Meir ne devait jamais le pardonner à Eban[20].

Au lendemain de la crise de Suez, l'activité diplomatique ne se ralentit guère, avec, notamment, la mise en œuvre de la doctrine Eisenhower, qui promettait l'assistance américaine aux pays menacés par le communisme. Au Proche-Orient, la Syrie prit un virage à gauche qui préfigurait un rapprochement spectaculaire avec l'Égypte nassérienne[21*]. En juillet 1958, l'Irak fut secoué par une révolution tandis que le Liban appelait les États-Unis à l'aide.

Révisant sa politique proche-orientale, Washington en vint à considérer Israël non plus comme un fardeau, mais comme un atout dans l'équilibre politique général. Eban trouva toutefois le temps de publier un ouvrage de réflexion[21] et même de polémiquer avec l'éminent historien britannique Arnold J. Toynbee. Celui-ci ayant traité le judaïsme de « fossile » et les Juifs de simples suivistes de la « grande civilisation syriaque », Eban tailla l'universitaire en pièces à l'occasion d'une conférence, le qualifiant de « charlatan » et d'« antisémite » [22*].

Après avoir passé près de dix ans à l'étranger, Eban pouvait légitimement considérer qu'il avait accompli sa mission. Porter la « voix d'Israël » ou être célébré comme un « orateur shakespearien » ne lui suffisait plus. Brillant satiriste de presse, Ephraïm Kishon pouvait bien être fasciné par l'« Eban-mania » qui s'était emparée de New York et en conclure fièrement : « Il n'y a personne comme notre Abba[22] ! », l'intéressé ne pouvait tout simplement plus continuer de formuler et défendre la politique conçue par d'autres.

En 1959, Eban rentra définitivement en Israël et renoua avec la politique locale. Le retour fut assez rude. On s'aperçut accessoirement – un comble ! – qu'il ne possédait pas de carte d'identité israélienne, n'ayant jamais « immigré » en Israël. Jusque-là, il sillonnait le monde avec un passeport sud-africain. Il fut déçu par les politiciens locaux. Ceux-ci formaient un groupe homogène au regard de

leur provenance commune d'Europe centrale et de leurs intérêts communs. Pour eux, Eban, l'érudit et le surdoué, était un intrus. Il ne pouvait être des leurs.

Élu à la Knesset aux élections de novembre sous l'étiquette du Mapaï, il s'y ennuya d'abord prodigieusement, avant de se voir confier le ministère de l'Éducation et de la Culture. Cette promotion atypique le déconcerta un peu par le manque de visibilité et d'autorité de la fonction. Golda Meir était fermement agrippée au seul ministère qui l'eût comblé, celui des Affaires étrangères. Eban se consola avec sa nomination à la présidence du prestigieux Institut Weizmann qui siégeait à Rehovot.

Les trois années passées au ministère de l'Éducation furent une petite pénitence, à peine adoucie en 1963 par la retraite de Ben Gourion, envers qui il avait fini par nourrir des sentiments mitigés. Sensible à ses qualités de dirigeant, il goûtait moins son autoritarisme, son mépris des convenances et ses impatiences rocailleuses envers autrui. Pour lui, au fond, « Ben Gourion s'était inconsciemment si bien identifié à la renaissance d'Israël qu'il avait peine à admettre que l'histoire nationale puisse continuer sans lui ».

Nouveau chef du gouvernement, Levi Eshkol proposa à Eban de devenir secrétaire d'État auprès du Premier ministre. Le poste avait moins de lustre qu'un ministère de plein exercice, mais il y apprit une foule de choses et put y parfaire sa formation politique.

Trois ans plus tard, en février 1966, il était fin prêt pour devenir ministre des Affaires étrangères. Ce n'était guère l'opinion de Golda Meir, et pas davantage celle de Moshe Sharett, qui s'était déjà exprimé de longue date au sujet d'Eban : « Il est brillant aux yeux du monde extérieur, mais manque de racines et de poids dans son propre pays, outre le fait qu'il n'appartient à aucun parti politique[23]. »

Mais l'heure d'Eban était arrivée et il l'écoutait sonner avec volupté : « Dès le premier jour, je me sentis chez moi[24]. » Non seulement chez lui, mais dans des eaux calmes comme Israël n'en avait jamais connu depuis sa création, marquées par une entente resserrée avec les États-Unis et une audience internationale croissante. La France gaullienne se montrait-elle moins commode que le régime de la IV^{e} République ? Le Général avait assuré à Levi Eshkol, en juin 1964, qu'Israël restait « l'amie et l'alliée de la France ». Les pays arabes, eux, étaient handicapés par une guerre fratricide au Yémen, tandis que le roi de Jordanie se voyait quotidiennement traité par Nasser de « prostitué hachémite » et de « nain plein de traîtrise ». À cela s'ajoutait la réorganisation laborieuse du mouvement palestinien sous la houlette d'un homme instable et incontrôlable[23*].

Eban avait profité de cette accalmie pour lancer les rets de la coopération israélienne vers le Sud-Est asiatique, tout comme Golda Meir l'avait fait auparavant en Afrique. Visant à rompre l'isolement diplomatique d'Israël, ce projet à long terme supposait que le monde arabe restât engoncé dans sa torpeur. Ce ne fut plus le cas à compter du début de 1967.

Appuyée sur l'activisme révolutionnaire du parti Baath, la Syrie était la menace majeure pour Israël. Jusque-là, Damas se contentait de concurrencer l'Égypte par le verbe, pressant les Arabes à un nouvel affrontement contre les Juifs. Au gré des attaques de harcèlement à la frontière nord de la haute Galilée et des infiltrations de commandos terroristes encouragées par la Syrie, la situation devenait peu à peu explosive. Au printemps 1967, les bombardements syriens sur les kibboutz du nord étaient devenus inquiétants. Manifestement, la Syrie, l'Égypte et l'Union soviétique étaient en train de s'entendre contre Israël. Cela n'inquiétait pourtant pas Eban, qui assurait qu'il n'y aurait pas prochainement de guerre au Proche-Orient : « Personne dans le monde arabe n'osera se lancer dans une nouvelle aventure[24*]… »

Poussé par Moscou[25*] et soucieux de ne pas se désolidariser du régime frère syrien, Nasser prit les devants en exigeant de l'ONU le retrait des Casques bleus positionnés dans le Sinaï et aux abords du détroit de Tiran. L'ONU se vit ainsi sommée de s'effacer pour faire place à la guerre, ce à quoi elle consentit sans barguigner. Dès ce moment, Eban perdit toute illusion sur la possibilité de ralentir la marche à la guerre. La parole restait toutefois à la diplomatie avec un enjeu capital : la liberté de navigation et, notamment, l'accès des bâtiments israéliens au golfe d'Akaba par le détroit de Tiran. Telle était la ligne rouge fixée par Israël, car la fermeture du détroit représentait un *casus belli* au sens strict. Telle était également la ligne de front d'Eban, bien décidé à y camper jusqu'à ce que les discours le cèdent aux canons.

Multipliant les tractations avec les chefs d'État, de De Gaulle à Johnson en passant par Harold Wilson, Eban apparut également à la tribune de l'ONU. Il ne laissa transparaître ni hésitation ni faiblesse, malgré l'hostilité du monde arabe et communiste et en dépit du scepticisme croissant des pays occidentaux. Eban devait aussi compter avec un état-major de Tsahal fébrile, qui entendait entrer aussi vite que possible dans une guerre jugée inévitable. Il devait surtout composer avec une partie de la presse et de l'opinion publique qui lui reprochait de trop ergoter ou, pire, de se montrer trop conciliant. N'alla-t-on pas jusqu'à lui reprocher de ne pas avoir prédit la guerre ?

Nul ne connaissait alors la vigueur des pressions exercées sur lui. Lors de son entretien avec de Gaulle à l'Élysée, le Général lui avait lancé à plusieurs reprises : « Ne faites pas la guerre ! » L'Amérique, elle, incitait Israël à s'abstenir de réagir au blocus égyptien et à différer toute initiative. Eban n'était pas pour autant indécis. Il savait le président américain Johnson fidèle à la cause d'Israël et craignait que ne se fragilise ce lien crucial avec Washington. Israël ne pouvait agir au mépris de son principal allié qui, du reste, le lui avait bien fait comprendre : « Israël ne sera pas seul sauf s'il décide d'y aller seul[26*]… » Cette crainte d'un État hébreu livré à lui-même taraudait pareillement Levi Eshkol, Ben Gourion et jusqu'à Moshe Dayan. L'expérience de 1956 avait été cuisante. Elle montrait que, si la guerre peut être gagnée, la victoire peut tout aussi bien être perdue.

Jusqu'à l'ultime minute, Eban s'efforça d'arracher des garanties à un pouvoir américain obnubilé par son opinion publique et à des pays européens qui se fussent contentés d'un *statu quo*, même bancal. En vain. Son attentisme le conduisit à se prévaloir devant son gouvernement d'une position américaine imaginaire[27*]. Il est vrai que, de leur côté, les chefs militaires israéliens péchaient par alarmisme excessif, quand ce n'était pas par intoxication délibérée. Mais l'agressivité du raïs égyptien eut tôt fait de balayer ces tergiversations. Sur décision du gouvernement, Tsahal trancha dans le vif par une guerre éclair qui ne devait durer, en définitive, que six jours.

Le travail diplomatique ne faisait pourtant que commencer. Dès le début des hostilités, l'URSS et ses alliés arabes s'efforcèrent d'arracher la condamnation d'Israël assortie d'un cessez-le-feu portant sur le retour intégral des forces israéliennes aux lignes d'armistice de 1949[28*]. Pour Eban, il ne pouvait être question de tomber dans le piège de Suez et de concéder un retrait ne s'accompagnant pas de contreparties politiques substantielles : fin de l'état de belligérance, engagement vers un processus de paix, voire reconnaissance de l'État hébreu.

Eban ne pouvait pas non plus ignorer le caractère médiatique de l'enjeu avec, en ligne de mire, l'opinion publique mondiale. À l'ONU les débats se firent âpres. Après avoir longtemps menacé et fanfaronné, les Arabes se retrouvaient dans une situation encore plus humiliante qu'en 1956. Gênés, les Soviétiques adoptaient, quant à eux, une position d'autant plus abrupte qu'ils étaient en porte-à-faux vis-à-vis de leurs protégés[29*].

Les premières joutes sérieuses eurent pour théâtre le Conseil de sécurité des Nations unies, le 7 juin. Quand Eban y prit la parole, il était presque minuit

à New York, mais les chaînes de télévision battirent des records d'audience. Tout en fermeté et en maîtrise, son discours déclina soigneusement les causes de la crise et souligna qu'Israël ne pouvait impunément se laisser étrangler par un blocus. Son verbe fut toutefois moins mordant envers les pays arabes ou les grandes puissances qu'envers l'organisation onusienne, taxée d'incompétence : « Quelle peut être l'utilité de la présence des Nations unies s'il s'agit d'un parapluie destiné à être enlevé à la moindre goutte de pluie[25] ? » S'adressant enfin au monde arabe : « Nos voisins veulent que les horloges reviennent à 1947. Toutefois les horloges ne reviennent jamais en arrière et c'est le cas avec celles du Moyen-Orient : non pas en arrière vers la guerre, mais en avant vers la paix[26]. »

Le discours du ministre israélien eut un retentissement considérable. Le chroniqueur du *Chicago Tribune* Ralph McGill estima qu'il « avait taillé en pièces les délégués égyptiens avec le sabre de la vérité[27] ». Pour sa part, le président Johnson affirma que ce discours avait la valeur de plusieurs divisions blindées israéliennes[30*]. Le succès d'Eban fut tel que les Soviétiques, certains de se heurter au veto américain devant le Conseil de sécurité, portèrent l'affaire devant l'Assemblée générale.

La confrontation décisive eut lieu dans la matinée du 19 juin, lors de la cinquième session d'urgence de l'Assemblée générale de l'ONU. Dix millions d'auditeurs et de spectateurs étaient à l'écoute. Les Soviétiques étaient cette fois en première ligne, le Premier ministre Alexeï Kossyguine menant la charge en personne. Prononcée sur un ton monocorde, à la manière d'un constat d'huissier, l'intervention de Kossyguine condamnait sans appel Israël et sa responsabilité unilatérale dans la crise.

Vint le tour d'Abba Eban. Personne n'aurait pu se douter qu'il venait de passer une nouvelle nuit sans sommeil, tant il paraissait au sommet de sa forme et de sa maturité de diplomate. À 52 ans, plus solide et précis que jamais, il déplora la responsabilité écrasante de Moscou dans cette affaire, pointant un doigt accusateur vers le banc soviétique. Certains observateurs chevronnés relevèrent les accents churchilliens du discours d'Eban, un des plus brillants jamais entendus, ainsi que le souligna James Reston dans le *New York Times* : « Il est facile de comprendre, lorsqu'on a écouté la joute oratoire qui a opposé Kossyguine à Eban, pourquoi les Russes sont tellement méfiants à l'égard de la libre expression des idées. Eban a manœuvré au milieu des arguments de Kossyguine avec la même habileté que le général Dayan avec ses blindés dans le désert[28]. »

L’euphorie, en revanche, était loin d’être aussi exubérante en Israël même. Les médias locaux furent très réservés à l’égard d’Eban, soupçonné d’avoir failli tout gâcher à force de contorsions et de manœuvres. Observateur attentif de la politique israélienne, Henry Kissinger commenterait par la suite : « Je n’étais pas certain qu’à Jérusalem les collègues plus pragmatiques d’Eban appréciassent son éloquence autant que moi[29]… »

À l’évidence, l’opinion publique adulait plus ses soldats que ses diplomates. Les héros du jour s’appelaient Rabin et surtout Dayan, que des sondages voyaient même occuper bientôt le fauteuil de Premier ministre. Le succès des armes semblait avoir donné des ailes à l’Israélien de la rue, qui ne tolérait plus désormais ni compromis ni demi-mesure. Renchérissant dans la critique d’Eban, le quotidien *Haaretz* se prêta à une campagne de dénigrement, jusqu’à réclamer sa démission !

La raideur israélienne n’avait d’égale que l’intransigeance assez surréaliste des Arabes qui venaient pourtant d’être écrasés militairement[31*]. Mais tout n’avait pas encore été dit. En juillet, les discussions et les marchandages allèrent bon train sur des projets de résolution aux Nations unies. L’objectif d’Eban était clair : éviter l’adoption d’un texte obligeant Israël à retirer ses troupes sans aucune garantie de paix. Six résolutions successives, émanant de l’URSS et de ses satellites, furent ainsi repoussées devant le Conseil de sécurité avant que les débats ne soient confiés à l’Assemblée générale.

Durant l’été, les pays arabes durcirent encore davantage leur position lors du sommet de Khartoum. Celui-ci avait au moins le mérite de la franchise en rejetant toute négociation, toute perspective de paix et toute discussion sur les territoires palestiniens. Pendant ce temps, les pays occidentaux nageaient en pleine confusion tout en escomptant cependant de l’État hébreu qu’il poursuivît une politique de paix, fût-elle unilatérale.

En novembre 1967, le Conseil de sécurité finit par adopter la résolution 242, présentée par la Grande-Bretagne. Avec l’aval américain, il était ainsi soutenu que les futures « frontières de paix » devaient être différenciées des anciennes lignes issues des accords d’armistice de 1949. En outre, il était précisé que le retrait des forces israéliennes devait concerner « des territoires occupés pendant les hostilités », une expression ayant un caractère volontairement imprécis et donnant lieu par la suite à d’interminables controverses[32*].

Telle quelle, la résolution 242 n’était pas si défavorable à Israël, et ce d’autant moins qu’y était évoqué clairement le droit des États de la région à vivre en paix. Il fallait y voir la touche personnelle d’Eban, en coulisses, qui avait su éviter le

pire. En revanche, il était impossible au diplomate d'empêcher la détérioration de l'image d'Israël, qui devenait celle d'un État puissant, voire arrogant face à des Palestiniens qui, de leur côté, ne se privaient pas de jouer à plein la carte de la frustration et de la victimisation : « Du jour au lendemain, nous passâmes du rôle de David à celui de Goliath. Israël avait commis le péché de survivre et c'était un péché mortel[30]… »

Les années qui suivirent furent déprimantes pour Israël et ses représentants. Tandis que l'ONU, à travers la mission Jarring[33*], s'enlisait dans des tractations sans espoir, les perspectives de paix ne cessaient de régresser. Empêtrés au Vietnam, les États-Unis n'avaient plus les moyens de débloquer la situation et l'arrivée de Richard Nixon, très favorable à Israël, ne pouvait avoir la vertu de faire évoluer les choses. Tandis que l'Union soviétique ne cessait d'alimenter l'Égypte en artillerie, en chars et en missiles, les fournitures d'armement américaines devinrent une obsession pour l'État hébreu.

Eban ne se satisfaisait pas du vide diplomatique et eût été prêt à faire des concessions territoriales : une grande partie de la rive occidentale du Jourdain, par exemple, afin de parvenir à un arrangement avec la Jordanie, quitte à ce que la droite nationaliste de Menahem Begin démissionnât du gouvernement. Il eût fallu cependant un véritable électrochoc pour que la situation se débloque.

Face à des pays arabes en plein désarroi perdurait en Israël une euphorie militariste, voire annexionniste. Rabin et Sharon en tête, les généraux de Tsahal claironnaient qu'il n'existait pas d'objectif que leur armée ne puisse atteindre. Quant à Moshe Dayan, il déclarait triomphalement au magazine *Time* : « Il n'y a plus de Palestine, c'est fini[31]. » Dayan jouait alors un rôle clé dans la politique israélienne. Son prestige était à son zénith et il avait la capacité de faire comme de défaire toute coalition gouvernementale.

En comparaison, Eban passait pour un indécrottable modéré. Du moins était-ce l'opinion dominante en Israël. À l'étranger, en revanche, ses positions tranchées furent un jour décrites avec précision par Kissinger : « Il appliquait à la lettre la maxime selon laquelle quiconque n'acceptait pas à 100 % le point de vue d'Israël manquait d'objectivité : même une position des plus compréhensives – disons à 90 % – se voyait qualifier d'"érosion", d'"affaiblissement" ou de "perte de sang-froid"[32]. »

Étranger dans son pays

Brutale, la secousse survint en octobre 1973 durant la fête juive de Yom Kippour. Pour une fois, elle prit de court l'*establishment* militaire israélien. Dans les premières heures de la nouvelle guerre contre l'Égypte, la tournure des opérations fut même catastrophique, bousculant l'optimisme naturel des Israéliens et, surtout, effaçant le triomphe de juin 1967 tout autant que le mythe de l'invincibilité de Tsahal.

De New York où il se trouvait, Abba Eban fut tout aussi surpris que les autres par ce désastre jugé pourtant « hautement improbable » par tous les experts. N'ayant pas attaqué en premier, Israël se trouvait cette fois épargné par les pressions qui avaient préludé à la guerre des Six-Jours. Ce n'était qu'une piètre consolation, car les lignes de défense israéliennes furent enfoncées de tous côtés – au sud dans le Sinaï comme au nord sur le Golan – par les forces arabes. Pis encore, la désorganisation, sinon la panique, commençait à s'emparer des autorités israéliennes.

Eban avait peu de temps pour se préparer à cette nouvelle situation qui menaçait la sécurité et jusqu'à la survie même de l'État hébreu. Il n'avait même pas la ressource de demander un cessez-le-feu auquel les Égyptiens, soutenus par l'URSS, avaient déjà déclaré s'opposer catégoriquement. Du reste, il ne pouvait être question de solliciter un cessez-le-feu tant que les forces arabes demeureraient profondément ancrées dans les lignes israéliennes.

La catastrophe était proche. À flux continu se poursuivaient les livraisons massives d'armes antichars et de missiles antiaériens des Soviétiques aux Égyptiens et aux Syriens. Le recours à des armements fournis par les Américains devenait désormais crucial. Ce fut la tâche d'Eban d'activer les choses auprès de Henry Kissinger et de la Maison Blanche. Il réussit sans trop de difficultés, les Américains étant eux-mêmes conscients de l'imminence du danger. Bien vite, un pont aérien fut mis sur pied et des norias de C-5 Galaxy et de C-130 Hercules de Boeing déversèrent leurs cargaisons sur les aérodromes israéliens.

Assez rapidement, la situation militaire se renversa en faveur d'Israël et les avancées arabes fondirent comme neige au soleil. Le président égyptien Sadate refusa obstinément un cessez-le-feu qui lui eût pourtant été très profitable. Vis-à-vis des Nations unies, la stratégie d'Eban était de gagner du temps afin de

permettre à Tsahal de récupérer le terrain perdu. Comme d'habitude, il ne pouvait compter sur une Europe alors tétanisée par les menaces de guerre pétrolière brandies par les pays arabes. De leur côté, les États-Unis se mirent d'accord avec Israël pour refuser toute proposition liant l'arrêt des combats à un retour aux frontières de 1967.

Toutefois, le conflit avait pris dès lors une dimension internationale, car l'URSS s'était trop engagée vis-à-vis des Arabes pour ne pas perdre la face, comme en 1967 à la perspective de la défaite. Comme au temps de Suez, Moscou joua la carte de l'intimidation générale qui devait inciter les autorités américaines à décréter préventivement l'état d'alerte. En fin de compte, la raison prévalut, sous la forme d'une solution de compromis représentée par la résolution 338 du Conseil de sécurité de l'ONU. Celle-ci ne pouvait que satisfaire Israël, non seulement en établissant le principe d'une négociation, mais aussi en le faisant accepter par les Arabes.

Pour Eban, c'était le soulagement tant espéré. Mais il n'en allait pas exactement de même auprès d'une opinion publique israélienne remontée comme jamais. La presse elle-même compara l'acceptation de la résolution onusienne à « la reddition à un diktat » dont la honte pesait sur le seul ministre des Affaires étrangères, quand bien même ce dernier avait le soutien de l'ensemble du cabinet Meir.

Les généraux israéliens et égyptiens négocièrent directement la sortie du conflit sous une tente dressée au kilomètre 101 sur la route Suez-Le Caire. Kissinger, lui, songeait à la suite : une grande conférence de la paix où les parties en cause négocieraient sous l'égide des deux superpuissances. À l'issue d'une série de « navettes » régionales, dont Kissinger se ferait une spécialité, la conférence s'ouvrit en décembre 1973 avec l'Égypte et la Jordanie, mais sans la Syrie[34*]. Comme Eban l'avait craint, la conférence vira au dialogue de sourds, chaque délégation s'adressant à sa propre opinion publique. Les discussions furent bientôt ajournées sans résultat spectaculaire, encore qu'un désengagement militaire fût signé, en janvier 1974, entre Israël et l'Égypte, ouvrant la voie à un rapprochement plus consistant. Un désengagement de même nature serait conclu entre Damas et Jérusalem[35*], mais Eban n'était déjà plus ministre.

En Israël, les critiques continuèrent de s'abattre sur Eban, tenu pour une « colombe » trop conciliante, alors même que sa ligne de conduite, les territoires contre la paix, n'était en rien une capitulation. Revancharde, Golda Meir saisit l'occasion de rendre à Eban la monnaie de sa pièce du temps où elle était ministre des Affaires étrangères et où l'ambassadeur Eban traitait directement

avec Ben Gourion. À son tour, elle passa par-dessus la tête de son ministre en traitant directement avec son nouvel ambassadeur à Washington, Yitzhak Rabin. Si Eban ne tenait pas en haute estime le vainqueur de 1967 – il voyait en lui « un pôle magnétique répulsif » –, ce dernier apparaissait intouchable.

Mais l'heure était à la montée du Likoud, le parti de la droite nationaliste hostile à toute concession territoriale. Lorsque, en avril 1974, Golda Meir remit sa démission de chef du gouvernement, Yitzhak Rabin lui succéda et choisit aussitôt Yigal Allon pour diriger la diplomatie israélienne. C'est à la radio qu'Eban apprit son remplacement. Peu après, Rabin lui ayant proposé le ministère de l'Information, il claqua la porte du gouvernement.

Quelle qu'ait été son action depuis un quart de siècle, Abba Eban n'était plus dans l'air du temps. Le diplomate ne comprenait plus l'*hubris* qui semblait s'être emparée d'une partie de la société israélienne. Au parti travailliste, il était plus proche de Peres que de Rabin. En 1977 comme en 1981, Peres fut aux portes du pouvoir en laissant entendre qu'il reprendrait Eban comme ministre des Affaires étrangères[36*]. Mais il perdit à deux reprises les élections face au Likoud de Menahem Begin. Ces deux défaites sonnèrent le glas des ambitions politiques d'Eban, même s'il fut encore chargé par le gouvernement d'une mission à Washington[37*].

En 1984, Eban se vit offrir l'opportunité de redevenir ministre, sans portefeuille, dans le gouvernement d'union nationale. Il préféra cependant continuer de siéger à la Knesset comme président de la commission des Affaires étrangères et de la Défense. Il en partit en 1988, après avoir perdu le siège de parlementaire qu'il occupait depuis une trentaine d'années. Exclu de fait par son propre parti, honni tant par Peres que par Rabin, il critiqua vivement l'occupation israélienne de la Cisjordanie et de Gaza, estimant qu'elle était « la face hideuse de notre société », qu'elle n'était pas nécessaire à la sécurité de l'État hébreu et qu'elle représentait un véritable gouffre financier.

La politique active était désormais fermée à Eban, qui pouvait dès lors méditer le conseil que lui avait donné naguère Ben Gourion : « Eban, arrêtez d'écrire des livres et allez parler aux camarades[33] ! » Mais il fit exactement le contraire en passant les dernières années de sa vie à enseigner et à écrire. Installé à New York et menant désormais une vie confortable à Manhattan, il fut invité par les prestigieuses universités américaines de Princeton, de Columbia et George-Washington. Membre de plusieurs académies, fait plusieurs fois docteur *honoris causa*, il publia également des ouvrages à caractère historique ou des plaidoyers *pro domo* de son action passée.

De l’action d’Abba Eban demeurait la fierté légitime d’avoir défendu Israël dans des conditions dramatiques et dans des enceintes diplomatiques hostiles, certes moins glorieuses que les champs de bataille, mais tout aussi décisives. Il subsista malgré tout chez lui le sentiment amer de n’avoir pu aller au bout de ses ambitions et de s’être quelque part gâché en n’employant, durant tout ce temps passé aux responsabilités, que « 10 % de ses talents[34] ». Une amertume liée à son incompréhension profonde de la politique israélienne et d’une société qu’il jugeait désormais minée par l’intolérance, la superstition et la xénophobie. Une amertume qu’au soir de sa vie, il ne put s’empêcher de ramener à une interrogation angoissée : « Est-ce qu’on se souviendra seulement de moi[35] ? »

Bibliographie sélective

ADAM, Ron (ed.), *Abba Eban. A Statesman and a Diplomat*, Jerusalem, Ministry of Foreign Affairs, 2003.

BAR-ZOHAR, Michael, *Embassies in Crisis. Diplomats and Demagogues behind the Six-Day War*, Englewood Cliffs, NJ, Prentice Hall, 1970.

BRECHTER, Michael, *Decisions in Israel’s Foreign Policy*, New Haven, CT, Yale University Press, 1974.

EBAN, Abba, *My People. The Story of the Jews*, New York, Weidenfeld and Nicolson, 1968.

—, *My Country. The Story of Modern Israel*, New York, Random House, 1972 (traduction française : *Mon pays. L’épopée d’Israël moderne*, traduit de l’anglais par Jacqueline Remillet, Buchet-Chastel, 1975).

—, *An Autobiography*, New York, Random House, 1977 (traduction française : *Autobiographie*, traduit de l’anglais par Anne Joba et Benoît Cras, Buchet-Chastel, 1979).

—, *Personal Witness. Israel through my Eyes*, New York, Putnam’s, 1992.

—, *Diplomacy for the Next Century*, New Haven, CT, Yale University Press, 1998.

EBAN, Suzy, *A Sense of Purpose. Recollections by Suzy Eban*, Londres, Orion, 2008.

EYTAN, Walter, *The First Ten Years*, New York, Simon & Schuster, 1958.

ISAACSON, Walter, *Kissinger. A Biography*, Londres, Faber & Faber, 1992.

SINIVER, Asaf, *Abba Eban. A Biography*, New York, Overlook Duckworth, 2015.

ST. JOHN, Robert, *Eban*, New York, Doubleday, 1972.

1*. Le futur Moshe Sharett.

2*. L’engouement sioniste de Churchill faiblit cependant quelque peu à la suite de l’assassinat par des membres du groupe Stern de son ami lord Moyne, en novembre 1944.

3*. Middle East Centre for Arab Studies (MECAS).

4*. Cet ordre du jour préconisait le boycott par les troupes britanniques des boutiques juives afin de « frapper ces gens dans leur portefeuille, puisque c’est apparemment le seul langage que leur race comprenne ».

5*. Beaux-frères et futurs barons, tous deux présidaient alors la célèbre firme Marks & Spencer. Voir ici.

6*. Comme beaucoup de leaders sionistes, Eban trouvait l’humour de Bevin particulièrement « pénible » et « lourd ».

7*. Tel qu’il avait été défini à l’occasion du « programme de Biltmore » en 1942.

8*. United Nations Special Committee On Palestine.

9*. Diplomate américain, Ralph Bunche (1904-1971) organisa par la suite les négociations devant mener à la signature des accords d’armistice israélo-arabes de 1949 et reçut pour son œuvre le prix Nobel de la paix en 1950.

10*. Trente-trois voix pour, 13 contre, 10 abstentions et un absent.

11*. En hébreu, *abba* signifie « père » et *even* « pierre ». Dans la vie courante, tout le monde cependant continua à l'appeler Eban et adopta le nouveau prénom d'Abba, à l'exception de ses proches qui s'en tinrent durablement à Aubrey.

12*. Kissinger ajoutait : « Interrompre Eban semblait presque inconcevable tant on savait qu'il y faudrait un langage qui paraîtrait barbare en comparaison. »

13*. La paternité de l'expression revint à Ben Gourion en personne.

14*. L'admission d'Israël au sein des Nations unies ne fut officialisée qu'en mai 1949.

15*. L'expression est prêtée à Truman par Eban.

16*. Conclu à l'origine par l'Irak, la Turquie, le Pakistan, l'Iran et le Royaume-Uni, le pacte de Bagdad fut rejoint par les États-Unis en 1958. De fait, étant le pendant pour le Moyen-Orient de l'OTAN et de l'OTASE, le pacte de Bagdad (rebaptisé par la suite Central Treaty Organisation, ou CenTO) faisait partie de la stratégie d'« endiguement » menée par Washington contre l'URSS dans le contexte de la guerre froide.

17*. Entre février et juillet 1953. Les relations diplomatiques entre les deux pays furent de nouveau interrompues entre l'été 1967 et octobre 1991.

18*. En particulier la convention signée en 1888 par les grandes puissances de l'époque sur la liberté de navigation à travers le canal. En septembre 1951, l'Égypte avait déjà été rappelée à l'ordre par le Conseil de sécurité de l'ONU parce qu'elle ne respectait pas ces dispositions.

19*. Le projet fut adopté peu après par l'Assemblée générale de l'ONU. De son côté, Lester Pearson fut récompensé du prix Nobel de la paix.

20*. Le vote de cette quatrième résolution fut quasi unanime : 74 voix pour contre 2 (Israël et la France).

21*. Ce rapprochement devait donner naissance, en février 1958, à la République arabe unie (RAU).

22*. Toynbee ne se releva jamais vraiment de ce « morceau de démolition universitaire », selon l'expression du *New York Times*.

23*. Il s'agissait d'Ahmed Choukairi, le prédécesseur de Yasser Arafat à la tête de l'OLP.

24*. Propos tenus en mars 1967 à une conférence de l'Institut de recherches internationales, à Tokyo.

25*. L'Union soviétique évoquait alors de façon fantaisiste des « concentrations de troupes israéliennes » à la frontière syrienne, prélude à une invasion imminente de ce pays. Les rapports soviétiques étaient des faux.

26*. Ces propos furent tenus à la fois par Dean Rusk, secrétaire d'État, et par le président Johnson.

27*. Eban soutint ainsi que Washington était prêt à faire respecter le principe de la libre circulation jusqu'à intervenir, si besoin était, de son propre chef : ce qui n'avait jamais été dans les intentions américaines.

28*. Également appelées « lignes vertes ».

29*. Dès le 10 juin, Moscou rompit ses relations diplomatiques avec Israël.

30*. Peu après, Johnson confiera à Eban : « Vous êtes l'orateur le plus éloquent de cette époque. Je m'efforce d'écouter vos discours à la télévision dès que je le peux et j'en ressors toujours très impressionné. »

31*. Selon le délégué américain Arthur Goldberg, « les Arabes auraient voulu que le film repasse à l'envers »…

32*. Bien évidemment, les Soviétiques comme les pays arabes interprétèrent le texte comme enjoignant à Israël de se retirer de tous les territoires occupés, ce qui n'était nullement l'intention des auteurs de la résolution 242, comme en témoignent en particulier les notes du secrétaire au Foreign Office de l'époque, Michael Stewart.

33*. Gunnar Jarring (1907-2002) était le diplomate suédois que l'ONU avait désigné pour être le représentant spécial chargé de conduire les négociations de paix au Proche-Orient.

34*. Damas prétexta la non-invitation de l'OLP à la conférence de Genève pour se dérober.

35*. En mai 1974.

36*. Les deux hommes finirent par se brouiller en 1986, Eban décrivant Peres comme « un pape médiéval qui se croirait infaillible ».

37*. En juillet 1977.

CHAPITRE 9

Yitzhak Rabin (1922-1995)
Le Juste

« Il est possible que le peuple juif n'ait été ni éduqué
ni habitué à ressentir la joie de la victoire et de la conquête. »

Yitzhak Rabin, 28 juin 1967

« Sa personnalité incarne l'esprit du nouvel Israël,
en quête non de rédemption, mais de solutions. »

Amos Oz, 1996

Chez cet homme si peu enclin à se décrire lui-même, parce qu'il estimait sans doute l'exercice impossible, sinon dérisoire, tout commençait par un visage. Plus précisément par un regard dont la gravité et l'intensité ne laissaient pas la moindre place au dilettantisme de l'approximation ou de la fantaisie. Ni prophète ni visionnaire, il n'aurait jamais le charisme des fondateurs d'Israël, la séduction policée d'un Weizmann, la passion éruptive d'un Ben Gourion, l'éloquence fiévreuse d'un Begin ou l'intransigeante inflexibilité d'une Golda Meir. Sa froide réserve de militaire contrasterait avec le rayonnement dévastateur d'un Moshe Dayan ou avec le volontarisme contagieux d'un Ariel Sharon. Politique, cet introverti ne serait jamais vraiment un tribun et pas davantage un grand amateur de poignées de mains, de bourrades familières ou de boniments, sa popularité dût-elle en pâtir. En définitive, cet homme qui ne plaisantait jamais et ne souriait en public qu'avec parcimonie était seulement sérieux. Imperturbablement sérieux, jusqu'à dépouiller sa détermination inébranlable de toute théâtralité ou de toute démagogie. Était-ce ce dont Israël avait besoin lorsqu'il parvint aux commandes de l'État, en capitaine expérimenté doublé d'un homme vertueux ? Et de telles qualités eussent-elles suffi à faire de Yitzhak Rabin un héros moderne ? Voire. Son destin tragique, tout en transfigurant le personnage, laissa ces interrogations sans réponse.

Ce *sabra* était né à Jérusalem le premier jour de mars 1922 et il tira plus tard une certaine fierté à être le premier chef de gouvernement d'Israël à avoir vu le jour dans la Ville sainte.

Ses parents avaient été des immigrants de la troisième *alyiah*. Nehemiah Rubitchev, son père, était originaire de Sydorovychi, un *shtetl* ukrainien dont la pauvreté extrême passait inaperçue dans l'immensité de l'Empire tsariste. À 18 ans, orphelin de père, Nehemiah avait émigré en Amérique et échoué à St. Louis, puis à Chicago, où il avait trouvé un emploi de tailleur dans une entreprise de confection. C'est là qu'il prit le nom de Rabin et adhéra au *Poaléi*

Zion, la branche socialiste du mouvement sioniste, tout en œuvrant dans le syndicalisme juif. En 1917, tandis que l'Amérique entrait en guerre, Nehemiah, tout juste trentenaire, fut approché par un propagandiste sioniste en vue de rejoindre la Palestine et un groupe de volontaires ayant vocation à former cette Légion juive qu'appelait de ses vœux Ze'ev Jabotinsky. Le propagandiste en question s'appelait Yitzhak Ben Zvi et deviendrait plus tard le deuxième président de l'État d'Israël.

Rosa, la mère de Yitzhak, était née Cohen et le prestige de sa filiation suffisait presque à insuffler à la famille tout entière, issue de Gomel en Biélorussie, un sentiment de plénitude[1*]. Un sentiment qui n'avait que faire du sionisme dont le père de Rosa, rabbin de son état et marchand de bois prospère, était un farouche opposant. Instruite et sensibilisée très tôt aux questions sociales, Rosa avait un tempérament indépendant et presque rebelle. Surnommée « Rosa la Rouge », elle avait dédaigné l'aide de son père pour subvenir à ses études et provoquait son entourage en travaillant ouvertement le jour de shabbat. Elle était pourtant aussi étrangère au bolchevisme qu'aux idées défendues par l'extrême gauche du Bund. Dès 1919, après avoir envisagé de s'installer en Amérique, elle partit pour la Palestine. Elle avait 29 ans et n'était pas devenue sioniste pour autant. Tout au plus avait-elle ressenti le besoin d'écrire en yiddish à un vieil ami de la famille, Berl Katznelson, pour se conforter dans la conviction que « la terre d'Israël puisse résoudre ses problèmes[1] ».

Par l'entremise de Moshe Shertok[2*], cette femme volontaire s'installa dans le kibboutz de Kinneret, aux abords du lac de Tibériade, avant de prendre le commandement de la Haganah de Haïfa. Entre-temps, dans les ruelles du vieux quartier juif de Jérusalem, elle avait rencontré Nehemiah durant les premières émeutes arabes de 1920. Ils s'étaient mariés, puis étaient partis s'établir à Tel-Aviv.

Faire fleurir le désert ?

Le souffle du sionisme imprégna bien vite la famille Rabin. Employé à la Compagnie d'électricité de Palestine, Nehemiah consacrait beaucoup de temps à ses activités syndicales et à l'organisation de la Haganah. Mais la tête politique de la famille était Rosa, qui se partageait inlassablement entre son métier de comptable – à Solel Boneh, la société des travaux de construction nationale – et ses nombreuses activités de bénévolat. Activiste idéaliste, elle soutenait que les revenus du ménage devaient servir non seulement à faire vivre la famille, mais aussi à secourir ceux qui étaient dans le besoin. Rosa devint membre du Conseil municipal de Tel-Aviv que dirigeait à l'époque le flamboyant Meir Dizengoff[3*].

Fatalement, le jeune Yitzhak souffrit des occupations très absorbantes de ses parents et des multiples déménagements familiaux. Surtout, il vécut assez mal les absences répétées de sa mère. Toutefois, dès l'école communale, comme tout bon *sabra*, il fut lui aussi happé par le sionisme et ses organisations de jeunesse.

En ce temps-là, l'idéologie sioniste poussait les adolescents à vivre en kibboutz et à se vouer à l'agriculture. Faire fleurir le désert : l'idéal était propre à séduire la jeunesse. Yitzhak s'orienta tout naturellement vers des études agronomiques, avec l'objectif de devenir ingénieur hydraulique. Il passa du temps au kibboutz de Givat Hashlosha, aux environs de Tel-Aviv, avant d'être admis en 1937 à l'école Kadoorie. Créé par les Anglais en basse Galilée sur les contreforts du mont Tabor, l'établissement avait une réputation d'excellence. Après des débuts laborieux, le jeune Rabin y obtint des résultats qui lui permirent de décrocher une bourse pour effectuer des études supérieures. Ses performances étaient cependant peu spectaculaires, car il restait d'un naturel timide et individualiste. Peu communicatif et ne pensant pas intéresser grand monde, il paraissait cultiver un sentiment d'infériorité. À la vie de groupe qu'affectionnaient les jeunes gens, il préférait de loin ses visites périodiques à Mordechaï Ben Hillel Hacoen, un grand-oncle qui vivait dans une belle demeure à Jérusalem.

Le déclenchement de la grande révolte arabe de 1936-1939 rendit la situation du Yishouv encore plus délicate. Pour Yitzhak, il n'était déjà plus question de diplôme universitaire ou de bourse académique. Par la force des choses, il dut s'intéresser aux questions militaires et de sécurité. Déjà, au kibboutz de Ramat Yohanan, il avait commencé à frayer avec la Haganah. Il s'était initié au

maniement des armes et avait reçu un semblant d'instruction militaire. Lorsqu'il quitta définitivement Kadoorie en août 1940, Rabin rejoignit le Palmach. Il avait 18 ans et déjà croisé la route de Yigal Allon.

Un peu plus âgé, Allon était tout ce que Rabin n'était pas. À ceci près que lui aussi avait d'abord opté pour l'agriculture et fréquenté Kadoorie. Élégant, chaleureux, bon vivant et charismatique, Allon était alors sergent dans la Haganah. Il exerça aussitôt son ascendant sur Rabin, qu'il incita à s'engager dans les forces de protection avant de lui faire suivre un stage d'entraînement intensif au kibboutz de Genosar.

Un jour de juin 1941, Rabin sauta le pas et se porta volontaire pour une mission délicate du Palmach, l'unité d'élite de la Haganah. Il eut un entretien d'embauche avec Moshe Dayan, qui était déjà auréolé d'une réputation incroyable de jeune loup audacieux. Leur face-à-face fut laconique, Dayan se bornant à lui poser cinq questions : savait-il piloter une moto ? conduire une voiture ? tirer à la mitrailleuse ? se servir d'un fusil ? lancer une grenade ? Rabin répondit négativement aux trois premières questions et ajouta qu'il avait déjà tiré avec un fusil et lancé une grenade. Conclusion de Dayan : « Vous ferez l'affaire[4*2]. » Les dés étaient jetés.

Sans doute Moshe Dayan avait-il jaugé le jeune Rabin au premier coup d'œil, tout comme l'avait fait avant lui un Yigal Allon dont l'ascension devenait désormais fulgurante. Promu commandant du Palmach, ce dernier prit Rabin comme bras droit. Il n'eut pas à le regretter car la jeune recrue manifesta bientôt des talents peu ordinaires d'officier d'état-major : discret, compétent, précis, prompt à anticiper et à se poser les bonnes questions. Dans l'ombre d'Allon, le jeune homme blond aux yeux gris-vert et à la tignasse en désordre, si peu loquace, mais au regard de scalpel, commençait à attirer l'attention. Sa connaissance de la chose militaire s'étoffa de jour en jour, au point d'étonner les vieux briscards aguerris aux méthodes de la Haganah. Il se vit confier des postes de commandement[5*] au fur et à mesure de la montée en puissance du Palmach. Accessoirement, il fut aussi chargé de monter des opérations de commando visant à libérer des immigrants juifs illégaux internés au camp d'Atlit, au sud de Haïfa.

Moins sulfureux que l'Irgoun ou que le groupe Stern, le Palmach ne plaisait pourtant pas à tout le monde, à commencer par les Anglais. Ceux-ci avaient été satisfaits de l'utiliser comme force supplétive lorsqu'ils se sentaient menacés au Proche-Orient par l'avancée des armées allemandes de Rommel, mais une fois le danger écarté, la puissance mandataire traita de nouveau le Palmach en ennemi.

Chef du Yishouv, Ben Gourion n'était pas moins suspicieux vis-à-vis du Palmach : trop élitiste à son goût et surtout trop proche de partis d'extrême gauche comme l'*Ahdout Ha'Avoda* et avec les fractions procommunistes du mouvement kibboutz. À la tradition du Palmach, mélange de panache, de spontanéité et d'individualisme, le « Vieux » préférait les méthodes classiques de l'armée anglaise, son encadrement et ses procédures bien rodées.

En juin 1946, les Anglais entreprirent une vaste rafle, connue sous le nom de « Samedi noir », contre les leaders du Yishouv et de la Haganah. Quoique blessé et immobilisé par un accident de moto, Rabin fut arrêté et emprisonné pendant cinq mois. Après avoir longuement observé son compagnon de détention, l'écrivain Nathan Shacham en tira une conclusion douce-amère : « Les hommes d'action ne font pas bon ménage avec les imaginatifs qui tirent leur expérience d'ailleurs. »

Chef de bataillon, Rabin fut nommé en avril 1948 commandant de la brigade *Harel* (« Montagne de Dieu » en hébreu) nouvellement créée. Il s'agissait d'une des trois unités composant alors le Palmach. À la tête de 1 600 hommes, il commença à donner sa pleine mesure. En cette aube de l'indépendance de l'État d'Israël, la période était critique. Nul n'ignorait qu'à la guerre civile entre communautés arabes et juives de Palestine, déclenchée en réaction au plan de partage décidé par l'ONU, succéderait une guerre totale, avec les États arabes voisins cette fois.

La mission de la brigade *Harel* était de protéger Jérusalem – symbole suprême du Yishouv et de la tradition juive –, notamment les voies d'approvisionnement, à commencer par la route stratégique reliant Tel-Aviv à Jérusalem. Pendant deux mois, à la tête de ses hommes, Rabin mena une des plus furieuses batailles de la guerre d'indépendance. Son unité subit de très lourdes pertes humaines pour des résultats militaires contrastés. Si elle parvint à sécuriser le secteur Sud de Jérusalem, elle échoua à protéger la Vieille Ville en soutien de la brigade *Etzioni* commandée par David Shaltiel.

Yitzhak Rabin révéla en cette occasion d'authentiques qualités de chef tout autant qu'une personnalité affirmée. Il se heurta à Shaltiel, qu'il estimait dépassé, et pesta ouvertement contre l'*establishment* militaire qu'il tenait pour responsable de l'impréparation des forces juives. Il suscita également la colère de Ben Gourion lorsqu'il lui annonça que Latroun ne pouvait plus résister face à la Légion arabe[6*]. Il n'en contribua pas moins à résoudre la question de l'accès à Jérusalem en recourant comme solution de rechange à une voie de

contournement de Latroun tout à fait inhospitalière et d'ailleurs quasi abandonnée : la route de Burma.

L'expérience de la « bataille des routes » le marqua durablement. Par la suite, Rabin participa à l'« opération Danny » qui visait à sécuriser Jérusalem et le centre du pays en s'emparant notamment de Lod et de Ramla. Il en résulta l'expulsion des populations locales arabes. Le fossé étant déjà infranchissable entre communautés, il ne pouvait être question de laisser subsister en des secteurs névralgiques une « cinquième colonne » qui, d'ailleurs, ne faisait guère mystère de ses intentions.

Redevenu le principal adjoint d'Allon en même temps que son chef des opérations, Rabin existait désormais par lui-même. Sans doute formait-il avec son supérieur et ami un duo gagnant. Mais déjà perçait en lui l'ambition du chef, bien qu'il ne possédât pas l'empathie propre à lui attirer l'admiration de ses hommes : ce que devait confirmer la suite de la guerre d'indépendance, entre septembre 1948 jusqu'à la fin des opérations début 1949. À l'état-major d'Allon, commandant du secteur Sud, sa vision intelligente et rigoureuse de la guerre fut précieuse à Tsahal[7*], qui devait bouter les forces égyptiennes hors de la péninsule du Sinaï et contraindre Le Caire à un armistice.

Lors des négociations sur l'île de Rhodes, de janvier à mars 1949, Rabin suppléa Allon au sein de l'équipe des militaires conduite par Yigael Yadin. Il y croisa de nouveau Moshe Dayan. Tous ressassèrent leur amertume face aux diplomates qui avaient tendance à frustrer les militaires de leur victoire en concédant un retrait partiel. Seul le sens de la discipline devait alors l'empêcher de claquer la porte : « J'en ai plus qu'assez de la politique et de la diplomatie[3] ! »

Cette expérience douce-amère accéléra la maturation d'un Rabin de plus en plus sûr de lui. Lors de la seconde trêve de la guerre d'indépendance, en août 1948, il convola avec Leah Schlossberg, qu'il fréquentait depuis plusieurs mois déjà. Née en Allemagne d'une famille aisée, Leah était une jeune femme vive, dont le caractère enjoué contrastait avec la réserve de Yitzhak. Intelligente, n'ayant pas froid aux yeux, elle travaillait à l'époque pour la presse du Palmach. Tous deux formèrent un temps le « couple iconique du Palmach ».

Yitzhak Rabin termina la guerre avec le grade de lieutenant-colonel. À 26 ans, fort de sa réputation d'officier d'état-major, il avait acquis l'expérience du terrain et avait même eu son premier « baptême du feu » diplomatique. Il n'envisageait déjà plus son avenir en dehors de la carrière des armes. À l'époque, Tsahal présentait des analogies avec l'armée napoléonienne où primaient l'audace comme l'intelligence manœuvrière et où l'on pouvait être

promu général avant d’atteindre la trentaine. Une armée où la chute et la disgrâce pouvaient aussi, il est vrai, être à la mesure d’une ascension fulgurante.

Le professionnel

Yigal Allon et Moshe Dayan n'étaient pas les seuls à avoir pressenti en Rabin un élément d'avenir. Ben Gourion, de son côté, ne s'y était pas non plus trompé. Il avait pu mesurer le rôle de Rabin durant la bataille de Jérusalem. Il savait aussi que le jeune officier avait obéi sans état d'âme à son ordre de combattre les activistes de l'Irgoun lors de l'épisode de l'*Altalena*[8*].

Pourtant Rabin restait un « Palmachnik », alors même que Ben Gourion était décidé à en finir avec un Palmach jugé trop proche des éléments les plus prosoviétiques du Mapam, qui venait de fédérer l'*Ahdout Ha'Avoda* et le très marxisant *HaShomer Hatzaïr*[9*]. L'affaire s'annonçait délicate. Dès la proclamation de l'indépendance, Ben Gourion avait déjà dû surmonter une fronde sévère de ses officiers supérieurs. Leur état d'esprit n'avait guère changé. Pour certains d'entre eux, l'esprit de parti primait le sens d'un État avec lequel ils n'étaient guère familiarisés. D'autres considéraient que les militaires n'avaient pas à s'incliner devant les politiques en matière de sécurité. Le loyalisme de ces officiers envers le pouvoir légitime était en cause.

Contre l'avis des plus âgés des chefs militaires, Ben Gourion avait fait le choix de Mordechaï Makhlef, un ancien de l'armée anglaise. Il avait été jusqu'à évincer Allon de son poste de commandant du front sud, nommant à sa place son protégé Moshe Dayan. Or, Rabin faisait partie de la « maison Allon » et se montrait tout aussi suspicieux qu'Allon envers Dayan, que tous deux surnommeraient, dans le langage codé, quoique transparent, de leur correspondance personnelle, « le trafiquant d'antiquités ».

Dès cette époque, Rabin faisait grief à Dayan d'un certain amateurisme : « Ce type n'a pas la moindre idée. Pour moi, il manque de vision militaire au-delà du niveau basique de la compagnie ou du bataillon. En outre, il n'a aucun tact dans ses rapports avec autrui[4]. » Il est vrai que Dayan venait de démettre Rabin de son poste de commandant en second du front sud. Il lui avait donné en échange le commandement de la 12e brigade, mais celle-ci avait été bien vite démantelée, au motif qu'elle était inféodée au Palmach. Les tensions au sein de l'armée furent portées à incandescence au moment de la dissolution du Palmach, en novembre 1948. Un an plus tard, elles ne s'étaient pas calmées, les anciens du

Palmach ayant décidé d'un grand rassemblement de protestation que les hautes instances de Tsahal s'étaient empressées d'interdire.

Ben Gourion chercha-t-il alors à épargner Rabin ? Il pressentait le déchirement intérieur du jeune officier. D'un côté, celui-ci s'accordait sur la conception d'une armée unitaire, débarrassée de ses milices, telle que la prônait le gouvernement. D'un autre côté, il ne pouvait ni ne voulait renier sa fidélité à Allon et à ses vieux camarades du Palmach. Le jour de la manifestation, Ben Gourion l'attira chez lui tard dans l'après-midi sous prétexte de discuter et tenta de le retenir à dîner : en pure perte, car Rabin, qui avait compris le stratagème, déclina l'invitation et se rendit tout de même à la manifestation interdite[5].

Il dut en payer le prix au cours des années suivantes. Ben Gourion se vengea en différant son avancement et ses promotions. Ce n'était rien comparé aux brimades subies par beaucoup d'anciens officiers supérieurs du Palmach, qui se retrouvèrent sur la touche quand ils n'étaient pas acculés à la démission. Rabin en fut quitte pour un simple blâme de l'état-major, mais fut sauvé de la « placardisation » par le général Haïm Laskov, responsable de la formation des nouvelles recrues[10*]. Ancien de Latroun, ce dernier avait convaincu Rabin de lui succéder à la tête de l'école des commandants de bataillon. Ses étudiants devaient se souvenir de la qualité de son enseignement militaire et de sa précision extrême, à peine gâtées par un souci quasi obsessionnel des détails.

Par la suite, Rabin occupa des postes tout aussi peu en vue, mais qui confortèrent sa réputation de grand spécialiste des questions militaires. Sa maîtrise s'étendait des problématiques de commandement aux aspects les plus tactiques. À son image d'officier d'état-major exceptionnellement efficace dans un rôle à la fois de conception et de planification, il adjoignait désormais celle d'un homme de réflexion – jusqu'à impressionner ses supérieurs, dont certains voyaient en lui « la plus haute autorité intellectuelle sur les questions militaires[11*6] ». Ironiquement ou non, ses collègues le surnommaient « Admor[12*] », c'est-à-dire le « maestro » ou encore le « professionnel »[7].

En 1952, le chef d'état-major général Mordechaï Maklef avait eu l'intention d'en faire son chef des opérations et, partant, son numéro 2. Mais Ben Gourion s'y était opposé, lui préférant Moshe Dayan. Le Mapaï n'était pas moins vindicatif envers Rabin, voyant en lui un chef peu fiable politiquement. Celui-ci partit un temps étudier en Angleterre, au Royal Staff College de Camberley, dans le Surrey. Cette parenthèse studieuse lui permettait enfin de profiter pleinement de sa famille : son épouse Leah et sa fille Dalia[13*].

Rabin s'y plut tellement qu'il envisagea une formation à la London School of Economics. Mais Dayan, devenu chef d'état-major, réussit à le faire revenir au QG de Tsahal en qualité de chef de la division d'instruction avec le grade de major-général[14*]. Dayan savait ce qu'il faisait. À l'époque, son grand dessein était de transformer Tsahal de fond en comble en lui insufflant un nouvel état d'esprit. Rabin était à ses yeux l'homme idoine pour mettre en œuvre ses projets.

Cela étant, les tensions ne disparurent pas vraiment entre les deux hommes. Outre leurs différences de caractère – Dayan jouant à la « star » et Rabin passant pour un « technocrate » –, leur opposition personnelle renvoyait à celle, plus classique, entre un meneur d'hommes instinctif et un officier d'état-major mû par la seule rationalité. Au fond, comme le soulignera lucidement Rabin, Dayan « savait utiliser la force, mais ne savait pas la construire[15*8] ».

En avril 1956, enfin, Rabin obtint sa première nomination d'importance : le commandement du secteur Nord et la responsabilité de la sécurité des frontières avec le Liban et la Syrie. Instable, la Syrie n'avait jamais accepté l'apaisement avec l'État hébreu malgré l'accord d'armistice de 1949. Damas contestait la souveraineté israélienne sur les eaux du lac de Tibériade et du Jourdain. Bien campées sur les hauteurs du plateau du Golan, ses forces armées ouvraient périodiquement le feu sur les agriculteurs et pêcheurs en contrebas. Cependant, lors de la crise de Suez qui s'ouvrit quelques mois plus tard, Rabin ne fut que marginalement concerné. La campagne militaire qui fit la gloire de Moshe Dayan, en octobre 1956, se déroula dans la péninsule du Sinaï, sur le front égyptien.

La fin du commandement de Rabin en 1959 sembla marquer l'achèvement de sa carrière militaire, bien qu'il n'eût alors que 37 ans. Ses excellentes relations avec Haïm Laskov, successeur de Dayan à la tête de l'état-major de Tsahal, lui permirent d'obtenir un congé pour aller étudier à Harvard. Il s'apprêtait déjà à repartir en famille, pour les États-Unis cette fois, lorsqu'un concours de circonstances contribua à sa nomination *in extremis* en tant que chef des opérations du grand quartier général.

Brusquement, Rabin se retrouva numéro 3 de l'état-major général et revint dans la course pour succéder plus tard à Laskov. Il faisait désormais partie de ces rares officiers de haut niveau à façonner la politique de sécurité d'Israël. À l'époque, le gouvernement cherchait par tous les moyens à sortir le pays de son isolement diplomatique. Golda Meir, ministre des Affaires étrangères, s'activait en Afrique. Ben Gourion, lui, s'efforçait de bâtir une « alliance

périphérique » avec des pays comme l'Iran, l'Éthiopie ou la Turquie, aussi hostiles au panarabisme de Nasser qu'au communisme soviétique.

Rabin lui-même fut mis à contribution et effectua une série de voyages en Éthiopie et au Congo. Il prit part également au débat qui divisait l'*establishment* israélien sur la politique d'acquisition d'armements. Les militaires s'irritaient que les bureaucrates civils, notamment Shimon Peres, qui était à l'époque directeur général du ministère de la Défense, eussent la gestion des fournitures militaires. Peres plaidait en faveur d'armements français et allemands. Rabin et les officiers hauts gradés privilégiaient quant à eux l'Amérique, potentiellement plus intéressante.

Rabin s'opposait aussi à Peres sur la nécessité de bâtir une industrie nationale de défense, estimant qu'il était préférable d'acquérir les armements à l'étranger et de ne pas se disperser inutilement dans la création d'une production locale. Enfin, à l'inverse de Peres, Rabin ne croyait pas en une force nucléaire[16*], qu'il jugeait trop onéreuse pour les ressources d'Israël, et accordait bien plus de crédit à une force de dissuasion classique.

Or Shimon Peres était, au même titre que Dayan, un protégé de Ben Gourion. Au moment de remplacer Laskov, en 1961, le chef du gouvernement riva leur clou aux officiers d'état-major, qui plébiscitaient Rabin, en nommant Zvi Tsur pour lui succéder. Bien sûr, Peres avait favorisé ce choix. En guise de consolation, Rabin devint le numéro 2 de Tsahal, mais, fatalement, ses relations avec « Chera » Tsur se détériorèrent très vite. Jusqu'au jour de février 1963 où Ben Gourion proposa de laisser Tsur en poste encore deux ans avant de nommer Rabin dans la foulée. Cette fois l'intéressé refusa tout net, estimant qu'il avait plus qu'attendu son tour. Sur ce, empêtré dans l'affaire Lavon, Ben Gourion dut lui-même démissionner. À la tête de Tsahal, la voie était libre désormais pour Yitzhak Rabin. En janvier 1964, il fut désigné chef d'état-major de Tsahal par le nouveau chef du gouvernement Levi Eshkol. À 42 ans, il était l'officier le plus âgé à occuper ce poste.

Le vrai héros de la guerre des Six-Jours

Une tâche délicate attendait Rabin. Les conditions de sa nomination avaient été telles que le clan Ben Gourion lui était hostile. Il parvint cependant à réunir le meilleur état-major dont on pût alors rêver avec des officiers du talent d'Ezer Weizman, de Haïm Bar-Lev, d'Aharon Yariv ou encore de David Elazar.

Rabin s'adjoignit aussi – ce qui ne lui ressemblait guère – des officiers plus atypiques qui horripilaient les états-majors : ainsi d'Ariel Sharon ou de Matti Peled, que l'on disait indisciplinés, voire incontrôlables. À l'époque, Sharon n'était que colonel et sa carrière stagnait. Rabin le promut commandant en second du secteur Nord avant de le faire général. C'était une promesse ancienne que Rabin avait faite à Ben Gourion qui tenait Arik, malgré ses défauts, pour un grand soldat.

Désormais aux commandes, Rabin conservait sa vieille hantise de l'impréparation de Tsahal, potentiellement fatale vu l'exiguïté du territoire israélien. La campagne du Sinaï de 1956 avait certes été triomphale mais en février 1960, lors de la crise dite *Rotem* (« balai » en hébreu), l'Égypte était parvenue à remilitariser subrepticement une partie de la péninsule du Sinaï, en violation des accords passés au lendemain de l'affaire de Suez[17*]. La vulnérabilité foncière d'Israël était alors ressortie des manquements des services de renseignements dont avaient failli être victimes les responsables de Tsahal.

Rabin s'employa à favoriser systématiquement le développement des renseignements militaires. Il ordonna en outre une planification rigoureuse des systèmes de défense, tenant compte en particulier du scénario cauchemar pour Israël : une attaque conjointe des armées arabes sur plusieurs fronts. Pour lui, l'anticipation était la clé essentielle, ce qui le conduisit à un arbitrage délicat entre la logique de la dissuasion et celle de la guerre préemptive. Le manque de profondeur notoire d'Israël rendait dérisoires les défenses classiques et exigeait de porter rapidement le fer en territoire ennemi.

Rabin mit au point un plan ultrasecret en concertation étroite avec Ezer Weizman, le chef des forces aériennes. Dès les premières heures d'un conflit armé, ce plan prévoyait la destruction éclair des forces aériennes des pays arabes. Son autre priorité fut de constituer des unités de chars et de blindés

légers très mobiles, capables de progresser rapidement, une fois détruite la couverture aérienne de l'ennemi.

De telles précautions n'étaient guère superflues, à supposer même, d'après les services de renseignements israéliens, qu'une nouvelle guerre ne fût pas envisageable à court, voire à moyen terme. Tout en partageant un tel pronostic, Rabin insistait néanmoins sur la nécessité d'une supériorité militaire régionale d'Israël.

Pendant ce temps, le monde arabe se radicalisait à vue d'œil. Après avoir eu le vent en poupe dans les années 1950, le nassérisme déclinait, au gré de difficultés économiques pouvant déboucher à tout moment sur la tentation d'une « fuite en avant ». Le nassérisme était d'ailleurs concurrencé dans le monde arabe, surtout depuis l'échec de la République arabe unie[18*], par le courant socialisant Baath, qui avait déjà pris le pouvoir en Syrie et en Irak[19*]. Les Palestiniens, eux, commençaient à comprendre à quel point ils étaient manipulés par leurs frères arabes, dont ils n'étaient que les supplétifs depuis 1948. Ils travaillaient à prendre leur destin en main en s'organisant sur les plans politique et militaire. En 1965 naquit une structure militaire ayant vocation à incarner le nationalisme palestinien : le Fatah. Bientôt, les groupes armés palestiniens s'implantèrent en force en Jordanie, encouragés par Damas.

La Syrie était devenue l'ennemi le plus déterminé de l'État hébreu, surtout depuis la mise en œuvre par les Israéliens d'un système national d'adduction d'eau consistant à pomper les eaux du lac de Tibériade et du Jourdain pour irriguer l'ensemble du pays. On ne comptait plus les incidents relatifs aux zones démilitarisées et les agressions de l'artillerie syrienne à partir des hauteurs du Golan contre les kibboutzim de Galilée.

À partir de novembre 1964, Rabin reçut l'autorisation de répliquer aux Syriens en employant la force aérienne. L'aventurisme des leaders syriens l'incitait à des représailles de plus en plus fermes. Le chef du gouvernement Levi Eshkol, en même temps ministre de la Défense, s'en remettait entièrement – « les yeux fermés », prétendait-on, non sans perfidie[9] – à celui qui passait pour l'architecte en chef de la politique de sécurité nationale.

Au début de 1967, le régime syrien sponsorisait ouvertement le terrorisme palestinien, alors que l'Égypte nassérienne apparaissait paradoxalement moins agressive. Rabin lui-même minimisait les velléités égyptiennes de remilitariser le Sinaï en le délestant des Casques bleus de l'ONU. En revanche, il préconisait le renversement du régime baathiste syrien, ce qui lui valut certaines critiques. Il ne risquait pourtant pas grand-chose. Eshkol avait déjà fort à faire avec Ben

Gourion, qui, de sa retraite de Sde Boker, dénonçait sans aménité sa « mollesse » supposée.

Les événements de mai 1967 balayèrent ces états d'âme. La tension avait atteint un seuil critique avec Damas. Après avoir espéré rester à l'écart des boutefeux syriens, Nasser fut contraint de s'engager sous peine de passer lui-même pour indécis et irrésolu. Fidèle à son personnage, il se lança dans une surenchère par laquelle il exigea des Nations unies le retrait des Casques bleus du Sinaï.

Contre toute attente, le secrétaire général des Nations unies U Thant accéda aussitôt à cette demande, ouvrant la voie à la remilitarisation de la péninsule. L'affrontement était désormais probable, l'Égypte obtenant même le retrait des forces onusiennes de la bande de Gaza et du détroit de Tiran. Un embargo égyptien fut décrété dans la foulée contre les navires israéliens cheminant par ce détroit vers le port d'Eilat. Il s'agissait bel et bien d'un blocus, qui n'était rien de moins qu'un acte de guerre.

Nasser reprit son rôle favori de fier-à-bras : « Si les dirigeants israéliens et le général Rabin veulent la guerre, ils sont les bienvenus, nous les attendons[10] ! » La Voix du Caire inondait les ondes de propos bellicistes qui vouaient les Juifs à l'anéantissement. La réponse israélienne était une chanson populaire tournant en dérision le raïs égyptien sur le thème « Nasser attend Rabin, aïe, aïe, aïe[11] ! ».

De jour en jour, la crise se fit plus inquiétante. Chez les Arabes, elle attisait un désir de revanche à la hauteur des humiliations passées en même temps que l'illusion d'une éradication définitive de l'« entité sioniste ». Pour les Israéliens, l'affaire était plus complexe : la guerre, soit, mais à front unique comme en 1956 ou sur plusieurs fronts à la fois comme en 1948 ?

Le doute planait sur la réalité de la menace. Il dominait aussi la question de savoir s'il fallait laisser l'initiative du conflit aux pays arabes ou déclencher une action préemptive ; ou celle de la mobilisation de réservistes sur une durée indéterminée et à un coût prohibitif ; ou encore celle de la vulnérabilité des grands centres urbains, voire des installations nucléaires de Dimona.

Ces interrogations étaient rendues encore plus sensibles par le facteur temps qui jouait contre Israël, à l'image du couperet du *zeitnot*[20*] aux échecs. Divisant profondément la société comme l'*establishment* israélien, elles plaçaient Rabin en porte-à-faux. Depuis trois ans et demi qu'il était à la tête de Tsahal, son autorité et son rôle de garant de la sécurité d'Israël lui valaient un statut de quasi-ministre. Et voici qu'à l'acmé d'une crise majeure, il se retrouvait coincé

entre les politiques et les militaires, du fait de l'attentisme apparent du gouvernement et de son chef, Levi Eshkol.

Il y avait pourtant loin du clivage classique entre « faucons » et « colombes ». Les diplomates et leur ministre Abba Eban étaient réservés sur l'option militaire pour des raisons d'opportunité plus que de principe : en prenant l'initiative de la guerre, Israël risquait de se retrouver isolé sur le plan international et d'encourir de nouveau la colère des États-Unis, desquels dépendaient les fournitures d'armements. D'autres ministres dont Moshe Haïm Shapira, ministre de l'Intérieur et chef du Parti national religieux, étaient hostiles à une guerre pouvant mettre en péril l'existence d'Israël.

Rabin, lui, était convaincu, à l'instar de ses collègues généraux, qu'Israël devait aller à la guerre. Il évitait pourtant de se heurter à un Levi Eshkol de plus en plus critiqué dans le pays pour ses atermoiements. Le chef du gouvernement était-il indécis ou lucide ? Non sans raison, il estimait qu'Israël ne pouvait se payer le luxe de provoquer les Américains, compte tenu notamment de l'avertissement que lui avait délivré le président Johnson de « ne pas tirer le premier[21*] ».

Peut-être Eshkol ne croyait-il pas au bluff de Nasser et aux vertus de la modération. Il ne s'interrogeait pas moins : « Devrons-nous vivre toute notre existence sur la brèche[12] ? » Le vrai problème d'Eshkol n'était pas sa détermination, mais son style et son image. Ceux-ci pouvaient être franchement désastreux. Dans un de ses discours radiodiffusés en direct, il bafouilla péniblement son texte, trahissant ainsi sa nervosité et son angoisse. Les généraux se montraient impatients et, pour certains, au bord de la révolte. Une rencontre impromptue entre Eskhol et l'état-major de Tsahal se passa fort mal et le ton monta rapidement. Bien sûr, tous ces généraux, d'Ezer Weizman à Uzi Narqis, ignoraient le dessous des cartes, en particulier les tractations qui se déroulaient à Washington entre les diplomates israéliens et la Maison Blanche.

Rabin se retrouva entre deux feux plus qu'il n'eût fallu, ballotté entre des pressions opposées dans un contexte de plus en plus explosif. Il crut pouvoir s'épancher auprès de Ben Gourion, qui avait demandé à le voir. On était le 22 mai. Le « Vieux » avait perdu la main et restait hanté par l'expédition de Suez quand, la mort dans l'âme, il avait dû reculer devant le courroux des Américains. Son amertume se mua en agressivité face à Rabin : « Comment osez-vous mettre Tsahal seule aux prises avec l'ensemble du monde arabe ? Vous avez conduit le pays à une situation critique et vous en portez la responsabilité. On ne doit pas faire la guerre car nous sommes trop isolés[13]. » Il n'eut pas plus de chance avec Moshe Dayan, qu'il consulta ce même jour et qui

fut également critique, quoique évasif quant à la tournure des événements. Au fond, lui aussi croyait à la guerre sans le reconnaître ouvertement.

En première ligne, sans soutien réel à ses côtés, Rabin ne pouvait qu'être ébranlé. En proie au doute et à un sentiment de culpabilité[22*14], épuisé par le stress et le manque de sommeil, il fut même à deux doigts de craquer nerveusement. Témoin de son désarroi, Ezer Weizman vit « un homme brisé et découragé », précisant même l'avoir dissuadé de démissionner[23*15].

Placé sous sédatifs, Rabin ne reprit son poste qu'au bout d'une journée et demie. La thèse officielle fit état d'un « empoisonnement à la nicotine », mais les spéculations sur l'équilibre psychologique du premier soldat d'Israël allèrent bon train.

Malgré la fermeture du détroit de Tiran par l'Égypte, le gouvernement ne se décidait toujours pas à arrêter sa position et sondait en permanence Washington. Pendant ce temps, le roi Hussein de Jordanie et l'Égypte signaient un accord de défense[24*], bientôt rejoints par l'Irak. En Israël, une campagne se développa contre Eshkol, accusé de ne pas être à la hauteur de sa fonction. Sous les pressions conjuguées du « clan Ben Gourion », des médias et de l'opinion publique, Eshkol dut céder le ministère de la Défense à Moshe Dayan.

Le recours à Dayan, fort de son image de sauveur de la nation, accréditait clairement l'option de la guerre. De fait, l'ancien vainqueur de Suez engrangea la plus grande part du mérite de la victoire éclair que l'armée israélienne remporta sur ses ennemis coalisés. En moins d'une semaine, l'aviation arabe ayant été anéantie dès les premières heures du conflit, Tsahal conquit à la fois le Sinaï, la bande de Gaza, le plateau du Golan ainsi que la rive occidentale du Jourdain. Et Jérusalem.

Hautement symboliques, les photographies représentant les soldats israéliens se recueillant devant le Mur des lamentations pour la première fois depuis presque vingt ans firent le tour du monde. Tout aussi inédite était l'image de Rabin et Dayan côte à côte, entrant fièrement dans la Vieille Ville par la porte des Lions. Plus tard, Rabin confierait : « Je savais que plus jamais dans mon existence je ne revivrais une telle exaltation[16]. » Derrière le symbole, bien sûr, il y avait des tiraillements et même des dissensions entre les deux grands chefs militaires d'Israël. Ayant refusé à Dayan le commandement du secteur Sud, Rabin ne pouvait voir de gaieté de cœur l'homme au bandeau noir devenir son supérieur hiérarchique et remporter la mise sur le plan politique.

Les deux hommes divergeaient aussi bien sur la stratégie à adopter. Rabin réagissait en militaire, s'employant à saisir le moindre avantage. Dayan se

comportait en politique, obsédé par l'éventualité d'une intervention soviétique dans le conflit. Dayan se plaignit que Tsahal, malgré ses réserves, eût progressé jusqu'au canal de Suez. De son côté, Rabin découvrit que Dayan, après s'être dit longtemps hostile à toute action contre la Syrie, avait ordonné à son insu au commandant du secteur Nord de s'emparer des hauteurs du Golan.

Le 28 juin 1967, Yitzhak Rabin prononça un discours historique à l'université du mont Scopus, qui venait de le nommer docteur *honoris causa*. À travers sa personne était rendu un hommage vibrant à l'armée israélienne. Il était le vainqueur de la guerre des Six-Jours[25*] et sa carrière militaire était à son zénith. Même si Moshe Dayan, fidèle à lui-même, monopolisait la scène médiatique, il n'avait pas été le concepteur d'un triomphe militaire dont Rabin était le véritable architecte. Et à l'époque, rares étaient les Israéliens à prédire que les territoires nouvellement occupés par Tsahal – surtout la Cisjordanie – constitueraient une gêne beaucoup plus qu'un véritable atout.

Sa mission de chef d'état-major général de l'armée israélienne étant achevée, Rabin se tourna vers la politique où il était un novice. Il avait très vite compris la nécessité d'une expérience différente, mais aussi d'une transition préalable. Le gouvernement ne pouvait rien lui refuser. Il obtint le poste d'ambassadeur à Washington, malgré les réticences du ministre des Affaires étrangères Abba Eban, qui ne le tiendrait jamais en haute estime. Le Premier ministre Eskhol, lui, avait failli en tomber de son fauteuil de stupéfaction : « Enfin, Yitzhak, tu n'es pas un diplomate[17] ! »

Bien sûr, Rabin n'avait ni le comportement ni les réflexes du diplomate et son anglais restait lacunaire. Il bénéficiait cependant du prestige incomparable du héros de guerre en un temps où l'Amérique s'enlisait militairement au Vietnam. Pour le nouvel ambassadeur, les États-Unis étaient la promesse d'une vie familiale redevenue normale en compagnie de sa femme Leah, mais aussi d'une vie politique riche, d'un système institutionnel bien huilé et de réseaux efficaces.

Au début, il n'évita pas certaines maladresses, en se piquant par exemple de traiter directement avec la Maison Blanche, sans trop se soucier du Congrès ou des médias. Ses relations avec le président Johnson furent seulement courtoises et Rabin dut apprendre à s'appuyer sur d'autres relais. Parmi ceux-ci, des personnalités influentes comme l'homme d'affaires Max Fisher ou encore le patron de la Réserve fédérale Arthur Burns. Il découvrit également le poids des lobbies et d'une organisation comme l'AIPAC[26*].

Ces appuis étaient utiles sur les deux grands dossiers dont il hérita d'emblée. Le premier était celui de la fourniture d'armes américaines sophistiquées

à Tsahal. Depuis que la France, grand fournisseur d'Israël dans les années 1950, avait décrété un embargo partiel[27*] et qu'il en allait à peu près de même du côté anglais, les dirigeants israéliens plaçaient tous leurs espoirs dans les États-Unis. La méfiance traditionnelle de Washington était d'ailleurs en train de s'effriter. Le président Johnson venait de s'engager sur la livraison d'une cinquantaine d'avions F4 Phantom, mais la promesse traînait en longueur. Rabin se rappela au bon souvenir du chef de la diplomatie américaine Dean Rusk et au ministre de la Défense Clark Clifford. Il parvint à ses fins, mais ce ne fut qu'aux derniers jours de la présidence Johnson que l'ordre formel fut donné, et il fallut attendre encore une année supplémentaire pour qu'il soit exécuté.

L'autre dossier prioritaire de Rabin[28*] était la gestion politique de l'après-guerre, notamment la question des territoires occupés par Israël. Le cauchemar des Israéliens était la réitération de la politique d'Eisenhower en 1957 consistant à rendre sans contrepartie les territoires conquis militairement. Le camp arabe avait beau durcir son intransigeance – surtout au lendemain du sommet de Khartoum de septembre 1967 –, les Américains ne se satisfaisaient pas du *statu quo* et poussaient à un accord de paix. La doctrine proche-orientale de Washington trahissait la hantise de s'aliéner définitivement les pays arabes et de laisser ainsi le champ libre aux Soviétiques.

Rabin se retrouva bientôt au centre de tiraillements sérieux entre Américains et Israéliens. Sa mission de garantir le soutien de Washington à un *statu quo* régional dans l'attente d'un règlement politique était compliquée. Elle s'éclaircit avec l'arrivée de Richard Nixon à la Maison Blanche, en janvier 1969, même si les relations entre Rabin et le nouveau secrétaire d'État William Rogers ne furent pas simples. Le plan Rogers révulsa Jérusalem car il mettait l'accent sur le retrait d'Israël des territoires plutôt que sur la recherche d'un accord de paix. Pendant ce temps, les Égyptiens multipliaient les actions militaires de harcèlement dans le Sinaï et le terrorisme palestinien reprenait de la vigueur.

Les relations furent meilleures avec Nixon lui-même. Celui-ci n'oubliait pas qu'il avait été reçu par Rabin en Israël en 1966, en un temps où l'ex-vice-président passait pour un canard boiteux[29*]. Surtout, Rabin s'entendit aussitôt avec Henry Kissinger, le conseiller national à la Sécurité dont l'influence allait croissant[18].

À l'inverse, ses relations avec Abba Eban devinrent vite difficiles, leur inimitié étant désormais notoire[19]. Opposition classique entre un diplomate et un militaire, certes, à laquelle s'ajoutaient des différends personnels. Un esprit aussi doué et raffiné qu'Eban, issu de Cambridge, ne pouvait s'entendre avec un *sabra*

rugueux doublé d'un militaire rigide. L'amertume entre les deux hommes s'était cristallisée en 1967, quand Eban doutait ouvertement du soutien de Washington à une guerre déclenchée par Israël sur le seul motif de la fermeture par l'Égypte du détroit de Tiran. Les événements lui avaient donné tort et leur relation s'était envenimée depuis que le nouveau Premier ministre, Golda Meir[30*], n'hésitait pas à traiter directement avec son ambassadeur Rabin par-dessus la tête de son ministre des Affaires étrangères Eban.

Inflexibles, Rabin et Meir en tenaient tous deux pour une politique de représailles, notamment de raids aériens contre les agressions répétées de l'Égypte qui s'était procuré des missiles sol-air de type SAM. Désormais diplomate, Rabin entendait toutefois faire preuve de souplesse envers les Américains. La situation avait beaucoup évolué depuis 1970, avec la disparition subite de Nasser et l'écrasement du mouvement palestinien par le pouvoir jordanien lors du fameux « Septembre noir ». Si la Syrie, soutenue par l'URSS, avait la tentation d'intervenir au nom des Palestiniens, Israël agissait comme la main armée de l'Amérique pour protéger le roi Hussein.

Sous la présidence Nixon, les relations israélo-américaines restèrent au beau fixe. Rabin en était l'incarnation inattendue. Il ne cessera d'exhorter le pouvoir israélien à composer afin de s'assurer la bonne volonté de l'administration américaine et notamment du couple exécutif Nixon-Kissinger. Ce n'était pas l'état d'esprit de Golda Meir, qui ne voulait pas entendre parler d'accord global ni même partiel. Or l'heure n'était plus au raidissement, tandis que le nouveau raïs égyptien, Anouar el-Sadate, multipliait les initiatives constructives et coupait les ponts avec Moscou pour se rapprocher de Washington.

Dès 1972, Rabin comprit que sa mission était achevée. Son intérêt politique personnel était de rentrer rapidement en Israël. La détérioration de ses relations avec Meir, l'hostilité persistante d'Eban ainsi que la concurrence de Dayan l'y poussaient. Il échoua cependant à négocier son retour contre un poste ministériel. Aux États-Unis, il avait aussi ses détracteurs, à commencer par la communauté juive américaine. Viscéralement démocrates, les Juifs américains ne comprenaient pas pourquoi l'ambassadeur d'Israël s'engageait aussi ouvertement en faveur de la réélection de Richard Nixon à la Maison Blanche. La grande presse new-yorkaise, elle, ne tarda pas à qualifier Rabin de « diplomate non diplomate[20] ».

En mars 1973, Rabin rentra définitivement en Israël. D'Amérique, il rapportait des relations prometteuses avec Henry Kissinger, outre une fascination sans bornes pour l'*American Way of Life* et l'économie de marché. Le temps où le

jeune Yitzhak défendait les idées socialisantes de sa mère Rosa et se fixait le kibboutz pour horizon était bien révolu.

Martyr de la paix

Rabin espérait s'aguerrir avant de se lancer dans le grand bain de la politique aux élections générales d'octobre 1973. La guerre de Kippour, la première à laquelle il ne participait pas en tant que soldat, en décida autrement, déterminant du même coup la suite de sa carrière politique. Il eût été naturel qu'il reprît du service à un poste de commandement. Ministre de la Défense, Moshe Dayan en rejeta vigoureusement l'idée : il ne pouvait y avoir qu'une star à la tête de Tsahal. Il se souvenait aussi qu'en 1967 Rabin lui avait refusé une faveur analogue.

Tout révulsait Rabin dans cette quatrième guerre israélo-arabe, à commencer par la doctrine défensive de Tsahal, symbolisée par la ligne Bar-Lev, qui était aux antipodes de la mobilité qu'il avait prônée dans le passé.

Relégué à un rôle obscur de collecteur de fonds d'urgence, Rabin fut épargné par les critiques sur le fiasco militaire israélien et par l'enquête de la commission Agranat[31*] qui s'ensuivit. Retardées à fin décembre, les élections furent remportées par les travaillistes, mais laissaient le gouvernement Meir affaibli et en sursis. La guerre avait coûté 10 milliards de dollars et paralysait l'économie israélienne[32*]. Elle avait surtout ébranlé la confiance de la population. Pressenti pour le ministère de la Défense, Rabin se heurta une nouvelle fois à l'opposition de Dayan, mais aussi à celle de Shimon Peres. Il dut se contenter du ministère du Travail.

Ses relations avec Golda Meir achevèrent de se détériorer en raison de sa participation à un groupe de réflexion composé d'anciens officiers supérieurs, surnommé péjorativement la « Nuit des généraux ». Les positions politiques de Rabin l'éloignaient du gouvernement. À ses yeux, tout règlement politique ne pourrait éviter des concessions territoriales, Jérusalem exceptée. Rendre Ramallah aux Arabes n'était pas une « question de vie ou de mort », le noyau dur de la Cisjordanie n'ayant pas vocation à être conservé par Israël et encore moins à être colonisé. Et la Bible, si souvent invoquée par les religieux nationalistes pour revendiquer le Grand Israël, « n'était pas un cadastre du Moyen-Orient, mais une illustration de valeurs dont le propos dépassait largement la politique[33*21] ».

À la démission du gouvernement Meir, une bataille féroce s'engagea chez les travaillistes pour désigner son successeur. Tout opposait les deux principaux prétendants, Rabin et Peres. Leur rivalité remontait à une bonne quinzaine d'années. À cette époque, homme fort du ministère de la Défense, Peres s'était évertué à bloquer la désignation de Rabin à la tête de l'état-major militaire. Leurs personnalités étaient incompatibles. Peres était un imaginatif doublé d'un politicien madré. Plus introverti et plus froidement rationnel, Rabin avait le bon sens des kibboutznik que renforçait l'esprit pratique des militaires. L'un se voulait un intellectuel avec des prétentions artistiques, tandis que l'autre se consacrait au service de l'État. L'un renvoyait à l'origine diasporique du peuple israélien, alors que l'autre incarnait le *sabra* pur et dur.

Sur le plan politique, digne héritier de Ben Gourion, Peres avait le soutien du Rafi et de la gauche du Mapaï. Rabin, lui, avait l'appui de la vieille garde du Mapaï et de l'*Ahdout Ha'Avoda*. Il était surtout le choix de Pinhas Sapir, qui passait pour le faiseur de rois chez les travaillistes. Peres était plus doué pour les campagnes électorales que Rabin, qui avait bien du mal à se débarrasser d'une certaine raideur naturelle tout autant que de son aversion pour la foule. Pourtant Rabin fut désigné à une courte majorité[34*] par le Mapaï pour succéder à Golda Meir en juin 1974. S'il avait été le plus âgé des chefs d'état-major de Tsahal, il était à 52 ans le plus jeune Premier ministre qu'Israël eût jamais eu.

Sans doute la consécration venait-elle un peu tôt, car Rabin n'était pas préparé à diriger le gouvernement. Il eut du mal à constituer une coalition, même fragile, avec les indépendants libéraux, puis, plus tard, avec le Parti national religieux qui avait été de toutes les coalitions précédentes. Une trêve avait été conclue avec Peres, qui s'était vu offrir le portefeuille de la Défense. Pour autant, Rabin ne se faisait aucune illusion.

La grande vulnérabilité de Rabin était de ne pas avoir été légitimé par des élections. Elle tenait aussi à la radicalisation de partis religieux jusque-là modérés et alliés des travaillistes. Le Parti national religieux subissait l'influence croissante des colons et des activistes hostiles aux concessions territoriales. Il était partisan du *statu quo* sur la question des territoires occupés, tout autant que les orthodoxes du *Goush Emounim* (« Bloc de la foi ») et autres démagogues à visée messianique qui poussaient à la colonisation intensive de ces territoires.

Son gouvernement de coalition étant dominé par les « faucons » – jusqu'à son principal allié au sein du cabinet, Israel Galili, l'ancien chef d'état-major de la Haganah –, Rabin pressentit que ses relations avec Washington ne seraient pas commodes. Henry Kissinger restant aux commandes de la diplomatie américaine

après la démission du président Nixon[35*], son ambition était de faire bouger les lignes au Proche-Orient. Il s'ensuivit une succession de « navettes » et de « petits pas » entre les capitales régionales qui s'avéra au final très décevante. Les diplomates américains firent porter la responsabilité de cet échec à Israël. Amer, Kissinger menaça l'État hébreu d'une « réévaluation » de sa politique régionale, et en particulier de la relation bilatérale avec Jérusalem. Rabin ne pouvait s'y tromper. Il s'agissait d'une lourde menace sur la relation israélo-américaine[22].

La position de Rabin devenait très inconfortable. D'un côté, il était aiguillonné par la hantise américaine d'un enlisement au Proche-Orient, au lendemain d'un choc pétrolier qui reflétait la montée en puissance du monde arabe. D'un autre côté, il était contraint par le refus de toute concession territoriale exprimé par une grande partie de la droite israélienne. Scandalisé par les pressions du *Gush Emounim* en qui il voyait un cancer au cœur de la société israélienne, révolté également par l'attitude ambiguë de leaders travaillistes comme Peres envers les colons, Rabin temporisa afin d'éviter la logique des concessions. Cela ne pouvait durer bien longtemps.

Un accord intérimaire sur le Sinaï fut conclu avec l'Égypte en septembre 1975, les deux pays convenant de régler désormais leurs profonds désaccords par des moyens pacifiques. Cet accord, arraché au forceps, fut le premier jalon vers le traité de paix de 1979 avec l'Égypte. Afin d'atténuer l'isolement du président égyptien Sadate dans le monde arabe, Rabin accepta de discuter de perspectives de paix avec la Jordanie. Israël et la Jordanie avaient la Syrie et l'OLP pour ennemis communs. Il était de l'intérêt de Jérusalem d'aider à la survie du régime hachémite, comme cela s'était déjà passé en septembre 1970. Dès avril 1974 avait eu lieu une première rencontre secrète avec le roi Hussein. Il y en aurait d'autres[36*].

En juillet 1976, un avion d'Air France fut pris en otage par un commando composé de membres du Front populaire de libération de la Palestine et des Cellules révolutionnaires. Yitzhak Rabin donna l'ordre aux forces spéciales de Tsahal d'exécuter un raid sur Entebbe (opération « Entebbe » ou opération « Thunderbolt »), dans l'Ouganda du dictateur Idi Amin Dada où l'avion avait été détourné. Parvenant à libérer la quasi-totalité des otages encore retenus, le raid fut considéré comme une réussite militaire israélienne éclatante.

Cet épisode mit un peu de baume au cœur à un Rabin assailli par les difficultés gouvernementales. Mais fin 1976, ce fut le coup de grâce avec la dénonciation virulente et savamment orchestrée du non-respect du shabbat sur une base

militaire israélienne. Ce jour-là, l'aviation israélienne réceptionnait officiellement quatre jets F-15 que Tsahal attendait depuis des mois avec impatience. Le parti *Ahgoudat Yisrael* fit voter une motion de défiance sur laquelle le Parti national religieux, membre de la coalition au pouvoir, s'abstint. La motion fut rejetée, mais Rabin renvoya les ministres du PNR coupables d'avoir enfreint la solidarité gouvernementale. Lui-même dut cependant démissionner peu après et provoquer de nouvelles élections, en mai 1977. Ironiques, les journalistes firent des gorges chaudes de cette « brillante manœuvre ».

La période de transition fut tout sauf sereine. À peine installé à la Maison Blanche, le président démocrate Jimmy Carter décida d'un revirement de la politique américaine au Proche-Orient, entraînant une détérioration perceptible des relations avec Israël. Ce n'était encore rien comparé à la vague d'émotion que suscitèrent les révélations d'un journaliste de *Haaretz* concernant le couple Rabin qui, durant son long séjour à Washington, avait ouvert dans une banque américaine un compte joint en dollars, au mépris des lois fiscales israéliennes[37*]. Le scandale atteignit son apogée lorsqu'un autre quotidien israélien, *Maariv*, révéla que Yitzhak et Leah Rabin possédaient non pas un, mais deux comptes bancaires aux États-Unis, pour des avoirs de l'ordre de 10 000 dollars, et qu'une forte amende leur avait été infligée de ce fait par l'administration fiscale israélienne.

Contraint de se retirer du parti travailliste et de renoncer à sa candidature au poste de Premier ministre, Rabin entama une traversée du désert qui devait durer une quinzaine d'années. En mai 1977, pour la première fois depuis la création d'Israël, la gauche perdit les élections générales au profit de la droite, représentée par le Likoud de Menahem Begin. Au-delà des déconvenues de Rabin, la gauche travailliste était usée par près de trente ans de pouvoir continu et, dorénavant, de scandales à répétition[38*].

Rentré dans le rang, Rabin siégea à la Knesset au sein de la Commission des Affaires étrangères et de la Défense, jusqu'en 1984. La droite au pouvoir connut elle-même des difficultés, au point de devoir former des gouvernements d'union nationale. Au sein des cabinets dirigés par Yitzhak Shamir puis Shimon Peres, Rabin retrouva le portefeuille de la Défense qu'il avait détenu une décennie plus tôt. Ce ne fut guère une sinécure, car la guerre du Liban décidée auparavant par Begin avait conduit Tsahal à occuper la partie méridionale de ce pays. Aux affaires, Rabin ordonna le retrait partiel de l'armée jusqu'à une « zone de sécurité », mais se montra inflexible face aux agressions répétées des activistes

palestiniens. Rabin ferait notamment réprimer avec vigueur la première Intifada. Il traînait alors la réputation d'un « briseur d'os », adepte du « gant de fer ».

La guerre du Liban fut catastrophique du point de vue de l'image internationale d'Israël. Au même moment, la Jordanie renonça définitivement aux territoires situés à l'ouest du Jourdain et Washington reconnut l'OLP comme représentant du peuple palestinien. Rabin comprit qu'on avait changé d'époque et que l'intransigeance était vouée à l'impasse.

En 1990, Rabin redevint député à la Knesset et ses avatars passés tombèrent peu à peu dans l'oubli. Peres, lui, avait fait échouer le parti travailliste à toutes les élections depuis 1977. Il avait perdu la main et ses échecs répétés entraînèrent par contrecoup le plébiscite de Rabin, à qui l'on reconnaissait désormais de l'autorité et de l'habileté politique. Sa popularité devint telle que, deux ans plus tard, il prit sa revanche en se faisant élire à la présidence du parti travailliste. On était en 1992.

Aux élections générales de juin, la campagne des travaillistes fut axée sur la personnalité de Rabin, chose impensable quelques années plus tôt. Il l'emporta de peu – les travaillistes ne recueillant que 44 sièges à la Knesset –, mais fut en mesure de former une large coalition avec des partis de gauche comme le *Meretz*, les partis arabes et même le *Shas*, un parti ultra-orthodoxe.

Rabin avait retenu les leçons de son premier gouvernement. Veillant à ce que sa rivalité avec Peres ne s'envenime pas, il lui offrit à contrecœur le ministère des Affaires étrangères, ce qui lui donnait *de facto* la deuxième position au sein du gouvernement. Mais la répartition des responsabilités avec le Premier ministre, qui gardait en même temps le portefeuille de la Défense, était cette fois bien établie.

D'emblée, le nouveau chef du gouvernement exerça son autorité contre les agressions permanentes des milices du Hezbollah dans le nord d'Israël. En juin 1993, il ordonna une opération militaire de grande ampleur au Sud-Liban. Toutefois, la situation avait bien évolué depuis 1991, au lendemain de la conférence de Madrid[39*] qui avait amorcé un processus vertueux de négociation.

Rabin exprimait des réserves sur les « grandes conférences ». Depuis sa première expérience diplomatique en 1949, il ne croyait pas à des négociations globales entre Israël et les pays arabes, préférant traiter avec ceux-ci séparément. Mais jusqu'où était-il prêt à aller ? Sans doute était-il partisan de mettre un terme à la colonisation qui, à ses yeux, hypothéquait les ressources d'Israël tout en minant sa position internationale. Sans doute aussi souhaitait-il réparer la relation détériorée de l'État hébreu avec les États-Unis. Pourtant, il ne parlait

publiquement que de modifier l'agenda national et opposait un refus catégorique à toute renonciation sur le Golan.

Il y eut quelques rencontres à Moscou et à Paris. Les plus importantes se tinrent cependant à Washington, où l'administration Clinton, dans la logique du processus de Madrid, travaillait à rapprocher Israël de la Syrie. Rabin ne nourrissait aucune illusion sur un réchauffement avec Damas. Dès le début, le président syrien Assad se montra inflexible sur l'exigence d'un retrait total des forces israéliennes du Golan avant même d'entrer dans un processus de discussion : une exigence inacceptable pour Jérusalem en l'absence de toute garantie de contrepartie substantielle et face au refus obstiné d'Assad d'envisager une normalisation des relations entre les deux États.

Faute de progrès à Washington, Rabin fit preuve de pragmatisme et encouragea, dès février 1993, des négociations parallèles entamées dans le plus grand secret – même certains de ses plus proches conseillers n'en furent pas informés – deux mois plus tôt à Oslo. Leur objectif : parvenir à un accord formel entre Israël et l'Organisation de libération de la Palestine. Ces pourparlers clandestins furent menés, côté israélien, par Shimon Peres et son adjoint aux Affaires étrangères, Yossi Beilin[40*]. Ils ne furent pas simples et Rabin avait tout lieu de craindre que ces discussions d'Oslo ne compromettent celles de Washington. Pour couronner le tout, il restait suspicieux envers Shimon Peres qui ne manquerait pas, en cas d'accord avec les Palestiniens, de se présenter en champion exclusif de la paix.

À l'été 1993, il ressortit clairement que les tractations avec la Syrie étaient dans l'impasse. Pour Rabin, il ne pouvait être question de lâcher le Golan, tant il était attaché politiquement et psychologiquement à la sécurité de la haute Galilée. Assad, lui, persistait dans son refus de reconnaître Israël et même de négocier directement avec ses représentants. Comment faire confiance à Damas dans ces conditions, compte tenu, au surplus, d'une opinion publique israélienne plus que mitigée ?

Rabin en vint à la conclusion que le processus d'Oslo était plus prometteur que l'« option syrienne » qui avait cessé d'en être une, quitte à indisposer les Américains. Il renforça l'équipe des négociateurs israéliens en y adjoignant des hommes à lui : Haïm Ramon, Éphraïm Sneh et surtout Elyakim Rubinstein, chef des négociateurs à Washington. Et il n'informa que très partiellement ses partenaires américains de la tournure de la situation. S'il était indispensable que ceux-ci avalisent l'accord à venir, Rabin craignait qu'ils en viennent à régenter les négociations entre Israéliens et Arabes : un exercice d'autant plus délicat

qu’il n’était guère dans les habitudes de Washington de jouer les greffiers ou les facilitateurs.

Les discussions avec les Palestiniens débouchèrent sur un accord d’autonomie prévoyant la création d’une Autorité palestinienne devant préluder, à Gaza puis à Jéricho en attendant mieux (en Cisjordanie), à l’ébauche d’une entité souveraine. Pour Rabin, les accords allaient dans le bon sens en comprenant plusieurs phases, étalées sur une période de cinq ans, permettant d’envisager ce processus en douceur.

En septembre 1993 fut rendu public un échange de lettres de portée historique : l’engagement formel du leader palestinien Yasser Arafat de renoncer à la violence et de reconnaître l’État d’Israël et la reconnaissance corrélative de l’OLP par Rabin. Malgré leur forte répugnance à laisser tomber les discussions avec Damas, les Américains durent reconnaître l’importance de ce coup de tonnerre.

Quatre jours plus tard, le 13 septembre, sur la pelouse de la Maison Blanche, eut lieu l’officialisation en grande pompe de ces négociations en présence de deux anciens présidents américains, George Bush et Jimmy Carter, de huit anciens secrétaires d’État, de tout le Congrès, la Cour suprême, ainsi que de nombreux ministres des Affaires étrangères et ambassadeurs : au total, trois mille invités et un millier de journalistes triés sur le volet. L’acmé de cette journée historique restera la poignée de main historique entre Rabin et Arafat, sous les auspices d’un président Clinton rayonnant.

Seul un militaire ayant le prestige et la légitimité de Rabin pouvait se permettre un geste historique de cette nature. Il lui avait pourtant répugné de serrer la main d’Arafat, admettant par la suite : « Il n’a pas été facile pour un ancien soldat comme moi, pour un ancien combattant, d’arriver jusqu’ici, jusqu’à ce jour. » Quel qu’ait été son sentiment, il ne pouvait être absent de cette cérémonie, comme il l’avait d’abord envisagé, ne serait-ce que pour ne pas laisser la vedette au seul Peres…

L’enthousiasme de la communauté internationale et d’une grande partie de l’opinion publique mondiale pour les accords d’Oslo fut quasi immédiat. Un an plus tard, recevant le prix Nobel de la paix en compagnie de Yasser Arafat et de Shimon Peres, Rabin déclara : « Nous, les soldats qui sommes revenus de la bataille tachés de sang, nous qui avons combattu contre vous, les Palestiniens, nous vous disons aujourd’hui d’une voix forte et claire : “Assez de sang et de larmes ! Assez !” »

Les accords d'Oslo contenaient une déclaration de principe sur l'autonomie palestinienne, tout en créant effectivement une Autorité palestinienne ayant vocation à se transformer en État palestinien indépendant à l'horizon de 1999[41*]. Un nouvel avenir semblait se dessiner.

Déclarations spectaculaires et choc des photos mis à part, Rabin restait assez mitigé sur cette évolution. Certes, le *statu quo* post-1967 et le quant-à-soi étaient devenus intenables pour Israël. Mais la situation nouvelle exigeait des protagonistes une confiance qui n'existait pas encore, loin de là. Peut-être Rabin n'envisageait-il, en définitive, qu'une autonomie améliorée en faveur des Palestiniens. Ceux-ci, il est vrai, ne songeaient qu'à un simple *modus vivendi* avec Israël, devant ouvrir sur de futures revendications. Plus tard, Rabin soutint que la frontière de sécurité de l'État d'Israël devait être située dans la vallée du Jourdain, « dans le sens le plus large du terme », englobant de la sorte les territoires palestiniens dont les accords d'Oslo devaient établir la future autonomie[42*].

En septembre 1995, de nouveaux accords, dits « Oslo II », furent signés à Washington. Ils prévoyaient une extension du contrôle de l'Autorité palestinienne à de nouveaux secteurs en Cisjordanie. Pour autant, la question d'un État palestinien n'était pas encore à l'ordre du jour tant étaient virulentes en Israël les oppositions de ceux qui refusaient de revenir à si bon compte sur les frontières de 1967. Rabin s'employa à préciser sa position sur l'Autorité palestinienne afin de calmer le jeu : « Nous voulons que cette entité soit moins qu'un État gérant en toute indépendance les Palestiniens sous son autorité… Nous ne reviendrons pas sur les frontières établies le 4 juin 1967[43*]. »

Malgré tout, manifestations et pétitions se succédèrent sans relâche, perturbant les travaux parlementaires. Rabin eut beau rester de marbre en affirmant maintenir sa politique de paix tant qu'il aurait la majorité au Parlement, sa voie demeurait étroite et, d'ailleurs, il n'était guère encouragé par les Palestiniens eux-mêmes. L'encre des accords d'Oslo à peine sèche, le Hamas et d'autres factions activistes palestiniennes reprirent les attentats suicides contre Israël. Au même moment, Arafat affirmait devant la télévision jordanienne que les Palestiniens recevraient les territoires concédés par Israël comme « tremplin pour procéder à d'autres gains territoriaux jusqu'à ce qu'ils obtiennent la libération totale de la Palestine, la liquidation de l'État juif ».

Du moins Rabin put-il se prévaloir, dans la logique d'Oslo, d'une réalisation concrète importante : un traité de paix avec la Jordanie. Signé à Washington en octobre 1994, il donna l'occasion à Rabin de démontrer des talents d'orateur

jusque-là insoupçonnés : « Moi, Yitzhak Rabin, militaire sous le matricule n° 30743, général en retraite, soldat de Tsahal et dans l'armée de la paix… nous déclenchons aujourd'hui une guerre qui n'aura ni morts ni blessés, ni sang ni souffrance, la guerre pour la paix[23]. »

Cela ne suffit pas à calmer la fureur de ses détracteurs en Israël qui l'accusaient d'irresponsabilité, voire de traîtrise. Émanant notamment de *Kahane Kai*, la formation politique créée par le rabbin Kahane, des appels au meurtre commencèrent à se multiplier en direction du « fossoyeur du sionisme ». Rabin les traita par le mépris, tout autant que les vaticinations d'hostilité des Juifs américains au processus de paix qui n'étaient rien d'autre à ses yeux que de la *chutzpah*, de l'impertinence bon marché.

Qui aurait pu cependant se douter que la violence de ces activistes et faucons en tout genre ne se bornerait pas à de vaines paroles ? Un soir de novembre 1995 à Tel-Aviv eut lieu une manifestation de soutien aux accords d'Oslo. Ce soir-là, Rabin paraissait plus épanoui qu'il ne l'avait jamais été, souriant et chantant avec la foule venue soutenir le processus de paix. D'enthousiasme, il se prit à serrer dans ses bras Shimon Peres[44*24], son éternel rival. Comme il quittait le meeting, des coups de feu furent tirés sur lui par un extrémiste nationaliste. Peu après, Rabin succomba à ses blessures.

Le pays fut aussitôt plongé dans la sidération. Des centaines de milliers d'Israéliens vinrent se recueillir sur les lieux de l'assassinat, place des Rois-d'Israël[45*]. De l'étranger affluèrent d'innombrables messages de sympathie. À Jérusalem se constitua aussitôt un cabinet d'urgence sous la direction de Shimon Peres. Les obsèques de Rabin sur le mont Herzl furent un événement aussi impressionnant qu'inédit. Pas moins de soixante-dix-huit pays y furent représentés, tandis que se pressaient une pléiade de chefs d'État, au nombre desquels Bill Clinton, Hosni Moubarak et le roi de Jordanie[46*25].

Les dernières paroles, en hébreu, de l'hommage rendu à Yitzhak Rabin par le président Clinton, *Shalom, chaver* (« Que la paix soit avec toi, mon ami »), firent le tour du monde. Pour autant, l'œuvre de ce militaire qui « s'était enseigné, pas à pas malgré les obstacles, la grammaire de la paix », selon le mot de Henry Kissinger, ne devait pas lui survivre. Aux élections générales de juin 1996, les travaillistes de Peres furent battus par le Likoud de Benyamin Netanyahou. Trois ans plus tard, marquée par l'intensification de la colonisation décidée par le nouveau gouvernement israélien, la période « intérimaire » prévue par les accords d'Oslo s'acheva sans la moindre perspective de création d'un État

palestinien. Une faillite du processus de paix que devait illustrer, en septembre 2000, le déclenchement de la deuxième Intifada.

Bibliographie sélective

BEN ARTZI-PELOSOFF, Noa, *In the Name of Sorrow and Peace*, New York, Alfred A. Knopf, 1996 (traduction française : *Au nom du chagrin et de l'espoir*, traduit de l'anglais par Marie-Thérèse Cuny, Fixot, 1996).

EPHRON, Dan, *Killing a King. The Assassination of Yitzhak Rabin and the Remaking of Israel*, New York, W. W. Norton & Company, 2015.

FREEDMAN, Robert O. (ed.), *Israel Under Rabin*, Boulder, CO, Westview, 1995.

KORT, Michael G., *Yitzhak Rabin. Israel's Soldier Statesman*, Brookfield, CT, The Millbrook Press, 1996.

KURZMAN, Dan, *Soldier of Peace. The Life of Yitzhak Rabin 1922-1995*, New York, HarperCollins, 1998.

RABIN, Leah, *Rabin. Our Life, His Legacy*, New York, G. P. Putnam's Sons, 1997 (traduction française : *Itzhak Rabin, notre vie, son héritage*, traduit de l'anglais par Bella Arman, Odile Demange et Catherine Vacherat, Robert Laffont, 1997).

RABIN, Yitzhak, *The Rabin Memoirs*, Boston, MA, Little, Brown & Company, 1979.

RABINOVICH, Itamar, *Yitzhak Rabin. Soldier, Leader, Statesman*, New Haven (CT) & London, Yale University Press, 2017.

SEGEV, Tom, *1967*, Jerusalem, Keter Publishing House, 2005 (traduction française : *1967. Six jours qui ont changé le monde*, traduit de l'hébreu par Katherine Werchowski, Denoël, 2007).

SHAPIRA, Anita, *Yigal Allon, Native Son. A Biography*, Philadelphie, University of Pennsylvania Press, 2007.

SLATER, Robert, *Rabin of Israel. Biography of the Embattled Prime Minister*, New York, St. Martin's Press, 1993.

1*. Dans la tradition hébraïque (remontant à Aaron, frère de Moïse, et à sa descendance), les Cohen constituent la première caste du peuple juif, celle qui a l'honneur de « servir le Temple » et qui, par suite, est appelée la première à la Torah.

2*. Futur Moshe Sharett, Shertok était l'ami d'un des cousins de Rosa, David Hacohen. À l'époque, Shertok voyait en Rosa « le type même de jeune fille russe intelligente et de haute bourgeoisie qui étouffe dans le cocon familial et n'a de cesse que de s'en affranchir ».

3*. Meir Dizengoff (1861-1936) fut maire de Tel-Aviv de 1921 à 1925, puis de 1928 jusqu'à sa mort. Quand Rosa mourut, en 1937, à l'âge de 47 ans, d'une déficience cardiaque compliquée d'un cancer, des milliers de personnes assistèrent à ses obsèques, parmi lesquelles David Ben Gourion.

4*. Peu après, Rabin participa à sa première mission de sabotage au Liban, en soutien d'unités australiennes. C'est au cours de cette mission, à laquelle participait également Moshe Dayan, que ce dernier fut atteint par un tireur embusqué des forces françaises vichystes et perdit son œil gauche.

5*. En 1943, il commanda ainsi une section à Kfar Giladi.

6*. Obsédé par Latroun, qui commandait, il est vrai, l'accès à Jérusalem, Ben Gourion fut tellement furieux qu'il congédia Rabin, éructant qu'« Yigal Allon devrait être fusillé »…

7*. Connues sous le nom de Tsahal, les forces israéliennes de défense avaient été créées dès mai 1948 en vertu de la quatrième ordonnance promulguée par le gouvernement provisoire.

8*. Sur l'épisode de l'*Altalena*, voir ici.

9*. Le Mapam (Parti unifié des travailleurs) fut créé en janvier 1948.

10*. Haïm Laskov (1919-1982) deviendrait en 1951 chef des forces aériennes d'Israël, puis, surtout, chef d'état-major général de Tsahal (1958-1961), succédant à Moshe Dayan.

11*. Cette appréciation fut émise par le général Yisrael Tal.

12*. Acronyme d'*Adonainu, Morainu, VeRebbeinu* (« Notre maître, notre professeur, notre chef »), Admor désigne, au sens étymologique, un titre honorifique donné à une personnalité religieuse éminente du judaïsme.

13*. Dalia était née en 1950. Les Rabin eurent également un fils, Yuval, né cinq ans plus tard.

14*. Dayan devrait d'ailleurs batailler durement avec le ministre de la Défense Pinhas Lavon pour faire entériner la promotion de Rabin.

15*. Plus tard, Shimon Peres aura une réflexion similaire envers Dayan. Voir ici.

16*. À l'époque et avec l'aide de la France, Israël mettait au point en grand secret un projet de réacteur nucléaire à Dimona, dans le désert du Néguev. Voir ici-ici.

17*. En réaction à une montée de tension entre Israël et la Syrie, l'Égypte avait brusquement déployé 500 chars et près de 15 000 hommes le long de la frontière israélo-égyptienne, sans que les renseignements israéliens s'en aperçoivent. La prompte réaction de Tsahal avait mis fin à la crise et les forces égyptiennes s'étaient retirées, mais l'épisode resta un cas d'école pour l'état-major militaire israélien.

18*. Dans la logique du panarabisme et dans l'élan du nassérisme, tentative éphémère d'union entre l'Égypte et la Syrie (février 1958-septembre 1961).

19*. Parvenu au pouvoir en Syrie en 1963, le parti Baath en sera évincé en 1966, avant de revenir plus durablement en 1970.

20*. Aux échecs, un joueur est en *zeitnot* (perte de temps) lorsqu'il se retrouve à jouer beaucoup de coups en peu de temps, impliquant ainsi une pression particulière et pouvant entraîner des décisions hâtives et des coups approximatifs.

21*. C'était en apparence une position partagée par le général de Gaulle. Toutefois, à la différence de son homologue français qui en rajoutera par la suite en qualifiant publiquement les Juifs de « peuple sûr de lui et dominateur », le président américain ne faisait nullement mystère de l'écrasante responsabilité des pays arabes dans cette crise.

22*. Rabin confia à Weizman qu'il ne pouvait s'ôter le sentiment que, « tout autant que les politiques, [il] avai[t] [s]a part de responsabilité dans cette situation, la plus grave depuis la guerre d'indépendance ». Il lui demanda même s'il lui fallait démissionner.

23*. Ce qui ne retint guère Weizman en 1979, au cœur de la bataille politique que se livraient alors Rabin et Peres, de faire des révélations inélégantes sur l'état psychique de son ancien chef, une douzaine d'années plus tôt. Sans doute Weizman ne pardonnait-il pas à Rabin de lui avoir préféré auparavant Haïm Bar-Lev pour le poste de chef d'état-major adjoint. Abba Eban, autre adversaire politique de Rabin, reprit également à son compte la thèse de la fragilité nerveuse.

24*. Accord signé le 30 mai 1967.

25*. À en croire son épouse Leah, c'est Rabin lui-même qui aurait donné ce nom à cette guerre dans une interview accordée le 15 juin 1967.

26*. American Israel Public Affairs Committee, le principal lobby juif américain.

27*. L'embargo français deviendra total en 1969, à la suite du raid israélien contre l'aéroport de Beyrouth.

28*. Ce faisant, son champ de compétence empiétait volontiers sur celui de l'ambassadeur d'Israël aux Nations unies, Joseph Tekoa.

29*. À l'élection présidentielle de l'automne 1968, Rabin avait de même exprimé sa préférence pour Richard Nixon et contre le candidat démocrate Hubert Humphrey, au risque de mettre la diplomatie israélienne en porte-à-faux.

30*. Golda Meir avait succédé à Levi Eshkol, décédé subitement en février 1969.

31*. Voir ici.

32*. On estima que les pertes financières de la guerre du Kippour représentaient l'équivalent du PNB israélien pour 1973.

33*. Avril 1974.

34*. Deux cent quatre-vingt-dix-huit voix contre 254.

35*. Le président Nixon avait effectué un ultime voyage en Israël en juin 1974.

36*. Il y en aura huit au total entre le souverain jordanien et le Premier ministre Rabin.

37*. À l'époque, la réglementation fiscale d'Israël interdisait à ses ressortissants de détenir un compte bancaire à l'étranger sans autorisation préalable.

38*. Ainsi des scandales de corruption visant Michael Tzur, haut fonctionnaire au ministère du Commerce et de l'Industrie, Asher Yadlin, qui était sur le point d'être nommé gouverneur de la Banque d'Israël, et surtout d'Avraham Ofer, ministre du Logement acculé au suicide en janvier 1977.

39*. Réunie en octobre 1991 à l'initiative du président américain Bush, qui avait décidé d'y associer l'URSS, la Conférence de Madrid fut la première tentative de la communauté internationale pour engager un processus de paix au Proche-Orient. Les négociations, qui durèrent trois jours, mirent en présence Israël et les représentants arabes, y compris les Syriens et les Palestiniens. Elle est réputée avoir ouvert la voie aux accords d'Oslo de 1993.

40*. On ne dénombrerait pas moins de quatorze rencontres clandestines en Norvège, entre janvier et août 1993.

41*. Le second volet, signé à Taba, en Égypte, en 1995, divisait la Cisjordanie en trois zones qui devaient toutes passer progressivement sous contrôle palestinien. Les questions les plus épineuses, comme celles portant sur les frontières, le statut de Jérusalem, les colonies israéliennes ou le droit au retour des réfugiés palestiniens, étaient reportées à des négociations ultérieures.

42*. Déclaration faite par Yitzhak Rabin en octobre 1995 lors de son ultime discours à la Knesset, peu avant son assassinat.

43*. Discours à la Knesset, 5 octobre 1995.

44*. Shimon Peres confierait plus tard : « Ce jour a été le plus beau de sa vie. »

45*. Aujourd'hui place Yitzhak-Rabin.

46*. Plus discret par nécessité, Yasser Arafat rendra visite peu après à Leah Rabin. Plus tard, le leader de l'OLP déclarera publiquement que « le courage que Rabin a manifesté dans la recherche d'une solution a surpassé de loin, aux yeux de son peuple, aux yeux du monde, des Palestiniens et des Arabes, son courage à la guerre ».

CHAPITRE 10

Ariel Sharon (1928-2014)
César d'Israël

« Mieux vaut être occupé à retenir un noble coursier
qu'à chercher à faire avancer une mule rétive. »

Moshe Dayan,
Journal de la campagne du Sinaï

« Il y a des principes à la guerre, mais il y en a peu. »

Maréchal Bugeaud

Controversé, subverti par la polémique voire par une frénésie hostile, le nom de Sharon reste associé à une brutalité soldatesque coïncidant avec la caricature d'un Israël devenu « bourreau ». Éloignée de ces clichés spécieux, la réalité est autre et renvoie à un animal de guerre d'une engeance exceptionnelle. L'homme avait son franc-parler et sa réputation de baroudeur se défiait des obstacles comme des convenances. Jeune, « Arik » Sharon rayonnait, à l'image de l'Hannibal adolescent que dépeignait Flaubert, dans « l'indéfinissable splendeur de ceux qui sont destinés aux grandes entreprises ». Il fut un chef et un meneur d'hommes hors pair, maître dans la décision, l'improvisation tactique et l'art de livrer bataille. Il brilla dès les premières guerres d'Israël, de 1948 à 1967, pour finir en apothéose lors de la guerre de Kippour, où il fit preuve d'une audace tactique inouïe. Son caractère entier comme son esprit de désobéissance lui valurent rancunes et jalousies. Celles-ci lui eussent d'ailleurs coûté fort cher s'il n'avait trouvé une seconde vie, tout aussi réussie que la première, dans la politique. Ministre, puis chef du gouvernement, il eut la lucidité de comprendre, tout comme Yitzhak Rabin avant lui, que l'air du temps avait changé et que la force n'était pas suffisante en soi. Ce laïc, qui n'avait jamais vraiment cru en une vision biblique figée de la terre de Sion, se mua en homme de paix d'une manière inattendue. Peut-être même eût-il pu donner à son dessein une tournure historique, si le sort ne lui avait pas asséné un coup fatal, fracassant irrémédiablement ses espoirs.

Ben Gourion éprouvait le même attachement pour *son* armée que Churchill et Roosevelt, avant lui, pour *leur* Navy. Il avait fondé Tsahal *ex nihilo* en des temps dramatiques où les autres responsables sionistes ne voyaient pas plus loin que l'autodéfense ou que la Haganah. Il l'avait purgée de toute influence idéologique et avait dissuadé en son sein toute dérive politique. L'armée avait été la garante de la survie d'Israël. Loin de menacer la démocratie, elle incarnait les vertus comme les valeurs du nouvel État. Cela valait bien toutes les attentions.

Le « Vieux » avait ses préférences et affectionnait deux chefs militaires en particulier. Le premier, Moshe Dayan, ne tarda pas à être auréolé d'une gloire qu'il aimait à tutoyer. Le second était encore peu connu lorsque Ben Gourion lui demanda, vers la fin des années 1950, ce qu'il pensait de la nomination de son valeureux aîné au poste de ministre. À son habitude, le cadet ne mâcha guère ses mots :

— C'est important que Dayan fasse partie du gouvernement parce qu'il est un esprit brillant, mais jamais comme Premier ministre…

— Et pourquoi pas ?

— Il n'est pas homme à accepter de prendre ses responsabilités[1].

Ben Gourion connaissait la franchise de ton d'« Arik » Sharon qui était à la mesure de son courage, jugé parfois insensé. Ce jour-là pourtant, il ne put manquer d'être frappé par les propos lapidaires de ce lieutenant-colonel de 31 ans qui sonnaient comme une ambition personnelle à venir.

Cet homme avait quelque chose de plus que tous ces *sabras* volontaires qui incarnaient le « nouvel homme juif ». Peut-être parce que son nom à lui respirait la terre d'Israël. Son nom, ou plutôt son pseudonyme, rappelait l'endroit où il avait vu le jour : la plaine de Sharon, bornée au nord par le mont Carmel et au sud par la rivière Yarkon.

Ce nom hébraïque de Sharon lui avait-il été soufflé par Ben Gourion en personne, comme il fut prétendu ? À supposer que ce fût vrai, un tel adoubement eût conforté le sentiment que cet homme à qui rien ne semblait résister était décidément béni des dieux. Adulé par les uns et à coup sûr détesté par beaucoup d'autres, il était promis, disait-on, aux plus hautes destinées militaires, puis politiques. Et Sharon accomplit ces promesses avant toutefois d'être privé, tel Moïse au seuil de la Terre promise, de leur aboutissement ultime.

Le baroudeur de Tsahal

Quand Ariel Scheinerman vint au monde, en février 1928, sans doute pria-t-on en dehors du cercle familial pour qu'il n'héritât pas de l'intransigeance rugueuse de ses parents, Schmuel et Vera. Sionistes, d'origine russo-polonaise pour l'un et biélorusse pour l'autre, ceux-ci s'étaient rencontrés sur les bancs de l'université à Tbilissi, en Géorgie – il y étudiait l'agronomie et elle la médecine –, avant de fuir un régime révolutionnaire qui n'était déjà pas tendre envers les Juifs. Ils trouvèrent refuge en *Eretz Israel*. On était en 1922 et les Scheinerman avaient séjourné dans un kibboutz de Galilée, à Ein Harod, avant que celui-ci ne les rebute définitivement et qu'ils partent s'installer dans le *moshav* de Kfar Malal, tout proche de Tel-Aviv. C'est en ce lieu ingrat, où la terre se rétrécissait en une bande ténue d'une quinzaine de kilomètres, entre la plaine et les collines de Cisjordanie, que naquit « Arik ».

Pour les immigrants de la troisième *aliyah*, la lutte pour la survie quotidienne était aussi âpre à Kfar Malal que partout ailleurs en Palestine mandataire. La famille Scheinerman, elle, se compliqua encore davantage l'existence en se disant ouvertement réfractaire au collectivisme sioniste et au parti politique qui l'incarnait, le Mapaï. Cette complication devint scandale lors de l'assassinat de Haïm Arlosoroff, en 1933, quand les Scheinerman se prirent à douter publiquement de la version officielle du Yishouv qui imputait le meurtre aux révisionnistes extrémistes.

Traités d'« individualistes bourgeois », ils devinrent des pestiférés. On critiqua la prétention de Schmuel à se parer du titre d'« ingénieur agronome », l'impudence de Vera à vouloir enclore ses champs, ou encore leur anticonformisme patenté. Ne possédaient-ils pas un poste de radio – un luxe inouï à l'époque – et ne se vantaient-ils pas d'ouvrir leurs enfants[1*] aux disciplines artistiques ? Pourtant, les Scheinerman travaillaient aussi dur et honorablement que les autres pionniers. Simplement, ils rejetaient viscéralement l'embrigadement tout comme des pratiques qu'ils jugeaient peu conformes à leurs valeurs. On leur reprocha leur révisionnisme, voire leur extrémisme, même s'ils ignoraient jusqu'au nom de Jabotinsky. En ces temps héroïques, se dire sioniste pragmatique plutôt qu'égalitariste à tout crin et professer le nationalisme plutôt que le socialisme était dangereusement transgressif.

Pour prix de leur audace, ils se virent interdire l'accès à la clinique et à la synagogue du village par les autres *moshavniks*. Et le camion de la coopérative ne s'arrêta plus à la ferme des Scheinerman pour y effectuer des livraisons ou pour prendre en charge les produits de leur récolte[2*]. L'ostracisme frappant la famille s'étendit aux enfants, regardés comme des bêtes curieuses.

Arik reconnut plus tard avoir ressenti douloureusement la haine « presque palpable dans l'air[2] » dont les siens faisaient l'objet. Privé de camarades de jeux, jamais invité, il était un garçon renfermé et peu disert. À l'époque, son seul bonheur était la terre et les animaux auprès desquels il trompait sa solitude. Il aimait les champs et la façon dont son père les cultivait. Peut-être s'imaginait-il lui-même fermier, à moins qu'il ne se rêvât en héros de western, montant à cheval et galopant dans la prairie.

À l'école, il fut un élève moyen et ses résultats à la Geula, un lycée réputé de Tel-Aviv où il était inscrit avec sa sœur Dita, ne lui laissaient guère entrevoir un avenir exceptionnel. À 10 ans, il entra, comme tous les garçons de son âge, dans un mouvement de jeunesse sioniste, et à 14, il intégra la Gadna[3*], où il reçut sa première formation militaire. Remarquable dans les exercices d'orientation – il était doté d'une mémoire topographique phénoménale et d'yeux de lynx –, il manifesta également de réels talents dans le maniement des armes et dans le combat au corps à corps. Plus inattendu était le côté meneur d'hommes qu'il révéla en cette occasion, s'attirant le respect de ses camarades. L'excellence militaire le révéla à lui-même et lui renvoya l'image d'un jeune sabra blond, fort et intrépide.

Prit-il conscience de sa vocation lors de son admission chez les éclaireurs, le groupe d'élite de la Gadna, ou dans les rangs de la Haganah, où il suivit, dès 1945, la formation clandestine des sous-officiers ? Arik rêvait de rejoindre le Palmach, la crème de la Haganah. Il en fut cependant découragé par le sectarisme politique de cette unité d'élite qui ne reculait pas devant la dénonciation aux Anglais des activistes de la droite nationaliste, ceux de l'Etzel et du Lehi[4*]. Livrer un Juif à un non-Juif était à l'opposé des principes que Schmuel lui avait inculqués[5*3]. Il se fit une raison, sans se douter que les officiers passés par le Palmach seraient les mieux placés pour briguer les postes les plus prestigieux de Tsahal.

Arik aurait pu rester cantonné à des fonctions routinières et sans relief. Les événements en décidèrent autrement. Le vote à l'ONU du plan de partage de la Palestine, en novembre 1947, entraîna des tensions croissantes entre le Yishouv

et son environnement arabe. Aux escarmouches contre les Anglais succéda la guerre contre les Arabes.

Arik Scheinerman s'enrôla dans la brigade Alexandroni[6*], chargée de protéger les implantations juives isolées et de mener la « bataille des routes » pour le contrôle des voies de communication entre les diverses localités sionistes. Les qualités hors normes d'Arik – devenu chef de section – ainsi que sa réputation de baroudeur commencèrent à être signalées. Ignorant la peur, volontaire pour toutes les missions périlleuses, il exerçait un ascendant exceptionnel sur ses hommes. Avait-il besoin de cette atmosphère de camaraderie militaire et de cette chaleur humaine qui lui avaient tant fait défaut jusque-là ? Arik gagnait en assurance, même s'il devenait sujet à des sautes d'humeur et à des accès de colère révélant sa tendance à l'autoritarisme, voire son intolérance. Ses supérieurs auraient pu trouver également à lui reprocher des actes d'indiscipline.

« Bin Nun[7*] », la première grande mission de la brigade Alexandroni, lui fut confiée par Ben Gourion en personne : dégager à tout prix la voie d'accès à Jérusalem assiégée par les forces arabes. Le monastère trappiste de Latroun, ancienne place forte au temps des croisades, contrôlait cette voie et représentait un nœud stratégique crucial. L'unité d'Arik reçut l'ordre, en mai 1948, de reprendre la place. De furieux combats[8*] s'engagèrent, au cours desquels il fut grièvement blessé à l'estomac et à la cuisse. La mort dans l'âme, face à un ennemi supérieur en nombre comme en armement, il dut abandonner la place en laissant les morts et les blessés israéliens sur le champ de bataille.

Remis sur pied dès l'été, il rejoignit son unité de patrouille pour participer à une opération, victorieuse cette fois, destinée à reprendre l'aéroport de Lod à la Légion arabe jordanienne. Peu après, il combattit plus au sud, dans le secteur de la bande de Gaza, afin de repousser les Égyptiens vers le Sinaï et de dégager ainsi le Néguev.

Arik bénéficiait déjà d'une certaine notoriété. Il faisait partie de ces officiers ayant hébraïsé leur patronyme et avait pris le nom de Sharon. Il tira aussi beaucoup d'enseignements de son contact avec le terrain : l'importance de la reconnaissance, des déplacements ou encore de la coordination entre blindés et infanterie. À la fin de la guerre, en mars 1949, il rempila avec le grade de major, chef de bataillon. À 21 ans, il n'envisageait qu'un rengagement temporaire. Tsahal était en train de s'organiser de fond en comble. L'Irgoun puis le Palmach avaient été ramenés à la raison par Ben Gourion, qui avait réussi, au grand dam des officiers politisés, à les intégrer à la nouvelle armée régulière. Tout restait pourtant à faire. Tsahal ne disposait pas encore d'une doctrine militaire ni

d'ailleurs de forces susceptibles de contenir les actions de guérilla arabes qui se multiplièrent d'emblée.

En septembre, Arik Sharon fut nommé officier de renseignements à la brigade Golani, avant d'être muté dans les mêmes fonctions à l'état-major du commandant du secteur Centre. Là encore, sa connaissance parfaite du terrain, ses talents d'analyste et ses qualités de chef firent merveille. Pourtant on commençait à se rendre compte de son indiscipline et de sa propension à se quereller avec ses supérieurs – pas seulement avec ceux-ci, d'ailleurs : un jour, excédé, il rossa d'importance un sous-officier de la police militaire qui lui reprochait une vitesse très excessive au volant de sa Jeep[9*].

La cible principale de ses récriminations était le haut commandement. Routinier, frileux, celui-ci tergiversait à l'infini avant de… renoncer invariablement à engager des représailles contre les incursions de *fedayin* de plus en plus fréquentes. Au sein des troupes régnait une sorte d'apathie que les officiers, eux-mêmes démotivés, ne faisaient rien pour enrayer. La vaillance et la combativité du temps de la guerre d'indépendance s'étaient évanouies. Sharon eut néanmoins la satisfaction de croiser la route d'officiers brillants et destinés à un bel avenir : Yitzhak Rabin, qui serait son instructeur, et Moshe Dayan. Devenu chef du secteur Nord, ce dernier prit Sharon sous son aile comme officier de renseignements. Dayan était tout aussi horripilé que lui par la guerre d'usure illustrée par les coups de main arabes et entendait bien remédier au manque d'efficacité de Tsahal.

En s'adjoignant Sharon, Dayan savait qu'il pouvait compter sur un officier loyal et implacable qui mènerait sans état d'âme des opérations de représailles. Et Ben Gourion avait l'habitude de couvrir toute action un peu musclée, pourvu qu'elle ne dérape pas d'une manière trop voyante. Dayan ne fut pas déçu par Sharon ; en revanche, Sharon le serait par Dayan quand il deviendrait, au début de 1952, le chef des opérations à l'état-major de Tsahal.

Prenant du champ, Sharon sollicita un congé. Il s'inscrivit à l'université et trouva même le temps de se marier, en mars 1953, avec Margalit « Gali » Zimmermann… avant que l'armée ne se rappelle à son bon souvenir, lui proposant des coups de main et des actions de commando contre des positions arabes. Moshe Dayan était à l'origine de ces propositions. Il pensait à former une unité de commandos d'un genre nouveau : une unité hors normes, composée d'éléments triés sur le volet, ayant carte blanche de l'état-major et susceptible d'insuffler au sein de l'armée un nouvel état d'esprit de dynamisme et de

recherche d'excellence. Ainsi fut créée, sous le commandement de Sharon, l'unité 101.

D'un format réduit[10*], rompue aux situations les plus diverses, constituée de volontaires, elle s'inspirait de l'esprit commando et des techniques les plus novatrices, sans déroger à l'exigence éthique de « pureté des armes » issue de la Torah. Son comportement pouvait bien être brutal et atypique, cela importait peu. L'unité 101 avait surtout vocation à répondre aux demandes du politique.

Au sein de Tsahal, nul ne pouvait plus ignorer Sharon. Dans la vitalité de ses 20 ans, l'homme paraissait souriant et enjoué. Son regard était direct et son attitude franche. Certes, il n'avait pas la sympathie des hauts gradés, qui ne le reconnaissaient pas comme un des leurs. Il pouvait se faire fruste et cassant. Mais il avait un style propre, mélange d'autorité, d'affection et de malice. Il aimait ses hommes et cela se sentait. Aussi ne pouvait-on lui désobéir, ni le blâmer ni même discuter. Au fond, il incarnait le dynamisme et le volontarisme qu'attendait le sionisme de l'« Israélien nouveau ».

L'unité 101 remporta des succès spectaculaires qui firent des jaloux parmi les officiers supérieurs : ici dans la bande de Gaza, là aux lisières du Sinaï. L'audace dont elle fit preuve n'était pas seulement due au courage et à la bravoure de ses hommes ; elle consacrait aussi la supériorité de l'attaque préventive sur la tactique purement défensive jusque-là de rigueur. Ses opérations militaires pouvaient bien apparaître expéditives, les concepts clausewitziens sur la guerre classique n'étaient pas d'une grande utilité pour combattre les *fedayin* ou pour dissuader les attentats suicides.

Major à 26 ans, Sharon avait le soutien de Dayan, même si celui-ci était parfois équivoque. À la grande fureur des généraux de Tsahal, il avait aussi un accès direct à Ben Gourion en raison de la haute sensibilité des opérations dont il était chargé. Sharon participait aux réunions d'état-major. Orgueilleux, voire arrogant, il se moquait superbement des ordres de sa hiérarchie. On commençait à citer son nom dans la presse. Il y avait de la graine de Moshe Dayan chez cet homme fougueux.

Le coup dur advint en octobre 1953, à la suite de l'assassinat de sang-froid par les *fedayin* d'une mère juive et de ses deux enfants en bas âge. En Israël, l'émotion fut considérable. Chargé des représailles, Sharon cibla le village palestinien de Qibiya, en Cisjordanie, et donna l'ordre à ses commandos de détruire le village, supposé complice, en dynamitant les maisons une à une : les soldats s'exécutèrent sans se douter cependant que, dans ces maisons apparemment désertées, se cachaient des civils apeurés. On dénombra au final

soixante-neuf personnes tuées, ce qui déclencha la réprobation de la communauté internationale.

Soutenant son officier, Ben Gourion ne manqua pas de stigmatiser « la duplicité des grandes puissances » éplorées devant les victimes arabes, mais muettes face à l'assassinat de civils israéliens[11*4]. La presse de gauche ouvrit un débat éthique et souligna la responsabilité personnelle de Sharon[12*]. Toutefois, la grande majorité de l'opinion publique israélienne appuyait son armée, même si l'histoire de l'unité 101 touchait à sa fin.

Promu lieutenant-colonel, Sharon se vit confier la responsabilité d'une nouvelle formation issue de la fusion de l'unité 101 et d'une brigade parachutiste. L'objectif était d'insuffler aux paras la motivation et la combativité que Sharon avait su instaurer précédemment. Son autorité et son charisme favorisèrent l'amalgame. La nouvelle unité, dite « 202 », mena à bien plus de soixante-dix opérations, la plupart contre les forces arabes de Cisjordanie. Le style de commandement de Sharon, bien sûr, n'avait pas changé : rigueur envers la faiblesse ou la négligence, impertinence à l'égard de la hiérarchie de Tsahal.

Les méthodes de commandement de Sharon furent bientôt contestées. En haut lieu furent exploitées les plaintes de soldats, voire d'officiers de l'unité 202 s'estimant maltraités par leur chef. À l'été 1955, Sharon fut traduit devant un tribunal militaire. Procureur[13*], le colonel Haïm Bar-Lev ne le portait pas dans son cœur et alourdit une accusation qui devait traîner en longueur, laissant craindre le pire à l'accusé[14*]. Pourtant, les succès étaient là tandis que les paras de Sharon bénéficiaient d'une popularité inégalée chez les Israéliens.

En décembre, des représailles baptisées « Feuille d'olivier » furent dirigées contre les forces syriennes aux abords du lac de Tibériade. Il s'agissait de la répétition générale d'un coup de main sur Charm el-Cheikh, site stratégique égyptien contrôlant le détroit de Tiran et, partant, l'accès au port israélien d'Eilat sur la mer Rouge. Seuls Ben Gourion, Dayan et Sharon étaient dans le secret. Quelques mois plus tard, l'opération sur Charm el-Cheikh eut bien lieu, mais pas sous la forme initialement envisagée.

Arik, « roi d’Israël »

Automne 1956. L’heure n’était plus aux représailles dissuasives, car la nationalisation par Nasser du canal de Suez[15*] venait de changer la donne. Un énième raid musclé, à Qalqiliya en Cisjordanie, avait valu à Sharon une nouvelle algarade avec Moshe Dayan, soulignant le rapport ambigu, fait d’estime et de méfiance, entre les deux hommes.

Le traité secret signé à Sèvres entre la France, la Grande-Bretagne et Israël, définissant les modalités d’une intervention militaire à Suez, chargeait Tsahal de déclencher l’opération en progressant le plus possible vers la zone du Canal. Les paras de la 202e brigade de Sharon se voyaient assigner la passe de Mitla, au carrefour des axes est-ouest et nord-sud du Sinaï occidental. L’opération s’étant déroulée sans encombre, Sharon demanda l’autorisation de poursuivre plus avant afin de bloquer une éventuelle contre-attaque égyptienne. Celle-ci lui fut refusée par l’état-major, qui ne lui concéda qu’une patrouille de reconnaissance. Passant outre, un Sharon fulminant attaqua les positions égyptiennes, à Jebel Heitan, dans des affrontements qui se révélèrent meurtriers[16*] : la désobéissance de trop pour Dayan, bien décidé cette fois à lâcher cet officier si ingérable[17*5].

Ce fut Ben Gourion en personne qui tira Sharon de ce nouveau faux pas. Mais le ressort semblait brisé, car même ses propres officiers de la 202 commençaient à regimber. Maintenu à la tête de sa brigade, il était un pestiféré aux yeux de l’état-major, tout comme il l’avait été naguère pour les jeunes de Kfar Malal. En octobre 1957, Dayan proposa à Sharon de lui faire suivre les cours de l’École de guerre en Grande-Bretagne, histoire d’apaiser les choses et d’accoutumer l’intéressé à un univers plus policé. En qualité de *guest officer*, il tira effectivement parti de cette période fort instructive qui lui permit de rencontrer le grand théoricien militaire Basil Liddell Hart.

De retour en Israël, il retrouva une situation pire que celle qu’il avait connue. À la tête de l’état-major, Dayan avait cédé la place à Haïm Laskov, qui détestait Sharon. Celui-ci fut mis au « placard » séance tenante : on lui confia le commandement de l’école d’infanterie, tout en le bombardant colonel. Il meubla son inactivité relative par des cours de droit et par une formation d’officier de blindés.

Cette nouvelle période aurait dû être apaisée pour Sharon. Elle ne le fut point, en raison d'un drame familial qui bouleversa son existence : la mort accidentelle de son épouse, Gali[18*]. Il se remaria dès l'année suivante avec sa belle-sœur, Lily, mais la tragédie, aggravée par la disparition de son père Schmuel, laissa des traces et le confina dans un certain mal-être.

Il fallut en définitive l'accession d'Yitzhak Rabin à la tête de l'état-major de Tsahal pour clore la « traversée du désert » de Sharon. *Sabra* lui aussi, mais ancien du Palmach, Rabin avait tout lieu de se méfier de Sharon. Pourtant, à l'inverse de ses prédécesseurs, il sut apprécier les vertus militaires du pestiféré, son courage, son intuition comme ses qualités de meneur d'hommes. Il lui offrit d'être chef des opérations auprès de l'état-major du commandement du secteur Nord.

Une grande tension régnait dans le secteur en raison de la « guerre de l'eau » que se livraient Israël et ses voisins septentrionaux, la Syrie et le Liban. Ceux-ci multipliaient les manœuvres de sabotage afin de contrarier le grand projet israélien d'adduction devant permettre l'irrigation des terres arides du Néguev. Le commandement du secteur Nord passa bien vite sous les ordres du général David Elazar qui, d'emblée, se mit en tête de river son clou à Sharon. Écœuré par ce « marigot de disputes et d'intrigues », ce dernier en appela à Rabin qui, bon prince, consentit à l'affecter en tant que chef de l'instruction à l'état-major général. On était à l'automne 1965. Un an plus tard, Sharon fut enfin nommé *aluf*, général de brigade[19*6]… juste à temps pour jouer un rôle digne de lui lors des événements de mai-juin 1967.

Approchant de la quarantaine, il était en pleine possession de ses moyens, ainsi que devait l'observer le lieutenant Yael Dayan, journaliste et fille de Moshe : « Beau visage, les yeux rieurs, nez droit, corps peut-être lourd, mais à l'aise en tenue de campagne… malgré son allure assez juvénile, ses cheveux sont argentés, ondulés et cachent un front haut[7]. » Ce n'était pas exactement le soudard ou le « chien de guerre » que certains membres de l'*establishment* travailliste se plaisaient à camper. Il n'en piaffa pas moins d'impatience, durant la crise explosive du printemps 1967, envers les dirigeants israéliens qui avaient choisi d'« ôter leurs bottes pour enfiler leurs pantoufles[20*] ».

Rabin ayant d'emblée mobilisé les réservistes, Sharon rejoignit sa division au sud de Be'er Sheba. L'état-major était divisé entre les partisans d'un *blitzkrieg* contre les forces égypto-syriennes et ceux qui se seraient contentés d'une riposte graduée aux provocations du Caire. Les uns comme les autres étaient d'ailleurs en attente d'un pouvoir politique qui n'en finissait plus de temporiser.

Convaincu de la supériorité de Tsahal, Sharon plaidait ardemment, bien sûr, en faveur d'une attaque massive et rapide. Il avait le soutien d'Ezer Weizman[21*], le fondateur de l'armée de l'air d'Israël devenu chef des opérations à l'état-major de Tsahal. Or, le gouvernement et son chef, Levi Eshkol, connaissaient le dessous des cartes et ne pouvaient partager la conviction, souvent sommaire, des militaires.

Une réunion impromptue entre Eshkol et les responsables de l'armée tourna à l'aigre. Sharon paraissait le plus remonté des généraux : « Nous avons scié de nos propres mains la force de dissuasion d'Israël. Nous avons scié notre arme essentielle : la crainte que nous inspirons[8]. » Sidérés par tant d'audace, les autres officiers l'entendirent développer ses arguments catastrophistes suivant lesquels le problème n'était pas le détroit de Tiran, mais l'existence même d'Israël. Eshkol non plus n'en crut pas ses oreilles et se vit même couper la parole par l'impétueux Arik : « Nous nous affichons comme un État faible. Nous n'avons jamais été aussi peu respectés qu'aujourd'hui… Tes hésitations vont nous coûter des milliers de morts[9]. »

Espérant calmer le jeu, Eshkol prit Sharon à part à l'issue de la réunion pour lui demander son opinion sur une éventuelle nomination de Dayan au ministère de la Défense. La réponse fut cinglante : « Peu m'importe ! J'apprécie les qualités militaires de Dayan, mais pour ce qui est de la manière de combattre de ma division, vous pouvez nommer Beba Idelson ou Dayan, cela ne fera pas la moindre différence[22*10] ! »

Dayan fut nommé ministre de la Défense et la guerre éclair débuta le 5 juin. À la tête de la 38e division blindée, le général Sharon fit merveille en fonçant vers le canal de Suez comme il l'avait fait en 1956. En quelques heures, il s'empara de la position fortifiée d'Abou Agheila, qui était tenue par une division égyptienne de 16 000 hommes. Il avait interprété, là encore, les ordres à sa manière en anticipant le signal de l'assaut. Mais sa manœuvre était tellement audacieuse et novatrice sur le plan tactique qu'elle serait prise pour modèle par les écoles militaires du monde entier. Sharon ne rencontra plus sur sa route qu'un champ de ruines chaotique composé de carcasses calcinées de chars, de half-tracks et de pièces d'artillerie. La guerre ne dura au total que six jours.

Prenant exemple sur Dayan, Sharon soigna son image vis-à-vis de la presse. Souriant, affable et disponible, il était bien en vue sur la photo qui réunissait les grands chefs de Tsahal trempant leurs bottes dans le canal de Suez. Jusqu'à son goût pour la désobéissance et l'indiscipline, dont on s'avisa qu'elles avaient au

fond de glorieux précédents, dont le moindre n'était pas le légendaire amiral Nelson[23*].

Encore jalousé, voire rabaissé par ses rivaux au sein de l'état-major, Sharon était désormais un général victorieux. Mieux encore, il était populaire. Dans l'euphorie du moment, on l'expédia à l'étranger vanter Israël et son armée. Quelque temps plus tard, il fut promu commandant de la région Sud, mais un nouveau drame familial[24*] l'empêcha de savourer son avancement. Tout à son affliction, le laïc qu'il était noua des liens plutôt inattendus avec le rabbi des Loubavitch[25*], Menahem Schneerson.

Sa situation militaire se compliqua avec l'arrivée de Bar-Lev à la tête de l'état-major. Sharon s'opposa bientôt vigoureusement à son nouveau patron, qui avait décidé l'édification d'une ligne d'une trentaine de fortins étirés sur environ 200 kilomètres et reliés par des tranchées à proximité du canal de Suez. Pour Bar-Lev, cette ligne de défense, destinée à prévenir toute tentative de franchissement par l'armée égyptienne, était « la tombe des troupes égyptiennes ». Mais pour Sharon, l'efficacité militaire de la « ligne Bar-Lev » était comparable à celle de la « ligne Maginot »[26*]. Il s'ensuivit un clash mémorable en avril 1969 au quartier général, au cours duquel il claqua la porte de la réunion malgré les injonctions de Dayan. Un clash de fin de carrière pour Sharon, qui exhala son amertume envers un Moshe Dayan incapable de le soutenir. À l'en croire, ce dernier était « aussi lâche à prendre des positions publiques difficiles qu'il pouvait être courageux sur le champ de bataille[11] ».

Ce ne fut toutefois qu'une fausse sortie. Sharon avait annoncé son intention de se lancer dans la politique. Cela n'avait rien de choquant, plusieurs généraux ayant déjà pris cette voie, dans les rangs travaillistes pour la plupart. Sharon, lui, par opportunisme tout autant que par conviction, opta pour une droite nationaliste alors à la recherche de son unité. La gauche comprit bien vite le danger politique représenté par ce général au verbe haut, adulé par l'Israélien de la rue, qui ne pouvait manquer de lui damer le pion. Pour cette raison, Sharon fut maintenu dans l'armée à seule fin d'être muselé par le devoir de réserve.

En première ligne dans la guerre d'usure menée par les Égyptiens contre les positions israéliennes, il se heurta de nouveau à l'état-major. Celui-ci lui interdit à plusieurs reprises d'entreprendre des incursions sur la rive ouest du canal de Suez où étaient pourtant déployées des batteries de SAM soviétiques. Sharon conservait néanmoins d'excellentes relations avec Israel Galili, le conseiller militaire du Premier ministre Golda Meir. Du reste, il « faisait le job » dans le secteur du canal contre les forces égyptiennes. Il le faisait tout autant contre les

fedayin venus de la bande de Gaza ou de Jordanie. En septembre 1970, Sharon devait même se permettre une brève incursion en Arabie saoudite, où campaient les commandos palestiniens opérant dans le secteur de la mer Morte. À l'époque, le roi Hussein n'était pas moins décidé à régler leur compte aux *fedayin* et à l'OLP de Yasser Arafat[27*].

Lorsqu'en janvier 1972 David Elazar succéda à Bar-Lev à la tête de Tsahal, sa première préoccupation fut d'en chasser Sharon[28*]. Celui-ci négocia son départ pour mai 1973, non sans avoir familiarisé ses commandos avec le franchissement subreptice du canal, au cas où. Il allait entrer en politique, pour de bon cette fois, aux élections générales de l'automne 1973, quand il fut de nouveau rattrapé par les événements pour une sorte de baroud d'honneur.

En octobre, le jour de la célébration de Yom Kippour, les forces égyptiennes franchirent par surprise le canal de Suez et enfoncèrent sans la moindre difficulté la fameuse « ligne Bar-Lev ». Au même moment, les chars syriens attaquèrent sur les hauteurs du Golan. En peu de temps, la situation devint très compliquée pour Tsahal. Rappelé dans le service actif à la tête de sa division blindée, Sharon trouva un état-major en panique, quoique toujours hostile à son endroit. On lui refusa d'entreprendre le sauvetage des soldats pris au piège de la ligne Bar-Lev. Le plan qu'il proposa dès le 7 octobre, consistant à franchir le canal afin de prendre les forces égyptiennes à revers à partir de la rive ouest, resta lettre morte.

Sharon eut alors de vifs échanges avec Elazar, qui réclama son départ. Une fois encore, Dayan s'abstint de trancher. S'il estimait ne pouvoir donner raison à Sharon, il ne doutait pas moins de l'efficacité des chefs de Tsahal. Quant à Golda Meir, à la tête du gouvernement, elle répugnait visiblement à laisser à Sharon, le « général Likoud », ainsi que le surnommaient les travaillistes, la gloire éventuelle de sauver le pays.

Sharon dut attendre une longue semaine avant de recevoir un feu vert conditionnel à son plan : au lieu d'une contre-attaque, il fut seulement autorisé à établir une tête de pont sur la rive occidentale du canal. Un feu vert d'ailleurs assorti d'une menace claire de la part du général Bar-Lev : « Tu peux aller coucher au Hilton du Caire si cela te chante, mais aucun de tes hommes ne doit s'éloigner de la tête de pont[12]. »

Bien sûr, le bouillant général outrepassa les ordres, mais sa manœuvre géniale réussit au point de mettre l'armée égyptienne en déroute et d'inverser du même coup le sort de la guerre. À la tête de ses blindés, il fonça vers le nord en direction d'Ismaïlia. Les photos d'un Sharon galvanisé, la tête entourée d'un énorme pansement à la hauteur du front à la suite d'une blessure bénigne, firent

le tour du monde. Il était le nouveau héros des Israéliens, le symbole de cette victoire au forceps. Traversant triomphalement le Sinaï, ses chars portaient sur leurs flancs des inscriptions bien visibles reprises sur l'air des lampions par le peuple hébreu enfin soulagé : « *Arik, malekh Israel !* » (« Arik, roi d'Israël ! »)

Les dignitaires de Tsahal eurent beau tempêter, leurs imprécations étaient devenues inaudibles. Les accusateurs d'hier allaient bientôt être mis eux-mêmes sur la sellette par une commission de la Knesset[29*] : le prix de leur imprévoyance et de leurs insuffisances dans la conduite de la guerre.

Le spectre de Sabra et Chatila

Au faîte de sa popularité, Sharon n'en fut pas moins expulsé de l'armée. Revanchard, l'état-major s'était saisi d'un prétexte bureaucratique consternant[30*]. Certains méditèrent l'avertissement prémonitoire lancé par le journaliste Uri Dan dans les colonnes du quotidien *Yediot Aharonot* : « Ceux qui n'ont pas voulu de Sharon comme chef d'état-major le retrouveront comme ministre de la Défense, et ceux qui n'auront pas voulu de lui comme ministre de la Défense le retrouveront comme Premier ministre[13] ! »

Le réflexe de Cincinnatus de se retirer sur ses terres ne lui fut pas trop pénible. Il aimait la nature, mais à sa manière : individualiste et toujours aussi réfractaire au collectivisme. Sharon n'était pas homme à mettre ses pas dans ceux de Ben Gourion, retraité dans son kibboutz de Sde Boker. Il trouva auprès d'un mécène américain de ses amis le financement nécessaire à l'acquisition d'une vaste propriété de 400 hectares – baptisée la « Ferme des Sycomores » – dans le nord du Néguev, près de Sderot, qu'il fit fructifier avec son épouse Lily.

Le retour à la terre ne faisait pas obstacle à son entrée en politique. Reconnu, recherché et sollicité, il était pourtant encombrant aux yeux d'une droite israélienne en situation précaire. Sharon évita soigneusement le *Herout* de Menahem Begin avec qui il ne se sentait aucune affinité idéologique. Begin voyait d'ailleurs en lui un concurrent. Sharon opta pour le parti libéral et participa à la création de l'union des droites nationalistes, le Likoud (« Unité »).

Sharon partageait la vision de la droite sur l'avenir des conquêtes territoriales de 1967. Hostile au plan Allon[31*], qui ne prévoyait pas d'annexion hormis une mince ligne de défense en Cisjordanie, il était favorable à des implantations plus substantielles en Judée et en Samarie sous la forme de constructions de logements. Son *credo* annexionniste faisait alors contrepoint à l'intransigeance des pays arabes.

Aux élections de la fin 1973, Sharon remporta un siège à la Knesset dont il se défit quelques mois plus tard seulement. Son impatience et son impulsivité s'accordaient mal avec les inerties et les lenteurs de la vie politique. Il rejoignit le nouveau Premier ministre travailliste Yitzhak Rabin[32*] en qualité de conseiller pour les affaires de sécurité. Les deux hommes s'estimaient toujours réciproquement. L'une des premières décisions de Rabin fut de rétablir l'ex-

« enfant terrible » de Tsahal dans ses fonctions de commandant d'une unité de réserve.

Sharon revint au Likoud dans la perspective des élections de 1977, convaincu de pouvoir en ravir la présidence à Begin. Il échoua cependant et joua avec l'idée de rallier le camp travailliste. Mais à gauche personne ne voulait de Sharon, qui était l'archétype du « faucon » intransigeant. En désespoir de cause, il constitua son propre parti, le *Shlom Zion* (« La paix pour Sion »), qui remporta deux sièges à la Knesset avant de fusionner avec le Likoud.

L'événement de ces élections de mai 1977 fut la victoire-surprise de Menahem Begin. Peu rancunier, celui-ci offrit à Sharon le portefeuille de l'Agriculture. Il est vrai qu'il avait besoin politiquement de lui. Et en privé, Begin estimait, ne plaisantant qu'à moitié, que « le général baroudeur serait bien capable un jour d'encercler de ses chars la présidence du conseil[14] »…

Le nouveau ministre s'appuya sur le *Goush Emounim* et ses activistes ultrareligieux. Durant les quatre années passées à la tête de son ministère, Sharon encouragea sans relâche la création de nouvelles implantations dans les territoires occupés. L'idée alors dominante en Israël était que la terre des Palestiniens se trouvait en Jordanie. Sharon doubla le nombre de colonies juives en Cisjordanie et dans la bande de Gaza.

Ce n'était pas pour autant que le soldat ministre devint un adepte de la vision messianique d'une « rédemption par la terre ». L'annexion de la Cisjordanie ne faisait pas partie de son projet, qui ne concevait les implantations que dans une optique de sécurité d'Israël. Bien sûr, il était en phase avec la plupart des leaders israéliens sur la nécessité d'annexer Jérusalem-Est. Cela lui valut quelques algarades avec des responsables américains de l'administration Carter hostiles à Israël, à commencer par le conseiller pour la Sécurité nationale Zbigniew Brzeziński.

Paradoxalement, Sharon s'entendit plus facilement avec Anouar el-Sadate, venu à Jérusalem pour une visite historique. Le raïs égyptien s'était pris à plaisanter en apercevant la silhouette de Sharon sur le tapis rouge de l'aéroport Ben-Gourion : « Ah, c'est vous ! J'espérais vous capturer le long du canal ! » L'intéressé ne s'était pas démonté : « Je suis heureux de m'être débrouillé pour vous échapper[15]. » Au lendemain du traité de paix israélo-égyptien revint à Sharon la besogne de faire évacuer par la force les colons réfractaires, adeptes du rabbin d'extrême droite Meir Kahane, qui s'étaient établis à Yamit dans le nord du Sinaï.

Aux élections suivantes de juin 1981, remportées de peu par le Likoud, Sharon fut nommé ministre de la Défense. Il revenait en terrain connu. En pleine recrudescence, les attaques de harcèlement menées par l'OLP à la frontière nord d'Israël étaient devenues insupportables. Sharon se fixa bien vite pour objectif d'éradiquer la menace et de se débarrasser de l'OLP au Liban, à la manière dont le roi Hussein avait naguère réprimé les Palestiniens. À l'époque, aucune voix ne s'était élevée pour dénoncer les méthodes plutôt musclées du souverain hachémite. Prévue à l'origine pour quarante-huit heures, l'opération « Paix en Galilée » prit cependant une mauvaise tournure et dégénéra en guerre du Liban.

Sharon s'était rapproché des chrétiens maronites et de Bachir Gemayel pour contenir les Syriens dans la plaine de la Bekaa et pour nettoyer le Sud-Liban de toute présence palestinienne. L'assassinat de Gemayel en septembre 1982, quelques jours après son élection à la présidence du Liban, mit le feu aux poudres et suscita la vengeance des milices phalangistes chrétiennes contre les Palestiniens. Il s'ensuivit des massacres de grande ampleur perpétrés dans les camps de réfugiés de Sabra et de Chatila[33*]. Si les forces israéliennes n'eurent aucune part active à ces massacres, elles n'en avaient pas moins laissé faire. La responsabilité personnelle de Sharon fut dénoncée tant dans le monde arabe que parmi les pacifistes israéliens. Il fut bientôt campé en « criminel de guerre », ce qui arrangeait à la fois les milieux gauchisants dont il était l'ennemi principal et les milieux arabes toujours en mal de victimisation. L'occasion était trop belle d'exploiter le drame pour atteindre, à travers Sharon, un État d'Israël érigé en bourreau suivant un manichéisme bien rodé.

Obsédé par la sécurité d'Israël, Sharon resta de marbre, au point de se heurter de nouveau aux Américains. Il se mit en tête de pourchasser les leaders de l'OLP, Arafat en tête, jusqu'au cœur de Beyrouth. Il n'en fut dissuadé, en fin de compte, que par Begin. Ce dernier éprouvait le sentiment désagréable de s'être laissé entraîner par son ministre très au-delà de ce qu'il avait envisagé.

La guerre du Liban détériora gravement l'image internationale d'Israël. Dans le pays même, les mouvements gauchisants et pacifistes comme *Shalom Archav* (« La paix maintenant ») manifestèrent bruyamment tandis que, pour la première fois depuis 1948, des soldats, voire des officiers de Tsahal se déclaraient réfractaires. Une enquête du gouvernement, sous l'égide de la commission Kahane, pointa la responsabilité indirecte de Tsahal dans les massacres perpétrés par les unités phalangistes. Dénonçant surtout la responsabilité personnelle de Sharon, qui n'aurait rien fait pour prévenir l'effusion de sang, la commission recommanda qu'il fût déchargé de ses fonctions ministérielles.

Hésitant, le Premier ministre Begin trouva une formule de compromis en proposant à Sharon de quitter la Défense en échange d'un poste de ministre sans portefeuille. Par la suite, Sharon retrouva de nouvelles attributions de plein exercice : ministre du Commerce et de l'Industrie de 1984 à 1990, puis ministre du Logement entre 1990 et 1992. Parallèlement, il siégea à la Knesset en qualité de membre de la très influente commission des Affaires étrangères et de la Défense.

Malgré l'accroc libanais, Sharon accumula diverses expériences politiques, se familiarisant avec les rouages gouvernementaux et ceux des partis. Au début des années 1990, il échoua à supplanter Yitzhak Shamir à la tête du Likoud, tout comme il avait échoué auparavant contre Begin. De 1996 à 1999, dans le cabinet Netanyahou, Sharon devint successivement ministre des Infrastructures nationales, puis ministre des Affaires étrangères, au plus haut désormais dans la hiérarchie gouvernementale. Quand les travaillistes d'Ehud Barak revinrent aux affaires, Sharon accéda enfin à la tête d'un Likoud qui jusque-là ne l'avait guère soutenu. Il devint ainsi le chef de l'opposition.

En septembre 2000, une visite inopinée de Sharon sur l'esplanade du mont du Temple à Jérusalem[34*] suscita une vague d'émotion dans le monde arabe. Dans la foulée, les Palestiniens déclenchèrent la deuxième Intifada[35*], même s'il devait être allégué que le principe d'un nouveau soulèvement avait été acté par l'OLP dès l'échec des négociations de Camp David.

Un destin foudroyé

Les travaillistes d'Ehud Barak ayant été écrasés aux élections, Ariel Sharon devint le 15e Premier ministre d'Israël en mars 2001. Son avènement fut moins un choc pour les Israéliens que pour l'opinion mondiale. L'Europe, surtout, affecta de déplorer l'arrivée au pouvoir d'un « faucon », chef militaire implacable et laudateur du Grand Israël. La vieille Europe n'en était plus à un simplisme près. On rappela Sabra et Chatila, quitte à prendre quelques raccourcis avec la vérité. On décrivit Sharon comme un homme brutal et à la gloutonnerie légendaire. Beaucoup d'observateurs feignaient alors de craindre le pire avec un tel homme. Seule l'Amérique conserva le sens de la mesure, partageant en gros le sentiment exprimé par un éditorialiste[36*] du très libéral *New York Times* : « Les Israéliens ont élu Sharon parce qu'ils savent parfaitement qui il est, et parce que sept ans de processus d'Oslo leur ont appris qui était réellement Yasser Arafat. »

La situation diplomatique d'Israël étant devenue critique au fil des années, Sharon s'employa d'emblée à la restaurer. Si les relations avec la France du président Chirac restèrent médiocres[37*], cela n'avait pas trop d'importance. Depuis des lustres, les Israéliens étaient déçus par les dirigeants français. Tel ne fut pas le cas avec des pays comme l'Inde et surtout la Russie, avec lesquels les liens se réchauffèrent. Sharon fut ainsi le premier chef du gouvernement israélien à se rendre en Inde, avant d'accueillir Vladimir Poutine, premier leader russe à visiter Israël.

La principale difficulté restait cependant la relation avec les Palestiniens. Le processus d'Oslo à l'agonie, les attentats suicides se multipliaient tandis que l'Intifada était assumée, voire conduite, par l'Autorité palestinienne. Sharon s'employa d'abord à édifier un mur de sécurité empêchant les incursions terroristes à partir de la Cisjordanie. L'initiative déclencha un véritable tollé, alimentant des comparaisons spécieuses avec l'apartheid sud-africain. Il fut notamment reproché à Sharon d'avoir assiégé la résidence d'Arafat à la Muqata. Mais le niveau de la violence terroriste décrut très sensiblement.

Pour autant, Sharon ne pouvait éviter une réflexion de fond sur la question palestinienne. Pragmatique et au risque de bousculer tout ce en quoi il avait cru jusqu'alors, il comprit que les implantations de colons, au coût de plus en plus

exorbitant, n'avaient pas contribué à renforcer la sécurité de l'État hébreu, bien au contraire. Il en tira dès lors les conséquences, à la manière d'un chef militaire modifiant un schéma tactique sur le terrain. À la grande surprise des Israéliens, très loin de son image d'extrémiste obsédé par les implantations juives, Sharon se recentra peu à peu. Sa vision, qui n'avait jamais été celle du Grand Israël messianique des religieux, devint celle d'un pays soucieux de ses équations sécuritaire et démographique.

Dès septembre 2001, Sharon évoqua publiquement pour la première fois l'éventualité d'un retrait israélien des territoires et du droit corrélatif des Palestiniens à un État en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. Le renversement de ses positions antérieures était spectaculaire. Il confirma ses nouvelles dispositions, en mai 2003, en acceptant la « feuille de route » pour la paix élaborée par les États-Unis, la Russie et l'Union européenne. De même ouvrit-il un dialogue avec le nouveau leader palestinien Mahmoud Abbas, avec qui il échangea une poignée de main, chose qu'il avait toujours refusée à son prédécesseur Yasser Arafat.

Impatient, il prit même les devants en décidant de se retirer unilatéralement de la bande de Gaza. Cette décision fut accueillie favorablement, tant par l'Autorité palestinienne que par la gauche israélienne. Ce ne fut pas le cas de la droite du Likoud, des mouvements de colons et des responsables religieux, ou encore de Tsahal, qui y virent une sorte de trahison. Mais Sharon ne se laissa pas impressionner, se souvenant que Begin avait rencontré les mêmes difficultés avec les colons juifs lorsqu'il avait fait évacuer le Sinaï.

Sharon convoqua de nouvelles élections pour janvier 2003 et les remporta sans coup férir. En décembre, il dévoila son plan de désengagement de Gaza et des implantations du nord de la Cisjordanie dans un discours-programme à Herzliya. Un an plus tard, il renvoya les cinq ministres du parti Shinouï (« changement » en hébreu), de tendance libérale et laïque, qui avaient osé voter contre le budget gouvernemental et forma un cabinet d'union nationale en s'adjoignant la gauche travailliste. En exécution de sa politique, Sharon fit expulser, pour le seul mois d'août 2005, près de 10 000 colons et démanteler 25 implantations juives dans les territoires occupés.

Désormais irréversible, le mouvement de retrait entraîna la colère aveugle des conservateurs religieux, dont certains appelèrent ouvertement à l'assassinat de l'« ange de la mort ». Le retrait de Gaza devint cependant effectif en septembre 2005 et n'altéra en aucune façon sa popularité dans l'opinion publique[38*]. Même les divers scandales financiers qui l'éclaboussèrent alors plus

ou moins indirectement ne purent brouiller son image auprès des Israéliens[39*]. Toutefois, Sharon ne put conserver la main face aux opposants de son propre parti. Ceux-ci étaient conduits par Benyamin Netanyahou, qui venait de quitter le gouvernement avec fracas et appelait à des « primaires », en novembre 2005, afin de désigner le futur leader du Likoud.

Sachant que ces « primaires » lui seraient défavorables, Sharon anticipa l'échéance en démissionnant de lui-même de la tête du Likoud. Il créa dans la foulée un nouveau parti, appelé Kadima[40*], d'orientation plus centriste. À peine naissant, ce parti était déjà donné favori pour les élections de mars 2006. Plusieurs personnalités de premier plan l'avaient rejoint, au premier rang desquelles, dès novembre 2005, Shimon Peres, qui s'en justifia auprès de ses anciens amis : « Je n'ai pas rejoint Sharon, c'est Sharon qui m'a rejoint[16] ! »

Sharon fit entériner un programme dont le point essentiel était le retrait irréversible d'Israël de Cisjordanie. Toutefois, la double attaque cérébrale qui le frappa en janvier 2006 donna un coup fatal à cet élan.

Hospitalisé, dans le coma, Sharon fut remplacé, à titre provisoire puis définitif compte tenu de l'absence d'amélioration de son état, par son vice-Premier ministre Ehud Olmert. Les élections à la 17e Knesset furent un succès pour le parti Kadima, qui emporta 29 sièges sur 120. Pourtant, du fait de l'absence de Sharon, la victoire fut moins nette que ce qu'annonçaient les sondages.

Ariel Sharon ne revint jamais à la vie politique ni même à une vie normale. Hospitalisé dans des établissements spécialisés, il s'éteignit en janvier 2014, au terme de huit années d'inconscience. Inéluctable, sa disparition souleva néanmoins une grande vague d'émotion en Israël. Si le monde arabe resta véhément envers Sharon, le reste de la communauté internationale ne pouvait que prendre acte de l'itinéraire de ce chef militaire et politique sioniste atypique.

Marginal au sein de l'armée, en dépit d'aptitudes hors du commun, il avait fini par s'imposer aux caciques de Tsahal avant de faire de même avec les leaders politiques. Comme beaucoup de ses collègues militaires, de Dayan à Rabin et à Barak, il se montra pragmatique et ne fut pas un idéologue. Tout comme celui de Yitzhak Rabin, le destin d'« Arik, roi d'Israël », resta inachevé. Un destin d'autant plus tragique que, sans cet accident cérébral, Ariel Sharon eût sans doute parachevé l'œuvre de Ben Gourion, le père fondateur.

Bibliographie sélective

BREGMAN, Ahron, *Israel's Wars. A History since 1947*, Abingdon-on-Thames, UK, Routledge, 2000.
DAN, Uri, *Ariel Sharon. An Intimate Portrait*, New York, Palgrave Macmillan, 2006.

KIMMERLING, Baruch, *Politicide. Ariel Sharon's War Against the Palestinians*, Londres, Verso, 2003.
LANDAU, David, *Arik. The Life of Ariel Sharon*, New York, Alfred A. Knopf, 2013.
MORRIS, Benny, *Israel's Border Wars, 1949-1956*, Oxford, UK, Oxford University Press, 1997.
ROSENZWEIG, Luc, *Ariel Sharon*, Perrin, 2006.
SCHIFF, Ze'ev & YA'ARI, Ehud, *Israel's Lebanon War*, New York, Simon & Schuster, 1985.
SHARON, Ariel & CHANOFF, David, *Warrior. An Autobiography*, New York, Simon & Schuster, 1989.
SHARON, Gilead, *Sharon. The Life of a Leader*, New York, HarperCollins Publishers, 2011.
TAMIR, Avraham, *A Soldier in Search of Peace*, Londres, Weidenfeld & Nicolson, 1988.
VARBLE, Derek, *The Suez Crisis 1956*, Londres, Osprey, 2003.

1*. Deux ans avant Ariel, en 1926, était née une fille prénommée Yehudit, surnommée Dita.

2*. À l'article de la mort, Schmuel Scheinerman refusa que son cercueil fût conduit au cimetière dans le corbillard de la communauté.

3*. Abréviation de *Gdudei Noar*, bataillons de la jeunesse.

4*. Etzel est l'acronyme de l'Irgoun Zvai Leumi, tandis que le Lehi désigne le Lohamei Herut Israel (combattants pour la liberté d'Israël).

5*. Des allégations circuleront cependant sur la participation du jeune Sharon à la chasse aux activistes, ce qu'il démentira formellement.

6*. En référence à la rivière Alexander, qui coule dans la plaine du Sharon, et dont étaient issus la majorité de ses membres.

7*. Littéralement « fils de Nun » en référence au roi Josué, vainqueur du siège de Jéricho.

8*. Côté israélien, ces combats firent 77 morts, dont 54 pour la seule brigade Alexandroni.

9*. Cet incident permit plus tard à Uzi Benziman, un journaliste du quotidien libéral de gauche *Ha'aretz*, de dauber le comportement de Sharon dans une biographie intitulée, en hébreu, *L'homme qui ne s'arrête pas au feu rouge*.

10*. Durant ses cinq mois d'existence, ses effectifs ne dépasseront jamais la cinquantaine d'hommes.

11*. Le Conseil de sécurité de l'ONU condamna Israël à l'unanimité, refusant même de mentionner dans sa résolution le lien causal pourtant évident entre l'opération de Qibiya et le massacre de la famille juive.

12*. Une responsabilité très hypothétique, l'historien Benny Morris établissant notamment que Sharon n'avait fait que respecter scrupuleusement l'esprit et la lettre d'un ordre émis au plus haut niveau de l'État.

13*. Plus tard général, chef d'état-major de Tsahal et ministre de la Défense, Bar-Lev continuera à vouer à Sharon une antipathie tenace. Ce dernier eut une revanche éclatante en 1973 lors de la guerre de Kippour avec la faillite de la stratégie mise en œuvre par Bar-Lev et le triomphe militaire absolu de Sharon.

14*. Ayant envisagé de relever Sharon de son commandement, Dayan y renonça *in extremis* avec la montée des tensions qui devaient déboucher, en septembre 1956, sur la crise de Suez.

15*. Le 26 juillet 1956.

16*. Ces combats avaient fait, côté israélien, 38 tués et plus de 120 blessés.

17*. L'exaspération de Dayan face à l'indiscipline de Sharon ressort dans son *Journal de la campagne du Sinaï*, encore qu'il admette « une certaine sympathie pour cette ardeur à se jeter dans la bataille avant d'y être envoyé ».

18*. Gali Sharon trouva la mort en mai 1962, lors d'un accident de la route non loin de Jérusalem.

19*. Sharon reçut les félicitations de Ben Gourion : « À mes yeux, vous étiez général depuis longtemps. Mais ce qui a changé est que certains défauts que vous aviez alors, selon moi, ont disparu. Ma confiance en vous n'a pas été déçue. »

20*. L'expression est de Yael Dayan.

21*. Neveu du premier président d'Israël, Ezer Weizman (1924-2005) deviendra ministre puis, à son tour, chef de l'État (1993-2000).

22*. Beba Idelson était la pétulante dirigeante de la branche féminine de l'Histadrout.

23*. Après la bataille navale du Jutland en juin 1916, lord Fisher, Premier lord de l'Amirauté, avait dit de l'amiral Jellicoe : « Il a toutes les qualités de Nelson, sauf une : il ne sait pas désobéir ! »

24*. La mort accidentelle de son fils Gur.

25*. Les Loubavitch représentent la principale composante du hassidisme judaïque.

26*. Sans être marginalisé, Sharon se retrouva minoritaire dans sa critique du manque de mobilité. Les débuts désastreux de la guerre de Kippour de 1973 devaient d'ailleurs lui rendre pleinement justice.

27*. Une opération demeurée sous le nom de « Septembre noir ».

28*. « Dado » Elazar gardait un souvenir amer de sa cohabitation avec Sharon, quelques années auparavant, au sein du commandement Nord.

29*. La Commission Agranat. Voir p. 236.

30*. Il fut destitué par le chef d'état-major David Elazar du commandement de sa division de réserve.

31*. Le plan Allon, du nom du général Yigal Allon, devenu vice-Premier ministre, prévoyait l'annexion par Israël de Jérusalem et de ses environs, et scindait la Cisjordanie en deux en attribuant à Israël la vallée du Jourdain et l'est de la Judée.

32*. Sharon resta en fonction auprès de Rabin de juin 1975 à mars 1976.

33*. Entre 700 et 1 200 victimes, des hommes pour la plupart, selon les estimations israéliennes ou les certificats de décès produits par les organisations palestiniennes. Chatila était connu pour être un des trois camps d'entraînement de l'OLP pour les terroristes étrangers, européens notamment.

34*. Au mont du Temple se trouvent concentrés le site le plus important du judaïsme, le Mur des lamentations (dernier vestige du temple de Salomon), ainsi que les sites majeurs de l'islam que sont le dôme du Rocher et la mosquée Al-Aqsa.

35*. Une première Intifada (« soulèvement » en arabe) s'était déjà produite en décembre 1987.

36*. Il s'agissait de l'éditorialiste Charles Krauthammer.

37*. Foncièrement proarabe dans la grande tradition gaulliste, le président français ne pardonnait pas à Sharon d'avoir fortement poussé à l'opération Osirak par laquelle Tsahal avait bombardé un réacteur nucléaire irakien construit grâce à la France. En 1996, visitant Jérusalem, Jacques Chirac ne craignit pas de provoquer artificiellement un incident avec les forces de sécurité israéliennes devant la presse.

38*. Celle-ci atteignit alors près de 80 % d'opinions favorables auprès des Israéliens.

39*. En décembre 2005, quelques jours avant la seconde attaque cérébrale qui lui fut fatale, la police déclara détenir la preuve de pots-de-vin d'un montant de 3 millions de dollars versés aux fils de Sharon, Gilad et Omri. Ce dernier purgea une peine de sept mois de prison en 2008, mais fut libéré sur parole au bout de cinq mois.

40*. *Kadima* signifie « en avant » en hébreu.

CHAPITRE 11

Isser Harel (1912-2003)
L’homme de l’ombre

« Les mots sont comme des pièces de monnaie,
ils subissent deux phénomènes différents :
l’érosion et la salissure. »

Abraham B. Yehoshua

« Non, il ne sommeille ni ne dort, celui qui garde Israël. »

Psaume 121, 14

Il fut longtemps surnommé Isser « le Petit » en raison de sa taille et parce que, au début de sa carrière, il eut un concurrent plus altier prénommé comme lui. Or la carrière du « grand » fut éphémère, tandis que celle du « petit » s’identifia à la période héroïque d’Israël. Ses talents et sa ténacité devaient faire de lui le gardien du jeune État hébreu. Un protecteur mystérieux – on ne sut jamais quelle était sa date d’anniversaire –, souvent invisible, mais redoutablement efficace. Était-ce parce que ce petit homme était avare de ses mots, tout autant que de ses rires ou de ses sentiments ? Ce faux tranquille, sur le qui-vive sans jamais le laisser paraître, était fait pour l’ombre. Conformément aux préceptes du Livre des Juges (12, 3), « il risqua sa vie en marchant seul ». L’anonymat absolu fut la rançon qu’Isser Harel dut payer pour garantir la sécurité d’Israël en bâtissant les services secrets parmi les plus performants du monde. Là où les grands chefs militaires se couvrirent de gloire en faisant la une des journaux, cet homme qui représentait à lui seul plusieurs divisions armées resta hermétique et insensible à toute renommée. Aujourd’hui encore le nom de cet homme clé d’Israël est en grande partie oublié du grand public. Mais il en va autrement de son œuvre, dont la résonance reste aussi fascinante qu’universelle, à travers un acronyme : Mossad.

L’histoire débuta dans la ville lettone de Dvinsk, en Russie impériale, et remontait bien avant 1912, l’année de naissance d’Isser Halperin. Elle était celle d’un mariage réussi, encore qu’improbable de prime abord, entre une jeune fille riche et un jeune homme pauvre. La jeune fille, Yocheved, était la cadette de David Levin, un magnat juif qui s’était vu accorder par le tsar Alexandre III en personne le monopole du vinaigre en Russie. Le jeune homme pauvre s’appelait Nathan-Neta Halperin. On chuchotait que Levin avait été le dénicher au fin fond de la Pologne, jusque dans le collège rabbinique de Volojin. Telle était la tradition en ce temps-là, pour l’aristocratie juive, de donner ses filles à des

garçons pauvres mais intelligents, à condition toutefois qu'ils fussent d'une spiritualité irréprochable, sinon férus de Talmud.

Le vinaigre de Vitebsk

Nathan était un garçon dont les qualités intellectuelles réelles étaient gâtées par un caractère renfermé et ombrageux. Peu disert, porté sur l'ascétisme, il avait à peu près autant d'humour qu'une porte de ces prisons où l'Okhrana, la police secrète tsariste, enfermait alors les nationalistes sionistes. Mais qu'importait, aux yeux de Levin ! Nathan était un bon juif dont l'arbre généalogique constituait le meilleur des viatiques. Ne disait-on pas qu'il remontait jusqu'au légendaire Haïm de Volojin, lequel passait pour le fondateur même du rabbinat ? Bien sûr, le beau-père Levin ne manqua pas d'offrir à ses enfants chéris en cadeau de mariage une vinaigrerie à Vitebsk, où ils avaient choisi de s'établir.

Nichée dans un méandre de la rivière Dvina, en Biélorussie, Vitebsk avait un côté provincial un peu fade. Son histoire avait été cependant agitée et les anciens restaient hantés par le souvenir tumultueux, au siècle passé, du passage de la Grande Armée napoléonienne. Située dans la fameuse « zone de résidence[1*] », Vitebsk était peuplée majoritairement de Juifs, ceux chassés de Moscou et de Vilna notamment, qui se réclamaient d'une tradition hassidique plutôt âpre et ne conversaient qu'en yiddish. Si les gens du cru étaient fiers de leur autonomie administrative qui remontait au fameux « gouvernement de Vitebsk », ils l'étaient encore davantage d'une vie culturelle locale parfois brillante. Chacun avait entendu parler d'un atelier de peinture, fondé par Iouri Pen, que fréquentaient des artistes de l'envergure d'Ossip Zadkine, Ilia Tchachnik, ou encore de Moïche Zakharovitch Chagalov, qui n'était pas encore devenu le grand Marc Chagall.

C'est à Vitebsk que Nathan et Yocheved Halperin fondèrent leur famille et que naquirent leurs enfants Yeta, Hannah, Shalom, et Isser, le quatrième et dernier. Il n'était pas facile à vivre, malgré son apparence frêle et sa physionomie de gamin un peu facétieux, avec ses oreilles en feuilles de chou. Isser avait hérité de son père un tempérament taciturne et solitaire, mais il y ajoutait une agressivité et un entêtement qui ne devaient rien au legs familial. Chef de bande rugueux, il donnait volontiers des coups de poing et il n'était pas rare de le voir rentrer à la maison couvert de bleus, les yeux au beurre noir et les vêtements en lambeaux.

Les bagarres mémorables du jeune Isser étaient bien vénielles comparées aux batailles furieuses que se livraient les adultes en Europe. La Grande Guerre

plongeait le Vieux Continent dans le drame et la désolation. Au début, les Halperin et les Levin ne furent pas trop affectés, mais il en alla différemment lorsque les défaites militaires des armées russes, conjuguées à l'exaspération sociale, eurent provoqué la chute du régime tsariste. La guerre civile qui s'ensuivit entre les blancs et les rouges ne pouvait laisser Vitebsk totalement indemne. Un jour, on vit même Léon Trotsky haranguer ses partisans sur la grande place de la ville.

Le bolchevisme était une menace mortelle pour les Halperin. Du jour au lendemain, tous leurs biens furent nationalisés et confisqués. Jusqu'alors opulente, la famille sombra peu à peu dans la pauvreté et la misère. Nathan et les siens connurent la faim et l'angoisse d'être traités en contre-révolutionnaires pour avoir seulement osé conserver chez eux des livres et des publications sionistes rigoureusement interdits par les autorités. En 1922, la famille Halperin quitta Vitebsk pour se réfugier à Dvinsk, qui se trouvait hors des frontières de la nouvelle Union soviétique, en territoire lituanien. Au cours d'un voyage particulièrement éprouvant, elle fut dépouillée des derniers effets qu'il lui restait.

Ruinée par la guerre civile, Dvinsk faisait pourtant figure de havre de paix en comparaison de Vitebsk. Tandis que Nathan s'échinait à reconstruire l'usine de vinaigre familiale, Isser retrouva ses habitudes de meneur des rues, ferraillant cette fois contre des bandes de Lituaniens nationalistes et antisémites aux entournures. Son père s'était échiné en vain à tenter de l'initier au sionisme et aux idées popularisées par les Amants de Sion. Isser était indifférent au sionisme et même au judaïsme. Il ne serait jamais pratiquant ni même sans doute croyant.

Était-ce dû à sa petite taille ? C'était plus fort que lui, il fallait qu'Isser s'affronte aux autres, s'affirme et, surtout, l'emporte. À la longue, ses parents comprirent qu'ils ne pourraient rien tirer de leur rejeton, pas même la promesse de se rendre à la synagogue pour shabbat. On s'habitua à son comportement irascible, à une susceptibilité et à un amour-propre à fleur de peau qui le laissaient perpétuellement sur ses gardes. On se résigna à son regard inexpressif qui traduisait une parfaite indifférence aux autres. À la vérité, on s'inquiétait un peu aussi lorsqu'il lui arrivait d'expédier à l'hôpital des jeunes gens avec qui il venait d'avoir des mots. Qui aurait pu se douter cependant que ce « dur » en sandales et en culotte courte dévorait en secret les romans de Dostoïevski ou de Victor Hugo ? *A fortiori*, qui aurait pu imaginer qu'il publiait sous un pseudonyme des poèmes dans un journal juif de Riga ?

À 16 ans, Isser avait gagné en maturité. L'heure était à la lutte contre les fascistes et antisémites de tout poil. Un semblant de conscience sioniste s'étant

malgré tout éveillé en lui, il avait fini par adhérer au mouvement de jeunesse sioniste et par en rejoindre l'aile gauche.

Un jour, sourd aux objurgations de ses parents, il prit la décision de quitter le foyer familial pour travailler dans une ferme collective non loin de Riga. Il y resta un an, le temps de rêver à son existence future de pionnier dans un kibboutz, en *Eretz Israel*. Bien sûr, comme tout le monde, il fut parfois assailli par l'anxiété de ne pas être à la hauteur. Mais sa détermination était plus forte que ses appréhensions. D'ailleurs, avait-il vraiment le choix ? Des rumeurs parvenaient de toutes parts sur les désordres récurrents qui ensanglantaient la communauté juive de Palestine, ici à Jérusalem, là à Hebron. On était en 1929 et les Arabes se soulevaient une fois de plus. Le Yishouv en était réduit à se mobiliser et la Haganah, sa force d'autodéfense, à tenter d'éviter le pire.

Isser franchit le pas. Il avait 17 ans, un an de moins que l'âge requis pour prétendre à un visa d'immigration. Mais un faussaire parvint à « arranger » ses papiers d'état-civil, de sorte que, en janvier 1930, il put se mettre en route. Outre ses parents, quelques amis étaient venus à la gare de Dvinsk lui dire adieu. Parmi eux, un jeune militant lui remit avec précaution un petit paquet dans lequel il découvrit un peu plus tard un revolver et des cartouches. Il gagna Gênes, puis prit place sur un de ces rafiots dont on se demandait, dès l'embarquement, par quel miracle ils parviendraient à bon port. Sans le sou, il ne lui restait plus qu'à coucher sur le pont, transi de froid et ballotté par les vagues de la Méditerranée. À son arrivée à Jaffa, il fut récompensé par un lever de soleil triomphal comme il n'en avait jamais connu en Lituanie.

L'heure n'était pourtant pas au romantisme. Avant même d'accoster, on avait prévenu les immigrants que la police mandataire ne faisait pas de sentiment avec les Juifs, tout particulièrement avec ceux qui détenaient des armes. Beaucoup de passagers eurent le réflexe de balancer leurs armes par-dessus bord… mais pas Isser, qui dissimula les pièces démontées de son revolver dans la mie d'une boule de pain. L'officier des douanes n'y vit que du feu. Les choses sérieuses pouvaient commencer. Direction : Shefahim, un lieu désolé et aride à la sortie du bourg de Herzlia, à une quinzaine de kilomètres au nord de Jaffa.

On les prenait littéralement pour des fous, ces jeunes pionniers qui rêvaient de créer leur propre kibboutz et de cultiver leurs terres. Entre le rêve et la réalité existait pourtant un gouffre en matière de labeur ingrat, d'impécuniosité chronique, de malnutrition et de maladies. Certains eurent la tentation de reprendre *illico* le chemin du retour. Isser fut de ceux qui restèrent et s'épuisèrent, pioche en main, à creuser des trous pour y disposer des plants

d’orangers. Ses compagnons changèrent d’opinion à son sujet : « Il est petit, mais c’est un stakhanoviste dément[1]. »

D’une certaine façon, et bien qu’il n’en parlât jamais, Isser vivait son rêve éveillé. Son travail acharné et sa volonté inébranlable avaient fait de lui un authentique kibboutznik. Peu après, par une de ces journées printanières où le vent tiède des collines caressait la plaine verdoyante de Sharon, il fit la connaissance d’une jeune fille venue de Pologne. Elle s’appelait Rivka et paraissait aussi gaie et enjouée qu’il était timide et austère. Elle devint sa femme. Sur ce, le jeune pionnier prouva son esprit d’entreprise en formant une équipe spécialisée dans ce qu’on appelait alors l’« installation californienne », c’est-à-dire l’emballage des oranges et la pose de canalisations d’irrigation. Il réussit au point de s’attirer la jalousie des autres pionniers. Écœuré, il quitta avec perte et fracas ce kibboutz de Shefahim pour lequel il avait sué sang et eau. Du moins avait-il appris à connaître les travailleurs arabes avec qui il discutait longuement, leur langue ainsi que la mentalité bédouine.

Cela faisait à présent une dizaine d’années qu’Isser était en Palestine. Approchant à grands pas de la trentaine, il avait réussi à se ménager une petite vie assez confortable à Herzlia, où Rivka et lui possédaient désormais une maison. Mais la guerre surgit de nouveau. Alors qu’il songeait à s’engager dans l’armée britannique, il fut happé par la Haganah dès 1942. On lui fit suivre quelque temps un cours clandestin de commandement de troupes avant de l’affecter à des missions spéciales : enquêtes, surveillances et autres filatures.

Incorporé dans une unité de gardes-côtes de l’armée anglaise, lorsque celle-ci se rapprocha de la Haganah, il s’y ennuya à mourir, l’inactivité relative l’affligeant d’un embonpoint dont il ne parviendrait jamais vraiment à se débarrasser. Il avait presque oublié qu’il avait été bagarreur et ne s’en souvint qu’au moment de passer sa rage sur un capitaine anglais qui se livrait sans complexe au marché noir. Bien entendu, il refusa de s’excuser pour avoir ainsi rossé un supérieur, arguant d’une « question de conscience ». On s’employa à lui trouver une autre occupation et c’est ainsi qu’il fut mis en présence d’Israël Amir.

Pour l’avoir déjà rencontré, Halperin était un des rares à savoir qu’Amir était le chef du Sherut Yediot, c’est-à-dire le SHAI, le service de renseignements de la Haganah. Encore moins nombreux étaient ceux qui connaissaient la puissance réelle de cette organisation secrète. Le SHAI était partout et rien de ce qui concernait la Palestine mandataire ne lui était inconnu. Ses informateurs se comptaient par milliers, tandis que ses ramifications s’étendaient jusqu’au sein

des états-majors anglais et parmi les chefs des bandes arabes. Le SHAI était les yeux et les oreilles du Yishouv : des communications téléphoniques, même les plus confidentielles, aux rapports ou télégrammes, y compris les plus secrets.

Grâce à l'immense toile d'araignée qu'il avait tissée, non seulement le SHAI était au courant de tout ce qui avait de l'importance dans le pays, mais il était en mesure de contrecarrer les menées répressives de la police anglaise contre les sionistes. En 1945, profitant d'une complicité britannique, des agents du SHAI avaient mis la main sur un dossier explosif contenant les coordonnées de tous les responsables de la Haganah et du Palmach. Dans le dossier figuraient aussi les plans d'une opération gigantesque de razzia[2*] par laquelle les Anglais envisageaient de démanteler la Haganah et toute la résistance juive.

Lorsqu'il fit son apparition pour la première fois au QG du SHAI, rue Jabotinsky à Tel-Aviv, Isser Halperin en fit sourire plus d'un, avec sa silhouette de petit rondouillard un peu chauve. Sans même parler de son accoutrement insolite – short kaki, chemise à col échancré et vieux *battle-dress* – qui seyait davantage au kibboutz qu'à une agence de renseignements, fût-elle clandestine. Toutefois les sourires s'effacèrent devant la volonté de fer de cet homme aux yeux bleu acier et à la démarche sportive.

Halperin n'avait pourtant jamais mis les pieds dans un bureau et l'activité du renseignement relevait pour lui du pari. Israël Amir l'avait nommé secrétaire du département juif du SHAI, mais il ne connaissait pas grand-chose à la politique sioniste, à ses dissidences ni aux rivalités entre la Haganah et les mouvances nationalistes. Comment comprendre, d'ailleurs, que les Juifs se fassent la guerre entre eux et que certains ne répugnent pas à livrer leurs frères aux Anglais ?

On le chargea d'abord de s'occuper des dissidents de l'Irgoun et du groupe Stern. Au début, il tâtonna lamentablement : ne connaissant rien à rien, il avait fatalement les idées confuses et il discourait aussi mal qu'il écrivait. Personne ne donnait cher de sa peau dans une fonction aussi exigeante et chacun s'attendait à le voir déguerpir d'un jour à l'autre. Pourtant il s'accrocha, travailla d'arrache-pied avec ses deux seuls collaborateurs et s'immergea dans l'épaisseur des dossiers. On finit par lui concéder de l'intuition, de la méthode ainsi qu'un talent certain pour l'organisation. Peu à peu, on apprit également à considérer d'une tout autre façon cet homme à la mémoire d'éléphant, si peu loquace qu'on avait l'impression de lui arracher une dent quand, par extraordinaire, on réussissait à lui soutirer un mot.

De fait, Halperin comprit tout seul, sur le tas, les règles fondamentales de l'activité clandestine : la redondance des précautions, la compartimentation et

bien d'autres choses encore, comme l'obsession du secret, y compris vis-à-vis de la famille. Sa femme Rivka, qui n'était pas au courant de ses activités, comprit toute seule qu'elle devait s'abstenir de lui poser des questions. Elle fut cependant intriguée le jour où elle le vit rentrer à la maison en uniforme avec des galons de lieutenant-colonel. Quant à leur fille Mira, elle souffrit longtemps de devoir avouer à l'école qu'elle ignorait la profession de son père.

On était déjà en 1946, au plus fort de la résistance juive contre la puissance mandataire britannique. Halperin, qui portait le pseudonyme de Regev, fut promu chef du département juif. Peu après, il installa le centre nerveux de son activité dans le petit appartement qu'il fit réaménager dans une masure à moitié délabrée ouvrant sur une ruelle anonyme du vieux Tel-Aviv.

Il avait déjà pris ses précautions et mis en sécurité ses dossiers ultrasensibles lorsque les Anglais déclenchèrent, fin juin 1946, la formidable opération de ratissage appelée « Shabbat noir ». Les responsables du renseignement de la Haganah y étaient particulièrement recherchés. Mais qui aurait pu soupçonner que derrière ce petit homme d'apparence banale se dissimulait le chef du département juif du SHAI qui donnait tant de fil à retordre aux forces britanniques ?

Au moment où fut adopté à l'ONU le plan de partage de la Palestine, Israël Amir fut remplacé à la tête du SHAI par David Shaltiel, un homme qui lui ressemblait assez peu. Ce quadragénaire, né à Berlin dans une famille portugaise juive orthodoxe, avait été le chef de la Haganah à Haïfa avant de diriger le Ran, service de contre-espionnage de l'organisation d'autodéfense. Élégant, mondain, Shaltiel présentait un profil d'intellectuel avec ses lunettes cerclées d'acier et sa propension naturelle à l'anticonformisme. Peu à l'aise dans son nouveau rôle, il laissa Halperin le remplacer sur le devant de la scène en tant que porte-parole, voire de « leader *bis* ». Ayant gagné en assurance et en autorité, ce dernier était déjà plus qu'un brillant second. Plus personne désormais ne doutait de ses capacités et l'on voyait même en lui le successeur probable de Shaltiel. C'était compter sans l'émergence d'un nouveau venu : Isser Bééri.

Était-ce un stratagème de David Shaltiel pour écarter Halperin de l'état-major du SHAI ? En le faisant promouvoir à la tête du secteur de Tel-Aviv, il libérait la place pour ce Bééri venu de nulle part qui lui succéda avec le soutien de la fraction de gauche d'une Haganah plus politisée que jamais. Dans les services, on dut vite s'habituer à l'autorité de cet ancien entrepreneur de bâtiment, vite surnommé « Isser le grand » en raison de sa haute taille.

Toutefois, aussi prompte avait été son ascension, aussi précipitée devait être sa chute. Avec son physique d'ascète et son regard parfois inquiétant, Béeri était aussi solitaire et taciturne que Halperin. Mais beaucoup voyaient surtout en lui une sorte de mégalomane sous des habits de justicier ; en d'autres termes, un homme dangereux, même s'il servait la Haganah depuis presque dix ans.

Isser Halperin, lui, avait autre chose à faire que de ressasser sa rancœur en pure perte. L'année 1948 était celle de tous les dangers. Avec la perspective de l'indépendance d'un État juif, le SHAI était destiné à faire les frais des bouleversements qui s'ensuivraient inéluctablement. Certes, il n'aurait plus à lutter contre la police britannique. Mais il ne pourrait plus s'appuyer comme auparavant sur un réseau d'informateurs et d'espions arabes. En mai, quelques jours seulement avant la proclamation de l'État d'Israël, Halperin parvint malgré tout à placer un homme de confiance à Amman, dans l'entourage du roi Abdallah de Transjordanie, pour s'assurer de ses intentions : ferait-il la guerre au nouvel État hébreu en vertu de la solidarité arabe ou resterait-il sur son quant-à-soi ? L'homme revint avec la réponse correcte, même si elle n'était pas la plus satisfaisante. Cette réponse contredisait les promesses pacifistes que le souverain hachémite prodiguait au même moment à Golda Meir[3*] : ce serait la guerre.

Le *Mémouné*

D’entrée de jeu, le chef du nouveau gouvernement provisoire, Ben Gourion, songea à une réorganisation de fond en comble des services de renseignements. On comprit aussitôt que cela se ferait sans le colonel Isser Bééri, qui commença sa descente aux enfers le jour de septembre 1948 où l’on découvrit près de Haïfa, au pied du mont Carmel, le cadavre d’Ali Kassem, un chef arabe influent. On soupçonnait celui-ci d’être un agent double œuvrant à la fois pour les Juifs et pour les Arabes.

Au terme d’une enquête minutieuse, le chef du SHAI Isser Bééri fut convaincu d’avoir décidé personnellement de l’exécution sommaire du chef arabe. Le scandale fut tel que Ben Gourion suspendit sur-le-champ Bééri de toutes ses fonctions. Ce dernier fut déclaré coupable devant un tribunal militaire, démis de ses fonctions et mis en disponibilité. Halperin n’était pour rien dans cette disgrâce d’Isser « le grand ». Il ne fut pas davantage concerné par un second dossier, fatal et rédhibitoire cette fois, à l’encontre du désormais ex-chef du SHAI. Ce dossier fut instruit et apporté chez Ben Gourion en janvier 1949 par le maître espion d’Israël en personne, Shaul Avigour, celui que Golda Meir surnommerait « notre ministre de la Défense clandestin ». Conspirateur-né, organisateur en chef du SHAI dès sa fondation, ce beau-frère de Moshe Sharett était aussi falot que Halperin et, comme lui, il ne prenait la parole que lorsqu’il ne pouvait vraiment pas faire autrement. Il ajoutait à son pedigree une parenté avec Eliyahu Golomb, qui avait été l’âme de la Haganah et l’avait dirigée de main de maître de 1939 jusqu’à sa mort prématurée en 1945[4*].

Avigour apportait à Ben Gourion une sorte de bombe à fragmentation : le dossier d’Abba Houshi, un haut responsable du Mapaï, proche de Ben Gourion. Du dossier ressortaient clairement les manœuvres et manigances fomentées par Bééri pour démontrer que Houshi était un ancien informateur des Anglais, donc un traître à la cause sioniste. L’accusation était certes gravissime, or les « preuves » accablant Houshi se révélèrent fabriquées de toutes pièces sur ordre de Bééri.

Presque au même moment, ce dernier fut également accusé d’homicide pour avoir ordonné l’exécution, en juin 1948, du capitaine de l’armée d’Israël Meir Toubianski, qu’il avait fait passer à tort, lui aussi, pour un traître. La coupe était

pleine avec Bééri. À l'issue de son procès, qui se solda par une condamnation seulement symbolique en raison de « services rendus », Bééri fut destitué de son grade et expulsé de l'armée. Il était un homme fini. On était en novembre 1949. Plus rien ne s'opposait désormais au règne d'« Isser le petit ».

Ce règne coïncida, en réalité, avec la création du Shin Beth, service de sécurité intérieure d'Israël, en lieu et place du SHAI et de son département juif, qui n'avaient plus de raison d'être. Ben Gourion en proposa la direction à Halperin. Le « Vieux » avait appris à l'apprécier au moment de l'affaire de l'*Altalena* contre l'Irgoun[5*]. Partageant la même conception de l'autorité et de l'unicité de l'État, tous deux souhaitaient le démantèlement des milices armées.

Leur proximité se resserra au moment de l'assassinat du comte Folke Bernadotte à Jérusalem, qui devait déboucher sur une épreuve de force décisive entre l'État et le groupe Stern. Appuyé par le lieutenant-colonel Moshe Dayan, le jeune chef du secteur de Jérusalem, Halperin proposa à Ben Gourion la liquidation de ce groupe. En quelques jours, ses équipes du Shin Beth parvinrent à appréhender quelque 200 activistes à travers le pays.

Parallèlement, Halperin déménagea en toute discrétion son état-major du dépôt frigorifique anonyme de Tel-Aviv vers le quartier arabe de Jaffa et s'employa à créer puis à organiser les services secrets d'Israël. Sans aide et sans la moindre expérience, il entreprit de poser les fondations du Shin Beth, devant imaginer au quotidien des structures et des solutions originales. Ce fut lui qui insista pour que ses agents aient le statut ordinaire de fonctionnaires de l'État et ne deviennent pas une caste de privilégiés : lui encore qui se fixa pour règle de faire abstraction des tendances politiques de ses agents, ce qui n'était guère facile dans l'État ultrapolitisé qu'était alors Israël : il employa ainsi sans exclusive des anciens du Palmach, de l'Irgoun voire du groupe Stern au même titre que des anciens de la Haganah.

Halperin concentrait alors entre ses mains un pouvoir d'autant plus formidable qu'il s'exerçait en marge de la loi, sous la protection du secret absolu, avec le soutien du gouvernement, hors d'atteinte de la presse et sans existence officielle. Lui-même apporta d'ailleurs des restrictions à sa liberté d'action quasi illimitée en rappelant sans cesse le primat absolu des lois de la nation et des règles de la démocratie. Surtout, il veilla à ce que ses agents fissent preuve d'une intégrité sans faille et que leur moralité, tout comme leur passé, fût irréprochable. La sélection de ses agents fut particulièrement sévère.

Le Shin Beth surgit de la guerre d'indépendance chargé d'une mission cruciale : la sécurité intérieure du jeune État et, notamment, la surveillance des

organisations terroristes, avec un accent particulier sur le contre-espionnage et la lutte contre la subversion. Concurremment au Shin Beth œuvraient alors l'AMAN, le service de renseignements militaires dirigé par Vivien Herzog, et le Département politique que le ministère des Affaires étrangères Moshe Sharett avait débauché du SHAI, de même que son chef Boris Gouriel. Tous ces services, plus ou moins complémentaires, étaient coiffés par le tout-puissant Reuven Shiloah, le conseiller aux Affaires spéciales de Sharett.

À partir de 1951, il apparut que l'attelage ne tenait pas la route, le fameux Département politique se voyant notamment reprocher un train de vie dispendieux ainsi qu'une focalisation excessive sur le politique au détriment du renseignement militaire. Assez rapidement, Shiloah envisagea de dissoudre le Département politique pour lui substituer un nouveau service. Cette logique conduisit à la création de l'Institution centrale pour le renseignement et les missions spéciales, qui serait plus connu sous le nom de Mossad[6*]. Dès l'automne 1951, Shiloah en prit les rênes, confirmant son statut de chef suprême des services secrets d'Israël.

Talentueux et bénéficiant de la confiance totale du gouvernement, Shiloah était cependant plus concepteur qu'organisateur. Moins d'un an plus tard, il dut renoncer et souffla lui-même le nom de son successeur : Isser Halperin, qui devint le nouveau patron du Mossad tout en continuant à diriger le Shin Beth[7*].

Au début de 1953, Halperin devint le *Mémouné*, ainsi que l'on appelle l'homme fort des services secrets israéliens. Il tenait sa légitimité d'un professionnalisme poussé à l'extrême ainsi que d'un flair que l'on qualifiait parfois, sur le ton de la plaisanterie, de « sixième sens d'Isser ». Par la force des choses, il devint un des collaborateurs les plus influents de Ben Gourion, n'ayant de comptes à rendre qu'à celui-ci et disposant d'un budget qui n'était même pas connu des parlementaires. Au gré de leur pratique quotidienne, tous deux en vinrent à se comprendre à demi-mot, leurs échanges – toujours en tête à tête, ce qui était un privilège inouï – excédant rarement quelques brèves minutes. Bien sûr, la connivence de Halperin avec le « Vieux » fit bien des jaloux et des envieux.

Le Mossad fut organisé de la même façon que l'avait été le Shin Beth. Exigeant, Halperin avait mis au point un système de sélection impitoyable. Ne recherchant que les meilleurs, il était craint de ses agents et avait très peu d'amis, toujours dans le travail, se moquant comme d'une guigne d'être perçu comme un loup solitaire. Son autorité naturelle ne l'empêchait pas de rester simple et modeste. On pouvait ainsi le voir déjeuner frugalement, en compagnie de son

chauffeur, dans un petit boui-boui innommable du centre de Tel-Aviv. Traitant avec ses hommes d'égal à égal, il se faisait appeler par son prénom tout en sachant garder ses distances. On pouvait bien subodorer ici ou là de la chaleur humaine sous sa carapace de timidité et de pudeur, il se garderait bien de confirmer la moindre de ces supputations.

En réalité, cet homme timide n'avait qu'un seul vrai défaut : une absence totale de sens de l'humour. Sérieux à l'extrême, il se confondait avec sa mission, sans oublier cependant qu'il restait un outsider. N'appartenant ni aux réseaux de la Haganah ni à ceux du Mapaï ou de l'Histadrout, il n'avait pas droit à l'erreur et savait bien que son poste avait des allures de siège éjectable. Sa meilleure protection était la qualité de son travail. Durant la décennie qu'il passa à la tête du Mossad, il en administra amplement la preuve, faisant taire au passage ses quelques détracteurs.

Dès le début des années 1950, l'obsession de Halperin était la sécurité intérieure d'Israël. La menace ne provenait pas seulement des *fedayin* et des bandes armées arabes : les milieux juifs orthodoxes constituaient eux aussi un problème brûlant. Alors qu'ils n'avaient en rien contribué à la création de l'État, ils ambitionnaient pourtant de lui imposer les principes de la religion. Leur stratégie passait par des organisations secrètes, tandis que la violence et la conspiration étaient leurs moyens d'action habituels. Ainsi de l'Union des fanatiques, qui recrutait dans les écoles talmudiques et se lançait dans l'action terroriste.

En mai 1951, les activistes fomentèrent un attentat contre la Knesset pour s'opposer à un projet de loi sur l'incorporation des jeunes filles religieuses dans l'armée. Sur ordre de Halperin, le Shin Beth lança un vaste coup de filet dans ces milieux. L'objectif restait le même : empêcher l'action subversive sans briser l'existence des individus qui s'y livraient. L'année suivante, l'effervescence devint encore plus dangereuse lorsque Ben Gourion proposa à la Knesset d'exiger des réparations financières de l'Allemagne afin de pouvoir accueillir les rescapés de la Shoah et de lancer un vaste plan de construction et de développement. Le chef du *Herout,* Menahem Begin, s'éleva avec virulence contre la « honte » que représentait ce projet. Des anciens du groupe Stern et de l'Irgoun attaquèrent le Parlement à coups de pierres. Peu après, le Shin Beth appréhenda un extrémiste qui s'apprêtait à déposer une bombe au ministère des Affaires étrangères.

En janvier 1953, le célèbre violoniste américain Jasha Heifetz fut agressé pour avoir seulement osé jouer dans ses concerts des œuvres de Richard Strauss,

compromis avec le régime nazi : devant l'entrée du King David, à Jérusalem, un fanatique lui frappa la main à l'aide d'une barre de fer. C'est alors que le Shin Beth découvrit l'existence des Combattants pour le royaume d'Israël, une organisation clandestine ultranationaliste composée d'activistes formés à l'école de la conspiration. De nouveau, Halperin fit intervenir le Shin Beth afin de démanteler cette structure clandestine, la plus dangereuse jamais créée à l'intérieur d'Israël. Et une fois encore, après la lourde condamnation des meneurs, il intercéda en leur faveur auprès de Ben Gourion. Du moins était-il débarrassé définitivement des mouvements clandestins. Il est vrai qu'il avait pris la précaution de faire infiltrer le parti communiste israélien et d'ordonner des écoutes téléphoniques au siège du Mapam. Ce parti d'extrême gauche, dissident du Mapaï, était désormais complètement noyauté par des activistes prostaliniens.

Sous « Isser le petit », le Mossad trouva peu à peu son rythme de croisière. Déjà tenu pour un service de très haute volée, il était certes jalousé par Pinhas Lavon, le ministre de la Défense qui succéda un temps à Ben Gourion. Il était surtout détesté par l'AMAN et par son chef, le colonel Benyamin Gibli. Toutefois, la réputation d'efficacité de ses agents avait déjà franchi les frontières d'Israël. Dans l'affaire des espions du Caire, véritable séisme dans la communauté du renseignement israélien, dont les implications politiques devaient s'avérer dévastatrices[8*] et à l'origine du « scandale Lavon », le Mossad fut mis rapidement hors de cause.

Halperin, lui, devenu Harel – comme beaucoup d'Israéliens, à l'époque, il avait hébraïsé son patronyme –, traquait les espions portant atteinte aux intérêts de l'État hébreu. Il confondit ainsi Aaron Cohen, un des responsables en vue du Mapam et parvint surtout, au terme de plusieurs années de soupçons, à démasquer une personnalité de tout premier plan : le docteur Israel Beer. Conseiller militaire privé de Ben Gourion, celui-ci faisait autorité sur les questions de défense, passant pour un théoricien de stature internationale et faisant même bénéficier de son expertise le quotidien *Haaretz*. Entre 1956 et 1961, à la stupéfaction générale, Harel réussit à percer à jour les agissements de cet individu qui tenaient à la fois de l'imposture et de la mythomanie[9*].

Auprès des milieux internationaux du renseignement, Harel frappa un grand coup en mars 1956, au moment du XX^{e} Congrès du Parti communiste soviétique. Le secrétaire général du parti, Nikita S. Khrouchtchev, y avait prononcé un discours secret dénonçant le « culte de la personnalité » de Staline, mort trois ans auparavant. Ce discours présentait un caractère historique et des agences comme la CIA ou le MI5 avaient tenté en vain de s'en procurer le texte. Or le Politburo

soviétique en diffusa quelques rares exemplaires dans les instances supérieures de certains « partis frères » en Europe de l'Est. L'un d'entre eux atterrit fortuitement entre les mains d'un journaliste polonais, Viktor Grayevsky. Juif acquis à la cause sioniste, celui-ci le remit aussitôt à l'agent du Mossad en poste à l'ambassade d'Israël à Varsovie, qui s'empressa de le photocopier et de l'expédier à Harel.

Le prestige du maître espion d'Israël fut considérablement renforcé par ce coup d'éclat. Il était déjà très apprécié de la CIA et de son patron Allen Dulles, qu'il avait rencontré deux ans plus tôt au siège de l'« agence » à Foggy Bottom. Harel avait alors offert à son hôte une dague sur laquelle était gravée une citation biblique : « Jamais le gardien d'Israël ne dort ni ne somnole. » Dulles avait remercié dans un large sourire : « Comptez sur moi pour garder l'œil ouvert avec vous[2]. »

Un climat de complicité s'instaura de fait entre la CIA et le Mossad, qui put ainsi bénéficier d'équipements ultrasophistiqués et de gadgets dont Harel et les siens n'auraient même pas soupçonné l'existence. Dulles et Harel convinrent également d'une liaison téléphonique directe et sécurisée, sorte de « téléphone rouge » avant la lettre court-circuitant les structures diplomatiques et politiques classiques.

Ce n'était encore rien comparé à la notoriété exceptionnelle dont le Mossad et Harel devaient bénéficier à la suite de l'« affaire Eichmann ».

Rue Garibaldi, San Fernando

Quelques mois après la fin de la crise de Suez, alerté par ses services de la présence d'anciens grands dignitaires nazis en Amérique du Sud, Isser Harel n'en fut ni étonné ni enthousiasmé. La chasse aux nazis n'était pas une priorité pour le Mossad. Sa mission était de protéger le nouvel État d'Israël, et non de régler des comptes avec les fantômes du passé, comme s'y étaient autrefois employés les militants du groupe Nakam[10*] ou comme s'y consacraient désormais la Zentralstelle[11*], l'institut de Yad Vashem[12*] ou encore le centre de documentation Simon-Wiesenthal[13*].

Comme tous les hauts responsables du pays, Harel ne pouvait ignorer la gêne évidente des *sabras* à évoquer la réalité des camps de la mort et la Shoah[14*]. Ce drame brouillait l'image sioniste du renouveau juif et renvoyait au contre-modèle de la diaspora tout en soulevant une interrogation lancinante : comment des millions de Juifs avaient-ils pu se « laisser conduire à l'abattoir » sans résister ou sans se battre ?

Toutefois, l'information qui lui parvint à l'automne 1957 était peu ordinaire, car elle émanait d'un des plus hauts magistrats en poste en Allemagne de l'Ouest. Et elle concernait un des criminels nazis les plus recherchés, Adolf Eichmann, un officier supérieur SS tenu pour un des grands maîtres d'œuvre de la « solution finale ». Le magistrat allemand, Fritz Bauer, était d'une fiabilité absolue. D'origine juive, ancien résistant, il siégeait alors à Francfort en qualité de procureur général du land de Hesse. Sensationnelle, son information sur l'identification et la localisation d'Eichmann provenait d'une famille juive, les Hermann, établie en Argentine dans les années 1950. Le hasard avait fait que la fille de Lothar Hermann, Sylvia, entretenait une relation avec Klaus, le fils aîné d'Eichmann. Celui-ci avait émigré en Argentine en juillet 1950, où il se cachait sous le pseudonyme de Ricardo Klement.

Eichmann en Argentine ! Harel n'y croyait pas du tout au début, même s'il devait raconter par la suite l'histoire à sa façon[15*]. Il connaissait le battage du rabbin Abraham Kalmanowitz pour convaincre les responsables du département d'État, et jusqu'au directeur de la CIA Allen Dulles, de rechercher Eichmann dans les pays arabes – Égypte ou Syrie –, où l'on présumait qu'il avait trouvé refuge. Il ignorait en revanche que le gouvernement ouest-allemand connaissait

dès 1952 au moins[16*], et la CIA à partir de 1958, la vérité que venait de découvrir à son tour Fritz Bauer.

D'instinct, Harel résolut de faire confiance au magistrat allemand. Cet homme avait pris de gros risques en s'adressant, avec un luxe de précautions, à la mission israélienne à Bonn. Il pouvait être convaincu de trahison dans son propre pays pour s'être adressé clandestinement à des services secrets étrangers. Mais il savait aussi que, dans son propre pays, son information tomberait à plat : le système judiciaire allemand était trop infiltré par d'anciens nazis, tandis que le pouvoir politique du chancelier Adenauer avait la hantise du grand déballage[17*] qu'eût immanquablement entraîné un éventuel procès d'Eichmann sur le territoire allemand.

Compte tenu de sa précision, l'information ne pouvait être prise à la légère. Pourtant, elle ne suscita d'abord qu'incrédulité auprès des enquêteurs du Mossad à Buenos Aires. Comment une personnalité nazie du niveau d'Eichmann pouvait-elle croupir dans un poste subalterne d'une petite compagnie d'électricité de Tucumán ? Comment pouvait-il vivre dans un taudis aussi sordide que ceux du quartier d'Olivos, dans la banlieue nord de la capitale argentine ?

En août 1958, Harel ordonna l'abandon des recherches. Mais Fritz Bauer n'était pas homme à lâcher prise aussi facilement. Jouant le tout pour le tout, il se rendit en personne, dans des conditions rocambolesques, en Israël, où il rencontra Isser Harel ainsi que Haïm Cohen, le conseiller juridique du gouvernement israélien. Il apportait avec lui d'autres informations, tout aussi troublantes. Non seulement Ricardo Klement était bien Eichmann, mais il travaillait désormais comme mécanicien dans une usine Mercedes-Benz et avait déménagé pour le quartier de San Fernando, rue Garibaldi.

Après avoir fait dûment vérifier et revérifier les informations fournies par le magistrat, Harel s'en alla trouver Ben Gourion toutes affaires cessantes. Ulcéré qu'on ne le prenne pas au sérieux, Bauer avait menacé de faire demander l'extradition d'Eichmann par l'État allemand. Ben Gourion réagit aussitôt à cette affaire. Dans son carnet personnel, à la date du 6 décembre 1959, il nota : « Je leur ai dit de dissuader le docteur Bauer d'entreprendre pareille démarche. Surtout, qu'il ne dise rien à personne. Qu'il nous donne simplement le moyen de retrouver Eichmann. S'il est là, Isser se chargera de sa capture pour l'emmener ici[3]. »

Ben Gourion réagissait en pur politique. Il ne pouvait ignorer que le pays était en train de s'essouffler, passé les temps héroïques de l'indépendance. Une

capture éventuelle d'Eichmann était le moyen inespéré de ressouder l'unité nationale en exhumant le grand drame du judaïsme contemporain par le biais d'un « Nuremberg du peuple juif ». Tout comme Fritz Bauer se défiait des autorités politiques et juridictionnelles allemandes, Ben Gourion se défiait d'un pouvoir argentin[18*] réputé pour sa grande mansuétude envers les criminels de guerre nazis. Ne disait-on pas que Josef Mengele, le médecin qui s'était livré à des expériences abominables à Auschwitz, vivait paisiblement en Argentine ? Demander à l'Argentine péroniste l'extradition d'Eichmann était rien de moins qu'irréaliste.

S'il avait jusque-là beaucoup hésité, Harel fit preuve d'une efficacité foudroyante dans l'exécution. Dès le feu vert politique donné à l'opération « Attila », il dépêcha à Buenos Aires les meilleurs limiers du Mossad, parmi lesquels Zvi Ahoroni. On était en février 1960. Les repérages durèrent jusqu'à la mi-mars. Le 1er mai, Harel en personne débarqua dans la capitale argentine en compagnie du commando chargé de l'opération. Dix jours plus tard, Eichmann fut enlevé puis conduit clandestinement en Israël dans un avion de la compagnie El Al. À l'arrivée de l'équipe à Tel-Aviv, Harel se précipita chez Ben Gourion : « Je t'ai apporté un cadeau. Eichmann est ici. »

Le retentissement de cette opération spectaculaire fut considérable, en Israël comme au-dehors. Les autorités argentines eurent beau pester contre cet « acte de piraterie », leurs protestations demeurèrent vaines. Harel, lui, fut célébré en héros par les Israéliens[19*]. Dans l'euphorie de son succès et délaissant pour une fois sa réserve habituelle, il prétendit que, si l'opération avait été déclenchée quelques semaines plus tôt, il aurait pris également Mengele dans ses filets. Fin mai, tandis que Ben Gourion annonçait la nouvelle stupéfiante à une Knesset aux anges, Isser Harel se trouvait non loin de là, derrière la travée réservée aux membres du gouvernement. Parmi les parlementaires, bien peu connaissaient l'identité de ce petit homme un peu chauve aux yeux mi-clos qui savourait ce moment de triomphe.

La vie après le Mossad

Malgré sa prudence légendaire, Isser Harel ne prit pas garde au vent qui était en train de tourner. Certes, adulé par ses hommes, il était de plus en plus respecté au sein du gouvernement israélien ainsi qu'à l'étranger. On vantait à l'envi les capacités hors normes de ce petit homme qui voyageait sans cesse, faux papiers et déguisement garantis, en soutien de ses équipes. Il pouvait bien se le permettre, car il était un modèle de transparence : parfaitement anonyme, il ne se faisait jamais remarquer et nul ne se souvenait de lui. Familier des hôtels, des avions et des aéroports, il n'attirait pas davantage l'attention des gardiens ou des physionomistes que celle des douaniers.

Ses succès lui valurent cependant des inimitiés dans les milieux politiques et surtout religieux. D'une manière feutrée d'abord, puis plus ouvertement, on reprocha à Harel sa distance avec le judaïsme. On insinua que la concentration d'un pouvoir aussi considérable entre ses mains faisait de l'ombre au gouvernement. Peu à peu, Ben Gourion fit écho à ces reproches. Il en résulta un tiédissement imperceptible de ses relations avec Harel. Alors que celui-ci avait carte blanche depuis toujours, le « Vieux » se fit plus suspicieux sur les opérations du Mossad et du Shin Beth et exigea d'en être désormais informé dans le détail.

Parmi les proches de Ben Gourion, Harel se heurtait souvent à Shimon Peres, qu'il détestait cordialement[4]. Il est vrai que les deux hommes étaient en rivalité permanente pour avoir l'écoute privilégiée du « Vieux ». Harel n'avait pas caché son animosité lorsque Peres, qu'il qualifiait de « nouveau Raspoutine », était devenu ministre de la Défense. À l'instar de Golda Meir ou de Yitzhak Rabin, il désapprouvait également le projet nucléaire de Dimona qui était l'œuvre de Peres. Il s'opposa encore plus fermement à lui lorsque, en décembre 1960, des avions étrangers survolèrent le site de Dimona, éventant alors le secret des installations nucléaires israéliennes et menaçant de déclencher une crise diplomatique majeure.

En 1962, Harel remporta une victoire à la Pyrrhus lors de l'affaire de l'enlèvement d'un petit garçon de 8 ans, Yosele Schumacher, par une secte juive ultra-orthodoxe. Ce fait divers prit une dimension politique explosive en raison de l'implication des partis religieux. Au début, Harel avait rechigné à prendre

l’affaire en main au motif légitime qu’elle ne relevait pas de son champ d’action habituel. Mais Ben Gourion s’était fait inexplicablement comminatoire, laissant Harel dubitatif : « La température, brusquement, a dégringolé de plusieurs degrés. Il m’a expliqué que c’était un ordre. J’ai répondu qu’il me fallait au moins lire le dossier de police. Le Premier ministre m’a accordé une heure pour le faire[5]… »

Après des mois de recherches intensives, quelques fausses manœuvres et un nombre impressionnant d’agents mis sur l’affaire, le Mossad parvint à localiser puis à faire libérer l’enfant. Harel devint aussitôt l’ennemi mortel des juifs orthodoxes, ce que Ben Gourion était trop fin politique pour ignorer. Début 1963, la rupture entre les deux hommes était consommée.

À cette époque, les responsables de la défense israélienne s’inquiétaient de l’expérimentation par l’Égypte de fusées sol-sol capables d’atteindre l’État hébreu. Il était à craindre que les ogives de ces fusées ne transportent des produits radioactifs, chimiques ou bactériologiques. Parmi les dirigeants hébreux, personne – pas plus la communauté du renseignement que les militaires – n’avait anticipé cette évolution. Peu après, Harel découvrit que des centaines de techniciens et ingénieurs allemands, discrètement recrutés par l’Égypte, avaient contribué à mettre au point ces engins. Leur objectif était la destruction d’Israël par tous les moyens.

Soutenu par Golda Meir, Harel demanda en conséquence à Ben Gourion d’intervenir auprès des autorités ouest-allemandes pour que cesse cette exportation de cerveaux. Toutefois, pour des raisons politiques, Ben Gourion refusa que la question des « savants allemands » vienne polluer les relations privilégiées qu’il entretenait avec le régime de Bonn. Il laissa la main à Peres pour régler la question avec le ministre allemand de la Défense, Franz-Josef Strauss.

À tort, Harel estima qu’il avait le champ libre pour régler la difficulté à sa manière, par la voie oblique comme d’habitude. Quelques jours plus tard, des scientifiques étrangers travaillant pour les Égyptiens reçurent des colis piégés, des lettres et appels téléphoniques menaçants, ou encore firent l’objet de disparitions inexpliquées. Dans l’aventure, des espions du Mossad se firent prendre pour une fois la main dans le sac.

Harel perdit patience et fit ce qu’il n’avait jamais osé faire durant toute sa carrière : convoquer une conférence de presse. Redoublant d’hostilité envers l’Allemagne, il accusa au grand jour d’anciens nazis de fabriquer au profit du régime nassérien des armes susceptibles d’anéantir Israël. Les quotidiens

israéliens lui emboîtèrent aussitôt le pas, accusant le gouvernement allemand de complaisance, voire de complicité. Une partie de la presse frôla l'hystérie en fantasmant sur des « rayons de la mort détruisant tout sur leur passage ». Ben Gourion lui-même n'en ressortit pas indemne. L'affaire devint très politique et agita la droite nationaliste à la Knesset. Même Golda Meir, ministre des Affaires étrangères, s'en mêla en prenant la défense d'Isser Harel. Il est vrai que Golda, tout comme Isser, détestait l'Allemagne. Pendant ce temps, à l'étranger, le Mossad était accusé de vouloir éliminer physiquement des scientifiques.

Cette fois, Harel fut dans le collimateur du « Vieux ». Les deux hommes en vinrent à se quereller, Ben Gourion doutant ouvertement, pour la première fois depuis quinze ans, de la fiabilité des informations de Harel. Ils ne parlaient plus le même langage. Le maître espion semblait obnubilé par le danger de la coopération de certains scientifiques allemands à l'effort de guerre égyptien, qu'il surévaluait sans doute en toute bonne foi. Le chef du gouvernement, de son côté, réagissait en politique. Il comptait en vérité sur l'Allemagne, d'un point de vue diplomatique et au-delà même. L'Allemagne avait payé à Israël des réparations astronomiques avant de lui accorder un prêt secret de 500 millions de dollars. L'Allemagne encore fournissait tout aussi clandestinement des armes ultramodernes à Tsahal pour une bouchée de pain, quand ce n'était pas à titre purement gracieux. Elle ne pouvait être traitée de la sorte.

Pour Ben Gourion, cette affaire de mise en cause d'une « Allemagne nouvelle », en laquelle il croyait sincèrement, sentait la poudre. Il considérait en outre que Harel empiétait sur le terrain politique alors qu'il n'était malgré tout qu'un exécutant, fût-il de haut vol[20*]. Cela faisait longtemps qu'il jouissait de prérogatives exorbitantes, à la mesure de la puissance du Mossad. Au fil de ces années, loin de rester un simple « fonctionnaire d'État » – même si la modestie de son train de vie le laissait encore à penser –, il faisait figure de super-ministre, auquel la porte du chef du gouvernement était toujours ouverte. Au fond, après tout ce temps où il avait appris à se maîtriser totalement, Harel renouait avec le comportement du jeune pionnier qui avait claqué la porte de son kibboutz un quart de siècle auparavant.

S'estimant désavoué, Harel dut démissionner. Ben Gourion tenta de le retenir avant de se résigner, non sans lui adresser un message : « Sois assuré de ma plus haute considération pour les services importants que tu as rendus durant l'exercice de tes fonctions. Mon estime pour tes capacités, ton dévouement et ta loyauté n'a pas changé[21*6]… »

Harel fut remplacé par le chef des renseignements militaires, Meir Amit. Ayant à son actif une brillante carrière militaire[22*], ce dernier détestait son prédécesseur. Il l'avait déjà critiqué à propos du sauvetage du jeune Yosele, l'accusant d'avoir « dilapidé des ressources précieuses ». Cette fois, il ne manqua pas d'insister auprès de Ben Gourion sur l'exagération par le Mossad de la dangerosité présumée des fusées égyptiennes qui, selon lui, ne présentaient aucun risque pour la sécurité d'Israël.

Lorsqu'il quitta ses hommes après les avoir salués, au siège du Mossad, rue Jabotinsky, plus d'un dur à cuire eut les larmes aux yeux. Cette algarade et son issue dramatique ne portèrent d'ailleurs pas chance à Ben Gourion, qui démissionna lui-même de ses fonctions quelques semaines plus tard.

Harel venait d'entrer dans la cinquantaine. Malgré son départ du Mossad, il resta fidèle à Ben Gourion. Il se rapprocha du « Vieux » lorsque celui-ci, de plus en plus isolé, quitta son parti de toujours, le Mapaï, pour s'en aller créer le Rafi. En 1969, Isser Harel se présenta aux élections législatives sur la Liste nationale qu'avait constituée un Ben Gourion réfractaire à la réconciliation des gauches israéliennes sous la houlette du nouveau parti travailliste. Il fut un des quatre élus de cette liste. La retraite politique de Ben Gourion, l'année suivante, entraîna cependant la désintégration de la Liste nationale. Harel perdit son siège dès 1973. Ce fut là sa seule expérience politique.

Dès lors, il entra dans un long hiver d'une trentaine d'années, qu'il traversa aussi humblement et anonymement qu'il avait vécu jusque-là. À ses côtés, un seul et unique souvenir de sa puissance passée : une photo offerte par Ben Gourion, un jour de novembre 1965, après qu'il l'eut invité dans sa maison de Tel-Aviv. Pour une des rares fois de son existence, Isser Harel avait fondu en larmes. Sur la photo, une dédicace : « À Isser Harel, fidèle gardien de la sécurité de l'État, de son honneur et de ses secrets. Avec mon estime et en toute amitié. David Ben Gourion. »

Bibliographie sélective

BAR-ZOHAR, Michael et NISSIM, Mishal, *« One » Mossad. The Greatest Missions of the Israeli Secret Service*, New York, HarperCollins, 2012.

BAR-ZOHAR, Michel, *J'ai risqué ma vie. Isser Harel, le n° 1 des services secrets israéliens*, Fayard, 1971.

BLACK, Ian & MORRIS, Benny, *Israel's Secret Wars. A History of Israel's Intelligence Services*, New York, Grove Weidenfeld, 1991.

DAN, Uri, *Mossad. 50 ans de guerre secrète*, Presses de la Cité, 1995.

HAREL, Isser, *La Maison de la rue Garibaldi. Le chef des services secrets israéliens raconte la recherche et la capture d'Adolf Eichmann*, Robert Laffont, 1976.

THOMAS, Gordon, *Gideon's Spies. The Secret History of the Mossad*, New York, St. Martin's Press, 1999 (traduction française : *Histoire secrète du Mossad, de 1951 à nos jours*, traduit de l'anglais par Hubert Tézenas et Mickey Gaboriaud, Nouveau Monde Éditions, 2006).
—, *Mossad. Les nouveaux défis*, Nouveau Monde Éditions, 2006.
JONAS, George, *Vengeance*, New York, Simon & Schuster, 1984.
RAVIV, Dan & MELMAN, Yossi, *Spies Against Armageddon. Inside Israel's Secret Wars*, Sea Cliff, NY, Levant Books, 2012.

1*. Sur la « zone de résidence », voir ici.

2*. Il s'agissait de l'opération « Broadside ».

3*. Voir ici-ici.

4*. Eliyahu Golomb n'était âgé que de 52 ans. Avigour et lui étaient beaux-frères.

5*. Sur l'affaire de l'*Altalena*, voir ici.

6*. *Mossad* signifie « institution » en hébreu.

7*. S'agissant du Shin Beth, Harel laisserait cependant toute latitude à son adjoint, Joseph Rotem.

8*. Voir ici-ici et ici-ici.

9*. En janvier 1962, Israel Beer fut condamné à dix ans de prison, peine portée à quinze ans en appel, et mourut en détention en 1966.

10*. *Nakam* signifie « vengeance » en hébreu.

11*. Centre national pour la recherche des crimes nazis, créé en 1958 à Ludwigsburg.

12*. Créé en 1955 sur le site du musée de l'Holocauste.

13*. Simon Wiesenthal (1908-2005) créa à Vienne, et plus tard à Linz, un centre de documentation juif qui fut particulièrement actif dans la traque des criminels nazis.

14*. Signifiant « catastrophe » en hébreu, la Shoah désigne le génocide nazi, ou encore la « destruction des Juifs d'Europe » (suivant l'intitulé d'un ouvrage célèbre de l'historien américain Raul Hilberg). L'usage de ce terme s'est imposé à partir du documentaire au titre éponyme de l'écrivain français Claude Lanzmann, en 1985.

15*. En 1975, dans un ouvrage publié en hébreu (*The House on Garibaldi Street*), Harel s'efforça de se donner le beau rôle et de se décrire comme le grand héros de la capture d'Eichmann. Mais il est vrai que Simon Wiesenthal en fit autant de son côté…

16*. Ce que devaient avérer, des années plus tard, plusieurs documents déclassifiés.

17*. La crainte portait plus particulièrement sur la mise en cause de Hans Globke (1898-1973), directeur de la chancellerie fédérale et proche d'Adenauer, en raison de son ancienne proximité avec le régime nazi.

18*. Depuis la chute du dictateur populiste Juan Perón en 1955, le pouvoir argentin était dominé par la caste des militaires inspirés par une idéologie d'extrême droite.

19*. Ouvert en avril 1961, le procès d'Adolf Eichmann se conclut en appel par une condamnation à mort en décembre de la même année. Eichmann fut pendu en mai 1962 et ses cendres furent dispersées en mer, hors des eaux territoriales israéliennes.

20*. Du reste, Harel s'était trompé, les missiles égyptiens ne constituant pas un réel danger et Le Caire ne développant aucune charge non conventionnelle.

21*. Il n'empêche que le journal intime de Ben Gourion renferme des propos très sévères sur Isser Harel.

22*. Meir Amit (1921-2009) avait été notamment le numéro 2 de Tsahal au temps où Moshe Dayan en était le chef d'état-major général, avant de devenir le patron de l'Aman. Il restera cinq ans à la tête du Mossad (1963-1968).

CHAPITRE 12

Shimon Peres (1923-2016)

Le survivant

« La paix ressemble beaucoup à l'amour.
C'est un processus romantique avec lequel on doit vivre,
dans lequel on s'investit et auquel on accorde sa confiance.
De même qu'on ne peut imposer l'amour,
on ne peut imposer la paix. »

Shimon Peres, 1997

« Je sais que, le jour où une nouvelle génération
de dirigeants politiques viendra aux affaires,
Shimon sera encore en première ligne… »

Bill Clinton, septembre 2003

Il fut le dernier survivant de tous ces grands leaders, activistes, pragmatiques ou visionnaires, qui créèrent puis façonnèrent Israël. On ne sut jamais vraiment de quelle catégorie relevait ce « trait d'union » entre les pères fondateurs et les chefs de la seconde génération. Jeune, il rêvait d'être berger ou poète des astres. Devenu nonagénaire, il avait traversé toutes les époques, de guerres en crises, partageant les espoirs des uns et les angoisses des autres. Les survivants sont souvent les vrais vainqueurs. Est-ce vraiment le cas de Shimon Peres qui, pour avoir été le « dernier des Mohicans », en fut aussi le plus complexe ? Homme de culture livresque, il consacra l'essentiel de sa carrière publique aux dossiers d'armement. Préoccupé de gagner les guerres, il finit en homme de paix honoré par le prix Nobel. Le plus saisissant de ces paradoxes tient à ce que cet homme aussi doué qu'omniprésent, qui en vint à incarner l'État hébreu au soir de sa vie, ait détenu aussi peu le pouvoir, et encore, souvent à titre temporaire, sinon par effraction. Peres fut le mal-aimé de la politique israélienne. Passant pour un opportuniste, naviguant aisément d'un parti à l'autre, il ne réussit jamais à s'imposer franchement et durablement là où des pestiférés parvinrent à humer le doux parfum du succès. Au fond, la destinée de Peres fut aussi déroutante que l'était sa personnalité énigmatique. Est-il si surprenant, en définitive, que cet homme couvert d'honneurs n'ait jamais pu amadouer la gloire ?

Le lion de tristesse

Le caractère insaisissable de sa personnalité se nichait d'abord dans son patronyme, Peres, qui laissait supposer une ascendance séfarade. En réalité, il avait vu le jour en 1923, à Vichniev – petite ville de Russie blanche qui deviendrait polonaise[1*] –, sous le nom de Szymon Perske. Il était né au mois d'août, c'est-à-dire, dans le calendrier hébraïque, au mois d'Ab, qui renvoie à la fois au deuil de la destruction du Temple[2*] et à une symbolique de puissance représentée par le lion : un « lion de tristesse », comme se plairait à le souligner l'intéressé.

Située à une petite centaine de kilomètres de Vilna, qui rayonnait alors sur la culture hébraïque ashkhénaze, Vichniev était une localité à dominante juive et son « horizon s'arrêtait au sommet des grands bouleaux gracieux qui dansaient dans le vent[3*1] ». On y parlait l'hébreu et le yiddish et, bien sûr, le russe. Dès sa plus tendre enfance, Shimon baigna dans une atmosphère très pieuse, rythmée par les fêtes religieuses, qu'entretenait de sa vigilance sourcilleuse son grand-père maternel Zvi Meltzer. Celui-ci s'adonnait à l'étude du Talmud avec toute la révérence d'un homme de foi passé par la prestigieuse yeshiva de Volojine[4*]. Shimon devint religieux, portant la kippa, respectant le shabbat et ne mangeant que strictement casher. Sur les photos de l'époque, on remarque la mise soignée et le regard triste de ce garçon solitaire au teint très pâle. Nul ne pouvait deviner qu'il passait son temps chez lui, à lire et à écrire des poèmes.

Très tôt également, il fut attiré par le sionisme grâce à des parents, Sarah et Getzel[5*], éloignés de l'orthodoxie religieuse, mais très versés dans les œuvres de Theodor Herzl ou de Léon Pinsker et vénérant Weizmann comme Ben Gourion. Les Perske avaient inculqué à leur progéniture[6*] les principes essentiels du judaïsme : l'existence d'un Dieu qui guide, de la Bible qui raconte, d'une langue hébraïque qui l'exprime et surtout d'une terre, Israël, permettant à ces principes de s'épanouir.

En 1935, la famille quitta Vichniev pour « monter » en terre de Sion. Pendant que leurs parents tenaient un commerce à Tel-Aviv, les deux garçons vivaient à Rehovot, non loin de là, en un lieu qu'embaumaient les orangeraies. Shimon n'avait pas encore 11 ans, mais il était déjà taraudé par le virus de la politique. Aussi se détourna-t-il bien vite des mouvements de jeunesse que leur vocation

d’entraide privait de toute vision politique à long terme. Comme il n’avait, par ailleurs, aucune attirance pour le scoutisme et encore moins pour l’*HaShomer Hatzaïr* et son marxisme-léninisme qui le révulsait, il opta dès 1937 pour l’*Hanoar Havoed* (« Jeunesse ouvrière »). Ancré dans le monde du travail, ce mouvement se préoccupait essentiellement de social. Dans un meeting, il croisa pour la première fois Berl Katznelson, maître à penser du travaillisme sioniste.

Dès lors, le jeune Shimon abandonna la religion[7*], ou plutôt, il en changea pour entrer dans l’action et défendre la cause des kibboutzim et d’*Eretz Israel*. Adolescent indépendant, passé par le lycée Geula de Tel-Aviv, il termina ses études à l’école de formation agricole de Ben Shemen, dont il conserverait un souvenir enchanteur. C’est à Ben Shemen, « îlot de verdure et de fleurs entouré d’ennemis », qu’il trouva sa place et devint un vrai kibboutznik. Devenu par la suite un des fondateurs du kibboutz Alumot, il envisagea de se faire fermier et berger. Il cherchait surtout à passer pour un *sabra*, portant volontiers short kaki et chemise bleue boutonnée au col[8*].

Son engagement politique l’incita cependant à prendre une autre route lorsqu’il fut élu, à 18 ans, au secrétariat de l’*Hanoar Havoed*. Il en prit bientôt le contrôle. On était en 1946. L’année précédente, il avait convolé avec Sonya Gelman[9*]. Accessoirement, il changea de nom à la suite d’une mission de reconnaissance dans le désert du Néguev qui faillit d’ailleurs très mal se terminer[10*]. Un jour, l’expédition étant tombée sur un nid d’aigle perché, le zoologue de l’équipe en conclut doctement qu’il s’agissait d’une espèce rare et dangereuse de vautour barbu, dénommée *peres*. Ce nom de rapace plut beaucoup au jeune Shimon, qui décida d’en faire son patronyme d’adoption.

Surtout, il fit une rencontre décisive en la personne de Ben Gourion, qui était intrigué par cet adolescent un peu romantique mais pugnace dont Berl Katznelson et Levi Eskhol lui avaient dit le plus grand bien. Le « Vieux » présidait alors l’Agence juive et le fit entrer au secrétariat de son parti, le Mapaï, dont il devint un militant fervent. Il était temps, car il commençait à avoir des problèmes auprès des kibboutzniki, lesquels prisaient fort peu les ambitieux, avides de lectures et de responsabilités publiques. Au comité de direction de son kibboutz, on tenait Shimon pour un beau parleur, certains l’affublant même du sobriquet peu flatteur de « Shimal’e le bluffeur ».

En décembre 1946, Peres fut un des deux jeunes appelés à faire partie de la délégation du Mapaï au 22e Congrès sioniste de Bâle. L’autre jeune s’appelait Moshe Dayan. Lors de ce congrès, ils croisèrent la fine fleur du sionisme mondial, que dominait la figure tutélaire, quoique déclinante, de Haïm

Weizmann. Les deux néophytes apprirent la dure loi de la politique, les débats étant âpres entre les partisans de Ben Gourion et ceux de Weizmann. Les thèses de Ben Gourion l'emportèrent sur celles d'un Weizmann exténué et désabusé.

Ayant définitivement mis un terme à ses études, Shimon Peres se retrouvait dans le grand bain de la politique. Tout n'était pas rose pour autant. Le drame entre les Arabes et les sionistes couvait depuis le vote par l'ONU du partage de la Palestine. Ben Gourion avait demandé au jeune Peres de se consacrer pleinement à la Haganah, dont il avait l'intention de faire le noyau de la future armée d'Israël. Promu à l'état-major de la Haganah[11*], il s'installa avec ses collègues à la « Maison rouge », un bâtiment appartenant à l'Histadrout, rue Ha Yarkon à Tel-Aviv, et où se trouvait le bureau de Ben Gourion. Telle proximité emplissait de fierté le jeune Shimon, même si elle se résumait parfois à une note anodine du « Vieux » du genre : « Shimon, n'oublie pas d'éteindre la lumière. »

Le jour de la proclamation de l'État d'Israël, Peres fut frappé par les propos pessimistes de Ben Gourion, resté à l'écart de la ferveur populaire : « Seule la guerre fera la réalité d'Israël. » Durant toute la guerre d'indépendance, Peres épaula le « Vieux » et son fidèle second, Levi Eshkol. Contrairement aux garçons de son âge – il avait alors 24 ans –, il ne lui vint jamais à l'idée de s'engager. Quelques années plus tôt, il s'était également abstenu de porter les armes contre l'Allemagne nazie, à l'inverse de son frère cadet Gigi et de Sonya, sa future épouse, qui s'était engagée comme aide-soignante chez les Anglais. Il s'expliquera assez mollement sur cette étrange réticence à être soldat – « l'armée et la guerre ne m'intéressaient pas », épiloguera-t-il –, nourrissant ainsi les critiques désobligeantes sur son courage ou sur la sincérité de son appartenance. De fait, la plupart des futurs dirigeants d'Israël participèrent à la guerre d'indépendance, mais pas Peres, resté civil – ce dont il devrait plus tard supporter le coût politique.

Loin de rester inactif, cependant, Peres se vit notamment chargé par Eshkol d'un dossier essentiel pour la sécurité du jeune État : les achats d'armes. La tâche était gigantesque, car la jeune armée juive était démunie de tout. Du jour au lendemain, Peres fut propulsé dans un univers semi-clandestin de missions mystérieuses, peuplé de marginaux et d'intermédiaires souvent véreux. Responsable de ce secteur aux États-Unis, Teddy Kollek avait besoin de se faire épauler par un interlocuteur fiable en Israël. Eshkol sonda brièvement Shimon : « Parles-tu l'anglais ? Es-tu déjà allé en Amérique ? » Et il s'estima satisfait des

deux réponses négatives du jeune comparse dépité : « Tu es l'homme qu'il me faut[12*2] ! »

Les grandes puissances ayant décrété un embargo sur les armes, il fallut ruser et user de méthodes peu orthodoxes afin de s'en procurer. D'une part, pour se fournir discrètement en avions Messerschmitt et en pièces de mortier par le canal de la Tchécoslovaquie et avec la complicité obligée de l'URSS. D'autre part, pour acheter en cachette aux États-Unis des Forteresses volantes, bombardiers désormais au rebut – Peres fit aménager en plein Néguev un aérodrome dédié à la réception des approvisionnements. Et aussi pour recourir à des personnages hauts en couleur tels que Yehuda Arazi, Al Schwimmer ou encore le comte Stefan Tchernovsky.

Si les sources d'approvisionnement restèrent fragiles, Peres réussit plutôt bien dans sa mission, ce qui lui attira inévitablement les regards obliques d'un *establishment* militaire furieux qu'un jeune civil inexpérimenté s'avise de lui en remontrer. La colère des officiers s'accrut lorsque Ben Gourion, ayant présenté Peres comme un grand expert de la question du Néguev qui lui tenait tant à cœur, le nomma secrétaire adjoint à la Défense pour les affaires navales.

La guerre d'indépendance terminée, Peres souhaitait changer d'air. Il fut envoyé à New York comme représentant du ministère de la Défense. Ne parlant pas mieux l'anglais qu'auparavant, il n'avait aucune attache en Amérique[13*]. Il s'employa à acquérir de l'armement de contrebande et emprunta des circuits parfois rocambolesques, rusant plus d'une fois avec les autorités locales. Il dut également frayer avec des personnages influents, mais louches. Un jour, on le présenta ainsi à Jimmy Hoffa, le patron du puissant syndicat des *teamsters* (camionneurs), que l'on disait étroitement lié à la mafia italo-américaine.

Dans les stocks de surplus américains, Peres fit ses emplettes : des avions de combat Mustang, des bombardiers Mosquito et des Dakota, souvent en pièces détachées. Installée à Burbank, en Californie, sur un ancien terrain d'aviation de la société Lockheed, une équipe dédiée travaillait à reconstituer les appareils. Une fois assemblés, ceux-ci décollaient ensuite pour Israël en suivant la route du pôle Nord.

Un jour, Peres acheta une trentaine de canons au gouvernement canadien sans même avoir le premier sou des 2 millions de dollars exigés. Il appela à l'aide Sam Bronfman, un homme d'affaires juif réputé qui comptait parmi les plus grands producteurs mondiaux d'alcool, et s'en vint le trouver à Montréal. En bon businessman, Bronfman s'avisa d'abord de négocier le prix, qu'il réussit à faire diminuer de moitié. « Et le million de dollars restant, qui va te le donner ? » La

réponse d'un Peres pourtant intimidé fusa tel un lapsus : « Vous[3] ! » Sans doute Bronfman prisait-il ce genre de culot en forme de défi. Il fit organiser *illico* dans sa propre demeure un dîner somptueux pour 150 invités : les plus grosses fortunes juives s'y retrouvèrent et financèrent la quasi-totalité du million de dollars manquant[14*].

Encore plus pittoresques furent les tractations de Peres avec certains pays sud-américains pour l'acquisition au rabais de matériel militaire, comme ces vieux torpédos qu'il fit enregistrer en tant que yachts par une administration américaine plus que soupçonneuse. En Colombie, il se lança dans des discussions interminables pour l'achat de contre-torpilleurs. À Cuba, il passa toute une soirée dans un night-club à la mode de La Havane, assailli par la musique tonitruante de l'orchestre ainsi que par des hôtesses avenantes, avec un interlocuteur censé lui servir de prête-nom pour l'achat d'armements. L'expérience fut enrichissante, mais, en janvier 1952, Peres eut le sentiment qu'elle était parvenue à son terme.

Dans les coulisses du pouvoir

À son retour en Israël, Ben Gourion le nomma directeur général adjoint du ministère de la Défense. Un an plus tard, il devint directeur général en titre. À 29 ans, Peres était le plus jeune haut fonctionnaire à atteindre une position aussi élevée. Sa nomination fit des jaloux et suscita la rancœur de l'état-major militaire, toujours soucieux de préserver ses prérogatives vis-à-vis des civils. Le plus en verve était le chef d'état-major en personne, Ygael Yadin, d'ailleurs à peine plus âgé que Peres[15*]. Mais d'autres dignitaires sionistes, à l'exemple de Moshe Sharett et Golda Meir, ne furent pas non plus très enchantés. L'animosité décrut quelque peu à partir de décembre 1953, quand Moshe Dayan, l'autre protégé de Ben Gourion, devint chef d'état-major de Tsahal.

Au ministère de la Défense, Peres gardait la même mission : l'approvisionnement d'Israël en armements. Il ne croyait pas en la « source américaine » que privilégiaient alors Sharett et les diplomates d'Eban. Washington refusait alors obstinément de vendre des armes à Israël. Moins conciliant que son prédécesseur, Eisenhower écoutait davantage le département d'État, appuyé par le Pentagone, qui ne cachait pas ses inclinations proarabes. D'ailleurs, les Américains étaient réputés exercer un contrôle politique sur les pays auxquels ils fournissaient des armes, ce qui était inacceptable pour les Israéliens.

Peres, lui, marqua sa préférence pour l'option française. Appuyé par Dayan et avec le feu vert de Ben Gourion, il effectua d'innombrables déplacements à Paris, où il noua de solides amitiés dans les antichambres de la IV^{e} République : des hauts fonctionnaires comme Georges Elgozy ou des industriels de haute volée comme Jacques Piette, directeur de la société Nord-Aviation, et Marcel Dassault. Il se lia aussi avec des leaders de premier plan comme Maurice Bourgès-Maunoury, le général Koenig ou le leader socialiste Guy Mollet.

La plupart des responsables israéliens, marqués par leur éducation anglo-saxonne, restaient sceptiques envers la France, jugée peu fiable et instable politiquement. Peres obtint pourtant des résultats convaincants. Dès 1954, le gouvernement français consentit à vendre à Israël des chars AMX 13 et des canons de 155 mm. Son plus beau succès resta la livraison de 24 chasseurs

Mystère IV de dernière génération. Au-delà de ces fournitures inespérées, le rapprochement entre Paris et Tel-Aviv ressemblait à une quasi-alliance. Empêtrée dans la guerre d'Algérie, la France voyait dans l'Égypte de Nasser un péril mortel. Shimon Peres sut transformer l'entente entre la France et Israël en une relation exemplaire. La lune de miel entre les deux pays devait durer près de dix ans.

Certes, les adversaires de Peres en Israël n'avaient pas désarmé, le plus virulent étant désormais Pinhas Lavon, le ministre de la Défense qui venait de succéder à Ben Gourion, retiré provisoirement des affaires. Lavon causa à Peres, ainsi qu'à Dayan, de sérieuses difficultés avant d'être contraint à la démission dans une sombre affaire ayant dégénéré en scandale d'État[16*]. Peres eut les mains libres pour se consacrer à son projet ambitieux de créer une industrie aéronautique spécifiquement israélienne : c'est ainsi que furent construits le Fouga Magister – sous licence française – et, plus tard, le Kfir, version israélienne du Mirage français.

Cette coopération avec la France devint cruciale quand se profila, à l'été 1956, la crise de Suez. Déclenchée par la décision de Nasser de nationaliser le canal de Suez, elle ne concernait pas directement Israël – à ceci près, il est vrai, que l'Égypte maintenait un blocus aérien empêchant Israël d'assurer ses vols vers l'Afrique ; qu'elle abritait les bases de *fedayin* qui perpétraient fréquemment sabotages et attentats meurtriers sur le territoire israélien ; et que, surtout, le raïs égyptien, abondamment fourni en armements par le bloc de l'Est[17*], avait décrété la fermeture du détroit de Tiran à la navigation israélienne, en complète violation du droit international. Peres le souligna alors auprès de ses amis : « Notre Suez, c'est Eilat. Nous ne pouvons pas accepter la fermeture du détroit de Tiran[4]. »

La France vit aussitôt l'occasion de régler son compte à l'Égypte. En tant qu'Israélien le mieux introduit dans les allées du pouvoir français, Peres fut mis dans la confidence de ce qui se tramait et fit le lien entre Paris et Tel-Aviv. Envoyé personnel de Ben Gourion, il jouissait de l'entière confiance de Guy Mollet, chef du gouvernement, et de ses ministres. Peres multiplia les navettes, porteur de messages ou mandaté pour des discussions de haut niveau, au risque d'exaspérer Golda Meir, chef de la diplomatie israélienne[18*], dont la susceptibilité était à fleur de peau. Celle-ci ne supportait plus les intrusions diplomatiques de ce haut fonctionnaire qui s'arrogeait le statut d'un ministre. L'ancienne Américaine de Milwaukee désapprouvait tout particulièrement l'orientation profrançaise qu'il avait réussi à imposer avec l'appui de Ben Gourion.

Peres continua à être de toutes les réunions et de toutes les concertations franco-israéliennes, officielles ou officieuses. Et ce jusqu'à la fameuse réunion tripartite franco-anglo-israélienne de Sèvres, en octobre 1956, qui décida une intervention militaire conjointe dans la zone du Canal. Pour l'occasion se reforma le trio Ben Gourion-Peres-Dayan qui s'était constitué, dix ans plus tôt au congrès sioniste de Bâle. À Sèvres, Peres ne perdit pas son temps et saisit cette opportunité[19*] pour faire avancer un projet qui lui tenait à cœur : doter Israël de la puissance atomique.

Le projet était un peu fou, mais la situation s'y prêtait à merveille. La France avait impérativement besoin du concours de l'État hébreu pour mener son opération de Suez. Au demeurant, le gouvernement français comptait en son sein plusieurs alliés quasi inconditionnels d'Israël. Un accord de principe fut assez rapidement conclu sur un avant-projet élaboré par Peres avec les responsables français du Commissariat à l'énergie atomique[20*]. Deux mois plus tard intervint un premier accord portant sur la coopération de la France à la construction d'un réacteur nucléaire israélien ainsi que sur des fournitures d'uranium[21*]. Ces accords furent arrachés au forceps, dans une légalité parfois approximative, par un Peres plus tenace que jamais[5]. Il était toutefois convenu que le réacteur nucléaire israélien aurait une vocation pacifique.

Ces accords étaient tellement sensibles qu'ils furent tenus ultrasecrets, en particulier pour éviter le déclenchement de fortes pressions internationales. Les États-Unis, qui eussent sans doute tout fait pour bloquer le projet s'ils en avaient eu connaissance, furent tout particulièrement tenus à l'écart : c'était dans l'intérêt de la France comme dans celui d'Israël.

Pour l'emplacement du réacteur nucléaire, Peres choisit le plateau de Dimona, dans le Néguev, non loin de Be'er Sheba. Malgré son succès éclatant, il fut traité d'aventurier et même de charlatan en Israël. Levi Eshkol fustigea une chimère budgétivore, tandis que Golda Meir et Abba Eban s'inquiétaient de la réaction américaine. Le chef du Mossad, Isser Harel, appréhendait pour sa part les réactions soviétiques. Même son de cloche du côté des militaires, de Moshe Dayan, assez gêné, à Yitzhak Rabin, qui redoutait les répercussions d'un programme dispendieux sur ses propres budgets d'équipements conventionnels.

Le projet vit néanmoins le jour, mais son exécution ne fut pas sereine. Le général de Gaulle, revenu au pouvoir, modifia les orientations précédentes et, mettant à profit la fin de la guerre d'Algérie, se rapprocha peu à peu du monde arabe. En février 1960, la France était devenue elle-même une puissance atomique et la coopération nucléaire n'était plus de saison. Les nouveaux

voyages de Peres à Paris ainsi que les deux visites de Ben Gourion à l'Élysée[22*] n'y changeraient rien. Dans la discrétion et au terme d'interminables négociations entre Shimon Peres et le chef de la diplomatie française, Maurice Couve de Murville, Paris se désengagea des accords antérieurs.

Pour autant, le secret absolu sur le projet de Dimona fut difficile à préserver. Fin 1960, un avion espion survola les installations et la presse américaine s'empara bientôt du sujet. L'*establishment* israélien fut pris de panique. Seuls Peres et Ben Gourion conservèrent leur calme et affirmèrent avec aplomb que le site était dédié à… une filature de textile. Il était cependant risqué de ruser indéfiniment avec Washington. Ben Gourion dut admettre devant la Knesset qu'Israël construisait bien une centrale nucléaire à des fins pacifiques. La polémique n'était pas close pour autant, car le président américain fraîchement élu, John F. Kennedy, était très sourcilleux sur la question du nucléaire. Multipliant les pressions sur les Israéliens, il réclama avec force des explications et exigea des contrôles. En compagnie de Peres, Ben Gourion se rendit en Amérique afin de calmer le jeu.

Mais Israël tint bon dans ces bras de fer et Peres n'y fut pas pour rien. Aux Français, il fit comprendre que le reniement de leurs accords passés était inopérant, Israël n'ayant plus besoin d'eux pour construire leur réacteur et pour acquérir de l'uranium. Quant aux Américains, sa diplomatie réussit tellement bien qu'il parvint à arracher à Kennedy en personne, en avril 1963, un contrat pour la fourniture de missiles antiaériens Hawk. Pour la première fois, Washington acceptait d'équiper Israël en armements sophistiqués. S'étant fait l'avocat de son pays, Peres avait eu recours à une martingale gagnante : Israël n'entreprendrait rien dans la région en matière de nucléaire si aucun autre pays ne s'y employait. Habile, ce maniement de l'ambiguïté[23*] deviendrait la position officielle de l'État hébreu. Shimon Peres avait bien mérité d'être surnommé le « père du nucléaire israélien ».

Peres réussit avec l'Allemagne un accord voisin de celui conclu avec la France. L'affaire était encore plus compliquée, compte tenu de l'extrême sensibilité des relations entre les deux pays et du caractère encore récent de l'Holocauste. Peu auparavant, la question des réparations allemandes avait provoqué des incidents en Israël. Le pays n'était pas encore prêt à accepter une coopération avec l'Allemagne. Dès 1957, pourtant, Peres se rendit en Allemagne pour y rencontrer le ministre de la Défense Franz-Josef Strauss. Celui-ci accepta de fournir gratuitement du matériel d'excellente qualité – munitions, hélicoptères, pièces détachées – provenant soit des surplus de la *Bundeswehr*, soit d'usines

d’armements. Strauss consentit même à livrer à Israël des chars américains Patton devant être remplacés à brève échéance.

Tout ne fut pas simple pour autant. En Allemagne, fin 1963, le chancelier Adenauer céda la place à Ludwig Erhard et le nouveau gouvernement, sous la pression des pays arabes, se montra moins disposé à aider Israël. Les chars promis furent néanmoins livrés par des moyens détournés[24*]. Cela faisait déjà longtemps que Shimon Peres était devenu ministre.

Le mal-aimé

Le premier poste ministériel occupé par Peres de 1959 à 1965, vice-ministre de la Défense, aurait pu être son bâton de maréchal. Ceux qui le crurent se trompèrent car il marquait seulement le début d'une carrière politique qui devait s'avérer exceptionnellement longue.

Celle-ci avait débuté avec la conquête de son premier mandat de député à la Knesset. Nouveau venu dans le jeu politique, Peres faisait figure de bureaucrate. On le dénigrait comme un planqué, simple protégé de Ben Gourion, en oubliant seulement à quel point la sécurité d'Israël lui était redevable. Golda Meir ne le supportait pas et il n'avait pas davantage les faveurs de Moshe Sharett, Levi Eshkol, Abba Eban et Isser Harel. Chez les militaires, il n'était pas en odeur de sainteté auprès de Yadin, Allon ou Rabin. En définitive, il n'y avait que Ben Gourion et Moshe Dayan pour le soutenir.

Ses débuts ne furent guère tonitruants. Chargé du développement des villes nouvelles, il parcourut le pays en tous sens, de Kiriat Shmonah au nord jusqu'à Eilat au sud, en passant par Ashdod et Mitzperamon. Son expérience ministérielle tourna court lorsque Ben Gourion prit définitivement sa retraite en juin 1963. Peres faisait alors partie des jeunes du Mapaï qui, avec Moshe Dayan, Teddy Kollek ou encore Yitzhak Navon, s'opposaient à la vieille garde des Meir et Eshkol. Dayan était quasi intouchable, fort de son statut de héros d'Israël. Ce n'était pas le cas de Peres, qui encaissa la majorité de coups visant Ben Gourion.

L'affaire Lavon ayant été dévastatrice pour lui comme pour ses disciples, le « Vieux » avait décidé de fonder son propre parti, le Rafi. Peres désapprouvait cette initiative, qui risquait de finir en impasse : « Le lion, le grand homme politique d'Israël, avait vieilli. Son intransigeance avait un côté presque pathétique et sa ténacité un caractère ultime, comme s'il y allait de la vie ou de la mort[6]. » Il suivit néanmoins Ben Gourion, tant par respect que par admiration, quittant le Mapaï et goûtant pour la première fois à l'opposition. Peres et ses amis furent ainsi peu à peu marginalisés, même s'ils conservèrent en 1965 leurs sièges de parlementaires.

Au printemps 1967, Peres se fit le porte-voix de Ben Gourion pour critiquer Levi Eshkol et pour estimer qu'il n'avait pas la stature d'un chef de gouvernement. Le plus grand adversaire de Ben Gourion, Menahem Begin en

personne, s'adressa alors à Peres pour savoir si le « Vieux » serait prêt à reprendre la tête du pays. Déstabilisé, Eshkol dut accepter la formation d'un cabinet d'union nationale. Il céda le ministère de la Défense à Moshe Dayan, mais oublia complètement Peres. En définitive, Dayan devint le héros de la guerre des Six-Jours et Peres redevint un comparse. Sa cure d'opposition prit fin l'année suivante, lorsque le Rafi, contre l'opinion de Ben Gourion, accepta de rallier le Mapaï et les autres formations de gauche pour former le nouveau parti travailliste.

Lorsque, en mars 1969, Golda Meir prit la succession d'Eshkol, décédé, elle conserva Dayan au ministère de la Défense. Elle ne pouvait pas faire moins que nommer Peres ministre sans portefeuille. Apprit-il la modestie, comme il le prétendit ? En tout cas, il eut à gérer des dossiers peu valorisants, comme le développement économique des territoires ou la question des réfugiés arabes. Deux ans plus tard, Peres fut promu ministre des Transports et des Communications. À ce titre, il fut impliqué en mai 1972 dans l'affaire du détournement d'un avion de la Sabena assurant la liaison Vienne-Tel-Aviv. L'opération eut une fin heureuse, un commando de Tsahal parvenant à maîtriser les terroristes palestiniens.

En octobre de l'année suivante éclata la guerre de Kippour. Siégeant avec les autres ministres, Peres fut le témoin épouvanté d'une catastrophe militaire que personne n'avait vue venir. Avec quelques amis, il s'en fut rendre visite à Ben Gourion à Sde Boker à l'occasion de ses 87 ans. Malade, le « Vieux » paraissait très pessimiste[25*]. L'imprévoyance de Tsahal, jointe au discrédit des travaillistes aux yeux de l'opinion, fit des victimes, dont Golda Meir, qui avait irrémédiablement perdu la main. Même sa courte victoire électorale de décembre 1973 ne put faire illusion. Nommé ministre de l'Information, Shimon Peres conserva son portefeuille très peu de temps, jusqu'à la démission de Golda Meir en avril 1974.

La question de sa succession étant posée, Peres crut le moment venu de se déclarer. Il se porta candidat au nom de la cohésion du parti, mais cumulait les handicaps : le jusqu'au-boutisme de sa fidélité à Ben Gourion et surtout une image personnelle peu gratifiante d'éminence grise et d'homme insaisissable. Le parti travailliste lui préféra Yitzhak Rabin, qui devint Premier ministre. Peres lui-même succéda à Moshe Dayan au ministère de la Défense.

Au printemps 1974, ce ministère n'était pas exactement une sinécure, le pays restant traumatisé par la guerre et vivant dans l'incertitude. Peres s'attacha

à redonner le moral à Tsahal et à réorganiser tant bien que mal un ministère qui s'était montré défaillant.

Il eut surtout à participer, en juin 1976, à la gestion de la crise ouverte par le détournement d'un Airbus d'Air France effectuant la liaison Tel-Aviv-Paris. Contrôlé par un commando palestinien, l'appareil s'était posé à Entebbe, près de Kampala en Ouganda, avec ses 250 passagers. Au côté du chef du gouvernement, Peres était le ministre directement en charge.

Dans la gestion de cette crise, les deux leaders eurent cependant tous deux des positions à contre-emploi. Tandis que Rabin, le militaire, privilégiait des négociations avec les terroristes, Peres, le civil, comprit d'emblée que de telles négociations équivaudraient à une capitulation[26*] et se déclara partisan d'une opération de sauvetage. Il planifia aussitôt cette opération, sous l'égide d'un Comité de crise ultrasecret, et en confia la responsabilité au lieutenant-colonel Netanyahou[27*], qu'il rencontra à de multiples reprises. Si Rabin resta d'une grande tiédeur vis-à-vis du projet[28*], Dayan se montra enthousiaste : « Shimon, je soutiens ton plan non à 100 %, mais à 150 %[7] ! » À contrecœur, Rabin donna le feu vert à l'opération, non sans avoir constaté qu'elle recueillait l'assentiment de son cabinet. Au final, le raid, d'une audace exceptionnelle étant donné notamment la distance entre Israël et le lieu de l'intervention, fut un succès complet[29*].

Les rapports de Peres avec Rabin demeurèrent corrects, quoique émaillés de divergences et de heurts. La situation d'Israël s'était à peu près stabilisée, même si l'allié américain s'irritait des faibles progrès des négociations avec l'Égypte. Mais le vent avait tourné au détriment de travaillistes victimes de l'érosion du pouvoir. Ayant échoué sur le plan international comme sur le plan économique, Rabin dut avancer les élections générales. Il fut cependant accusé d'irrégularités financières et ne fut pas en mesure de livrer bataille. Devenu Premier ministre par intérim, puis élu à la tête du parti travailliste, Peres put croire son heure arrivée[30*]. Contre toute attente, il essuya une défaite historique en mai contre le Likoud de Menahem Begin. Revenu dans l'opposition, il déclina le ministère que lui offrit Begin au nom de la cohésion nationale[31*].

Aux élections suivantes de juin 1981, Peres perdit de nouveau la partie et passa pour le principal responsable de la défaite. Devancé d'un seul siège par le Likoud, le parti travailliste était pourtant le grand favori des sondages. La rivalité entre Peres et Rabin – qui avait tenté un *come-back* – avait laissé des traces, Peres ayant prévenu qu'en cas de victoire, il ne réserverait aucun poste ministériel important à son adversaire.

En juillet 1984, tout en ayant remporté plus de sièges que le Likoud, Peres fut dans l'impossibilité de former une coalition gouvernementale. Il dut accepter une configuration inédite avec le nouveau dirigeant de la droite, Yitzhak Shamir : une rotation à l'occasion de laquelle chacun des deux leaders occupant alternativement le poste de Premier ministre laissait à l'autre les Affaires étrangères. De 1984 à 1986, Peres devint donc pour la première fois chef du gouvernement de plein exercice. Durant sa primature, il tenta un premier rapprochement avec le monde arabe en se rendant au Maroc pour y rencontrer le roi Hassan II. À ceux qui taxèrent alors de faiblesse sa volonté de conciliation, il apporta un démenti en ordonnant le bombardement aérien du quartier général de l'OLP à Tunis.

Son expérience au pouvoir s'avéra cependant de trop courte durée pour qu'il puisse promouvoir sa vision. En novembre 1988, Peres mena de nouveau son parti à l'échec électoral, confirmant qu'il était décidément le mal-aimé de la politique israélienne. À 65 ans désormais, il avait perdu une grande partie de ses espoirs politiques, mais pas ses ambitions. Shamir ayant formé un cabinet d'union nationale, il accepta de devenir vice-Premier ministre, tout en détenant le portefeuille des Finances. Il quitta cependant le gouvernement après l'échec d'une coalition qu'il avait tenté de constituer entre le parti travailliste, d'autres partis de gauche et des partis religieux ultra-orthodoxes – ce que la presse qualifia sans aménité de « coup tordu ».

Peres assuma son rôle de chef de l'opposition, mais son étoile avait cessé de briller. Marqué par ses échecs à répétition, il fut battu au début de 1992 par Rabin, le revenant, aux élections primaires du nouveau parti travailliste. En juin de cette même année, Rabin devança le Likoud aux élections d'une douzaine de sièges et de près de 10 points. Il forma le nouveau gouvernement et nomma Peres chef de la diplomatie.

Tirant les conséquences de la stratégie d'implantation dans les territoires, tous deux convinrent de promouvoir une politique de paix vis-à-vis du monde arabe, dans la logique de la conférence de Madrid de 1991. Rabin fit feu de tout bois pour parvenir un accord avec la Syrie, le nœud du refus arabe. Peres, lui, choisit la voie de la négociation avec l'OLP de Yasser Arafat. Quoique demeurée ultrasecrète, l'entreprise s'annonçait risquée, compte tenu de l'aversion des Israéliens – et, d'ailleurs, de Rabin lui-même – pour Arafat.

Au fil des mois, la « piste syrienne » mena dans l'impasse, alors que la piste suivie par Peres s'avéra plus fructueuse. Il en ressortit la déclaration de principe des accords d'Oslo, signés à Washington en septembre 1993 en présence de

Peres, de Rabin et d'Arafat, sous les auspices bienveillants du président américain Clinton. Ces accords instauraient un mode de négociation pour régler le problème israélo-palestinien à travers une autonomie palestinienne temporaire de cinq ans. Si le monde entier retint la poignée de main entre Arafat et Rabin à la Maison Blanche, peu de gens surent à l'époque que Peres et son adjoint Yossi Beilin avaient été les véritables artisans de l'accord. Celui-ci vaudrait aux trois principaux protagonistes de recevoir conjointement le prix Nobel de la paix : sur la photo, Peres se situait significativement au centre de ce trio de circonstance.

Complété en mai 1994 par l'accord de Jéricho-Gaza qui investit la nouvelle Autorité nationale palestinienne de pouvoirs limités, ainsi que par le traité de paix d'octobre de la même année entre Israël et la Jordanie – le second du genre après celui conclu avec l'Égypte –, le processus d'Oslo autorisait bien des espoirs. S'y impliquant totalement, Yitzhak Rabin le paya de sa vie en novembre 1995, laissant la classe politique israélienne dévastée.

L’âge n’est pas un crime

Peres devint le nouveau Premier ministre, mais son accession avait cette fois un goût particulièrement amer. Il dut endosser le rôle ingrat de successeur d’un héros fauché en pleine gloire. Nul n’ignorait leur rivalité passée, leurs dissentiments et leurs confrontations. Certes, ils en étaient venus à travailler de concert, mais par pure nécessité, sans la moindre sympathie réciproque. Les conseillers de Peres forgèrent après coup le mythe de leur grande réconciliation en exploitant l’image de leur étreinte, lors de cette nuit fatale du 4 novembre, et du chant de paix qu’ils entonnèrent dans l’allégresse du moment. Lui-même eut beau parler de Rabin comme de son « frère aîné » lors de l’éloge funèbre qu’il prononça devant le gotha du monde politique international – « Ce meurtre m’affectait bien plus que je ne le montrais » –, il était cependant dans la peau du survivant par effraction, de celui qui n’aurait pas dû se trouver là. Pour les Israéliens, ses propos sonnaient faux.

Conscient de sa situation, Peres résolut d’abord de ne pas anticiper les élections générales prévues en 1996 : « Je ne veux pas que l’on dise de moi que j’ai été élu grâce au sang de Rabin[8]. » Il y avait sans doute de la noblesse dans ce comportement, mais aussi, à en croire certains, une manifestation de son ego, Peres refusant une victoire qu’il aurait due à Rabin. Ce fut en tout cas une grave erreur qui lui coûta l’élection.

En avril 1996, Peres avait dû gérer en catastrophe de nouvelles agressions palestiniennes. Tandis que le Hamas multipliait les attentats à Jérusalem et à Tel-Aviv, le Hezbollah menaçait la Galilée avec ses tirs de roquettes. Mais l’opération « Raisins de la colère » qu’il avait alors déclenchée au Sud-Liban en représailles avait tourné au fiasco. Déjà peu populaire, Peres passait désormais pour un homme peu fiable. En mai, il perdit l’élection contre le jeune leader de la droite Benyamin Netanyahou[32*].

Le nouveau chef du gouvernement renonça à son projet initial de former un cabinet d’union nationale : « J’avais entendu trop d’histoires sur le compte de Peres, sur les manœuvres qu’il entreprenait dans le dos de Rabin. Je craignais qu’il agisse de même avec moi[9]. » Par la suite, « Bibi » prit toutefois l’habitude de recevoir Peres à son bureau, à la nuit tombée et à l’abri des regards, pour discuter des affaires du pays. L’expérience du vieux leader travailliste

l'impressionnait de toute évidence. Un jour, il lui demanda même de rencontrer Arafat en son nom.

La défaite électorale contraignit Peres à abandonner la direction du parti à Ehud Barak. De toute façon, il en avait assez des insultes de ceux qu'il qualifiait de « bandits » et auprès de qui il passait pour un « *loser* ». Tandis que les médias claironnaient la « fin de l'ère Peres », l'intéressé fondait le Centre Peres pour la paix destiné à favoriser la paix entre les peuples du Proche-Orient et à rapprocher les Juifs et les Arabes. Au conseil de direction de cet organisme devaient figurer d'éminentes personnalités du monde entier. Il en ressortait clairement que Peres était plus respecté et admiré hors d'Israël que chez lui.

Cela se vérifia en 1999, lorsque Barak remporta les élections et ne proposa à Peres qu'un ministère subalterne[33*]. La preuve par neuf en fut apportée lorsque celui-ci perdit sa énième bataille électorale : cette fois pour la présidence d'Israël, en juillet 2000, contre le candidat du Likoud Moshe Katzav. Qu'il ne fût pas prophète en son pays était une évidence, mais Peres pouvait se croire poursuivi par une malédiction. Son ami, le poète et romancier Amos Oz, dut s'employer à le rassurer : « Aucune malédiction ne peut planer sur un homme qui a laissé une telle marque. »

Shimon Peres avait à présent 80 ans et ses amis chefs d'État en plaisantaient, à l'image de Bill Clinton : « Habituellement, on donne une tape dans le dos de l'octogénaire et on le félicite pour ses réalisations, mais votre cas est différent : vous êtes seulement à mi-parcours… »

À la chute de Barak, qui avait perdu les élections en mars 2001 contre Ariel Sharon, Peres avait déjà envisagé de quitter une famille travailliste bien ingrate à son endroit. Sharon avait constitué un cabinet d'union nationale et donné à Peres le portefeuille des Affaires étrangères. Lors de nouvelles élections, en 2003, le parti travailliste subit une nouvelle défaite écrasante et Peres en devint le président par intérim. Mais ses regards étaient désormais tournés vers Sharon, le bretteur impavide en qui il avait deviné un homme de paix. Le vieil homme de gauche fit approuver par son parti le désengagement de Gaza défendu par Sharon.

Lorsqu'il perdit la présidence de son parti, aux primaires de novembre 2005, face à la jeune gauche du parti emmenée par Amir Peretz, plus rien n'avait d'importance. Shimon avait rompu les amarres et rejoint *Kadima*, le nouveau parti formé par Sharon, lui aussi en rupture de ban avec son parti d'origine. De quoi donner raison au grand politologue français André Siegfried qui professait

naguère qu'« il faut souvent changer de parti si on veut conserver les mêmes opinions »…

Même quand Sharon fut brutalement frappé par une attaque vasculaire cérébrale et disparut de la vie politique, Peres continua à courir. Sous le nouveau gouvernement formé par Ehud Olmert, cet homme infatigable devint vice-Premier ministre[34*]. À ceux qui soulignaient sa longévité pour mieux la déplorer, il répondait invariablement, non sans s'excuser d'être en bonne santé : « L'âge n'est pas un crime[10]. »

En juin 2007, enfin, il fut élu président de l'État d'Israël. À 84 ans, il était temps ! L'ironie et la commisération entourant l'éternel perdant le cédèrent alors à l'admiration vis-à-vis du lutteur irréductible qu'il n'avait jamais cessé d'être. Mieux qu'un combattant, Peres était un survivant, dont la seule présence rappelait aux Israéliens d'où venait leur pays et les efforts qu'il avait fallu déployer pour garantir leur destin. Cet homme de grande culture leur rappelait aussi que l'énergie et la volonté sont indissociables de la noblesse du projet, ainsi que le soulignera Amos Oz en un clin d'œil rétrospectif : « Mon ami Shimon court et trébuche, court et tombe parce que ses yeux sont dans les étoiles. »

En septembre 2016 prit fin la course de Shimon Peres. Depuis deux ans déjà, il avait achevé son mandat présidentiel. Il n'avait pas pris sa retraite pour autant, mais il était alors grand temps, pour ce mal-aimé de la politique israélienne au parcours hors normes, de prendre place enfin parmi les pères de la nation.

Bibliographie sélective

BAR-ZOHAR, Michael, *Shimon Peres. The Biography*, New York, The Random House Publishing Group, 2007 (traduction française : *Shimon Peres et l'histoire secrète d'Israël*, traduit de l'anglais par Michel Bessières, Odile Jacob, 2008).

GOLAN, Matti, *Shimon Peres. A Biography*, Londres, Weidenfeld & Nicolson, 1982.

JONATHAN, Joëlle, *Shimon Peres. La force de vaincre* (entretiens), Le Centurion, 1981.

PERES, Shimon, *From These Men. Seven Founders of the State of Israel*, New York, Wyndham Books, 1979.

—, *Battling for Peace. A Memoir*, New York, The Random House Publishing Group, 1995.

—, *The Imaginary Voyage. With Theodor Herzl in Israel*, New York, Arcade Publishing, 1999.

—, *No Room for Small Dreams. Courage, Imagination and the Making of Modern Israel*, New York, HarperCollins Publishing, 2017.

SLING, David's, *The Arming of Israel. Shimon Peres*, Worthing, UK, Littlehampton Books, 1970.

1*. Aujourd'hui Vishnyeva, en Biélorussie.

2*. Le second Temple de Jérusalem avait été détruit par les Romains au cours du mois d'Ab de l'an 70.

3*. Selon les propres termes de Peres.

4*. Il est vrai que, de son côté, son grand-père paternel Zalman Perske descendait directement du fondateur de cette yeshiva, Reb Haïm de Volojine.

5*. Marchand de bois et propriétaire forestier prospère, le père de Shimon se prénommait en réalité Yitzhak.

6*. Les Perske eurent deux fils : Shimon et Gershon, ce dernier étant surnommé « Gigi ».

7*. Il ne fit pas sa bar-mitsva, bien plus d'ailleurs pour des raisons financières que pour des raisons de croyance pure.

8*. Il n'y réussira pas vraiment, ne pouvant notamment se débarrasser de son accent polonais.

9*. Ils eurent trois enfants, Zvia, Jonathan et Nehemiah.

10*. Toute l'équipée fut arrêtée par les forces britanniques qui contrôlaient alors le Néguev et les soupçonnaient de se livrer au trafic d'armes. Quand on lui demanda ce qu'il allait faire à Akaba, Shimon ne put résister à un trait d'humour : « Nous n'y sommes pas allés depuis deux mille ans. Nous voulions voir ce qui avait changé. »

11*. Il avait alors les fonctions de responsable du recrutement et de la mobilisation.

12*. L'anecdote fut narrée à plusieurs reprises par Peres lui-même. La décision d'Eshkol laissa Kollek pantois.

13*. Du moins le croyait-il, car il se découvrit une cousine proche en Amérique, Betty Joan Perske, *alias*… Lauren Bacall.

14*. Par la même occasion, Shimon gagna un pari avec son oncle Avraham Dickenstein qui lui avait dit : « Si tu obtiens un centime de Bronfman, je t'envoie une caisse de whisky. »

15*. Yadin n'avait alors lui-même que 35 ans.

16*. Sur l'affaire Lavon, voir ici-ici et ici-ici.

17*. En septembre 1955 avait été signé entre l'Égypte et la Tchécoslovaquie un accord portant sur des quantités importantes de livraisons d'armes.

18*. En juin 1956, Golda Meir avait succédé à Moshe Sharett.

19*. Au moment même où se négociait le protocole de Sèvres, Peres parut recourir au chantage en laissant entendre aux Français qu'Israël pourrait conditionner sa participation à l'opération de Suez à l'acquisition d'une force de dissuasion.

20*. Le CEA comptait lui-même en son sein plusieurs admirateurs d'Israël, parmi lesquels son administrateur général Pierre Guillaumat ainsi que Bertrand Goldschmidt et Jules Horowitz.

21*. Deux autres accords suivraient : en août 1957, sur une coopération pour la recherche et la production d'armes nucléaires ; et en octobre 1957, sur l'engagement français à construire en Israël une usine de séparation du plutonium.

22*. Respectivement les 14 juin 1960 et 6 juin 1961. C'est au cours de cette seconde rencontre, en présence de Shimon Peres, que de Gaulle porta un toast demeuré célèbre à « Israël, notre amie et notre alliée ».

23*. Ce qui, dans le jargon stratégique américain, correspondait au sigle NCND (*Neither Confirm nor Deny*).

24*. Peu après, Bonn mit fin à sa coopération militaire avec l'État hébreu. Toutefois, des relations diplomatiques entre les deux pays furent établies (mars 1965) et l'Allemagne offrit de l'argent à la place des armes. Pendant des années, Israël reçut ainsi d'importantes quantités d'armes sans bourse délier.

25*. Ben Gourion mourut quelques semaines plus tard, en décembre 1973.

26*. Les terroristes exigeaient notamment la libération des Palestiniens détenus dans les prisons israéliennes.

27*. Yoni (Jonathan) Netanyahou, le frère aîné du futur Premier ministre.

28*. Son scepticisme fut partagé un temps par le chef d'état-major de Tsahal, Mordechai « Motta » Gur.

29*. La seule ombre fut la mort de Yoni Netanyahou, unique victime de l'opération.

30*. Peu avant que le scandale ne l'atteigne, Rabin avait une nouvelle fois triomphé de Peres, quoique d'extrême justesse, aux élections primaires du parti, en février 1977.

31*. À l’inverse de Moshe Dayan qui, élu député sur la liste travailliste, accepta de devenir ministre des Affaires étrangères.

32*. Depuis la réforme récente du système électoral, les Israéliens élisaient leur Premier ministre au scrutin direct.

33*. En l’espèce, le ministère de la Coopération régionale.

34*. Il détenait aussi le portefeuille du Développement pour le Néguev, la Galilée et l’économie régionale.

ÉPILOGUE

Si rien n'était sans doute écrit, une conviction ressort cependant du parcours et de l'existence de ceux qui furent les douze piliers d'Israël. Sans eux, le sionisme ne serait resté qu'un idéal abstrait et n'aurait en tout cas jamais entraîné la création d'un État. Sans la force de leurs rêves, sans la cristallisation d'une volonté forgée dans l'adversité, sans une ténacité inextinguible, rien n'eût été possible ni même concevable.

Certes, le piège de la personnalisation guette en permanence l'historien. Il peut apparaître excessif, voire erroné, de ramener à ces douze leaders la naissance d'Israël qui est tout autant, sinon davantage, le fruit des circonstances. Du reste, on ne saurait l'attribuer uniquement à cette petite douzaine de personnalités, eussent-elles été hors normes. D'où le grief qui ne peut manquer de viser le choix initial de cet ouvrage : pourquoi ces douze-là et, d'ailleurs aussi, pourquoi seulement douze ?

D'autres, et non des moindres, entreprenants et clairvoyants sinon visionnaires, eussent tout autant mérité de faire partie de cet aréopage. Eliezer Ben Yehuda, l'inventeur de l'hébreu moderne, était assurément de ceux-ci, ainsi que Yigal Allon, Moshe Sharett, Levi Eshkol ou Yitzhak Shamir. Sans doute aussi Yitzhak Ben Zvi, Eliyahu Golomb, Berl Katznelson et tant d'autres encore, qui ne se contentèrent pas d'être des brillants seconds ou des compagnons de route. Par leur valeur politique, intellectuelle, humaine, ils furent bien plus importants que de simples comparses dans l'ombre de héros.

Toutefois, subjectivité du choix mise à part, force est de reconnaître que ces douze piliers d'Israël étaient d'une essence différente. Ces lutteurs véhiculaient, chacun à sa façon, une charge symbolique qui les élevait au-dessus des autres et leur façonnait une stature commune. Tous étaient ashkénazes, originaires d'Europe centrale avec tout ce que cela supposait de tradition, de passé, de rêves, mais aussi de préjugés. Beaucoup avaient connu personnellement les pogroms et perdirent des membres, voire la totalité, de leur famille dans la Shoah. La plupart se réclamaient d'une vision socialisante et maîtrisaient les codes de l'idéologie travailliste. Nombre d'entre eux, enfin, avaient largué les amarres de leur existence passée, étaient en rupture avec leur mode de vie, leurs amis et même

leur famille. Pour être les héros d'un idéal, ils étaient aussi des êtres parfois frustrés dans leur quotidien et d'un équilibre humain précaire, tant il est vrai que l'héroïsme ne peut se vivre en totale impunité.

Pourtant, au-delà d'un socle qui ne pouvait qu'être commun – sans quoi ils ne se seraient jamais rencontrés –, qu'ils furent dissemblables, ces douze hommes et femme qui s'étaient approchés dans l'anonymat, côtoyés dans la lutte puis, pour certains d'entre eux, croisés au pouvoir ! Des itinéraires personnels, des parcours politiques ou intellectuels que la singularité ne pouvait rendre interchangeables. Peut-être tiraient-ils parti de leur assemblage kaléidoscopique. Peut-être leurs connivences procédaient-elles paradoxalement de leurs dissemblances, même s'il y eut aussi de franches inimitiés, sinon de rudes rivalités.

Aujourd'hui, que reste-t-il en Israël même de ces grands de la nation dont la plupart reposent à Har Hazikaron, sur le mont Herzl, à l'ouest de Jérusalem ? Des souvenirs chez les anciens, bien sûr, mais qui s'estompent inéluctablement au fil de leur propre disparition. Des noms de rues ou de villes aussi, quelques plaques commémoratives, la résidence de Meir Dizengoff à Tel-Aviv, boulevard Rothschild, où Ben Gourion proclama la naissance de l'État, devenue un musée. Et c'est à peu près tout.

Les *sabras* d'Israël sont comme tous les jeunes du monde entier. Certes, Yad Vashem, le mémorial de la Shoah, rend impossible l'oubli de l'innommable. Mais là-bas comme ailleurs, le présent comme le désir de vivre tend à effacer le passé et la mémoire commune. Peut-être même les jeunes générations d'Israël ignorent-elles jusqu'au nom de certains de ces douze fondateurs.

On peut trouver à le déplorer, même si cette évolution est somme toute normale. Malgré sa singularité et notamment l'omniprésence de la guerre, Israël a changé, comme toutes les autres nations. S'il est vrai que le regard des autres n'est plus le même, celui que l'État hébreu porte sur lui-même est également différent, au point de refléter une crise d'identité. Aujourd'hui l'Israël des kibboutzim, sur lesquels le pays avait fondé sa légitimité, voire sa popularité, n'existe plus. Pour ne pas être épargné par l'affairisme, l'Israël d'aujourd'hui est aussi devenu le domaine d'élection des technologies de pointe et des start-up. Résiduelle en 1948, la fraction arabe de la population a crû pour devenir une minorité qu'il est désormais impossible d'ignorer. Face à l'hégémonie ashkénaze des origines, les séfarades ont réclamé leur part de considération et de pouvoir, avant que l'immigration massive des Juifs russes ne vienne encore modifier la donne démographique. Surtout, l'héroïsme des commencements s'est mué en

une sorte de prosaïsme, qu'on peut louer ou regretter, mais qui n'en est pas moins inéluctable. Israël se banalise et, au fil de sa normalisation, disparaissent logiquement héros et visionnaires.

Sans révérer excessivement le passé, force est de reconnaître que les hommes d'État israéliens actuels n'ont pas la même stature que leurs prédécesseurs. Ce n'est pas tant d'ailleurs une question de personnalité que de contexte. La vision a cédé le pas à la gestion triviale du quotidien, avec son cortège de travers et de vices. Il est vrai qu'Israël ne joue plus sa survie. Les Israéliens d'aujourd'hui ne sont plus les survivants des camps de la mort. Peu à peu, ce pays n'aura plus grand-chose en commun avec l'esprit qui a entouré sa création. Le souvenir même des pères fondateurs prendra la forme de commémorations glacées et désincarnées. Sans doute faudra-t-il être historien ou nostalgique pour savoir qu'à Rehovot vivait Weizmann, que Sde Boker était le kibboutz de Ben Gourion, que Rishon Le Zion fut le premier établissement sioniste en *Eretz Israel*, que Zikhon Yaacov était un hommage à Jacob Rothschild ou encore pour savoir qui étaient Abba Eban ou Isser Harel.

L'âme d'un peuple ou d'une nation, c'est ce qu'incarnaient en définitive ces douze piliers d'Israël. Avec le temps, ils s'installent peu à peu dans une histoire figée et distanciée du présent, sans doute différemment d'Hérode ou de Bar Kochba, mais peu s'en faut.

NOTES

Avant-propos

1. Voir notamment Sigmund Freud, *L'Homme Moïse et la religion monothéiste*, Gallimard, 1986.
2. Tuvia Friling, « Ben Gourion. Un leader hors normes », p. LI, in David Ben Gourion, *Journal 1947-1948. Les Secrets de la création de l'État d'Israël*, La Martinière, 2012.
3. Charles de Gaulle, *Le Fil de l'épée*, Plon, 1932, p. 201.
4. Marc Bloch, *Apologie pour l'histoire ou le Métier d'historien*, Armand Colin, 1967, p. 4.

1. Theodor Herzl, le visionnaire

1. David Ben Gourion, *Mémoires. Israël avant Israël*, Grasset, 1974, p. 12.
2. Joseph Roth, *Juifs en errance*, Seuil, 1986, p. 51.
3. Voir Charles Zorgbibe, *Theodor Herzl, l'aventurier de la Terre promise*, Tallandier, 2000, p. 22.
4. Stefan Zweig, *Le Monde d'hier. Souvenirs d'un Européen*, Belfond, 1982, p. 128.
5. La pièce était intitulée *La Femme de Claude*. Cité par Yohanan Manor, *Naissance du sionisme politique*, Gallimard-Julliard, 1981, p. 78. Voir aussi Jérôme et Jean Tharaud, *Petite histoire des Juifs*, Plon, 1927.
6. Charles Zorgbibe, *Theodor Herzl…*, *op. cit.*, p. 50.
7. Cité par Walter Laqueur, *A History of Zionism*, 1972 (traduction française : *Histoire du sionisme*, t. 1, Gallimard, 1994, p. 35).
8. Essai publié en 1880.
9. Voir Walter Laqueur, *Histoire du sionisme…*, *op. cit.*, p. 135.
10. Texte de 1899. Voir Alain Boyer, *Theodore Herzl*, Albin Michel, 1991, p. 61.
11. Stefan Zweig, *Le Monde d'hier…*, *op. cit.*, p. 129.
12. Voir à cet égard Shlomo Avinieri, *Theodor's Herzl Diaries as a Bildungsroman in Jewish Social Studies*, vol. 5, n° 3, Spring-Summer 1999 (*new series*).
13. Theodor Herzl, *L'État des Juifs*, La Découverte, 2003, rééd., p. 39.
14. Voir notamment Dominique Frischer, *Le Moïse des Amériques. Vies et œuvres du munificent baron de Hirsch*, Grasset, 2002.
15. Voir Alain Boyer, *Theodor Herzl*, *op. cit.*, p. 60.
16. Stefan Zweig, *Le Monde d'hier…*, *op. cit.*, p. 129.
17. Theodor Herzl, *L'État des Juifs…*, *op. cit.*, p. 39.
18. *Ibid.*, p. 95.
19. L'ouvrage serait traduit en français sous le titre *Autoémancipation. Avertissement d'un Juif russe à ses frères* (Mille et Une Nuits, 2006).
20. Walter Laqueur, *Histoire du sionisme…*, *op. cit.*, p. 143.
21. Voir Walter Laqueur, *ibid.*, p. 154.
22. Sur l'entrevue entre Herzl et Maurice de Hirsch, voir Walter Laqueur, *ibid.*, p. 141-142.
23. Voir Yoram Hazony et Claire Darmon, *L'État juif. Sionisme, postsionisme et destins d'Israël*, Éditions de l'Éclat, 2000, p. 174 *sq*.

24. Walter Laqueur, *Histoire du sionisme…*, *op. cit.*, p. 152.
25. *Ibid*., p. 153.
26. Réflexion à Stefan Zweig. Voir *Le Monde d'hier…*, *op. cit.*, p. 133.
27. Journal sioniste, *The Complete Diaries of Theodor Herzl 1895-1904*, New York & London, 1960, t. 1, p. 330.
28. Voir Michael Heymann, *The Uganda Controversy. Minutes of the Zionist General Council*, London, Transaction Publishers, 1970, p. 136.
29. *The Complete Diaries of Theodor Herzl…*, *op. cit.*, t. 1, p. 387.
30. Walter Laqueur, *Histoire du sionisme…*, *op. cit.*, p. 192.
31. *The Complete Diaries of Theodor Herzl…*, *op. cit.*, t. 1, p. 424.
32. *Ibid*., p. 343.
33. Stefan Zweig, *Le Monde d'hier…*, *op. cit.*, p. 135.
34. David Ben Gourion, *Mémoires. Israël avant Israël*, Grasset, 1974, p. 17.
35. Stefan Zweig, *Le Monde d'hier…*, *op. cit.*, p. 136.
36. *The Complete Diaries of Theodor Herzl…*, *op. cit.*, t. 1, p. 325.

2. Haïm Weizmann, l'initiateur

1. Theodor Herzl, *Journal sioniste*, voir Walter Laqueur, *Histoire du sionisme…*, *op. cit.*, t. 1, p. 170.
2. Chaim Weizmann, *Trial and Error*, New York, Harper & Brothers, 1949 (traduction française : *Naissance d'Israël*, Gallimard, 1957, p. 53).
3. Haïm Weizmann, *Naissance d'Israël*, *op. cit.*, p. 61.
4. Walter Laqueur, *Histoire du sionisme…*, *op. cit.*, p. 168.
5. Chaim Weizmann, *The Letters and Papers of Chaim Weizmann. August 1898-July 1931*, Transaction Publishers, 1983, p. 301.
6. Leonard J. Stein, *The Balfour Declaration*, New York, Simon & Schuster, 1961, p. 157.
7. L'épisode est relaté par Weizmann lui-même dans ses Mémoires, *Naissance d'Israël*, *op. cit.*, p. 136-137. Il est également rapporté par Blanche « Baffy » Dugdale, nièce de Balfour et confidente de Weizmann. Voir Blanche Dugdale, *Arthur James Balfour*, t. 1., 1936, p. 325-327 ; et Norman Rose, *Chaim Weizmann. A Biography*, New York, Viking Penguin Inc., 1986, p. 101-102.
8. Lettre de Haïm Weizmann à l'écrivain yiddishisant Shmaryahu Levine. Cité par Leonard J. Stein, *The Balfour Declaration*, *op. cit.*, p. 99.
9. *The Letters and Papers of Chaim Weizmann…*, *op. cit*., t. 1, p. 148.
10. Haïm Weizmann, *Naissance d'Israël*, *op. cit.*, p. 179.
11. *Ibid*. Voir aussi Barnet Litvinoff, *Weizmann. Last of the Patriarchs*, New York, G. P. Putnam's Sons, 1976, p. 87. Voir aussi Walter Laqueur, *Histoire du sionisme…*, *op. cit.*, p. 274.
12. Barnet Litvinoff, *Weizmann…*, *op. cit.*, p. 87 ; et Norman Rose, *Chaim Weizmann…*, *op. cit.*, p. 145-146. Voir aussi Leonard J. Stein, *The Balfour Declaration*, *op. cit.*, p. 138.
13. David Lloyd George, *Napoleon and Palestine*, Londres, 1925, p. 48. Chaim Weizmann, *Trial and Error*, New York, 1949, p. 152.
14. Haïm Weizmann, *Naissance d'Israël*, *op. cit.*, p. 183.
15. *Ibid*., p. 182.
16. Martin Gilbert, *Churchill and the Jews. A Lifelong Friendship*, New York, Henry Holt and Company, 2007, p. 24-25.
17. Voir Haïm Weizmann, *Naissance d'Israël*, *op. cit.*, p. 180. Voir David Lloyd George, *War Memoirs of David Lloyd George*, Londres, Odhams Press, 1938. Voir aussi Joseph M.N. Jeffries, *Palestine. The Reality*, Londres, Longman, Green & Co., 1939, p. 194 *sq*.
18. Haïm Weizmann, *Naissance d'Israël*, *op. cit.*, p. 244.

19. *Ibid.*

20. William L. Cleveland, *A History of the Modern Middle East*, Boulder, CO, Westview, 2004, p. 228.

21. Voir Walter Laqueur, *Histoire du sionisme…*, *op. cit.*, t. 2, p. 719.

22. Norman Rose, *Chaim Weizmann…*, *op. cit.*, p. 419-420.

23. *Ibid.*

24. Dan Kurzman, *Genesis 1948. The First Arab-Israeli War*, Londres, Vallentine Mitchell, 1972, p. 91-92.

25. Lettre du 9 avril 1948. Voir Haïm Weizmann, *Naissance d'Israël*, *op. cit.*, p. 530.

26. Rapporté par Golda Meir, *My Life*, Londres, Weidenfeld & Nicolson, 1975 (traduction française : *Ma vie*, Robert Laffont, 1975, p. 209).

27. David Ben Gourion, « Chaim Weizmann, Champion of the Jewish People », in Dan Leon & Yehuda Adin (eds.), *Chaim Weizmann. Statesman of the Jewish Renaissance. The Weizmann Centenary, 1874-1974*, Jérusalem, Zionist Library, 1974, p. 25.

3. David Ben Gourion, le fondateur

1. Voir David Ben Gourion, *Mémoires. Israël avant Israël*, Grasset, 1974, p. 10.

2. *Ibid.*, p. 22.

3. *Ibid.*, p. 24.

4. *Ibid.*, p. 29.

5. *Ibid.*, p. 25.

6. Voir Michel Bar-Zohar, *Ben Gourion*, Fayard, 1986, p. 46 *sq*.

7. *Ibid.*, p. 68.

8. Zeev Sternhell, *Aux origines d'Israël*, Gallimard, 1996, p. 44. Voir Anita Shapira, *Berl. The Biography of a Socialist Zionist. Berl Katznelson 1887-1944*, Cambridge University Press, 1984.

9. David Ben Gourion, *Mémoires…*, *op. cit.*, p. 89.

10. L'expression est de Michel Bar-Zohar, *op. cit.*, p. 94 *sq*.

11. Michel Bar-Zohar, *ibid.*, p. 129.

12. *Ibid.*, p. 128.

13. Rapporté par David Ben Gourion lui-même dans une lettre du 6 décembre 1967 adressée au général de Gaulle.

14. David Ben Gourion, *Israël, années de lutte*, Flammarion, 1964, p. 21.

15. Michel Bar-Zohar, *Ben Gourion…*, *op. cit.*, p. 165.

16. Lettre de Ben Gourion à Tamar de Sola Poole, présidente de la Hadassah (Organisation des femmes sionistes d'Amérique). Michel Bar-Zohar, *ibid.*, p. 166.

17. Voir Norman Rose, *Chaim Weizmann…*, *op. cit.*, p. 378-379.

18. Ben Gourion, lors de la conférence sioniste d'août 1945.

19. Abba Eban, *Personal Witness. Israel through my Eyes*, New York, Putnam's, 1992, p. 101.

20. Voir David Ben Gourion, *Israël, années de lutte*, *op. cit.*, p. 35.

21. Golda Meir, *Ma vie…*, *op. cit.*, p. 296.

22. Sur l'existence d'un plan d'expulsion des Palestiniens et, *a fortiori*, d'un « nettoyage ethnique » qu'avait cru devoir soulever l'historien israélien Ilan Pappe et dont il avait accusé Ben Gourion d'être un des principaux responsables, voir Henry Laurens, *Paix et guerre au Moyen-Orient*, Armand Colin, 1985, p. 85. Voir aussi Ilan Pappe, *The Ethnic Cleansing of Palestine*, Oxford (UK), Oneworld Publications Ltd, 2006 (traduction française : *Le Nettoyage ethnique de la Palestine*, Fayard, 2008).

23. Voir Moïse Rahmani, *L'Exode oublié. Juifs des pays arabes*, Éditions Raphaël, 2003 ; Malka Hillel Shulewitz, *The Forgotten Million. The Modern Jewish Exodus from Arab Lands*, Londres, Continuum,

2000 ; et Nathan Weinstock, *Une si longue présence. Comment le monde arabe a perdu ses Juifs, 1947-1967*, Plon, 2008.

24. Voir à cet égard Malka Hillel Shulewitz, *The Forgotten Million…*, *op. cit.*, p. 82, ainsi que Benny Morris, *1948. The First Arab-Israeli War*, New Haven, Yale University Press, 2008, p. 412.

25. Rapporté par Shabtai Teveth, *Moshe Dayan*, Plon, 1973.

26. Michel Bar-Zohar, *Ben Gourion…*, *op. cit.*, p. 263.

27. *Ibid.*, p. 289.

28. *Ibid.*, p. 306.

29. *Ibid.*, p. 329.

30. Voir Michel Bar-Zohar, *Shimon Peres et l'histoire secrète d'Israël*, Odile Jacob, 2008, p. 108.

31. Voir à cet égard l'ouvrage essentiel de Denis Lefebvre, *Les Secrets de l'expédition de Suez*, Perrin, 2010.

32. Voir à cet égard Denis Lefebvre, *ibid.* ; et Hugh Thomas, *The Suez Affair*, London, Weidenfeld & Nicolson, 1967.

33. Michel Bar-Zohar, *Ben Gourion…*, *op. cit.*, p. 375.

34. *Ibid.*, p. 381. Voir aussi Michael Brechter, *Decisions in Israel's Foreign Policy*, New Haven, CO, Yale University Press, 1974, p. 283.

35. Charles de Gaulle, *Mémoires d'espoir*, t. 1 : *Le Renouveau, 1958-1962*, Plon, 1970, p. 278.

36. *Ibid.*

37. *Ibid.*, p. 279.

38. Michel Bar-Zohar, *Ben Gourion…*, *op. cit.*, p. 411.

39. *Ibid.*, p. 413.

40. *Ibid.*, p. 474.

41. Voir Shabtai Teveth, *Ben Gurion's Spy. The Story of the Political Scandal that shaped Modern Israel*, New York, Columbia University Press, 1996.

42. Michel Bar-Zohar, *Ben Gourion…*, *op. cit.*, p. 468-469.

43. Voir à cet égard Samy Cohen, *De Gaulle, les gaullistes et Israël*, Alain Moreau, 1974 ; et Daniel Amson, *De Gaulle et Israël*, Presses universitaires de France, 1991.

44. Michel Bar-Zohar, *Ben Gourion…*, *op. cit.*, p. 473.

45. Cité par Golda Meir, *Ma vie*, Robert Laffont, 1975, p. 306.

46. Propos rapportés par l'ambassadeur Jacques Bayens, *Un coup d'épée dans l'eau du canal. La seconde campagne d'Égypte*, Fayard, 1976.

47. Voir Charles de Gaulle, *Mémoires d'espoir…*, *op. cit.*, p. 279.

48. Rapporté par Freddy Eytan, *Les 18 qui ont fait… Israël*, Éditions Alphée / Jean-Paul Bertrand, 2007, p. 38.

4. Vladimir Jabotinsky, le révisionniste

1. Voir Charles Dobzynski, *Anthologie de la poésie yiddish*, Gallimard, 2000, p. 70-81.

2. Norman Rose, *Chaim Weizmann…*, *op. cit.*, p. 132.

3. Walter Laqueur, *Histoire du sionisme…*, *op. cit.*, p. 499.

4. Vladimir Jabotinsky, *Story of My Life*, Brian Horowitz & Leonid Katsis (eds.), Detroit, Wayne State University Press, 2015 (rééd.), p. 152 (traduction française : *Histoire de ma vie*, Les Provinciales, 2011).

5. Rapporté par Walter Laqueur, *Histoire du sionisme…*, *op. cit.*, p. 501.

6. Vladimir Jabotinsky, *Histoire de ma vie…*, *op. cit.*, p. 156.

7. Voir Tom Segev, *One Palestine Complete*, New York, First Holt Paperpacks, 2000, p. 126-128 (traduction française : *C'était en Palestine au temps des coquelicots*, Liana Levi, 2000).

8. Voir Benny Morris, *Histoire revisitée du conflit arabo-sioniste*, Bruxelles, Éditions Complexe, 2003, p. 104-116.

9. Tom Segev, *One Palestine Complete*, *op. cit.*, p. 139-141.

10. Marius Schattner, *Histoire de la droite israélienne*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1991, p. 51-64.

11. Tom Segev, *One Palestine Complete*, *op. cit.*, p. 143-144.

12. Joseph B. Schechtman, *The Life and Times of Vladimir Jabotinsky*, t. 1 : *The Early Years. Rebel and Statesman*, New York, Thomas Yoseloff, 1956, p. 424.

13. Voir Dominique Bourel, Jacques Le Rider et Delphine Bechtel, *Max Nordau. 1849-1923*, Cerf, 1996, p. 295.

14. Voir notamment Avi Shlaim, *The Iron Wall. Israel and the Arab World*, New York, Penguin Books, 2000, p. 11-16.

15. Walter Laqueur, *Histoire du sionisme…*, *op. cit.*, p. 521.

16. Publié en 1936, ce roman fut réédité beaucoup plus tard, notamment en Russie et en Ukraine (traduction française : Vladimir Jabotinsky, *Les Cinq*, Genève, Éditions des Syrtes, 2006).

17. Voir à cet égard l'ouvrage de Shlomo Avineri, *Arlosoroff*, New York, Globe Weidenfeld, 1990 ; ou encore l'histoire de cet assassinat romancée avec talent par Tobie Nathan, *Qui a tué Arlozoroff ?* Grasset, 2010. Voir également Anja Klabunde, *Magda Goebbels*, Tallandier, 2006, p. 209-231.

18. Rapporté par Michel Bar-Zohar, *Ben Gourion…*, *op. cit.*, p. 108. Voir aussi Norman Rose, *Chaim Weizmann*…, *op. cit.*, p. 261.

19. Sur les rencontres entre Jabotinsky et Ben Gourion, voir M. Bar-Zohar, *Ben Gourion…*, *op. cit.*, p. 118-123.

20. Voir Marius Schattner, *Histoire de la droite israélienne*, *op. cit.*, p. 169.

21. Rapporté par Maurice Edelman, *Ben Gurion. A Political Biography*, Hodder & Stoughton, 1964 (traduction française : *Ben Gourion*, Presses de la Cité, 1965).

5. Menahem Begin, le rebelle

1. Cité par Eytan Haber, *Menahem Begin. The Legend and the Man*, New York, Delcorte Press, 1978 (traduction française, *Menahem Begin*, Stock, 1978, p. 41).

2. Eytan Haber, *Menahem Begin*, *op. cit.*, p. 47.

3. Rapporté par Michel Bar-Zohar, *Ben Gourion…*, *op. cit.*, p. 121.

4. Voir Frank Gervasi, *The Life and Times of Menahem Begin. Rebel to Statesman*, New York, G. P. Putnam's Sons, 1979, p. 109.

5. Voir Menahem Begin, *White Nights*, Jerusalem, Steimatzsky Ltd., 1977.

6. Voir Victor Malka, *Menahem Begin. La Bible et le fusil*, Éditions Media, 1977, p. 98.

7. Voir J. Bowyer Bell, *Terror Out of Zion. Irgun Zvai Leumi, Lehi and the Palestine Underground, 1929-1949*, New York, St. Martin's Press, 1977.

8. Frank Gervasi, *The Life and Times of…*, *op. cit.*, p. 163-164.

9. Voir à cet égard Menahem Begin, *The Revolt*, New York, Dell Books, 1978 ; et Frank Gervasi, *The Life and Times of…*, *op. cit.*, p. 175 *sq*.

10. Voir Marius Schattner, *Histoire de la droite israélienne*, *op. cit.*, p. 241 ; Yoav Gelber, *Palestine 1948*, Brighton (UK), Sussex Academic Press, Brighton, 2006, p. 311-312 ; et Benny Morris, *The Birth of the Palestinian Refugee Problem Revisited*, Cambridge (UK), Cambridge University Press, 2003, p. 238. Voir aussi Benny Morris, *1948. A History of the First Arab-Israeli War*, New Haven, Yale University Press, 2008.

11. Sur l'affaire de l'*Altalena*, voir Frank Gervasi, *The Life and Times of…*, *op. cit.*, p. 247-261 : et Walter Eytan, *Menahem Begin*, Stock, 1978, p. 291-303.

12. Michel Bar-Zohar, *J'ai risqué ma vie. Isser Harel, le n° 1 des services secrets israéliens*, Fayard, 1971, p. 126.

13. Voir Joëlle Jonathan, *Shimon Peres. La force de vaincre*, Le Centurion, 1981, p. 135 ; et Tom Segev, *1967. Six jours qui ont changé le monde*, traduit de l'hébreu par Katherine Werchowski, Denoël, 2007, p. 297.

14. Victor Malka, *Menahem Begin. La Bible et le fusil*, *op. cit.*, p. 19.

15. *Ibid.*

6. Golda Meir, la forteresse

1. Voir Louis Greenberg, *The Jews in Russia. The Struggle for Emancipation*, New York, Schocken Books, 1976, p. 54.

2. Golda Meir, *Ma vie*, Robert Laffont, 1975, p. 32.

3. Voir Charlotte Baum, Paula Hyman & Sonya Michel, *The Jewish Woman in America*, New York, Dial Press, 1976, p. 76-98.

4. Golda Meir, *Ma vie*, *op. cit.*, p. 43.

5. Ralph G. Martin, *Golda. Golda Meir, the Romantic Years*, New York, Charles Scribner's Sons, 1988, p. 42 *sq*.

6. *Ibid.*, p. 72.

7. Golda Meir, *Ma vie*, *op. cit.*, p. 63.

8. *Ibid.*, p. 73.

9. *Ibid.*, p. 64.

10. Voir Ralph G. Martin, *Golda…*, *op. cit.*, p. 88.

11. Golda Meir, *Ma vie…*, *op. cit.*, p. 19. Voir aussi Shmuel Dayan et Yael Dayan (eds), *Pionneers in Israel*, Cleveland & New York, World, 1961.

12. Rapporté par Ralph G. Martin, Golda…, *op. cit.*, p. 107-108. Voir aussi Lesley Hazleton, *Israeli Women. The Reality Behind the Myth*, New York, Simon & Schuster, 1977.

13. Golda Meir, *Ma vie*, *op. cit.*, p. 94. Voir aussi Melford E. Spiro, *Kibbutz. Venture into Utopia*, Cambridge, MA, Harvard University Press, 1956, p. 56-67.

14. Voir à cet égard, Ralph G. Martin, *Golda…*, *op. cit.*, p. 200-241.

15. Yigal Lossin, *Pillar of Fire*, Jerusalem, Shikmona Publishing Co., 1983, p. 135.

16. Voir notamment Zalman Shazar, *Poems*, South Brunswick, NJ, A. S. Barnes, 1974.

17. Golda Meir, *Ma vie*, *op. cit.*, p. 144.

18. *Ibid*., p. 168.

19. *Ibid*., p. 170.

20. *Ibid*., p. 177.

21. Rapporté par Golda Meir, *Ma vie*, *op. cit.*, p. 211.

22. *Ibid*., p. 227.

23. *Ibid*., p. 231.

24. Voir Dominique Frischer, *Golda Meir. La femme derrière la légende*, L'Archipel, 2015, p. 254.

25. Voir Moshe Dayan, *Histoire de ma vie*, Fayard, 1976, p. 127.

26. Golda Meir, *Ma vie*, *op. cit.*, p. 242.

27. Laurent Rucker, *Staline, Israël et les Juifs*, PUF, 2001.

28. *Ibid*., p. 140.

29. Golda Meir, *Ma vie*, *op. cit.*, p. 299.

30. *Ibid*., p. 322.

31. *Ibid*., p. 327.

32. *Ibid*., p. 338.

33. *Ibid*., p. 332.
34. *Ibid*., p. 333.
35. Rapporté par Freddy Eytan, *Les 18 qui ont fait…*, *op. cit.*, p. 64.
36. G. Meir, *Ma vie*, *op. cit.*, p. 390.
37. *Ibid*., p. 443.
38. *Ibid*., p. 423.
39. *Ibid*., p. 456.

7. Moshe Dayan, la légende

1. Shabtai Teveth, *Moshe Dayan. The Soldier, the Man, the Legend*, London, Weidenfeld & Nicolson, 1972 (traduction française : *Moshe Dayan*, trad. Jean Décines, Plon, 1973, p. 65.
2. Voir Shabtai Teveth, *Moshe Dayan*, *op. cit.*, p. 73.
3. Moshe Dayan, *Histoire de ma vie*, Fayard, 1976, p. 10 ; et Shabtai Teveth, *Moshe Dayan*, *op. cit.*, p. 64.
4. Ruth Dayan & Helga Dudman, *Or Did I Dream a Dream ? The Story of Ruth Dayan*, Jerusalem & London, Weidenfeld & Nicolson, 1973, p. 65.
5. M. Dayan, *Histoire de ma vie*, *op. cit.*, p. 35-37 ; et Shabtai Teveth, *Moshe Dayan…*, *op. cit.* p. 97.
6. Voir Ruth Dayan & Helga Dudman *Or Did I Dream a Dream ?…*, *op. cit.*, p. 81.
7. *Ibid*. ; et Shabtai Teveth, *Moshe Dayan*, *op. cit.*, p. 102 et 118.
8. Shabtai Teveth, *Moshe Dayan*, *op. cit.*, p. 126.
9. *Ibid.*, p. 134.
10. Voir Michael Bar-Zohar, *Shimon Peres. The Biography*, The Random House Publishing Group, 2007, p. 75.
11. Rapporté par Shabtai Teveth, *Moshe Dayan*, *op. cit.*, p. 180.
12. Rapporté par Shimon Peres in Joëlle Jonathan, *Shimon Peres. La force de vaincre*, Le Centurion, 1981, p. 68. Voir aussi Shabtai Teveth, *Moshe Dayan*, *op. cit.*, p. 190.
13. Shabtai Teveth, *ibid.*, p. 200.
14. Michel Bar-Zohar, *Shimon Peres et l'histoire secrète d'Israël*, Odile Jacob, 2007, p. 80.
15. Shabtai Teveth, *Moshe Dayan*, *op. cit.*, p. 214.
16. *Ibid*., p. 225.
17. *Ibid*., p. 256.
18. Moshe Dayan, *Journal de la campagne du Sinaï*, Nouveau Monde Éditions, 2015, p. 247.
19. Shabtai Teveth, *Moshe Dayan*, *op. cit.*, p. 275.
20. Voir Mordechai Bar-On, *Moshe Dayan. Israel's Controversial Hero*, New Haven et Londres, Yale University Press, 2012, p. 141 *sq*. Voir aussi Shabtai Teveth, *Moshe Dayan*, *op. cit.*, p. 317.
21. Mordechai Bar-On, *Moshe Dayan…*, *op. cit.*, p. 194.
22. *Ibid*., p. 197.

8. Abba Eban, le diplomate

1. Abba Eban, *Autobiographie*, Buchet/Chastel, 1979, p. 10. Voir aussi Asaf Siniver, *Abba Eban. A Biography*, New York, Overlook Duckworth, 2015, p. 10-12.
2. Abba Eban, *Autobiographie*, *op. cit.*, p. 19.
3. Asaf Siniver, *Abba Eban…*, *op. cit.*, p. 18.
4. Rapporté par Asaf Siniver, *Abba Eban…*, *op. cit.*, p. 20. Voir aussi Suzy Eban, *A Sense of Purpose. Recollections by Suzy Eban*, Londres, Orion, 2008, p. 21 *sq*.
5. Voir Martin Gilbert, *Churchill and the Jews…*, *op. cit.*, p. 225-229.
6. Rapporté par Asaf Siniver, *Abba Eban…*, *op. cit.*, p. 49.

7. Asaf Siniver, *ibid.*, p. 65.

8. Abba Eban, *Autobiographie*, *op. cit.*, p. 58. Voir aussi Alan Bullock, *Ernest Bevin. Foreign Secretary 1945-51*, New York, Heinemann, 1983.

9. Asaf Siniver, *Abba Eban…*, *op. cit.*, p. 70.

10. *Ibid.*, p. 88. Voir aussi Richard Crossman, *A Nation Reborn. A Personal report on the Roles Played by Weizmann, Bevin and Ben Gourion in the Story of Israel*, New York, Atheneum, 1960, p. 68 *sq*.

11. Abba Eban, *Autobiographie*, *op. cit.*, p. 95. Voir aussi Walter Eytan, *The First Ten Years*, New York, Simon & Schuster, 1958, p. 65.

12. *New York Post*, 28 mai 1948.

13. Asaf Siniver, *Abba Eban…*, *op. cit.*, p. 115.

14. Voir Henry Kissinger, *À la Maison Blanche, 1968-1973*, t. 1, Fayard, 1979, p. 375. Voir également John Quigley, *The International Diplomacy of Israel's Founders. Deception at the United Nations in the Quest of Palestine*, Cambridge (UK), Cambridge University Press, 2016, p. 136.

15. Voir Abba Eban, *Autobiographie*, *op. cit.*, p. 121. Voir également Walter Eytan, *The First Ten Years*, *op. cit.*, p. 58.

16. Asaf Siniver, *Abba Eban…*, *op. cit.*, p. 154-155.

17. Abba Eban, *Autobiographie*, *op. cit.*, p. 170.

18. *Ibid.*, p. 172.

19. *Ibid*.

20. Walter Eytan, *The First Ten Years*, *op. cit.*, p. 122 ; et Asaf Siniver, *Abba Eban…*, *op. cit.*, p. 167-168.

21. Abba Eban, *The Tide of Nationalism*, « Herbert Samuel Lecture », New York, Horizon Press, 1959.

22. E. Kishon, « Diplomatic Language », *Jerusalem Post*, automne 1958. Voir également Asaf Siniver, *Abba Eban…*, *op. cit.*, p. 173.

23. Moshe Sharett, *Personal Diary*, 2 novembre 1953. Rapporté par Asaf Siniver, *Abba Eban…*, *op. cit.*, p. 147.

24. Abba Eban, *Autobiographie*, *op. cit.*, p. 233.

25. Asaf Siniver, *Abba Eban…*, *op. cit.*, p. 251.

26. *Ibid.*

27. Abba Eban, *Autobiographie*, *op. cit.*, p. 316.

28. *Ibid.*, p. 330.

29. Henry Kissinger, *À la Maison Blanche…*, *op. cit.*, p. 375.

30. Abba Eban, *Autobiographie…*, *op. cit.*, p. 345.

31. *Time*, 30 juillet 1973.

32. Henry Kissinger, *À la Maison Blanche…*, *op. cit.*, p. 375.

33. A. Siniver, *Abba Eban…*, *op. cit.*, p. 349.

34. *Ibid.*, p. 352.

35. Suzy Eban, *A Sense of Purpose…*, *op. cit.*, p. 346-347.

9. Yitzhak Rabin, le juste

1. Itamar Rabinovich, *Yitzhak Rabin. Soldier, Leader, Statesman*, New Haven, Yale University Press, 2017, p. 7.

2. Voir Dan Kurzman, *Soldier of Peace. The Life of Yitzhak Rabin, 1922-1995*, New York, HarperCollins, 1998, p. 82. Voir aussi Leah Rabin, *Yitzhak Rabin, notre vie, son héritage*, Robert Laffont, 1997, p. 72-73.

3. Voir Dan Kurzman, *Soldier of Peace…*, *op. cit.*, p. 82. Voir aussi Lea Rabin, *Itzhak Rabin…*, *op. cit.*, p. 72-73.

4. Yemima Rosenthal (ed.), *Yitzhak Rabin, Prime Minister of Israel, 1974-1977 and 1992-1995. Selected Documents*, Jerusalem, 2005, p. 58. Cité par Itamar Rabinovich, *Yitzhak Rabin…*, *op. cit.*, p. 34-35.

5. Yitzhak Rabin, *The Rabin Memoirs*, Boston, Little, Brown and Co., 1979, p. 47-48 ; et Itamar Rabinovich, *ibid.*, p. 35.

6. Voir Itamar Rabinovich, *ibid.*, p. 38.

7. Voir Efraim Inbar, *Rabin and Israel's National Security*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1999, p. 60 *sq*.

8. Voir Shabtai Teveth, *Moshe Dayan*, *op. cit.*, p. 404-405. Voir également Itamar Rabinovich, *Yitzhak Rabin…*, *op. cit.*, p. 40.

9. Voir notamment Ze'ev Maoz, *Defending the Holy Land*, Ann Arbor, MI, University of Michigan Press, 2006, p. 100-101. Voir aussi Tom Segev, *1967…*, *op. cit*.

10. Pierre Razoux, *Tsahal. Nouvelle histoire de l'armée israélienne*, Perrin, 2006, p. 183.

11. Voir Tom Segev, *1967…*, *op. cit.*, p. 321-322.

12. *Ibid*., p. 331.

13. Rapporté par Yitzhak Rabin, *The Rabin Memoirs*, *op. cit.*, p. 75-76. Voir aussi Pierre Razoux, *Tsahal…*, *op. cit.*, p. 183.

14. Voir Yitzhak Rabin, *The Rabin Memoirs*, *op. cit.*, p. 82. Voir aussi Itamar Rabinovich, *Yitzhak Rabin…*, *op. cit.*, p. 62.

15. Voir Abba Eban, *Autobiographie*, *op. cit.*, p. 278

16. Yitzhak Rabin, *The Rabin Memoirs*, *op. cit.*, p. 112. Voir aussi Michael G. Kort, *Yitzhak Rabin : Israel's Soldier Statesman*, Brookfield, CO, Millbrook Press, 1996, p. 73 (que dément en revanche Leah Rabin, qui évoque un surmenage).

17. Yitzhak Rabin, *The Rabin Memoirs*, *op. cit.*, p. 122.

18. Henry Kissinger, *À la Maison-Blanche, 1968-1973*, t. 2, Fayard, 1979, p. 1337-1342.

19. Yitzhak Rabin, *The Rabin Memoirs*, *op. cit.*, p. 123.

20. Lea Rabin, *Itzhak Rabin…*, *op. cit.*, p. 145.

21. Voir Itimar Rabinovich, *Yitzhak Rabin…*, *op. cit.*, p. 100.

22. Yitzhak Rabin, *The Rabin Memoirs*, *op. cit.*, p. 261.

23. Itimar Rabinovich, *Yitzhak Rabin…*, *op. cit.*, p. 172.

24. Voir Michel Bar-Zohar, *Shimon Peres et l'histoire secrète d'Israël*, Odile Jacob, 2008, p. 11.

25. Rapporté par Leah Rabin, *Itzhak Rabin…*, *op. cit.*, p. 38-39 et 315.

10. Ariel Sharon, César d'Israël

1. David Landau, *Arik. The Life of Ariel Sharon*, New York, Alfred A. Knopf, 2013, p. 33 *sq*.

2. *Ibid*., p. 41 *sq*.

3. *Ibid.*, p. 7-9.

4. *Ibid.*, p. 25-28.

5. Moshe Dayan, *Journal de la campagne du Sinaï*, *op. cit.*, p. 128.

6. Voir David Landau, *Arik…*, *op. cit.*, p. 55.

7. Voir Yael Dayan, *My Father, His Daughter*, New York, Farrar, Straus & Giroux, 1985, p. 173 *sq*. (traduction française : *Mon père*, Stock, 1985). Voir aussi Luc Rosenzweig, *Ariel Sharon*, Perrin, 2006, p. 168.

8. Tom Segev, *1967…*, *op. cit.*, p. 328.

9. *Ibid.*

10. Voir Lt. Yael Dayan, *A Soldier's Diary. Sinai, 1967*, Londres, Weindenfeld & Nicolson, 1967 ; et Luc Rosenzweig, *Ariel Sharon*, *op. cit.*, p. 175.

11. Voir D. Landau, *Arik…*, *op. cit.*, p. 75-76.

12. Rapporté par Luc Rosenzweig, *Ariel Sharon*, *op. cit.*, p. 226.

13. *Ibid*., p. 208

14. Rapporté par Freddy Eytan, *Les 18 qui ont fait…*, *op. cit.*, p. 185.
15. Rapporté par David Landau, *Arik…*, *op. cit.*, p. 153 ; et Luc Rosenzweig, *Ariel Sharon, op. cit.*, p. 254.
16. Rapporté par Michel Bar-Zohar, *Shimon Peres…*, *op. cit.*, p. 352.

11. Isser Harel, l'homme de l'ombre

1. Michel Bar-Zohar, *J'ai risqué ma vie. Issa Harel, le numéro un des services de renseignements israéliens*, Fayard, 1971, p. 14.
2. Gordon Thomas, *Histoire secrète du Mossad, de 1951 à nos jours*, Nouveau Monde Éditions, 2006, p. 48.
3. Jacques Derogy et Hesi Carmel, *Le Siècle d'Israël. Les secrets d'une épopée. 1895-1995*, Fayard, 1994, p. 522-530.
4. Voir Michel Bar-Zohar, *Shimon Peres…*, *op. cit.*, p. 177 *sq*.
5. Gordon Thomas, *Histoire secrète…*, *op. cit.*, p. 50.
6. Michel Bar-Zohar, *J'ai risqué ma vie…*, *op. cit.*, p. 312.

12. Shimon Peres, le survivant

1. Voir Michel Bar-Zohar, *Shimon Peres… op. cit.*, p. 21.
2. Voir notamment Michel Bar Zohar, *ibid.*, p. 65-66.
3. *Ibid.*, p. 74-75.
4. Joëlle Jonathan, *Shimon Peres…*, *op. cit.*, p. 82.
5. Voir notamment Michel Bar-Zohar, *Shimon Peres…*, *op. cit.*, p. 171-176.
6. Joëlle Jonathan, *Shimon Peres…*, *op. cit.*, p. 128.
7. Voir Saul David, *Operation Thunderbolt. Flight 139 and the Raid on Entebbe*, New York, Little, Brown Publishing, 2015, p. 146.
8. Michel Bar-Zohar, *Shimon Peres…*, *op. cit.*, p. 343.
9. *Ibid.*, p. 346.
10. *Ibid*., p. 352.

INDEX

A

Abbas (Mahmoud) : 356
Abdallah (émir puis roi) : 74, 115, 125, 160, 199, 215-216, 252, 367
Abdul Hamid (sultan) : 41, 52
Acheson (Dean) : 284
Adenauer (Konrad) : 126, 133, 136, 187, 375, 394
Agranat (Shimon) : 266
Ahiméir (Abba) : 163-165, 177
Alkalaï (Jehuda'Hai) : 15, 30
Allenby (Edmund) : 71, 75, 95, 149
Allon (Yigal) : 230, 245, 247, 249, 251, 253, 264, 298, 304-305, 307-309, 351, 395, 403
Amit (Meir) : 257, 380
Arafat (Yasser) : 10, 195, 290, 329-330, 332, 349, 355-356, 398-400
Arlosoroff (Haïm) : 100, 164, 166, 176, 210, 274, 337
Attlee (Clement) : 77, 109
Avigour (Shaul) : 368

B

Balfour (Arthur James, lord) : 43, 56-57, 62-63, 66, 68-70, 275-276
Barak (Ehud) : 354, 400-401
Bar Lev (Haïm) : 254, 312, 317, 343, 348-349
Barrès (Maurice) : 23
Bauer (Fritz) : 374-376
Bééri (Isser) : 366-368
Begin (Menahem) : 77, 108, 122, 135, 137, 171-172, 174-196, 236, 264, 266-267, 296, 301, 326, 351, 353, 356, 371, 395, 397
Ben Gourion (David ; voir aussi Gryn David) : 10, 14, 32, 48, 75, 77, 79-81, 83-140, 146, 159, 164-169, 177, 180-182, 184-187, 189, 192, 196, 199, 204, 207-208, 211, 213- 215, 217, 220-221, 223-224, 227-228, 239, 247-255, 257-261, 265, 277-278, 281, 283, 286-287, 289, 292, 298, 301, 303, 305-306, 308-312, 314, 316, 323, 336, 339-340, 342, 344, 350, 358, 367-372, 376-381, 386-391, 393-396, 404-405
Ben Yehuda (Eliezer) : 44, 403
Ben Zvi (Yitzhak) : 91-93, 97, 146, 166-167, 204, 206-207, 302, 403
Bernadotte (Folke, comte) : 77, 122, 185, 281, 369
Bevin (Ernest) : 77-78, 109, 125, 213, 278
Bialik (Haïm Nathan) : 142-143, 274

Birnbaum (Nathan) : 29, 36
Brandeis (Louis D.) : 59, 66-68, 73, 105, 154

C

Carter (Jimmy) : 191, 193, 267, 326, 329
Chamberlain (Joseph) : 43
Churchill (Winston) : 63-64, 69, 74, 77, 100, 103, 105-106, 108-109, 120, 125, 152, 154, 186, 246, 276-278, 336
Clinton (William J.) : 329, 332, 401

D

Daudet (Léon) : 23, 25
Dayan (Moshe) : 127, 131, 135, 137, 190, 192, 216, 227, 230, 233, 235, 239-240, 242-268, 292, 294, 296, 301, 304-305, 307-312, 317-318, 321-322, 336, 341-342, 344-345, 347-349, 358, 369, 380, 386, 389-392, 395-397
De Gaulle (Charles) : 10, 133-134, 137-139, 229, 291, 316, 392-393
Dizengoff (Meir) : 145-146, 303, 404
Dori (Yaacov) : 114, 248-249
Dreyfus (Alfred) : 22-23
Drumont (Édouard) : 21-23
Dühring (Eugen) : 20
Dulles (Allen) : 373, 375
Dulles (John Foster) : 126, 225, 284-286, 288

E

Eban (Abba) : 80, 135, 138, 261, 271-299, 317, 319-321, 390, 392, 395, 405
Eichmann (Adolf) : 109, 136, 374-377
Einstein (Albert) : 72, 186, 285
Eisenhower (Dwight) : 126, 132-133, 284, 287, 320
Elazar (David) : 233, 266, 312, 345, 349
Eshkol (Levi) : 95, 127, 138-139, 169, 189, 207, 209, 227-228, 230, 253, 260-264, 290, 292, 314, 316-317, 319, 321, 346, 386-387, 392, 395, 403

F

Faysal (ibn Hussein, émir) : 71, 74, 150
Frankfurter (Felix) : 66-67, 106

G

Galili (Israel) : 114, 123, 233, 249, 324, 348
Gibli (Binyamin) : 128, 372
Ginzberg (Asher Hirsh ; voir aussi Ha'am Ahad) : 44, 48, 54, 58, 274
Golomb (Eliyahu) : 95, 213, 248, 277, 368, 403
Goldman (Nahum) : 105
Gordon (Aaron David) : 203
Gromyko (Andreï) : 218-282
Gryn (David ; voir Ben Gourion David)

H

Ha'am (Ahad ; voir aussi Ginzberg Asher Hirsh) : 44, 48, 54, 58, 274
Halperin (Isser ; voir aussi Harel Isser) : 136, 359-368, 370-381, 392, 395, 405
Hammarskjöld (Dag) : 226, 285, 287
Harel (Isser ; voir aussi Halperin Isser) : 136, 359-368, 370-381, 392, 395, 405
Herzl (Jacob) : 15
Herzl (Theodor) : 13-30, 32-48, 51-56, 60, 62, 64, 70, 78, 85-86, 119, 144-145, 149, 154, 156-157, 172-173, 203
Hirsch (Maurice de) : 25, 34
Hitler (Adolf) : 21, 104, 164
Hussein (roi de Jordanie) : 225, 332, 352
Hussein (ibn Ali) : 65, 71, 74
Husseini (Abd el-Kader al-) : 115
Husseini (Hadj Amin al-) : 72, 74, 95, 104, 150-151, 183, 215

J

Jabotinsky (Vladimir « Ze'ev ») : 44, 64, 75, 94, 101, 108, 122, 141-169, 171, 175-177, 179, 184-186, 189, 274, 302, 338
Jacobson (Eddie) : 80
Johnson (Lyndon B.) : 227, 292-293, 316, 319

K

Kahane (Meir, rabbin) : 331, 352
Kalisher (Zvi Hirsch) : 31
Katznelson (Berl) : 95, 207, 209, 211, 273, 276, 303, 385-386, 403
Kawjki (Fawzi el-) : 115
Kennedy (John F.) : 135, 227, 285, 393
Kissinger (Henry A.) : 191, 199, 231, 234, 236, 282, 294, 296-298, 320-321, 324, 332

L

Lavon (Pinhas) : 128, 135-136, 254, 257, 260, 372, 390
Lie (Trygve) : 226, 285
Lloyd George (David) : 58, 61-64, 67-68
Lueger (Karl) : 21, 24

M

Maklef (Mordechaï) : 254, 308, 310
Meir (Golda, voir aussi Meyerson Golda) : 114, 116, 128-129, 135-136, 139, 189-190, 199-237, 261, 265-266, 288-290, 298, 301, 311, 321, 323, 348-349, 367, 379, 389, 391-392, 394-396
Meyerson (Golda, voir Meir Golda)
Mollet (Guy) : 130, 390-391
Molotov (Viatcheslav) : 219-220
Montagu (Samuel, lord) : 35
Montor (Henry) : 217, 222
Morgenthau (Henry Jr) : 79, 222
Moyne (Walter Edouard Guinness, lord) : 77, 108, 277

N

Nasser (Gamal Abdel) : 128, 130-131, 134, 137, 224, 229, 258, 262, 285-286, 290-291, 311, 314-315, 344, 390
Navon (Yitzhak) : 127, 395
Nixon (Richard M.) : 231, 295, 320-322, 324
Nordau (Max) : 27, 44-45

P

Peres (Shimon) : 113, 127, 129-131, 133, 135, 137, 139, 191, 195, 227, 240, 255, 257, 261, 266, 299, 310-312, 317, 322-323, 326-328, 330, 332, 357, 378, 383-402
Petlioura (Symon) : 154-155
Pinsker (Léon) : 32, 145
Plehve (Viatcheslav) : 45-46, 155

Q

Qassam (Izz ad-din al-) : 243

R

Rabin (Yitzhak) : 95, 137, 190-191, 195, 236, 262-264, 296, 298-299, 301-332, 336, 341, 345-346, 351, 358, 392, 395-400

Raziel (David) : 179
Remez (David) : 207-208, 213
Rogers (William P.) : 189, 320
Roosevelt (Franklin D.) : 9, 76, 80, 109, 112, 222, 336
Rothschild (baron Edmond) : 35, 39, 72, 145
Rothschild (Lionel Walter, lord) : 43, 60, 67-68
Rutenberg (Pinhas) : 72, 166

S

Sacher (Harry) : 57, 278
Sadate (Anouar el-) : 193-194, 232, 236, 297, 321, 325, 352
Sadeh (Yitzhak) : 244-245, 249, 277
Samuel (Herbert) : 61-63, 71, 152-153
Schiff (Jacob) : 55
Schönerer (Georg von) : 24
Scott (Charles P.) : 58, 61
Shaltiel (David) : 306, 366
Shamir (Yitzhak) : 194, 196, 326, 354, 398, 403
Sharett (Moshe, voir Shertok Moshe)
Sharon (Ariel) : 172, 190, 196, 234, 256, 268, 296, 301, 312, 335-336, 338-358, 401
Shazar (Zalman) : 209
Shertok (Moshe, voir aussi Sharett Moshe) : 91, 127-130, 135, 213-214, 218, 223, 227, 253, 255, 273, 275-281, 290, 303, 368, 370, 389-391, 394, 403
Shiloah (Reuven) : 250, 277, 370
Sieff (Israel Moses) : 57, 278
Silver (Abba Hillel) : 105, 281
Sokolow (Nahum) : 60, 67, 100, 273-274
Stavsky (Abraham) : 164, 166
Stern (Avraham « Yaïr ») : 77, 179
Stern (Moritz Abraham) : 19
Strauss (Franz-Josef) : 133, 379, 394
Suttner (Bertha von) : 19

T

Tabenkin (Yitzhak) : 207
Tehomi (Avraham) : 169, 179
Tel (Abdallah el-) : 252
Truman (Harry) : 9, 80, 112, 280, 283
Trumpeldor (Yosef) : 94, 146-149, 159, 175, 245

U

Ussishkin (Menahem Mendel) : 45, 48, 75, 144, 151

W

Weizman (Ezer) : 312-313, 316-317, 346
Weizmann (Haïm) : 51, 53-64, 66-80, 97, 99-101, 106, 109-112, 114, 119-120, 145, 147, 151-153, 155-157, 159-161, 165, 168, 181-182, 189, 210, 213, 247, 273, 275, 280-281, 301, 386, 405
Wingate (Orde Charles) : 245-246
Wise (Isaac Meyer) : 38
Wise (Stephen) : 75, 186

Y

Yadin (Yigael) : 114, 118, 123, 135, 249, 254-255, 307, 389
Yanaït (Rachel) : 206
Yariv (Aharon) : 263

Z

Zangwill (Israel) : 34, 44, 157
Zweig (Stefan) : 17, 23, 27, 47-48

SOMMAIRE

Avant-propos

1. Theodor Herzl (1860-1904), le visionnaire
   - Un dandy viennois
   - Le manifeste du sionisme
   - Le « moment Herzl »
   - L'apprenti diplomate

2. Haïm Weizmann (1874-1952), l'initiateur
   - Le chimiste de Manchester
   - Une lettre qui valait de l'or
   - Le chef du sionisme
   - Le sage de Rehovot

3. David Ben Gourion (1886-1973), le fondateur
   - Les vicissitudes d'un pionnier
   - Leader du Yishouv
   - L'homme décisif
   - Le père de la nation

4. Vladimir Jabotinsky (1880-1940), le révisionniste
   - Altalena
   - La muraille d'acier
   - Chef du parti révisionniste
   - Une rupture déchirante

5. Menahem Begin (1913-1992), le rebelle
   - Un « consolateur » singulier
   - Le hors-la-loi
   - Le pestiféré
   - L'homme d'État

6. Golda Meir (1898-1978), la forteresse
   - Sioniste à Milwaukee
   - Une passion dévorante
   - Celle qui a reçu la lumière
   - La grand-mère d'Israël

7. Moshe Dayan (1915-1981), la légende
À l’école de Wingate
L’homme au bandeau noir
Le héros d’Israël
Un piédestal fragile

8. Abba Eban (1915-2002), le diplomate
Le surdoué du sionisme
La voix d’Israël
Sur la ligne de front
Étranger dans son pays

9. Yitzhak Rabin (1922-1995), le Juste
Faire fleurir le désert ?
Le professionnel
Le vrai héros de la guerre des Six-Jours
Martyr de la paix

10. Ariel Sharon (1928-2014), César d’Israël
Le baroudeur de Tsahal
Arik, « roi d’Israël »
Le spectre de Sabra et Chatila
Un destin foudroyé

11. Isser Harel (1912-2003), l’homme de l’ombre
Le vinaigre de Vitebsk
Le *Mémouné*
Rue Garibaldi, San Fernando
La vie après le Mossad

12. Shimon Peres (1923-2016), le survivant
Le lion de tristesse
Dans les coulisses du pouvoir
Le mal-aimé
L’âge n’est pas un crime

Épilogue

Notes

Bibliographie générale

Index

DU MÊME AUTEUR

Joe Kennedy. Le pouvoir et la malédiction, Perrin, 2018.
Kennedy. Vérités et légendes, Perrin, 2017.
Les Présidents des États-Unis, Perrin, 2016.
Le Retour du général de Gaulle, 1946-1958, Perrin, 2015.
Frank Sinatra. La voix de l'Amérique, Perrin, 2014.
Kennedy, Nixon : les meilleurs ennemis, Perrin, 2012.
1914, une guerre par accident, Pygmalion, 2012.
Une histoire américaine : Frank Sinatra, Dean Martin, Sammy Davis Jr., Joey Bishop, Peter Lawford, *Choiseul Éditions*, 2010.
Israël, la naissance de l'État des Juifs, Le Rocher, 2008.
Dictionnaire biographique des relations internationales, avec Pascal Chaigneau, Economica, 2007.
La Conquête de l'Est. La France dans le nouvel ordre international, Calmann-Lévy, 1991.

© Perrin, un département de Place des Éditeurs, 2019

12, avenue d’Italie
75013 Paris
Tél. : 01 44 16 09 00
Fax : 01 44 16 09 01

Moshe Dayan durant juin 1967.
© William Karel/

ISBN numérique : 978-2-262-08024-2
Dépôt légal : mai 2019

Mise en pages : Soft Office

« Cette œuvre est protégée par le droit d’auteur et strictement réservée à l’usage privé du client. Toute reproduction ou diffusion au profit de tiers, à titre gratuit ou onéreux, de tout ou partie de cette œuvre, est strictement interdite et constitue une contrefaçon prévue par les articles L 335-2 et suivants du Code de la Propriété Intellectuelle. L’éditeur se réserve le droit de poursuivre toute atteinte à ses droits de propriété intellectuelle devant les juridictions civiles ou pénales. »